

Université Lumière-Lyon II
Faculté d'anthropologie et de sociologie
THÈSE de doctorat en sociologie et anthropologie

Les Bauges entre projets institutionnels et dynamiques locales : patrimoines, territoires et nouveaux lieux du politique.

Présentée et soutenue publiquement par

Marianne PALISSE

le 20 janvier 2006

sous la direction de M. Jean-Baptiste MARTIN, professeur à l'université
Lumière-Lyon II

devant un jury composé de M. Joël CANDAU, professeur à l'université de Nice – Sophia Antipolis M.
Jean-Luc MAYAUD, professeur à l'université Lumière-Lyon II M. André MICOUD, directeur de
recherches au CNRS M. Berardino PALUMBO, professeur à l'université de Messine, Italie.

Table des matières

Remerciements . .	1
Introduction . .	3
Patrimoines et sociétés . .	4
Les Bauges, un espace en mutation . .	6
Chapitre I. Le terrain et la méthode .	11
1. Les Bauges, territoire multiple . .	12
Un territoire multiculturel .	17
Une vie publique foisonnante .	17
Un territoire aux structures ouvertes .	18
Le Parc naturel régional et ses projets patrimoniaux : des sujets de controverses locales .	19
2. Ethnologue et néo-rurale . .	21
Vivre sur ce territoire .	21
Quelques récits de terrain .	22
Partager du sensible .	30
Expérience de terrain, expérience de vie .	32
Sciences sociales et utopie .	35
Présence longue .	36
La situation d' « observation participante » .	38
Les personnes rencontrées . .	39
« Habitants », « acteurs », « institutions » . .	46
Le rôle de l'ethnologue : être passeur ? . .	47
Chapitre II. Les Bauges entre patrimoine et utopie . .	51
1. A quoi sert le patrimoine ? Le patrimoine et les aspirations des groupes sociaux .	53
Le patrimoine, une construction sociale .	53
Patrimoine et mémoire . .	54

L'enjeu du futur .	57
2. Le patrimoine, un témoin de notre rapport au temps ? . .	60
Le patrimoine : une crispation sur ce qui est ? .	61
Les « régimes d'historicité » .	62
Une « crise du temps » ? . .	64
Le patrimoine, symptôme du présentisme ? .	69
3. Sortir du présentisme ? Le retour de l'utopie .	71
L'utopie des campagnes .	72
Espace d'expérience et horizon d'attente .	76
Se réappropriier passé et futur ? .	77
Chapitre III. Vivre en Bauges, Territoire, société, institutions .	83
1. Territoire, territoires . .	85
Le territoire, un mot aux multiples sens . .	86
Le territoire en voie de disparition ? . .	88
Territoires d'aujourd'hui .	90
Le territoire qui libère ? .	96
2. Les Bauges et leurs territoires .	99
Une économie d'échange de moyenne montagne .	100
De la déprise agricole à la reprise symbolique .	103
L'apparition d'un nouveau discours . .	107
3. Une société multiculturelle ? . .	110
Les lieux et les temps de l'appartenance ¹¹⁷ . .	111
Légitimités politiques et lieux d'expression .	118
Exprimer un « vouloir être d'ici » .	129
Vivre ensemble .	130
Transversalité du monde rural . .	134
Une arène .	137

¹¹⁷ J'emprunte ce titre à Yannick SENCEBE qui a analysé dans sa thèse les récits de vies d'une centaine d'habitants du Diois : SENCEBE, Yannick, 2001, *Les lieux et les temps de l'appartenance. Mobilités et territoires, une analyse sociologique du pays Diois*, thèse de doctorat de sociologie et anthropologie, Université Lumière Lyon II.

4. Le Parc : émergence d'un nouvel acteur dont on attend beaucoup .	139
Historique des PNR . .	139
Les spécificités des PNR . .	140
Objectifs et idéologie .	143
Un Parc issu d'une demande locale .	144
Un projet qui fait l'objet de grandes attentes, et de quelques réticences . .	146
De la charte au Parc .	150
Aujourd'hui, la déception .	152
Chapitre IV. La patrimonialisation au coeur des débats, quatre exemples baujus .	157
1. La chartreuse d'Aillon .	158
Histoire d'un bâtiment .	159
Une restauration négociée au résultat contestable .	164
Le mythe du moine bâtisseur . .	166
Des paysans destructeurs ou conservateurs ? .	171
Un projet qui ne fait pas l'unanimité dans la « vallée des Bauges » .	172
Patrimoine prestigieux versus patrimoine rural ? . .	175
2. La tome des Bauges : par la labellisation du produit, modeler le territoire .	177
Produit « de terroir » .	179
De la tomme à la tome : D'une démarche productiviste à l'AOC . .	181
Pourquoi la tome ? . .	184
Enjeux et tensions .	186
Par la définition du produit, modeler le territoire .	193
Projets de territoire... . .	197
3. La réserve de chasse et de faune sauvage d'Ecole et la maison faune-flore : la patrimonialisation du « naturel » . .	200
La réserve, un territoire convoité . .	201
Des conceptions différentes du monde rural et de la nature . .	204
La Maison faune-flore .	209
La maison faune-flore et les néo-ruraux .	212

Une maison consacrée au « patrimoine naturel » . . .	213
4. La patrimonialisation du « cœur du massif » .	215
Ambiguïté du langage .	216
Un territoire devenu attirant... .	217
Un territoire surinvesti .	218
Entre deux territoires... .	219
La « nouvelle identité » du massif .	220
Une mise en avant mal vécue par les habitants .	224
Pour qui le Parc a-t-il été créé ? .	227
Un conflit dont l'enjeu est l'avenir du massif ? . .	229
5. Derrière la contestation, des projets divergents ? . .	231
Transformation du monde rural dans la douleur .	232
Les limites des projets patrimoniaux .	236
Des projets divergents concernant l'aménagement du territoire .	239
Le Parc : du lieu de concertation à l'antagonisme . .	241
Le patrimoine, lieu de négociation ? .	243
Chapitre V. Mémoires vivantes et utopie .	245
1. Quel passé pour les habitants des Bauges ? .	246
Les Bauges des années du vide, les Bauges « archaïques » ? .	247
Des habitants et des élus qui prennent des risques .	249
Deux visions du passé qui se superposent sans se rencontrer . .	257
Quelles Bauges nous décrivent ces récits ? .	259
Ces acteurs locaux qui ont fait les Bauges .	262
2. Deux façons de penser le territoire et le groupe dans le temps .	264
Patrimoine et passé . .	264
Un présent hypertrophié ? . .	266
Une histoire du territoire dont les habitants sont les spectateurs .	269
La mémoire ressource des débats d'aujourd'hui, ressource pour l'action . .	271
Contestation, mouvement, utopie .	273

Remettre les habitants en position d'acteurs centraux de leur propre histoire .	276
Produire la localité . .	279
Dire soi-même son histoire .	281
3. Démocratie, espaces publics, nouveaux lieux du politique . .	283
Entre villes et campagnes, un jeu de regards .	284
Entre contraintes et liberté . .	287
De nouvelles formes de démocratie ? . .	289
Les nouveaux liens entre individu et collectif... .	300
Conclusion .	307
Les espaces ruraux contemporains, des lieux d'utopie .	307
Réseaux et ancrages : construire du commun... . .	308
Repenser le temps .	309
Dynamiques de la mondialisation .	310
Les nouveaux liens entre individu et communauté . .	311
Après le présentisme ? .	312
Bibliographie . .	315
Bibliographie générale de sciences sociales et méthodologie .	315
Temps, histoires, mémoires, patrimoines et utopies . .	316
Espace, territoires, réseaux, flux. .	320
Entre Ruralités et urbanités : . .	322
Produits de terroir .	324
Nature : .	324
Politique, action, espaces publics : . .	325
Études sur les Bauges .	325
Annexes . .	327

Remerciements

Je remercie Jean-Baptiste Martin, qui a accepté de diriger cette thèse.

Ce travail doit beaucoup à Denis Cerlet qui a cru en son intérêt et m'a encouragée à persévérer, et à André Micoud, qui m'a consacré de son temps en assurant des relectures critiques et en m'éclairant de ses judicieux conseils.

Joël Valentin m'a très gentiment fourni le grand et beau plan des Bauges. Qu'il en soit ici remercié.

Merci à tous les Baujus qui m'ont ouvert leur porte et accueillie durant les agréables années que j'ai vécues auprès d'eux. Mes amitiés aux membres de la chorale A Kpella avec lesquels j'ai passé tant de bons moments, et un salut spécial à Bénédicte, Nathalie et Philippe.

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mes collègues et amis doctorants et jeunes docteurs qui ont fait preuve de solidarité en diverses circonstances, assurant des relectures, me donnant des conseils et m'apportant leur soutien moral. Un merci tout particulier aux participants d'un groupe informel d'abord nommé « club patrimoine » puis devenu « club expo » : Delphine Balvet, Nathalie Bétry, Bianca Botéa, Jésus Miranda et Jérôme Nicolas. Merci aussi aux membres de l'Association Rhône-Alpes d'Anthropologie avec qui j'ai vécu de belles aventures ces dernières années.

Merci à Philippe Hanus pour nos longues discussions passionnées sur les ruralités d'hier, d'aujourd'hui et de demain et vive le Rock'n'Roll !

Merci à ma famille et à ma belle-famille pour la chaleur dont elles ont su m'entourer lorsque je débarquais avec mon ordinateur et ma caisse de livres à Champ-près-Frogès ou à Saint-Julien-Molin-Molette.

Merci à Vincent pour avoir mis à mon service les immenses ressources des logiciels libres, mais aussi et surtout pour son indéfectible sens de l'humour tout au long de ces années.

Introduction

Tout groupe social élabore des représentations de lui-même. Il met en scène dans l'espace public, les valeurs qui le font vivre, mais aussi ses craintes et ses aspirations. Ces mises en image, en son, en langage, à l'usage de ses membres mais aussi d'éventuels spectateurs extérieurs, ont toujours interpellé les ethnologues pour lesquels elles constituent une source inestimable de connaissances sur la société vivante, sur ses tensions et ses transformations. Marcel Mauss nomma ainsi dans une formule célèbre « faits sociaux totaux » ces phénomènes dans lesquels la société se donnait à voir, et qui, écrivait-il, « mettent en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions (...) et dans d'autres cas seulement un très grand nombre d'institutions »¹. Il appelait le chercheur à s'intéresser à « l'instant fugitif où la société prend, où les hommes prennent conscience sentimentale d'eux-mêmes et de leur situation vis-à-vis d'autrui. ». Plus récemment, Clifford Geertz postulait que toute société porte nécessairement un regard en miroir non seulement sur ses propres pratiques mais aussi sur ce qu'il appelle son ethos, son style culturel, en quelque-sort. Chaque groupe humain se livre ainsi à une réflexion sur sa propre culture, et propose des interprétations de celle-ci à l'usage de ses membres. Et ceux-ci, tout en réaffirmant dans ces occasions leur adhésion à la culture qui façonne leur perception du monde, peuvent avoir sur elle un regard critique, distancié, qui n'est pas le propre de l'ethnologue ou du savant. C'est dans ces moments que l'ethnologue doit se montrer particulièrement attentif pour essayer de comprendre ce qui se joue².

¹ MAUSS, Marcel, 1983, « Essai sur le don », dans : *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF (1ère édition, 1950), p 274.

Ces représentations peuvent prendre des formes diverses, mais elles sont présentes dans tous les groupes humains. Leur existence témoigne de l'impossibilité pour la pensée de rester entièrement abstraite. La culture, comprise comme un ensemble de conceptions, de représentations, une manière de percevoir le monde et d'y réagir, doit s'exprimer de façon concrète. Bronislaw Baczko, qui s'est intéressé à ce qu'il appelle les « imaginaires sociaux »³ introduit d'ailleurs le propos de son ouvrage en soulignant que ceux-ci se traduisent obligatoirement par la présence physique d'éléments symboliques dans l'espace social : drapeau, cocardes, hymne, décorations, uniformes sont autant de signes possibles. C'est ainsi que le mouvement ouvrier naissant se cherche un drapeau. Une fois le choix fixé sur le rouge, il s'agit de lui inventer des origines. Toute une légende émerge alors : il aurait été « trempé dans le sang des ouvriers ». Ainsi, les imaginaires sociaux s'étoffent et se complexifient au fur et à mesure de leur mise en représentations, de la même façon que la mise en mots, en langage n'exprime pas seulement la pensée, mais lui permet de se construire et d'avancer, de progresser.

Denis Cercllet montre quant à lui que ce qu'une société est dans l'obligation de rendre visible est en fait, au-delà de sa tradition, ses perspectives, son projet. Il rappelle le cas fameux du village Bororo décrit par Claude Lévi-Strauss dans *Tristes Tropiques*⁴ qui traduisait concrètement dans l'espace la cosmologie de ce groupe humain, et dont la disparition, provoquée par les missionnaires, entraîna la perte des traditions religieuses.

« Au même titre que la parole, [les objets qui occupent l'espace public] servent à fixer et à communiquer les représentations que des hommes se font de leur rapport au réel. Ils qualifient l'environnement et jouent un rôle de supports de mémoire (Halbwachs) dans le sens où ils sont les supports de la relation au passé dans l'exercice présent du social. Mais ils sont moins l'expression de la tradition que les lieux où sont socialement inscrites les perspectives actuelles qui permettent d'envisager les formes de l'action ».⁵

C'est ainsi que les groupes sociaux émettent en permanence un certain nombre de signes - mythes, récits, mais aussi production industrielle et artistique -, qui sont chargés de rendre tangible l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur(s) futur(s) possible(s). Ceux-ci jouent un rôle de miroir pour la société. Tout en révélant ses aspirations, ses idéaux, ils peuvent aussi être, pour un observateur attentif, les lieux d'expression des tensions, des conflits et des dynamiques qui la traversent.

Patrimoines et sociétés

² GEERTZ, Clifford, 1983, *Bâli, interprétation d'une culture*, Paris, Gallimard.

³ BACZKO B, 1984, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot.

⁴ LEVI-STRAUSS, 1955, Claude, *Tristes Tropiques*, Plon, Terre Humaine.

⁵ CERCLELET, Denis, 1997, « patrimoine, mémoire et société vivants », conférence au 8ème congrès des sciences sociales du Nord Nordeste, Université de Fortaleza (Brésil), 10-13 juin 1997, texte communiqué par l'auteur.

Parmi les éléments de notre société contemporaine qui témoignent de cet effort de la société pour réfléchir sur elle-même, certains attirent particulièrement l'attention par leur nombre et leur visibilité dans l'espace public. Ce sont les objets dits du patrimoine, qui se multiplient au point d'apparaître comme les manifestations d'un véritable phénomène social. Tout est désormais susceptible d'être englobé dans cette catégorie : monuments et bâtiments, mais aussi productions artistiques et artisanales, fêtes, savoir-faire, paysages... Le monde rural n'échappe pas à cette tendance. Au contraire, le patrimoine semble y envahir l'espace public, depuis le domaine de l'économie à celui de la culture, et des territoires ruraux tendent à accéder eux-mêmes au rang de patrimoine. De nombreux chercheurs se sont intéressés à ce mouvement, certains d'entre eux considérant même que le patrimoine constitue un « projet de société » pour les campagnes⁶.

Le patrimoine est une manière pour les groupes sociaux de mettre en scène leur existence. Selon André Micoud, il a pour fonction de « faire exister une entité collective, laquelle est toujours abstraite, en la rendant visible métaphoriquement par l'exposition des biens qu'elle aurait en commun »⁷. En créant du patrimoine, les groupes construisent des liens qui leurs sont propres d'une part avec le temps, en se réclamant de traditions et d'autre part avec l'espace, en se rattachant à des lieux.

Le lien avec le temps est sans doute le plus visible. Les éléments du patrimoine nous renvoient à la problématique de la transmission : que souhaite-t-on conserver, transmettre, du passé et du présent ? Ils sont de ce point de vue révélateurs de l'existence au sein de notre société d'un questionnement sur le temps et sur la façon dont nous envisageons notre présent entre passé et avenir.

Car si les patrimoines sont bien évidemment liés avec le passé dont ils sont issus, ils se veulent aussi tendus vers l'avenir, incarné par les générations futures souvent évoquées comme les destinataires pour lesquels on souhaite les préserver. Ils sont enfin rattachés au présent, perçu quant à lui comme le temps de la « prise de conscience » de leur importance et de la mise en place de l'action visant à leur préservation. C'est-à-dire que non seulement ils rendent visible dans l'espace public le lien que le groupe social qui les promeut souhaite entretenir avec un passé, une tradition, mais ils constituent aussi, de toute évidence, une tentative de réflexion sur son présent et son avenir. Ils forment les éléments d'un récit, d'une narration mettant en scène le groupe dans le temps et sont de ce point de vue particulièrement intéressants pour l'ethnologue. Ils témoignent à la fois de la mémoire et des utopies de la société qui les a institués. J'étudierai plus loin les liens qui unissent mémoire et utopie, qu'il me suffise ici de postuler avec Bronislaw Baczko que ces deux éléments sont en définitive les deux faces d'un même imaginaire⁸.

Mais le patrimoine est aussi lié au rapport qu'un groupe entretient avec l'espace. En

⁶ CHEVALLIER, Denis (dir), 2000, *Vives campagnes, le patrimoine rural, projet de société*, revue *Autrement*, série "mutations", n° 194.

⁷ MICOUD, André, 1995, « Le Bien Commun des patrimoines », in *Patrimoine naturel, patrimoine culturel*, Actes du colloque de l'Ecole nationale du patrimoine, La Documentation française, pp. 25-38, p 26.

⁸ BACZKO, B., *Les imaginaires...*, voir en particulier l'introduction.

effet, toute patrimonialisation est nécessairement localisée. C'est évident dans le cas des objets et bâtiments, mais même le patrimoine « immatériel » - légendes, récits, savoir-faire – doit exister concrètement en étant dit, transmis ou agi quelque part. Or, le patrimoine concerne toujours un groupe délimité quand bien même ce dernier est une diaspora, ou même constitué par les habitants de la terre entière lorsqu'il s'agit de désigner le « patrimoine de l'humanité ». André Micoud souligne à ce sujet que le patrimoine est toujours le « patrimoine de » quelque-chose ou quelqu'un, et que la question « de qui sont les patrimoines? » est centrale pour bien comprendre la notion⁹. Le patrimoine exprime donc les liens qu'un groupe délimité entretient avec des lieux.

Les éléments patrimoniaux se présentent dès lors comme une tentative d'interprétation des rapports au temps et à l'espace vécus par les différents groupes de population dans nos sociétés occidentales. Ce sont des « sémiophores », des objets visibles investis de signification, comme les qualifie François Hartog en reprenant un terme de Krzysztof Pomian¹⁰. Nous voyons bien en quoi, parce qu'ils touchent à l'expérience d'être au monde que partagent les membres d'un groupe social, les objets patrimoniaux peuvent être rattachés à ces fameux moments dans lesquels une société se donne à voir, et auxquels l'ethnologue doit se montrer particulièrement attentif.

Cependant, ne considérer dans une vision très restrictive que les objets patrimoniaux eux-mêmes, comme s'ils suffisaient à rendre compte des aspirations de la société, conduirait à faire l'impasse sur le fait que si tout groupe doit probablement exprimer son rapport au temps et à l'espace, le patrimoine n'est pas la seule manière de le faire.

Toutes les composantes de la société ne participent pas nécessairement à la patrimonialisation, et certains groupes restent largement en retrait de ce mouvement, persistant à penser leur environnement sans le recours au patrimoine. La notion a une histoire. Elle n'a eu cours ni en tous lieux ni en tous temps, et, là où elle existe, elle est loin d'être le seul mode de représentation de la société. D'importants débats apparaissent parfois autour d'opérations patrimoniales. Le contenu et la forme des projets peuvent être contestés. Si les éléments du patrimoine forment un récit, d'autres façons de dire l'histoire du groupe existent aussi, qui ne font pas forcément appel de cette façon à la médiation d'objets. Le patrimoine est donc un mode d'interprétation parmi d'autres de l'histoire d'une société, et il peut côtoyer voire heurter d'autres récits. Par contre, sa visibilité particulière dans l'espace public en fait le déclencheur de divers débats ayant pour enjeux le lien au territoire et les projets d'avenir des groupes sociaux. C'est pourquoi il m'a paru constituer un bon point de départ pour essayer d'éclairer la façon dont se posent aujourd'hui ces questions dans nos sociétés. C'est dans cette perspective que je souhaite m'y intéresser.

Les Bauges, un espace en mutation

⁹ MICOUD, A., « Le Bien Commun des patrimoines », p 27.

¹⁰ HARTOG, François, 2003, *Régimes d'historicité, Présentisme et expérience du temps*, Seuil, Paris, p 166.

Le massif des Bauges, dont il sera question dans ce mémoire, apparaît comme un territoire marqué par une forme de multiculturalité¹¹. Moyenne montagne un temps désertée, il fait partie de ces espaces ruraux qui connaissent depuis maintenant une vingtaine d'années une vague de repeuplement par des populations souvent venues des villes. Des groupes d'origine géographique, sociale et culturelle variée se côtoient (ruraux, néo-ruraux, « émigrés » de retour après un temps d'absence plus ou moins long, urbains, saisonniers...). Les individus développent en fonction de leurs parcours des conceptions du territoire, de ce qu'il est au présent et de ce qu'il doit devenir, qui peuvent diverger voire entrer en conflit. Cependant, je défendrai dans cette thèse l'idée qu'ils s'efforcent aussi de créer entre eux des espaces communs, des lieux de paroles et de débats dans lesquels tous, quelle que soit la trajectoire dont ils sont issus, puissent prendre part à l'action politique et à la construction d'une société nouvelle.

Car, me semble-t-il, c'est bien de cela qu'il est question aujourd'hui, dans des espaces ruraux comme celui des Bauges : les individus y adoptent des modes renouvelés d'inscription dans un territoire. Ils créent de nouveaux ancrages à une époque où le groupe fondé sur la localité semblait voué à la disparition. Les Bauges sont à bien des égards pour leurs habitants un territoire d'expérience où la question du « vivre ensemble » est posée chaque jour de façon plus ou moins explicite. C'est pourquoi j'emploierai au sujet de leur rapport au temps le terme d'utopie, dans la mesure où je soutiens que ce qui est en jeu, c'est la possibilité de sortir des cadres de ce qui est connu, de rêver à ce qui n'existe pas (encore) et de le faire advenir.

Or, face à cette dynamique, la mise en oeuvre par les institutions locales, au premier rang desquelles le Parc naturel régional, de projets patrimoniaux ne fait visiblement pas l'unanimité. Au contraire, elle est le point de départ de débats intenses et passionnés. Le choix des éléments qui font l'objet d'une patrimonialisation est critiqué, ainsi que le sens qui est donné à leur mise en valeur. Mais au-delà des conflits ponctuels, il semble que l'histoire du territoire qui est exprimée au travers des opérations patrimoniales, parce qu'elle est en décalage avec les craintes et les aspirations des groupes qui l'habitent, ne soit pas en mesure d'apporter de réponses à leurs préoccupations et de constituer un support pour leur action.

Si le patrimoine échoue au moins en partie à leur fournir des outils, nous verrons que dans le même temps, les groupes d'habitants produisent de leur côté d'autres récits, d'autres histoires, qui se déploient au sein de leurs réseaux mais ne sont en revanche pas mis en valeur vis-à-vis de l'extérieur par les décideurs et aménageurs qui fabriquent le patrimoine. C'est pourtant dans ces récits que s'expriment et se construisent leurs projets pour vivre ensemble sur ce territoire. Les habitants y manifestent une façon de s'inscrire dans le temps et dans l'espace différente de ce qui leur est proposé au travers du patrimoine. Ce faisant, ils mettent d'ores et déjà en oeuvre leur désir d'une autre société

¹¹ Ce terme est à utiliser avec précaution, car il peut recouvrir des réalités tout à fait différentes. Le concept de multiculturalisme a été utilisé notamment pour caractériser la cohabitation de cultures diverses dans les villes nord-américaines (voir par exemple TAYLOR, Charles, 1997, *Multiculturalisme : différence et démocratie*, Paris Flammarion). Or, ces cultures ont parfois été pensées comme des entités fermées par des frontières relativement étanches. Au cours de cette recherche, je veux plutôt m'efforcer de comprendre comment les habitants des Bauges créent entre eux certes de la séparation, mais aussi du lien.

pour les Bauges de demain.

Georges Balandier, suivi en cela par de nombreux chercheurs en sciences sociales, a mis l'accent sur le fait que les groupes sociaux, loin de constituer des totalités figées dans un éternel présent harmonieux, étaient au contraire perpétuellement en transformation non seulement sous l'influence de mouvements internes, mais aussi parce que toute société est en contact avec un environnement avec lequel elle interagit sans arrêt. Ce qu'il appelait le caractère dynamique des sociétés s'exprime dans les tensions, les changements, voire les ruptures et c'était, pensait-il, sur ces déséquilibres constitutifs de la vie de tout groupe social que devait se focaliser l'attention des chercheurs¹². En choisissant d'analyser ce qui se passe dans le massif des Bauges à partir des conflits dans lesquels se heurtent les différents récits en présence, j'ai voulu m'inscrire dans cette perspective.

Je crois pouvoir ainsi proposer une lecture relativement originale des processus se déroulant actuellement dans certains des espaces ruraux qui, comme le massif des Bauges, ne sont pas voués à l'agriculture intensive. Mais, dans la mesure où la ruralité ne saurait être pensée comme une entité séparée de l'urbain par quelque mystérieuse frontière, ce sera aussi un point de départ pour interroger plus globalement la façon dont l'expérience du temps est pensée dans nos sociétés contemporaines. Avec la fin de ce qu'on a pu appeler les grands récits¹³ et du mythe du progrès, une sorte d'hésitation semble nous avoir saisi. J'aurais recours pour l'analyser à la notion de présentisme, telle qu'elle a été développée notamment par François Hartog¹⁴. Ne serait-ce pas une conception présentiste de l'histoire qui serait remise en cause, avec la contestation d'une certaine patrimonialisation ?

Des anthropologues aussi différents que Mauss et Geertz insistaient chacun à leur manière sur l'importance pour le chercheur d'être attentif à ces lieux et ces moments où la société réfléchit sur elle-même. Ils rappelaient aussi la nécessité de conserver à l'esprit son caractère vivant, changeant, et le fait que les individus qui la composent sont eux-mêmes capables de la considérer à distance et d'en proposer des interprétations. C'est par un long travail de terrain et une insertion progressive dans la société locale que j'ai tenté de comprendre ce qui s'y jouait, aidée en cela par de nombreux habitants qui m'ont ouvert leur porte, m'ont aiguillée sur de nouvelles pistes et m'ont parfois livré leurs analyses de la situation.

J'ai adopté pour cette étude un plan en cinq chapitres.

Les deux premiers chapitres seront consacrés à la méthode utilisée et au cadre théorique dans lequel je situe mon travail.

Le premier d'entre eux consistera en une présentation du terrain et de la méthode que j'ai choisie pour mener cette recherche. Mon attention se portera d'abord sur la

¹² BALANDIER, Georges, 1988, *Sens et puissance*, PUF (1ère édition 1971).

¹³ LYOTARD, Jean-François, 1979, *La condition postmoderne*, Paris, éditions de Minuit.

¹⁴ HARTOG F., *Régimes d'historicité...*

multiplicité des constructions territoriales dans les massif des Bauges, avant de dégager les spécificités de celle sur laquelle j'ai focalisé mon attention, qui correspond géographiquement au canton du Châtelard. Certaines de ses caractéristiques – multiculturauté, vie publique foisonnante, ainsi qu'une certaine ouverture de ses structures – la rendaient particulièrement intéressante. Puis je montrerai que la particularité de l'analyse que je propose tient à la méthode utilisée : l'immersion sur le terrain, qui m'a permis de travailler sur la façon dont sont réceptionnées les politiques culturelles menées par les institutions et dont celles-ci entrent en contact avec les dynamiques locales. A partir de quelques passages narratifs, je dirai comment mon insertion dans les Bauges m'a ouvert l'accès à une certaine compréhension de ce qui se jouait au niveau local. Ce chapitre s'ouvrira sur une interrogation sur le rôle du chercheur dans un tel contexte.

Le deuxième chapitre aura pour objet une réflexion sur la façon dont les groupes sociaux s'inscrivent dans le temps. Je m'intéresserai d'abord à la notion de patrimoine, et j'expliquerai comment l'analyse des débats entourant la patrimonialisation en Bauges peut nous éclairer sur les mouvements qui traversent actuellement le monde rural. Nous y verrons que le patrimoine est non seulement un discours sur le passé qui interprète le présent et envisage le futur, mais qu'il est aussi le symptôme d'un certain type de rapport au temps et que c'est peut-être d'abord en cela qu'il se situe en décalage avec les attentes de la population. Je défendrai l'idée que ces dernières relèvent de ce que l'on peut appeler l'utopie, avant d'amorcer une réflexion sur les liens qui unissent mémoire et utopie.

Dans les trois chapitres suivants, je m'efforcerai, à partir de l'étude de mon terrain, d'éclairer les questions des nouveaux rapports au temps, à l'espace et au social qui se dessinent actuellement dans les Bauges. J'ai conservé pour ceux-ci le mouvement de découverte du terrain qui a été le mien lorsque j'ai appris à connaître les Bauges.

J'entreprendrai d'abord de décrire les différents groupes en présence sur le territoire étudié afin de montrer comment se construisent et se négocient actuellement en Bauges de nouvelles formes d'espace public. A partir de l'histoire récente du canton du Châtelard et des trajectoires personnelles d'une certain nombre d'habitants, je me propose de mener une réflexion sur la multiculturauté - qui me paraît un trait important de la population locale -, sur les formes d'attachement au lieu des différentes composantes de la population, sur leurs nouvelles sociabilités, et enfin sur la légitimité dont peuvent bénéficier les uns et les autres pour prendre part au débat public au sein de diverses institutions. Cette partie s'achèvera sur l'apparition d'un nouvel acteur local : le Parc naturel régional.

Dans le quatrième chapitre, je me livrerai à une ethnographie des débats entourant quatre opérations de patrimonialisation que j'ai pu observer dans les Bauges : la restauration de la chartreuse d'Aillon, la labellisation de la Tome des Bauges, la mise en valeur de la réserve nationale de Chasse et de faune sauvage par la construction de la maison faune-flore, et enfin les opérations de communication concernant le territoire dénommé « coeur des Bauges » dans la terminologie du Parc. Je montrerai que derrière les tensions concernant ces éléments patrimoniaux se cachent des divergences de projets et des conceptions bien dissemblables de ce que doit être l'aménagement du territoire.

Enfin, le cinquième et dernier chapitre s'ouvrira sur la découverte et l'analyse des récits mémoriels portés par les habitants et acteurs du territoire, mais peu ou pas reconnus par les institutions. Nous verrons que dans leur tentative pour construire si ce n'est une nouvelle société, du moins un nouveau mode de vivre ensemble, les différents groupes en présence s'appuient sur un passé ouvert, fluctuant, et qui fait l'objet de débats et de réajustements. Ce sera aussi l'occasion d'étudier plus en détail le contenu des projets utopiques portés par les populations des Bauges.

Chapitre I. Le terrain et la méthode

Expliquer que l'on travaille sur le « monde rural »¹⁵ et que l'on s'intéresse au patrimoine lorsque l'on est ethnologue, c'est parfois courir le risque de se voir coller virtuellement sur le front une étiquette quelque peu encombrante, qui fait du chercheur une sorte de spécialiste des traditions ou encore d'amateur de coutumes locales en voie de disparition.

Pourtant, je¹⁶ voudrais tenter d'expliquer ici pourquoi certains territoires ruraux comme celui des Bauges, loin de n'être à mes yeux que des espaces préservés et susceptibles de receler d'inestimables vestiges du passé, me sont apparus comme des lieux novateurs, porteurs d'une forme de réflexion et d'interrogation sur notre propre société qui ne peut qu'interpeller celui qui s'y intéresse. De nouvelles façons de penser l'espace et le temps s'y élaborent et en ce sens, ce sont davantage à mes yeux des laboratoires où se construisent les modes de sociabilité contemporains que des espaces dépendants et vaguement retardataires.

¹⁵ L'expression est souvent employée, mais « le monde rural » existe-t-il ? Qu'y a-t-il en effet de commun entre les grandes plaines céréalières de la Beauce et le massif des Bauges, mis à part le fait de ne pas pouvoir être englobés dans la catégorie urbaine. Par ailleurs, où commence le monde rural quand l'orbite des villes s'étend de plus en plus loin de leur centre ? Il serait sans doute plus juste de parler des espaces ruraux, même si ceux-ci sont définis surtout en opposition à la ville.

¹⁶ J'ai choisi d'utiliser le pronom « je » plutôt que le « nous » académique car celui-ci, en effaçant quelque-peu l'existence du chercheur en tant que personne, ne me paraissait pas approprié pour décrire un travail ethnologique de terrain tel que celui que j'ai mené.

Pour cela, après avoir présenté mon terrain d'enquête, le canton du Châtelard, dans le Massif des Bauges, je tenterai de montrer quelles sont les caractéristiques qui en font un espace d'innovations où se dessinent peut-être des tendances de fond de notre société en général.

Je présenterai ensuite la méthode que j'ai adoptée pour mener cette recherche, en commençant par décrire ma situation et mon positionnement sur le terrain au travers d'un passage narratif, avant d'expliquer comment la posture adoptée m'a permis d'accéder à une certaine compréhension de ce qui se jouait en Bauges.

1. Les Bauges, territoire multiple

Le massif des Bauges est situé dans les Préalpes du Nord, à cheval sur les départements de Savoie et de Haute-Savoie. Son plus haut sommet, l'Arcalod, culmine à 2217 mètres. Bien que proche des villes de Chambéry, d'Aix les Bains, d'Annecy et d'Albertville, il y est encore aujourd'hui relativement méconnu (et ne parlons pas des villes plus lointaines telles que Grenoble ou Lyon où il faut généralement préciser « pas les Vosges, les Bauges »). Les campagnes de promotion initiées par le Parc naturel régional ont certes augmenté sa notoriété, mais il demeure fréquent que des Anneciens skient au Semnoz ou des Chambériens à la Féclaz sans savoir que ces lieux font partie du massif des Bauges. Ce déficit de connaissance qui est, nous le verrons, assez ancien, tire peut-être ses origines de l'aspect du massif. Celui-ci apparaît, lorsqu'on le contemple de l'extérieur, sous l'aspect de falaises de calcaire à l'allure de murailles infranchissables, à l'exception notable du versant annecien, plus doux. Il est difficile d'imaginer qu'un pays accueillant puisse s'y cacher.



Illustration 1 : Carte de situation des Bauges

l'ensemble du massif, géologiquement délimité, qui jusqu'alors ne portait pas de nom. Le massif des Bauges fait ainsi son apparition. Blanchard compte pour sa part vingt-six communes dans ce qu'il appelle cette « brillante unité physique ».

Enfin, lorsque le Parc naturel régional fut créé en 1995, non seulement il s'étendit à l'ensemble du massif, mais il intégra aussi des communes des plaines alentours n'ayant parfois qu'une faible part de leurs territoires en montagne. Pour se démarquer de la vallée des Bauges, le Parc fut appelé PNR du « Massif des Bauges » (PNRMB). Il comptait lors de la signature de sa première charte cinquante-huit communes.

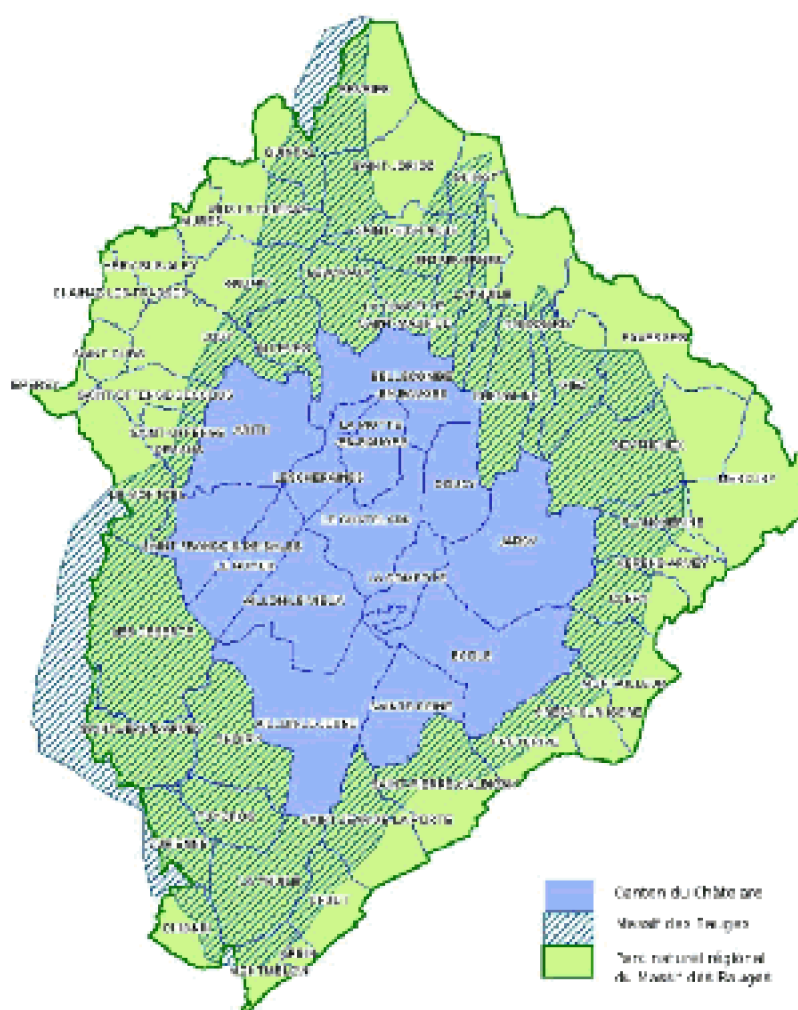


Illustration 3 : Les trois territoires nommés Bauges

¹⁸ BLANCHARD, Raoul, 1942, *Les préalpes françaises du Nord*, Arthaud, voir chapitre V (les Bauges).

¹⁹ cf SGARD, Anne, 2001, « L'invention d'un territoire », in : hors série de *l'Alpe : Vercors en questions*, Glénat, Musée Dauphinois, Grenoble, pp 42-53.

Ce feuilletage des territoires est un sujet de préoccupations pour les chargés de mission du Parc naturel régional, puisqu'il cache un problème de légitimité territoriale. Pour les personnes les plus âgées, les habitants des Bauges, les Baujus ont une réputation particulière. De nombreux proverbes les stigmatisaient autrefois comme des ruraux un peu frustrés, et surtout, durs en affaire : « Bauju traître, voleur goulu, c'est toi fripon, voilà ton nom » ou « mieux vaut une taupe dans son jardin qu'un Bauju pour voisin ». Aussi, les habitants des alentours du massif n'aiment pas beaucoup être assimilés aux Baujus, et m'ont souvent fait part, lors des entretiens que j'ai pu mener avec eux, de leur étonnement : « On est dans le Parc des Bauges, maintenant. Mais nous, on n'est pas des Baujus. ». De la même façon, les habitants du canton du Châtelard, c'est-à-dire de la zone traditionnellement appelée Bauges, ne comprennent pas que le Parc englobe un territoire aussi grand : « Et oui, les Bauges, c'est très grand, maintenant, ça va jusqu'à Saint-Pierre-d'Albigny. Mais pour nous les Bauges, c'est quand même les 14 communes ». Le Parc naturel régional a engagé des campagnes de promotion pour faire connaître le Massif des Bauges, dans le double but de lutter contre son déficit de notoriété à l'extérieur et de promouvoir ce territoire aux yeux de ses habitants et de ses acteurs socio-professionnels.

J'ai choisi de mener mon travail de terrain dans le canton du Châtelard, donc dans les fameuses quatorze communes de ce qui était autrefois la vallée des Bauges. Ce territoire m'a semblé présenter plusieurs caractéristiques intéressantes. Situé au centre du massif - il est appelé « coeur du massif » dans la terminologie du Parc naturel régional -, il est par conséquent le plus éloigné des villes et des grands axes routiers qui ceinturent les Bauges. Ses habitants mettent au minimum 25 minutes pour se rendre à Aix-les-Bains ou Annecy et 40 minutes pour Chambéry. A l'éloignement s'ajoute une altitude moyenne – les villages sont situés entre 550 et 1000 mètres – mais suffisante pour donner lieu à un climat rigoureux. Ces contraintes le mettent en partie à l'abri des phénomènes de rurbanisation. J'entends par rurbanisation la captation d'espaces entourant la ville par celle-ci, dans le sens où les habitants de ces espaces travaillent en ville et adoptent l'agglomération comme espace de référence²⁰. Le lieu dans lequel ils vivent n'a alors pas pour eux de signification particulière. Ils se contentent d'y avoir leur logement et celui-ci court alors le risque de devenir une « banlieue-dortoir ». Dans le cas des Bauges, s'il est exact que de nombreux habitants travaillent dans les villes environnantes, nous verrons que le territoire du canton constitue pour la plupart d'entre eux un référent spatial à part entière, indépendant de celui de la ville.

Le lieu choisi est par ailleurs assez représentatif d'une certaine campagne attractive, lieu de tourisme vert pour de nombreux citadins, attirés par les possibilités de sports de plein air tels que la randonnée en moyenne montagne et par l'étiquette Parc naturel régional. Il est depuis une vingtaine d'années le point de chute d'une immigration. Nombreux sont ceux qui, arrivant de la ville ou d'autres régions, viennent s'y installer. Sa population, après le creux du début des années 1980, augmente donc assez fortement pour se rapprocher aujourd'hui des 4000 habitants.

²⁰ Voir par exemple BAUER, Gérard et ROUX, Jean-Michel, 1976, *La Rurbanisation ou la Ville éparpillée*, Paris, Éditions du Seuil.

Un territoire multiculturel

Aussi, l'une des premières choses qui m'ont frappée au fur et à mesure que j'apprenais à connaître les habitants des Bauges, c'est la grande diversité culturelle des individus qui se côtoient dans cet espace. En effet, que peuvent avoir en commun le rural de souche, qui a grandi dans une ferme qu'il a repris, le cadre supérieur descendant travailler en ville, le groupe alternatif écologiste venu fonder une communauté dans les années 1980, l'enfant du pays qui a fait des études et qui est revenu après avoir travaillé en ville, et bien d'autres personnages encore ? Leurs représentations du monde, leurs façons de penser et de vivre le territoire ne sont pas les mêmes.

Pourtant, énumérer ainsi en un inventaire à la Prévert les différents groupes de population (remplaçons toutefois les raton-laveurs par des blaireaux, beaucoup plus courants en Bauges), ne suffit pas à caractériser l'originalité de ce territoire. En effet, que dire alors de la diversité culturelle de la ville qui outre des populations d'origine sociale multiple accueille traditionnellement d'importantes communautés immigrées ? La multiculturalité ne saurait être l'apanage des campagnes. Ce qui me paraît vraiment intéressant et particulier, c'est que ces populations ne se contentent pas de se côtoyer sans se mêler, comme elles peuvent parfois le faire en ville, en habitant des quartiers différents, en se contentant de se croiser dans les commerces et les lieux publics, mais en se tenant par ailleurs à distance. Cette forme minimale de tolérance correspond sans doute à ce que R Hayden nomme « la tolérance comme absence d'interférence » (tolerance as noninterference)²¹. En Bauges, nous verrons que les individus nouent entre eux des relations d'ordre privé qui peuvent au premier abord paraître surprenantes. Classes d'âges et origines sociales y sont en particulier des obstacles franchis avec une aisance un peu déconcertante pour qui arrive de la ville, où un individu n'aura que de faibles chances de nouer des relations durables avec des personnes d'une autre génération ou d'un milieu social différent. L'obligation d'une certaine forme d'entraide liée aux conditions (éloignement des commerces, des écoles, rigueur de l'hiver) est sans doute pour une part à l'origine de cette situation. Mais les codes de la sociabilité y sont aussi en partie différents.

J'é mets donc l'hypothèse de l'existence d'une transversalité particulière de la sociabilité dans le monde rural. Les différents groupes de population ne se contentent pas de s'y juxtaposer dans une quasi-ignorance mutuelle. Même si des barrières demeurent, notamment entre ruraux de souche et néo-ruraux, une véritable forme de vivre ensemble se négocie et se renouvelle chaque jour.

Une vie publique foisonnante

Une autre caractéristique intéressante du canton du Châtelard me paraît être le fait que les différentes composantes de la population ont toutes un accès, à des degrés divers, à

²¹ HAYDEN, Robert M., 2002 « Antagonistic tolerance. Competitive Sharing of Religious Sites in South Asia and the Balkans », *Current Anthropology*, volume 43, number 2, April 2002, pp. 205-231, p 205.

des espaces de débat dans lesquels peuvent être abordés les questions propres à ce territoire. Nous verrons qu'une vie publique foisonnante se développe. A côté des institutions « classiques », de type conseils municipaux, sont apparus non seulement de nouvelles collectivités locales (Parc, communauté de communes), mais aussi des lieux d'expression au caractère moins institutionnel que l'on peut qualifier d'alternatifs. Le monde associatif prend bien évidemment une part importante dans ce mouvement. Au sein de celui-ci, certaines associations se préoccupent officiellement de développement local. D'autres ont pour but l'amélioration des services, la promotion de la culture ou simplement l'animation. Elles constituent chacune à leur échelle des lieux d'engagement des habitants dans des projets que l'on peut qualifier de politiques, puisqu'il s'agit de se préoccuper du collectif, d'apporter des améliorations à la vie de la « cité ». D'autres espaces de débat ne sont pas sous forme associative. On peut citer le collectif citoyen, qui se veut un groupe informel, mais il ne faut pas négliger l'existence de certains moments, autour d'un spectacle, de la projection d'un film, ou de tel ou tel événement local qui peut-être revendicatif ou festif, lors desquels, hors de toute organisation, la parole se déploie et la négociation s'engage. Des médias locaux existent aussi. De petites revues paraissent plus ou moins régulièrement et sont distribués soit à l'ensemble des habitants, soit à un réseau. *Vivre en Bauges*, journal cantonal d'information édité par des bénévoles, *'Echo du Parc*, journal du PNR, et *'Echo de nos paroisses*, bulletin des catholiques, sont distribués dans toutes les boîtes aux lettres. *Le Marchambiol* est la feuille d'information du réseau de l'association Oxalis. Un projet de radio est en cours.

Internet enfin est un espace d'information et de débat en pleine expansion et qu'il convient de ne pas négliger, même s'il touche essentiellement la part la plus jeune ou du moins la plus informatisée de la population. Différentes listes de diffusion existent, liées par exemple aux associations, ou au collectif citoyen. Elles permettent aux uns et aux autres de se tenir au courant des événements, de débattre, de lancer des appels.

Certains groupes disposent évidemment de moyens plus importants que d'autres pour accéder au débat public. Mais là, encore, si l'on compare avec la situation en ville, on peut émettre l'hypothèse que les habitants ont davantage de possibilités d'accéder directement aux lieux où se joue la négociation politique. Différents espaces de discussion plus ou moins officiels existent, et permettent aux uns et aux autres de dire leur mot sur des questions touchant aux grandes orientations de l'aménagement du territoire, sans pour cela avoir besoin de faire partie de structures lourdes de type partis politiques ou grandes associations.

Je m'attacherai notamment au cours de cette recherche aux différentes formes d'engagement politique, c'est-à-dire de participation à la constitution d'un projet concernant la cité, que l'on peut observer dans les Bauges. Je vais donc m'intéresser à la construction d'une communauté locale non pas en partant de quelque groupe que je supposerais pré-établi, mais plutôt en observant la façon dont se créent des interactions et des relations entre des individus qui interviennent chacun à leur manière dans la « chose publique ».

Un territoire aux structures ouvertes

De manière générale, l'une des caractéristiques les plus importantes du canton du Châtelard me paraît être une certaine forme d'ouverture de ses structures sociales et politiques. L'éloignement des centres de pouvoir urbains, auquel s'ajoute une relative déshérence de cet espace qui pendant des années s'est vidé de sa population, en font un lieu dans lequel les modes de vie et de prise de décision ne sont pas définitivement figés. Cette situation permet aux individus de ne pas être trop contraints par des cadres sociaux rigides: profession, origine sociale et / ou culturelle... Cela est visible dans les réseaux sociaux que les uns et les autres entretiennent, mais aussi dans les trajectoires qu'ils sont susceptibles d'effectuer dans l'espace public. Ainsi, de la même façon que les villes ont pu à l'époque de l'exode rural constituer des espaces de liberté pour les migrants, qui provenaient souvent de communautés rurales où le contrôle du groupe sur les individus était très important, les campagnes pourraient bien aujourd'hui se révéler attirantes parce qu'elles procurent une forme de liberté. Tout comme les nouveaux citadins d'autrefois qui souhaitaient échapper à un destin tout tracé (reprenre la ferme familiale) en apprenant en ville un nouveau métier, les néo-ruraux expliquent bien souvent avoir voulu échapper à une vie antérieure qu'ils n'imaginaient plus continuer ad vitam eternam.

Dans les années 1950-1960 les nouveaux quartiers de logement social étaient parfois perçus par ceux qui venaient les habiter comme des espaces nouveaux, dans lesquels la vie ne ressemblait ni à celle du village traditionnel ni à celle des centres urbains. Ils pouvaient ainsi devenir des lieux d'utopies. Leurs habitants essayaient d'y inventer de nouvelles manières de vivre ensemble. Aujourd'hui, c'est le monde rural qui présente une situation inédite. En outre, il s'y concentre une population qui se place de façon plus ou moins volontaire en position de relative marginalité par rapport à ce que l'on pourrait appeler l'économie dominante : des ruraux qui ont fait à contre-courant, consciemment ou non, le choix de rester ou de revenir, et des néo-ruraux qui ont quitté les centres urbains et les grandes voies de communication pour vivre « autre chose ». L'ensemble de ces personnes partagent un choix : celui de vivre différemment. Or, la remise en cause de la société existante constitue la première étape de la pensée utopique.

Les espaces ruraux seraient-ils désormais aussi des lieux où s'élaborent de nouvelles réflexions sur l'avenir ? La proposition paraît paradoxale, tant ils ont, pendant des années, fait figure de « conservatoires de archaïsmes ». Pourtant, il me semble qu'elle mérite réflexion. Il ne s'agit pas ici de laisser entendre que les campagnes seraient d'une manière ou d'une autre intrinsèquement plus porteuses d'avenir que les villes, mais bien de s'interroger sur le fait qu'elles puissent être aujourd'hui des espaces offrant une forme de disponibilité pour des projets alternatifs et expérimentaux qu'il est relativement difficile de trouver en ville.

Le Parc naturel régional et ses projets patrimoniaux : des sujets de controverses locales

Comme de nombreux territoires ruraux, les Bauges sont actuellement le lieu d'une certaine effervescence en matière de patrimoine. L'un des éléments qui témoignent de la manière la plus visible de l'existence de cette tendance est l'apparition, à la fin de l'année

1995, du Parc naturel régional du Massif des Bauges, dont l'un des buts affichés est la sauvegarde du patrimoine rural.

Mon travail de DEA, en 1999-2000, avait constitué une première approche de ce terrain. Il s'agissait d'une recherche, menée lors d'un stage pour le compte du Parc naturel régional, sur la mobilité et les représentations du territoire dans l'ensemble du massif. J'avais alors été interpellée par plusieurs faits qui ont par la suite constitué le point de départ de ma thèse.

Tout d'abord, le Parc investissait énormément de moyens humains et financiers pour ces projets dits patrimoniaux. Une grande partie des objectifs de sa charte étaient d'ailleurs décrits comme des opérations de sauvegarde du patrimoine naturel et culturel. Or, certains de ces projets suscitaient de toute évidence d'importantes controverses. La mise en valeur des bâtiments de l'ancienne chartreuse d'Aillon ou la labellisation de la Tome des Bauges, si elles pouvaient faire l'objet de discours enthousiastes, provoquaient aussi localement de nombreuses crises dont je percevais les échos. Lorsque je décidai de m'y intéresser de plus près, je partis naïvement du présupposé que la chartreuse, par exemple, devait représenter un symbole important pour les populations originaires des Bauges. Je fus étonnée et déconcertée de constater qu'à quelques exceptions près, elle ne suscitait en fait qu'une certaine indifférence pour la plus grande partie des habitants d'Aillon-le-Jeune. Les autres éléments que je décidai d'étudier semblaient eux aussi quelque-peu en rupture avec ce que vivaient les gens. Aux critiques virulentes de certains sur le coût ou la méthode de ces opérations se joignait une forme de résignation notamment de la part des ruraux de souche qui m'expliquaient à propos de la tome ne pas avoir eu le choix et qui semblaient considérer les campagnes de communication menées sur le massif comme leur étant parfaitement étrangères.

Le Parc naturel régional lui-même faisait régulièrement l'objet de critiques de la part de ses habitants qu'ils soient de souche ou néo-ruraux. Étant lors de mon DEA stagiaire de cet organisme, je me présentais à mes interlocuteurs comme menant une recherche commanditée par celui-ci. Il n'était pas rare qu'à la fin de l'entretien, au moment où j'éteignais le magnétophone, les questions et les remarques commencent à fuser. On me demandait parfois avec une certaine prudence ce que je faisais exactement au Parc, ce que c'était que cette institution, combien de personnes y travaillaient et quelles étaient leurs missions. Mais certains de mes interlocuteurs ne prenaient pas ces précautions et l'un d'entre eux m'affirma même de but en blanc « *Je vous ai raconté tout ça parce que vous êtes étudiante. Quand vous m'avez dit que vous étiez étudiante, je me suis dit " il faut l'aider " . Mais si ça avait été pour le Parc, je n'aurais rien raconté du tout.* » Au début, je ne prêtais guère attention à ces interpellations. Puis, leur caractère récurrent commença à me faire réagir.

Non seulement les projets patrimoniaux du Parc ne paraissaient pas vraiment fédérateurs localement, mais l'institution elle-même faisait visiblement l'objet de réserves. Comment fallait-il comprendre cela ? Les projets portés par cette collectivité n'étaient de toute évidence pas tout à fait en accord avec ceux de la population qui habitait son territoire. Il restait à déterminer à quel niveau sa politique était mise en cause : était-ce le choix des objets à patrimonialiser qui faisait débat, ou la façon dont ils étaient interprétés ? Nous verrons au cours de ce mémoire que ce sont sans doute les deux.

2. Ethnologie et néo-rurale

Avant d'aborder plus avant la question de la méthode, j'ai choisi d'introduire mon expérience de terrain en racontant sur le mode narratif quelques uns des épisodes que j'ai vécus en Bauges. En effet, cette thèse se situe dans la tradition des travaux anthropologiques de terrain, et c'est à mon avis ce qui lui confère une bonne part de son originalité. Car si les études sur les Parcs naturels régionaux ne manquent pas, il me semble qu'il en est peu qui se focalisent sur le point de vue des habitants de ces territoires. J'insiste ici sur le mot « habitants », c'est-à-dire non pas seulement les individus désignés comme des acteurs par ceux qui y mettent en oeuvre divers programmes de développement pour le compte d'institutions locales ou extérieures, mais plus largement tous ceux qui y vivent et tissent des liens à la localité, parfois de façon plus ou moins temporaire²². Pour les comprendre, j'ai d'abord voulu partager avec eux une expérience sensible, et éprouver concrètement ce que signifiait vivre en Bauges, s'y déplacer, s'intégrer dans cette société...

Vivre sur ce territoire

Il me faut en premier lieu donner quelques précisions quant à mon immersion sur le terrain. Je ne connaissais absolument pas les Bauges avant de débiter, à l'automne 1999, un stage pour le Parc naturel régional. Originaire de Grenoble et pratiquante assidue de divers sports de montagne, j'ignorais, comme beaucoup de Grenoblois, jusqu'au nom de ce massif pourtant proche que j'apercevais parfois au bout de la vallée du Grésivaudan lors de mes pérégrinations. En outre, j'avais jusqu'alors toujours vécu en ville et même si mes grands parents étaient issus d'un milieu paysan, le monde rural de moyenne montagne était dans mon expérience avant tout un lieu de vacances et de loisirs, puisque mes parents avaient l'habitude de louer chaque été une maison en Chartreuse ou dans le Vercors.

C'est pourquoi les Bauges constituaient pour moi une terre absolument étrangère lorsque je m'y installai en octobre 1999, date du début de mes recherches de DEA. Pendant plus de trois ans, jusqu'au printemps 2003, j'ai vécu dans ce fameux canton du Châtelard autrefois appelé « Vallée des Bauges », d'abord dans le hameau de Glapigny, qui fait partie de la commune de Bellecombe, puis dans un des immeubles de la station d'Aillon-le-Jeune, située à côté du hameau de la Corrière, dans la Combe de Lourdens. Durant cette période, je me suis peu à peu insérée dans la société locale.

Puisque j'étais venue dans le but de faire un stage pour le PNR, cet organisme fut ma première porte d'entrée sur le territoire. Le jour de mon arrivée, la chargée de mission patrimoine vida quelques étagères pour poser sur mon bureau une pile de rapports et

²² Je reviendrai plus loin sur la question du vocabulaire employé, car les mots habitants, acteurs, institutions doivent être manipulés avec précaution.

d'ouvrages qui, espérait-elle, me permettraient de mieux comprendre la réalité locale. Elle m'envoya aussi à la rencontre de quelques membres de la « commission patrimoine »²³ du Parc. Je participais aux différentes réunions. Ma première appréhension du territoire devait beaucoup au point de vue des chargés de mission du Parc.

Mais dans le même temps, une autre histoire avait débuté avec mon emménagement dans le canton du Châtelard. Peu à peu, par la pratique d'activités associatives (notamment la chorale dont je faisais partie), par les relations de voisinage, je commençai à me constituer un réseau amical. Tout cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. Au début, je fréquentais surtout les autres stagiaires du Parc, qui découvraient comme moi un milieu qu'ils ne connaissaient pas. C'est seulement petit à petit que certaines portes se sont ouvertes, avec parfois des étapes obligées, des franchissements de lignes invisibles, ou encore de discrètes mises à l'épreuve. Au bout d'un an, j'ai cessé de travailler au PNR. Mon exploration du territoire a alors continué sans le support de cet organisme. J'étais désormais une habitante parmi les autres.

Comment dire ce cheminement par lequel, peu à peu, j'en suis venue à me sentir moi aussi partie prenante d'une communauté locale ? En trois ans, il se passe une multitude de choses, et c'est par des dizaines de petits événements que mon intégration s'est faite. Je peux citer, dans le désordre le plus total, les leçons de ski de fond prises en commun avec d'autres jeunes femmes pour payer moins cher, le cadeau acheté par toute la chorale à l'occasion d'une naissance, les visites pour le thé chez ma voisine agricultrice, le café offert par le patron du bar-dépôt de pain d'en bas de chez moi alors que mal réveillée, je descend acheter ma baguette, le coup de fil du propriétaire du gîte voisin qui a entendu parler de mon travail et que ça intéresse pour son mémoire d'Accompagnateur en Moyenne Montagne consacré aux Bauges, les randonnées en montagne avec d'autres jeunes, la soirée chez un ami qui a tué son mouton et organise un méchoui géant dans le four à pain du village... Et bien sûr les entretiens menés dans le cadre de la thèse qui se terminaient souvent en conversation amicale ou en invitation à dîner, quand ce n'était pas prévu d'avance.

Il est bien difficile d'expliquer le chemin qui peu à peu m'a fait connaître, comprendre et aimer cette société baugeuse si multiple. Au bout de combien de temps les réserves vis-à-vis de moi ont-elles disparu ? Ce n'est peut-être pas une bonne façon de poser la question car sans doute ne peuvent-elles pas disparaître totalement. Mais il est certain que j'avais ma place dans la voiture des dames du pays pour aller à la chorale et que ma présence ne gênait pas beaucoup les conversations. J'ai aussi eu l'occasion d'assister à des pratiques locales à la signification forte, comme la fabrication d'eau-de-vie à l'alambic, qui côtoyait parfois l'illégalité au niveau des quantités produites.

Quelques récits de terrain

En débutant par les récits qui vont suivre, je souhaite d'abord montrer au lecteur quelle était ma place sur le terrain et dans quelles conditions j'ai pu recueillir les données

²³ Les commissions sont les organes consultatifs du PNRMB. Elles sont constituées d'élus, de professionnels et d'individus intéressés par une thématique et font des propositions aux organes décisionnaires du Parc, en l'occurrence au syndicat mixte.

présentes dans cette thèse, « d'où je parle » en quelque-sort. Mais il s'agit aussi de tenter de lui transmettre une partie de la dimension sensible du terrain, et de lui permettre, par un travail de description, de percevoir « l'ambiance » du quotidien dans les Bauges, ainsi que le caractère vivant et concret ce ce que j'ai pu partager durant plus de trois ans avec les habitants de ce territoire.

Pour cela, j'ai ré écrit à partir de mes carnets de terrain quelques passages qui me paraissaient intéressants, et je les ai ordonnés autour des quatre saisons. J'ai volontairement préservé leur côté subjectif, car c'est bien mon point de vue que je voulais ici mettre en avant.

Hiver

En voiture pour la chorale

Mardi soir, station de ski d'Aillon-le-Jeune. Peu avant 20 heures, après avoir rapidement avalé mon repas, je descends de mon appartement, sous le toit d'un des immeubles. Je suis bien emmitouflée dans mon manteau et j'ai mis mon bonnet, mais malgré tout, il fait froid et c'est donc dans le hall éclairé par la minuterie que je guette l'arrivée de Lucienne. Comme les vacances de Noël sont finies, la station est tranquille et malgré la neige qui recouvre les pistes, il y a peu de vacanciers. J'ai peur que Lucienne ne me voie pas et je sors finalement attendre dehors. Un jeune en casquette et baskets m'accoste et me demande où il pourrait acheter des cigarettes. Je réponds « *Oulah ! A cette heure-ci, je ne sais pas. Tu devrais peut-être essayer de demander au pub, à l'Abreuvoir* ». Il s'exclame « *Mais c'est trop mort ici. J'ai pas l'habitude, moi, je viens d'une grande ville et on peut acheter des clopes même la nuit* ». Nous discutons un peu. Je lui explique que beaucoup de commerçants sont en fait des double-actifs, qu'ils ont un autre métier et qu'ils ne vivent pas que de ça.

Lucienne, ponctuelle comme toujours, arrive à bord du minibus jaune qui sert au ramassage scolaire. Elle et son mari sont chargés de cette tâche, et chaque matin, l'un d'entre eux fait le tour des hameaux de la Combe de Lourdens pour récupérer les enfants avant de les amener à l'école du chef-lieu. Prudente, elle arrête son véhicule bien au sommet de la colline sur laquelle est construit mon immeuble, pour pouvoir ensuite repartir en descente, à cause du gel. Je me hisse à bord et lui fais la bise. Elle me demande « *qu'est-ce qu'il voulait, celui-là ?* » Je lui explique, et elle s'énerve : « *Mais qu'est-ce qu'ils croient ces gens ? Il viennent chez nous et ils voudraient qu'ici ce soit comme en ville* ». Lucienne est agricultrice à la retraite. Elle et son mari Victor ont exploité la ferme de la Corriere, la plus grosse du vallon jusqu'à leur retraite, avant de laisser la place à deux de leurs fils. Ce sont mes plus proches voisins permanents car, mis à part moi, personne n'habite à plein temps les immeubles de la station. L'été, leur grand troupeau de tarines se déploie devant mes fenêtres. Lorsqu'elles commencent à meugler, je sais qu'il est 17 heures, et qu'elles attendent la traite.

Nous nous arrêtons 500 mètres plus bas, devant une grande maison cossue, et attendons quelques instants, mais personne ne sort. Lucienne râle : « *Mais qu'est-ce qu'elle fait ? Elle vient bien ce soir ? Il n'y a pas une finale de "Questions pour un champion" ou quelque-chose de ce genre ?* ». Au bout d'une ou deux minutes, elle me demande d'aller voir. Je sors prudemment du camion et monte doucement la pente

glacée qui conduit à la maison de Simone. L'année dernière, celle-ci s'est cassé le bras en glissant et je ne tiens pas à vivre la même aventure. Je frappe et je rentre. Elle est dans le hall et se prépare. « *Jarrive, j'arrive* ». Simone est institutrice à la retraite. Son mari a été directeur de la station. Ils louent des gîtes au rez-de-chaussée de leur grande maison. Nous montons toutes les deux dans le minibus, où, heureusement, le chauffage commence à faire son effet.

Le véhicule roule maintenant doucement dans la cluse qui sépare la combe de Lourdens de la vallée où se trouve le chef lieu d'Aillon-le-Jeune. La route longe le torrent, le nant d'Aillon. Lucienne est prudente. Deux ans plus tôt, elle a eu un accident à cause du verglas. Elle s'en est sortie sans trop de mal, mais la voiture a été pliée. Elle ne manque jamais de nous montrer l'arbre contre lequel elle a atterri, un gros érable en bordure de la route. « *Attention, dit Simone, c'est toujours à Martinet que c'est gelé* ». Martinet, comme son nom l'indique, est le lieu où les chartreux avaient autrefois installé leurs artifices. Aucun panneau ne signale l'endroit, mais on peut encore voir dans le torrent le bief et la trace des installations. Nous avançons au pas dans ce passage délicat.

A Aillon, nous nous engageons sur le parking éclairé qui jouxte la mairie. Deux personnes nous attendent en discutant dans une Peugeot 205. Ce sont Alice et Annie. Alice est, elle aussi, institutrice à la retraite. Plus jeune que Simone, elle est originaire de Haute-Savoie et a épousé un agriculteur d'Aillon, entrant ainsi dans l'une des grandes familles du village. Annie, qui est descendue d'Aillon-le-Vieux dans sa 205, a exercé divers métiers de type secrétariat tout en conservant quelques bêtes avec son mari.

Nous nous saluons et nous prenons la route en direction de Lescheraines, où ont lieu les répétitions de notre chorale. Lucienne ne va pas trop vite. Normalement, nous ne devrions pas voir de bêtes avec ce froid, mais sait-on jamais ? En automne, il faut se méfier des sangliers qui traversent la route devant nous. Dans le minibus, la conversation bat son plein : Annie demande à Lucienne si tous ses gîtes sont réservés pour février, car elle a eu des appels, mais les siens sont complets. Lucienne raconte que son mari est allé skier dimanche : il a fait « la Combe aux Biches ». « *C'était très bon* ». Alice me demande des nouvelles de ma thèse et me parle de son neveu qui finit sa thèse de biologie. Comme nous passons devant une grande bâtisse, Lucienne explique aux dames que la fille Untel va venir vivre dans cette maison. Annie commente : « *elle doit être contente, sa mère, que ce ne soit pas vendu à des étrangers* ». Le bus a maintenant dépassé le Colombier qui nous barrait l'horizon à droite, et l'on découvre la vallée du Chéran. Le ciel est dégagé et une grosse lune ronde semble bondir sur les montagnes au fur et à mesure que nous avançons. Elle éclaire les villages, et nous apercevons la Motte et le Châtelard de l'autre côté de la vallée.

C'est ainsi que chaque semaine pendant deux ans, j'ai co-voituré tous les mardi soir avec celles qu'à la chorale nous appelions amicalement « les dames des Aillons ». Pendant quelques temps s'est joint à nous Colette. Originaire de la combe de Savoie, Colette avait fait toute sa carrière à Lyon, où elle travaillait dans l'hôtellerie. Désormais à la retraite, elle était venue s'installer dans les Bauges d'où venait son père. Âgée d'une soixantaine d'années comme Annie, Simone et Lucienne, Colette avait cependant une façon de voir le monde bien différente de ces dernières. Après une entorse au genou qui l'a définitivement empêchée de randonner, Colette a quitté les Bauges pour aller s'installer

à Marseille où vivait un de ses fils. Les dames des Aillons n'ont pas bien compris ce départ.

Au chaud dans un véhicule, prise dans le feu roulant de la conversation, j'ai beaucoup appris sur la population originaire de Bauges.

Printemps

Soirée au Châtelard

Après le concert de notre chorale dans l'église du Châtelard, nous nous retrouvons dans l'une des salles voûtées de la maison communale pour une petite soirée conviviale. Des gens de tous âges se côtoient dans une ambiance chaleureuse, depuis les enfants de certains choristes qui courent autour de nous aux personnes âgées, en passant pas les jeunes. Familles et amis sont là. Chacun a amené sa spécialité. Lucienne a pris des tomes et du chevrotin de la ferme, et tous la félicitent : les fromages de ses fils sont vraiment délicieux. Claire-Marie, qui est originaire du Nord, a fait des gaufres Belges qui ont un grand succès. Comme souvent, le spectacle continue, et chacun son tour pousse la chansonnette, raconte une blague ou une histoire qui se mime. Les refrains sont repris par l'assistance qui rit et applaudit. Jojo, le mari d'Annie a un peu trop bu. C'est un vieux monsieur au regard clair. Il raconte blague sur blague, suscitant des tonnerres d'applaudissement et de rires. Mi-rigolarde, mi-sérieuse, Annie le menace : « *je ne te sortirai plus* ».

Vers minuit, lorsque les plus âgés commencent à partir, Thomas, ingénieur agronome au Parc, prévient les jeunes dont Sandrine, la chef de chœur, et moi : « *on va finir la soirée chez Freddy. On doit manger un lapin* ». Freddy et son amie Estelle, qui étaient venus nous écouter, se sont déjà éclipsés. Ils habitent à deux pas de là, un appartement dans une maison de village du Châtelard. Ils vivent de petits boulots, saisonniers l'hiver dans les stations et ouvriers l'été dans les usines de la région. Nous trouvons chez eux plusieurs jeunes des Bauges que nous connaissons, ainsi que des amis de passage. C'est l'un d'entre eux, cuisinier de profession habitant en Bretagne, qui s'est offert de préparer un lapin « à la façon de sa grand-mère ». Pendant qu'attablés, nous devisons gaiement en vidant nos verres, il s'affaire devant les fourneaux, et pile le foie dans une sauce au sang. Lionel, un jeune du coin, nous montre ses appâts pour la pêche, fabriqués avec des plumes et des morceaux de fourrure. C'est assez fascinant. Nous décidons de refaire cette année une expédition « Tétràs ». Il s'agit d'aller dormir dans une cabane d'alpage et de se lever à l'aube pour sortir dans le froid du petit matin et observer, cachés derrière les rochers, la parade d'amour des tétras-lyres, qui a lieu chaque année au mois d'avril. Le lapin est délicieux, et nous prenons date avec le cuisinier qui, mis au défi, nous promet de nous faire goûter les meilleurs pieds de cochon que nous ayons jamais mangé. Il est près de 5 heures du matin lorsque je prends la route pour parcourir la douzaine de kilomètres de petites routes tortueuses qui me sépare de mon domicile. J'ai certainement trop bu pour conduire. Alors je roule doucement dans le brouillard qui s'est levé et qui se révèle une véritable purée de pois. Au détour d'un virage, l'église d'Aillon-le-Vieux surgit devant moi, fantomatique, me révélant que j'ai parcouru la moitié du chemin.

Été

Le collectif citoyen

Dimanche soir, fin juin. Ce sont les journées les plus longues de l'année. J'ai mal à la tête et la petite douleur au fond de ma gorge m'avertit que je couve une angine. Je suis fatiguée après une grande randonnée en montagne sous le soleil brûlant, et franchement, je n'ai pas très envie de reprendre ma voiture pour aller au Châtelard. Mais le collectif « Action Bauges citoyennes » organise son troisième forum sur le thème du « lien entre les générations », et je ne veux pas rater ça. Me voici donc repartie, toutes fenêtres ouvertes dans l'odeur de foin d'un soir d'été. Malgré l'heure tardive et le fait que nous soyons dimanche, ici et là, dans les champs, les tracteurs font le va et vient. Les fenaisons sont une des périodes de travail les plus intenses pour les agriculteurs.

C'est Patrick qui est en grande partie à l'origine du collectif. Patrick est ici un personnage. La quarantaine, carrure et voix imposantes, c'est le cinéaste des Bauges, auteur de documentaires et de plusieurs longs métrages. Il a quitté les Bauges à l'adolescence, a fait ses études à Paris et y a vécu jusqu'à ce que, ses enfants grandissant, il décide de revenir au pays. Il s'inquiète des clivages qu'il y observe. Pour lui, il faut recréer du lien dans les Bauges, du lien entre Baujus de souche et néo-ruraux, entre jeunes et vieux. C'est lui qui a eu l'idée d'organiser un débat sur le thème du lien entre les générations.

Arrivée au Châtelard, je me gare à proximité du restaurant *Chez Evelyne*, où aura lieu le débat. Quelques voitures sont déjà là. Dans la salle du restaurant, sur des chaises disposées en rond, une quinzaine de personnes attendent. On ne peut pas dire que l'évènement ait beaucoup mobilisé les gens. Outre les habitués du collectif et Evelyne, la patronne du restaurant, il y a peu de têtes inconnues. Quelques personnes âgées du Châtelard sont cependant là, recrutées pour l'occasion par des membres du collectif, ainsi qu'un lycéen. Un autre arrivera en scooter pendant le débat.

Evelyne s'approche et me demande gentiment « *Qu'est-ce que tu bois ?* ». Une fois que nous avons tous un verre à la main, Patrick introduit la soirée, et nous propose de travailler par petits groupes autour des tables. Nous nous séparons donc en trois groupes de 5 ou 6 pour discuter. Les personnes âgées et les jeunes sont équitablement répartis et nous avons donc à notre table un vieux monsieur et un adolescent. Nous sommes à peine deux mois après l'élection présidentielle d'avril 2002. En Bauges comme dans beaucoup de pays ruraux, le candidat du Front National a réalisé de très bons scores, arrivant en tête dans plusieurs communes. Sans que cela soit mentionné, cet évènement est dans tous les esprits. Anne-Marie, la compagne de Patrick anime le débat à notre table et s'efforce de faire parler le vieux Monsieur. Celui-ci ne se fait pas trop prier pour déclarer qu'à son avis les jeunes ne respectent plus rien. La preuve, ils ne viennent même pas aux cérémonies du monument aux morts le 11 novembre et le 8 mai. Les écoles devraient pourtant les y amener. Il enchaîne, visiblement heureux d'être écouté, en nous racontant qu'il est allé à Paris, que dans la rue, il n'y avait que des Arabes, qu'il est même allé au Mac Donald's et que c'est une « négresse », très gentille d'ailleurs, qui l'a servi. Et de conclure sur le fameux thème du « on n'est plus chez nous ». Anne-Marie lui parle doucement, comme à un enfant ou à un malade qu'elle essaierait de raisonner. Ces étrangers, ils ne lui ont pas fait de mal. Alors, où est le problème ? On se parle, c'est certain, mais de là à se comprendre...

Le débat sur la Communauté de Communes

Autre soirée, autre débat. Celui-ci, organisé dans la salle de réunion de la mairie de la Motte porte sur la Communauté de Communes, son fonctionnement, son lien aux habitants. Cette fois, le public est plus nombreux et je suis assise au milieu d'une quarantaine de personnes. Deux membres éminents de cette collectivité ont répondu à l'invitation du collectif de venir dialoguer : la présidente et la vice présidente. La vice-présidente, c'est Laure, qui, sans être membre active du collectif, en est une sympathisante. Laure est maire de la Motte en Bauge. Après avoir quitté les Bauges à l'adolescence et avoir travaillé plusieurs années en ville, elle est revenue au cours des années 1980, dans la mouvance des mouvements de développement local. Elle fut la première salariée de l'association *les Amis des Bauges* et a lancé de nombreux projets dans ce cadre. C'est une figure locale. Aujourd'hui, elle occupe de nombreuses responsabilités, tout en demeurant critique notamment face au Parc dont elle est vice-présidente. A ses côtés se tient Florence, la présidente de la Communauté de Communes, qui est maire de Lescheraines.

De nombreux élus sont présents dans la salle, mêlés au reste du public. On remarque en particulier le maire de la Compote, agriculteur autodidacte, auteur d'un ouvrage intitulé *Société Rurale* et publié aux éditions l'Harmattan, et Joël, l'un des premiers néo-ruraux d'Ecole devenu conseiller municipal.

Laure commence par présenter la communauté de communes et en explique le fonctionnement. Elle le fait avec humour et la salle rit. Puis le débat s'engage et le public pose des questions aux élus. Rapidement, la discussion s'oriente sur le manque de transparence imputé à l'institution. Les élus présents dans la salle se défendent. Ils expliquent se sentir parfois mal aimés dans la mesure où ils acceptent d'assumer des responsabilités lourdes, de s'engager à assister à des réunions qui se terminent tard le soir, tout ça pour être critiqués par des gens qui ne se présentent pas eux-mêmes. Ils insistent sur la dimension de bénévolat. Florence affirme que quel que soit le temps et l'état des routes, 26 ou 27 élus sur 28 sont toujours présents aux réunions. Des gens dans la salle déclarent qu'ils souhaiteraient participer davantage aux décisions, sans pour autant être candidats à un mandat électif.

Soudain, de façon quasiment imperceptible, je sens que l'ambiance se crispe dans la salle. Un homme vient de faire son entrée et s'est assis à l'arrière, sur une chaise proche de la porte. Son allure contraste avec celle du public. Il porte un costume et une cravate. C'est le conseiller général du canton et président du Parc. C'est un élu de droite et les promoteurs du collectif, identifiés à gauche, représentent son opposition la plus virulente. Florence, Laure et la plupart des élus présents dans la salle sont socialistes. Autant dire que sa présence ne fait plaisir à personne.

Or, c'est précisément à ce moment là qu'une espèce de dispute éclate entre Claire une jeune femme membre active d'Oxalis, association réunissant essentiellement de jeunes néo-ruraux proches de mouvances altermondialistes, et Florence. Comme de nombreux membres de l'assemblée ont déclaré souhaiter être davantage au courant des travaux de la Communauté de Communes, les élus ont répondu que les séances de délibération, à l'instar de celles des conseils municipaux, étaient publiques, et que les dates et horaires étaient affichés sur les locaux de la collectivité, au Châtelard. Claire demande alors, de façon assez virulente, pourquoi ces informations ne sont pas

placardées sur toutes les mairies, afin que les citoyens des Bauges ne soient pas obligés d'aller au Châtelard pour en prendre connaissance. Il s'ensuit un échange assez vif au cours duquel Florence lui réplique qu'il n'est pas compliqué d'arrêter sa voiture en passant devant la Communauté de Communes pour regarder les horaires. Elle conclut sur un ton légèrement condescendant : « *A votre âge moi aussi, je réagissais comme vous, mais vous verrez, un jour, vous aussi, vous aurez sans doute envie de prendre des responsabilités* » Claire va répliquer, mais Patrick l'interrompt et met fin de manière un peu rapide au débat.

Le lendemain, je reçois un mail adressé à l'ensemble des sympathisants du collectif, dans lequel il explique qu'il ne voulait pas prendre le risque de voir le collectif se ridiculiser devant le « *spectateur en costard-cravate* », en apparaissant comme un groupe de personnes qui ne veulent même pas descendre de leur voiture pour connaître les dates de séance de la Communauté de Communes.

Automne

Le groupe patrimoine de la Communauté de Communes

Lundi, c'est le début de l'automne. Déjà la neige recouvre les sommets des Bauges-devant, et achève de donner un air austère au site du Châtelard, dont les maisons se blottissent sous la butte du château. Je gravis les escaliers de service vermoulus de la maison Lespine. Celle-ci abrite au rez-de-chaussée la perception et à l'étage la Communauté de Communes. Quelques pièces ont été mises à la disposition des associations, en particulier de l'École de musique, et c'est là que se trouve, aménagé dans un ancien appartement, le local du « groupe patrimoine ». Avant même que je n'arrive sur le palier, des éclats de voix masculines, trahissant une vive discussion, m'informent que le groupe est déjà réuni. Groupe, c'est un bien grand mot, puisqu'il s'agit en fait de trois messieurs d'un certain âge, François, Pascal et Gérard, qui sont assis autour d'une table occupant la quasi-totalité de la petite pièce. Mon entrée est saluée amicalement « *Bonjour Marianne, comment ça va ?* ». Je fais la bise et donne quelques nouvelles. Puis je me tourne vers la grande armoire métallique qui recouvre le mur à côté de la porte et je l'ouvre. A l'intérieur, des dizaines de cartons de rangement, classés par thème (moulins et artifices, Parc naturel régional, chartreuse d'Aillon) ou par village, portant chacun une lettre indiquant une série et un numéro, comme aux archives. Je m'empare du dossier « Réserve nationale de Chasse et de Faune Sauvage d'Ecole », et je m'installe à mon tour, occupant la quatrième place autour de la table. Pendant que je commence à dépouiller les documents que je sors du carton, tâchant de retrouver le point où je m'étais arrêtée la fois précédente, la conversation a repris de plus belle.

François, Gérard et Pascal sont de très grands amis mais ne se ressemblent pas. Ils se sont rencontrés par l'intermédiaire de Louis Brun, ancien maire du Châtelard, conseiller général du canton, érudit local et président fondateur de l'Association pour la Sauvegarde de la chartreuse. Celui-ci est décédé en 1996 et tous trois gardent de lui un souvenir ému, comme étant celui qui leur a permis de devenir amis.

François est un monsieur à la carrure imposante. Originaire de la région roannaise, il était représentant de commerce et a épousé en secondes noces une femme originaire d'Ecole-en-Bauge. Ils sont venus s'installer à Ecole pour leur retraite. Après avoir fait des

recherches généalogiques sur sa propre famille, il s'est intéressé aux Bauges. Il a publié un livre sur les forges et un autre sur la biographie de quelques Baujus célèbres. Comme il commence à être trop âgé pour conduire, il est en train d'acheter un appartement à Aix-les-Bains, où il a l'intention de s'installer. François est athée et plutôt anticlérical, de sensibilité de gauche. C'est une « grande gueule ».

Pascal, de ce point de vue, est un sérieux concurrent. Il dirigeait une PME en région parisienne. Son chalet en Bauges était sa maison de vacances, jusqu'à ce qu'il y prenne sa retraite en 1994. Il préside l'association pour la sauvegarde de la chartreuse d'Aillon et c'est un paroissien assidu. Il prépare un livre sur le petit patrimoine religieux du canton, et recense pour cela les croix et oratoires. Il a son franc parler et n'hésite pas, parfois, à mettre sciemment les pieds dans le plat. Ce fut le cas lors d'une fameuse réunion au Parc naturel régional durant laquelle il a pris à partie la chargée de communication en lui déclarant que le petit bulletin d'information du Parc était « *écrit dans un langage ésotérique* ». La remarque fit scandale et le mot est resté célèbre.

Gérard, quant à lui est aussi discret que les deux autres sont tonitruants. C'est un homme petit et mince, toujours calme et poli. Originaire de Tarentaise, c'est l'ancien professeur d'italien du collège. Il fait partie de la même chorale que moi. Très doué pour les arts manuels, il se passionne pour le travail du bois et a notamment suivi des stages pour apprendre à fabriquer un orgue de barbarie. Une fois son orgue confectionné, il a participé à plusieurs festivals dans la région, et avec d'autres membres de la chorale, nous sommes allés le voir à celui de Grenoble. Il mène depuis des années des recherches sur les moulins et artifices des Bauges et paraît avoir réuni une somme d'informations impressionnante. Il nous raconte parfois ses expéditions pour retrouver les traces des bâtiments dans les ruisseaux, guidé par quelque vieux Bauju encore vert qu'il doit aider à franchir les clôtures. Malgré l'insistance de ses deux comparses, il refuse de présenter son étude à un éditeur, expliquant que celle-ci est encore incomplète, et qu'il ne souhaite pas publier un travail qui ne serait pas impeccable.

Cela donne lieu à de longs débats entre eux. Mais aujourd'hui, ce n'est pas sur ce sujet que porte la conversation. Ni sur les événements politiques du canton, autre thème habituel (François se targue, par exemple, d'avoir fait perdre le candidat de gauche dans sa commune aux élections cantonales, car il ne le jugeait pas sérieux). C'est des travaux de restauration de la chartreuse dont il est question, et plus exactement de la polémique en cours. De nouvelles fenêtres viennent d'être installées sur le bâtiment et elles sont en bois exotique. Gérard juge cela scandaleux : on aurait pu mettre des fenêtres en chêne. « *C'est complètement anachronique* », déclare-t-il. Évidemment, tout en faisant mine de me concentrer sur mon travail, je ne perds pas une miette de la conversation. Pascal explique qu'il y a des raisons budgétaires, que les fenêtres vont de toute façon être peintes, alors que cela ne change pas grand chose qu'elles soient en chêne ou en bois exotique. Mais Gérard n'est pas d'accord. Pour lui, ce n'est pas l'apparence qui compte, mais la vérité des choses. François intervient, et dit comprendre Gérard. Il trouve que le bois exotique, ça manque un peu de poésie. « *C'est comme les messes que vous faites dans les salles communales* », dit-il pour taquiner Pascal, faisant allusion au fait qu'avec le manque de prêtres, de nombreuses messes ont été supprimées au profit d'assemblées de fidèles qui ont lieu dans des salles des fêtes. « *Personnellement, poursuit François,*

tout athée que je suis, j'ai toujours aimé visiter les églises, et je dois avouer que si la Vierge m'apparaissait, je préférerais qu'elle le fasse dans une église plutôt que dans une salle communale ! ». Là, je ne peux m'empêcher d'éclater de rire et de lever le nez de mes documents : « Jaimerais bien voir ça, François, que la vierge vous apparaisse ! ». Et nous rions tous franchement à l'idée d'un événement aussi incongru.

L'alambic

Novembre. Dans de grands tonneaux en plastique bleu, Thomas, l'ingénieur agronome du Parc, a entreposé depuis plusieurs mois des poires et des prunes provenant des vieux arbres qui entourent sa maison, avec un peu de sucre. Le grand jour arrive, et je viens chez lui, à Montlardier, sur la commune du Châtelard, l'aider à charger les tonneaux dans son antique 4L. C'est Roger, paysan de Bellecombe qui lui permet de profiter de son droit à 20 litres. Nous le retrouvons au Châtelard, ainsi que Dany, un Anglais qui vit à la Compote, qui a amené son appareil photo.

L'alambic, que l'on appelle ici familièrement « la marraine » se dresse à son emplacement habituel, dans le village de Glapigny. Il revient chaque année à la même époque. L'odeur caractéristique et un peu écoeurante des fruits distillés se répand dans tout le hameau. Il fait froid, et l'alambic crache de grandes volutes de vapeur derrière lesquelles il semble parfois prêt de disparaître.

Le vieux bouilleur de cru est un personnage. Dernier de la région, âgé de plus de 70 ans, droit comme un I sous son chapeau en feutre, il continue ses tournées. Il nous explique où verser le contenu du tonneau, et où placer les bidons pour recueillir la précieuse gnôle. Il faut d'abord laisser les bidons ouverts pendant plusieurs semaines, afin que l'alcool se débarrasse de certains éléments toxiques. Cela n'a jamais empêché certains de boire directement à l'alambic. Roger et lui commencent à nous raconter des histoires de saouleries mémorables datant des années 1970.

Une agricultrice âgée, qui était là avant nous, m'embauche pour porter son bidon de 20 litres jusqu'à sa voiture. « Toi tu es jeune ». Thomas est monté sur l'alambic pour verser le contenu des tonneaux dans les cuves. Le vieux bouilleur de cru et l'agriculteur de Glapigny parlent maintenant des souvenirs de la guerre. Le paysan se rappelle de ce jour funeste de juillet où les troupes allemandes sont arrivées dans les Bauges par le col de Leschaux, pour réprimer la résistance. Il raconte comment les habitants de Glapigny, premier village sur la route, se sont cachés, la peur qu'il a éprouvé, sous la route, en entendant les bruits de pas de la troupe.

La nuit est tombée, et l'alambic éclairé brille de tous ses feux. Le cuivre resplendit au milieu des volutes de vapeur. Il respire et vibre comme un animal, une bête qui nous souffle son haleine au visage. Nous sommes tous fascinés. Dany fait des photos.

Partager du sensible

Il n'est pas facile de décrire la vie sur un territoire, de donner à voir et à ressentir ce qui s'y passe, ce qui s'y joue. Je veux d'abord souligner que ma présence longue dans les Bauges ne m'a pas seulement permis de bien connaître les habitants de ce territoire. Elle m'a conduite à partager avec eux une expérience sensible.

J'ai vécu avec eux le passage des saisons, nettement plus marquant qu'en ville. L'hiver, en particulier, avait son rythme, qui ne se pliait pas forcément à celui des humains. La neige et le gel pouvaient parfois paralyser la circulation pendant plusieurs jours, ou tout au moins rendre périlleux le moindre déplacement. Les dames des Aillons me téléphonaient alors pour m'avertir que nous ne descendrions pas à la chorale, et jusqu'à ce que les conditions redeviennent meilleures, j'allais à pied me ravitailler à la petite supérette de la station dans laquelle j'habitais, qui pratiquait malheureusement des prix rédhibitoires. Il fallait chaque automne installer les pneus-neige sur les voitures. Je me rappelle pendant une période de neige et de grand froid avoir été sermonnée par Victor, le mari de Lucienne, parce que je continuais à serrer mon frein à main et que celui-ci risquait d'avoir gelé. Il fouilla ensuite dans son bûcher et en ressortit avec deux coins de bois qu'il m'offrit pour servir de cale à ma voiture. L'hiver, c'était aussi le temps des belles journées enneigées et des après-midi de soleil durant lesquels seule ou avec d'autres jeunes, je parcourais les pistes de ski de fond de la Féclaz ou de Margériaz.

Au printemps, après la fonte des neiges, tout devenait boueux. La boue, inexistante en ville où béton et goudron évitent tout contact avec la terre, se révélait omniprésente dans les Bauges. Les vaches étaient de retour dans les champs. Parfois, un troupeau en cours de déplacement bloquait les voitures. Il fallait attendre.

Après le temps des belles prairies qui ondulent dans le vent venait le temps des fenaisons. Parfois, les agriculteurs, juchés sur les tracteurs, travaillaient très tard le soir. Alors même que nous rentrions de la chorale vers 22 heures 30, leurs phares montaient et descendaient encore les pentes.

La vie dans les Bauges, c'est aussi le règne absolu de l'automobile, ce qui peut paraître paradoxal pour les citadins aux yeux desquels celle-ci est souvent considérée comme l'apanage de la ville et de ses embouteillages. Mais la voiture est bel et bien l'indispensable objet du quotidien pour qui habite le monde rural. Voiture dont il faut prendre soin, que l'on amène chez le garagiste au moindre bruit suspect, de peur de tomber en panne de façon impromptue. C'est ainsi que parfois, alors que je rentrais fort tard, au milieu des bois par un temps glacial, la pensée m'effleurait que ce n'était pas le moment d'avoir un problème, d'autant que je ne possédais pas de téléphone portable. Voiture avec laquelle on sillonne le territoire, en long en large et en travers, prenant des raccourcis, évitant parfois de peu sangliers, blaireaux et autres représentants de la faune sauvage, nombreux dans les Bauges, quand ce n'est pas une vache échappée du pré voisin. Il m'est arrivé, par une nuit de brouillard, alors que je venais de freiner pour éviter des biches, de voir surgir devant ma Peugeot 205 un cerf majestueux, doté de bois monumentaux, qui traversa lentement la route devant moi. Je me demandai pendant quelques instants si ce n'était pas une hallucination tant cela paraissait irréel. Voiture qu'il faut parfois dégager de sa gangue de neige, autour de laquelle il faut pelleter longuement dans le froid glacial, en prévision d'un départ pour Lyon et l'université le lendemain. Voiture que l'on pousse pour la sortir du fossé, ou parce que le froid l'empêche de démarrer. Tout ce qui est susceptible de vous empêcher de conduire devient très vite un problème majeur. Un torticolis qui m'empêchait de tourner la tête et donc de contrôler les angles morts me causa de gros soucis. Mais que dire de Colette, jeune retraitée randonneuse, qui quitta les Bauges après qu'une entorse grave au genou l'ait immobilisée

plusieurs mois, durant lesquels, ne pouvant plus conduire, cloîtrée chez elle, elle se sentit prisonnière des montagnes qui l'oppressaient ? Ou de Blandine, mère célibataire de trois enfants, qui se cassa un bras en changeant une ampoule ? La situation aurait certes été déjà gênante en ville, elle se révélait quasiment intenable dans les Bauges, et il fallu à la jeune femme l'aide de tout le voisinage et de son réseau d'amis pour surmonter ce mauvais pas. Ou encore de François, cité plus haut, qui fut contraint de descendre à Aix-les-Bains lorsque la vieilleuse l'empêcha de conduire ?

Le territoire est sillonné, parcouru parce que l'on ne vit pas seulement dans le hameau où l'on habite. La poste est au chef-lieu du village, parfois distant de quelques kilomètres, ainsi que la fruitière. Le petit supermarché local est au Châtelard, avec la perception ou encore le collègue. L'école de musique est à Lescheraines. Ceux qui ne travaillent pas dans les villes environnantes ont rarement un emploi dans le village même où ils résident. En vivant sur le territoire, on se trouve inséré dans des réseaux de personnes qui habitent les différents villages. La traduction « concrète » si l'on peut dire, de l'existence de ces réseaux se lit dans les trajets effectués quasi journalièrement à l'intérieur du canton. Un autre témoignage est constitué par les listes de diffusion internet utilisées par la part de la population la plus familiarisée avec ces techniques (en général, les plus jeunes des néo-ruraux) et qui couvrent tout le canton. Ainsi, les adhérents de l'association Oxalis, ou les sympathisants du Collectif Citoyen « Action Bauges Citoyenne » reçoivent par mail les informations relatives aux activités de ces différents groupes. On peut ainsi être tenu au courant de divers événements par de brefs messages : « *une projection de documentaire suivie d'un débat aura lieu samedi à telle heure à la « Halte des Bauges* », l'épicerie-boulangerie-bar de Bellecombe, ou « *La prochaine réunion visant à préparer le forum du collectif aura lieu dans les locaux du Football Club des Bauges à Lescheraines* ». La « toile » sert ainsi de support à des réseaux locaux, comme l'ont montré d'autres travaux, en particulier sur le Vercors²⁴.

Je vivais le territoire de la même façon que les autres habitants. Ou du moins – et la nuance est assez importante - de la même façon que la part néo-rurale de la population. Nous avons en commun cette expérience de l'espace.

Expérience de terrain, expérience de vie

Et je me sentais d'autant plus proche des néo-ruraux que d'une certaine manière, j'étais dans les Bauges une jeune néo-rurale parmi les autres. Il me semble ici nécessaire de préciser que mon installation dans ce territoire n'était pas seulement la conséquence d'une posture « réfléchi » de scientifique, soucieuse de pratiquer la fameuse « observation participante ». Si j'étais venue m'installer en Bauges, c'est aussi parce que vivre quelques années dans le monde rural m'intéressait personnellement. Je partageais avec les autres néo-ruraux le désir de vivre différemment, d'inventer autre chose que la vie que je menais en ville. Et cette démarche était sans doute aussi importante pour moi que mon travail de terrain.

²⁴ Voir TETU, Marie-Thérèse, 2002, *Les nouveaux champs de l'urbain : passeurs, passages et ancrages sur le plateau du Vercors drômois*, mémoire de DEA d'ethnologie, Université Lyon II.

La situation d'immersion sur le terrain est caractéristique du travail ethnographique. Depuis Malinowski, les ethnologues savent que pour mener à bien l'ethnographie d'un groupe, ils doivent partager sa vie et ses conditions d'existence pendant un temps plus ou moins long. Le chercheur est son propre instrument de recherche. Il engage sa personne et son affectivité sur le terrain. Il y noue des relations humaines, y éprouve émotions et sentiments. Il réagit à ce qui lui arrive en fonction des cadres que lui ont conféré sa culture et son histoire individuelle. Mais la lecture des différents ouvrages ethnographiques existants nous montre qu'au delà de ce principe, les modes et les degrés d'engagement sur le terrain varient en fonction de la capacité d'accueil dont témoigne le groupe étudié vis-à-vis de l'ethnologue, de l'objet de recherche choisi, mais aussi de l'ethnologue lui-même et de ce qu'il se sent capable de faire. Cette expérience est ainsi vécue différemment si le chercheur pratique des séjours plus ou moins longs (quelques heures, quelques mois) sur le terrain, interrompus par des périodes de prise de recul, durant lesquelles il retrouve sa vie « normale », avec en particulier son logement et peut-être sa famille. Cette situation induit une rupture entre le travail « de terrain » d'une part, et le reste de sa vie, que l'on peut qualifier de « privée ». Cependant, rien n'empêche que des personnes rencontrées sur le terrain et l'ethnologue se revoient une fois le travail fini et entretiennent des liens amicaux, la relation se jouant ainsi des frontières²⁵.

L'une des conséquences du choix que j'avais fait en m'installant dans les Bauges est qu'il ne m'était définitivement pas possible de séparer d'un côté le versant de ma vie que l'on pourrait appeler personnel, privé, et de l'autre mon terrain. Le côté intime et le côté professionnel, en quelques sortes. Pour moi, les Bauges n'étaient pas le lieu d'un séjour plus ou moins ponctuel, elles étaient mon lieu de vie. Je n'étais pas absolument persuadée d'en repartir un jour, même si je l'envisageais parmi d'autres possibilités. Mon terrain était ma « vraie vie », je n'en avais pas d'autre.

Sans la motivation personnelle qui me poussait à m'installer dans les Bauges, j'aurais tout à fait pu choisir de mener mon terrain depuis la ville, en faisant sur place des séjours plus ou moins longs pour mener des entretiens ou assister à des événements qui m'intéressaient particulièrement. Il est certain que les données que j'aurais pu obtenir de cette façon auraient été tout à fait différentes. Ce qui ne signifie toutefois pas qu'elles auraient eu moins de valeur. Je n'aurais alors pu être présente que pour ce que j'avais prévu d'étudier. Par contre, j'aurais sans doute été contrainte de faire un effort de réflexion plus important pour déterminer quels étaient les événements dont l'observation était susceptible de me faire progresser dans la compréhension de mon sujet, et de quelle manière je pouvais me procurer des informations les concernant. Tandis que présente sur place, je me laissais en quelque-sortie porter par le terrain, modifiant la direction de mes recherches lorsqu'un élément m'interpellaient.

Cette posture avait bien sûr des implications quant à mes rapport avec les habitants des Bauges. Quand je leur disais que j'habitais moi-même le fameux « canton du

²⁵ Ainsi, dans son Journal de Plozévet, carnet de terrain publié de nombreuses années plus tard, Edgar Morin évoque le cas d'un couple qui va peut-être sortir de son carnet de terrain en devenant une relation amicale. Il s'efforce alors visiblement d'établir clairement la séparation entre terrain et relations privées. Cf MORIN, Edgar, 2001, Journal de Plozévet : Bretagne, 1965, La Tour d'Aigues, l'Aube.

Châtelard », ils paraissaient souvent heureusement surpris. Je pense que cet état de fait était important pour eux parce qu'ils sentaient que j'étais, d'une certaine façon, entièrement avec eux et non pas en train de faire un travail d'observation pour le compte d'une entité extérieure à laquelle j'allais m'en retourner tôt ou tard.

Pour ceux que je côtoyais régulièrement, mon installation sur place m'avait ipso-facto conféré un statut dans le groupe. En effet, ma présence était relativement « normale » parmi l'ensemble des néo-ruraux. Tous ceux qui me connaissaient savaient que j'étais venue pour mener une recherche, mais il n'était pas franchement plus incongru pour une ethnologue de s'installer en Bauges que pour un cinéaste, un cadre travaillant dans une grande entreprise, un maquettiste ou un intermittent du spectacle. Le groupe que je souhaitais étudier n'était pas une communauté relativement fermée - groupe religieux, ethnique - où les étrangers sont rares, considérés avec circonspection, et se voient assigner une place attirée quelque-peu en marge²⁶. Je m'intéressais à un ensemble de personnes qui se caractérisaient par le fait d'habiter un territoire et de s'efforcer de fonder une société ancrée dans le local. Il s'agissait donc d'un groupe ouvert, dans lequel pouvaient facilement s'insérer de nouveaux arrivants. Le fait de venir habiter les Bauges et de m'intéresser à la vie locale m'en ouvrait donc les portes, sans avoir à accomplir d'autres démarches.

En tant que jeune néo-rurale, j'ai donc rapidement bénéficié d'une place comme membre du groupe à part entière. Pour les ruraux de souche, je faisais plus ou moins partie du contingent de néo-ruraux venus habiter les Bauges depuis une quinzaine d'année. Quant aux néo-ruraux eux-mêmes, nous verrons dans ce mémoire que leur venue dans une région telle que les Bauges s'inscrivait dans un projet d'inventer de nouvelles façons de vivre, et que cette utopie partagée les conduisait à chercher de nouveaux modes de sociabilité. Ils me considéraient comme partie prenante du projet, de l'utopie. Rien ne disait que je n'étais pas venue animée comme eux par le désir d'une vie plus proche de la nature, d'une sociabilité différente. Et moi-même je ne savais pas ce que j'étais d'abord : chercheuse, ou néo-rurale et j'oscillais entre ces deux identités. Tout en m'efforçant de prendre du recul, je partageais avec ceux qui avaient choisi de s'installer là un attachement sentimental pour le pays. C'est ainsi que retrouver les montagnes après chaque période d'absence me procurait un sentiment de bonheur sans mélange. C'était avec joie que je reconnaissais tous les virages de la route et que je voyais se déployer devant mes yeux les uns après les autres les paysages familiers, tandis que je saluais par des appels de phares ou de petits coups de klaxon les voitures des amis que je croisais. Pratiquant moi-même la randonnée en montagne, j'aspirais à une forme de lien avec le reste de l'univers, avec cette « nature sauvage » qui est un élément important de l'utopie des néo-ruraux.

Loïc Wacquant raconte dans *Corps et âme*²⁷ avoir été tellement heureux dans l'ambiance du club de boxe de Chicago auquel il s'était inscrit pour les besoins de son

²⁶ Prenons le cas de Béatrix le Wita qui réalise un travail sur la grande bourgeoisie. Elle fonde son travail sur un corpus de récits de vie qu'elle est allée recueillir auprès de membres de ce groupe. Même si elle l'avait voulu, elle n'aurait pu s'insérer sur le terrain au-delà de certaines limites puisque ne possédant pas la généalogie nécessaire, elle ne pouvait devenir membre du groupe étudié. LE WITA, Béatrix, 1988, *Ni vue, ni connue*, approche ethnographique de la culture bourgeoise, Edition des la MSH, Paris.

terrain qu'il avait sérieusement songé à abandonner sa carrière universitaire pour se lancer complètement dans la boxe. De la même façon, j'aurais très bien pu renoncer à terminer ma thèse et demeurer sur place, néo-rurale parmi les autres, en quête d'une nouvelle société. J'y songeais parfois, lorsque je rentrais d'agréables soirées ou en parcourant les crêtes du massif recouvertes au printemps d'un tapis de fleurs. Grâce à mes réseaux, j'y aurais sans doute trouvé un travail dans le domaine du développement local, ce qui m'aurait permis d'utiliser certaines des compétences que m'avait données ma formation en ethnologie. Je songeais par ailleurs à passer le brevet d'accompagnateur en moyenne montagne, afin de passer une partie de ma vie en plein air, plutôt que dans les bibliothèques et les séminaires ou devant mon ordinateur !

Sciences sociales et utopie

Enfin, un autre lien me reliait aux habitants des Bauges. Comme je le développerai au cours de cette thèse, une bonne partie de la population du territoire étudié me paraît réunie par le partage d'une forme d'utopie, de cette volonté que j'ai déjà soulignée d'inventer de nouvelles façons de vivre. Or, comme certains auteurs l'ont mis en évidence, il existe un lien entre sciences sociales et utopie²⁸. En effet, ces deux pensées se sont développées à l'époque moderne, avec l'idée que l'homme pouvait agir sur la société, et constituent d'abord et avant tout une remise en cause de l'ordre social existant. Le premier mouvement de l'utopie est la critique de la société réelle.

« La pensée utopique, qui se veut d'abord une critique de ce qui est et une proposition de ce qui devrait être, accompagne notamment la naissance et le développement des sciences sociales. Tour à tour, les spécialistes de la société puisent des informations dans les critiques et projections des utopistes pour élaborer leurs analyses, et les utopistes s'appuient sur les analyses des chercheurs pour élaborer leurs critiques et donner forme à leurs projections. Ainsi, pensée utopique et " pensée des sciences sociales " seraient filles d'une même mouvement social-historique, vaste mouvement qui n'est rien d'autre que celui de la modernité. »²⁹

Et de fait, parmi les habitants des Bauges, nombre d'entre eux manifestaient une grande sympathie pour la recherche en sciences sociales, certains, déjà installés professionnellement, allant jusqu'à reprendre des études en histoire, en sociologie ou en sciences politiques. Je me situais donc dans ce que l'on peut appeler une proximité idéologique avec toute une partie de la population des Bauges. Je partageais avec elle la croyance en la nécessité d'une réflexion sur la société et sur son avenir, et donc d'une remise en cause de l'ordre social existant. Nous avons en commun le fait d'être peu

²⁷ WACQUANT, Loïc, 2000, *Corps et âme, Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Agone.

²⁸ METHOT, Marcel, 2002, *Le développement local au risque de l'utopie, vers une interprétation des enjeux du développement local au XXI^{ème} siècle*, mémoire présenté comme exigence partielle du programme de doctorat en Développement régional, Université du Québec à Rimouski.

²⁹ METHOT, M., *Le développement local...*, p 8.

enclins à tenir pour normal et intangible le fonctionnement actuel des institutions.

Présence longue

Tous ces éléments ont certes contribué à me conférer une place au sein de la société locale, mais c'est seulement grâce à une présence longue que j'ai pu réellement gagner celle-ci. C'est au fur et à mesure de mes trois années et demi de présence que je suis peu à peu devenue membre de réseaux locaux. Je faisais partie de la chorale de Lescheraines, je me rendais à certains événements organisés par Oxalis (conférences, projections de film), je donnais parfois un coup de main à la préparation d'événements, j'avais des amis avec qui je pratiquais le ski de fond ou la randonnée. Beaucoup de Baujus connaissaient de près ou de loin mes travaux et en discutaient avec moi à l'occasion. J'étais au courant des événements qui se préparaient parce que j'entendais leurs organisateurs en parler longtemps à l'avance : foire, fête de village, concert. Je recevais aussi des e-mails m'avertissant, par exemple, qu'une manifestation allait avoir lieu devant la communauté de communes pour protester contre le licenciement de l'intervenante en musique des écoles, ou bien qu'un atelier d'écriture serait organisé la semaine suivante avec un écrivain.

Cette situation avait plusieurs conséquences. De mon côté, je savais qui était qui. J'étais capable de replacer les uns et les autres dans leurs réseaux, mais aussi dans leur trajectoire. Je savais quel était le parcours des personnes que je côtoyais et d'où elles tiraient leur éventuelle légitimité à traiter des affaires publiques. Au fur et à mesure que ma connaissance des Bauges progressait, je saisisais davantage les allusions, les sous-entendus, les enjeux cachés de certains débats. Je connaissais les individus, les lieux et les événements auxquels il était fait référence. Pour tout dire, je partageais une culture.

Du point de vue de mes interlocuteurs, finissais par faire partie du paysage, j'étais engagée dans les réseaux locaux, et l'on n'hésitait guère à parler devant moi de choses et d'autres. Ainsi, tous les mardi soir, dans la voiture pour la chorale avec Lucienne, Simone, Annie et Alice, la conversation battait son plein. Après quelques hésitations lors de mon arrivée, ma présence était peu à peu devenue habituelle. L'ambiance s'était détendue et divers sujets étaient abordés devant moi, y compris la recension des généalogies locales, à laquelle je ne pouvais évidemment pas prendre part, mais que je ne me lassais pas d'écouter.

Pourtant, cela ne veut pas dire que ceux que je côtoyais oubliaient totalement que j'étais aussi une chercheuse. Plusieurs signes témoignaient du contraire. En particulier, il arrivait que l'on me confie de façon plus ou moins claire des messages, que l'on espérait manifestement me voir porter auprès d'instances supérieures. Un peu comme ces fameuses critiques sur le Parc qui m'avaient été livrées lors de mon DEA. « *Toi qui travaille sur les Bauges* », m'interpellait-on parfois, pour me demander mon opinion sur tel ou tel événement local. Il est aussi arrivé que l'on me déclare « *j'ai un livre à la maison qui va t'intéresser* », ou encore que l'on m'invite à venir voir des documents de types photos, ou vieilles coupures de journaux. Mes interlocuteurs m'interrogeaient aussi, en particulier sur le Parc et son rôle, puisqu'ils savaient que j'y avais été stagiaire pendant plusieurs

mois.

Mon installation dans les Bauges m'a permis de ne pas demeurer en surface de ce territoire, c'est-à-dire de ne pas me limiter à la connaissance des groupes les plus apparents ou les mieux dotés en terme de moyens de communication. Comme je le soulignais plus haut, lors de ma première année de recherche, alors que je préparais mon DEA en tant que stagiaire du Parc, je suis avant tout rentrée en contact avec des groupes connus de cet organisme : associations avec lesquelles des partenariats avaient été noués, individus membres des « commissions »³⁰. Il s'agissait de personnes dotées d'un certain capital culturel et social, ayant souvent un niveau d'étude relativement élevé qui les situait du côté de ce que l'on peut appeler la « culture légitime ». Pendant les années qui ont suivi, j'ai peu à peu appris à connaître une autre part de la population, qui a tendance à se tenir à l'écart des institutions. J'ai en particulier noué des relations avec de nombreux jeunes non qualifiés menant une vie marquée par la précarité. La plupart d'entre eux travaillent en hiver comme saisonniers dans les stations locales et le reste de l'année comme intérimaires dans les usines des environs du massif. D'autres sont intermittents du spectacle, animateurs dans les colonies de vacances, serveurs, cuisiniers ou aides dans les commerces des sites touristiques quand la saison bat son plein. D'autres encore se lancent dans de petites productions agricoles qui leur permettent rarement de vivre mais peuvent constituer un complément de revenus - miel, plantes médicinales, petits fruits. Une partie d'entre eux vit des minima sociaux. C'est le cas en particulier de mères seules avec des enfants. Cette population n'est évidemment pas tellement mise en avant par les institutions. Elle constitue pourtant une bonne partie de la jeunesse du massif. Ce sont des enfants d'agriculteurs qui n'ont pas été tentés par le métier, ou dont les parents avaient déjà abandonné l'exploitation, des enfants de petits artisans qui n'ont pas voulu partir trouver un emploi régulier en ville. Ce sont aussi des enfants de néo-ruraux, ou des jeunes venus occuper un emploi saisonnier et déterminés à rester coûte que coûte parce qu'ils ont décidé que leur vie était là et pas ailleurs.

J'ai appris à connaître les préoccupations quotidiennes de ceux qui vivent sur ce territoire, loin de clichés sur la campagne. Ainsi en est-il par exemple de la sempiternelle question de la voiture, absolument nécessaire, mais si chère à entretenir, mais aussi des soucis liés à la garde d'enfant pour les mères célibataires, ou encore de l'inquiétude qui accompagne les périodes de chômage plus ou moins longues, quand on ne retrouve pas de travail. La vie pourtant continue. Les jeunes couples n'attendent pas un hypothétique emploi stable pour avoir des enfants. Tous pratiquent diverses activités peu chères ou mêmes gratuites. Ainsi, une comédienne intermittente du spectacle organise tous les mercredi soir un atelier jonglerie dans une grande pièce de son domicile. Les employés des stations skient gratuitement. Les autres pratiquent parfois le ski de fond en fraude, en essayant d'éviter les cabanes des contrôleurs de forfaits. Comme les loyers sont encore relativement peu chers, on parvient le plus souvent à avoir un petit jardin ce qui permet de faire un potager et d'inviter l'été ses amis autour d'un barbecue. Ce n'est pas énorme, mais suffisant pour se dire que la qualité de vie est tout de même supérieure à celle des villes.

³⁰ Organes de consultation du Parc naturel régional, voir chapitre III, partie 4.

La situation d' « observation participante »

Ce que je pouvais observer en vivant sur le terrain m'a permis de progresser dans la compréhension de mon objet, en me donnant notamment la possibilité de dépasser le cadre des récits que dans un premier temps, j'avais pu recueillir au cours des entretiens.

Dans le cas de l'entretien, la parole se construit dans une interaction entre deux personnes lors d'une rencontre provoquée pour les besoins de la recherche. La personnalité du chercheur y joue un grand rôle. Celui-ci est à un moment donné de sa rencontre avec le terrain, et pose les questions qu'il juge les plus pertinentes par rapport à la personne qu'il a en face de lui. Par ailleurs, ses intérêts, ses connaissances, sa sensibilité le conduisent à réagir de façon tout à fait unique aux propos de son interlocuteur, et à orienter l'entretien dans une direction qui lui est propre. Deux chercheurs n'auront donc pas la même conversation, ne rebondiront pas sur les mêmes éléments, et ne recueilleront pas exactement le même récit.

De l'autre côté, l'individu interrogé sait qu'il répond à un chercheur et construit un récit en conséquence. Il aura ainsi tendance dans un récit de vie à justifier sa conduite rétrospectivement, ou du moins à la rendre la plus logique possible, à la lumière de ce qui est advenu par la suite³¹. Par ailleurs, ce que la personne interrogée sait du chercheur joue un grand rôle dans la détermination de ce qui sera dit ou tu. Par exemple le fait que je sois une femme plutôt jeune venue de la ville et ayant fait des études supérieures conditionne en partie les réponses qui me seront faites. On me prête certaines compétences, on m'en refuse d'autres. On me suppose plus ou moins capable de comprendre les situations dont on me parle. On évalue les réseaux dans lesquels je me situe pour savoir où les informations que l'on me donne peuvent être diffusées. On peut essayer de répondre à mes attentes, de me faire plaisir en quelque sorte, ou au contraire de me déconcerter, de me montrer que je fais fausse route.

L'observation participante à laquelle je me suis livrée en vivant sur le terrain m'a permis de collecter des données issues d'un champ beaucoup plus vaste. Les actions et les paroles dont j'ai ainsi pu être témoin n'étaient pas produites dans le cadre précis d'une interaction entre le chercheur et un interlocuteur, mais adressées à un public plus large qui ne comprenait pas seulement l'ethnologue, mais bien d'autres destinataires et récepteurs plus ou moins fortuits de ces signaux. La mise en scène, pour employer un terme Goffmanien³², visait avant tout d'autres personnes, et je ne faisais que la saisir au passage. J'ai ainsi pu mieux comprendre les règles du jeu, et le rôle des uns et des autres et confronter ce qui m'était dit à ce que j'observais concrètement.

Mon vécu sur le territoire conférait donc à mon appréhension des questions locales d'importantes particularités. C'est pourquoi je n'ai pas jugé possible dans le cadre de ce travail d'établir un parallèle avec un autre territoire de moyenne montagne engagé dans le même type d'évolution comme la Chartreuse ou le Vercors. Ma connaissance du massif

³¹ Voir à ce sujet POIRIER, Jean, CLAPIER-VALLANDON, Simone, RAYBEAUT, Paul, 1983, *Les récits de vie*, Paris, PUF.

³² GOFFMANN, Erving, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, T1 *La présentation de soi*, Paris, éditions de Minuit.

des Bauges s'appuyant sur une présence longue, je n'aurais pu me livrer à un véritable travail de comparaison que si j'avais effectué un travail d'observation similaire sur un autre territoire. Pour cela, il aurait fallu que j'y vive plusieurs années. J'ai cependant mené un travail de recherche documentaire sur ces massifs, et rencontré dans chaque cas quelques habitants pour des entretiens. Cela m'a permis de me rendre compte que les mêmes questions se posaient avec cependant des particularités propres à chacun de ces territoires. On y retrouve en particulier un certain sentiment de décalage entre les politiques menées par les Parcs naturels régionaux et les projets et désirs des habitants, ceux-ci se plaignant de ne pas être écoutés et cherchant à développer des formes de démocratie participative.

Les personnes rencontrées

J'ai donc fréquenté de façon plus ou moins régulière pendant plus de trois ans les individus dont les trajectoires, les actes et les paroles apparaîtront au cours de ce mémoire. Je connaissais très bien certains d'entre eux, avec lesquels j'entretenais des relations amicales. Je croisais d'autres à l'occasion, ou lors d'activités pratiquées en commun. Leur liste ne présente donc pas les caractéristiques d'un échantillon soigneusement dosé de catégories socio-professionnelles ou de parcours similaires – néo-ruraux, ruraux, « partis-revenus »...-. On notera d'ailleurs que les Aillonnais sont nombreux, ce qui s'explique par le fait que j'ai habité pendant deux ans à Aillon-le-Jeune.

Comme je le mentionnais plus haut, je me suis intéressée non à un groupe précisément délimité par quelque critère, mais bien plutôt au mouvement de construction par des individus d'une communauté locale. Ce qui m'intéressait c'était la façon dont les uns et les autres investissaient et construisaient le lieu qu'ils appelaient Bauges. Le tableau ci-dessous ne se limite donc pas à des personnes habitant en permanence le canton du Châtelard. Certains ne sont présents sur le territoire qu'en pointillé : résidents secondaires, retraités venant passer une partie de l'année dans la maison de famille, jeunes effectuant des allers et retours en fonction des petits emplois trouvés ou des obligations liées aux études, etc.

J'ai réalisé des entretiens avec une partie d'entre eux, au cours desquels j'ai recueilli leur récit de vie et leur interprétation de ce qui se joue actuellement sur le territoire. Pour d'autres, les informations qui m'ont été délivrées sur leurs itinéraires et leurs projets l'ont été au fil du temps, au cours de conversations informelles.

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Les Bauges entre projets institutionnels et dynamiques locales : patrimoines, territoires et nouveaux lieux du politique.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
Alice	55	Aillon-le-Jeune	Institutrice originaire de Haute-Savoie, a épousé un agriculteur d'Aillon.
Aline	60	Aillon-le-Jeune	Membre d'une famille d'agriculteurs, conseillère municipale chargée du patrimoine.
André	65	La Compôte	Parti-revenu sur le tard, aujourd'hui à la retraite, artiste et collectionneur d'objets anciens.
Anne	29	La Compôte	Néo-rurale, années 90, secrétaire du vétérinaire.
Anne-Cécile	50	Ecole	Arrivée dans les années 1970 comme secrétaire du collège, très investie dans l'association les Amis des Bauges depuis leur création, elle n'est jamais repartie.
Annie	60	Aillon-le-Vieux	Double active (secrétaire et agricultrice) retraitée, tient des gîtes.
Antoinette	90	Aillon-le-Jeune	Ancienne du village, témoin des migrations viticoles et des montées en alpage.
Armande	45	Aillon-le-Jeune	Agricultrice partie-revenue, a joué un rôle important dans l'obtention de l'AOC tome des Bauges.
Bastien	40	La Motte en Bauges	Accompagnateur en moyenne montagne
Benjamin	25	Bellecombe	Fils d'agriculteur de la région Grenobloise, a fait des études supérieures et a beaucoup voyagé dans des pays du Sud. Militant sein du milieu associatif altermondialiste, salarié d'Oxalis chargé de l'action culturelle en Bauges.
Benoît	40	Bellecombe-en-Bauges	Néographe des années 1980, instituteur et accompagnateur en moyenne montagne, fait partie des membres fondateurs de l'association Oxalis, mouvance éducation populaire et éducation à l'environnement.
Blandine	37	Arith	Néo-rurale années 1990, mère célibataire, infirmière à Chambéry,
Cécile	33	Bellecombe-en-Bauges	Néographe Haute-Savoie, mère célibataire. Après avoir vécu des minima sociaux afin de s'occuper de sa fille jusqu'à ce que celle-ci entre à l'école, elle travaille désormais comme ouvrière dans

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
			l'entreprise de menuiserie de la Compôte.
Céline	40	Aillon-le-Jeune	Néo-rurale fin des années 1980, éducatrice, a repris des études d'histoire et de muséologie, animatrice du patrimoine, membre de l'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon, membre fondatrice de Gribouille.
Christelle	30	Arith	Technicienne agricole employée par le Syndicat Interprofessionnel de la Tome des Bauges (SITOB).
Claire	30	Arith	Néo-rurale années 1990, salariée des Amis des Bauges, investie dans le collectif citoyen.
Claude	35	Jarsy	Agriculteur en GAEC avec ses frères, responsable du Syndicat Interprofessionnel de la Tome des Bauges (SITOB).
Colette	60	Aillon-le-Jeune	Originaire de Combe-de-Savoie, mère célibataire de deux enfants, Colette a fait toute sa carrière dans l'hôtellerie à Lyon. Une fois à la retraite, elle a décidé de venir vivre dans les Bauges, qui étaient le pays d'origine de son père.
Danièle	45	Aillon-le-Jeune	Originaire de l'Aveyron, veuve du dernier propriétaire de la Chartreuse, elle habite un chalet construit sur les ruines. Agent d'entretien de la mairie.
Denis	60	Arith	Universitaire, géographe à l'université de Grenoble, sa femme est originaire d'Arith où il vient pour les week-end et les vacances depuis les années 1970.
Florence	50	Lescheraines	Maire de Lescheraines, présidente de la communauté de communes
Franck	25	La Compôte	Bauju de souche, travaille comme ouvrier à la boulangerie biologique d'Ecole-en-Bauges, pratique la pêche et la cueillette de champignons.
François	70	Ecole	Néo-rural venu à la retraite vivre dans le village d'origine de sa femme, érudit local, travail sur la forge et sur les "Baujous remarquables".
Freddy et Estelle	25	Le Châtelard	Freddy est arrivé en Bauges à l'adolescence avec

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Les Bauges entre projets institutionnels et dynamiques locales : patrimoines, territoires et nouveaux lieux du politique.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
			sa mère qui a repris un commerce. Âgé d'environ 25 ans, il mène une vie précaire d'ouvrier et de saisonnier. Estelle travaille à Saint-Pierre-d'Albigny.
Gaëlle et Frédéric	35	Aillon-le-Jeune	Néo-ruraux fin des années 1990, originaires de Lyon, diplômés d'un IEP, ont été pendant 10 ans "jeunes cadres dynamiques" (ce sont leurs mots) en région parisienne, tiennent un gîte
Georges	70	Lescheraines	Bauju de souche émigré à Paris, passe depuis sa retraite ses étés en Bauges.
Géraldine	30	La Motte-en-Bauges	Baujue d'origine, secrétaire au Parc.
Gérard	60	Le Châtelard	Originaire de Tarentaise, arrivé en Bauges comme professeur d'Italien au collège, érudit local, groupe histoire et patrimoine.
Hélène et Sébastien	40	La Compôte	Il est l'ancien directeur adjoint du Parc. Le couple est très actif dans les Amis des Bauges.
Henriette	70	Lescheraines	Agricultrice retraitée, investie dans une association de patois.
Jean et Marielle	50	Arith	Néo-ruraux arrivés dans les années 1990, juste après leur mariage. Jean est cadre dans une grande entreprise, travaille à Annecy. Marielle, qui était puéricultrice, n'a jamais retrouvé de travail dans sa branche. Elle est devenue secrétaire du vétérinaire.
Jean-Paul	55	Allèves	érudit local, salarié pendant plusieurs années par l'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse pour s'occuper de cette dernière.
Jean-Paul et Isabelle	60	Ecole	Néos-ruraux des années années 1970. Elle est professeur et lui ingénieur. Il a été très engagé dans les Amis des Bauges de la grande époque. Ils tiennent un gîte. Lui fait du télétravail comme consultant.
Jeanne	70	Ecole	Agricultrice à la retraite.
Jérôme	25	Le Châtelard	Venu du Nord pour faire un stage au PNRMB, Jérôme, titulaire d'un DESS sur l'environnement

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèses sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
			s'est attaché aux Bauges. Il nomadise vivant au gré des petits boulots mais revient régulièrement dans les Bauges, espérant pouvoir s'y fixer.
Joël	60	Ecole	néo-rural des années 1970, aujourd'hui conseiller municipal.
Josette	35	Le Châtelard	Femme d'un gendarme de la caserne du Châtelard qui cherche à acheter une maison pour rester en Bauges.
Laure	45	La Motte-en-Bauges	partie-revenue, ancienne salariée des Amis des Bauges, maire de la Motte, vice-présidente du PNR.
Laurent	29	Le Noyer	De parents néo-ruraux, Laurent a grandi en Bauges, saisonnier et ouvrier, il est aussi apiculteur
Liliane	60	Doucy	Agricultrice retraitée, écrit sur le patois.
Lionel	31	Bellecombe	Bauju de souche, fils d'un artisan dans le bâtiment, Lionel n'a quasiment jamais quitté les Bauges. Il vit dans une certaine précarité, tout à tour saisonnier, conducteur de camions, maçon...
Lucette et Marcel	80	Aillon-le-Jeune	Marcel est l'ancien maire, a beaucoup œuvré à l'émergence de la station de ski, Lucette est ancienne institutrice.
Lucie	35	Le Châtelard	Néo-rurale, son mari est le vétérinaire du Châtelard et elle travaille dans son cabinet.
Lucienne	60	Aillon-le-Jeune	Agricultrice à la retraite tenant un gîte d'enfants à la ferme.
Magalie	35	Arith	Néo-rurale des années 1990, dont le mari travaille à Aix-les-bains, en congé parental et active dans les associations de parents d'élèves.
Marie	35	Le Châtelard	Néo-rurale venue de Haute-Loire, salariée des Amis des Bauges.
Marie-Claire	40	Le Châtelard	Néo-rurale, années 1990, mère célibataire, artiste, journaliste, situation précaire
Marielle	35	Le Châtelard	Enfant d'une famille locale, Marielle est descendue en ville pour le lycée. Elle est ensuite devenue professeur de gym et est venue enseigner au

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Les Bauges entre projets institutionnels et dynamiques locales : patrimoines, territoires et nouveaux lieux du politique.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
			collège du Châtelard.
Marion	35	Arith	Fille de parents originaires des Bauges venus s'y réinstaller dans les années 1970, a épousé un agriculteur, est actuellement sans emploi
Marlène	39	Le Noyer	Intermittente du spectacle, jongleuse et comédienne, proche d'Oxalis, elle anime l'association Les Abeilles et son école du cirque, elle a monté plusieurs spectacles parmi lesquels certains brosent un tableau des relations sociales en Bauges. Vit avec un agriculteur du Noyer.
Matthieu et Geneviève	50	Lescheraines	Néos-ruraux, garde ONF et secrétaire de mairie, ont acheté une maison au Noyer pour éviter à Marc d'être muté.
Michèle et Gabriel	60	Lescheraines	Néo-ruraux des années 1990, ils ont pris leur retraite en Bauges après y être venus en vacances au camping de Lescheraines pendant des années.
Monique	40	Aillon-le-Jeune	Néo-rurale, ancienne responsable d'un café concert, a participé à l'émergence de l'association Gribouille et du collectif citoyen.
Nathalie	35	Aillon-le-Vieux	Néo-rurale années 1990, a repris des études en maîtrise d'histoire, engagée dans le collectif citoyen.
Nicolas	27	Bellecombe	Néo-rural, directeur de l'école de musique
Pascal	70	Bellecombe-en-Bauges	Néo-rural, ancien chef d'entreprise venu s'installer pour sa retraite dans les années 1990 après avoir fréquenté les Bauges lors des vacances. Érudit local président de l'Association pour la Sauvegarde des la Chartreuse d'Aillon.
Pascale	40	Bellecombe en Bauges	Néo-rurale années 80, fait partie des membres-fondateurs d'Oxalis, s'est lancé dans la culture biologique de petits fruits, a repris des études.
Patrick	40	Aillon-le-Vieux	Parti-revenu, membre d'une famille identifiée à gauche, cinéaste, a installé en Bauges son entreprise de production de films, a beaucoup oeuvré pour la formation du « collectif citoyen ».

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
Paul	60	Jarsy	Néo-rural années 1970, a monté une entreprise de production de maquettes, membre fondateur de l'association les Amis des Bauges, ancien maire de Jarsy, vice-président du PNR, responsable de la commission patrimoine.
Pierre	50	Thoiry	Artisan tourneur d'argenterie des Bauges, originaire de la Motte en Bauges.
Régis	23	Le Châtelard	Frère de Freddy, Régis est intermittent du spectacle et a monté sa compagnie, mais avec la réforme de l'intermittence, il va devoir arrêter.
Renée	60	Aillon-le-Jeune	Originaire d'Aillon-le-Jeune et mariée à Saint-Jean-d'Arvey, Renée a conservé au village une ancienne grande, qu'elle a restauré en une confortable maison de vacances et de week-end. Elle est régulièrement présente à Aillon pour les fêtes et événements.
Roger	60	Cruet	Historien et géographe, co-président de la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, investi dans la commission patrimoine du Parc.
Roger et Juliette	35	Le Noyer	Musiciens, Roger et Juliette sont venus de région parisienne et ont acheté une maison au Noyer. Ils ont monté une compagnie avec laquelle ils proposent divers spectacles.
Sandrine	38	Lescheraines	Néo-rurale années 1990, originaire de région parisienne, mère célibataire, musicienne précaire, donne des cours dans les écoles de musique, intermittente du spectacle si elle arrive à faire le nombre de spectacle requis.
Simone	60	Aillon-le-Jeune	Institutrice retraitée, épouse d'un ancien directeur de la station.
Sophie	27	Sainte-Reine	A grandi à Grenoble, employée par le Parc en emploi-jeune sur une mission d'éducation à l'environnement, elle est venue occuper la maison qui était celle de ses grands-parents à Sainte-Reine.
Stéphanie	30	Aillon-le	Baujue « de souche », fille d'immigrés italiens,

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

Prénom ³³	Âge ³⁴	Commune	Quelques éléments de parcours
		Jeune	saisonnier l'hiver à la station, travaille en usine à Chambéry l'été
Sylvie et Olivier	40	Jarsy	Agriculteurs. Ont vécu et travaillé en ville. Sont revenus vers le pays d'origine de Monsieur, Madame est chef d'exploitation.
Thomas	27	Le Châtelard	Ingénieur agronome, chargé au Parc des zones Natura 2000.
Vincent	25	Le Châtelard	Originaire de Bourgogne, après des études à Grenoble, est devenu informaticien au Parc.
Yvonne	90	Aillon-le-Jeune	agricultrice retraitée, doyenne du village.

« Habitants », « acteurs », « institutions »

L'un des principaux arguments de ma thèse consistant à montrer de quelle manière une vision de l'histoire construite par différentes institutions organisées autour du Parc naturel régional s'oppose à une autre construite par la communauté locale formée par les habitants, je vais être amenée à manipuler un certain nombre des termes tels que « habitants », « acteurs », « institutions », qu'il me faut ici préciser quelque-peu.

Le mot « institutions » s'avère assez pratique pour désigner des entités qui ont une existence juridique à laquelle correspond l'exercice d'un pouvoir : le Parc, la Communauté de Commune, le Conseil Général, la DRAC, etc... Cependant, la « communauté locale », bien que ne bénéficiant pas d'une existence légale est elle aussi une institution aux yeux des sociologues et des anthropologues, dans le sens où elle est une construction sociale qui participe du mode d'organisation d'une société, de sa façon de penser le monde³⁵.

³³ Tous les noms de personnes cités dans cette thèse sont des pseudonymes. Il est évident que cela n'empêchera pas les Baujus de se reconnaître dans la mesure où je livre un certain nombre d'informations sur chacun d'eux, mais il m'a paru nécessaire de conserver un minimum d'anonymat. J'ai cependant fait deux exceptions -qui apparaîtront plus loin - dans la mesure où il s'agissait des auteurs d'oeuvres artistiques que je tenais à citer : Pierre Beccu est bien l'auteur du film *La dernière saison* et Marilyn Varoqueaux celle du spectacle *Portaits Savoyards*.

³⁴ Âge approximatif en 2003, au moment de mon départ du terrain.

³⁵ BERGER, Peter, et LUCKMANN, Thomas, 1986, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck.

Il serait donc tout à fait caricatural d'opposer des « habitants » aux actions plus ou moins atomisées à des « institutions », sortes d'entités conscientes. D'une part parce que le « territoire », « les Bauges », « la communauté locale » sont elles-mêmes des institutions qui organisent les rapports sociaux. D'autre part parce que les institutions légalement définies sont elles-mêmes constituées par des individus qui les font vivre. Ceux-ci partagent, dans une certaine mesure, la vision du monde qui a conduit à leur création. Mais il est aussi possible, tout en étant partie prenante d'une institution, de s'opposer à ce qui apparaît comme l'idéologie dominante au sein de celle-ci.

De plus, les institutions quelles qu'elles soient ne sont pas des ensembles aux limites précisément définies, fermées et imperméables. Au contraire, il est particulièrement flagrant dans les Bauges qu'elles s'interpénètrent, et que leurs marges sont floues. Certains salariés du Parc, porteurs dans leur travail des conceptions qui prédominent au sein de cet organisme habitent le canton du Châtelard et se comportent à d'autres moments comme des membres de la communauté locale, de nombreux membres d'associations locales participent aux commissions du Parc, des élus sont aussi membres d'associations, etc. Des passerelles diverses et variées existent donc.

Par ailleurs, j'ai mentionné plus haut le fait que je préférerais parfois parler des « habitants » plutôt que des « acteurs » car ce dernier terme était souvent utilisé dans les milieux des chargés de développement pour désigner ceux parmi les habitants qui s'engagent dans les processus auxquels ils s'intéressent. Je voulais souligner par là ma volonté de m'intéresser à un groupe plus large que celui ainsi désigné comme actif.

En même temps, le mot acteur renvoie à l'action, terme qui, j'y reviendrai dans le dernier chapitre, est lié au domaine politique par la tradition philosophique occidentale³⁶. Or, dans la mesure où je m'intéresse à la construction d'une communauté locale, c'est bien sur la façon dont les individus s'engagent activement dans un espace public que je vais me pencher. J'utiliserai donc dans ce sens le mot acteur, mais avec une acception assez large. Comme je le développerai plus loin, faire partie d'une chorale, venir assister à la projection du film du réalisateur local peut aussi manifester la volonté de faire exister la société baujue et se rattacher par là au domaine de l'action politique.

Le rôle de l'ethnologue : être passeur ?

Enfin, il est difficile d'échapper à la question de l'utilité des sciences sociales en général et du travail ethnologique en particulier, et la présentation de ma recherche serait sans doute incomplète si elle n'abordait pas cet aspect. Quel peut être le rôle d'un ethnologue dans la cité, et plus précisément de l'ethnologue qui s'intéresse aux Bauges aujourd'hui ?

Penseur à la fois de l'altérité et de l'unité de l'humanité, l'ethnologue a toujours eu un rôle de traducteur, chargé de rendre compréhensible par les uns le sens des us et coutumes des autres, et de montrer que ceux-ci ne sont pas si absurdes qu'ils ne peuvent le paraître au premier abord. Il est donc un porteur de parole, investi de la tâche délicate de mettre en mots des conceptions du monde. Dans notre monde contemporain, il explore

³⁶ Voir à ce sujet ARENDT, Hannah, 1983, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy (1ère édition, 1961).

les mutations culturelles auxquelles donnent lieu les transformations rapides de nos modes de vie, et plus que jamais joue son rôle de passeur entre des groupes différents.

Depuis le début de mon travail de recherche en Bauges, j'ai effectué un parcours qui m'a conduit du point de vue sur le territoire de ceux qui travaillent pour l'institution Parc naturel régional au point de vue des groupes d'habitants dudit territoire. En vivant avec ces derniers, j'ai découvert des problématiques locales dont je n'avais jamais entendu parler au Parc, et qui ne sont visibles ni dans ce qui est rendu public par les médias, ni dans les comptes-rendus de réunion. J'ai pris conscience du fossé qui pouvait exister entre la façon dont le territoire est perçu par ceux qui le considèrent depuis une position de relative extériorité - touristes ou citoyens des villes voisines qui le fréquentent pour leurs loisirs, décideurs et aménageurs des grandes administrations, qui en assurent la gestion sans y vivre -, et ce qu'il représente pour ceux qui l'habitent.

Le constat que les territoires ruraux font aujourd'hui l'objet d'une forme d'appropriation de la part de multiples usagers qui n'y vivent pas forcément a été fait par de nombreux chercheurs³⁷. Dès lors, les conflits d'intérêts sont nombreux, les plus connus étant sans doute ceux qui opposent paysans-chasseurs et écologistes, mais on peut aussi citer les tensions entre aménagement touristique lourd et préservation des paysages, ou encore entre le développement d'une industrie locale potentiellement porteuse de nuisances (bruits) et la tranquillité de ceux qui voient dans les espaces ruraux des lieux en marge d'un certain type de développement où venir se ressourcer. En outre, il me semble que pour des raisons diverses, le point de vue des groupes habitant ces territoires demeure relativement peu connu. On peut citer comme de probables explications le fait que les centres décisionnels demeurent pour la plupart situés en ville, ou encore la relative nouveauté du mouvement de repeuplement qui affecte les espaces ruraux, qui explique que l'on n'a pas forcément pris la mesure des nouvelles dynamiques qu'il engendre. L'analyse d'un chercheur sur ces problématiques peut être un des éléments permettant à ces différents groupes de progresser sur le terrain d'une compréhension mutuelle.

D'autre part, au sein du territoire lui-même, l'altérité est bien présente. J'ai déjà mentionné la situation de multiculturalité qui me paraît être aujourd'hui celle des Bauges. Parmi les groupes en présence, certains ont visiblement du mal à se comprendre. Nous verrons en particulier que les difficultés de la relation entre ruraux de souche et néo-ruraux préoccupent de nombreux habitants, qui cherchent un moyen d'y remédier. Entre ruraux préoccupés par la disparition de l'espace agricole et néo-ruraux en quête d'espaces sauvages, les représentations du monde ne sont pas les mêmes. Le fossé semble aussi parfois se creuser entre ceux qui sentent diminuer leur poids collectif et leur emprise sur le territoire et ceux qui au contraire acquièrent peu à peu une position. La valeur travail, la religion, le lien à la collectivité, l'écologie sont autant d'exemples de sujets qui peuvent diviser fortement les habitants. Aussi, tous n'interprètent pas de la même façon les mutations en cours. Dans le même temps se développent diverses tentatives pour échanger et mieux se comprendre, en particulier du côté du monde associatif et de

³⁷ Voir en particulier HERVIEU, Bertrand et VIARD, 2001, Jean, *Au bonheur des campagnes*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube (1ère édition 1996).

la culture. Elles sont plus ou moins couronnées de succès.

En effet, les groupes en présence ne disposent pas tous des mêmes moyens de se faire entendre dans le débat public, et en particulier de donner à leurs aspirations une visibilité à l'extérieur de l'espace local. Tandis que les institutions les plus importantes - collectivités locales, grandes associations - sont dotées de larges possibilités en terme d'accès aux médias ou à l'espace public de discussion, les associations les plus modestes et les groupes d'habitants non organisés peinent parfois à faire entendre leur voix. Tous ne possèdent pas non plus des clefs culturelles nécessaires à l'accession à certains espaces de parole. Certaines personnes m'ont ainsi expliqué ne pas participer aux commissions du Parc parce que, disent-elles, elles « ne savent pas parler ». Alors que plusieurs groupes utilisent régulièrement le petit « journal cantonal d'information », *Vivre en Bauges*, pour publier des tribunes et participer au débat, d'autres n'y sont que peu ou pas représentés. Nous verrons aussi au cours de cette thèse que les uns et les autres ne bénéficient pas de la même légitimité en fonction de leur origine et de leur parcours. Tous n'ont pas accès aux mêmes lieux de paroles. Conseils municipaux, associations et groupes informels se côtoient. Certes, la transversalité existe, mais il n'en demeure pas moins qu'à côté des groupes les plus visibles sont aussi présentes des composantes plus discrètes de la population. Je pense en particulier aux habitants vivant dans des situations précaires, qui tiennent cependant à demeurer sur place et qui constituent une grande partie de la jeunesse du territoire.

L'ethnologue que je suis se voudrait donc modestement passeur de parole, en travaillant dans les deux directions citées ci-dessus. Il s'agit d'une part de faire connaître les désirs et les aspirations des habitants des espaces ruraux à ceux qui s'intéressent au devenir de ceux-ci, et d'autre part, à l'intérieur même du territoire, de permettre aux différents groupes en présence de mieux se connaître et de mieux se comprendre

C'est pourquoi je prêterai au cours de ce travail une attention particulière à tout ce qui témoigne de l'existence de façons différentes de penser le monde, et notamment aux représentations de l'espace et du temps. Je m'attacherai donc en priorité à l'étude des tensions, des conflits et des ruptures de communication qui témoignent de la présence de projets différents pour le territoire. En prenant du recul par rapport à mon expérience de terrain, je tâcherai de replacer dans une perspective plus large les positions des individus, notamment en m'intéressant aux cadres culturels au sein desquels ils ont construit leur réflexion, mais aussi à leurs trajectoires personnelles. Je m'efforcerai ainsi de construire une analyse susceptible de fournir des clés de lecture de ce qui se joue actuellement dans les Bauges aux acteurs de cette localité.

Pour cela, il me paraît important de souligner la nécessité de la restitution qui devra être effectuée, et au cours de laquelle je m'efforcerai, dans la mesure du possible, de toucher l'ensemble des groupes concernés, des institutions les plus établies aux groupes les plus marginaux à l'intérieur et à l'extérieur du territoire. J'ai l'intention pour cela de m'appuyer sur le réseau associatif qui me paraît relativement transversal. Je sais que je devrai être particulièrement attentive à ce que les conditions choisies permettent au plus large éventail possible d'accéder à mon travail et de se le réapproprier.

Mais cette étude a aussi évidemment pour but de faire progresser la connaissance des

mutations actuellement en cours au sein des espaces ruraux, et de fournir des pistes à ceux qui s'interrogent sur leur signification. Les analyses menées ici intéresseront bien sûr les ruralistes de tous bords, chercheurs et aménageurs. Mais j'ai aussi la conviction profonde que ce qui se joue actuellement dans ce que l'on appelle la campagne dépasse le cadre de la ruralité. En effet, le rural ne peut aujourd'hui plus se comprendre indépendamment de l'urbain. Bien que je ne souscrive pas aux analyses annonçant la captation totale du rural par l'urbain, dans la mesure où ce qui est en cours ne me paraît pas relever de l'uniformisation mais au contraire de la création de nouveaux modèles, il me semble cependant que les deux réalités sont aujourd'hui intimement liées. Les ruraux sont pour beaucoup d'entre eux d'anciens urbains désireux de sortir d'un mode de vie dont ils ne veulent plus. Ce qu'ils construisent actuellement, ils l'élaborent face à l'urbain tel qu'ils le perçoivent et à partir des cadres culturels qu'ils ont acquis en ville. Par ailleurs, la ville fait partie de l'espace vécu de tous les habitants des Bauges, même des ruraux qui ont toujours habité le massif, qui s'y rendent au moins pour faire des courses ou voir des médecins spécialisés, quand certains de leurs proches n'y vivent pas. Ville et campagne ne sont pas deux entités radicalement séparées, mais sont en constante interpénétration, et la preuve en est que le mouvement de peuplement qui revitalise actuellement les Bauges est bel et bien issu des villes. C'est pourquoi les aspirations au changement qui se manifestent en Bauges ne sont pas à mon avis à comprendre comme un mouvement propre aux campagnes, mais préfigurent des tendances plus larges de la société.

Chapitre II. Les Bauges entre patrimoine et utopie

Pour tenter de comprendre les évolutions en cours dans les Bauges, je vais prendre pour point de départ un sujet qui suscite localement bien des conflits : le patrimoine.

La désignation et la mise en valeur d'éléments patrimoniaux font en Bauges l'objet de nombreux débats qui mettent en scène diverses composantes de la population. C'est en assistant à plusieurs controverses et en constatant l'ampleur des tensions à ce sujet que j'ai eu, lors de mon étude de DEA, l'intuition que quelque-chose d'important se jouait là. En effet, alors que se posent de nombreuses questions quant à l'aménagement du territoire et à son devenir, il pouvait sembler paradoxal de voir les gens se passionner et s'affronter à propos de la façon dont devaient ou ne devaient pas être mis en valeur certains éléments hérités du passé.

Le sujet du patrimoine s'est révélé d'autant plus intéressant que le canton du Châtelard se situe en position centrale au sein du territoire du Parc naturel régional du Massif des Bauges. Or, selon la loi, « *peut être classé en Parc naturel régional un territoire à l'équilibre fragile, au patrimoine naturel et culturel riche et menacé, faisant l'objet d'un projet de développement, fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine.* »³⁸. C'est-à-dire que la notion de patrimoine, récurrente dans cette phrase,

³⁸ Décret n° 94-765 du 1er septembre 1994 pris pour l'application de l'article L.244-1 du code rural. et relatif aux parcs naturels régionaux.

est au coeur de la définition des politiques publiques concernant cet espace. Nous verrons d'ailleurs que décideurs et aménageurs l'utilisent énormément dans l'élaboration de leurs projets et y consacrent d'importants moyens humains et financiers.

En outre, le choix de cette approche permettait de placer d'emblée le problème sur le plan des rapports que les groupes sociaux présents dans les Bauges entretiennent à l'espace et au temps. En effet, comme nous l'avons vu en introduction, le patrimoine renvoie autant au lien qu'un groupe social entretient à un territoire qu'à la façon dont il envisage son inscription dans la durée. Or, il paraît particulièrement intéressant de creuser ces problématiques au sein des espaces ruraux contemporains dans la mesure où ceux-ci, longtemps perçus comme le lieu de l'archaïsme et de l'enracinement, sont aujourd'hui marqués par une forme de multiculturalité, par de nouvelles façons de vivre l'espace et par la projection d'un désir d'inventer de nouvelles formes de sociabilité. Les liens au temps et à l'espace y sont actuellement mis en question et retravaillés. Dès lors, l'interrogation de l'objet patrimoine et des débats qui l'entourent peut nous permettre de mieux comprendre les évolutions qui se dessinent.

En effet, si le patrimoine est l'un de ces signes visibles par lesquels les groupes sociaux expriment dans un même élan les traditions auxquelles ils souhaitent se rattacher et leurs aspirations, alors tensions et conflits autour de celui-ci signalent sans doute une remise en cause de ces perspectives. Dans quelle mesure assiste-t-on à un questionnement par une partie de la population des valeurs qui ont présidé à l'émergence du patrimoine ? Le patrimoine rend-il compte de ce fameux désir d'inventer de nouvelles façons de vivre porté par les habitants des Bauges ?

Je vais essayer, au cours de cette thèse, d'apporter des éléments permettant d'avancer dans la compréhension de ces problématiques. Pour cela, je commencerai par interroger la notion de patrimoine : quelles sont les spécificités de ce discours du passé et que signifie son immense succès dans notre société ?

Le patrimoine peut d'abord être rattaché à la mémoire, et donc au jeu du souvenir et de l'oubli par lequel le passé est sans cesse reconstruit en fonction des enjeux du présent. C'est pourquoi nous allons d'abord voir que les débats qui entourent en Bauges la question du patrimoine portent en fin de compte moins sur le passé que sur le présent et le futur de ce territoire. Leur étude peut nous permettre de mieux cerner les projets qui se confrontent.

Mais si le patrimoine est une façon d'exprimer ce que l'on envisage pour l'avenir, il n'est pas la seule possible. Le choix par une société de ce mode d'expression pour dire ce qu'elle est et ce que sont ses projets est en lui-même révélateur d'une certaine façon de faire le lien entre passé, présent et futur, qui se caractérise par la conservation. Dès lors nous pouvons nous poser la question de ce que nous dit de notre représentation du temps l'extension du domaine de la patrimonialisation dans notre société en général, et dans le monde rural en particulier.

Enfin, je me pencherai sur les dynamiques qui sont à l'oeuvre actuellement parmi les groupes sociaux habitant les Bauges. La notion d'utopie me semble pouvoir rendre compte de leur posture quant à l'avenir. J'essaierai de montrer en quoi la pensée utopique peut à mon avis bousculer le rapport au temps induit par certaines formes de patrimoine.

1. A quoi sert le patrimoine ? Le patrimoine et les aspirations des groupes sociaux

Le programme d'action du Parc naturel régional, comme je l'ai déjà mentionné, est tout entier fondé sur la notion de préservation du patrimoine naturel et culturel. La charte du PNRMB décline d'ailleurs largement ces thématiques. Dès la première phrase du préambule est évoquée la volonté des élus « *d'appréhender la gestion de l'espace et le développement selon une démarche globale originale, assise sur la valorisation du patrimoine naturel et culturel* », et la section II du document s'intitule « *préserver un patrimoine de qualité, à forte identité* ». ³⁹ Le développement économique et social envisagé est subordonné à la protection du patrimoine, quand il ne s'appuie pas directement sur celle-ci. Que recouvre donc cette fameuse notion de patrimoine ?

Nous allons d'abord revenir sur le caractère construit du patrimoine, qui est un moyen pour le groupe d'exprimer quelque-chose de lui-même. Puis nous explorerons les liens que le patrimoine entretient avec la mémoire, notion dont il est souvent rapproché. Enfin, nous verrons qu'au travers de la mise en valeur du patrimoine, c'est bien du présent et du futur dont il est question.

Le patrimoine, une construction sociale

Le patrimoine, comme de nombreux chercheurs l'ont mis en évidence est une construction. Dans notre société contemporaine sans cesse en mouvement, en transformation, certains éléments sont choisis pour échapper à la destruction, voire même à l'évolution. Ils accèdent donc à un statut qui les place en rupture avec les flux qui semblent désormais régir la plus grande partie de nos existences. Il suffit pour s'en persuader de s'intéresser à ce que l'on pourrait appeler la face cachée du patrimoine, c'est-à-dire à tous les éléments qui ne font pas l'objet d'un tel processus et qui par conséquent disparaissent lorsqu'ils ne remplissent plus leur vocation première. Pour une automobile conservée et présentée dans un musée, combien ont été démontées, les pièces revendues, le métal fondu ? Pour une usine ancienne sauvegardée au titre du « patrimoine industriel », combien ont été démantelées sans autre forme de procès pour laisser place à des formes plus modernes de production ? Pour une fête de village qui se perpétue, une langue régionale sauvée de l'extinction, combien se sont éteintes à l'issue des Trente Glorieuses ?

Du passé, on ne peut tout conserver. Il faut bien choisir quelques témoins, susceptibles de nous rattacher à une histoire, à une tradition, et de nous rappeler les valeurs qui fondent le groupe. Les éléments patrimoniaux sont donc en quelque sorte des exemples, et chacun d'eux renvoie à un passé plus large que sa simple histoire. La

³⁹ Cf Charte du Parc naturel régional du Massif des Bauges, Charte d'Objectif, 1996.

labellisation de la tome des Bauges, tout en assurant la perpétuation d'un produit précis, de son goût et des savoir-faire qui s'y rattachent, doit aussi mettre en valeur l'ensemble de la culture baujue de l'élevage bovin et plus largement encore la paysannerie disparue.

Tout processus de patrimonialisation débute par une parole qui désigne l'objet ou l'élément à préserver. Les membres du groupe qui participent à l'action de préservation commencent en effet par justifier celle-ci en proclamant l'importance de conserver le souvenir de telle ou telle période pour comprendre ce qu'est leur société. Par exemple, pour ceux qui ont créé en Bauges l'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon, le passé monastique du massif est un élément déterminant de son histoire, et mieux le connaître est indispensable pour comprendre ce que sont les Bauges d'aujourd'hui (nous verrons que certains iront jusqu'à invoquer « l'âme des Bauges » à propos de la chartreuse d'Aillon).

Ainsi, le patrimoine est affaire de sélection. Alors que certains éléments sont retenus pour faire l'objet d'une préservation, d'autres disparaissent sans apparemment susciter de regrets particuliers.

Les critères qui président au choix des objets patrimonialisés peuvent varier dans le temps. L'évolution des centres d'intérêt en la matière est d'ailleurs frappante : ce qui nous paraît aujourd'hui digne d'être conservé ne l'aurait pas forcément été autrefois. Les exemples sont nombreux, et nous pouvons évoquer ainsi la disparition d'une bonne partie du Paris médiéval lors des grands travaux d'Haussman, ou la destruction au fur et à mesure de leur obsolescence de la plupart des anciennes usines ou manufactures avant que l'on ne s'intéresse au « patrimoine industriel ». Ce que l'on appelle en Bauges la « chartreuse d'Aillon » ne représente en fait qu'un dixième environ des bâtiments d'origine, le reste ayant été détruit à la Révolution. Certains objets peuvent même être rejetés du champ du patrimoine après y être restés quelques temps⁴⁰. Le patrimoine d'aujourd'hui n'est pas celui d'hier et il ne sera pas celui de demain.

Dès lors, nous pouvons nous demander comment s'effectue la sélection patrimoniale et à quels critères elle répond.

Patrimoine et mémoire

Le patrimoine, parce qu'il se revendique de la transmission, relève de cet ensemble de discours que l'on peut regrouper sous le terme générique de mémoire.

Ceux-ci se déploient dans l'espace public et ont notamment pour fonction de souder le groupe en lui rappelant son inscription dans le temps et les grands épisodes vécus en commun, mais aussi en atténuant ou en faisant disparaître certains souvenirs. A cet ensemble mémoriel peuvent aussi être rattachées des notions comme histoire, tradition, commémoration...

Le fait que toute mémoire ait un aspect collectif a été mis en évidence par les travaux de Maurice Halbwachs⁴¹. Cependant, évoquer la « mémoire collective » peut paraître

⁴⁰ Voir à ce sujet GAMBONI, Dario, 1998, « la face cachée du procès de constitution du patrimoine : destructions, déclassements, disqualifications », in : POULOT, Dominique (dir), *Patrimoine et modernité*, l'Harmattan, Paris, pp. 251-263.

paradoxal car les souvenirs de chacun semblent tout à fait propres à l'individu et paraissent refléter la singularité de l'expérience qu'il a vécue. Mais même si tel est le cas, la mémoire la plus intime se construit dans le langage et plus généralement au sein de références partagées avec les autres membres du groupe. En cela, elle ne peut échapper à ce qu'Halbwachs appelle les « cadres sociaux de la mémoire ».

Le caractère social de la mémoire est visible dans la difficulté qu'il y a à se souvenir seul. Maurice Halbwachs ouvre d'ailleurs l'avant-propos des *Cadres sociaux* par l'exemple de cette petite fille qui, ayant sans doute vécu chez les « Esquimaux » puis aux Antilles, se retrouvant seule en Europe, n'a plus aucun souvenir. Tout se passe comme si, brutalement coupée des lieux et des sociétés qu'elle avait fréquentés jusqu'alors, elle ne pouvait mobiliser les catégories qui lui permettraient de rendre compte de son expérience⁴². Et même s'il est par définition difficile de nous en apercevoir, nous avons tous tendance à oublier plus facilement les épisodes de notre vie qui nous paraissent absurdes. Il arrive parfois qu'un proche nous rappelle l'un d'eux, et c'est ainsi, en même temps que celui-ci revient à notre mémoire, que nous prenons conscience de notre oubli. De manière générale, les événements auxquels nous avons peine à attribuer une signification se dérobent aisément à notre mémoire.

La mémoire est ainsi étroitement liée avec ces conceptions communes du monde qui se situent au fondement d'une culture. Elle est en fait constituée par l'ensemble des représentations de notre passé que nous élaborons, et celles-ci entretiennent évidemment une relation étroite avec l'idée que nous nous faisons du présent. Affirmer cela ne signifie pas nier la réalité des souvenirs, mais plutôt rappeler que ceux-ci relèvent de la pensée, et n'ont pas d'existence réelle tant qu'ils ne sont pas exprimés, ou du moins mis en forme par le langage et donc rendus communicables au reste du groupe. La mémoire est ce travail même d'évocation et de mise en forme. Maurice Halbwachs écrit à propos de la mémoire religieuse « elle ne conserve pas le passé, mais elle le reconstruit, à l'aide des traces matérielles des rites, des textes, des traditions qu'il a laissés, mais aussi à l'aide de données psychologiques et sociales récentes, c'est-à-dire avec le présent »⁴³. Il n'est pas anodin de constater que le terme mémoire englobe à la fois le processus de remémoration du passé et le résultat de cette évocation, car les deux vont de pair. La mémoire est un processus se déroulant au sein d'une interaction et non pas une donnée figée.

Et les souvenirs ne peuvent alors survenir dans l'espace public que s'ils sont mis en forme pour constituer un récit du passé, une narration. Les récits mémoriels prennent alors la forme d'une fable, si l'on en croit André Ducret, qui souhaite souligner par l'emploi de ce terme « la plasticité d'un imaginaire qui sans cesse enchevêtre souvenirs, anecdotes, savoirs et autres stéréotypes ».⁴⁴ En effet, l'activation de la mémoire se produit au moment même où la parole est prononcée. Celui qui raconte n'a pas un récit

⁴¹ HALBWACHS, Maurice, 1994, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, (1ère édition F. Alcan 1925).

⁴² HALBWACHS, M., *Les cadres sociaux...*, p V-VI.

⁴³ HALBWACHS, M., *Les cadres sociaux...*, p 221.

« tout prêt », rangé quelque part dans son esprit, mais construit celui-ci au moment où il parle, en fonction du contexte, de ses interlocuteurs, en faisant appel aux diverses ressources dont il dispose. S'il est acteur de cette histoire, le narrateur aura tendance à justifier sa trajectoire et sa position présente, ou du moins à lui conférer une sorte de logique.

Et malgré la distance qui sépare le témoin qui raconte son parcours à un interlocuteur unique de l'historien qui écrit un livre scientifique, les processus de base sont les mêmes⁴⁵. Même si le chercheur effectue un important travail de mise à distance, en s'efforçant de ne s'appuyer que sur des faits avérés et de critiquer ses sources, pour l'un comme pour l'autre, il est impossible de restituer la totalité du « réel-passé ». C'est pourquoi une sélection est obligatoirement opérée en fonction du questionnement choisi et un sens est donné à l'enchaînement des événements, par l'introduction de relations de causalité. C'est en fin de compte une interprétation qui est opérée à partir du matériau souvenir, retravaillé depuis les cadres conceptuels du présent. John Dewey, dans sa *Théorie de l'enquête* évoque les « jugements mémoriels », le jugement étant selon lui « la transformation d'une situation antécédente, existentiellement indéterminée ou troublée en vue d'une situation déterminée. » Il ajoute encore « Juger, c'est déterminer ; déterminer, c'est ordonner et organiser, mettre en relation de façon définie. »

Non seulement la mémoire se construit au sein d'un système commun de représentations, mais elle est un élément de la représentation qu'une société a d'elle-même. Elle fait appel avant tout à ce qui est susceptible de resserrer les liens qui nous unissent au groupe dont nous faisons partie en écartant ce qui pourrait séparer les individus⁴⁶. Les épisodes fondateurs de la vie d'un groupe sont rappelés et célébrés. Nous pouvons prendre l'exemple de la Révolution de 1789 dans l'imaginaire des Français. A l'inverse, conflits internes et défaites sont atténués. Joël Candau va jusqu'à postuler que ce qui réunit un groupe social n'est pas tant le partage d'une mémoire collective que celui d'une forme d'oubli collectif, oubli en particulier des événements gênants, de nature à troubler l'image que le groupe veut donner de lui-même. Ainsi évoque-t-il l'occultation de la mémoire de l'esclavage, ou de certains épisodes de la Seconde Guerre Mondiale⁴⁷.

Le patrimoine, qui n'est qu'une des formes de discours sur le passé qui se déploient dans l'espace public, ne procède pas autrement. Il se différencie de l'histoire, à la scientificité de laquelle ses promoteurs ne prétendent pas, mais il relève cependant de la même activité de commémoration d'un passé que l'on construit en le disant. Il consiste

⁴⁴ DUCRET André, 1993, « L'arbitraire du digne - Mémoire collective, phénomène urbain et lien social », in GOSELIN G., *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie. Autour de Georges Balandier*, Paris, L'Harmattan, pp. 115-126, p 120.

⁴⁵ L'Ecole des Annales a clairement mis en évidence l'incapacité de la science historique à échapper au lieu qui la produit. C'est le fameux aphorisme de Lucien Febvre « *l'histoire est fille de son temps* ».

⁴⁶ HALBWACHS, M., *Les cadres sociaux...*, p 289-290.

⁴⁷ CANDAU, Joël, 2001, « le partage de l'oubli : lieux d'amnésie et déni commémoratif », contribution au colloque Mémoire et médias, mai 1998, in MERZEAU, Louise et WEBER, Thomas (éd.), *Mémoire et Médias*, Avinus, URL : <http://www.avinus.de/html/oubli.html> .

quant à lui en l'élaboration de signes tangibles, qui, au sein de l'espace public, proclament à l'usage des membres du groupe et des personnes extérieures l'attachement de celui-ci à telle ou telle mémoire, tradition, valeur, selon le nom que l'on voudra lui donner.

Le patrimoine inscrit donc concrètement dans l'espace ce jeu de mémoire et d'oubli par lequel une société modèle sa propre image. Ainsi, si les éléments patrimonialisés témoignent de l'intérêt accordé à telle ou telle partie du passé ou du présent, ils peuvent aussi a contrario nous révéler quels sont les sujets qui ne suscitent pas l'enthousiasme et que l'on préfère abandonner dans un oubli discret. Dans le cas des Bauges, nous verrons que derrière des réalisations ambitieuses dont l'exemple type est la restauration de la chartreuse d'Aillon se cachent des projets abandonnés, comme celui de l'atelier de mécanique de la Compote, ou jamais mis en oeuvre, comme la sauvegarde des grangettes.

Or, nous avons vu que la mémoire se construit et se reconstruit en fonction des enjeux du moment. C'est pourquoi, comme tout discours public sur le passé, le patrimoine est soumis à diverses dynamiques. A l'intérieur d'un même groupe, les représentations du passé peuvent diverger et même entrer en conflit. Et je me propose de montrer que dans les Bauges, le patrimoine ne fait pas forcément l'objet d'un consensus sans faille.

L'enjeu du futur

Comme tout discours relevant de la mémoire, le patrimoine n'a pas seulement pour rôle d'évoquer le passé. Si pour la majorité de nos contemporains ce terme renvoie d'abord et avant tout à la conservation d'éléments anciens à des fins pédagogiques, toute personne qui s'est un tant soit peu penchée sur la question a pu constater que c'est en fait du présent et de l'avenir dont il est question. Les processus de sélection que nous avons évoqués se déroulent au présent, en fonction des enjeux de celui-ci. Tous les discours sur le passé ont pour but de répondre aux questions du présent, mais dans le cas du patrimoine, cet objectif est particulièrement marqué. Il est même fortement mis en évidence par ceux qui inscrivent leur action dans ce cadre.

Ainsi, - et c'est le cas dans les Bauges - un processus patrimonial peut avoir pour objectif une construction territoriale. Le discours qui institue un patrimoine confère alors à un groupe et aux lieux qu'il occupe une image particulière. Par exemple, valoriser sur le mode patrimonial la réserve de faune sauvage d'Ecole-en-Bauges, c'est mettre en avant certaines caractéristiques du massif telles que l'existence d'espaces non cultivés par l'homme, la variété de la faune et de la flore, et rattacher ce dernier à des notions telles que la nature, le sauvage. De même, labelliser la Tome des Bauges en obtenant pour elle une Appellation d'Origine Contrôlée, doit, selon ceux qui ont constitué le dossier, préserver du même coup certaines caractéristiques du territoire, dénommées « intégrité » ou « authenticité ».

Outre cet intérêt marqué pour le présent, tout discours sur le passé porte aussi sur le temps et sur la façon dont on le perçoit. Il établit, de façon plus ou moins explicite, une comparaison entre passé et présent et donne ainsi un sens à l'enchaînement des événements. Ce sens peut être plutôt positif, si le passé est considéré comme le temps

de l'archaïsme et le présent comme celui de la modernité, ou plutôt négatif, si le passé est considéré comme le temps des valeurs perdues et le présent comme celui de la décadence⁴⁸. C'est du moins vrai pour notre société qui pense le temps de façon linéaire et a tendance à rechercher un sens dans l'histoire.

Et en donnant un sens au temps, c'est finalement bien de notre devenir dont nous nous préoccupons : allons-nous vers des lendemains meilleurs ou vers une dégradation ? Faut-il imiter le passé ou au contraire s'efforcer de le fuir ? Telles sont les questions sous-jacentes au regard en arrière. Le discours sur le passé ne se contente pas de se fonder sur une certaine interprétation du présent, il rend ou non possible un certain avenir et oriente en cela l'action des vivants. C'est pourquoi il peut réellement modifier le futur. John Dewey donne à ce sujet l'exemple du rôle de la vision marxiste de l'histoire dans l'évolution des rapports sociaux :

« La conception marxiste du rôle joué dans le passé par les forces de production dans la détermination des relations de propriété et du rôle de la lutte des classes dans la vie sociale a elle-même, par le moyen des activités qu'elle a suscité, accéléré le pouvoir des forces de production à déterminer les relations sociales futures et a accentué les sens de la lutte des classes. »⁴⁹

L'enjeu des conflits concernant le passé et ses symboles est bel et bien le futur et ce qu'il est possible d'en attendre. Cette constatation explique d'ores et déjà l'âpreté des débats qui peuvent entourer la mémoire, le patrimoine et la commémoration. Les tensions entourant la désignation du patrimoine apparaissent à bien des égards comme l'expression de luttes dont les protagonistes s'efforcent de définir les priorités du groupe quant à la construction de son avenir.

« Celui qui contrôle le passé contrôle le futur, celui qui contrôle le présent contrôle le passé » écrivait Orwell dans *1984*, prêtant cette devise au parti totalitaire de l'Océanie. Les régimes totalitaires, dans leur ambition d'assujettir jusqu'à l'esprit des individus, avaient bien compris le rôle crucial de la mémoire. Ils ont donc essayé de s'assurer une mainmise sur celle-ci, comme le montre Tzvetan Todorov, qui donne de multiples exemples des manoeuvres des nazis et des soviétiques pour effacer toute trace de leurs crimes. Cet oubli forcé s'accompagne de l'interdiction totale faite aux historiens de travailler sur tel ou tel aspect du passé⁵⁰.

Cependant, si nous laissons de côté le cas particulier des régimes totalitaires, la sagesse populaire n'en affirme pas moins que « l'histoire est celle des vainqueurs » soulignant par là le fait largement constaté que tout nouveau pouvoir se livre à diverses relectures et réinterprétations du passé qui sont le premier pas de l'application de son propre programme. Le XIX^e siècle en France, jalonné par les révolutions et les changements de régimes, est aussi marqué par le glissement permanent d'une lecture de

⁴⁸ Cf LE GOFF, Jacques, 1988, *Histoire et mémoire*, Gallimard, Paris.

⁴⁹ DEWEY, John, 1993, *Logique, La théorie de l'enquête*, Paris, PUF (1^{ère} édition sous le titre *Logic : the Theory of Enquiry*, 1938), p 315.

⁵⁰ TODOROV, Tzvetan, 2000, *Mémoire du mal, tentation du bien*, Paris, Robert Laffont, cf « Contrôler la mémoire », pp. 167-175.

l'histoire à l'autre, selon que le nouveau régime ambitionne de se rattacher à l'Ancien Régime, à la Révolution et à la République ou à l'Empire. Les manipulations dont peut faire l'objet la mémoire sont un outil politique redoutable et certaines sont restées célèbres. C'est le cas de la théorie du « coup de poignard dans les dos » qui, propagée dans l'Allemagne de l'Entre Deux Guerres, a contribué à la montée de l'antisémitisme et à l'arrivée au pouvoir des nazis. Le contenu des manuels scolaires d'histoire est un enjeu récurrent des conflits, comme c'est le cas par exemple en Israël-Palestine.

Et sans parler des manoeuvres délibérées visant à peser sur elle, le travail de reconstruction du passé qui caractérise la mémoire s'effectue en permanence au sein des conflits et des tensions qui agitent notre société. Chaque nouvel événement transforme sans que nous n'y prenions garde notre lecture du passé. Nous ne sommes pas attentifs aux mêmes épisodes qu'autrefois, nous ne l'interrogeons pas de la même façon. Nous cherchons à y détecter les prémices de ce qui nous arrive afin de donner sens à notre situation présente.

Du coup, nous n'envisageons pas le futur dans les mêmes termes. Pour citer encore une fois Dewey :

« (...) il y a par conséquent un double processus. D'une part, les changements qui se produisent dans le présent, donnant une nouvelle tournure aux problèmes sociaux, présentent le sens de ce qui s'est produit dans une nouvelle perspective. Ils posent de nouvelles fins au point de vue desquelles réécrire l'histoire du passé. D'autre part, dans la mesure où le jugement du sens des événements passés change, nous acquérons de nouveaux instruments pour estimer la force des conditions présentes en tant que potentialité du futur. »⁵¹

Nos représentations du passé, du présent et du futur sont donc indissociables et interagissent sans cesse les unes sur les autres. C'est pourquoi Bronislaw Baczko, qui s'est intéressé aux imaginaires sociaux, affirme que mémoire et utopie sont en définitive les deux faces d'un même imaginaire⁵².

L'image qui est donnée du passé des Bauges au travers de la valorisation de son patrimoine conditionne les futurs possibles de ce territoire. Mais ce sont aussi les futurs envisagés qui confèrent sa physionomie à notre vision du passé. Par exemple, accepter que la tome des Bauges AOC puisse être produite à partir du lait de vaches de race montbéliarde et non pas uniquement de celui des vaches tarines concerne l'avenir du produit. Mais en même temps, pour légitimer l'emploi de cette race bovine, les éleveurs mettent l'accent sur le fait que les Baujus utilisent depuis très longtemps des races de vaches importées pour produire de la tome, et valorisent donc sur un aspect particulier de l'histoire du massif.

Si l'on ne sait trop dans cette interaction si c'est d'abord le passé qui agit sur le futur ou le futur envisagé qui transforme le passé tant les deux vont de concert, il apparaît cependant clairement que c'est au présent que nous nous représentons passé et futur et

⁵¹ DEWEY, J., *Logique...*, p 317.

⁵² BACZKO B., *Les imaginaires sociaux...*

c'est donc à partir de lui et de lui seul que s'effectuent les mouvements qui affectent notre imaginaire du temps.

C'est pourquoi, sans basculer dans une vision totalement existentialiste qui voudrait que rien n'existe sauf le présent, nous pouvons cependant constater qu'une analyse des constructions qui sont faites du passé et du futur nous renseigne avant tout sur le présent de notre société, sur ses appréhensions et ses aspirations. Et cela d'autant plus que les discours sur le passé et sur le futur ont pour ultime enjeu ce qui demeure l'apanage du présent, à savoir l'action. La question centrale sous-jacente à nos représentations du temps est toujours « Que faire aujourd'hui ? ».

Ainsi le présent peut-il être comparé à un pivot sur lequel s'équilibrent passé et futur. Nous allons voir de quelle façon les mouvements de l'un de ces deux termes peuvent affecter l'autre.

2. Le patrimoine, un témoin de notre rapport au temps ?

Nous avons jusqu'ici essayé de creuser la question de ce qu'expriment *les* patrimoines dans toute leur diversité, en postulant que ceux-ci sont en fait des signes au sein de discours sur le passé aussi différents que les groupes qui les portent. Nous ne devons pas négliger une autre interrogation : pourquoi la prolifération patrimoniale actuelle ? Ou, autrement dit, que signifie *le patrimoine* pris dans son ensemble ?

En effet, dire que le patrimoine est un des avatars de l'activité de remémoration collective effectuée par tous les groupes humains ne suffit pas. Toutes les sociétés ne fabriquent pas du patrimoine, et la nôtre n'en a pas toujours produit. Il est possible de dater l'apparition de la notion et son développement, avec en particulier le tournant de la Révolution, et la polémique à propos de la destruction des monuments de l'ancien régime⁵³ et, plus récemment, la véritable explosion des années 1980. Aujourd'hui, une forme de hantise de la disparition semble avoir envahi les consciences. Alors que notre société marchande produit sans cesse de la nouveauté et jette sans vergogne d'impressionnantes quantités de déchets, l'émergence du domaine du patrimoine paraît pour le moins paradoxale. Une sorte de frénésie de conservation s'y développe, à rebours, semble-t-il, des tendances générales de notre société. L'accumulation d'objets est telle qu'elle finit par poser des problèmes à certains conservateurs de musées, littéralement débordés par ceux-ci. Ainsi, de nombreux petits musées ruraux sont-ils devenus les dépositaires de ce qui reste des objets et outils de la paysannerie disparue et entassent dans leurs réserves des dizaines de tarares et des centaines de toupines qui n'apparaissent que rarement aux yeux du public, mais dont ils ne peuvent se débarrasser.

Puisque le patrimoine n'a pas toujours existé et qu'il n'est pas apparu partout,

⁵³ Cf CHASTEL, André, 1986, « La notion de patrimoine », in Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire, La Nation*, t. 2, *Le Territoire, l'Etat, le patrimoine*, Paris, Gallimard, pp. 405-450.

pourquoi se fait-il si pressant ici et maintenant ? En d'autres termes, à quelles interrogations propres à notre société tente de répondre la vague de patrimonialisation qui semble envahir dans les Bauges de nombreux domaines de la vie publique ?

Je reviendrai d'abord sur ce qui caractérise le patrimoine dans son ensemble : le projet de conservation. Puis je défendrai l'hypothèse que cette passion pour la sauvegarde relève d'un rapport particulier au temps et plus précisément de difficultés à appréhender passé et futur. Dès lors, le patrimoine ne peut-il pas être considéré comme un symptôme de ce que François Hartog appelle le régime d'historicité présentiste ? Cela jetterait une nouvelle lumière sur les tensions qui entourent la constitution du patrimoine.

Le patrimoine : une crispation sur ce qui est ?

Nous avons vu que le patrimoine était une construction. Cela signifie que si nous réfléchissons à ce qui fait la spécificité des objets patrimoniaux, nous pouvons constater que ce n'est ni leur nature (tout peut être patrimonialisé), ni leur ancienneté (une tradition très récente peut être érigée au rang de patrimoine), mais bien le projet qui est fait pour eux. Patrimonialiser, c'est avant tout préserver certains éléments pour les transmettre aux générations futures, accompagnés d'une exhortation : « il faut conserver ». La patrimonialisation procède en fait d'une espèce de crispation sur ce qui *est*, qui pousse à tenter de le maintenir tel quel.

Le patrimoine matériel en est l'exemple le plus marquant. Les monuments historiques doivent être conservés en l'état. Pour tous les travaux envisagés, il faut faire appel à un architecte des bâtiments de France, et celui-ci veillera à ce que les modifications envisagées n'altèrent pas les caractéristiques de l'édifice. La fixation s'étend à l'environnement du monument, avec la zone de 500 mètres soumise elle aussi à réglementation. Les objets qui entrent dans les musées deviennent inaliénables. Ils ne peuvent plus être cédés ou détruits. Les patrimoines dits immatériels, sans avoir la dimension physique, sont aussi caractérisés par la dimension immuable que l'on tente de leur donner. Une fête devra ainsi se dérouler en respectant « la tradition ». Mais c'est aussi le cas des savoir-faire que l'on tente de stabiliser. Un produit alimentaire qui reçoit un label appellation d'Origine Contrôlée se voit doter d'un cahier des charges très strict qui codifie rigoureusement les règles de sa fabrication. Ce que l'on s'efforce de garantir, c'est que le produit sera fabriqué de la même façon dans l'avenir. Mais on fige du même coup le goût de l'aliment, l'empêchant ainsi d'évoluer au gré des envies et des impératifs du producteur ou des désirs et des références des consommateurs.

Prenons encore l'exemple des paysages, qui suscitent bien des débats dans le monde rural. Devant la transformation rapide de ceux-ci, et notamment dans les Bauges l'extension de la forêt, différents systèmes sont mis en oeuvre pour inciter les agriculteurs à continuer à les entretenir. Nous verrons que le cahier des charges de la tome des Bauges, en obligeant les éleveurs à nourrir leurs troupeaux avec une certaine proportion de foin produit en Bauges, les contraint du même coup à entretenir des prairies de fauche. Divers dispositifs sont aussi mis en oeuvre pour les pousser à continuer à faire paître des bêtes dans certains alpages. La directive Natura 2000, en particulier, prévoit la protection des prairies sèches. Celles-ci sont en fait constitués essentiellement par les alpages. Or,

la principale menace qui pèse sur ces derniers est l'enfrichement, conséquence de l'abandon de la plupart d'entre eux. Pour lutter contre celui-ci, des aides financières sont apportées aux agriculteurs qui s'engagent à continuer à y mener leurs bêtes. C'est ainsi que l'on s'emploie à conserver à des terrains en passe d'être délaissés par l'agriculture contemporaine leur apparence d'autrefois. Cette politique ne va pas sans contestation de la part des agriculteurs qui n'acceptent pas toujours de bonne grâce d'être désormais considérés comme des « jardiniers de la nature », et de vivre des subventions plutôt que du produit de leur travail.

C'est une véritable peur de la disparition qui semble avoir saisi nos sociétés, comme le constate Joël Candau :

« L'idée même de l'oubli est devenue insupportable. "Notre société ne craint plus d'être submergée par le passé, mais de le perdre", remarque Antoine Prost. "Jeter devient impossible. Détruire, plus encore" , ce qui est patent dans le registre patrimonial: le musée, par exemple, a pour fonction "de soustraire le patrimoine à la dégradation physique et à l'oubli, de le rendre immortel" . La sensibilité patrimoniale contemporaine exige de tout "conserver" et de "naturaliser en vitrine toute la société" , au risque de dénaturer ce que l'on prétend sauver. Le patrimoine "est devenu infini" comme la quête d'un passé "total". Il semble que nous soyons devenus incapables de faire du tri dans nos héritages et, même, d'admettre l'idée qu'un tri est nécessaire. Il nous est aussi difficile d'envisager la perte d'un objet hérité du passé que l'oubli d'un événement appartenant à notre histoire. Évidemment, il n'y a là qu'illusion car, en réalité, la Perte et l'oubli suivent leur cours irréversible. »⁵⁴

Si l'on considère que le patrimoine fait partie de ces multiples modes de représentation par lesquels une société donne un sens au monde qui l'entoure et à ce qu'elle vit, pourquoi notre société a-t-elle tendance à se tourner vers un discours qui ne se contente pas de dire le passé, mais qui semble s'efforcer, contre la marche du temps, de le perpétuer ? Que signifie cette passion de la conservation ? Pourquoi cette crainte de la disparition, ou même de la transformation, alors que nul ne se posait la question auparavant, ou du moins, pas avec cette intensité ? Autant de questions auxquelles je vais tenter d'apporter des éléments de réponse.

Les « régimes d'historicité »

De nombreux chercheurs en sciences humaines et sociales ont fait le diagnostic de ce que l'on peut appeler une « crise du temps » pour expliquer la situation actuelle. Davantage que le temps lui-même c'est bien évidemment la façon dont notre société lie actuellement passé, présent et futur qui est en cause.

Le temps nous semble faire partie de ces données immuables et intangibles, qui vont de soi. Sur le temps, nous ne pouvons rien, et c'est toujours lui qui a le dernier mot. Il paraît s'imposer à nous avec le vieillissement et la transformation de toute chose. Pourtant, toutes les cultures ne pensent pas le temps de la même façon. Ainsi, en Chine,

⁵⁴ CANDAU, J., « *Le partage de l'oubli...* »

le temps tel que nous l'entendons n'existe pas. François Jullien explique que la langue chinoise ne possède pas de terme réunissant les notions de moment et de durée. Les verbes n'ont pas de formes permettant de différencier passé, présent et futur. Dès lors, le présent n'est pas perçu comme devenant immédiatement passé et le moment n'est pas conçu comme un laps de temps, mais comme une occasion, une occurrence⁵⁵. On peut aussi citer les travaux de Marshall Sahlins, qui, avec *Des îles dans l'histoire*⁵⁶, explique comment la mise à mort de Cook à Hawaï résulte d'une espèce de malentendu culturel issu du croisement entre les temporalités des hawaïens et celles des explorateurs anglais. Cook est plus ou moins volontairement entré dans le rôle de Lono, un dieu dont on attendait le retour et qui devait être sacrifié. Lui qui se voyait comme un explorateur, un découvreur, dans la temporalité des Hawaïens ne faisait que revenir.

Quant à nous, au fil de notre histoire, notre façon de penser le temps s'est modifiée. François Hartog le met en évidence dans le livre qu'il a consacré à ce qu'il appelle « les régimes d'historicité »⁵⁷, c'est-à-dire à la façon dont passé, présent et futur s'articulent dans une société. Il y met en regard notre représentation actuelle du temps avec celle des siècles précédents et montre comment la vision du temps dominant la société européenne a pu passer par différentes étapes. Ce qu'il nomme l'ancien régime d'historicité était de ce point de vue marqué par le modèle de l'« historia magistra » : le passé y était considéré comme exemplaire avec de grands ancêtres à imiter (en particulier les Anciens, Grecs et Romains). Quiconque voulait comprendre ce qu'il vivait au présent et la signification des événements qui advenaient devait les comparer avec le passé. Ainsi, l'explication d'une révolution se trouvait dans l'étude des révolutions anciennes. La connaissance du passé permettait non seulement d'expliquer le présent, mais encore d'appréhender ce qui allait se passer, bref, de pronostiquer voire de prévoir l'avenir.

Puis, à la fin du XVIII^{ème} siècle, marqué notamment par la Révolution française, un nouveau régime d'historicité s'est installé dans les esprits, que l'on peut qualifier de futuriste. Cette fois, ce n'était plus le passé, mais plutôt un avenir radieux qui éclairait le présent. Désormais le point de vue de l'avenir commandait. La société était en marche vers un monde plus égalitaire, plus juste, mais aussi plus scientifique, où la raison devait triompher inéluctablement. Le mythe du progrès commença à se mettre en place. Le passé et le présent furent dès lors perçus comme des étapes à franchir sur le chemin qui menait à une société idéale, moderne, rationnelle, débarrassée de l'obscurantisme. Le futur guidait dorénavant la marche des hommes, de l'archaïsme vers la modernité, et il fallait tâcher d'accélérer cette avancée. De grands récits utopiques se mirent en place, autour de notions comme peuple, nation, société, raison. Ce fut aussi l'époque du triomphe du positivisme et du modèle évolutionniste dans les sciences sociales, avec l'idée que l'humanité entière est appelée à suivre une même marche vers la civilisation.

⁵⁵ JULLIEN, François, 2001, *Du « temps », éléments d'une philosophie du vivre*, Paris, Grasset.

⁵⁶ SAHLINS Marshall, 1980, *Au coeur des sociétés. Raison utilitaire et raison culturelle*, Paris, Gallimard (ed. Originale 1976).

⁵⁷ HARTOG F., *Régimes d'historicité...*

F. Hartog insiste sur le fait que le passage d'un régime d'historicité à l'autre ne s'est pas fait du jour au lendemain, et chacun d'eux a été soumis à des crises plus ou moins sérieuses au cours de son existence.

Mais qu'en est-il aujourd'hui de notre façon d'envisager le passé et l'avenir ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que nos rapports avec ces deux éléments de notre imaginaire sont devenus bien difficiles. Si le passé ne nous apparaît plus depuis longtemps comme un modèle, la vision futuriste du temps a été à son tour remise en cause et ne nous semble plus satisfaisante aujourd'hui. Aussi, notre horizon semble-t-il se recroqueviller sur le présent.

Une « crise du temps » ?

Cela peut paraître paradoxal en ces temps de commémoration effrénée, alors que nous avons l'impression que le passé nous envahit, mais le premier élément marquant de la crise qui affecte nos rapports au temps est une forme de rupture avec le passé, qui, tout en se manifestant de façons diverses, est assez unanimement constatée. Dans son introduction à *l'Age des extrêmes*⁵⁸, l'historien Eric Hobsbawm évoque la visite de François Mitterrand à Sarajevo, le 28 juin 1992. Le président français voulait attirer l'attention sur la crise qui secouait l'ex-Yougoslavie. Si ce voyage fut largement suivi et commenté par les médias, un aspect de la visite passa pratiquement inaperçu : la date. Or celle-ci était essentielle, puisque le 28 juin était la date anniversaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo en 1914, événement qui provoqua une crise internationale qui devait mener au déclenchement de la Première Guerre Mondiale. Pour un Européen de l'âge de François Mitterrand, écrit Hobsbawm, l'allusion était évidente : il s'agissait de mettre en garde l'opinion contre les conséquences possible d'un embrasement dans les Balkans. Or, mis à part quelques historiens et personnes très âgées, personne ne saisit cet aspect du message. « La destruction du passé, conclut l'auteur, ou plutôt des mécanismes sociaux qui rattachent nos contemporains aux générations antérieures, est l'un des phénomènes les plus caractéristiques et mystérieux de la fin du XXème siècle. »

Cette coupure avec les générations antérieures trouve une illustration toute particulière dans les espaces ruraux. En effet, ceux-ci ont subi en quelques années un bouleversement si radical que ceux qui l'ont vécu ont presque l'impression d'avoir parcouru plusieurs vies. L'exode rural et la mécanisation ont entièrement changé le visage des campagnes. Les travaux d'autrefois, mais aussi les usages sociaux et familiaux qui primaient encore il y a une cinquantaine d'années sont devenus quasiment incompréhensibles pour les jeunes générations. Le rythme du travail manuel dans les champs est fréquemment évoqué par les anciens comme presque inimaginable aujourd'hui.

« Maintenant les femmes, elles s'attelaient comme les hommes. Il n'y avait pas de distinction. Moi j'ai fauché comme un homme, du temps de ma jeunesse. J'allais partir le matin avec mon père, avec mon oncle, avec la faux sur le... j'allais

⁵⁸ HOBSBAWM, Eric, 1994, *L'Âge des extrêmes, histoire du court XXème siècle*, Bruxelles, Complexe, p 21.

faucher. On partait à 4 heures du matin, on allait faucher. Faucher n'importe quoi, faire tout, quoi. Alors c'est vrai que... ça a bien changé, hein ? Ça nous semble qu'on a vécu 200 ans, nous. Voir le changement qui s'est produit. » (Jeanne)

La question de ce que représente le travail est souvent mentionnée comme un point d'achoppement entre les générations. C'est le cas dans le film du réalisateur bauju Pierre Beccu, *La Dernière Saison*, qui met en scène le conflit entre un agriculteur âgé, tenté de vendre son alpage au plus offrant et un jeune, qui hésite à prendre la relève. Les deux protagonistes se disputent à propos de l'heure du lever dans l'alpage, car le vieil éleveur tient à ce que le réveil soit fixé à 5 heures, ce que le jeune trouve parfaitement absurde. Ce dernier exprime quant à lui le souhait d'avoir des congés s'il devient agriculteur, mais ce désir est jugé tout à fait extravagant par l'ancien. Entre eux, une forme d'incompréhension prédomine.

Du point de vue de la vie privée, là aussi le gouffre est impressionnant. Les personnes âgées ont grandi dans un monde où un individu ne prenait pas seul les grandes décisions de sa vie. Les mariages, en particulier, étaient arrangés par les familles. Plus que deux personnes, c'étaient deux exploitations qui s'unissaient. Jean Giono décrivait avec son style unique cette situation à propos du Trièves, au Sud de Grenoble, mettant au passage en évidence la manière dont vie sociale et représentations du pays et du paysage étaient imbriquées :

« Pays de terres cousues les unes aux autres par de bons fils. Parcelles tissées à la maison sur le métier de famille ; labours où les versoires saignent comme des mains de sage-femme ; forêt dont tous les arbres ont été plantés à la veillée ; champs qui interviennent dans les mariages, choisissent le garçon ou la fille, s'interposent entre les amours, font mettre la chemise glacée et le petit nœud de cravate en faille ; poussent les demandes sur les chemins ; champs qui se marient ; champs qui sont présents à côté de tous les lits de mort. Poussières que soulève la herse et dans lesquelles brille de la poussière d'os. Chênes qui toussent comme l'aïeul redouté. Patrimoine. »⁵⁹

Là encore, les personnes interrogées, comme ce couple d'agriculteurs de Doucy, insistent sur tout ce qui les sépare des plus jeunes, et sur le caractère quasi incommunicable de leur expérience :

« Madame : Et puis la fille était soumise. Elle avait rien le droit de dire. On était soumis, hein ? On rouspétait pas comme ils rouspètent maintenant. La fille elle était soumise puis elle était dédiée à se marier. Sa soeur... Ta soeur, elle s'est mariée en 36... Non, 34. En 34, bon ben c'est les deux pères qui ont fait le mariage. Ils se connaissaient comme ça, c'est tout. Ça a bien voulu marcher parce que... parce que c'est plus le même genre que maintenant, où les jeunes pour un oui ou pour un non, ben ils se séparent. Mais ça a pas tout le temps été tout seul non plus. Mais bon, ça a marché, ça a marché. Monsieur : On prenait patience. Madame : On prenait patience, voilà. Ah oui, les mariages, c'était ça. Monsieur : Ils peuvent pas comprendre, ceux qui y sont pas passés. Ils peuvent pas comprendre. Il faut y avoir passé pour savoir ce que c'est. »

Outre ce qui peut nous apparaître aujourd'hui comme un intolérable totalitarisme du

⁵⁹ GIONO, Jean, 1977, « Monologue », in *Faust au village*, Gallimard, Paris, p 30.

collectif, ce sont aussi les gestes quotidiens de la vie d'autrefois qui semblent appartenir à un autre univers. Ces gestes d'avant le « confort », quand il fallait aller chercher l'eau, jeter les eaux usées, faire du feu pour se chauffer, parcourir à pied des kilomètres pour se rendre aux foires ou aux marchés ou encore pour soigner la vigne, garder les bêtes, faire la lessive. Bref toute une expérience sensible qui paraît aujourd'hui parfaitement irréaliste. *« Je me demande, me confiait un jour Lucienne, comment on faisait quand il fallait sortir faire pipi dans le jardin. Je l'ai pourtant fait pendant des années. Mais aujourd'hui, on ne pourrait plus. »*

Ainsi, pour les personnes âgées, le temps semble s'être allongé, renvoyant leur vécu dans un « ancien temps » extrêmement lointain (« 200 ans »). Ceux dont la vie s'est ainsi construite sont encore nombreux dans les villages. Les valeurs qu'ils évoquent telles que le travail acharné ou le devoir vis-à-vis de la collectivité qui entraîne l'effacement, pour ne pas dire le don de soi (ici « *prendre patience* »), rencontrent peu d'écho auprès des jeunes. Cette rupture entre générations prend parfois des allures de véritable malentendu culturel. Nous verrons au cours de cette thèse que ruraux de souche le plus souvent âgés et jeunes néo-ruraux ont parfois de grandes difficultés à se comprendre, comme si les conceptions du monde des uns et des autres étaient trop éloignées pour permettre la communication.

Tout cela contribue à conférer à tous le sentiment d'être séparés du passé par un fossé qui ne peut de toute façon être comblé. Pour les anciens, il s'agit de la disparition d'un monde et de pratiquement tous les repères qui lui étaient attachés. Non seulement les règles du jeu social ont changé, mais l'expérience physique d'être au monde aussi, avec un rapport à l'espace rendu radicalement différent par l'apparition de l'automobile, ou encore un travail qui n'est plus le même depuis l'électrification et la mécanisation. S'ils sont évidemment nostalgiques de ce monde, le passé ne leur paraît pas forcément enviable, comme on peut le percevoir à la lecture des témoignages ci-dessus. C'était le dur travail des champs et la tutelle des anciens, c'était aussi l'attachement à la terre et l'impossibilité de s'en échapper, le sacrifice de l'individu pour le bien de la collectivité. Pour les plus âgés, ce sont aussi les souvenirs de la guerre, des privations (même si en Bauges comme dans de nombreux territoires ruraux, la population semble avoir moins souffert des restrictions qu'en ville), de la peur, et parfois des atrocités, comme à Ecole, où 11 hommes ont été fusillés et le village incendié⁶⁰.

Les jeunes, de leur côté, se sentent confrontés à une situation inédite, avec l'explosion des modèles sociaux de l'après-guerre qu'étaient le travail que l'on conservait toute sa vie, la famille fondée sur le couple marié... Leur situation, faite d'instabilité ne ressemble à rien de ce qu'ont connu les plus âgés et ils peinent à trouver dans l'expérience de leurs parents et grands-parents de modèle sur lequel s'appuyer. Ils ont aussi des difficultés à expliquer ce qu'ils vivent aux plus anciens, et préfèrent souvent entretenir le flou sur leur situation, persuadés que de toute façon, ceux-ci ne pourront pas les comprendre.

Le problème n'est cependant pas propre au monde rural. Pour l'ensemble de notre société, le passé semble s'échapper à grande vitesse. Que pouvons nous comprendre

⁶⁰ Voir chapitre IV partie 3 sur la Réserve Nationale de Chasse et de Faune Sauvage.

aujourd'hui du monde d'avant la généralisation de l'automobile ou du téléphone, d'avant la télévision ? En outre, nul ne semble pouvoir réellement regretter le XX^{ème} siècle, marqué certes par un progrès impressionnant des techniques et du confort, mais aussi par des crimes de masse dont l'horreur laisse sans voix.

C'est-à-dire que paradoxalement, malgré l'effort patrimonial et commémoratif, qui paraît vouloir mettre le passé au coeur du présent, le passé nous paraît en même temps extrêmement lointain, incomparable avec notre présent, et, pour tout dire, hors d'atteinte. Il est comme un autre monde dont nous peinons à envisager la réalité. Il ne nous semble pas en tout cas à même de fournir de réponses aux questions que l'on peut se poser aujourd'hui.

Si le passé ne recèle pas de solutions, de l'autre côté du présent, le doute s'est insinué quant à l'avenir. Il nous est aujourd'hui difficile de croire à un progrès sans fin qui nous mènerait à une société idéale. La vision futuriste du temps s'est sérieusement fissurée avec les deux guerres mondiales. Pour beaucoup d'Européens, celles-ci, avec leurs atrocités, ont été le point de départ d'une amère désillusion. A quoi bon tout ce progrès non seulement des techniques, mais encore de l'instruction pour déboucher sur de tels massacres et un tel déni de l'humanité ? Le modèle futuriste, bien que sérieusement atteint, persista cependant quelques années après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, lorsque la Reconstruction ouvrait de nombreux chantiers, que la compétition faisait rage entre les deux blocs et qu'il fallait « moderniser ». Mais les Trente Glorieuses laissèrent ensuite place à la crise économique. Et les lendemains déchantèrent, comme l'écrit F. Hartog :

« Vinrent en effet les années 1970, les désillusions ou la fin d'une illusion, le délitement de l'idée révolutionnaire, la crise économique de 1974, l'inexorable montée du chômage de masse, l'essoufflement de l'Etat-providence, construit autour de la solidarité et sur l'idée que demain sera meilleur qu'aujourd'hui, et les réponses, plus ou moins désespérées ou cyniques, qui toutes, en tout cas, misèrent sur le présent, et lui seul. »⁶¹

Le temps où l'on pouvait se projeter dans l'avenir, où chaque génération semblait pouvoir gravir un échelon dans la hiérarchie sociale grâce à l'instruction - Le grand père agriculteur, le père employé et le fils cadre supérieur - semble révolu. Désormais, le futur fait peur. On ne sait ce que l'on peut en attendre, et l'on suppose que la situation va plutôt se dégrader. Les personnes en âge de partir à la retraite s'avouent fréquemment soulagées de le faire, en expliquant qu'elles ont le sentiment d'une détérioration dans leurs conditions de travail et qu'elles n'ont pas l'impression que les choses vont s'arranger.

La peur de la catastrophe écologique a aussi pris une place importante dans les esprits. Y aura-t-il dans 50 ans une canicule tous les étés ? Le niveau de la mer va-t-il monter ? Les hirondelles ne reviennent déjà plus, d'autres espèces vont-elles disparaître ? Les glaciers reculent, jusqu'où iront-ils ? Ces craintes sont de plus en plus visibles et deviennent un thème récurrent de notre imaginaire social, qui apparaît au niveau des productions culturelles. On peut citer rapidement un film catastrophe américain à gros

⁶¹ HARTOG, F., *Régimes d'historicité...*, p 125.

budget comme *Le jour d'après*, qui met en scène les effets du réchauffement de la planète, ou le succès populaire obtenu en France par le groupe Mickey 3 D et sa chanson « *Respire* » qui semble se projeter dans l'avenir pour décrire ce que nous connaissons comme un monde disparu « *y'avait des animaux partout dans la forêt, au début du printemps les oiseaux revenaient* ». Je donnerai un dernier exemple, personnellement vécu, de l'existence de cette préoccupation. J'ai eu l'occasion de participer au jury d'un prix de la nouvelle organisé dans un village du Vercors. Sur la douzaine de récits écrits par des adultes, quatre d'entre eux situaient leur action dans le futur, après une « grande catastrophe écologique » (avec notamment la montée des eaux transformant le Vercors en île pour deux d'entre elles et des travaux gigantesques arasant les montagnes pour les deux autres). A chaque fois, le souvenir d'un passé révolu qui n'était autre que notre présent semblait hanter les protagonistes. Le futur nous renvoie donc vers notre présent comme vers un temps en sursis.

Ce sentiment de la fin d'un monde et d'un avenir bouché est perceptible aussi dans les campagnes, et on peut en relever plusieurs symptômes. Pour les plus anciens, le futur, c'est aussi la disparition totale de la civilisation paysanne qu'ils ont connue et qui mourra avec eux. Lorsque personne ne parlera plus patois et que la mémoire de la vie d'autrefois se sera éteinte avec ceux qui la portaient, alors ce sera vraiment la fin d'une époque. Les paysages se referment et ne ressemblent plus à ceux de leur jeunesse. Dans les villages, la plupart des petits commerces ont disparu. L'état d'esprit des plus âgés, du moins jusqu'à la fin des années 1980, a souvent été décrit par l'expression « ça tiendra bien jusqu'à ce qu'on s'en aille », c'est-à-dire que de nombreux anciens espéraient ouvertement que le système économique et social dans lequel s'était déroulée leur vie, qu'ils savaient condamné, tiendrait jusqu'à leur disparition. Ils ne voulaient pas voir la suite et laissaient à leurs descendants le soin de composer avec la nouvelle réalité et de trouver des solutions.

Pour les plus jeunes, l'appréhension de l'avenir est liée encore une fois à la grande précarité de nombre d'entre eux. Ils ne bénéficient pas de la « situation » dont leurs parents rêvaient pour eux. L'émigration en ville n'offre plus un recours comme autrefois et nul ne croit plus pouvoir y faire carrière facilement. Ils doivent régulièrement se mettre en quête d'un nouveau travail, une fois leur saison ou leur intérim fini. Leur horizon est souvent limité à quelques mois. Après, il faudra trouver autre chose. Difficile dans ces conditions de faire des projets et par conséquent de s'appuyer sur le rêve d'un avenir meilleur.

Si l'on s'intéresse à la vision du temps des néo-ruraux, leur migration vers les campagnes peut être en partie interprétée comme une sorte de fuite, un désir de « quitter le navire », de s'éloigner des centres névralgiques d'une société, qui, pensent-ils, court à sa perte. Cela peut se lire dans le vocabulaire qu'ils emploient pour désigner le lieu qu'ils choisissent pour s'installer : un lieu « préservé », expliquent-ils souvent, reprenant un vocabulaire largement utilisé par le Parc naturel régional. Et l'on peut se demander « préservé de quoi ? » Il semble qu'il s'agisse de se protéger contre une modernité qui apparaît de plus en plus envahissante et agressive. On retrouve ici une appréhension : celle de voir les paysages se transformer avec l'urbanisation et le mitage, les lieux que l'on a choisis perdre leur spécificité, et le mode de vie que l'on a rejeté en quittant la ville

envahir tous les espaces. Et une espérance somme toute limitée : que tout cela tienne le temps de couler des jours heureux. Tout comme pour les personnes âgées, on a parfois le sentiment que leur espérance se limite à leur propre existence et n'ose en franchir la frontière pour se projeter vers les générations futures.

Entre un passé dont nous sommes séparés par une irréparable rupture et un futur que l'on appréhende plus que l'on ne désire, il est bien difficile de s'échapper du présent. Pour François Hartog, entre impossibilité du passé et impossibilité de l'avenir, un nouveau régime d'historicité s'est mis en place, au sein duquel le présent ne peut s'appuyer que sur lui-même : c'est le présentisme. Ni le passé, ni l'avenir ne guidant désormais notre action, tout l'investissement dont ceux-ci ont pu bénéficier autrefois se trouve reporté sur le présent.

Le patrimoine, symptôme du présentisme ?

Comment comprendre le patrimoine à la lumière de ces analyses ?

L'impossibilité du passé et l'impossibilité de l'avenir éclairent les ressorts de la crispation sur le présent, qui, nous avons pu nous en rendre compte, semble parfois caractériser le patrimoine. Si passé et avenir ne sauraient fournir de modèle à l'action, ce qui existe aujourd'hui est dès lors le seul refuge possible. Et puisque l'avenir paraît menaçant et plein d'incertitudes, alors il est tentant de faire perdurer, dans la mesure du possible, ce que nous connaissons. Cela n'est pas très exaltant, mais paraît du moins sans danger.

Rappelons l'étymologie du terme patrimoine qui dérive du mot latin *pater*. Celui-ci fait référence à ce que l'on reçoit de son père, à un héritage. Mais le patrimoine doit aussi être transmis aux générations futures. De ce point de vue, tout héritage s'accompagne d'une double obligation. L'héritier est redevable vis-à-vis des ancêtres qui ont constitué le patrimoine et vis-à-vis de ses descendants auxquels ce dernier devrait normalement faciliter la vie. Mais avec le patrimoine collectif, cette notion de transmission semble prendre un tour tout à fait particulier. Du patrimoine, les groupes sociaux ne sont que les dépositaires, les gardiens. Ils doivent le transmettre en l'état à leurs enfants, qui à leur tour, devront le conserver. C'est-à-dire que le critère essentiel de la bonne conservation peut sembler être de n'avoir surtout pas transformé l'héritage. Tout se passe parfois comme si d'une part les ancêtres et d'autre part les descendants étaient des juges trop sévères et qu'ils paralysaient l'action du dépositaire, l'empêchant d'utiliser le leg reçu à sa guise.

Aussi l'action consiste-t-elle paradoxalement à mettre en place des dispositifs relativement compliqués pour que, surtout, rien ne change. J'ai déjà cité l'exemple des savoir-faire ou des paysages que l'on s'emploie à conserver tels quels et dont on fige l'évolution au prix de mécaniques complexes. On pourrait évoquer ici la « momification », ou encore la « mise sous cloche » du monde rural tant redoutée par les agriculteurs âgés. En même temps, la fixation opérée est illusoire, et ne dépasse le plus souvent pas le stade des apparences, tandis que le monde continue de se transformer. Les vaches qui produisent le lait qui servira à fabriquer la tome sont désormais mises en pâture sur des

terrains autrefois réservés aux cultures. La continuité avec la tome d'autrefois est donc toute relative. De même, faire remonter dans un alpage de la réserve de Faune Sauvage d'Ecole un troupeau de génisses ne ramènera pas le temps où tous les alpages étaient occupés par des vaches laitières et où pendant les cent jours de l'estive s'organisait en montagne une vie particulière.

Nombre de ces projets semblent donc avoir pour but de faire perdurer le présent. Mais, qui plus est, nous allons voir qu'une analyse plus approfondie des projets patrimoniaux baujus tend à nous montrer que, contrairement aux apparences, le patrimoine n'a pas forcément pour fonction d'interroger le passé, ni l'avenir. En ce qui concerne le passé, les éléments patrimonialisés sont choisis avec une subjectivité parfaitement assumée. On ne s'intéresse au passé qu'en tant qu'il « nous parle » aujourd'hui, expliquent ceux qui mettent en oeuvre ces opérations de sauvegarde. Plus exactement, il faudrait sans doute dire « que l'on peut le faire parler ». Une telle sélection paraît a priori parfaitement justifiée. Elle relève du fonctionnement normal du travail de mémoire. Mais à bien y réfléchir, est-ce vraiment au passé que l'on s'intéresse ? Nous verrons que dans le cas des Bauges, le passé des éléments patrimonialisés importe somme toute assez peu. Les études historiques effectuées sur la question sont minimales et ne sont pas diffusées lors des processus de patrimonialisation qui se contentent généralement de mettre l'accent sur quelques grands thèmes assez consensuels qui ne surprennent personne (les moines, la clouterie, l'argenterie de Bauges, le patrimoine naturel...). Le cas de la chartreuse d'Aillon est, nous le verrons, très révélateur à cet égard. Peu importe ce que ce bâtiment a pu représenter autrefois, ce qu'on lui demande, c'est d'être aujourd'hui l'« âme des Bauges » et de fédérer habitants et touristes autour de son image.

Quant à l'avenir envisagé, il n'est pas très différent du présent. Comme je l'ai déjà écrit, le projet qui est inscrit dans le patrimoine semble avant tout la conservation de ce qui est aussi longtemps que possible, voire sa perpétuation. Et au sein de territoires ruraux qui semblent entièrement gagnés par la patrimonialisation au point d'être eux-mêmes considérés comme des patrimoines, cette fixation sur le présent prend une dimension particulière. Elle signifie un aménagement du territoire qui conserve celui-ci dans son état actuel pour une durée indéfinie, quand bien même cette permanence se cantonnerait aux apparences et à ce que peuvent voir touristes et visiteurs.

On peut donc émettre l'hypothèse que les projets patrimoniaux n'ont en réalité pas pour but de s'intéresser au passé ou à l'avenir dans ce qu'ils peuvent avoir de différent. En effet, ils sont avant tout utilisés pour donner au groupe social une image de lui-même et pour présenter cette image vis-à-vis de l'extérieur, donc pour mettre en scène son union autour de certaines valeurs. C'est pourquoi s'ils doivent susciter une émotion propre à rassembler, ils n'ont pas vraiment pour rôle d'interroger ou de bouleverser par le questionnement d'un passé qui peut parfois paraître incompréhensible ou à tout le moins étrange, ni de proposer pour le futur des innovations révolutionnaires. Leurs concepteurs s'efforcent d'abord et avant tout d'offrir du présent une vision harmonieuse.

C'est pourquoi les projets patrimoniaux tendent parfois à occulter les évolutions en cours. Dans le cas des Bauges, les promoteurs de ces opérations souvent liés au pouvoir politique semblent parfois tentés de célébrer un éternel présent du groupe en omettant de

prendre en compte tensions, conflits et dynamiques qui l'affectent nécessairement. Dès lors, il est possible de comprendre l'indifférence d'une bonne partie de la population pour ces projets : ceux-ci tournent résolument le dos à leurs préoccupations du moment pour construire une sorte d'ailleurs virtuel au sein duquel ces problèmes n'existent pas.

Finalement, si le patrimoine est un des discours par lequel les groupes sociaux tentent de donner un sens à ce qu'ils vivent aujourd'hui, c'est un discours largement focalisé sur le présent, et qui ne cherche de ressources qu'au sein de ce dernier. En cela, le patrimoine est bel et bien l'un des signes du présentisme. Il est marqué non seulement par un repli sur le présent, mais aussi par une espèce d'éloignement du passé et de l'avenir. C'est pourquoi, paradoxalement, le patrimoine peut se révéler un de ces éléments qui contribuent à creuser le gouffre avec le passé plutôt qu'ils ne le comblent. Cela explique qu'en ces temps de commémoration effrénée, le passé semble à la fois omniprésent et séparé de nous par un fossé infranchissable.

Peut-être n'est-il pas inutile de se demander si ce repli sur le présent, poussé à ses extrémités, ne relève pas d'une forme de repli sur soi et sur le même et d'un refus de l'altérité, qu'elle apparaisse dans l'avenir ou dans le passé.

3. Sortir du présentisme ? Le retour de l'utopie

Les conflits qui entourent en Bauges les projets patrimoniaux prennent dès lors une autre signification.

Nous allons voir au cours de ce travail que les processus de patrimonialisation sont situés au coeur des politiques d'aménagement du territoire menées par différents organismes chargés du développement local et dotés d'une forme de pouvoir au premier rang desquels se trouve le Parc naturel régional. Il s'agit de conserver les caractéristiques du territoire, de préserver ce qui est appelé dans les divers documents préparatoires son « intégrité », ou encore son « authenticité ». En effet, le mode de développement proposé consiste en un accroissement du tourisme « doux » par une mise en valeur des ressources locales destinée aux touristes et citoyens en visite sur celui-ci. Pour cela, décideurs et aménageurs s'attachent à protéger ce qui leur paraît attirant pour ce public. Ce sont entre autres ses paysages, sa faune et sa flore, mais aussi l'existence de certaines pratiques agricoles ou artisanales traditionnellement associées à la campagne. Ils s'efforcent globalement de perpétuer et de mettre en valeur un état de fait qui constitue en quelque-sortie un argument de vente pour le territoire.

Or, cette projection dans l'avenir peut-elle vraiment s'accorder avec celle des habitants des Bauges, dont nous avons vu qu'ils cherchent à bâtir une société différente, prenant en compte les particularités du monde rural contemporain et notamment son multiculturalisme ? Ils se situent dès lors dans une démarche que je qualifierai d'utopique, dans la mesure où ils ambitionnent de parvenir à un dépassement de la réalité présente pour aller vers un futur autre.

C'est pourquoi j'émetts l'hypothèse que si les projets patrimoniaux ne répondent pas à

l'attente des groupes sociaux qui habitent le territoire, ce n'est pas tant à cause du choix des épisodes du passé qu'ils sont chargés de mettre en valeur que parce qu'ils ne parviennent pas à dépasser une forme de célébration du présent. En effet, le besoin de mettre en scène un discours sur le passé - histoire, mémoire, patrimoine - existe dans tout groupe social, et les Baujus ne dérogent pas à la règle. Ce sont d'ailleurs souvent eux qui réclament les premiers la sauvegarde de bâtiments anciens, qui mènent des recherches sur tel ou tel point d'histoire locale, ou même constituent des associations pour sauver une scierie ou un four à pain. Ils sont donc loin de se désintéresser du passé. C'est seulement dans la mesure où les projets patrimoniaux semblent vouloir prolonger le présent du territoire à l'infini et ne laissent que peu de place à l'invention d'autres formes de vie en commun qu'ils apparaissent comme profondément insatisfaisants à leurs yeux.

Après avoir creusé la notion d'utopie, afin de montrer en quoi elle permet de lire l'attitude des habitants des Bauges par rapport au temps et au territoire, je tenterai, à partir des formules de Koselleck « espace d'expérience » et « horizon d'attente », de comprendre quels peuvent être les liens entre la représentation d'elle-même qu'une société construit et ses projets d'avenir. Enfin, j'examinerai en quoi le caractère utopique des projets des habitants peut nécessiter la remise en cause de l'attitude présentiste vis-à-vis du temps qui s'exprime entre autres au travers du patrimoine.

L'utopie des campagnes

L'utopie n'a pas très bonne presse en ce début de XXI^{ème} siècle et l'usage de ce mot fait fréquemment controverse⁶². Lorsqu'il est employé dans le sens commun, il évoque au mieux de doux rêveurs peu réalistes, au pire, des dictatures sanguinaires. Les crimes commis au nom du communisme dans l'ancien bloc de l'Est et la révélation de la nature totalitariste des Etats dits socialistes ont beaucoup contribué à ce discrédit. La plupart des militants communistes dans les pays de l'Ouest aspiraient sans aucun doute sincèrement à une société meilleure et plus juste, et c'est peut-être justement le décalage entre ce désir légitime et la réalité du système qui incarnait leurs espoirs qui est le plus effarant. On dénonce aujourd'hui l'aveuglement, voire la mauvaise foi, qui conduisit nombre d'entre eux à nier même devant l'évidence l'existence du système concentrationnaire soviétique ou à légitimer la répression des mouvements démocratiques en Europe de l'Est. Prenons pour exemple les attaques virulentes et indignées qu'une bonne partie des anciens déportés communistes des camps nazis adressèrent à David Rousset, lui-même rescapé de ces mêmes camps, lorsqu'il s'avisait d'appeler l'ensemble des survivants à enquêter sur l'existence du goulag. Ou encore l'étonnante cécité des intellectuels de l'Ouest en visite en URSS qui, à de rares exceptions près (comme André Gide et son *Retour de l'URSS*), s'enthousiasmèrent pour les mises en scène les plus grossières⁶³. L'utopie paraît favoriser dangereusement le déni de la réalité, au risque de conduire à une plongée dans une illusion meurtrière au sein de laquelle la vie des hommes, mise tout entière au service

⁶² Voir PEQUIGNOT, Bruno (dir), 1998, *Utopies et sciences sociales*, l'Harmattan, ou Diogène, *Revue Internationale des Sciences Humaines*, 2005, n°209, *Approches de l'utopie*.

⁶³ Voir TODOROV, T., *Mémoire du mal...*, p 171-172.

d'un but ultime, n'a plus de valeur. Elle conduirait finalement à sacrifier le présent à l'avenir sous prétexte qu'« on ne fait pas d'omelette sans casser les oeufs ».

L'utopie serait-elle par essence totalitaire ? Bronislaw Baczko écrit que les utopistes ont toujours rêvé une société dont les principes fondateurs se retrouveraient dans tous les détails de la vie quotidienne⁶⁴. Mais aucune société, aucun groupe n'est transparent à lui-même. Toute société recèle conflits, tensions, contradictions. Les racines du totalitarisme se trouveraient-elles dans ce désir d'une limpidité parfaite qui semble caractériser l'utopie ? On pense aux mondes fictifs décrits par Georges Orwell et Aldous Huxley, au sein desquels même la vie intime et les pensées des individus devaient être conformes à ce qu'attendait le pouvoir.

Un autre élément fortement inquiétant de l'utopie est le désir parfois exprimé par ceux qui s'en réclament de rompre radicalement avec les modèles sociaux précédents. Or, vouloir faire du passé table rase est non seulement irréaliste, mais encore dangereux. La volonté de se couper de la tradition que l'on a pu observer chez les révolutionnaires français, avec notamment l'instauration d'un nouveau calendrier ou le désir de supprimer tout souvenir de l'Ancien Régime jusque dans le nom des lieux, a conduit à bien des excès. C'est parfois par la violence et la destruction que l'on a tenté d'effacer les liens qui rattachaient les groupes sociaux au passé.

Cependant, Bronislaw Baczko remarque que si l'on pousse jusqu'au bout ce type de raisonnement, l'on pourrait aboutir à la conclusion que finalement, depuis Platon, ce serait en fait toujours la même utopie. Il n'y aurait d'ailleurs pas des utopies, mais une seule utopie, quelle que soit la forme qu'elle prenne, qu'elle soit étatique ou anti-étatique. Mais, écrit Baczko, en même temps qu'elle dévalorise les utopies, l'assimilation de l'utopie au totalitarisme banalise le phénomène totalitaire. Rien d'étonnant à ce que celui-ci se soit imposé s'il nous est amené du fond des temps par Platon et Thomas More. Il serait dès lors une tentation toujours présente de nos sociétés. Mais de l'imaginaire utopique à la brutale réalité des totalitarismes, il n'y a heureusement pas un lien automatique, et si tous les régimes totalitaires semblent s'appuyer sur une forme d'utopie, en revanche, toutes les utopies ne conduisent pas forcément au totalitarisme.

L'utopie recouvre d'ailleurs un champ très vaste et ne signifie pas forcément la rupture avec le réel. Alain Pessin propose à ce sujet de rompre avec cette notion qui recouvre selon lui des réalités trop disparates.⁶⁵ Il distingue ainsi « *utopies classiques* » et « *utopies alternatives* ». Alors que pour l'utopie classique, le lieu concerné par l'utopie est un espace clos, fini, fermé sur lui-même (cité idéale, île, phalanstère...), l'utopie alternative « *est faite de brèches, d'ouvertures imprévues sur des expériences qui ne sont jamais cumulatives et ne peuvent jamais s'organiser en système* ». Alors que l'utopie classique vise la suspension du temps, l'immuabilité, l'utopie alternative « *ne cesse d'exalter la formation de toute nouvelle brèche dans l'ordre du monde* ». L'utopie classique s'organise en système clos, l'utopie alternative « *appelle au contraire à l'émergence permanente de l'inédit* ».

⁶⁴ BACZKO, B., *Les imaginaires sociaux...*

⁶⁵ PESSIN, Alain, « Alternative et utopie dans la France contemporaine », dans PEQUIGNOT, B., *Utopies et sciences sociales...*

Pourtant, même en laissant de côté ceux qui assimilent un peu rapidement utopie et totalitarisme, l'utopie n'a pas actuellement le vent en poupe. Si le « temps des utopies » peut faire rêver, que l'on évoque avec nostalgie les communautés soixante-huitardes et diverses expériences éducatives menées dans les années 1960 et 1970, tout cela apparaît aujourd'hui comme un temps un peu fou, le temps des illusions. Nul ne semble pouvoir désormais se réclamer sérieusement de l'utopie. La tendance est plutôt au repli sur un « principe de réalité ». Si les critiques de la société existent, les modifications envisagées demeurent prudentes. Plutôt que d'essayer de changer la société, on tente de changer sa propre vie. Croyances et convictions se replient sur l'intime. Les grands récits ont tendance à être abandonnés et avec eux une certaine forme de militantisme⁶⁶. Ainsi le discours écologiste le plus répandu dans les médias appelle-t-il d'abord et avant tout chacun à prendre à son échelle des mesures concrètes pour éviter de polluer et ne propose pas un modèle de société global dont les principes viseraient à limiter « l'empreinte écologique » de nos sociétés. Dans un tout autre domaine, celui de la religion, le catholicisme est actuellement marqué par le développement de mouvements dits de « nouveau charismatique » dont l'une des caractéristiques est de chercher la conversion des individus plutôt que l'instauration d'une nouvelle société. Si utopie il y a, elle se privatise, et globalement, on ne peut pas dire que l'imagination soit au pouvoir pour construire la société de demain.

Cependant, faut-il pour autant abandonner totalement la notion d'utopie ? Comme le soulignait Alain Pessin, le mot regroupe des réalités bien différentes. Aussi, même si l'on admet que les utopies trop décalées par rapport à l'expérience peuvent se révéler dangereuses à cause justement de leur refus de la réalité, il demeure nécessaire d'avoir des attentes, même relativement modestes, vers lesquelles l'action puisse nous conduire.

Revenons aux racines du mot utopie. Ce néologisme créé au XVI^{ème} siècle par Thomas More pour être le nom de sa cité imaginaire signifie en grec ce qui n'est d'aucun lieu, et par conséquent ce qui n'existe pas, du moins pas ailleurs que dans l'imagination de ceux qui l'ont conçu. C'est-à-dire que la pensée utopique suppose d'abord la capacité d'inventer un monde qui déborde un tant soit peu de ce qui est, qui échappe, au moins en partie, aux cadres du réel. Mais ceci n'est-il pas pas la condition même de la liberté humaine ? Sans la faculté de s'affranchir de ce qui existait auparavant et de créer sans cesse de nouvelles traditions, sans la possibilité de ne pas simplement reproduire un modèle, mais de provoquer des changements, des évolutions, que seraient nos sociétés ? Nous ne ferions alors que nous perpétuer, réagir de façon totalement déterminée à ce qui nous affecte. Sans la part d'inconnu, d'inédit que comporte obligatoirement le futur, il n'est pas de choix, pas de liberté, et par conséquent pas d'action.

C'est pourquoi l'utopie, en tant que pensée de ce qui n'existe pas ou pas encore est inhérente à la condition humaine, et il est possible d'affirmer qu'elle est présente à des degrés divers dans tous les groupes sociaux. Cependant, elle tient une place plus ou moins importante au sein des imaginaires, et pour reprendre le concept de François Hartog, il est probable que la place qui lui est conférée varie en fonction des régimes d'historicité.

⁶⁶ Cf LYOTARD, J-F., *La condition postmoderne*.

Or, il me semble que l'utopie joue un rôle primordial dans la conception du monde des habitants des Bauges. Ceux-ci s'efforcent de vivre ensemble dans une société qui, selon leurs dires, ne ressemble à rien de ce qu'ils ont connu auparavant. Les Baujus de souche s'avouent désemparés devant la disparition de leur ancienne société, les néo-ruraux expliquent quant à eux se sentir parfois déconcertés par les règles du jeu locales. Sur un territoire un peu en marge, ayant subi une désertification, où les anciennes structures sont en passe de disparaître, le sentiment éprouvé par la population est que tout est à construire. Que ce soit en termes de loisirs, de culture, de services publics, de lieux d'expression et des débats démocratiques, de nombreux domaines paraissent en friche. Tous ne sont pas engagés au même degré dans la vie publique, mais nul n' imagine que la situation puisse rester « en l'état » pour les années à venir. Il faudra bien construire des écoles, trouver une solution quant au manque d'équipements sportifs et culturels. Personne ne semble envisager de se contenter du statut quo.

De plus, les réponses envisagées sont collectives. Nous verrons comment des groupes d'habitants des Bauges ne cherchent pas seulement une solution pour faire garder leurs propres enfants, mais s'efforcent de mettre en place une halte-garderie, comment ils ne se contentent pas de trouver un moyen de s'exprimer au sein du débat public, mais tentent aussi de rendre celui-ci davantage accessible au plus grand nombre. En portant, comme ils le font, ces problèmes dans la sphère publique, les individus s'engagent sur une voie susceptible de les conduire non pas seulement à changer leur propre vie, mais à s'attaquer au modèle social. Ils essaient, me semble-t-il, de mettre en place sur le territoire qu'ils occupent une nouvelle voie, qui allierait une solidarité liée à l'appartenance au territoire - l'idée de s'entraider malgré les différences - à la liberté et au contrôle social restreint qui apparaissaient jusqu'à récemment comme l'apanage des villes.

Les acteurs de cette recherche d'une nouvelle façon de vivre n'ont pas l'intention de reproduire un quelconque modèle. La société qu'ils tentent de construire ne leur paraît ressembler en rien à ce qu'ils ont connu jusqu'alors, et le passé dont ils ont pu hériter ne fournit pas de réponse définitive à leurs questions. Ils ne veulent ni reproduire la vie en ville que nombre d'entre eux ont résolument abandonnée et que les autres ont toujours refusée, ni tenter de redonner vie à la société rurale traditionnelle dont tous rejettent le poids et les contraintes. Ils assument la nouveauté de ce qu'ils essaient de mettre en place, et de ce point de vue, ils se situent résolument du côté de l'utopie.

Leur conception de l'avenir est donc bien éloignée de la perpétuation d'un héritage ou de la conservation du même. Leur façon de vivre le temps est marquée par une tension vers le futur auquel ils aspirent. Nous pouvons dès lors percevoir ce qui, dans la patrimonialisation, peut leur sembler profondément insatisfaisant. Ce que sont en train d'opérer les habitants des Bauges, c'est peut-être une remise en cause du modèle présentiste qui a, ces dernières années, largement dominé les politiques d'aménagement des espaces ruraux. Dès lors, les conflits autour du patrimoine seraient les manifestations d'une dynamique sociale à l'œuvre qui conduirait peu à peu les individus à percevoir le temps différemment.

Espace d'expérience et horizon d'attente

Les catégories d'*espace d'expérience* et d'*horizon d'attente*, introduites par Reinhart Koselleck pour « thématiser le temps historique »⁶⁷, peuvent nous permettre de mieux comprendre les enjeux liés à la place occupée par l'utopie au sein des imaginaires du temps. Elles mettent l'accent sur le lien indéfectible qui unit représentations du passé et représentations de l'avenir. Il n'est pas d'attente sans expérience et pas d'expérience qui ne donne lieu à une attente, et les deux polarités se conditionnent mutuellement. En même temps, comme le rappelle Paul Ricoeur qui commente ces deux termes⁶⁸, il n'y a pas de symétrie entre eux. L'horizon nous renvoie à un déploiement, à une infinité de possibles quand l'espace renvoie à quelque-chose de plus rassemblé. Par contre, les deux pôles sont toujours en tension. Ainsi, la croyance en l'avènement de temps nouveaux contribue-t-elle à rétrécir l'espace d'expérience, à rejeter le passé dans les ténèbres de l'obscurantisme.

En outre, si l'espace d'expérience est très limité, sans doute l'horizon d'attente l'est-il aussi. « Pas de divine surprise pour qui le bagage d'expérience est trop léger ; écrit Ricoeur, il ne saurait souhaiter autre chose »⁶⁹. C'est pourquoi il est important que l'espace d'expérience reste ouvert et vaste. La crispation de l'un des deux termes correspond sans doute à la crispation de l'autre. Ainsi, Bronislaw Baczko montre que mémoire et utopie se répondent au sein des imaginaires sociaux, et que la mainmise opérée par les totalitarismes sur la mémoire l'est du même coup sur les projets d'avenir⁷⁰. Lorsque ceux-ci réduisent ce passé à une histoire officielle hors de laquelle les historiens ne sont pas autorisés à mener des recherches, ils confinent du même coup l'horizon d'attente à l'utopie d'Etat. Espace d'expérience et horizon d'attente se déploient ainsi de concert, s'ouvrent et se ferment en même temps

Il me semble qu'il est possible de mettre ces deux termes en parallèle avec les notions d'idéologie et d'utopie telles qu'élaborées par Paul Ricoeur. L'idéologie est en quelque sorte le lieu d'où nous partons, les cadres sociaux et culturels à partir desquels chaque individu se représente le monde qui l'entoure et ce qui l'affecte. C'est aussi l'ensemble des traditions, des règles et des institutions qui permettent à un groupe de fonctionner. L'idéologie a donc une fonction intégratrice, elle est au fondement de notre lecture du monde, de notre compréhension des situations auxquelles nous sommes confrontés, mais aussi de notre appartenance à un groupe. C'est à partir d'elle que nous construisons notre action. C'est pourquoi, si les idéologies ont un caractère relatif et sont parfois la source de malentendus - lorsque l'autre, celui qui construit son action à partir

⁶⁷ KOSELLECK, Reinhart, 1990, *Le futur passé*, Paris, éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

⁶⁸ RICOEUR, Paul, 1985, *Temps et récit 3, Le temps raconté*, Paris, Seuil, voir partie II, chapitre 7, « vers une herméneutique de la conscience historique », p 374-433.

⁶⁹ RICOEUR, P., *Temps et récit 3*, p 377.

⁷⁰ BACZKO, B., *Les imaginaires sociaux...*

d'un système de valeurs différent, ne voit pas les choses de la même façon que nous - il n'est pas possible de souhaiter leur disparition. Comment, sans idéologie, donner un sens à ce que nous vivons ? Et P. Ricoeur écrit à ce sujet :

« Mais la mort des idéologies ferait la plus stérile des lucidités. Car un groupe social sans idéologie et sans utopie serait sans projet, sans distance à lui-même et sans représentation de soi. Ce serait une société sans projet global, livrée à une histoire fragmentée en événements tous égaux et donc insignifiants »⁷¹

L'idéologie a un pendant, l'utopie, qui lui ressemble beaucoup : les deux notions ont en commun, selon Ricoeur, leur « non-congruence » avec la réalité. Mais l'utopie déborde légèrement l'idéologie, car tout en étant elle aussi construite à partir des matériaux dont nous disposons, elle s'arrache, ne serait-ce que de façon minime, à l'univers connu, pour proposer une alternative, et agrandir ainsi le champ des possibles. Un peu comme l'horizon d'attente excède toujours l'espace d'expérience. Cependant, tout comme ces deux termes, idéologie et utopie se conditionnent mutuellement. Pour que l'utopie soit possible, il faut que l'idéologie, la tradition évitent la rigidité et s'ouvrent à une certaine forme de dynamique.

En effet, si l'idéologie devient trop forte, trop prégnante, alors elle ne joue plus son rôle de socle, de fondement. Elle ne permet plus à l'utopie de la dépasser ; elle enferme celui qui la porte et limite son action. Elle devient dès lors, selon Paul Ricoeur, une sorte de « cécité au réel »⁷² qui empêche de penser les changements qui interviennent dans la société et se transforme en une série de dogmes. Idéologie et tradition doivent demeurer vivantes et en mouvement tout comme l'utopie. C'est pourquoi pour rouvrir les portes du futur, il faut rouvrir celles du passé. Je vais donc tâcher de saisir en quoi le fait que les habitants des Bauges accordent une grande place à l'utopie dans leur conception du monde influe sur la façon dont ils considèrent le passé et dont ils sont susceptibles de l'utiliser.

Se réapproprier passé et futur ?

Rouvrir le passé...

Si le projet des habitants des Bauges relève de l'utopie dans le sens où ceux-ci se tournent consciemment vers quelque chose qui n'existe pas encore, le moins que l'on puisse dire, c'est que cet avenir nouveau ne leur apparaît pas de façon très précise. Tout d'abord, ils n'en ont pas une vision unique, les uns et les autres élaborant leurs représentations du monde au sein de références bien différentes. Néo-ruraux et agriculteurs, jeunes et personnes âgées n'envisagent certainement pas le devenir du territoire de la même manière. Personne n'est donc à même de proposer pour le futur un modèle susceptible de fédérer l'ensemble des groupes et de leur dicter leur action. Aussi, plutôt que d'un projet consistant en la réalisation d'un programme bien défini, il s'agit en

⁷¹ RICOEUR, Paul, 1986, *Du texte à l'action*, Paris, Seuil, p 360.

⁷² RICOEUR, P., *Du texte à l'action*, p 353.

fait d'attentes plus ou moins claires concernant, par exemple, une évolution de la démocratie locale. Globalement, tous s'accordent à penser qu'il faut faire quelque chose pour permettre aux habitants de participer davantage aux décisions, mais il n'y a pas d'accord sur une revendication commune quant aux structures qui pourraient être mises en place. De la même façon, si tous semblent souhaiter un développement économique du territoire qui lui confère une certaine autonomie, les différents groupes n'envisagent pas de la même façon les formes que celui-ci pourrait prendre. Le projet, si projet il y a, est en élaboration, et procède par tâtonnements. Il s'agit donc plus de profiter des occasions de mettre en place de légers déplacements de la réalité que de promouvoir des changements radicaux.

Le côté expérimental de ce qui se joue est visible pour l'observateur que je suis dans le caractère quelque peu indéterminé des rapports humains sur le territoire. Les personnes sont fréquemment amenées à se rencontrer dans des situations relativement inédites : co-voiturage des enfants, collectif citoyen, tentative de relance des veillées « gromaille » (lors desquelles on casse les noix)... Le plus souvent, mis à part pour les familles locales qui se connaissent entre elles, il ne semble pas exister une manière bien déterminée de se comporter : faut-il se tutoyer, se vouvoyer ? A partir de quel degré de connaissance peut-on s'inviter ? Quel degré de familiarité peut-on avoir lors du repas de la foire avec quelqu'un qui est un voisin plus ou moins proche ? Les règles de sociabilité ne sont pas fixées et s'inventent au fur et à mesure des situations. De la même façon, nous verrons que les parcours par lesquels les uns et les autres peuvent obtenir une légitimité permettant de prendre des responsabilités dans la vie publique locale, que ce soit à l'échelle du village, du canton ou de l'école, sont variés et s'inventent au fur et à mesure des trajectoire individuelles.

Parce que l'horizon d'attente est en construction, en chantier, il projette du même coup ces caractéristiques sur l'espace d'expérience. C'est-à-dire que pour les habitants des Bauges, le passé est nécessairement ouvert et en partie indéterminé. Ils ressentent en effet le besoin d'en utiliser toutes les ressources, d'y puiser librement au fur et à mesure que les situations l'exigent, de se servir de tout l'héritage dont ils disposent pour construire l'avenir. En fait, ils aspirent avant tout à laisser autant de portes ouvertes que possible afin de pouvoir prélever, choisir ce qui, dans leur expérience, peut les aider à trouver des solutions et à déterminer leur action.

Dans le même temps, ils recherchent le moyen de donner un nouveau sens au lien entre le passé et l'avenir, en essayant de rattacher ce qu'ils ont vécu, leur trajectoire antérieure souvent urbaine, mais aussi l'histoire récente du territoire (surtout pour ceux qui l'habitent depuis longtemps), à un avenir dont ils rêvent : un monde rural qui serait le lieu d'une façon de vivre ensemble plus solidaire, dans lequel on prendrait soin de son voisin. C'est pourquoi ils s'appuient sur un très large panel d'expériences : non seulement celle de la vie des régions de montagne d'autrefois, telle qu'elle peut-être mise en valeur par les institutions, mais aussi, nous le verrons, celle des premières tentatives de développement économique et touristique des années 1960, l'aventure des premières associations de néo-ruraux, leur vécu en ville, etc... Tout un ensemble d'épisodes qui font l'objet d'une mémoire vivante, racontée, commentée et enrichie... mais qui n'est pas fixée par la patrimonialisation.

C'est pourquoi j'émet l'hypothèse que les tensions qui se manifestent à propos des politiques patrimoniales n'ont pas pour origine un désaccord sur le fait de célébrer le passé, ni même sur celui de vouloir transmettre des traditions. Ces dernières sont absolument indispensables à la compréhension du monde et à la construction de l'action, et nul ne conteste leur nécessité. Le véritable point d'achoppement se trouve au niveau de la fixation de celles-ci sur le présent. En mettant l'accent sur la conservation dans le temps de paysages qui soient les mêmes que ceux que l'on connaît, ou d'une tome fabriquée de la même façon que la tome actuelle, les opérations de patrimonialisation menées dans le massif s'orientent vers une forme de réduction de l'espace d'expérience sur une version de l'objet choisi, et sacrifient du même coup toutes les autres. Le passé est figé en une histoire unilinéaire et univoque, au lieu de receler des histoires multiples pouvant apparaître et disparaître selon les circonstances.

Or, même si cela peut paraître paradoxal, pour construire avenir, il faut avant tout conserver le passé ouvert, comme l'affirme Paul Ricoeur :

« Il faut d'autre part résister au rétrécissement de l'espace d'expérience. Pour cela, il faut lutter contre la tendance à ne considérer le passé que sous l'angle de l'achevé, de l'inchangeable, du révolu. Il faut rouvrir le passé, raviver en lui des potentialités inaccomplies, empêchées, voire massacrées. Bref, à l'encontre de l'adage qui veut que l'avenir soit à tous égards ouvert et contingent et le passé univoquement clos et nécessaire, il faut rendre nos attentes plus déterminées et notre expérience plus indéterminée. Or, ce sont là les deux faces d'une même tâche : car seules les attentes déterminées peuvent avoir sur le passé l'effet rétroactif de le révéler comme *tradition vivante*. »⁷³

L'idée qu'une certaine forme de conservation puisse finalement rétrécir l'espace d'expérience peut être rapprochée du travail critique mené par différents chercheurs au sujet de la sacralisation du passé qui semble parfois marquer ces temps de commémoration effrénée. Tzvetan Todorov rappelle dans *Les abus de la mémoire*⁷⁴ que le passé est fait pour être discuté, comparé. Il évoque le cas particulier de la mémoire de la Shoah. Partant du constat que certains groupes tendent à s'ériger en « gardiens de la mémoire » et veulent interdire, au nom du caractère unique de l'évènement, tout débat à propos de ce dernier, il plaide pour le droit, et même le devoir de comparer. Au nom de quoi, en effet, prétendre qu'un évènement est unique dans son ampleur, si on ne l'a pas rapproché d'autres épisodes avec lesquels il présente des similitudes ? D'autre part, à quoi sert la mémoire si la connaissance du passé ne nous permet pas d'agir aujourd'hui de façon plus sûre, aidés par l'expérience ? Or, si le passé se révèle incommensurable, qu'il ne peut être mis en relation avec le présent, il n'y a pas de « leçons de l'histoire ». Et si le souvenir de la barbarie passée n'est pas une arme pour lutter contre la barbarie présente, quand bien même celle-ci ne serait pas de même ampleur, alors son existence même a quelque chose d'absurde. Tzvetan Todorov évoque parmi d'autres l'exemple de David Rousset, qui ne se contenta pas d'écrire des livres sur son expérience du système

⁷³ RICOEUR, P., *Temps et récit 3*, p 390.

⁷⁴ TODOROV, Tzvetan, 1995, *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa,

concentrationnaire à Dachau mais invita tous les anciens déportés à prendre en main l'enquête sur l'existence de camps soviétiques. Il exprimait ainsi l'idée que leur expérience involontaire de victimes devait les conduire non pas à se refermer sur eux mêmes et sur leur mémoire, mais à agir dans le présent pour les autres, les victimes actuelles.

Le passé, d'une certaine manière, est fait pour être utilisé, et, pourquoi pas, instrumentalisé. Il doit pour cela demeurer accessible à l'ensemble de la société et ne pas faire l'objet d'une appropriation par un groupe, quelles que soient les souffrances que celui-ci ait pu connaître. Par ailleurs, il n'est pas de domaine sacré sur lequel les historiens ne pourraient pas travailler et poser des questions. La sacralisation du passé, en le rendant du même coup inutilisable, participe elle aussi au rétrécissement de l'espace d'expérience et au repli sur le présent.

Aussi, il me semble possible que les tensions autour des projets patrimoniaux puissent finalement être expliquées au moins en partie par une réaction des groupes sociaux face à la réduction de l'espace d'expérience. Les habitants chercheraient en définitive à empêcher la fermeture du passé sur une histoire établie, close, terminée et à conserver au contraire à celui-ci son caractère ouvert et multiple, permettant diverses lectures et interprétations.

... pour rouvrir l'avenir.

Et s'il faut rouvrir le passé, c'est pour conserver à l'avenir toutes ses potentialités. Nous avons vu que le régime d'historicité présentiste pouvait conduire à n'envisager l'avenir que comme une perpétuation du présent. De toute évidence, l'horizon d'attente n'est pas très large dans cette perspective. Le chemin paraît tout tracé vers un futur sans surprise, puisqu'il sera le même que le présent.

Or, admettre que le passé ne soit pas fini mais sans cesse en chantier, c'est aussi admettre que dans l'avenir, on ne s'intéressera pas forcément aux mêmes aspects de celui-ci et on n'en conservera pas forcément les mêmes souvenirs.

Ce qui m'amène à formuler une autre critique de l'aspect conservatif, fixatif, de certaines opérations patrimoniales. Celles-ci ne se contentent pas de tenir un discours sur le passé : elles tentent aussi d'imposer sa perpétuation aux générations futures, en organisant la conservation de tel ou tel signe porteur de ce discours : monument, produit, savoir-faire... C'est-à-dire que ces processus de patrimonialisation non seulement proclament la volonté des hommes du présent de conserver tel ou tel objet, mais tendent encore à prolonger cette volonté à l'infini. Le monument historique est là encore un bon exemple. L'accession au rang de monument historique s'accompagne d'un impératif consacré par la loi à destination des générations futures : « vous conserverez ce monument ». De même, l'élaboration d'un cahier des charges précis pour la fabrication d'un produit alimentaire consiste à décider non seulement que le produit doit être aujourd'hui fabriqué d'une certaine façon, mais encore que, dans le futur, il continuera à l'être ainsi.

Or, pour en revenir aux processus mémoriels, s'il est possible de dire aujourd'hui « je me souviens », il est beaucoup plus problématique d'affirmer que les générations suivantes conserveront le souvenir. Paul Ricoeur s'élève ainsi contre le « devoir de mémoire » expression souvent employée ces dernières années, et rappelle les dangers

de la « mémoire obligée ».

« (...) je veux dire combien il importe de ne pas tomber dans le piège du devoir de mémoire. Pourquoi ? Parce que le mot devoir prétend introduire un impératif, un commandement, là où il n'y a à l'origine qu'une exhortation dans le cadre de la filiation, le long du fil des générations « tu raconteras à ton fils... ». Ensuite, parce qu'on ne met pas au futur une entreprise de remémoration, donc de rétrospection, sans faire violence à l'exercice même de l'anamnèse, risquons le mot, sans une pointe de manipulation. »⁷⁵

D'une certaine façon, s'il est nécessaire de mettre en valeur certains épisodes du passé, nous ne pouvons espérer obliger nos descendants à reprendre à leur compte la sélection que nous avons opérée. Nous pouvons seulement nous contenter d'espérer qu'ils le feront et nous efforcer de leur transmettre ce souhait. Mais nous devons leur laisser la liberté d'interroger le passé comme bon leur semble. Et il est probable qu'ils auront d'autres centres d'intérêt qui les conduiront se pencher sur d'autres épisodes que ceux qui nous ont mobilisés. Ils utiliseront le passé en fonction des événements auxquels ils seront confrontés, pour y puiser des ressources qui les aideront à définir leur action.

Rouvrir le passé, c'est donc affirmer une volonté que l'avenir puisse être autre. Dans le cas des Bauges, nous allons voir que les institutions qui patrimonialisent n'acceptent pas toujours de bonne grâce que le passé puisse faire l'objet de débats, de réévaluations. En effet, elles s'appuient sur une politique dont l'un des fondements semble être l'idée que le monde rural doit demeurer égal à ce qu'il est, au moins en apparence. Pour nombre des aménageurs et décideurs du monde rural, l'aspect authentique, voire archaïque des territoires ruraux est ce qui attire touristes et visiteurs, donc ce qui permet à ces territoires de survivre. Paysages, mais aussi traditions et modes de vie des Bauges sont considérés comme un capital qu'il s'agit de ne pas écorner. C'est-à-dire que ceux qui fabriquent le patrimoine ne considèrent pas d'abord ce territoire comme un lieu à construire et où doivent intervenir à plus ou moins long terme divers changements. Ce qui est entrepris est d'abord et avant tout une préservation de ce qui est, et l'attention se focalise entièrement sur le présent. C'est pourquoi, le passé qui est mis en valeur a avant tout pour but de légitimer le présent, d'en donner une vision harmonieuse et satisfaisante. Il s'agit pour cela de mettre l'accent sur ce qui ne recèle pas de contradiction et ne suscite pas de conflit. Donc sur des épisodes du passé qui ne prêtent pas à controverse et s'avèrent propres à rassembler. Les thèmes moins consensuels ont dès lors tendance à être abandonnés dans un oubli discret. C'est par exemple le cas des conflits qui ont entouré la naissance de la réserve de faune et de flore d'Ecole, ou des luttes qui ont opposé moines et communautés paysannes à propos des alpages.

Pourtant, le travail sur ces conflits serait peut-être un bon point de départ pour réfléchir aux questions qui se posent aujourd'hui et aux choix qui sont à effectuer. L'analyse des tensions d'autrefois pourrait permettre de dépasser les tensions actuelles, ou du moins, de les rendre constructives. En niant, ou du moins en ignorant l'existence de celles-ci dans le passé, on occulte du même coup celles du présent et l'on procède comme si tout était résolu. Pourtant, d'importantes questions demeurent quant au mode

⁷⁵ RICOEUR, Paul, 2000, « L'écriture de l'histoire et la représentation du passé », Annales HSS, juillet-août 2000, n° 4, pp 731-747, p 735-736.

de développement et aux règles du vivre ensemble qu'il convient d'instaurer. Fermeture du passé et fermeture de l'avenir se répondent. Pour pouvoir se vivre comme les acteurs d'un monde en construction, comme partie prenante d'une dynamique, les différents groupes d'habitants ont besoin de s'appuyer sur un passé qui comporte lui aussi des incertitudes et des interrogations.

Les objets du patrimoine constituent donc l'un des discours de la mémoire qui s'exprime dans l'espace public. Mais ce discours, lorsqu'il se veut en même temps fixation et conservation, peut être le signe d'un certain rapport au temps, le présentisme. Et ce qui pose alors question n'est pas la mise en scène du passé dans l'espace public : toute société traduit dans l'espace public ses mythes, ses valeurs et ses aspirations. Le problème réside plutôt dans la façon dont ce type de discours a tendance à figer passé et avenir dans un moule constitué par le présent, comme s'il était possible de stopper le mouvement par lequel les groupes sociaux recomposent sans cesse leur passé au fur et à mesure des événements.

Je vais essayer, au travers des conflits entourant le patrimoine de montrer en quoi une remise en cause du présentisme et une réhabilitation d'une forme d'utopie me semblent être à l'oeuvre dans le monde rural. Je défendrai la thèse que pour les groupes sociaux en présence dans les Bauges, l'analyse à partir du présent ne suffit plus, et qu'ils ont besoin d'un autre passé pour inventer un autre avenir.

Je propose donc de lire le conflit autour du patrimoine en Bauges comme le signe d'une dynamique sociale à l'oeuvre et de l'émergence d'un nouveau rapport au temps. Il est intéressant de constater que c'est dans un territoire comme celui des Bauges, à la croisée entre une réputation d'archaïsme - nous le verrons, savamment entretenue par certains - et le désir de fonder une nouvelle société que le présentisme semble montrer ses limites.

Chapitre III. Vivre en Bauges, Territoire, société, institutions

Pour bien comprendre ce qui se joue dans les tensions qui agitent aujourd'hui le canton du Châtelard, mettant en scène représentants des institutions, élus, habitants, responsables associatifs, il convient de prendre en compte la diversité des acteurs en présence, et de s'interroger sur ce que signifie pour eux l'espace dans lequel ils vivent.

Le monde rural dans son ensemble a subi depuis près de deux siècles de profondes mutations qui se poursuivent actuellement. L'économie paysanne traditionnelle a périclité. L'exode rural d'abord lent s'est accentué jusqu'à devenir le phénomène le plus marquant de l'après-guerre ⁷⁶, entraînant un bouleversement non seulement du mode de vie des habitants restants, mais aussi des paysages et des représentations des espaces ruraux. Considérées comme porteuses d'une forme d'archaïsme, de contraintes sociales, d'un mode de vie ancien et dépassé, les campagnes étaient alors un véritable repoussoir pour les jeunes générations. Elles semblaient représenter l'antithèse de la liberté rêvée que faisaient miroiter les grandes villes.

Puis, à partir de la fin des années 1970, la tendance s'est retournée d'abord imperceptiblement, puis de façon de plus en plus visible. Les campagnes se sont révélées

⁷⁶ L'historien Eric Hobsbawm écrit ainsi dans *L'Âge des extrêmes* : « Le changement social le plus spectaculaire et le plus lourd de conséquences de la seconde moitié de ce siècle, celui qui nous coupe à jamais du passé, c'est la mort de la paysannerie » : HOBBSAWM, E., *L'Âge des extrêmes...*, p 382.

à nouveau attractives. En quelques dizaines d'années, certaines d'entre elles sont passées d'un extrême à l'autre, quittant leur statut d'espace désertés, dédaignés, fuis par les jeunes, pour devenir des espaces convoités, lieu de destination d'un « exode urbain ».

L'image du monde rural est ainsi devenue plus positive. Les représentations de celui-ci comme lieu d'une forme d'oppression de l'individu, qui s'y trouverait soumis à une espèce de totalitarisme du collectif, se sont estompées. Pour les générations d'aujourd'hui, la campagne, peut-être parce qu'elle est d'abord pour de nombreux citadins le lieu des vacances, est celui de la liberté⁷⁷.

De nouvelles populations sont arrivées. Pour celles-ci, vivre dans ce monde, loin d'être une fatalité, est un choix qu'elles renouvellent au fil du temps. La société rurale est devenue multiple et complexe. Elle est marquée par la mobilité. Les ancrages et référents spatiaux s'individualisent, des cultures différentes entrent en contact. La cohabitation n'est d'ailleurs pas toujours facile, et diverses lignes de fracture se dessinent.

Quels sont les rapports à l'espace des individus issus des différents groupes ? Comment se joue le jeu des appartenances, lorsque rien, au départ, ne nous lie à un territoire ? Comment les uns et les autres se positionnent, négocient pour acquérir une place dans la société locale ? Quels sont les institutions au sein desquelles sont prises les décisions concernant l'aménagement du territoire ? Comment l'action du Parc naturel régional est elle perçue ? Autant de questions auxquelles je tenterai de répondre dans cette partie.

Je m'efforcerai d'abord de mieux cerner les notions de territoire et de territorialité. Ce n'est pas chose facile, tant sont multiples les sens attachés à ces mots. Le problème qui se pose est celui de la pertinence de ces notions pour traiter la réalité contemporaine. Le territoire est-il aujourd'hui moribond, définitivement déstructuré par la mobilité grandissante et les réseaux dans lesquels chaque individu est désormais inscrit, ou connaît-il au contraire un regain d'attachement ?

Je montrerai ensuite comment en Bauges le lien au territoire construit par l'économie traditionnelle s'est peu à peu vidé de sa substance, avant de faire place à de nouvelles formes d'attachement. Je commenterai les discours qui ont accompagné l'émergence d'une nouvelle représentation du territoire contenant en germe la création d'un « territoire de projet », le Parc naturel régional.

Puis je me pencherai sur le caractère multi-culturel de la population des Bauges, en rappelant que tous ne vivent pas le territoire de la même manière. Les lieux et les temps de l'attachement en sont pas les mêmes.

Enfin, je reviendrai sur l'émergence du Parc naturel régional, la création territoriale et institutionnelle la plus récente, afin de rappeler quels sont les groupes qui ont porté ce projet, et quels étaient ceux qui exprimaient le plus de réticences à son égard, et pour tenter de comprendre pourquoi un projet qui faisait l'objet de grandes attentes s'est mué pour beaucoup en sujet de déception.

⁷⁷ HERVIEU, B. et VIARD, J., *Au bonheur des campagnes*.

1. Territoire, territoires

L'une des principales « entrées » de ce travail est sans aucun doute la notion de territoire. En effet, en choisissant comme terrain d'étude une zone rurale de montagne, je posais implicitement la question du rapport que les habitants de cet espace entretiennent avec ce dernier. La population étudiée, très diverse dans ses origines et sa culture, est avant tout réunie par le fait qu'elle cohabite dans un même lieu. Cela suffit-il cependant à en faire un groupe social, des membres duquel on pourrait dire qu'ils ont un commun un territoire, c'est-à-dire qu'ils partagent une façon de vivre l'espace et de le parcourir, mais aussi un certain rapport au temps ? A l'ère de la mobilité généralisée, quel rôle jouent dans la vie de ces hommes et de ces femmes les lieux dans lesquels ils habitent, et où un certain nombre d'entre eux ont élu domicile après diverses pérégrinations ?

En faisant le choix d'une étude de terrain localisée dans un massif montagneux, je ne souhaitais cependant pas me livrer à une monographie traditionnelle d'un territoire précisément délimité. Le principe de la monographie, qui fut très en vogue au début du XX^{ème} siècle, consistait en effet à étudier de la façon la plus exhaustive possible un espace doté de frontières bien précises - territoire d'une commune, d'un canton -, en additionnant les données géologiques, géographiques, historiques, sociologiques. L'auteur postulait ainsi implicitement que le territoire étudié était porteur d'une unité sous-jacente, et une tradition bien française le portait souvent du côté d'un certain déterminisme géographique. Dans cette logique, le territoire était fondé par la géologie, qui conférait ses caractéristiques au milieu naturel, influençant ainsi l'économie et en dernier ressort le groupe humain qui l'habitait. La pratique de ce type d'études a longtemps perduré dans les sciences sociales, avec peut-être une vigueur toute particulière chez les ethnologues pour qui le terrain a longtemps été avant tout un lieu réputé plus ou moins clos : le village indigène ou sa région.

Si le principe du travail approfondi sur une réalité locale ne manque pas d'intérêt, il a trop souvent conduit à étudier des systèmes sociaux comme s'ils étaient des entités fermées, imperméables aux influences extérieures, et comme si leurs frontières, loin de n'être que des constructions, constituaient d'intangibles vérités. Or, de ce point de vue, mon terrain est un peu particulier dans la mesure où il est désigné par un nom de lieu - « Les Bauges » - qui comporte, nous l'avons vu, un certain flou. Or, je me refuse à en fixer les frontières. En effet, même si mon travail se fonde sur une étude du canton du Châtelard, je ne traite pas ce dernier comme une réalité incontestable et pré-existante à sa production par ses groupes sociaux. Au contraire, je montre dans ce travail la multiplicité des constructions territoriales qui se superposent au sein de l'espace étudié : vallée des Bauges, massif des Bauges, PNR du Massif des Bauges, terroir de la tome des Bauges, etc. Je m'appuie certes sur ma connaissance des réseaux dans le canton du Châtelard pour proposer une analyse de la situation. Cependant, je ne souhaite pas considérer les personnes qui y vivent seulement en tant qu'habitants de ce territoire, comme si celui-ci était leur unique référence spatiale. En réalité, celles-ci sont souvent caractérisées par la

multiplicité de leurs attachements dans le temps et dans l'espace. Certaines sont par exemple venues de telle ville, plus ou moins lointaine, et y ont parfois encore des liens, ou descendent chaque jour travailler dans l'agglomération voisine. D'autres vivent une partie de leur quotidien à l'échelle du canton, mais font aussi partie de groupements professionnels à l'échelle du Parc. Le territoire n'est pas une donnée a priori de mon étude, mais il est une des notions que je souhaite interroger. A quelle(s) territorialité(s) se rattachent les habitants du canton du Châtelard ? Que signifie pour eux le territoire du Parc ? Le massif des Bauges ? Les quatorze communes du canton ?

Nous allons commencer par revenir sur le concept de territoire qui se caractérise par sa polysémie. Ce terme désigne-t-il une forme ancienne et dépassée de rapport à l'espace ou a-t-il encore une pertinence aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation et de la montée des mobilités ? Nous verrons ensuite pourquoi le mot territoire prend une résonance particulière lorsqu'on le rattache au monde rural et quelles sont les caractéristiques des territoires d'aujourd'hui.

Le territoire, un mot aux multiples sens

Définir le terme territoire n'est pas chose facile, tant celui-ci se caractérise par la multiplicité des sens qui lui sont attachés. Les ouvrages qui lui sont consacrés suffiraient à remplir une bibliothèque et son étude passionne les chercheurs en sciences humaines, parmi lesquels on peut notamment citer les ethnologues et les géographes.

Le mot territoire évoque les rapports particuliers qu'un groupe humain entretient avec un espace déterminé. Mais ceci étant dit, son sens est très large, et comme le soulignent Pierre Alphandéry et Martine Bergue⁷⁸, il peut être envisagé selon deux perspectives. « La première, écrivent-ils, renvoie aux cadres liés à l'action publique et à la représentation politique ». Le territoire peut alors être défini comme le lieu où s'exercent un pouvoir et des compétences en termes d'aménagement. Il est délimité par des frontières précises. A cet axe peuvent être rattachés des territoires tels que celui du canton du Châtelard, ou celui du Parc naturel régional, et plus généralement l'ensemble des créations territoriales récemment intervenues dans le monde rural français.

L'autre perspective est celle dans laquelle le territoire est plus flou, moins institutionnalisé. « Il recouvre les diverses formes de rapport à l'espace que les individus et les groupes sociaux ne cessent de produire et de transformer dans le cadre de leurs relations sociales »⁷⁹. Cette fois, point de frontières précises, mais plutôt un cœur et des marges ou des extensions diverses. Ainsi « les Bauges », entendues comme la « vallée des Bauges », sont le territoire de référence de nombreuses pratiques. Le terme renvoie à un groupe. La meilleure preuve en est son utilisation dans les conversations pour désigner ce que l'on pourrait appeler la « société baujue » : « *Toutes les Bauges vont se moquer de lui* ».

⁷⁸ ALPHANDÉRY, Pierre et BERGUES, Martine, 2004, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot », *Ethnologie Française : Territoires en questions*, PUF, n° 1, janv-mars 2004, pp. 5-12, p 5.

⁷⁹ Ibidem.

Les deux axes s'imbriquent cependant le plus souvent. La territorialité vécue vient se superposer aux frontières administratives, par exemple parce que celles-ci correspondent à un découpage très ancien, et qu'elles ont des conséquences concrètes sur les pratiques des individus. Par exemple, dans le canton du Châtelard, les habitants sont administrativement rattachés à la perception du Châtelard pour l'ensemble des impôts. Ce village fait par ailleurs figure de bourg depuis très longtemps. Traditionnellement, les notables y résidaient et l'on y trouvait de nombreux commerces. Aujourd'hui, son rôle de capitale continue de s'affirmer avec la présence du seul petit supermarché du canton, du vétérinaire, de la pharmacie, du collège, de la halte-garderie, et du siège du Parc. Par conséquent, le territoire administratif - le canton - correspond à un territoire vécu : le Châtelard occupe une place particulière dans les pratiques quotidiennes des habitants de l'ensemble du canton, qui se trouvent liés par leur fréquentation plus ou moins régulière de ce village et de ses services, et par l'intégration de ce dernier dans leurs représentations de l'espace. Autre exemple de la superposition des frontières administratives et des pratiques, la limite départementale avec la Haute-Savoie demeure importante dans le vécu des habitants des Bauges. S'ils fréquentent Annecy en tant que pôle urbain, les villages situés de l'autre côté de la frontière départementale leur sont par contre étrangers. Ils s'arrêtent parfois à la boulangerie au passage, mais n'en connaissent pas les habitants.

D'autre part, les créations territoriales contemporaines (PNR, Pays, Contrats Globaux de Développement) ambitionnent de correspondre à des espaces pratiqués par leurs habitants, qui font sens pour eux. Le territoire vécu peut ainsi déboucher sur la création d'un territoire administratif.

La façon dont les individus et les groupes construisent leur rapport à l'espace entre objectivité et subjectivité a été étudiée par de nombreux géographes. Armand Frémont publie ainsi en 1976 *La région, espace vécu*, dans lequel il montre que l'espace vécu par les individus varie en fonction de leur âge, de leurs pratiques, et de certaines données psychologiques. Il met en évidence le rôle important de l'économie dans la structuration de l'espace. Plus récemment Guy Di Méo introduit le concept de « formations socio-spatiales ». Celles-ci, loin d'être closes et cloisonnées « se définissent beaucoup plus par leur coeur que par leurs franges »⁸⁰. Chaque individu possède une métastructure socio-spatiale, qui ne se présente pas comme un espace clos, mais comme un ensemble de lieux, qui comprend les lieux fréquentés de façon plus ou moins régulière, mais aussi ceux que la personne se représente de façon plus ou moins précise, voire qu'elle imagine. Cette métastructure évolue bien sûr au cours de l'existence de chaque personne. Des modifications apparaissent en fonction de changements économiques ou politiques - par exemple, la zone dans laquelle vit l'individu entre dans l'aire d'influence d'une grande ville -, mais aussi de changements qui l'affectent personnellement - changement de travail, départ à la retraite, mariage... Pour Guy Di Méo, « le véritable lieu de la géographie sociale se trouve sans doute dans le rapport dialectique qui se tend entre ces deux catégories d'espace, objectivé et représenté, institutionnalisé et vécu »⁸¹.

⁸⁰ DI MEO, Guy, 1991, *L'homme, la société, l'espace, Anthropos, Economica*, Paris, Partie III : « les formations socio-spatiales ».

Plus ou moins objectivé, plus ou moins imaginé, le territoire apparaît comme un média dans nos relations avec le ou les groupes sociaux dont nous nous considérons comme membres mais aussi avec ceux qui nous apparaissent comme étrangers. C'est-à-dire que le territoire est l'expression spatiale de nos relations à l'autre. Claude Raffestin postulait que la territorialité était d'abord une relation à l'altérité⁸². Michel Marié rappelle quant à lui qu'il est le « lieu où s'opère une forme de rapport particulier entre l'indigène et l'étranger, entre le local et l'universel, entre le local et la modernité⁸³ ».

Le territoire en voie de disparition ?

Cependant, s'il paraît inévitable que nous inscrivions dans l'espace nos rapports sociaux, le territoire demeure-t-il vraiment un concept pertinent pour les sciences sociales contemporaines ?

La question mérite d'être posée et l'a déjà été à de nombreuses reprises. A l'heure de la globalisation, marquée par un mobilité grandissante, alors qu'il est de moins en moins rare de parcourir chaque jour plusieurs centaines de kilomètres, que peut bien signifier encore l'ancrage aux lieux ? Les années 1990 ont ainsi vu naître une interrogation sur la possible « fin des territoires »⁸⁴. Christine Chivallon, notamment, s'est interrogée sur la question, en commençant par mettre en évidence la confusion des termes⁸⁵. En effet, selon elle, le territoire peut-être entendu de deux façons. Soit ce concept permet de penser l'inévitable inscription dans l'espace d'un groupe social et de ses rapports à autrui, c'est-à-dire qu'il sert à désigner « un espace pensé, signifié informé par l'expérience humaine »⁸⁶, à la différence d'un espace supposé indépendant des cadres conceptuels, et qui est pour elle l'« espace anthropologique ». Dans ce cas, le territoire n'est nullement en voie de disparition. Soit le terme désigne un type d'espace beaucoup plus spécifique qui intègre une dimension temporelle. « Il s'agirait alors de reconnaître des espaces socialisés passés par l'épreuve du temps, chargés d'histoire, impliqués dans la longévité du groupe social et dans la permanence des constituants de son identité »⁸⁷. Et c'est plutôt ce type de territoire qui est en crise, ou du moins en recomposition.

⁸¹ DI MEO, G., *L'homme, la société...*, p 174.

⁸² RAFFESTIN, Claude, 1977, « Paysage et territorialité », *Cahiers de géographie du Québec*, vol 21, n° 53-64, sept-déc 1977.

⁸³ MARIE, Michel, 2004, « L'anthropologue et ses territoires » in : *Ethnologie française, Territoires en questions*, pp. 89-96, p 89.

⁸⁴ Tel était le titre de l'ouvrage du politologue Bertrand Badié : BADIÉ, Bertrand, 1995, *La fin des territoires : essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.

⁸⁵ CHIVALLON, Christine, 1999, « Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre ? », *Géographie et culture* n° 31, pp. 127-138.

⁸⁶ André Mary, cité par Christine CHIVALLON, *ibidem*, p 129.

⁸⁷ *ibidem*, p 130.

Les ethnologues ont usé et abusé de ce postulat d'un territoire totalisant durant de longues années. La proximité des termes terrain et territoire ne doit rien au hasard. Longtemps, les ethnologues ont tenté de faire coïncider leur terrain avec un territoire aux limites bien définies, qui aurait été en quelque sorte une projection spatiale de la communauté sur laquelle ils travaillaient. Le « fantasme de l'île » est infiniment dangereux pour l'ethnologue, car, comme le montre Marc Augé, il est partagé par les membres des ensembles sociaux étudiés. Le rêve de tout groupe spatialement constitué est selon lui celui « d'une société ancrée depuis des temps immémoriaux dans la pérennité d'un terroir inentamé au-delà duquel rien n'est plus véritablement pensable. », celui d'« un monde clos fondé une fois pour toutes, qui n'a pas, à proprement parler à être connu. »⁸⁸ Le risque est fort de voir se créer une inconsciente complicité entre rêve indigène et fantasme d'ethnologue. L'un et l'autre sont trop heureux de s'assurer mutuellement de la réalité de leurs désirs.

Transposé dans le cadre des travaux sur le monde rural, l'île devient le village, traité comme une communauté fermée ayant ses rites et sa logique propre, ou le « pays » traditionnel, que l'on suppose strictement délimité par des barrières géographiques (changement de relief, de climat, frontières « naturelles »). On perçoit bien derrière cette délimitation l'ambition de saisir une société dans sa totalité, comme un ensemble qui fonctionne de façon autonome.

Or non seulement ce fantasme du territoire clos a été critiqué et remis en question, mais il semble particulièrement inadapté à la réalité contemporaine. A l'heure où tout un progrès technique (téléphones cellulaires, ordinateurs portables, internet...) nous permet de nous affranchir des distances, mais aussi des différents groupes dont nous pouvons faire partie, le territoire, entendu comme l'ancrage d'une communauté fondée sur le local a-t-il encore un sens ?

Marc Augé analyse la montée des *non-lieux* dans lesquels nous passons une part grandissante de nos vies⁸⁹. Face aux lieux traditionnels, qu'il qualifie d'historiques, d'identitaires et de relationnels, il met en évidence l'apparition de toute une catégorie d'espaces remarquables par leur caractère interchangeable. Il s'agit de tous ces espaces rigoureusement neutres, dans lesquels chacun est de passage et ne demeure qu'un temps déterminé, des espaces qui ne sont marqués d'aucune caractéristique susceptible de les singulariser : sièges des trains ou des avions, distributeurs automatiques de billets, grands centres commerciaux, etc. Chacun se crée dans ces espaces une petite bulle temporaire, le temps d'un voyage ou d'un achat. Les relations que l'on peut nouer avec ceux que l'on côtoie dans ces espaces sont marquées par l'éphémère. L'individu y est réduit à lui-même, hors des différents réseaux dans lesquels il est inséré.

Et l'une des caractéristiques principales de notre monde contemporain est justement la montée en puissance de l'individu. Le téléphone portable, que chacun emporte désormais avec lui où qu'il se trouve est un des symptômes les plus marquants de cette évolution. Le téléphone fixe, familial, ou la boîte aux lettres située dans la rue où l'on

⁸⁸ AUGÉ, Marc, 1992, *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, p 59.

⁸⁹ AUGÉ, M., *Non-lieux...*

habite sont désormais supplantés par le téléphone individuel et la boîte e-mail, qui sont susceptibles de délivrer des informations à la seule personne qui en détient les codes, ou qu'elle se trouve dans le monde. Chacun devient indépendant des groupes qui autrefois lui délivraient les informations, mais lui donnaient aussi un cadre dans lequel les comprendre et y réagir. « Dans les sociétés occidentales au moins, analyse Marc Augé, l'individu se veut un monde. Il entend interpréter par et pour lui-même les informations qui lui sont délivrées. »⁹⁰ Les grands systèmes d'interprétation - religion, idéologie - qui donnaient un sens à l'histoire et au présent ont tendance à disparaître⁹¹.

Le territoire semble bel et bien en voie de disparition, détrôné par les flux et les réseaux dans lesquels s'insèrent désormais les individus. Manuel Castells analyse cette tendance dans son ouvrage *La société en réseaux*⁹², dans lequel il affirme que le flux est désormais la forme spatiale dominante : flux de capitaux, d'informations, de technologie, d'images et de symboles. Le territoire identitaire, lieu de référence pour l'individu qui se définissait auparavant en grande partie par son origine géographique semble dès lors s'étioler. Et en effet, l'imbrication des individus dans des réseaux qui les arrachent au lieu est assez évidente dans le cas des Bauges, du moins en ce qui concerne les néo-ruraux. Ceux-ci se jouent en effet bien souvent des distances, et vivent toute une part de leur quotidien hors du territoire, de façon réelle ou virtuelle. L'exemple le plus courant est sans doute celui de ceux qui travaillent dans l'une des villes voisines et effectuent quotidiennement le trajet. Mais on peut aussi citer le cinéaste local qui passe la moitié de la semaine à Paris ; le dirigeant d'une PME située à Jarsy et fabriquant des maquettes, qui vend ses productions dans toute la France ainsi que dans les pays voisins, et qui explique s'être installé dans les Bauges après avoir prospecté les marchés et constaté que la région était un véritable carrefour ; le consultant vivant à Ecole qui passe la moitié de son temps de travail en déplacement et l'autre moitié chez lui, à travailler sur son ordinateur ; le propriétaire et gérant d'un gîte d'Aillon-le-Jeune qui est en même temps chargé de cours à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon.

Si les rapports sociaux s'inscrivent désormais dans l'espace sous forme de flux et de réseaux, le territoire « à l'ancienne », lieu d'une certaine continuité, d'une mémoire partagée, existe-t-il encore ? On voit bien au travers de ces exemples de quelle façon l'espace vécu par chacun s'individualise, et se calque de moins en moins sur l'espace d'un seul groupe. Aussi, si l'on entend par territoire le lieu de référence exclusif d'un groupe social, dans lequel ses membres sont enracinés depuis des temps immémoriaux, la réponse est claire : mis à part dans les souvenirs de certains des plus âgés de nos agriculteurs, ce type d'espace a disparu de nos campagnes.

Territoires d'aujourd'hui

⁹⁰ AUGÉ, M., *Non lieux...*, p 51.

⁹¹ LYOTARD, J-F., *La condition postmoderne*.

⁹² CASTELLS, Manuel, 1998, *La société en réseaux*, T 1, *L'ère de l'information*, Paris, Fayard.

Pourtant, chacun peut constater le paradoxe : alors que le territoire semble voué à disparaître, ses invocations comme l'indispensable lieu d'ancrage d'une communauté se multiplient. Si cela semble procéder pour une part d'une forme de nostalgie, il n'en demeure pas moins que de nouvelles entités territoriales apparaissent sans cesse, qui se proclament fondées sur des données historiques et culturelles. Une certaine effervescence en matière de création territoriale semble avoir saisi notre pays pendant les dernières années du XXème siècle. Les nouveaux dispositifs : pays, Contrats Globaux de Développement ou intercommunalités font recette, et la fédération des PNR enregistre chaque année de nouvelles candidatures. Chaque région rurale semble vouloir son territoire. Celui-ci est d'ailleurs parfois présenté comme un remède à tous les maux du monde rural. Le développement local y apparaît désormais comme le modèle de développement économique par excellence. Celui-ci s'appuie sur l'idée que l'espace géographique n'est pas un support homogène pour les activités économiques. Des données historiques, sociales, culturelles propres à chaque lieu entrent aussi en compte et il s'agit de les utiliser au mieux pour asseoir l'essor économique du pays⁹³. On assiste donc à un regain d'intérêt pour les cultures locales, qui a pour conséquence l'essor d'une certaine forme de tourisme. La vague de patrimonialisation qui accompagne ce mouvement témoigne du besoin d'ancrer ces territoires dans la durée et de leur donner une image qui leur soit propre.

Mais ce mouvement au niveau politique et institutionnel est-il le reflet de pratiques concrètes et d'un attachement réel des habitants au territoires ? Je serais tentée de répondre par l'affirmative, même si le territoire de rattachement des groupes sociaux ne correspond pas forcément au territoire institutionnalisé. Il me semble que comme le postule Guy Di Méo, deux formes de territorialité se superposent désormais, l'une nomade, en réseau, et l'autre sédentaire, fondée sur des lieux d'élection⁹⁴. Dans la vallée des Bauges, les néo-ruraux que j'ai évoqués ont beau faire partie de réseaux régionaux, voire nationaux, ils ne s'en investissent pas moins dans d'autres réseaux, typiquement locaux ceux-là, en participant aux manifestations festives baujues, en soutenant les associations, en se rendant aux événements culturels. Quant aux ruraux « de souche », même si une partie de leur famille habite désormais loin du massif, même s'ils occupent des emplois à l'extérieur et font leurs courses dans les supermarchés de la plaine, ils n'en conservent pas moins l'attachement au lieu parmi leurs références principales.

Cette volonté d'un lien fort au territoire relèverait-elle d'une forme de nostalgie pour un monde disparu ? Il est possible de le croire, d'autant que la notion de territoire semble rencontrer un écho tout particulier lorsqu'on la rapproche du monde rural.

Il n'est pas besoin de longues recherches pour se rendre compte que nous fantasmons largement sur la France des campagnes, celle d'autrefois, avec ses villages

⁹³ Voir à ce sujet GERBAUX, Françoise, 1999, (sous la direction de), *Utopie pour le territoire, cohérence ou complexité ?*, La Tour d'Aigues, l'Aube.

⁹⁴ DI MEO, Guy, 1996, « production des identités et attachement au lieu », in LAMY, Yvon (sous la direction de), *L'alchimie du patrimoine, Discours et politiques*, Talence, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, pp. 247-276, p 247.

et ses terroirs bien en ordre autour des clochers, entretenus par une communauté que l'on suppose harmonieuse. La prolifération en ville de magasins vendant des meubles ou des objets d'un style qu'on pourrait qualifier de néo-campagnard en témoigne : on y trouve des articles allant du dessous de plat déjà rouillé au bol en porcelaine au style vieille France, en passant par le paillason portant l'inscription « maison de campagne ». Cette imagerie a dans notre pays des racines anciennes. Le monde rural est au moins depuis la III^{ème} République l'une des principales mythologies de la nation française. Rappelons qu'à la différence de ses voisins européens, la France demeure encore très largement rurale à l'aube du XX^{ème} siècle. L'exode rural, amorcé au XIX^{ème} siècle s'y effectue beaucoup plus lentement qu'ailleurs, et ce n'est qu'en 1931 que les villes parviennent à regrouper la moitié de la population française. Le mouvement s'accroît cependant après la seconde guerre mondiale. Mais parmi les générations nées au cours des Trente glorieuses, nombreux sont ceux qui ont encore « les pieds dans la terre », qu'ils aient eux-même grandi à la campagne où qu'ils aient connu celle-ci en séjournant chez leurs grands-parents.

La terre apparaît depuis longtemps comme un refuge face à un monde qui change trop vite. Dès les premières vagues de l'exode rural, le retour à la terre devient l'obsession de ceux, relativement nombreux, que la modernité effraie. Au début du XX^{ème} siècle, les agrariens, parmi lesquels on peut citer Taine et Barrès, affirment que la France perd ses valeurs et son âme dans l'industrialisation. Cette idéologie atteint son apogée dans la France de Vichy, lorsque le maréchal Pétain affirme dans son célèbre discours sa volonté de ramener le pays à la terre qui « *elle, ne ment pas* ». La propagande vichyste appelle les Français à se tourner vers l'ordre éternel des champs et à fuir le cosmopolitisme des villes, supposé responsable du déclin du pays⁹⁵. Le paysan devient un symbole national, célébré de diverses façons, même si dans les faits, le régime de Vichy ne va pas au delà des bonnes paroles.⁹⁶ Face à la défaite et dans une France en mal de repères, le monde rural apparaît comme le lieu de la solidarité, de la communauté, et donc comme une ressource pour reconstruire.

On peut retrouver aujourd'hui dans les motivations de ceux qui partent vivre dans le monde rural un désir de fuite vis-à-vis d'une modernité qui leur paraît agressive. Face à l'accélération constante des flux d'informations, de personnes, la campagne apparaît comme le lieu de la permanence, de l'immuable. Alors même que les « non-lieux » envahissent notre quotidien émerge le désir de lieux identitaires, ancrés dans une histoire, et par conséquent de territoires où l'on se sentirait chez soi. Et c'est vers le monde rural que l'on se trouve pour retrouver ces lieux d'autrefois que l'on suppose y avoir perduré : « Dans les représentations du monde rural qui sont les nôtres, en France, le mot « campagne » n'est-il pas associé à un monde passé, à des lieux d'où sont originaires nos grands parents, un monde dont on souhaite la préservation ? » écrivent les auteurs de *Campagnes de tous nos désirs*⁹⁷, un ouvrage dont le titre interroge l'engouement actuel pour les espaces ruraux. Ces derniers sont le support d'une forme de rêverie qui les rattache à un âge d'or. La sociabilité d'autrefois est largement idéalisée, et

⁹⁵ Voir FAURE, Christian, 1989, *Le projet culturel de Vichy*, Presses universitaires de Lyon, éditions du CNRS.

⁹⁶ Voir DUBY, Georges, et WALLON, Armand (dir), 1976, *Histoire de la France rurale*, tome 4, p 569.

l'on prête aux anciennes communautés une forme de solidarité que l'on souhaiterait sans doute voir s'exercer aujourd'hui.

Dans le même ordre d'idées, alors que la préoccupation vis-à-vis de la pollution devient de plus en plus importante, de nombreux citoyens cherchent lors de leur loisirs mais aussi dans leur consommation alimentaire à se rapprocher de ce qu'ils appellent la nature, et qui regroupe l'ensemble du monde supposé pur, non souillé par l'homme. Mais la crainte de la pollution peut aussi être lue comme le révélateur d'une forme de rejet du monde urbain. Des études menées sur la consommation de plantes sauvages par les citoyens montrent qu'au-delà de la purification de leur corps, clairement revendiquée, les consommateurs cherchent aussi une forme de purification de l'esprit face à un mode de vie jugé malsain⁹⁸. De la même façon, il n'est pas douteux que le monde rural n'est pas seulement perçu comme le lieu de la nature non polluée et donc d'un certain bien-être physique, mais qu'il l'est aussi, par opposition à la ville, comme un lieu où les relations sociales seraient plus saines, plus conformes à ce qu'elles devraient être dans l'idéal.

La recherche d'un lieu d'ancrage, le désir d'habiter un territoire, est donc l'une des motivations les plus importantes parmi les citoyens qui viennent s'installer en Bauges. Il me paraît évident que, même s'ils recherchent un lieu « naturel » ou « préservé », notion qui apparaît généralement en premier dans leurs discours, ils sont d'abord et avant tout en quête d'une autre forme de sociabilité fondée sur le lieu. Cette idée est perceptible dans les arguments qu'ils utilisent pour justifier le choix du village où ils se sont installés :

« Et en fait mon mari était éducateur à l'époque, et il est venu faire un camp ici, c'est tout bête, quoi. Et il est revenu en me disant : « ça y est, j'ai trouvé le pays où on va habiter », il a eu le coup de foudre, quoi (...) Et puis c'est pareil, en fait, j'ai trouvé que c'était beau. Que c'était bien. Et que c'était vraiment le type de vie qu'on avait envie de... Tu vois, dans un petit village tranquille. Puis en même temps, comme il y avait quand même la station, il y avait quand même un peu d'animation, de perspectives de travail.. » « Arith, c'est un choix qu'on a fait par rapport au paysage. C'est pas un endroit coincé, où on voyait rien. Et puis c'est un village qui est sympa, dynamique, plaisant. C'est pas comme au Villaret [lieu de la première installation du couple dans une maison familiale] où les gens sont assez renfermés et où c'est un peu : « Ah les Parisiens ». (...) La vie sociale, ici, par rapport à Paris, c'est le jour et la nuit. »

Dès lors, il est possible de se demander dans quelle mesure les qualités prêtées aux espaces ruraux ne relèveraient pas finalement du fantasme et si les migrants qui fuient la ville n'y retrouveraient pas - quoique dans un cadre plus « naturel » - ce qu'ils y ont laissé. Les relations sociales, marquées par la mobilité, peuvent-elles vraiment y être différentes de celles que l'on peut vivre en situation urbanisée ?

Pourtant, il me semble que la façon dont on vit dans un espace comme celui du

⁹⁷ BERARD, Laurence, MARCHENAY, Philippe, MICOUD André, et RAUTENBERG, Michel (sous la direction de), 2000, *Campagnes de tous nos désirs*, Paris, Ministère de la culture et de la communication, Mission du Patrimoine Ethnologique, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, introduction : « patrimoine rural et campagne : acteurs et questions d'échelles », p 1.

⁹⁸ GARETTA, Raphaëlle, 1998, « ces plantes qui purifient » de l'herboristerie à l'aromathérapie », *Terrain* n° 31, septembre 1998, pp. 77-88.

canton du Châtelard diffère assez sensiblement de celle dont on peut vivre l'espace urbain ou périurbain, où le quartier, le village, est souvent uniquement le lieu de la résidence qui ne correspond pas à une forme de sociabilité. Au contraire, en Bauges, l'interconnaissance est forte. S'il est probable que certains habitants travaillent en ville et s'enferment le soir venu dans leur habitation sans investissement aucun sur le territoire, les Bauges sont loin de constituer une « banlieue-dortoir ».

Comme je l'ai déjà mentionné, la population de cette circonscription s'élève aujourd'hui à 4000 habitants environs. Chaque groupe de population y construit des réseaux qui s'étendent sur l'ensemble du canton. On peut citer les agriculteurs qui ont appris à se connaître au sein des Jeunesses Agricoles Chrétiennes, des Groupements de Vulgarisation Agricole, puis d'autres organisations plus récentes comme l'Association des Agriculteurs du Parc, ou le Syndicat Interprofessionnel de la Tome des Bauges, mais aussi les néo-ruraux de la vague soixante-huitarde qui ont lancé tout un mouvement associatif avec en particulier les Amis des Bauges, les jeunes du pays qui se connaissent depuis le collège, ou encore les migrants arrivés plus récemment proches de la mouvance bio-altermondialiste, elle aussi unie par divers mouvements associatifs, etc. Chacun peut facilement être situé par rapport à ces réseaux. Il est fréquent que l'on vous demande « *Tu connais Untel, de la Compôte ?* » Et il n'est pas rare que vous sachiez peu ou prou qui est Untel. Si vous devez cependant avouer votre ignorance, on vous le situera : « *Un ami de X, il travaille à la boulangerie.* » Il est bien entendu que lorsque quelqu'un évoque *la boulangerie* en parlant des Bauges-devant, il s'agit de la boulangerie biologique d'Ecole, créée dans les années 1970 par un néo-rural et qui est aujourd'hui une des plus grosses entreprises du massif. Ce type de dialogue induit que vous partagez avec la plupart des autres habitants un certain nombre de points de repère. Vous connaissez au moins de réputation des personnages remarquables dans chaque village – maire, agriculteur, chef d'entreprise, responsable d'association, artiste, etc. -, mais aussi des hauts lieux – la pizzeria-bar-boite de nuit « *La Grolle* », à Lescheraines, le restaurant-cantine « *Chez Evelyne* », au Châtelard, la boulangerie bio d'Ecole, la fruitière d'Aillon, l'épicerie-bar-tabac « *La halte des Bauges* », à Bellecombe, etc. - et vous êtes capables de replacer chacun dans son réseau, mais aussi peut-être dans ses lieux. Tel jeune « de souche » fréquente sans doute la Grolle, tel soixante-huitarde est sans doute lié aux Amis des Bauges, tel jeune proche de la mouvance altermondialiste est adhérent d'Oxalis, dont le siège est à Bellecombe... C'est-à-dire qu'il y a effectivement une forme d'adéquation entre le groupe de personnes qu'un habitant des Bauges est susceptible de connaître et un territoire, conçu comme un ensemble de lieux connus et reconnus.

Par ailleurs, si l'interconnaissance se fonde d'abord sur une identité partagée - agriculteurs, néo-ruraux, écologistes...- , elle dépasse cependant les frontières de ces groupes. Il existe des « lieux communs » qui se caractérisent par la grande diversité d'âge, de culture et d'origine sociale de ceux qui les fréquentent. Je pense par exemple à la chorale que je fréquentais, aux séances du ciné-bus, aux foires, à certains événements artistiques ou festifs. L'existence de ces lieux démontre que le territoire d'aujourd'hui possède bel et bien une capacité à transcender les divers réseaux. L'utilisation, que j'ai déjà signalée, du toponyme « les Bauges » pour désigner l'ensemble des habitants (« Toutes les Bauges en parlent ») en témoigne. Notons que celui-ci est moins restrictif que

« les Baujus » qui renvoie habituellement aux habitants de souche.

Nous pouvons remarquer que le lien au territoire est revendiqué et mis en scène au travers de divers actes hautement symboliques. Faire tout ou une partie de ses courses dans les Bauges est une pratique citée par nombre de néo-ruraux comme un exemple de leurs efforts pour faire vivre l'économie locale et pour s'intégrer.

« En fait toute notre viande on l'achète localement, tout notre fromage, notre pain, l'épicerie, ben on achète en bio donc c'est vrai qu'on n'achète pas sur place, et les fruits et légumes, on les achète à un agriculteur bio d'Aix les Bains. Et à un moment donné, tout ce qui était épicerie tout ça, on achetait à Unico [supérette du Châtelard]. On achète encore beaucoup à Unico, d'ailleurs. Le vin, on l'achète à Cruet, enfin voilà. Pour nous, c'était important d'être en cohérence, quand tu vis dans un pays, de pas aller faire tes courses à Carrefour, quoi. Voilà, ça c'est important pour nous. Pareil avec la Halte des Bauges [l'épicerie-bar de Bellecombe] » (Pascale) « Je disais que pour s'intégrer dans la population, j'avais fait travailler les gens du pays. Et je continue toujours. Je vais acheter chez Paul Vergain mon fil de fer, je vais pas à Casto, tu vois. Je veux dire qu'il faut jouer le jeu. Bon, il y a des choses qu'on acquiert à l'extérieur, mais il y a des choses qui se font chaque fois que c'est possible en Bauges. » (Pascal)

L'expérience montre cependant qu'à de rares exceptions près, la plupart des habitants qu'ils soient migrants ou Baujus de souche effectuent la plus grande partie de leurs achats dans les supermarchés de la plaine. Cependant, les achats effectués au pays n'en conservent pas moins une grande importance à leurs yeux. La participation à certains événements est aussi un gage d'attachement avec notamment la présence aux foires de village et au repas qui les suit souvent. On peut aussi mentionner le coup de main donné au comité des fêtes dans l'organisation de ces événements. Chez les néo-ruraux les plus récemment arrivés, ces pratiques sont marquées par un désir de reconnaissance de la part du reste de la population. Il s'agit de montrer son désir d'intégration.

Enfin, l'inscription dans le temps est aussi une caractéristique importante du lien au territoire. Ceux qui font partie d'anciennes familles baujues n'ont de ce point de vue que peu d'efforts à faire pour se dire d'ici. La mémoire généalogique demeure encore très vive. Chacun est situé dans sa famille et dans l'espace (« C'est le deuxième fils de X, de Bellecombe, tu sais, qui a épousé Y, de la Motte. Oui, c'est donc le neveu de Z. Son frère travaille à la scierie »). Les Baujus « de souche » se reconnaissent ainsi parce qu'ils sont capables de se situer les uns les autres de façon très précise dans une généalogie, et de lier celle-ci à la possession du foncier (« Ah oui, les X ! ceux qui ont la montagne de Y ! »). Lors de discussions sur les événements du pays, ils reconstituent ainsi les filiations. C'est particulièrement vrai lors des décès où l'on passe en revue toute la parentèle du défunt.

Les néo-ruraux ne sont pas nés sur le territoire, et à la différence de ceux qui sont issus des familles paysannes, leur généalogie ne les ancre pas dans celui-ci depuis des temps immémoriaux. Pourtant, le lien au temps, à la durée n'est pas absent de leur rapport aux lieux. Il est assez étonnant de constater l'intérêt que presque tous attachent au passé du pays avec lequel ils semblent vouloir recréer des liens. Pour reprendre mes exemples précédemment cités, le cinéaste réalise des documentaires sur d'anciennes pratiques, comme l'argenterie des Bauges ou l'alambic, le consultant pratique le tournage

de l'argenterie des Bauges à ses heures perdues, le dirigeant de la PME est responsable de la commission patrimoine du Parc. J'ai par ailleurs été frappée par le fait que quasiment tous les néo-ruraux qui achetaient une maison ancienne s'intéressaient au passé de celle-ci, interrogeant les voisins âgés, voire faisant des recherches en archives. Les érudits locaux sont pour la plupart d'entre eux des néo-ruraux retraités. Les quatre guides-patrimoines embauchés par la FACIM⁹⁹ pour faire visiter le village de la Compôte sont des néo-ruraux. Les premières recherches historiques visant à valoriser le patrimoine ont été lancées au début des années 1980 par les Amis des Bauges, association majoritairement composée de néo-ruraux. Tout se passe comme si, dépourvus de l'enracinement généalogique involontaire et parfois pesant au territoire, les nouveaux arrivants cherchaient, par leur intérêt vis-à-vis du passé, à s'enraciner volontairement.

Le lien au territoire est donc réaffirmé par des individus dont la vie se caractérise d'abord par une certaine mobilité. D'une certaine façon, comme l'exprime Michel Marié, aujourd'hui, ce n'est plus le nomadisme qui est une exception, mais la sédentarité qui apparaît sur fond de déplacement. Et par conséquent, « le déplacement devient la condition première de toute expérience de sédentarisation »¹⁰⁰ C'est-à-dire que l'ancrage territorial tient une place différente dans la mesure où il est choisi, et qu'il n'est en définitive qu'un aspect parmi d'autres de la sociabilité de l'individu. Il pourra donc, un jour ou l'autre, être remis en question. Parmi les néo-ruraux, certains repartiront. C'est par exemple le cas de Blandine, mère célibataire qui a décidé de retourner dans les Vosges, sa région d'origine avec ses trois enfants ou de Paul, néo-rural « historique », arrivé parmi les premiers, qui a fini par quitter le massif. Quant aux jeunes « de souche » qui ont choisi de rester, rien ne les empêche de changer d'avis un jour ou l'autre. Le départ peut être dû à un changement professionnel, à une séparation, mais aussi, plus simplement, à un désir de recommencer autre chose, ailleurs.

Tous ces éléments nous montrent que si les notions de territoire et de territorialité demeurent des références pertinentes pour traiter du rapport à l'espace, elles ne peuvent plus être considérées comme le mode de socialisation et de spatialisation par excellence. L'expérience territoriale est un élément parmi d'autres de la façon d'être au monde de chaque individu.

Le territoire qui libère ?

Peut-être justement parce qu'une grande partie de la population qui l'habite a d'abord vu en lui un ailleurs, il me semble que le canton du Châtelard est aujourd'hui un espace d'invention, d'innovation, qui tend à se démarquer des espaces urbains. Parce qu'il a été pendant de nombreuses années un lieu que l'on fuyait pour trouver en ville une vie meilleure, le monde rural a connu une période de vide. Un vide démographique, bien sûr,

⁹⁹ Fondation pour l'Action Culturelle Internationale en Montagne, fondation à vocation culturelle créée au moment des Jeux Olympiques de 1992 en Savoie et financée notamment par le Conseil Général de la Savoie, le ministère de la culture et la région Rhône-Alpes.

¹⁰⁰ MARIE, M., « L'anthropologue et ses territoires », p 93.

avec les volets fermés dans les villages, mais aussi un vide en termes de projets lorsqu'à une certaine époque, le découragement gagnait ceux qui étaient restés. Et c'est peut-être justement cette déprise qui a fourni à de nombreux citadins un espace pour imaginer de nouveaux modes de vie. Dans la place laissée par ceux qui partaient, dans l'absence de projets de beaucoup de ceux qui restaient, se sont ainsi glissés les rêves de ceux qui cherchaient un ailleurs pour recommencer. Parmi les premiers néo-ruraux, certains évoquent leur impression d'arriver sur une terre promise, vierge de toute influence :

« Et moi ça m'a paru une espèce de lieu... Comment dirais-je... Presque, presque un petit peu une découverte, un lieu vierge, un lieu complètement vierge où... On parlait du massif des Ecrins, on parlait du Jura, on parlait de plein de choses, mais les Bauges, pff, ça n'existait pas, quoi. C'était vraiment le pionnier qui débarque avec sa machette pour couper les... Enfin j'exagère, mais tu vois un peu. » (Paul)

Cette idée de virginité du lieu traduit bien l'idée que le monde rural serait un endroit où l'on pourrait construire quelque-chose de neuf. Il n'est peut-être pas vraiment perçu comme meilleur par essence que le monde urbain. Son principal avantage est sa vacuité, réelle ou supposée, qui offre la possibilité de s'impliquer dans les affaires de la communauté, mais aussi d'y devenir quelqu'un, d'y être connu et reconnu. Il s'agit d'inventer un nouveau mode de vie, et de construire une société hors des modèles existants, dans laquelle on ait sa place.

Le résultat est que paradoxalement, la campagne, ce lieu traditionnel du contrôle écologique sur l'individu, est devenu le lieu de l'épanouissement d'une forme de liberté individuelle, qui se manifeste sous plusieurs formes.

Venir habiter le monde rural signifie souvent s'extraire des cadres sociaux traditionnels. Josette Debroux analyse ce phénomène à partir de son enquête sur les migrants du canton de Châtillon en Diois¹⁰¹. Elle montre ainsi que nombre d'entre eux, s'ils étaient restés près de leur famille, seraient en position de marginalité par rapport à leur milieu d'origine. Ceux qui sont issus de milieux populaires ont un niveau scolaire plus élevé que la moyenne. Par contre, ceux dont les parents occupent des professions intermédiaires ou supérieures se caractérisent par un taux d'échec important au niveau des études supérieures. La migration, selon l'hypothèse de l'auteur est alors un moyen d'échapper aux cadres sociaux établis. Leur situation ne peut être comparée à celle de leurs parents, puisqu'ils vivent dans un milieu différent. Par ailleurs, ce qui pourrait être perçu comme subi - précarité, faibles revenus - devient un choix lié au mode de vie.

Cette analyse semble pouvoir s'appliquer aux Bauges. C'est ainsi que j'ai pu constater qu'une certaine forme de rupture avec le milieu d'origine est présente dans beaucoup des récits de vie des personnes rencontrées, qui avouent de façon plus ou moins explicite être considérées comme « l'original de la famille ».

« C'est clair que pour mon frère, je fais n'importe quoi. Il me dit souvent : "mais qu'est-ce que tu fous là-bas ?" » « C'est vrai qu'en partant, j'ai voulu rompre avec un certain nombre de choses »

¹⁰¹ DEBROUX, Josette, 2003, « Rencontre entre un territoire et des individus », dans : *Regards croisés sur l'agriculture en Vercors*, PNR du Vercors, pp. 240-253.

Cette liberté des individus par rapport à leur milieu d'origine se traduit aussi par la mixité sociale que l'on peut observer dans les fréquentations des uns et des autres. Cadres, agriculteurs, employés, ouvriers, salariés, travailleurs indépendants et intérimaires se fréquentent ainsi volontiers et partagent divers loisirs : ski de fond, cueillette des champignons, chasse parfois, soirées festives chez les uns ou chez les autres souvent. La sociabilité se caractérise par une certaine transversalité entre les milieux sociaux.

Le monde rural apparaît aussi comme un lieu où une grande partie des structures permettant de vivre sont à inventer. C'est le cas en premier lieu des emplois : ceux-ci étant rares, la plupart de ceux qui souhaitent « travailler au pays » sont conduits à créer leur activité. Cela les amène souvent à exercer plusieurs professions en parallèle, mais aussi à transformer ce qui était pour eux un loisir en source de revenus. Vendre des confitures biologiques, des herbes aromatiques, ouvrir un centre de méditation, monter sa compagnie artistique, ou proposer des spectacles pour enfants aux municipalités sont autant d'exemples des solutions trouvées. Les travailleurs indépendants sont donc nombreux, qu'ils relèvent de l'agriculture pour la confiture et les herbes aromatiques, de l'intermittence pour la compagnie de théâtre et les spectacles pour enfants, ou du commerce, comme c'est le cas du centre de méditation. Mais il faut aussi mettre sur pied ou améliorer divers organismes dispensant des services, notamment à destination des enfants, ou encore permettre à ces derniers d'accéder à la culture, avec des bibliothèques ou une école de musique. Aussi, parmi les néo-ruraux, nombreux sont ceux qui s'investissent bénévolement dans la création ou l'entretien de telles structures. L'exemple de Gribouille, association culturelle enfantine essentiellement gérée par de jeunes mères est assez typique. De nombreuses jeunes femmes racontent avoir été mal reçues par les élus locaux lorsqu'elle faisaient état de l'absence de structure de garde pour les petits enfants dans le canton. Plusieurs d'entre elles décident de s'unir pour monter une garderie associative, afin de prouver aux élus qu'une telle structure pouvait fonctionner. Elles créent donc Gribouille, et après quelques années de fonctionnement, obtiennent l'ouverture au Châtelard d'une halte garderie, avec quatre emplois à la clé. L'association poursuit ensuite son activité dans la promotion de la culture enfantine et organise chaque année un carnaval et un salon du livre.

Parfois, l'investissement dans ce type d'action prend même le pas sur le travail salarié :

« Je m'occupe de l'association de parents d'élèves « Lou Kroué ». On est sur Lescheraines, Arith et la Motte. Je suis secrétaire. Ça me permet de rencontrer plein de monde. On fait des actions pour l'école maternelle, des rencontres entre les parents. J'ai pris mon congé parental aussi pour m'investir là-dedans. Il y a aussi le comité des fêtes. Là je suis pas membre du bureau. Mais on organise des goûters pour les vieux, ou l'arbre de Noël. » (Magalie)

Le mode de vie des habitants du monde rural est donc souvent caractérisé par une forme de pluriactivité qui ne se réduit pas aux activités rémunérées.

De manière générale, un espace comme les Bauges est marqué par une grande transversalité. Les individus ne se sentent pas pris dans des cadres rigides – profession, statut social -, mais naviguent entre différents milieux sociaux, différents types d'activité. La campagne rendrait-elle aujourd'hui libre, ce qui était autrefois l'apanage de la ville ? La

migration vers les espaces ruraux semble en tout cas apparaître aux yeux des candidats à l'installation comme le moyen de s'extraire de structures qu'ils jugent trop contraignantes pour venir habiter un lieu où beaucoup de choses restent encore à inventer et à l'aménagement duquel il est possible de participer.

Parmi les motifs qui poussent de nombreux citoyens à quitter la ville pour le monde rural se trouve le désir de territoire, c'est-à-dire d'un espace dans lequel ils aient leur place et qu'ils puissent contribuer à transformer. Pourquoi choisissent-ils le monde rural pour construire ce type de rapport à l'espace et aux autres ? Sans doute parce qu'ils y trouvent une espèce de disponibilité de l'espace public qui n'existe pas en ville, où la volonté des individus d'agir et d'être reconnus au sein de la communauté a tendance à buter sur une certaine rigidité des structures existantes. Celles-ci conditionnent notamment la possibilité de s'exprimer politiquement à l'appartenance à un parti ou à de grandes associations. De ce point de vue, des espaces ruraux comme celui des Bauges apparaissent comme le lieu des possibles. Un temps déstabilisés par la crise démographique, ils ne disposent pas à l'heure actuelle de d'une organisation trop bien définie qui contraindrait les individus à rester à leur place. Cela permet à ces derniers de sortir des cadres qui, ailleurs, les définiraient.

2. Les Bauges et leurs territoires

Comme je l'ai mentionné dans le Chapitre I, le terme Bauges peut désigner au moins trois territoires différents :

- le canton du Châtelard, circonscription ancienne autrefois appelé « vallée des Bauges »
- le massif des Bauges, tel qu'il a été délimité par les géographes à partir notamment de données géologiques
- le PNR du Massif des Bauges, qui outre le massif géologique, comprend plusieurs communes des plaines alentours.

Mon terrain est donc caractérisé par une sorte de feuilletage territorial. Pour bien comprendre ce que représente chacun de ces territoires, nous allons faire un petit détour par l'histoire du massif et des échanges entre le cœur et la périphérie de ce dernier. Nous verrons que les Bauges sont depuis longtemps le théâtre d'une économie ouverte et fondée sur l'échange.

Puis, nous nous pencherons sur les déboires du canton du Châtelard, pour lequel les années 1970 et 1980 ont été celles d'une forme de désespérance, liée à la déprise agricole qui semblait devoir vider complètement le territoire.

Enfin, nous étudierons l'apparition, au début des années 1990 du discours patrimonial, qui constituait une forme de reprise symbolique¹⁰², et dont l'aboutissement

¹⁰² J'emprunte cette idée à Pierre CORNU, voir CORNU, Pierre, 2000, La forteresse vide, une histoire des hautes terres du Massif Central entre déprise humaine et emprise symbolique, (XIX^e-XX^e s), thèse de doctorat d'Histoire, Université Lyon II.

fut la création du Parc naturel régional.

Une économie d'échange de moyenne montagne

Les Bauges, massif citadelle ?

Comme je l'ai déjà mentionné, la vallée des Bauges avait autrefois une forte réputation dans les plaines environnantes, et encore aujourd'hui, à Chambéry et dans tous les alentours du massif, l'évocation des Baujus devant les personnes âgées amène immédiatement à l'esprit quelques proverbes peu flatteurs. Le mot Bauju lui-même est encore perçu comme péjoratif par certaines d'entre elles.

Cette image tient peut-être pour une part à l'aspect particulier de ce relief pré-alpin qu'est le massif des Bauges. Qu'on le découvre de la vallée du Grésivaudan ou de tout autre point de vue – à l'exception du versant Nord, où la vallée du Laudon descend doucement vers le lac d'Annecy –, ce dernier apparaît entouré de falaises à l'allure infranchissable, qui ne laissent absolument pas deviner l'existence d'un pays verdoyant et accueillant. Aussi, les voyageurs ont de tous temps été interpellés par l'aspect quasi-repoussant du massif, ce que rappelle l'abbé Morand, l'un des premiers historiens des Bauges :

« De quelque point extérieur qu'on le contemple, on est vivement frappé par le spectacle de ses rebord abrupts et rocheux, dressés en forme de murailles ou de tours gigantesques, et découpés seulement sur certains points par des espèces d'escaliers ou d'étroits corridors »¹⁰³.

Aussi, comparer le massif à une citadelle est-il un véritable lieu-commun. Nombre d'auteurs ne se privent pas pour évoquer des « frontières naturelles » qui auraient, en délimitant le pays, façonné le caractère des Baujus, et font plus ou moins explicitement allusion à un temps où les Bauges auraient été coupées de tout. Sous la plume de l'Abbé François Gex, élève de Blanchard à l'Institut de Géographie Alpine, et auteur d'une thèse inachevée sur les Bauges écrite dans les années 1920, ce type de raisonnement ne surprend pas :

« Le relief a rigoureusement spécialisé les productions des Bauges, déterminé le genre de vie, et jusqu'au train de vie de ses habitants. Son influence se poursuit partout. La plus notoire avant les routes était incontestablement l'isolement du 'plateau', les relations rares et pénibles avec le dehors condamnaient les gens à vivre repliés sur eux-mêmes. L'absence de contact et de frottement s'exprima par un particularisme aigu, tranché comme le relief du pays au dessus des plaines au point de révéler le Bauju comme un type à part, d'une originalité qui a piqué l'attention des visiteurs étrangers autant qu'elle a su, de tout temps, exciter les pointes malicieuses de ses voisins immédiats. »¹⁰⁴

Il est plus étonnant de constater que ce discours est récurrent dans des travaux plus

¹⁰³ MORAND, Laurent (Abbé), 1978, *Les Bauges, histoire et documents, réédition Laffite reprints, Marseille, T. I, Seigneurs et nobles laïcs*, p 53 (1ère édition Chambéry 1889).

¹⁰⁴ GEX, François (Abbé), 1984, *Les vallées des Bauges, Bauges diffusion, (texte de 1925 environ)*.

récents et en particulier dans ceux des étudiants. Pour ne citer que quelques exemples tirés d'études disponibles auprès du PNR, un mémoire s'intitule : « *Les Bauges, un massif citadelle* ». Dans un autre, on trouve cette étonnante sentence : « *L'identité baujue ne franchit guère les frontières naturelles que sont les cols* ».

Qu'en est-il réellement ? Les Bauges étaient-elles autrefois aussi fermées que ce que l'on prétend ? Dans le cadre de mon mémoire de DEA, j'ai effectué un travail de recherche sur l'histoire des voies de communication et des échanges entre la vallée centrale et les pourtours du massif depuis le XIXème siècle, en me fondant sur les archives ainsi que sur les témoignages oraux de personnes ayant connu l'époque d'avant l'automobile. Les résultats de ces recherches ont souvent été surprenants. Tout d'abord, l'intensité des échanges entre le cœur et la périphérie du massif ne fait aucun doute.

Des échanges intensifs

En effet, les cols débouchant sur la vallée ont de tous temps semblent avoir toujours été très fréquentés pour les besoins des différentes activités économiques. Pour ne parler que des périodes les plus récentes, divers commerces entretenaient le lien avec les vallées.

Dès le XVIIème siècle, la métallurgie prend une dimension quasi industrielle au cœur même du massif sous l'impulsion des ordres monastiques. Le prieuré bénédictin de Bellevaux et la Chartreuse d'Aillon possèdent leurs hauts fourneaux, martinets et martinettes. Si les Bauges ne manquent pas de bois, il faut faire venir le fer de la vallée des Hurtières, en Maurienne. Celui-ci, acheminé à dos de mulets, traverse l'Isère par le bac de Pau, passe par Saint-Pierre-d'Albigny avant d'être dirigé soit vers le col de la Scia pour la Chartreuse d'Aillon, soit vers le col du Frêne, pour le prieuré de Bellevaux. De longs convois de mulets sillonnent jusqu'à la fin du XVIIIème siècle ce qui est devenu une véritable "route du fer", avant que les forges ne périclitent peu à peu et ne s'éteignent tout à fait vers 1860.

Le col du Frêne devait néanmoins demeurer très fréquenté. En effet, de nombreux petits propriétaires Baujus possèdent des vignes en combe de Savoie, et plus précisément à Cruet, Saint-Jean-de-la-Porte et Saint-Pierre-d'Albigny. L'origine de ces possessions demeure à bien des égards mystérieuse. Il est possible que certains aient réussi à s'approprier des terres appartenant autrefois aux monastères ou à des nobles lors de l'épisode révolutionnaire, mais pour d'autres, ces propriétés sont plus anciennes. Des celliers, ou sârtos, permettaient aux Baujus de séjourner temporairement près de leurs vignes au moment des vendanges ou de la taille, de presser et d'entreposer leur vin sur place. Aujourd'hui, même si l'exploitation des vignes baujues a périclité dans les années 1960, on peut encore observer ces véritables petits villages de celliers dans la vallée.

Ces échanges avec la Combe de Savoie expliquent que les « Bauges-devant », c'est-à-dire la partie Sud-Est du massif, la plus proche du col du Frêne, aient longtemps été valorisées, car davantage tournées vers la vallée, les vignes et la ville. Les « Bauges-derrières » (le reste des Bauges) paraissaient plus reculées et plus pauvres. Et en effet, les terroirs étaient parfois ingrats, mais leurs habitants savaient faire preuve de dynamisme et d'inventivité. Ils mirent notamment en place un important système de

colportage.

L'industrie métallurgique entraîna l'émergence de la clouterie, et les villages des Aillons, de Saint-François et du Noyer en particulier, profitant des cours d'eau qui permettaient d'installer des martinets, comptaient de nombreux artisans cloutiers. Ceux-ci savaient en quelques coups de marteau transformer la pièce de métal en clou. En hiver, lorsque les travaux des exploitations se faisaient moins pressants, les colporteurs se lançaient sur les routes. Au cours de tournées qui les emmenaient parfois très loin, ils portaient vendre ces clous utilisés pour les charpentes ou les sabots, articles très précieux pour les paysans des alentours. L'abbé Gex décrit longuement les trajets des colporteurs, essentiellement issus des Bauges-derrière, qui sillonnaient l'espace qui est aujourd'hui celui de la région Rhône-Alpes, et que l'on retrouvait jusqu'à Genève, Bourg-en-Bresse, Belley, le Bas-Dauphiné, Beaucaire¹⁰⁵.

Comme c'était le cas dans de nombreuses régions de montagne, les Baujus avaient aussi développé une spécialité pour le travail du bois. A la Magne, des tourneurs fabriquaient la vaisselle en bois que l'on nommait par dérision « l'argenterie des Bauges » et dont l'existence et la renommée sont attestées dès le début du XVII^e siècle. L'hiver, le village se vidait de la moitié de sa population, les hommes et les femmes portaient. Dans d'autres hameaux, on fabriquait des outils agricoles en bois.

A Arith enfin, c'est un savoir-faire particulier que l'on portait vendre : les hommes étaient hongreurs, c'est-à-dire qu'ils castraient les jeunes bêtes, et leurs compétences étaient attendues jusque dans le midi de la France, où ils officiaient dans les foires et marchés.

Les trajets de tous ces colporteurs se répétaient souvent d'une année sur l'autre. Dans chaque village, les Baujus savaient dans quelle famille ils pourraient se faire offrir la soupe, dans quelle grange ils pourraient s'abriter pour la nuit. Leurs tournées se sont poursuivies jusque vers 1900 pour les clous et les personnes âgées se rappellent encore du passage des vendeurs d'argenterie des Bauges après la Seconde Guerre Mondiale.

Cette habitude ancienne des migrations temporaires facilita sans doute le départ vers Paris ou plus rarement Lyon, où les Baujus travaillaient dans les cafés, les crémeries, ou comme domestiques, puis rentraient au pays une fois amassé un petit pécule. Cette émigration deviendra progressivement définitive avec l'exode rural. Des associations et même une mutuelle des Baujus à Paris créées à partir de la fin du XIX^e siècle attestent de la vitalité des réseaux. L'association des Baujus de Paris existe d'ailleurs encore et tient chaque été son assemblée générale dans les Bauges.

Mais ce qui est peut-être le plus présent dans la mémoire des personnes que j'ai rencontrées, ce sont les échanges liés à l'activité pastorale. La circulation des bêtes s'effectuait dans les deux sens : au printemps, au moment de la montée en alpages, les éleveurs Baujus acquéraient des bêtes ou prenaient en charge des troupeaux venus de la plaine moyennant, par exemple, la moitié du lait. L'automne venu, ils revendaient certaines de leurs bêtes, et en confiaient d'autres, pour l'hivernage, à des habitants des vallées alentours. Cela se faisait notamment beaucoup dans la Combe de Savoie. De

¹⁰⁵ Voir notamment Gex, François (Abbé), 1933, « La clouterie en Bauges », *Revue de Géographie Alpine*, t. XXI, pp. 175-220.

nombreux éleveurs baujus pratiquaient le maquignonage, qui était pour eux un complément de revenu non-négligeable. Ils se rendaient aux foires des alentours, ou passaient de fermes en fermes, achetant et revendant, et faisant au passage des profits qui impressionnaient leurs clients.

Si les Baujus voyageaient beaucoup, par contre, les habitants des piémonts avaient peu d'occasion de monter en Bauges, mis à part ceux qui pratiquaient l'élevage. Ces derniers amenaient leurs troupeaux en estive dans des alpages baujus et fréquentaient les foires, en particulier la célèbre foire de la Saint-Maurice, chaque automne à Lescheraines, où nombre de bêtes étaient vendues et achetées. Aussi, les Baujus avaient dans les environs une image particulière et ambivalente. Certains le pensaient pauvre, d'autres, sans doute impressionnés par le porte-feuille des maquignons ou par les possessions baujues de terrains viticoles en Combe de Savoie lui prêtaient des richesses cachées. Il était un rival et un adversaire, contre lequel les habitants des communes voisines menaient une petite guerre pour le bois, mais il était aussi un partenaire possible pour les affaires et de nombreuses alliances matrimoniales unissaient les villages baujus et ceux des vallées alentours. Sa réputation de « dur en affaire » tenait beaucoup au rôle indispensable des colporteurs baujus qui apportaient chaque année différents articles dans les villages et avec lesquels se déroulaient diverses négociations.

Nous pouvons donc constater qu'en Bauges comme dans de nombreux pays de moyenne montagne, les habitants ont développé depuis longtemps une économie fondée sur les échanges qui se démarque assez fortement de l'image de « citadelle » ou de « bastion » qui est parfois donnée au massif. La Vallée des Bauges a occupé dans ce système une place toute particulière, au centre d'un système centripète, avec ses nombreux colporteurs et voyageurs. Le territoire du Parc est lié de ce point de vue par une cohérence historique certaine, puisqu'il réunit des pays ayant depuis longtemps de forts liens économiques.

De la déprise agricole à la reprise symbolique

Après guerre, cette économie subit de plein fouet la déprise agricole. Dans le canton du Châtelard, le maximum de population avait été atteint dans la première moitié du XIXème siècle, alors que subsistait encore une importante industrie de clouterie. Le recensement de 1845 compte 13581 âmes en Bauges¹⁰⁶. C'est ensuite une diminution régulière, déjà signalée par l'Abbé Gex dans les années 1930, avec le départ de nombreux Baujus pour Paris. L'évolution démographique prend après-guerre une tournure dramatique pour le canton. Celui-ci compte encore 5277 habitants en 1946. Le creux de la vague est atteint au recensement de 1982, avec 3254 habitants.

Dans les journaux, bulletins municipaux, ou compte-rendus de conseils d'administrations d'associations de l'époque, le discours se fait très pessimiste. L'ambiance semble tout simplement à la débâcle. Ainsi, en février 1975, un animateur engagé par le SIVOM publie un article dans l'Ami des Bauges dans lequel il dresse le bilan des réunions organisées dans chacune des 14 communes :

¹⁰⁶ Cité par GEX, François (Abbé), 1996, *Les Bauges, chemins et vie d'autrefois*, Cabédita, Suisse, p 25 (Texte de 1925 environ).

« "Les Bauges, c'est foutu", tel est le refrain si souvent entendu lors des quatorze réunions organisées dans le canton, auxquelles 350 personnes ont participé. Certes, la situation n'est pas brillante, et si tout va si mal, c'est, dit-on, la faute aux pouvoirs publics, aux conseils municipaux, etc... (...) Au cours de mes cinq mois d'activités en Bauges, je n'ai bien souvent rencontré que pessimisme et force d'inertie : "Nous on continue, mais après nous, c'est foutu", "Laissez-nous donc crever tranquille" »¹⁰⁷

Chacun répète à l'envi que le pays se meurt, et que l'avenir est ailleurs. On imagine que d'ici quelques années, le massif sera entièrement déserté :

« Les gens pensaient que leur massif allait complètement dépérir, allait s'écrouler complètement et bon, que de temps en temps quelqu'un viendrait, traverserait les Bauges avec une caravane, implanterait sa caravane, qu'il n'y aurait que le tourisme. » (Paul)

Les habitants poussent les jeunes à partir, à quitter le pays. Les personnes aujourd'hui âgées de 40 à 60 ans peuvent témoigner de du fait qu'il était tout simplement impensable de rester.

« Alors moi j'ai vécu la période où ici c'était vraiment la misère, dans les années 60-70, et mes parents m'ont poussée, comme à l'époque tout le monde, à faire des études et à partir d'ici et si possible être fonctionnaire, ce qui était la voix royale. Donc j'ai fait des études, je me suis retrouvée interne au lycée en 5^{ème}, parce que la directrice du collège m'a éjectée des Bauges, parce que je faisais du latin, j'avais des dispositions pour faire des études de lettres, et donc ça a été très très très très dur, et ça a été le premier choc culturel, parce que interne au lycée dans une classe de latin qui était une bonne classe, ne serait-ce qu'au niveau de la maîtrise du langage, pour moi ça a été très dur.(...) - Question : Oui. Et donc effectivement à l'époque, il y avait une ambiance dans les Bauges un peu où on poussait les gens... enfin on poussait les gens à partir ? - Ah oui oui, c'était la misère, hein ? toutes les maisons se fermaient les unes après les autres, c'était vraiment le sens de l'exode vraiment fort... »

(Laure)

Les tout premiers néo-ruraux, qui arrivent au début des années 1970 se heurtent au pessimisme ambiant et se sentent à contre-courant :

« - C'est vrai qu'il n'y avait pas beaucoup de jeunes dans les villages. Ils remontaient le week-end pour une majorité, et nous, on a été quand même assez mal perçu au départ parce qu'on allait, on cassait... on cassait la logique des choses. C'est-à-dire qu'alors qu'ils avaient chassé leurs enfants, nous, qui étions à peu près de l'âge de leurs enfants, on revenait s'installer, donc déjà il y a quelque-chose qui va pas. On arrivait à vivre, puisque que j'ai jamais fait la mendicité. On a eu beaucoup de difficultés, c'est vrai, mais bon, on n'a jamais eu de gros gros problèmes. Il y a eu des interrogations, est-ce qu'on repart, est-ce qu'on reste, il y a eu beaucoup d'éléments comme ça, ce qui est peut-être normal, mais en tout cas, on était en train de casser leur mécanique, complètement, complètement... - Question : C'est-à-dire que eux, ils voyaient vraiment l'avenir en dehors du massif et ils envoyaient leurs enfants... - Ah oui, absolument. Ah

¹⁰⁷ L'Ami des Bauges n° 5, février 1975.

ouais, les Bauges ne devaient plus exister dans quelques années, hein ? C'était évident. C'était "Dès que nous on sera partis de la terre, personne n'osera venir travailler dans les conditions dans lesquelles on est en train de travailler." Mais c'était une époque qui est pas si ancienne que ça, où il y avait encore un alpage à l'Armène, où il y avait encore un alpage sur la montagne du charbon, où la montagne vivait, la montagne était habitée, elle était occupée, elle était entretenue, beaucoup plus qu'elle ne l'est maintenant. Bon, par contre, il y avait pas de touristes, il y avait rien. Il y avait rien. Question : Oui, et alors quelque-part, il y avait ce monde qui mourait, quoi, et il y avait un... Oui, et nous comme des crétiens, on vient s'installer dans ce monde qui est en train de mourir, et on leur dit "mais non, mais non, c'est un pays magnifique, on peut travailler, la preuve, on travaille". » (Paul)

Une enquête réalisée auprès des jeunes du canton par les Amis des Bauges à la fin de l'année 1981 témoigne de l'état d'esprit qui domine chez ces derniers. Si certains parmi eux expriment déjà leur souhait de rester au pays, la plupart se heurtent au défaitisme ambiant, ainsi décrit dans le bilan de l'étude :

« L'ambiance des Bauges : essentiellement défaitiste, pessimiste, fataliste. Le déclin des Bauges est un phénomène ancien, apparaissant aux yeux des différentes générations comme inéluctable. Ce déclin provoque une certaine tristesse mais ne mobilise plus les énergies. Vouloir rester au pays, c'est aller à contre-courant du « fatal », du « raisonnable ». Cet état d'esprit touche également les jeunes déjà installés. En fait il semble qu'il n'y ait que ceux qui n'ont pas le choix – parce qu'ils doivent impérativement trouver des solutions – qui soient optimistes »¹⁰⁸

Les diplômés de l'enseignement supérieur n'ont aucun espoir de pouvoir monnayer leurs compétences en Bauges et partent trouver du travail ailleurs. Ceux qui restent ont un niveau d'études moins élevés, et ont parfois l'impression d'avoir fait le mauvais choix. Certains villages se vident, au point de ressembler à la fin des années 1980 à des villages fantômes, qui ne comptent plus que quelques dizaines d'habitants permanents. C'est le cas du village de la Magne, dans la commune de Saint-François-de-Sales, lorsque le tout nouveau *Alpes Magazine* consacre en 1990 un article à l'un des derniers fabricants d'argenterie des Bauges :

« De l'époque faste où, dit-on, les Bauges étaient le massif le plus peuplé des Alpes, il reste les innombrables souvenirs que deux vieilles femmes se racontent autour de leur cuisinière bleue. Sentinelles d'un monde englouti, elles perdent pied dans le présent. Séraphine, 76 ans, s'est tricoté un gilet rouge et s'évade en lisant des livres sur la Chine. Sa belle sœur, mère de Jean-Paul se console en pensant à la réussite de ses fils "mécanicien sur le TGV et comptable en ville". Angoisse palpable de celle qui a le sentiment d'avoir raté le train de l'Histoire. Tous les voisins sont partis, et les voici seuls sur un quai peuplé de fantômes. C'est presque l'exode montagnard qu'il faudrait évoquer car il a traumatisé ceux qui sont restés. Mais pas plus que l'exode, la nostalgie ne se raconte. Pas de faits, mais une ambiance : le silence de l'école, fermée en 1960, les souvenirs

¹⁰⁸ Citation tirée d'une synthèse des résultats de l'enquête, issue des archives des Amis des Bauges, consultables au siège de cette association, au Châtelard.

figés sous les vieilles pierres. Et l'air immobile avec la barre calcaire du Margériaz. Elle arrête toujours l'horizon, mais l'écho de l'accordéon du père Pernet ne résonne plus. Son café a fermé quand il est mort. La télévision remplace mal les veillées, et les chemins muletiers ne mènent plus nulle part. Le tourisme ? Moue sceptique. En tout état de cause, il ne pourra jamais reconstituer la communauté d'autrefois. Jamais. Dans ce climat qui met du plomb à ses semelle, Jean-Paul a dû se battre pour rester : "il a fallu lutter contre un courant. Ceux de mon âge sont partis. On leur a bourré le crâne pour ça" »¹⁰⁹.

Les municipalités sont encore au début des années 1980 majoritairement dirigées par une génération d'élus âgés, qui semblent accepter ce dépérissement comme une fatalité. L'enquête auprès des jeunes mentionne d'ailleurs que pour ces derniers, « *l'âge des élus est ressenti comme un problème* ».

Les premiers néo-ruraux s'en inquiètent et s'interrogent : comment permettre aux jeunes de rester ? La création de l'Association *Les Amis des Bauges*, aux environs de 1974, apparaît comme une première tentative pour inverser la tendance. Ses membres commencent à s'intéresser au patrimoine local. On assiste à quelques initiatives isolées pour faire connaître l'argenterie des Bauges, ou la vie des villages d'autrefois, avec par exemple la publication en 1984 de *Doucerains*, petit livre sur Doucy réalisé par une ethnologue à la suite d'une enquête orale auprès des habitants¹¹⁰. Il s'agit alors de sauver ce qui est en train de disparaître. Mais ces démarches suscitent apparemment peu d'intérêt de la part de la population d'origine.

Pourtant, quelque-chose est bel et bien en train de se produire. Dans le vide laissé par l'économie agricole qui se délite, se glissent de nouvelles formes de vie sur le territoire. Celles-ci sont apportées par les premiers néo-ruraux, qui arrivent dans le massif à la fin des années 1960. Au début, une forme d'incompréhension prédomine. Que viennent faire dans les villages ces jeunes citadins, alors que l'on a poussé les enfants d'ici à partir ? De plus, les nouveaux venus ne sont pas agriculteurs, et ils ne feront pas revivre le village d'autrefois.

« On avait des horaires différents des leurs. C'est vrai que pour la traite de la vache, il faut se lever tôt. Nous on se levait quand il faisait jour, quand il faisait chaud dans la maison. On n'avait pas de raison de se lever. Par contre, on travaillait peut-être un peu plus tard. Mais malgré tout ça, les gens nous ont fait confiance. Moi je me souviens d'une année où bon, arrivés en novembre, on n'avait pas de quoi remplir la cuve de fuel, et j'ai téléphoné à Cattin pour ne pas les citer, et je lui ai dit "ben écoutes, voilà, je peux pas te payer". il m'a dit "c'est pas grave, je te remplis ta cuve, parce que si tu veux travailler, il faut que tu aies chaud. Je te remplis ta cuve de fuel, et puis tu me paieras quand tu pourras". Donc il y avait ce décalage entre "Qu'est-ce qu'ils viennent nous faire chier alors qu'on est en train de crever et qu'est-ce qu'ils veulent ?" Et puis la réaction de se dire "ben s'ils sont venus, faut essayer de les aider quand même". Tu vois ? donc c'était très très mitigé. » (Paul) « Il y avait aussi une grande incompréhension

¹⁰⁹ *Alpes magazine n° 2, mars avril 1990.*

¹¹⁰ ALEXIS, Patricia, 1984, *Doucerains, Histoire de la communauté villageoise de Doucy en Bauges*, Bauges Diffusion.

sur le travail. Quand Denis (son mari, consultant) travaillait là-haut, et que le voisin venait le chercher pour lui demander quelque-chose, quand je lui disais "il travaille", il comprenait pas. Pour lui, le travail, c'est le travail manuel, c'est couper du bois. Il me regardait d'un drôle d'air. Alors souvent j'étais obligée de l'appeler quand même » (Isabelle)

Mais un certain nombre de jalons sont déjà en place lorsque de façon assez soudaine, le discours sur les Bauges change du tout au tout à l'orée des années 1990, avec l'essor des sports de plein air et la généralisation de la thématique environnementale. A ce moment là, l'arrivée des migrants commence à se faire plus massive. Le recensement de 1990 compte 3452 habitants dans le canton, soit quasiment 200 de plus qu'en 1982. C'est la première fois depuis les années 1850 que la démographie retrouve une courbe ascendante.

L'apparition d'un nouveau discours

Il est assez étonnant, lorsque l'on travaille sur les archives de cette période, de constater que le champ sémantique utilisé pour qualifier les Bauges est entièrement renouvelé en quelques années. Cela se produit si brutalement que l'on peut presque dater ce phénomène à une année près, 1990 ou 1991. Les médias commencent soudainement à décrire le massif comme une région riche de son patrimoine, naturel et culturel. De grands articles illustrés de photos paraissent dans des revues elles-mêmes récentes : *Montagne Magazine*, *Alpes Magazine*. Les journalistes y évoquent les magnifiques paysages des Bauges, avec souvent quelques allusions à leurs habitants, les Baujus, qui seraient à l'image de leur territoire, rudes d'apparence, mais chaleureux dans le fond... Le cloisonnement, qui était une malédiction (« *On n'aura jamais de travail ici...* ») devient une chance incroyable. Grâce à lui, les Bauges sont restées une région de montagne typique, avec des paysages traditionnels, une espèce de conservatoire d'authenticité, coupé du monde alentour. Le thème du « massif-citadelle » devient publicitaire. L'enclavement, l'absence de changement jusqu'alors signes de déclin et de mort deviennent des atouts. Quelques extraits du dossier que *Montagnes Magazine* consacre au massif en 1991 sous le titre « *Les Bauges, le jardin entr'ouvert* » suffisent à nous donner une idée des thèmes développés :

« Le massif des Bauges recèle des trésors. S'il s'ouvre aujourd'hui, c'est pour les partager. Certainement pas pour les dilapider » « les Bauges, c'est comme une citadelle ! », "un bastion » « Cette conformation de citadelle a contribué à garder les Bauges isolées jusqu'à une date proche. Seules, les communautés religieuses installées autrefois à l'intérieur du massif, bénédictins à Bellevaux et chartreux aux Aillons, eurent une influence sur le pays, tant dans l'agriculture que dans l'ancienne industrie des clouteries. C'est comme une petite république fermée qui est en train de s'ouvrir... » « En Bauges, pas de constructions anarchiques, d'aménagements inconsidérés » « Un vrai tempérament : La maison traditionnelle des Bauges est à l'image de cette citadelle, à l'aspect trapu (preuve que les hivers sont rigoureux), mais non dénué de charme. » « L'habitant, c'est le Bauju ! Fier de ses racines et Bauju avant d'être savoyard. Si hier la vie l'a souvent contraint à s'expatrier, à émigrer au loin, il est toujours revenu finir ses jours au pays. Que

ne dit-on pas du Bauju ! De son tempérament cabochard et même un peu filou, de sa façon de toujours prendre son temps avant de se lancer dans une entreprise. Un dicton affirme, péremptoire : "Bauju, traître, goulu, voleur, fripon, voilà ton nom !" L'abbé de Saint Réal ajouta : "il est bauju, c'est tout dire". (...) La réponse, c'est que le Bauju est, lui aussi, à l'image de ses montagnes. A la fois rude et attachant. »

Ce n'est ici que l'un des nombreux exemples d'un discours dont les variations sont développées à l'infini. *Alpes Magazine* titre en 1995 « *Les Bauges, une île douce et verte* »¹¹¹. L'article joue sur l'image de l'île, un peu à part, différente et préservée.

Le *Dauphiné Libéré* s'intéresse en 1996 au président du tout nouveau Parc naturel régional. L'auteur de l'article explique que lorsque celui-ci est élu au conseil général en 1989, la situation est difficile, mais « *Il y a pourtant des atouts : une nature et des villages encore préservés, des possibilités de développement agro-touristiques, et, surtout, les hommes, les Baujus, enracinés, déterminés. Malgré cela, diverses tentatives pour créer un projet commun, sous l'impulsion notamment des "Amis des Bauges" s'étaient heurtées jusqu'alors à des attitudes individualistes.* »¹¹²

C'est donc un véritable retournement d'image qui se produit. Tout ce qui pouvait être vu comme repoussant – l'enclavement, le climat, voire même le rude caractère supposé des habitants - devient attirant. C'est aussi l'époque où les idées issues des milieux du développement local se diffusent de plus en plus largement. L'opinion selon laquelle un territoire doté d'une « forte culture », d'un « caractère » aurait davantage de chances de tirer son épingle du jeu se répand. Dès lors, le discours développé prend un caractère quasi-messianique. On emploie certains termes-clef - l'âme d'un pays, l'identité, la culture -, pour désigner une espèce d'entité mystérieuse et invisible qui donnerait au pays charme et caractère et avec laquelle il s'agirait de renouer.

Un article du courrier savoyard¹¹³ illustre bien cette tendance :

« Il est au cœur du massif des Bauges, depuis plus d'un lustre, un espoir que les élus ont su communiquer. Celui de voir "reconnaître" l'identité de ce lieu, soucieux qu'ils sont de ne plus se sentir enclavé sur leur territoire trop peu connu. »

Le journal cite ensuite Louis Brun, érudit local et maire du Châtelard :

« C'était une âme qui cherchait un corps. A l'origine, sentant confusément qu'il fallait faire quelque-chose et se grouper, ce furent les "Amis des Bauges", un groupe d'animation locale, puis une autre forme d'association plus vaste, "les grandes Bauges" ».

De la même façon, un article du correspondant local du *Dauphiné Libéré* salue en 1996 la publication de *Chemins et vie d'autrefois* un livre composé d'extraits de la thèse inachevée que l'Abbé François Gex avait consacrée aux Bauges dans les années 1920.

¹¹¹ *Alpes magazine* de juillet-août 1995.

¹¹² Le *Dauphiné Libéré*, édition Haute Savoie, le 10 mars 1996.

¹¹³ Le *courrier savoyard*, n° 1630, Annecy, 22 janvier 1993.

Sous le titre "*L'âme d'un pays*", l'auteur s'enthousiasme pour un ouvrage qui va permettre selon lui de « *faire découvrir un pays resté pur, mais qui, pour autant, n'en a pas oublié d'évoluer avec son temps* ». Il ajoute :

« Tandis que d'un bout à l'autre du siècle, les hommes et les conditions ont beaucoup changé, l'âme des Bauges est restée fidèle. C'est donc, en même temps que le témoignage d'une époque, un livre d'actualité »¹¹⁴

C'est ainsi que tout un discours invoque l'âme, l'esprit ou l'identité des Bauges, dont on attend l'hypothétique retour et que l'on suppose capable de sauver le pays. Tout se passe comme si le discours fataliste, le discours d'avant, avait été interdit. Les Bauges sont désormais promises à un bel avenir, et nul ne se permet plus d'en douter publiquement. Les seules voix discordantes sont celles de quelques agriculteurs, qui redoutent de voir leur territoire transformé en réserve géante où des touristes nostalgiques viendraient contempler à l'œuvre les derniers paysans.

Par ailleurs, les élections municipales de 1989 ont permis l'accession aux responsabilités de nouveaux élus. Deux maires sont notamment le symbole de l'arrivée de la jeune génération : Laure, à La Motte-en-Bauges et, à Aillon-le-Jeune, le futur président du Parc, qui sera élu au poste de conseiller général un an plus tard, après la démission du conseiller en place. Tous deux sont des jeunes « du pays » qui ont fait des études supérieures et sont revenus. Ce sont eux qui vont pousser les autres élus à s'intéresser à une idée portée depuis plusieurs années déjà par des néo-ruraux et des élus de la périphérie, en marge de l'association « Les Amis des Bauges ». Il s'agit de fonder un « territoire de projet » dans le massif.

Tout s'enchaîne ensuite assez rapidement. Une visite des élus du district du Châtelard dans le Vercors est organisée en 1990. A la suite de ce voyage, ceux-ci votent unanimement pour la mise à l'étude d'un Parc Naturel Régional. En octobre 1990, une réunion d'information est organisée par les Amis des Bauges. Tous les maires du massif sont conviés. Quarante d'entre eux sont présents. Devant le succès, un comité de pilotage chargé de prendre contact avec le ministère de l'environnement, le conseil régional et les conseils généraux est créé. Enfin, en avril 1991, l'association pour la création du Parc naturel régional des Bauges apparaît et recrute son premier chargé de mission. Elle est basée au Châtelard.

Le mouvement, on le voit, part en grande partie des Bauges entendues comme la « vallée des Bauges ». La prédominance symbolique du canton du Châtelard dans le nouveau territoire est forte.

Le nouveau Parc naturel régional est inauguré en 1996. On lui donne le nom de « massif des Bauges », pour bien montrer qu'il concerne un territoire plus large que la vallée des Bauges. Comme tout Parc naturel régional, le territoire tire sa légitimité de son patrimoine, naturel et culturel qu'il convient de protéger et de valoriser. Le chapitre de la charte consacré au « patrimoine culturel rural » est très explicite : il s'agit de « *faire renaître* » ou de « *renforcer* » l'identité du massif par la valorisation d'un patrimoine commun. Des pistes sont d'ailleurs mises en avant : le patrimoine architectural, les savoir-faire. Les enjeux du patrimoine apparaissent : il doit servir à unifier l'ensemble du

¹¹⁴ *Le Dauphiné libéré, Savoie, le 12 mai 1996.*

territoire du Parc, à faire naître une mémoire collective sur l'ensemble du massif.

L'étude des revues de presse de l'époque nous permet de constater le caractère crucial du discours dans le changement qui est alors en cours dans les Bauges. Celui-ci est manifestement un discours performatif¹¹⁵ qui participe de la construction d'un nouveau territoire. Des valeurs négatives - l'enclavement, l'absence de changement, la faible démographie - deviennent positives. Elles sont désormais déclinées sous forme d'authenticité, de préservation, de tranquillité. Les Bauges, en voie de désertification, sont investies par les rêves des citadins en quête d'espaces vierges, d'ailleurs qui les fassent rêver. Des nouveaux venus, de plus en plus nombreux, viennent côtoyer les habitants issus de l'ancienne civilisation paysanne. Une forme de multiculturalité se met en place.

3. Une société multiculturelle ?

Qui sont aujourd'hui les habitants du territoire du canton du Châtelard ?

Nous avons vu que le recensement de 1990 enregistre une hausse de la population pour la première fois depuis près de 150 ans. Ce revirement est bien évidemment dû à une arrivée massive de migrants. La population d'origine locale compte en effet de nombreuses personnes âgées, et le nombre de décès continue alors de supplanter largement celui des naissances. Le solde naturel pour la période 1982-1990 est ainsi de -193. Mais il est largement compensé par un solde migratoire de 391 pour une population totale de 3452 personnes. Lors du recensement de 1999, sur un total de 3830 habitants, 1742 habitants ne sont pas nés en Savoie, soit plus d'un tiers de la population. Cela donne une idée du poids démographique des migrants, qui est d'autant plus élevé que ce chiffre ne comprend pas ceux qui sont originaires des villes de Savoie. Et les jeunes néo-ruraux originaires de Chambéry ou d'Aix-les-Bains sont nombreux dans le massif. Par ailleurs, ce sont des populations jeunes qui ont en moyenne plus d'enfants que la population « de souche », et le fait que le solde naturel soit redevenu positif entre 1990 et 1999 (+ 20) leur doit sans doute beaucoup.¹¹⁶

On peut imaginer le bouleversement que cette arrivée massive de migrants a pu représenter sur un territoire qui n'avait jusqu'alors connu qu'une immigration anecdotique. Aujourd'hui, le canton rassemble des populations ayant des origines et des façons de vivre très différentes.

Je vais d'abord m'attacher à montrer la diversité des trajectoires de vie des habitants qui se côtoient dans le canton. Tout en essayant d'éviter d'enfermer les uns et les autres dans des catégories, je souhaite mettre en évidence la diversité des origines et des parcours, qui conduit chacun d'eux à entretenir un rapport particulier au territoire, avec des lieux et des temps qui lui sont propres.

¹¹⁵ François Laplantine analyse cette notion dans LAPLANTINE, François, 1999, *Je, nous et les autres*, Le Pommier-Fayard.

¹¹⁶ Source : recensement de la population de 1999, INSEE, <http://www.recensement.insee.fr>

Nous nous intéresserons ensuite à la place dans l'espace public et dans les processus de décision des différents groupes. A chacun d'eux correspondent en effet certains lieux d'expression et une légitimité plus ou moins grande, qui peut évoluer dans le temps.

Enfin, nous verrons que le territoire constitue une sorte d'arène, où se joue un jeu, dont, à la différence de ce qui se passe dans les espaces urbains, on peut difficilement se retirer. Bien qu'ils semblent parfois séparés par de véritables fossés culturels qu'ils entretiennent et sur lesquels ils jouent, les différents groupes communiquent, se fréquentent, négocient, et construisent du commun.

Les lieux et les temps de l'appartenance ¹¹⁷

Afin de mettre en évidence ce qui peut séparer les différents groupes en présence sur le territoire, je m'appuierai sur plusieurs exemples choisis parmi les parcours individuels des hommes et des femmes que j'ai rencontrés. En effet, les trajectoires de vie sont très diverses et, même si la scission Baujus « de souche » / néo-ruraux fait partie des sujets de préoccupations importants, il serait caricatural de se contenter de distinguer ceux qui sont nés en Bauges et ceux qui sont venus s'y implanter. De multiples fractures scindent chacun de ces deux groupes, et des points communs rapprochent certains de leurs membres respectifs. Aussi, je propose ci-dessous un classement visant à montrer cette complexité, tout en insistant sur le fait que celui-ci ne vise qu'à donner quelques points de repère et que les individus, nous allons le voir, ne sont pas enfermés par leurs origines, que ce soit du point de vue de leur sociabilité ou dans leurs centres d'intérêts.

Trajectoires

Parmi ceux qui sont issus de familles locales :

Ceux qui sont restés : C'est le cas de nombreuses personnes âgées, et de la plupart des agriculteurs, qui ont peu quitté les Bauges pour les plus âgés, davantage pour les plus jeunes qui se sont souvent formés à l'extérieur. Mais ce groupe compte aussi de nombreux jeunes ayant un faible niveau d'études. Ceux-ci sont le plus souvent en situation précaire, travaillant comme saisonniers dans les stations l'hiver et en intérim dans les PME locales ou dans de grandes entreprises extérieures au massif l'été.

Dans cette catégorie, on peut compter par exemple :

Annie, soixante ans environ, qui habite Aillon-le-Vieux. Elle et son mari ont conservé quelques bêtes jusqu'à leur retraite, mais c'était, selon leurs termes, un « à-côté » puisqu'il était employé communal, et qu'elle a exercé divers métiers, notamment secrétaire au collège, et a gardé des enfants de la DASS. Ils ont ouvert des gîtes à partir de 1968, en « tables d'hôte » et en location. Elle s'est investie dans les associations agricoles type Groupement de Vulgarisation Agricole (GVA). Aujourd'hui, elle est membre

¹¹⁷

J'emprunte ce titre à Yannick SENCEBE qui a analysé dans sa thèse les récits de vies d'une centaine d'habitants du Diois : SENCEBE, Yannick, 2001, *Les lieux et les temps de l'appartenance. Mobilités et territoires, une analyse sociologique du pays Diois*, thèse de doctorat de sociologie et anthropologie, Université Lumière Lyon II.

active de la paroisse, participe aux réunions d'anciens des deux communes d'Aillon, chante dans deux chorales, l'une traditionnelle, qui compte surtout des gens du pays, l'autre au style plus contemporain, à la moyenne d'âge plus jeune et largement ouverte aux néo-ruraux.

Claude, de Jarsy, la quarantaine, est issu d'une famille de sept enfants dont cinq frères. Il a repris l'exploitation familiale en GAEC avec ses quatre frères. L'un d'entre eux s'est retiré pour s'occuper davantage de bûcheronnage. Lui et ses frères ont recommencé à monter en alpage et à fabriquer de la tome dans les années 1970, pratiques abandonnées par leur père. Il a fait partie de la génération qui a lancé le processus de valorisation de la tome avec la création en 1972 d'une Société d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) pour les alpages des Bauges. Il dirige actuellement le Syndicat Interprofessionnel de la Tome des Bauges (SITOB).

Stéphanie : trente ans, fille d'un maçon italien immigré en Bauges, travaille l'hiver à la station des Aillons, l'été dans les usines de la plaine. Elle loue une maison à Aillon avec son compagnon originaire de Chambéry qui occupe le même type d'emploi. Ils ont un enfant. Elle pratique le ski de piste et le ski de fond.

Lionel : trente-deux ans, de Bellecombe, n'a jamais voulu quitter les Bauges. Tout à tour maçon dans l'entreprise de son père, conducteur de camions, employé dans un magasin de location de ski pendant la saison, il aime la pêche et la cueillette des champignons. Il retrouve fréquemment au bar ses amis pour des soirées « arrosées ».

Ceux qui sont partis, puis revenus : ce sont des enfants du pays qui, après avoir exercé une profession à l'extérieur du massif pendant un temps plus ou moins long, ont choisi de revenir, à partir des années 1980, pour certains dans la mouvance « vivre et travailler au pays ». Souvent diplômés, proches culturellement des néo-ruraux, ils essaient dans bien des cas de jouer un rôle de traducteur entre gens du cru et nouveaux arrivants, ce qui les conduit parfois à s'impliquer dans la vie politique locale. Plusieurs personnages sont emblématiques de cette catégorie. On peut citer :

Laure, la cinquantaine, a fait des études supérieures et travaillé dans l'enseignement avant de revenir en Bauges dans les années 1980, dans la mouvance « vivre et travailler au pays ». Elle est la nièce de D., entrepreneur de gauche qui a été le conseiller général du canton. Salariée pendant plusieurs années des Amis des Bauges, elle participe à de nombreux projets, s'intéresse au patrimoine, fait partie de l'équipe qui introduit en Bauges divers concepts issus du développement local et lance l'idée des Grandes Bauges qui débouchera sur le projet de Parc naturel régional. En 1989, elle est élue maire de la Motte en Bauges, poste qu'elle occupe encore aujourd'hui. Elle représente l'aile gauche des élus du canton et se fait souvent porte-parole des récriminations contre le Parc. Elle devient vice-présidente de cet organisme en 2001.

Patrick, la quarantaine, est le cinéaste des Bauges. Issu d'une grande famille de Bellecombe identifiée à gauche, et qui possède une scierie, il est l'auteur de plusieurs documentaires et de deux longs métrages ayant pour décor le massif. L'un de ses films, qui a pour sujet la vie en alpage, est emblématique dans le canton pour les agriculteurs, dont il raconte un peu l'histoire en se fondant notamment sur ses souvenirs d'enfance, mais aussi pour les autres habitants parmi lesquels nombreux sont ceux qui ont participé

au tournage comme figurants. Après avoir vécu plusieurs années à Paris, il revient dans les années 1990 s'installer à Aillon-le-Vieux avec femme et enfants. Il effectue un travail de collecte et de sauvegarde vis-à-vis de la culture paysanne, en tournant par exemple un documentaire sur l'alambic ou en oeuvrant pour la restauration et la diffusion du « fond Monnet », c'est-à-dire sur l'oeuvre d'un instituteur de la Motte qui a filmé son village en amateur à partir des années 1930. Il participe aussi fin 2001 à la constitution du collectif citoyen dont l'ambition avouée est de permettre à tous les habitants, quelle que soit leur origine, de se rencontrer et de débattre de grands thèmes touchant la vie locale.

Ceux qui sont partis mais qui reviennent de temps en temps : enfants du pays, ils ont conservé une maison de famille qui est leur résidence secondaire. Ils continuent à s'impliquer dans la vie locale lorsqu'ils sont présents en participant aux fêtes, à la vie associative et politique et votent souvent dans leur commune d'origine.

Georges, quatre-vingt ans environ, est né à Paris dans une famille de Lescheraines marquée par une forte tradition d'immigration. Dans la famille de son père, sur 8 enfants, 6 sont partis. Mis en nourrice dans les Bauges, il grandit entre ces dernières et Paris, au gré des aller-retours parfois forcés par les circonstances. C'est ainsi toute la famille qui revient dans les Bauges pendant la Seconde Guerre Mondiale. Il fait carrière à Paris, mais épouse une femme elle aussi originaire de Lescheraines. Ils conservent une maison de famille dans laquelle ils viennent passer toutes leurs vacances. Depuis leur retraite, ils vivent en Bauges la moitié de l'année. Gérard participe aux réunions du groupe patrimoine du Châtelard, où il s'est lié d'amitié avec Pascal (voir infra). Il fait partie du club des patoisants et écrit régulièrement dans *Vivre en Bauges* des articles en patois avec leur traduction dans lesquels il décrit la vie d'autrefois dans le canton.

Renée, soixante ans, d'Aillon-le-Jeune, s'est mariée à Saint-Jean-d'Arvey. Elle et son mari ont rénové une grange qui lui avait été léguée dans le village d'Aillon, et en ont fait une confortable maison. Elle possède un studio à la station qu'elle loue. Elle est présente tous les week-ends à Aillon, ainsi que pour les fêtes (foires) et les réunions d'anciens, et continue de voter au village. Elle a gardé de bons contacts avec plusieurs de ses amis d'enfance, par exemple avec Annie, qu'elle retrouve régulièrement pour faire des randonnées en montagne.

Parmi ceux qui sont venus s'installer :

Les pionniers, plus ou moins issus de la mouvance soixante-huitarde, ils sont arrivés dans les années 1970 alors que le canton était en pleine déprise, souvent en essayant d'implanter une activité. Plusieurs d'entre eux ont accédé à une certaine réussite et ils sont devenus des « figures locales », connues de tous. Certains ont acquis des responsabilités associatives, puis politiques.

Paul, soixante-cinq ans, fait figure de précurseur. Originaire de Paris, il découvre Jarsy à la fin des années 1950. Il est alors étudiant et moniteur dans une des colonies du village durant un été. Il a un véritable coup de foudre pour le village, revient les années suivantes et achète une maison grâce à ses relations au village au cours des années 1960. Il est alors devenu architecte d'intérieur. Il trouve du travail à Grenoble et monte pendant plusieurs années tous les week-ends à Jarsy avec sa compagne pour restaurer la maison tout en cherchant un moyen de s'installer définitivement. Une expérience

professionnelle chez un maquettiste lui donne le déclic, et après une prospection des marchés possibles, il décide de monter à Jarsy un atelier de maquettes. Il emménage définitivement en juin 1969. Il fait partie du petit groupe qui crée les Amis des Bauges, et le journal du même nom en 1974 (aujourd'hui *Vivre en Bauges*) pour essayer de rompre avec l'esprit de clocher encore très présent et de trouver des moyens de dynamiser le canton. Il s'intéresse aussi dès le début des années 1970 aux affaires municipales, car il estime que l'équipe en place laisse mourir le village, au lieu de préparer la reprise qui, selon lui, va forcément se produire. Il se présente aux élections de 1971. C'est un échec complet, ainsi que les deux élections qui suivent, mais peu à peu, une forme de reconnaissance pour son travail se met en place. Son entreprise marche bien et il installe sa fille au village, en lui construisant un gîte. En 1989, il est élu maire, puis réélu en 1995. Il fait partie de ceux qui, au sein des Amis des Bauges, ont lancé l'idée du Parc et devient lors de sa création vice-président chargé notamment du patrimoine culturel rural. Il ne se représente pas aux élections municipales de 2002 et perd son poste de vice-président du Parc. Séparé de sa compagne, il quitte le massif.

Jean-Paul et Isabelle, la soixantaine, sont originaires de région parisienne. Il est ingénieur et elle est professeur agrégée de mathématiques. Ils recherchent au début des années 1970 une maison dans le massif pour un projet d'installation en communauté, et la trouvent un peu par hasard à Ecole en Bauges. Lâchés par leurs compagnons d'aventure, ils s'installent finalement seuls. Solange continue au départ à travailler comme professeur à Chambéry. Denis devient consultant, travaillant la moitié du temps sur son ordinateur à école et l'autre moitié en déplacement. Ils restaurent la grange voisine pour en faire un gîte, dont Solange s'occupe aujourd'hui à plein temps. Ils s'engagent dans les Amis des Bauges dès leur création, et Denis préside cette association au cours des années 1980. Denis se passionne pour le tournage du bois à l'ancienne (l'argenterie des Bauges), se forme, puis organise des stages. Solange s'intéresse beaucoup aux plantes, ramasse des espèces sauvages et cultive des légumes rares. Elle encadre des sorties sur la question avec la maison faune-flore du Parc. Sur leurs quatre enfants, deux sont partis en région parisienne, les deux autres vivent en Bauges.

La grande vague des années 1980-1990 : La plus grande partie des néo-ruraux aujourd'hui présents dans le canton sont arrivés à partir de la fin des années 1980.

Nombre d'entre eux sont des actifs en âge d'avoir des enfants et certains, tout en étant de culture urbaine, ont une lointaine origine baujue. Leur socialisation se fait souvent par les enfants, leur implication dans la vie associative commençant par les parents d'élèves ou l'école de musique. Parmi eux, on peut distinguer ceux qui travaillent sur le massif, ou du moins s'efforcent de le faire et ceux qui ont un emploi à l'extérieur.

Magalie, âgée d'environ trente-cinq ans, a grandi en région parisienne. Les Bauges étaient pour elle un lieu de vacances, car ses grands parents en étaient originaires. Elle était employée dans le secteur du tourisme. Lorsqu'elle rencontre Xavier, ils viennent ensemble en vacances en Bauges et décident de tout quitter à Paris pour venir y vivre. Ils se marient et quelques mois plus tard, Xavier trouve un premier emploi à Chambéry, ce qui leur permet d'emménager dans le canton où ils occupent, en attendant mieux, la vieille maison familiale. Elle trouve à son tour du travail à l'Office du Tourisme d'Aix-les-Bains. Ils achètent un terrain et font construire une maison à Arith. Ils ont aujourd'hui trois enfants.

Tandis que son mari descend tous les jours à Aix, elle est en congé parental, s'est engagée dans diverses associations et notamment celle des parents d'élèves et chante à la chorale.

Jean, cinquante-cinq ans environ, originaire de Grenoble, est cadre dans une grande entreprise. Il a connu les Bauges à la suite de son premier mariage, car sa femme en était originaire. Il se passionne pour cette région, où il vient dès qu'il a du temps libre faire du cheval. Lorsqu'il divorce, il pense ne jamais y revenir. Quelques années plus tard, il rencontre celle qui allait devenir son épouse actuelle. Celle-ci vit à Lyon. Jean se renseigne auprès de son entreprise : il lui est possible d'être muté à Lyon ou à Annecy. Le couple réfléchit et décide de commencer quelque-chose de radicalement nouveau dans les Bauges. Marielle sacrifie pour cela son travail de puéricultrice qui la passionne pourtant. Jean demande donc sa mutation à Annecy. Le couple fait construire une maison à Arith. Ils ont un enfant. Marielle a du mal à retrouver un emploi et travaille à temps partiel comme secrétaire du vétérinaire. Jean réalise son rêve : avoir des chevaux. Marielle est occupée des responsabilités dans l'association de parents d'élèves et l'école de musique.

Céline, la quarantaine, et son mari viennent de Sologne. Ils sont tous deux éducateurs, et c'est lui qui découvre la région à la suite d'un séjour qu'il encadre. Il la convainc de venir s'y installer. Elle fait divers petits boulots, travaillant notamment à la poste du village, reprend ses études et écrit un mémoire de maîtrise d'histoire sur la chartreuse d'Aillon, à la suite de quoi elle devient vice-présidente de l'Association pour la Sauvegarde de la chartreuse. Elle valide ensuite un DESS de muséologie pour lequel elle doit se rendre à Dijon deux semaines par mois. Elle est aussi guide-patrimoine de la Fondation pour l'Action Culturelle Internationale en Montagne (FACIM) pour le village de la Compôte. Elle postule plusieurs fois sans succès au poste de chargé de mission patrimoine culturel du Parc. Elle est par contre recrutée par les Amis des Bauges, mais doit abandonner ce poste pour des raisons de santé. Elle fait partie du groupe qui a fondé l'association Gribouille, essentiellement pour obtenir la création d'une halte-garderie, et qui s'est tournée ensuite vers la culture enfantine. Elle a aujourd'hui cessé ses activités dans cette association.

Pascale, la quarantaine, vit dans les années 1980 en communauté dans la ZUP de Chambéry-le-Haut avec des amis marqués par les mouvements d'éducation populaire. Elle est alors assistante sociale. Le groupe loue à l'année une maison à Bellecombe, dans les Bauges, dans laquelle ils se rendent les week-end, et accueillent des jeunes de la ZUP pour de courts séjours. Et peu à peu, le projet de vivre dans le massif à plein temps prend forme. Ils s'installent définitivement en 1989, en rêvant de concilier vie familiale, économique, sociale. Deux membres du groupe, dont son conjoint, sont instituteurs. Ils demandent des postes dans les écoles du canton et permettent au groupe de vivre. De son côté, elle cherche à s'installer comme agricultrice, mais dans un domaine qui ne lui demande pas trop de travail. Elle entreprend donc la culture des petits fruits (framboises, mûres, cassis) pour la confiture, auquel elle ajoute la fabrication de jus de fruits, le tout en agriculture biologique. Le groupe, devenu l'association Oxalis acquiert des gîtes en montagne et se lance dans l'accueil des scolaires autour de l'éducation à l'environnement. Plusieurs de ses membres passent le diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne,

et proposent des randonnées avec des ânes. Elle s'inscrit quant à elle en DEA de sciences politiques à Grenoble et travaille sur le rôle des associations dans le monde rural. Elle est chargée par le Conseil National de la vie Associative de mener une étude sur la participation des associations à la vitalité des territoires. Toujours dans l'idée de développer des formes économiques différentes, elle participe avec Oxalis à la création d'une coopérative d'emploi, sous la forme d'une Société Coopérative de Production (SCOP) en 2000, qui doit permettre aux futurs entrepreneurs ruraux de débiter sans prendre trop de risques.

Sandrine : trente-neuf ans, était au début des années 1990 employée en région parisienne. En 1995, alors qu'elle est licenciée économique, elle fait un stage de photogravure, et trouve par une petite annonce un travail en Haute-Savoie, non loin d'Annemasse. Elle profite de l'occasion car, dit-elle, elle avait toujours eu envie de venir vivre en montagne. Mais elle se sent très seule dans le petit village dans lequel elle atterrit. Elle quitte son travail pour un poste plus proche d'Annecy. Là, elle découvre les Bauges par l'intermédiaire d'un ami qui y vit. La région lui plaît énormément, et elle vient s'y installer à son tour, à Arith. Elle rencontre son compagnon, avec qui elle a deux enfants. Durant son congé parental, pour gagner un peu d'argent, elle utilise ses talents de musicienne, car elle accordéoniste. Elle donne quelques cours d'accordéon et prend en charge la chorale de l'école de musique. A l'issue de son congé, elle décide de quitter son emploi pour se consacrer à la musique. Elle se fait construire un orgue de barbarie, avec lequel elle anime des fêtes de village, participe comme musicienne aux spectacles de plusieurs artistes locaux, donne des cours dans les écoles de musiques des Bauges et des environs, monte un spectacle pour enfants et fait des maquillages. Après une ou deux années de « galère », elle parvient à devenir intermittente du spectacle. Séparée de son compagnon, elle fait construire seule une maison à Bellecombe.

Les retraités venus passer leur retraite en Bauges souvent après être venus des années durant comme résidents secondaires. Ils acquièrent parfois des responsabilités dans la vie associative.

Pascal, soixante-dix ans environ, a grandi en Chine. Il rentre en France à l'adolescence et découvre les Alpes lors de vacances. C'est pour lui un coup de foudre et il décide de s'y implanter plus tard. Il fait des études et devient dirigeant d'une PME en région parisienne. Dans les années 1960, alors qu'il est marié et père de plusieurs enfants, il visite systématiquement les Préalpes, à la recherche d'un lieu où acquérir une résidence secondaire. Sa femme et lui choisissent les Bauges pour leur accessibilité, mais aussi parce que le paysage ouvert des Bauges-derrière leur plaît. Pascal fait construire sa maison en 1972, par des entreprises locales et s'y rend dès lors un week-end sur trois et toutes les vacances scolaires avec sa femme et ses enfants. Il attache beaucoup d'importance à nouer des relations locales, et lorsqu'il prend sa retraite en 1994, il a déjà un bon réseau sur place. Il vend sa maison en région parisienne et s'installe définitivement en Bauges. Il s'engage dans la vie associative locale, notamment avec le groupe « patrimoine » du Châtelard, où il se fait des amis proches, parmi lesquels certains ont un parcours semblable au sien. Passionné par l'histoire religieuse, il fait des recherches sur le sujet et devient en 1997 président de l'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon après le décès de son fondateur, Louis Brun. Il monte dès lors

différents dossiers en étroite collaboration avec le Parc et obtient les financements nécessaires à la restauration du bâtiment. Il prépare actuellement un livre sur le patrimoine religieux du canton. C'est un paroissien assidu et il fait partie de la « polyphonie des Bauges », chorale privilégiant le répertoire classique et sacré.

Michèle et Gabriel, soixante-cinq ans, ont vécu toute leur vie d'employés en banlieue parisienne. Ils découvrent les Bauges dans les années 1970 et reviennent chaque année en vacances au camping de Lescheraines, où ils ont leurs habitudes et nouent des contacts. Lorsqu'ils prennent leur retraite en 1995, ils vendent tout ce qu'ils possèdent en région parisienne pour se faire construire une maison à Lescheraines, non loin du camping de leurs vacances. Claude pratique la pêche dans le Chéran. Aline chante à la chorale et garde les enfants des voisins.

Ce panel de trajectoires est évidemment loin de représenter toute la diversité des parcours, et il existe bien d'autres cas que nous pourrions évoquer. Ce sont par exemple celui des enfants des premiers pionniers, aujourd'hui adultes, qui ont grandi en Bauges et parmi lesquels certains ont choisi de rester, ou encore celui des résidents secondaires qui s'investissent dans la vie locale.

Il donne cependant une idée de la diversité culturelle des habitants actuels des Bauges. Les uns ont grandi en milieu urbain, d'autres dans le monde rural, certains ont été marqués par des courants de pensée alternatifs et cherchent à vivre différemment, d'autres connaissent la précarité et le rythme du travail en usine. Les conceptions divergent si l'on évoque la nature, les paysages, avant tout produits du travail des paysans pour les uns, cadeau de la nature pour les autres. La notion de travail n'est pas non plus la même pour tous. De plus, nos individus ont des trajectoires différentes, dans lesquelles le territoire n'occupe pas la même place. Certains y travaillent et ont même parfois créé leur activité. D'autres descendent chaque jour vers les villes des environs.

En même temps, nous allons voir que d'autres éléments les rassemblent. C'est le cas en particulier d'un fort désir d'investissement dans la vie publique du territoire qui réunit un grand nombre d'entre eux.

Tous racontent l'histoire de leurs liens au territoire sur le mode affectif. Les néo-ruraux évoquent bien sûr le choix des Bauges, et souvent le « coup de cœur » éprouvé pour cette région. Mais les Baujus de souche décrivent eux aussi bien souvent leur trajectoire en terme de choix et d'attachement au territoire. En effet, si, comme l'écrit Yannick Sencebé, « Une frontière sépare ceux qui sont restés parce qu'ils n'ont pu aller ailleurs et les autres, ceux qui ont eu le choix »¹¹⁸, ceux qui sont restés par obligation sont-ils si nombreux que cela dans le canton du Châtelard ? Je n'en suis pas sûre. La scolarisation n'y est en effet assurée que jusqu'au collège. Ensuite, les adolescents doivent descendre en ville pour poursuivre leur scolarité au lycée ou dans des établissements professionnels. A l'issue d'études plus ou moins longues, il leur est souvent difficile, voire impossible de trouver du travail correspondant à leur diplôme dans le massif. Les enfants du pays ont d'ailleurs été fortement poussés par leurs parents à « faire leur vie » ailleurs, au moins jusqu'au milieu des années 1980. Un grand nombre

¹¹⁸ SENCEBE, Y., *Les lieux et les temps de l'appartenance...*

d'entre eux ont d'ailleurs accepté, et ceux qui sont restés ont généralement des frères et sœurs installés hors du massif. Aussi, ils ont généralement pris la décision, à un moment ou à un autre, de revenir. Comme le souligne Pierre Cornu dans sa thèse sur l'histoire démographique des hautes terres du massif central ¹¹⁹, on s'intéresse le plus souvent aux migrants, comme si le fait de partir était un acte de volonté, tandis celui de rester témoignait d'une forme de passivité. Pourtant, il est peut-être plus facile d'aller là où il y a du travail que de s'efforcer de demeurer dans un pays que tous proclament sans avenir. Aussi, à l'exception des plus âgés, aujourd'hui retraités, il me semble que les Baujus de souche eux-mêmes ont, pour la plupart, décidé de vivre en Bauges. Ceux qui sont restés ont dû faire preuve d'un certain acharnement, ou du moins de beaucoup de débrouillardise, en cumulant parfois plusieurs métiers, comme en témoigne le parcours de Annie (cf supra). Un autre exemple de l'existence de désir de rester est l'histoire de Victor, d'Aillon-le-Jeune, qui épouse Lucienne au début des années 1960. Peu confiant en ses possibilités d'avenir à Aillon, le couple descend travailler à Saint-Jean-d'Arvey, chez la famille de Lucienne. Mais en 1965, la nouvelle équipe municipale d'Aillon-le-Jeune lance la création de la station de ski. Le couple décide alors de revenir exploiter la ferme familiale de Victor, à la Corrierie, à côté de la station et remonte dans les Bauges. Ils font de la vente à la ferme et ouvrent un gîte d'enfants. Aujourd'hui, parmi leurs six enfants, deux fils ont repris l'exploitation, un troisième vit à Aillon et travaille en périphérie du massif, les trois autres ont quitté les Bauges.

Quant aux néo-ruraux, leur arrivée est le plus souvent la réalisation d'un projet longuement mûri. Les Bauges ne sont pas attractives en terme d'emploi. La majorité de la population travaille à l'extérieur, et à l'exception de quelques fonctionnaires, personne ne vient s'y installer par opportunité professionnelle. Quant au marché de l'immobilier, il est aussi relativement restreint. D'une certaine manière, on ne vient pas en Bauges par hasard. Dès lors, tous parlent de leur installation dans le canton en termes de choix de vie et décrivent leur attachement au territoire.

Le moment de ce choix correspond parfois à une rupture sur le plan affectif, ou au contraire à un nouveau départ. En tout cas, nombre de ces parcours individuels ont pour point commun ce basculement, que l'on retrouve dans pratiquement tous les récits de vie. Il est probable que cette expérience commune, quoique vécue individuellement, soit de nature à rapprocher la population. Cette dimension de choix explique sans doute aussi pour une part le fort investissement de nombre de ces personnes dans la vie associative ou politique locale. Elles se sentent concernées par l'avenir d'un territoire auquel elles se déclarent attachées, parfois de manière quasiment viscérale.

« Je me sens bauju au point que je voudrais me faire enterrer à Arith. Je regarde pour acheter une concession ». (Jean)

Légitimités politiques et lieux d'expression

Le désir d'investissement dans la sphère publique présent à des degrés divers chez la plus grande partie des habitants est lié au choix de vivre en Bauges : ce n'est pas

¹¹⁹ CORNU, P., *La forteresse vide...*

seulement un lieu qui est choisi, mais aussi un mode de vie. Il s'agit d'être connu et reconnu dans un lieu, d'y être une figure, un personnage.

Cet investissement s'effectue de façon différente selon le groupe dont la personne est issue.

Les conseils municipaux :

Aujourd'hui encore, la plupart des conseils municipaux sont contrôlés par les Baujus de souche et il demeure relativement difficile pour les néo-ruraux de s'y investir, même si l'ouverture se fait peu à peu. A l'issue des élections municipales de 2001, quatre maires sur quatorze seulement n'étaient pas membres de familles locales. Le poids électoral de ceux qui sont nés sur place demeure très important et ceux-ci rechignent à élire quelqu'un dont la généalogie ne s'ancre pas dans le pays. Lors des campagnes électorales pour les cantonales, tous les candidats qui le peuvent revendiquent d'ailleurs leurs origines locales. C'est ainsi que lors des élections cantonales de 2004, on pouvait lire sur le tract d'une candidate « *issue de la commune de Bellecombe de par sa filiation à la famille C, habitant près de sa maison natale, chez Mme P., au Pont du Diable* ».

De plus, il ne s'agit pas seulement d'être originaire des Bauges, encore faut-il faire partie d'une des familles traditionnellement liées à ce type de fonctions. Il est d'ailleurs assez étonnant de constater que l'on trouve dans des documents du XVII^e ou du XVIII^e siècles des signatures de syndics qui portent les noms de maires actuels. Cela révèle à quel point certaines familles sont, traditionnellement, liées à l'exercice du pouvoir et bénéficient ainsi d'une forme de reconnaissance a priori pour gérer les affaires du village¹²⁰. Ce sont par exemple les familles Tardy et Boyer à Aillon, la famille Dusserre à Lescheraines, ou la famille Fabre à Bellecombe. Ces familles étaient connotées politiquement - « blanches » ou « rouges » - mais n'étaient pas engagées dans les partis nationaux, et s'inscrivaient fortement dans la culture locale. Elles ont souvent dû s'effacer peu à peu lorsqu'il ne s'est plus agi de gérer la continuité d'une vie de village mais qu'il est devenu évident que le monde rural était en train de se transformer et qu'il fallait, devant l'aggravation de l'exode vers les villes, trouver un moyen de s'adapter à la modernité. Les enjeux avaient changé, et le maire d'une commune devait être capable de se confronter aux institutions extérieures - Conseil général, préfecture -, en particulier lorsque la commune souhaitait se lancer dans un projet important. C'est ainsi qu'un Boyer démissionne en 1965 de son poste de maire d'Aillon quelques semaines avant l'issue de son mandat, car il ne souhaite pas s'occuper du développement de la station. C'est un Tardy, plus entreprenant, qui lui succède, et qui conservera la mairie pendant 24 ans, durant lesquels seront lancés la station du village et le stade de neige de Margériaz. Aujourd'hui, malgré un léger recul, ce système demeure bien présent.

Son importance est d'ailleurs encore une fois apparu clairement lors des dernières élections cantonales, en 2004. Le conseiller général sortant, élu de droite, avait décidé de ne pas se représenter. Celui qu'il avait choisi pour lui succéder et dont il soutenait la

¹²⁰ Ce type de légitimité héritée est analysée par Marc Abélès dans le cas d'une petite commune de Bretagne, cf ABELES, Marc, « Rituels de l'héritage politique », dans : ABELES, Marc et JEUDY, Henri-Pierre, 1997, *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, pp. 127-147.

candidature n'était pas un Bauju ni de souche ni d'adoption, mais un membre de son parti, venu de Chambéry. Alors que lors du scrutin précédent, avec le soutien des Baujus « de souche », plutôt conservateurs, il avait facilement battu le candidat de gauche qui était un membre de la famille Fabre, de Bellecombe, les électeurs du canton ont cette fois préféré voter à gauche plutôt que de confier le poste de conseiller général à quelqu'un qui n'avait pas de légitimité locale. C'est donc un Dusserre, issu d'une grande dynastie de gauche de Lescheraines, qui est devenu conseiller général en mars 2004¹²¹. Certes, ce résultat est sans doute aussi le reflet d'une tendance nationale, puisque les régionales et les cantonales de 2004 se sont soldées par une sévère défaite de la droite, mais il témoigne aussi d'une conception particulière des enjeux politiques dans ce canton traditionnellement plutôt conservateur.

Dans beaucoup de villages, une seule liste se présente aux élections municipales. Elle est dirigée par un membre d'une famille locale entouré d'une équipe qui comprend quelques néo-ruraux. Une invitation est parfois lancée aux bonnes volontés pour rejoindre le conseil municipal, mais il s'agit dans ce cas de rejoindre la liste existante, et donc d'accepter les options de ceux qui la dirigent. L'apparition d'une deuxième liste est évidemment vécue comme une provocation (ce fut le cas au Châtelard en 2001). Aussi, les conseils municipaux sont-ils plutôt le lieu d'expression des Baujus de souche qui s'y retrouvent culturellement. Ainsi un fils d'agriculteur qui a repris l'exploitation ou un artisan du village y trouvera sa place sans problème.

Étant donné le poids démographique grandissant des néo-ruraux, le changement va sans doute intervenir sous peu, mais il ne se fera pas sans douleur pour les populations originaires des Bauges, comme l'admet une partie-revenue :

« Ça va changer tout aussi dans la politique locale, et on sent bien les réticences qu'il y a, parce que c'est vrai que quand on est Bauju de souche comme moi et que c'est un maire qui vient d'ailleurs qui est élu, ça fait drôle quoi (rires). Parce qu'il y a le pouvoir derrière. C'est vachement important, ça. Et moi je comprends aussi que les gens des Bauges, ils soient un peu méfiants par rapport à lâcher le pouvoir à des gens qu'on connaît pas. Qu'on connaît pas, et quelque-part, y'a une forme de légitimité aussi, à avoir été les paysans d'ici, ils ont quand même leur légitimité. Moi j'ai un pied de chaque côté, alors je vois bien les choses. Ceci dit, leur légitimité, ça a des fois été le malheur du pays parce qu'ils ont pas été assez dynamiques, sauf que le fait d'avoir pas été dynamiques, on a un pays qui a pas bougé et aujourd'hui, c'est notre plus grande richesse. »

Mais il existe d'autres lieux d'inscription dans l'espace public. Le monde associatif tient en particulier une place très importante dans la vie du canton. Deux associations se préoccupent explicitement de développement local, et se veulent par conséquent des lieux de réflexion sur l'avenir du massif : ce sont les Amis des Bauges et Oxalis.

Les associations :

Les Amis des Bauges

L'association « Les Amis des Bauges » a été créée au début des années 1970 par

¹²¹ Au deuxième tour, Armand Dusserre a obtenu 53,25 % des suffrages contre 46,75 % à son adversaire. En 1998, son prédécesseur avait largement battu le candidat de gauche avec un rapport de 65 % à 35 %.

les premiers néo-ruraux du massif et les premiers « partis-revenus ». L'association est au départ constituée pour préserver et valoriser d'un point de vue touristique un site au bord du Chéran comprenant des grottes et nommé Pré-Rouge. Puis, ceux qui se sont mobilisés autour de ce projet décident de se consacrer à l'animation touristique dans le canton. Le premier numéro de leur journal, *l'Ami des Bauges*, paraît en 1974.

Les premiers membres de l'association expliquent qu'ils se sentaient en désaccord avec la façon dont les conseils municipaux géraient la situation. Pour eux, ces derniers étaient trop fatalistes et se contentaient de gérer les affaires courantes, sans chercher véritablement des moyens de revitaliser le pays. Ils leurs reprochaient aussi d'être trop marqués par l'« esprit de clocher », alors que le canton paraissait aux néo-ruraux une échelle plus pertinente pour résoudre certains problèmes. Cependant, ils n'avaient alors aucune chance d'être élus dans les mairies.

« Je crois que le premier élément un peu fédérateur, ça a été la création des Amis des Bauges. Ça a été ça, et ça a été aussi la mise en place du journal. Du journal *l'Ami des Bauges*. Des éléments, aussi... Tu reprends le premier numéro de *l'Ami des Bauges*, qui doit être aux archives aux Amis des Bauges, ben tu te rendras-compte qu'on était 6 ou 7. Je dois avoir fait l'éditorial, d'ailleurs, de ce numéro. Pendant longtemps, ben oui, il avait deux pages, et puis on essayait de... Parce que moi, il m'a toujours semblé que... - c'est pour ça que je me suis toujours impliqué dans la vie, comment dirais-je, plus générale - il m'a toujours semblé que si on voulait pas crever, il fallait se regrouper. Il fallait qu'on apprenne à travailler ensemble, il fallait qu'on apprenne à se connaître, il fallait qu'on apprenne à casser ces frontières. Parce qu'il y avait réellement des frontières. Jarsy et Ecole, c'étaient deux commune séparées, je dis pas qu'on se disait pas bonjour, c'est pas la question, mais où bon, pour des questions d'idées politiques ou d'idées religieuses, les enfants s'envoyaient encore des pierres à la figure, quoi. (...) C'étaient des rivalités, les villages étaient vraiment des trucs indépendants, et moi je voyais pas bien l'indépendance de ces villages quand tu atteins des populations de 100 à 150 habitants. (...) Parce qu'on est quand même descendus à 100 habitants. Il y a 20 ans, Jarsy, c'était 100 habitants, réels. - Question : Oui, dans les années 80, quoi.

- Ouais. 5 gamins scolarisés. C'est que t'as intérêt quand même à te remuer, quand tu arrives à ce stade-là. (...) C'est-à-dire que ça continuait à descendre, et ce qu'on essayait, peut-être inconsciemment de faire, c'était d'enrayer cette chute. C'était pas... On attend pas le creux de la vague qu'il n'y ait plus personne dans les villages pour essayer de faire quelque-chose, mais au contraire, on fait quelque-chose, parce qu'on sent bien qu'on glisse. »

(Paul)

Le groupe qui compose à l'origine les Amis est bien identifié par tous les protagonistes de l'époque. Il comprend un certain nombre de néo-ruraux, et des « partis-revenus » comme Laure et l'actuel président du Parc.

« Alors il y avait, moi j'étais un cas parce que j'étais originaire et que je voulais revenir, mais il y avait quelques personnes qui s'étaient installées, venant d'ailleurs, et donc les plus célèbres c'est Paul à Jarsy avec son atelier de maquettes, des Parisiens, après il y avait Denis à Ecole en Bauges, là-bas, aux

Landagnes, il y avait une dame, Madame D. qui était aussi à Sainte-Reine qui était pas d'ici, voilà, donc en fait aux Amis des Bauges, il y a eu toute une équipe de gens qui n'étaient pas des Baujus d'origine, mais qui étaient intéressés, parce que pour eux c'était un choix de vie pour participer à la vie locale et qui ont constitué avec moi les Amis des Bauges. » (Laure)

Ses membres se distinguent culturellement de la population baujue, notamment parce que la plupart d'entre eux ont fait des études :

« Question : Et là, alors, le petit groupe qui a monté ça, qui c'était ? C'étaient des gens un peu comme toi de l'extérieur, ou il y avaient des gens d'ici ? C'étaient des jeunes ? - « Non, non. Il y avait effectivement quelques personnes de l'extérieur, qui s'appelaient le curé du Châtelard qui était l'abbé Grumel, qui s'appelaient madame D. qui était une dame qui s'était installée au col du Frêne pour vendre des objets artisanaux, et puis, en étranger, je crois qu'il y avait nous. Et puis alors le reste, on trouvait déjà des Laure M., des [l'actuel président du PNR]. On trouvait ces noms là. C'est des noms qu'on retrouve un peu maintenant. - Question : Et Laure M. et [le président du Parc], à cette époque là, c'étaient des jeunes du coin qui faisaient des études ? - Ah ben oui, ah ben oui, c'étaient des jeunes. Je sais pas quel âge il a [le président du Parc], mais il y a pas de problème, c'étaient les jeunes. - Question : Mais je veux dire, par rapport aux gens d'ici, c'étaient ceux qui étaient partis faire des études à l'extérieur ? - Oui, bien sûr. Et oui. Culturellement, si tu veux... Mais ça veut pas dire que c'était quelque-chose qui était fermé aux gens du terroir, loin de là, loin de là. Bon petit à petit, ça s'est étoffé, mais c'est vrai qu'il y avait le fils G., qu'on peut considérer comme des étrangers, bien que son père ait tenu la pharmacie pendant je sais pas combien de temps au Châtelard. Mais c'était quand même, socialement et culturellement, bon, je vais pas dire l'élite, parce que c'est un peu prétentieux, tu vois mais... » (Paul)

D'autres témoignages confirment qu'à l'époque, les Amis sont perçus comme des gens un peu à part, des « originaux ».

« Les Amis, c'est des gens nouvellement installés, comme Paul. Laure et Bernard se sont appuyés sur eux. On a été d'ailleurs plus ou moins embringués. Laure est allée à la pêche d'intellos variés ou de gens un peu originaux, enfin, les intellectuels qui traînaient par là. Paul a eu un rôle d'appui important. Il a dû arriver à la fin des années 1960. Alors qui il y avait dans les Assemblées Générales ? Il y avait aussi les gens du bois comme Jo Fabre C'est une famille puissante, ceux qui ont la scierie. C'est l'entreprise de gauche des Bauges. Ils soutenaient le mouvement. Parce que les agriculteurs sont très conservateurs. Il y avait aussi des innovateurs de tous poils comme le maire de la Compôte qui a édité son bouquin à l'Harmattan. » (Denis)

Leurs initiatives sont alors perçues par les Baujus de souche au mieux avec une certaine indifférence, au pire avec hostilité.

« - Question : Et comment l'association était perçue par la population ? - Ben toujours difficile, quoi, hein, parce que... Parce qu'on était encore et on est peut-être de moins en moins, mais quand même, il y a eu cet espèce de fatalisme, d'être... ça a été porté quand même par des leaders qui ont inversé le cours des choses, mais la grande majorité, c'était : « foutez-moi la paix et laissez nous vivre

tranquille, et qu'il se passe rien et après moi le déluge », enfin je l'ai entendu souvent. Ce que je dirais par rapport à ça aussi, c'est que c'était une population âgée, cherchant pas trop l'innovation, ou à bouger, des gens partis des Bauges revenant le week-end très conservateurs aussi (mais c'est toujours pareil, ça) et pas trop d'initiatives de la part des gens. Donc moi j'ai vécu ça comme étant une grosse restructuration agricole, donc les paysans ils avaient autre chose à faire, et puis pas de diversification, restructuration, donc élargissement des exploitations, c'était l'objectif principal, et puis autour de ça, il y avait pas tellement de volonté ni d'aller sur le tourisme ni sur d'autres types de développement, quoi. Pas de motivation pour ça. » (Laure)

Les comptes-rendus des réunions de l'époque montrent d'ailleurs que leur position de relative extériorité ne cesse de préoccuper les membres actifs de l'association, qui se désolent régulièrement de l'absence des « Baujus », et cherchent des moyens de les intéresser.

Malgré cette semi-marginalité, les Amis des Bauges semblent avoir été dans les années 1970 et 1980 un formidable lieu de réflexion. Marqué par les mouvements du développement local, de l'éducation populaire, comptant dans ses rangs quelques figures du catholicisme de gauche du canton, l'association est à l'origine d'un grand nombre d'idées ou d'intuitions appelées à un grand avenir. Même si beaucoup de leurs projets débouchent sur un relatif échec, même si les comptes-rendus de réunion témoignent de l'isolement ressenti par les membres de l'association, ces derniers mettent en place très tôt un certain nombre d'initiatives qui seront les points de départ de réalisations importantes pour le canton.

Ils sont en particulier les premiers à imaginer de s'appuyer sur le patrimoine local pour développer le pays. Dès les années 1980, leurs comptes rendus de réunion témoignent d'un intérêt pour l'histoire des communautés rurales. En 1983, ils recrutent une étudiante en ethnologie pour travailler sur le village de Doucy, ce qui donnera lieu à la publication d'un petit livre ¹²². Ils organisent des expositions sur la vie paysanne. Ils tentent aussi de valoriser certaines pratiques artisanales, comme l'argenterie des Bauges, et organisent des formations. Ils essaient de relancer la fabrication artisanale traditionnelle de couvertures piquées dans les Bauges. Ils organisent pour cela des stages, et essaient de trouver des débouchés commerciaux. L'opération est un échec complet, et à ma connaissance, plus personne ne fabrique aujourd'hui de couvertures piquées dans le canton. Ils rencontrent en revanche un certain succès avec l'idée de créer une maison des artisans à Lescheraines, maison qui existe encore aujourd'hui et qui, en ouvrant lors des vacances scolaires et avant Noël, permet aux différents artisans du massif d'écouler une importante partie de leur production. En 1990, ils lancent un premier inventaire du patrimoine dans les 14 communes. Ils font aussi un important travail pour permettre l'édition d'extraits de la thèse de l'abbé Gex, retrouvée dans les années 1980 à l'Institut de Géographie Alpine.

Ils s'intéressent au patrimoine naturel, et en l'occurrence à la réserve de faune et de flore et se préoccupent de son peu de popularité auprès des habitants ¹²³ et ont, les premiers, l'idée de créer à Ecole un « musée de la réserve ». Un dossier contenant le

¹²² ALEXIS, P., Doucerains...

projet muséographique est même réalisé ¹²⁴, mais là encore, c'est un échec faute de financement. C'est finalement le Parc qui reprendra le projet et construira une « maison de la faune et de la flore » à Ecole. Celle-ci a ouvert en 2001.

Les Amis des Bauges semblent avoir été les premiers à élaborer un projet de territoire plus large, qu'ils baptisent « les Grandes Bauges » à la fin des années 1980, et à prendre contact avec des associations du pourtour du massif. Les élus à qui ils présentent alors cette idée n'y croient pas. Pourtant, c'est bel et bien le territoire du Parc qui se dessine alors.

Enfin, l'association a été un vivier dont sont sortis plusieurs des élus actuels du massif. Elle a été pour de jeunes Baujus un moyen de proposer autre chose face aux élus âgés. On peut notamment citer l'actuel président du Parc, à l'époque éminent chroniqueur du journal *l'Ami des Bauges*, et Laure, l'ancienne salariée de l'association, aujourd'hui maire de la Motte en Bauges, vice-présidente de la communauté de communes et vice-présidente du Parc. Les Amis ont été pour eux un lieu où faire leurs premières armes, se former, créer un réseau de relations. Pour des néo-ruraux comme Paul, ils ont été une première scène publique, une occasion de faire leurs preuves en faisant quelque-chose pour le pays. Après des années d'efforts patients, de réussites, mais aussi d'échecs, la reconnaissance obtenue par son travail auprès des Amis fait sans doute partie des éléments qui lui ont permis d'être élu dans sa commune en 1989 :

« C'est un peu prétentieux, tout ça. Tu couperas. Non mais, c'est parce que c'est vrai que je suis très fier de cette élection. Bon, je veux dire le Parisien qui arrive, après trente ans, à être élu, non, c'est pas évident, mais il faut pas non plus que ça ressemble à la petite histoire, au petit conte de fées. Il y a un travail derrière tout ça, il y a une participation, et il y a une implication, simplement, dans la vie. Et cette implication, c'est vrai que tu peux la traduire d'une façon très prétentieuse en disant « youkaidi, youkaida, je suis le meilleur », ou simplement ben parce que moi j'avais envie de faire quelque-chose pour un village et pour une région que j'aimais, pour un pays que j'aimais et qui m'avait ou que j'avais adopté, je sais pas qui a adopté l'autre. Je pense que dans un premier temps, j'ai adopté les Bauges, et les Bauges m'ont adopté ensuite, quoi. »

Et en effet, si les Baujus de souche semblent avoir été très méfiants vis-à-vis de l'association des Amis des Bauges dans ses débuts, ses fondateurs bénéficient aujourd'hui d'une certaine estime de la part la plus âgée de la population. D'autres néo-ruraux ont suivi des parcours similaires, et même si tous n'ont pas brigué de fonctions électives par la suite, leur action bénévole leur a conféré une reconnaissance qui leur donne aujourd'hui un poids et une légitimité dans le canton, quel que soit le domaine dans lequel ils s'engagent.

Les Amis des Bauges semblent avoir vu leur influence décliner avec l'apparition du Parc, qui gère aujourd'hui avec des moyens beaucoup plus importants les projets de valorisation touristique et patrimoniale. Ils ont recentré leur action sur le domaine social et en direction des enfants et des jeunes, et ont obtenu un label de Centre socio-culturel.

¹²³ Voir la Réserve Nationale de Chasse et de Faune Sauvage, chapitre IV partie 3.

¹²⁴ Disponible dans les archives des Amis des Bauges, au Châtelard.

Mais ils ne me paraissent plus jouer le rôle d'agitateur qui fut le leur tout au long des années 1970 et 1980. L'association est cependant toujours un lieu d'accueil pour les nouveaux arrivants qui y trouvent la possibilité de tenter d'obtenir des améliorations en terme de garde d'enfants, de loisir, de culture.

« Pour la plupart, c'est pas des gens d'origine des Bauges. Actuellement, dans le conseil d'administration, il y a de jeunes ménages qui se sont installés dans les Bauges depuis deux ans, et qui arrivent avec des besoins importants. Parce que bon, soit ils viennent de milieux urbains, soit ils viennent d'un autre canton un peu moins rural, et eux, ils s'attendent ici à trouver les mêmes choses. » (Marie, Salariée de l'association)

Oxalis

L'association Oxalis est issue d'une dynamique tout à fait différente et ne présente pas un tel bilan, mais me paraît importante pour le réseau qu'elle anime aujourd'hui.

Comme je l'ai mentionné en décrivant le parcours de Pascale, elle est au départ composée d'un groupe de jeunes venus de Chambéry où ils vivaient en communauté, qui s'installent à Bellecombe à la fin des années 1980. Ils cumulent plusieurs activités : la culture biologique de petits fruits pour les confitures et la réalisation de jus de pomme, la gestion de gîtes, l'accueil de scolaires sur des projets d'éducation à l'environnement, l'organisation de randonnées avec des ânes, l'animation culturelle du canton, avec l'organisation d'animations festives et de conférences, etc. Le noyau de base de l'association est donc constitué par des individus venus des villes voisines. Au départ, ceux-ci semblent avoir considéré les Bauges et le monde rural avant tout comme un lieu neuf, ouvert, où ils vont pouvoir mettre en pratique leurs idées de vivre différemment et leur projet économique alternatif. Ils veulent dans le même temps contribuer au développement local du territoire sur lequel ils vivent :

« Là, on a basculé de ce côté militant, comme tu disais de l'association espace de loisir, à une association pour créer une activité économique, mais pas d'activité économique uniquement dans le sens créer notre propre emploi, mais ouverte sur le massif et ouverte sur le développement local. Voilà, dans le sens où nous on entend le mot développement local. On est des acteurs et on a envie de contribuer, de faire des choses. Donc du coup on a les deux... deux activités, enfin pas deux activités mais deux axes. Un axe production agricole, et l'axe plus développement local, au sens vraiment très large du thème développement local qui était plus... qui était complètement associatif. » (Pascale)

Le groupe arrive donc au départ pour mettre en oeuvre un projet conçu à l'extérieur du massif. Il cherche dans le même temps à s'intégrer à la population locale.

« Donc on a aussi essayé de s'intégrer au mieux ici, et donc pour nous ça passait par participer à des choses locales. Donc on a participé à... On est allés donner des coups de main dans des fêtes, et donc du coup, on a été accueillis par ce biais-là, et c'est comme ça qu'on s'est... Enfin y'a des liens qui se sont faits par un côté très volontaire de notre part de nous intégrer. » (Benoît)

Mais cela ne se fait pas sans heurts : les idées d'Oxalis sur le travail, le mode de vie semi-communautaire de ses membres ne facilitent pas la compréhension par les locaux.

« Donc il y a Benoît et Alex qui étaient instits, eux ils ont demandé un poste en

Bauges. Donc Benoît a obtenu un plein-temps, il avait plus de points que Alex, il avait plus de facilité que lui, donc il a eu un plein temps sur un petit village, à Arith, et il a demandé un mi-temps, et du coup, Alex a pu postuler pour un mi-temps et il a pu l'obtenir. Donc ils se sont partagés une classe unique à tous les deux, un mi-temps chacun. Voilà, donc c'est assez cocasse, ça, parce qu'en terme d'intégration, quand tu arrives à deux mecs et que tu bosses à mi-temps, tu es forcément un feignant, donc... En plus ils avaient... ils travaillaient sur une pédagogie Freney, tout ça, donc... » (Pascale)

De nombreux Baujus de souche considèrent encore aujourd'hui ce groupe avec méfiance et le soupçonnent d'être une secte. Le conseil municipal de Bellecombe fait preuve de beaucoup de réticences à son égard, ce qui ne facilite pas certains de ses projet.

Les membres d'Oxalis ont une vision assez critique du monde rural traditionnel, dans lequel ils veulent faire tomber certaines frontières. Ils ne renient d'ailleurs rien de leur culture urbaine, et sont très liés à des associations de Chambéry ou de Grenoble. Avec parfois une volonté délibérée de provoquer, ils tentent de permettre à des mondes différents de se rencontrer. Par exemple, ils participent à la restauration de la scierie à grand cadre de Bellecombe, et font venir des jeunes urbains issus de quartiers en difficulté.

« L'autre exemple de notre lien avec la commune, enfin avec la commune... en tout cas avec le local, c'était de participer à la rénovation de la scie à grand cadre. Donc ça c'était important, parce que c'était à la fois participer à une action locale, donc toujours dans l'idée de s'intégrer le mieux possible, et à la fois travailler avec les anciens du pays, donc ça c'était bien et à la fois emmener nos savoir-faire sur l'organisation de chantiers de jeunes, et du coup de faire des ponts qui ont été vraiment passionnants, d'avoir d'un côté des jeunes de banlieue, pour la plupart, sûrement pas français, en face de gens qui sont quand même déjà racistes, même quand t'es pas des Bauges, t'es déjà étranger, donc quand en plus t'es arabe, on n'en parle pas, quoi. Donc c'était un enjeu complètement fou de dire, déjà à Oxalis, on était vus déjà un peu comme des étrangers, et en plus on amène des Arabes, donc ça arrange pas, et pour travailler sur le patrimoine local avec des anciens du pays. Donc ça, ça a révolutionné les choses dans la tête des gens qui se sont dit « comment ces jeunes là viennent d'une façon bénévole pour notre patrimoine », et ça, ça a fait « cric cric ! » dans la tête. » (Pascale)

L'association est très impliquée dans les réseaux nationaux d'éducation à l'environnement, et en particulier le réseau Ecole et Nature. Oxalis est aussi proche des mouvements d'éducation populaire de type Peuple et Culture, et collabore à la revue *Alternatives rurales*. En 2001, Pascale est sollicitée par le Conseil National de la Vie associative pour mener une étude destinée au premier ministre sur la participation des associations à la vitalité des territoires. En 2002, l'association organise à Chambéry et à Jarsy Planet'ère, un forum mondial sur l'éducation à l'environnement. La reconnaissance institutionnelle d'Oxalis au niveau national voire international contraste quelque-peu avec sa relative marginalité en Bauges, où ses membres sont considérés sans aménité par les institutions en place, et notamment par le Parc dont les dirigeants, élus et direction, n'apprécient pas beaucoup certaines de leurs prises de position virulentes.

Une de ses dernière initiatives est la mise sur pied d'une coopérative d'emploi sous forme de SCOP afin de venir en aide aux entrepreneurs débutants. Il s'agit là encore de permettre l'émergence de projets économiques différents.

Oxalis fédère aujourd'hui la part la plus jeune des néo-ruraux, car elle se situe dans une mouvance idéologique qui rejoint celle de nombreux migrants actuels dans les campagnes. Ce ne sont plus les soixante-huitards d'autrefois, mais la génération qui a été formée à l'écologie à l'école. Marqués par les théories du développement local, ils ambitionnent de lier problématiques locales et globales. Souvent proches des mouvements altermondialistes (l'association adhère d'ailleurs à ATTAC), ils refusent une certaine forme d'économie marchande et entretiennent une dimension internationale assez prononcée dans leurs actions, avec notamment des liens avec des associations des pays du Sud. Pour ces jeunes migrants, le monde rural est un lieu où tenter d'inventer une autre économie, et une autre citoyenneté. Côté économie, ils revendiquent une pluriactivité avec un aspect agricole qu'ils rattachent au mode de vie traditionnel de la moyenne montagne...

« La base, c'est un pays agricole, c'est un pays aussi qui a beaucoup vécu en autarcie, sur de la polyculture, de la polyvalence sur de la... comment dire ? de la pluriactivité au sens large du terme, c'est-à-dire les personnes elles-mêmes qui juxtaposaient plein d'activités pour vivre, et à la fois, une même famille qui a besoin de tout produire pour pouvoir exister, quoi. Donc c'était quelque-chose avec laquelle on se sentait en phase, avec cette valeur-là du pays. Donc on avait dit que si on faisait quelque-chose ce serait sur une base agricole. »

D'autre part, les formes actuelles de la démocratie dans le monde rural et ailleurs sont une des questions explicitement posées par Oxalis, qui organise en avril 2002 à Jarsy le congrès du réseau « école et nature » sur le thème des « nouvelles gouvernance ». Celui-ci rassemble près d'un millier de personnes en trois jours. C'est aussi dans un réseau proche de l'association qu'à été lancée fin 2001 l'idée de mettre en place un collectif citoyen en Bauges. C'est-à-dire qu'Oxalis se trouve au centre d'un mouvement de revendication d'une organisation politique différente pour le monde rural, avec en particulier l'instauration d'une démocratie participative comportant de nouveaux espaces de débat. Pour les membres de cette association, l'espace rural apparaît comme un lieu d'utopie, un lieu ouvert, libre, où inventer de nouvelles façons de travailler, d'être citoyen, de vivre ensemble. Leurs difficultés d'intégration proviennent sans doute en partie de cette vision de la campagne, qui a pu les conduire dans un premier temps à négliger quelque-peu les institutions existantes et les espaces publics traditionnels. S'ils se sont adaptés à la réalité locale et sont parvenus à négocier leur place, il n'en demeure pas moins qu'ils assument une forme d'idéalisme qui se heurte parfois aux modes de négociation et de prise de décisions en cours sur le territoire et aux formes de légitimités qui leur sont attachées. Oxalis semble cependant être aujourd'hui au coeur d'un réseau qui constitue une nouvelle force de proposition pour le territoire, comme l'ont été autrefois les Amis des Bauges, aujourd'hui plus en retrait.

Et une multitude d'associations

Mais le monde associatif ne se réduit pas aux Amis des Bauges et à Oxalis. Il est aussi composé d'une multitude de petits groupements actifs chacun dans leur domaine.

Ce sont les parents d'élèves, les comités des fêtes, l'école de musique. On peut citer aussi Gribouille, que j'ai déjà mentionnée, dont les membres ont milité pour la création de la halte-garderie, avant de se tourner vers la culture enfantine, ou La Bohème, créée par une intermittente du spectacle qui anime notamment une école du cirque pour les enfants et propose diverses animations et spectacles.

Chacune de ces associations permet aux nouveaux arrivants de s'impliquer dans la vie du canton sans trop s'engager « politiquement ». Aussi, c'est bien souvent au sein de celles-ci que débudent les trajectoires publiques. Devenir, par exemple, membre du bureau de l'école de musique permet à un néo-rural de se sentir utile à la collectivité en promouvant l'accès pour tous à la culture musicale. Cette première approche peut être le début d'une stratégie d'intégration dans les cercles décisionnels. Elle lui permet de rencontrer les nombreux adhérents de cette association, et d'apparaître comme un acteur du développement local, donc d'acquérir un réseau et une légitimité qui permettront à terme de devenir responsable d'association plus reconnues, comme les Amis des Bauges, ou de se porter candidat à un mandat électif. De la même façon, animer pendant plusieurs années le comité des fêtes est une bonne passerelle en direction du conseil municipal.

Nous pouvons aussi mentionner le cas particulier des associations à but patrimonial, assez nombreuses dans le canton. Ce sont par exemple l'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon, l'association des Amis du Patrimoine, à Bellecombe, grâce à laquelle la scierie à grand cadre a été remise en état, le « groupe patrimoine » du Châtelard, dont j'ai raconté une réunion (et qui n'est pas à proprement parler une association), mais aussi les nombreuses associations existant dans chaque village et visant à la restauration du petit patrimoine bâti - fours à pain, lavoirs... - comme par exemple celle de Saint-François-de-Sales qui organise chaque année une fête du pain. L'activité dans ces divers groupes permet aux individus de montrer leur attachement à l'histoire particulière du lieu qu'ils ont fait leur. Benoit de l'Estoile, qui s'est intéressé aux érudits locaux, montre que l'investissement dans le passé est aussi une forme d'appropriation des lieux, une façon de prouver publiquement son attachement à ceux-ci, et d'acquérir éventuellement une certaine reconnaissance vis-à-vis des habitants « de souche ». Pour lui, « Une des significations essentielles de l'investissement dans l'histoire locale [...] est donc de permettre l'établissement d'un lien personnel avec le territoire, inscrivant celui qui revendique comme sienne une part du passé dans une continuité à la fois temporelle et spatiale face à un monde qui change. Ce qui est en jeu, c'est la place dans une société locale d'interconnaissance [...]. »¹²⁵ Participer à la restauration d'un élément patrimonial peut donc aussi constituer une étape importante dans l'acquisition d'un statut au sein du territoire.

L'exemple typique de ce type de parcours est sans doute celui de Pascal Avant même de prendre sa retraite et d'habiter à plein temps sur le territoire, celui-ci avait fait la connaissance de Louis Brun, maire du Châtelard et érudit local auteur de plusieurs fascicules sur le patrimoine local et d'un ouvrage sur son village. Celui-ci l'invite à

¹²⁵ Benoit de l'Estoile, 2001, « Le goût du passé, Érudition locale et appropriation du territoire », *Terrain* n° 37, septembre 2001, pp. 123-138, p 138.

participer au « groupe patrimoine », et à l'association pour la Sauvegarde de la chartreuse d'Aillon dont il est le président. Lorsqu'il décède, en 1996, on propose à Pascal, désormais installé en Bauges, de prendre sa succession à la tête de cette dernière. Pascal accepte et se lance avec enthousiasme dans ce qui est devenu l'un des buts de sa vie : faire restaurer la chartreuse et en faire un des éléments-phares du tourisme du massif. Il met à profit toutes ses compétences d'ancien chef d'entreprise, monte des dossiers, organise des réunions, propose au Parc d'être le « facilitateur » de tout ce qui concerne la chartreuse. Il parvient ainsi à relancer le dossier, qui s'enlisait quelque-peu, et devient un interlocuteur privilégié du Parc, pilier de sa « commission patrimoine culturel rural ». Il mène dans le même temps des recherches sur le patrimoine religieux du massif et doit publier prochainement un ouvrage sur la question. Pascal est aujourd'hui un personnage connu et reconnu dans le canton. Lorsque la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie - société savante bénéficiant en Savoie d'un certain prestige - consacre en 2004 son colloque annuel au massif des Bauges, il est sollicité pour faire une conférence.

C'est ainsi que ceux qui ne bénéficient pas d'une légitimité locale (migrants fraîchement arrivés, jeunes...) peuvent effectuer un parcours qui les conduit des lieux d'expression publique les plus éloignés du pouvoir à d'importantes responsabilités au sein d'institutions décisionnelles. Nous voyons aussi de quelle façon un groupe lui-même quelque peu marginal, comme l'ont été en leur temps les Amis des Bauges, peut se révéler précurseur et porteur d'une vision d'avenir. Il arrive que celui-ci perde en partie sa capacité d'innovation une fois que ses idées sont mises en oeuvre (les Amis des Bauges ont en l'occurrence été phagocytés par le Parc qui s'est doté d'objectifs similaires avec des moyens beaucoup plus importants). D'autres agitateurs apparaissent alors. De la même façon, au niveau des personnes, les légitimités se décalent dans le temps : ceux qui faisaient autrefois figure d'utopistes ou de doux rêveurs au sein des Amis des Bauges ont aujourd'hui pour certains d'entre eux d'importantes responsabilités (Paul et Laure sont chacun devenus maires de leurs communes respectives et vices-présidents du Parc). Ceux qui ont organisé en 2001 les premières réunions du collectif citoyen incarnent aujourd'hui cette marginalité. Mais à voir le désir de certains d'entre eux de contribuer à améliorer la qualité du débat démocratique sur le territoire, il n'est pas douteux qu'ils continueront à s'engager et accéderont un jour à leur tour à des postes au sein des instances décisionnelles. Le glissement devrait ainsi continuer.

Exprimer un « vouloir être d'ici »

Pour les néo-ruraux, l'engagement dans la sphère publique répond en partie à un besoin de justifier sa présence vis-à-vis des habitants de souche.

Même si cela n'est pas exprimé ouvertement, on ressent dans les propos des néo-ruraux un désir de reconnaissance de la part de ceux qui n'ont pas à prouver qu'ils « sont d'ici », et un grande dépendance vis-à-vis de leur regard. Le rêve de tout migrant dans le monde rural est sans doute d'être accepté dans la société qu'il a choisie. Mais cela ne se fait pas sans heurt et les nouveaux venus doivent exprimer leur volonté d'être d'ici. De ce point de vue, le bénévolat dans les associations locales est un bon moyen de

montrer son dévouement et son attachement au territoire. En travaillant ainsi gratuitement, en faisant le don de son temps et de ses compétences à la collectivité, chacun peut acquérir son droit de cité. En outre, ce mode d'action permet de se démarquer de ceux qui ont tendance à apparaître comme des mercenaires : agents de développement salariés par tel ou tel organisme, n'habitant pas le territoire, mais payés pour assurer son aménagement, ou politiciens de métier vivant de l'exercice du pouvoir et briguant sans cesse de nouveaux mandats, vis-à-vis desquels une bonne partie de la population exprime sa méfiance.

Ceci dit, tous ceux qui vivent sur le territoire ne sont évidemment pas forcément engagés dans la vie associative ou politique, ou le sont à des degrés divers. Certains, parmi les nouveaux venus proclament même leur intention de ne surtout pas s'engager dans le local. Ils disent craindre les querelles partisans, l'esprit clanique qui peut régner dans les villages et déclarent vouloir se tenir à distance.

Mais cette neutralité affichée s'avère bien souvent difficile à mettre en pratique. En réalité, il arrive fréquemment que les néo-ruraux entrent rapidement en contact avec les différents groupes en présence et se sentent forcément plus proches des uns ou des autres. Ainsi ce couple d'intermittents du spectacle ayant acheté une maison au Noyer, selon eux tout à fait par hasard, et qui la restaure en m'expliquant ne surtout pas vouloir s'impliquer dans le local. Mais leur profession et leur sensibilité les conduisent rapidement à fréquenter les milieux artistiques du canton, largement engagés à gauche et à participer en tant que musiciens à des événements culturels mais aussi politiques. Au moment des élections cantonales, le maire vient chez eux plaider la cause du candidat soutenu par le conseiller général sortant, UMP. Il est fraîchement reçu. Le couple s'intéresse visiblement de plus en plus à la politique locale.

D'autres habitants, tout en s'impliquant fortement dans les associations, voire en participant au débat politique lorsque l'occasion se présente, ne veulent pas occuper de fonctions électives. Ils en refusent les responsabilités, ou tiennent à se tenir à distance du pouvoir qui, selon eux, corrompt. Ils expliquent souhaiter contribuer au débat d'une autre manière.

De manière générale, je constate un fort engagement des individus dans la localité. Je ne partage donc pas les analyses de Jean-Didier Urbain, qui considère que la plupart des nouveaux résidents à la campagne désirent avant tout s'y cacher afin de se soustraire au mode de vie urbain trop mobile et « cultiver leur jardin »¹²⁶. Il postule que dans la majorité des cas, ils fuient tout contrôle que la société locale pourrait exercer sur eux. Ce n'est pas du tout ce que j'ai pu observer quant à l'attitude des migrants qui arrivent en Bauges, dont beaucoup semblent au contraire rechercher une forme d'exposition au sein de l'espace public local.

Vivre ensemble

Les espaces publics et les lieux de représentations quels qu'ils soient sont donc marqués par l'influence de telle ou telle partie de la population. Les conseils municipaux sont plutôt

¹²⁶ URBAIN, Jean-Didier, 2002, *Paradis verts, désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot.

le lieu d'expression des Baujus de souche, les Amis des Bauges celui des premiers néo-ruraux et de ceux parmi les nouveaux arrivants qui sont les plus demandeurs de la mise en place de services de type halte-garderie, bibliothèque, ou salle de spectacles. Oxalis est plutôt le lieu des jeunes néo-ruraux proches des mouvements altermondialistes. On comprend bien l'importance de l'adverbe « plutôt » dans ces phrases. Il signifie que la porte n'est pas fermée à ceux qui sont issus d'autres groupes et souhaiteraient s'investir dans ces institutions. Mais il est relativement rare qu'un Bauju de souche souhaite être élu au conseil d'administration des Amis des Bauges. Les premiers néo-ruraux, les soixante-huitards, ne fréquentent pas Oxalis, même s'ils apprécient certaines des actions de l'association. Quant aux plus jeunes parmi les néo-ruraux, ils ne s'intéressent généralement pas aux conseils municipaux. Les exceptions existent, mais sont peu nombreuses et servent d'exemples pour montrer que, théoriquement, cela demeure possible. Ainsi, les rares Baujus de souche membres d'Oxalis sont mis en avant : c'est le cas en particulier de Christophe, arrivé dans l'association un peu par hasard. Il est membre d'une grande famille locale et son oncle est le maire du village :

« Alors quand on a créé Oxalis, il s'est passé qu'à ce moment là, juste avant la création d'Oxalis, y'avait Xavier, qui est quelqu'un des Bauges, qui voulait être objecteur de conscience dans une association, donc il nous a rejoints, comme ça, uniquement avec une motivation, c'était « j'en ai marre d'être étudiant », parce que tu sais, ici, ils partent à l'internat de bonne heure, plus les études, donc ça faisait trop longtemps que lui se sentait loin de son pays, donc il a dit l'objection, je veux pas encore la faire à perpète, je veux la faire en Bauges, quelle que soit l'association, je veux la faire en Bauges. Donc voilà, comme ça il est arrivé à Oxalis, et puis il se trouve qu'on était bien sur la même longueur d'onde sur ce qu'on voulait faire et sur nos valeurs, et donc il est resté à Oxalis. Donc y'avait quand même dès le départ quelqu'un des Bauges et pour nous c'était important, symboliquement aussi »

De la même façon, les loisirs et les lieux de retrouvailles sont assez marqués. La chasse, la cueillette des champignons, la pêche et les concours de belote sont les loisirs traditionnels des Baujus de souche. Les plus anciens se retrouvent dans les banquets qu'ils organisent régulièrement. Les femmes participent à diverses activités paroissiales : préparations de messe, répétition de chants, prières. Les jeunes se retrouvent le samedi soir dans certains bars. Beaucoup d'entre eux aiment les sports mécaniques (quad, trial...) et le foot. Les néo-ruraux pratiquent davantage les sports de montagne : randonnée, escalade, ski de piste et de fond, dans lesquels ils retrouvent les plus jeunes des Baujus d'origine. Ils sont très présents dans les différentes activités sportives proposées dans le canton : badminton, équitation. Les plus jeunes pratiquent la jonglerie.

Un groupe a cependant une capacité importante à transgresser les frontières invisibles, c'est celui des partis-revenus, dotés d'une double culture, celle d'enfants du pays, et celle d'urbains. Laure, tout en étant très respectée pour son travail aux Amis des Bauges est aujourd'hui maire de la Motte en Bauges. Elle entretient de bonnes relations avec plusieurs membres d'Oxalis et a accepté de venir participer au débat que celui-ci organisait sur la Communauté de Communes dont elle est vice-présidente. Patrick. a lui aussi un réseau de relations très large. C'est lui qui a lancé le collectif citoyen, avec le

soutien de plusieurs membres d'Oxalis. Il n'a de cesse d'inviter les anciens du pays à y participer. Il est aussi l'ami de nombreux jeunes locaux, avec qui il partage des loisirs.

Le problème des relations entre Baujus d'origine et néo-ruraux préoccupe beaucoup les habitants, qu'ils se situent d'un côté ou de l'autre de cette délimitation. Tous les néo-ruraux évoquent la difficulté des premiers contacts avec les Baujus de souche :

« Au Villaret, les gens sont assez refermés. On vivait une exclusion parce qu'on habitait pas en Bauges, enfin, on n'était pas nés en Bauges. Alors pour eux c'était « Ah les parisiens ». J'ai eu un peu peur car tous les Baujus ne sont pas très accueillants » (Magalie, Arith) « Ça a été difficile au début. Donc tu vois, nous on était plutôt les animateurs qui arrivent avec des enfants. Moi je me rappelle, c'était pas évident. Même bonjour, il y a des gens dans le village qui me le disaient pas. Alors après, le fait d'avoir deux enfants, c'est vrai que les petites mamies, elles craquent plus... Alors moi, c'est vrai que je faisais mon petit tour avec mon, le landau dans le village, je me souviens... Bon il y en a qui disaient pas bonjour, il y avait une ou deux mamies, quand même qui étaient plus accueillantes. » (Céline, Aillon-le-Jeune)

Les néo-ruraux, qui ont l'impression d'apporter de la vitalité aux villages, n'ont pas l'impression que leur présence et leurs actions suscitent l'enthousiasme :

« Mais si tu regardes l' élu local, le maire de chaque commune, ils en ont rien à faire, quoi. C'est vision court terme, c'est "tant qu'on est là, on est là" et après nous le déluge. Et je crois que je caricature à peine, quoi. Donc qu'on existe ou qu'on n'existe pas, ça les touchait pas une seconde. Pourvu qu'on soit pas emmerdeurs, quoi. Je crois que c'est très clair, dans la commune ici, c'était l'indifférence, voire le mépris, sûrement pas l'accueil à grands bras ouverts " Super des gens qui ont envie de faire du développement " et dans la mesure où on les emmerdait pas, bon, ça va, on passe, quoi. Mais ils nous ont pas mis de bâtons dans les roues non plus » (Pascale, Bellecombe)

Parfois, ils laissent même entendre que c'est justement leur activisme qu'on leur reproche :

« Et puis voilà, moi j'ai fait ma vie là, et les gens... le mélange entre les gens qui venaient de l'extérieur et les gens qui habitent en Bauges, c'est pas facile. - Question : Vous, vous trouvez que encore aujourd'hui, il y a beaucoup de blocages... - Oui, oui. Oui, parce que déjà il y a des gens pour qui les nouveaux habitants qui arrivent et qui s'installent, ils ont l'impression qu'ils vont leur donner des leçons. Alors ils sont souvent mal perçus. Parce que bon, c'est des gens qui sont actifs. On les trouve dans les associations de parents d'élèves, on les trouve dans les associations... comme les amis des Bauges, il y a des gens qui sont nés en Bauges et depuis des générations qu'ils y sont, ils ont cette peur là, que les nouveaux arrivants leur donnent des leçons. (...) C'est pas une haine constante, parce que bon, dans les écoles, il y a les deux. Bon, cela dit, moi je trouve malgré tout que les gens qui viennent de l'extérieur sont plus actifs. Mais ne serait-ce que quand les gens demandent des appartements, quand il y a des offres d'emploi, tout de suite, quand c'est pas quelqu'un des Bauges... "elle prend une place". Oui, il y a quand même cet état d'esprit, qui perdure. » (Anne, Bellecombe)

Ils déplorent en fait ce qu'ils considèrent comme l'immobilisme des Baujus de souche, leur

conservatisme. Les femmes évoquent aussi souvent le machisme de la société traditionnelle.

Quand aux Baujus d'origine, ils éprouvent effectivement un certain ressentiment face à ces nouveaux venus qui achètent des logements, rendant l'accession à la propriété difficile pour les jeunes Baujus de souche, et qui leur font concurrence sur le marché de l'emploi avec souvent de meilleurs diplômés. Leur arrivée massive est parfois vécue avec désarroi, comme la fin d'un monde

« C'est difficile de s'adapter mentalement à ces évolutions que quand on vit là, on les vit... Enfin elles remettent pas en cause notre présence ou notre vie ici, ça se passe autour de soi, alors on regarde ça des fois comme un regard presque extérieur sur son... (...) Mais même moi, alors je me dis, je deviens vieille, parce que ça me fait la même chose. Par exemple je suis allée à la fête de la faux à Jarsy l'été dernier, il y avait longtemps que j'étais pas allée dans une fête des Bauges pour des tas de raisons, et ben j'ai fait le tour de la fête en me promenant les mains dans les poches, et je me suis dit : "je ne connais plus personne". Et ça m'a vraiment fait drôle, parce qu'il y a 20 ans de ça, dans une fête, je connaissais tout le monde. Alors peut-être que je vieillis aussi, mais il y a aussi le fait que la sociologie évolue énormément et qu'au départ, on se connaissait tous. Alors après, moi je juge pas, hein, je dis les gens ils réagissent aussi avec leur patrimoine culturel avec ce qu'ils ont, leurs références dans la tête... Mais 3000 habitants, si on parle des Baujus de base, on se connaît tous, les familles... »
(Laure)

L'achat progressif par les néo-ruraux des biens immobiliers est vécu comme une véritable dépossession. A contrario, le fait qu'une fille du pays reprenne la maison de famille est une victoire sur l'adversité. « Elle doit être contente, sa mère, que ce ne soit pas vendu à des étrangers. », commentaient ainsi les dames de la chorale. Par ailleurs, les Baujus d'origine ne comprennent pas toujours le mode de vie des nouveaux arrivants, leurs nombreux déplacements, et leur reprochent parfois leur manque de savoir-être dans l'espace villageois, notamment lorsque ces derniers clôturent leur terrain, fermant ainsi des lieux de passage usuels.

Ceux qui oscillent entre les deux mondes, qu'ils soient « partis revenus » comme Patrick, ou néo-ruraux parmi les plus anciens comme Paul, semblent ressentir fortement cette scission, et essaient de la résorber. Paul a ainsi pris plusieurs initiatives dans ce sens lorsqu'il était maire de Jarsy :

« On a essayé de réfléchir au conseil municipal, et on a créé, par exemple, le repas du village, où là ce sont uniquement les gens du village qui viennent casser la croûte, et on mange tous ensemble. Alors il y a les anciens, il y a...ben les jeunes, et puis tout ça, ça se mélange et puis ben l'ancien qui critiquait l'autre parce qu'il se lève tard, parce qu'il a pas le même rythme de vie, il se rend compte, en réalité qu'il a deux jambes, deux bras, qu'il boit des canons, qu'il bouffe comme les autres et qu'il a en plus des petits gamins et je connais pas une personne âgée qui tombe pas amoureux du petit gamin, ça existe pas, ou alors c'est des sauvages. Et tout ça, ça crée des liens et puis ça permet aux mamans de trouver la mémé qui va garder... parce qu'elle peut pas garder ses petits enfants, eux ils sont partis. Mais elle va garder les petits enfants de l'autre,

et ainsi de suite. (...) Parce que il fallait transmettre le savoir faire, il fallait transmettre certaines choses, et par exemple la mairie de Jarsy, qui a été installée dans l'ancienne cure, le lot "démolition" a été fait par les habitants. Nous avons supprimé de l'adjudication le lot démolition. De façon à ce que les gens s'approprient leur nouvelle mairie qui était la cure, qui était la maison des curés, se l'approprient, et dans ce lot démolition, que les anciens fassent preuve de leur savoir-faire et que les nouveaux, les jeunes, fassent preuve de leur force. Tu vois, et là... Parce que pour l'ancien, le type du pays, le jeune, c'est le bon à rien. Seulement, il a une chose qu'il faut pas oublier, c'est qu'il a la force de sa jeunesse. Il a peut-être l'incompétence, ou l'ignorance, ou le manque de savoir-faire, mais il a la force physique, chose que le vieux n'a plus. Donc en mettant les deux... Oh, y'a eu deux-trois petites engueulades : "parce que t'es un bon à rien, tu sais pas tenir la barre, je vais te montrer comment on descelle la pierre, comment on tient une barre à mine, je vais te montrer, moi, hein, parce dans la ville, tu sais pas faire" les choses, tu comprends... Et après, à partir du moment où y'avait des saucisses et du vin rouge sur la table, tout le monde sait tenir la barre à mine. Alors si tu veux, ces trois éléments qu'on a essayé avec le conseil municipal et que j'ai essayé de développer, de façon à ce qu'il n'y ait pas un rejet, mais qu'il y ait au contraire une espèce d'intégration. »

Patrick, de son côté, a lancé le collectif citoyen qui était dans son esprit un lieu permettant à ces différentes populations d'échanger sur ce qui les préoccupe.

« Ben l'idée du collectif, c'est venu parce que je trouve qu'il y a un gâchis quand même assez considérable, qui est dû au fait qu'il y a plus de frottement entre les gens, quoi. Je veux dire, tu te rappelles du premier texte que j'avais écrit pour les Amis des Bauges. C'est vrai que j'en appelais un peu au souvenir, voire à la nostalgie. Mais bon, ça a pas marché, puisque pour l'instant, il n'y a pas beaucoup de gens originaires des Bauges qui viennent mais bon, tôt ou tard, et je suis sûr qu'ils le penseront quand même... en leur disant qu'avant il y avait des structures collectives suffisantes... (...) Tu vois, c'était le cas au niveau des fours à pain, des lavoirs, de l'alambic, de tous ces... C'était à chaque fois des occasions de se croiser, et même, et je trouve que même, tu es pas obligé d'être d'accord avec tout le monde, mais quand il y a quand même un frottement, c'est déjà un signe, non pas de tolérance, c'est pas encore de la tolérance, mais au moins du principe que le dialogue est encore possible. Quand il y a plus du tout de frottement, c'est fini, quoi. T'as peur de l'autre. C'est ça qui engendre vraiment la peur. Alors l'idée de dire "on crée un collectif qui est en dehors de toute structure, institution, association existante", ça peut être un lieu de dialogue. C'est tout. »

Transversalité du monde rural

Pourtant, le frottement dont parle Patrick n'est pas totalement absent. Et même si les tensions entre groupes de populations préoccupent beaucoup les individus que j'ai rencontrés, la situation est loin d'être figée. Au contraire, malgré la distance qui semble parfois séparer ses habitants, le canton du Châtelard me paraît se caractériser par une grande transversalité.

Tout d'abord, il faut faire la part d'une forme de jeu dans les déclarations des néo-ruraux déplorant le mauvais caractère supposé des Baujus ou dans celle des Baujus de souche se plaignant du manque de savoir-être des migrants. Leur existence témoigne d'ores et déjà de l'existence d'une volonté de vivre ensemble et de ne pas seulement se côtoyer sans se voir. Avec les fréquentation de lieux ou de loisirs « culturellement marqués » que j'ai évoqué ci-dessus, elle font partie de la façon dont les uns et les autres revendiquent leur appartenance aux divers groupes évoqués, par un jeu d'opposition. Pratiquer la chasse, le trial ou même la belote n'est pas seulement perpétuer des goûts acquis en famille, c'est aussi se positionner par rapport aux « autres », écologistes ou urbains, de la même façon que s'engager dans la revendication de meilleurs services de gardes d'enfants n'est pas seulement essayer de se simplifier la vie, mais aussi signifier que l'on n'acceptera pas la situation tolérée si longtemps par les ruraux. Or, ces façons de se construire en s'opposant ne doivent à mon avis pas être lues uniquement comme des conséquences de la séparation entre les différents groupes. Ils font aussi partie des formes de communications par lesquelles s'ébauche le dialogue.

D'autre part, si l'existence de groupes d'appartenances au frontières plus ou moins floues est une réalité, les individus sont loin de se laisser enfermer par ceux-ci. En Bauges, des personnes issues de milieux sociaux différents se côtoient, entrent en contact et nouent parfois des partenariats ou des relations affectives. Les contraintes de la vie dans le monde rural, où les emplois et les services sont rares, ont tendance à obliger les personnes à s'allier pour des intérêts communs. Par exemple, l'absence de transports en commun permettant aux enfants de se rendre à l'entraînement de tel ou tel sport, ou de transports scolaires reliant certains villages obligent les parents à s'organiser pour assurer le co-voiturage. Trois ou quatre parents d'un même village se relaient ainsi pour « descendre » les enfants à l'école, alors qu'ils ne se seraient peut-être pas fréquentés spontanément. Même si l'on ne se comprend pas toujours, on peut cependant nouer des alliances indispensables, pour demander, par exemple, plus de places à la halte-garderie, pour réclamer le maintien d'un commerce ou pour protester contre le licenciement de l'intervenante en musique dans les écoles du canton.

« Ce qui est important, ici, c'est qu'on peut aller au-delà des apparences. On se fait souvent des idées sur les gens, et puis on les connaît mieux, et ça change. C'est comme l'histoire du co-voiturage, c'est des gens qu'on n'aurait peut-être pas connus autrement. L'aspect social, les rencontres, pour moi c'est essentiel dans la vie. C'est hyper important. La ville ne permettait pas ça, parce que là-bas, les gens s'arrêtent tout de suite à l'apparence, et tu es catalogué. »

D'une certaine façon, les habitants n'ont pas le choix et doivent vivre ensemble, et par conséquent, faire des efforts pour essayer de se comprendre. Là se situe, me semble-t-il, un des points qui différencie encore aujourd'hui un territoire rural comme les Bauges du monde urbain. En ville, l'abondance de services, de loisirs proposés demeure sans comparaison avec la pénurie qui caractérise encore à bien des égards un territoire comme les Bauges et qui oblige les habitants à s'allier avec leurs voisins pour pallier leur absence. Le citadin qui ne comprend pas les réactions de tel ou tel groupe, s'y sent étranger, a tout le loisir de le quitter pour s'investir ailleurs. Ce n'est pas le cas en Bauges et il faut bien négocier, trouver un terrain d'entente.

Prenons le cas de la chorale que je fréquentais. Ce n'était pas la seule chorale du canton, mais c'était la seule dont le style oscillait du gospel à la variété. Les deux autres chorales existantes avaient pour répertoire l'une le chant classique sacré, et l'autre le chant traditionnel savoyard. Dirigée par une néo-rurale, elle avait pour particularité d'être l'un des rares lieux communs fréquentés de façon régulière par toutes les populations du canton, avec un effectif – symbole important – composé presque exactement pour moitié de Baujus de souche et pour moitié de néo-ruraux. Tous ses membres étaient heureux et fiers de cette cohabitation, mais celle-ci n'était possible qu'à force de négociations et de compromis. Le choix des chansons était souvent le lieu où se manifestaient les tensions. Notre chef de chœur proposa un jour de travailler une chanson d'Eddy Mitchell, *Pas Boogie Woogie*, aux sonorités tout à fait adaptées à notre style musical habituel. Mais celle-ci débutait par quelques strophes ironiques à l'égard du pape et de ses prescriptions en matière de morale sexuelle. Les dames des Aillons avec qui je co-voitais s'en offusquèrent. Ce n'était pas la première fois qu'elles n'appréciaient pas particulièrement une chanson, mais en général, le groupe parvenait à un compromis en acceptant « en échange » de travailler un morceau qu'elles aimaient. Cette fois, l'affaire parut plus grave. « *On a l'impression qu'on se moque toujours de nous, les chrétiens* », plaidèrent-elles lors d'une répétition devant l'ensemble du groupe. Sentant que cela était important pour elles, la chef de chœur accepta de retirer la chanson, à laquelle elle tenait pourtant beaucoup. La majorité des membres de la chorale, non-croyants ou du moins non-pratiquants, n'adhéraient pas aux réticences de ces dames. Mais tous firent cependant un effort de compréhension, percevant que la religion était un élément majeur dans leur représentation d'elles-mêmes et que persister à vouloir maintenir cette chanson au répertoire pourrait, en les blessant dans ce qu'elles étaient, conduire à la scission du groupe.

Les relations entre individus issus de culture différentes se construisent ainsi souvent par l'évitement ou par l'abandon de certains sujets qui fâchent. C'est ainsi que Thomas, jeune ingénieur agronome venu travailler pour le Parc comme chargé de mission pour les zones « Natura 2000 », écologiste convaincu ayant travaillé pour la FRAPNA¹²⁷, installé dans un hameau du Châtelard, arrive à nouer dans le cadre de son travail et ailleurs des relations relativement cordiales avec des agriculteurs pourtant très méfiants vis-à-vis des « écolos ». Pour cela, tout en pestant régulièrement contre leur façon de penser qu'il estime parfois insupportable, il met « en sourdine » ses opinions sur la réserve ou sur la protection des espèces. C'est ainsi qu'un agriculteur lui permet de profiter de ses droits pour faire distiller à l'alambic son eau-de-vie de poires et de prunes, ou qu'un jeune issu d'une famille locale l'emmène aux champignons.

La coexistence respectueuse voire amicale entre des individus qui semblent à première vue séparés par des façons d'appréhender le monde tout à fait différentes n'est pas rare. Frédéric, Lyonnais diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, a été cadre en région parisienne pendant dix ans avec sa femme Valérie. Ils ont ensuite acheté un gîte à la station d'Aillon et il a passé son diplôme d'accompagnateur en moyenne montagne. Ils accueillent des touristes avec une formule haut de gamme, et vivent

¹²⁷ Fédération Rhône Alpes des Associations de Protection de la Nature. Partisane du retour du loup, elle représente pour bon nombre d'agriculteurs de la région la branche « dure » des écologistes.

volontairement un peu en retrait du village, d'autant que leur enfant ne va pas encore à l'école. Frédéric continue à donner des cours à l'IEP de Lyon pour « *garder un pied dans le milieu* ». Ils fréquentent cependant leurs voisins, et c'est ainsi qu'un dimanche d'automne, sur l'invitation de l'un d'eux, Frédéric se rend avec les hommes du village à une battue « *pour voir comment ça se passe* ». Aurait-il vécu une telle situation d'altérité en ville ? Ce n'est pas sûr.

La multiculturalité locale et les difficultés de compréhension entre les uns et les autres sont d'ailleurs parfois mises en scène. Marilyn Varoqueaux, intermittente du spectacle et néo-rurale a ainsi monté une pièce intitulée *Portraits savoyards*, au cours de laquelle, aidée par quelques accessoires, elle joue tour à tour les différents habitants « d'un petit pays savoyard ». En s'inspirant de figures locales bien connues, elle croque la vieille dame Baujue de souche, la néo-rurale gardienne de chèvres, l'élu local, le chasseur, l'écologiste, etc. Son spectacle, accompagné à l'accordéon par une autre néo-rurale, est un franc succès et réunit Baujus de toutes origines qui rient de bon coeur à ses caricatures, reconnaissant parfois telle ou telle personne dans les traits de caractère ou de langage croqués par Marilyn. Les populations en présence partagent ainsi le temps du spectacle un regard en miroir sur eux-mêmes et sur leurs divisions, et construisent du commun au travers de l'humour sur ce qui les sépare.

Une arène

Le territoire du canton du Châtelard constitue en quelque-sortie une arène, c'est-à-dire un lieu clos où les uns et les autres s'observent, voire s'affrontent, et dont on ne se retire pas¹²⁸. Cela est sans doute dû en partie à la faible densité de population de cet espace, qui rend possible une forme d'interconnaissance et renforce la visibilité de toute implication dans le jeu social. Celle-ci peut prendre des formes diverses et varier dans le temps. Mais à partir du moment où il pénètre dans l'espace public local, chacun est assez rapidement identifié : on sait qui il est et ce qu'il a fait.

Il n'est pas vraiment possible, comme dans le monde urbain, de se retirer du jeu. Certains subissent des revers, battus aux élections ou échouant dans leurs projets associatifs. Mais même s'ils décident de prendre du recul en quittant leurs fonctions, ils n'en demeurent pas moins présents dans la vie du village ou du canton, s'investissant à partir d'autres lieux.

Dès lors, un espace comme le canton du Châtelard est-il tout simplement en train de s'urbaniser, conquis par les nombreux citadins qui viennent l'habiter ? Bertrand Hervieu et Jean Viard postulent ainsi que la ville est actuellement en train de dévorer les espaces ruraux :

« Nous avons le sentiment que nous venons de vivre la fin de l'existence d'un territoire voué à la vieille civilisation rurale, à la glèbe, au rythme des saisons, et à la fin de la dimension aléatoire de la vie paysanne. L'après « fin des paysans » a déjà commencé.

¹²⁸ Terme utilisé par Marie-Thérèse Têtu dans son mémoire de DEA sur le canton de la Chapelle-en-Vercors, TETU, M.-T., *Les nouveaux champs de l'urbain...*

Ce que nous sommes en train de vivre est bien la captation de l'espace non-urbain par la ville elle-même, captation imaginaire autant que concrète dans la périurbanité, dans la pratique des week-ends, des résidences secondaires, des gîtes ruraux et des chambres d'hôtes, des campings, des maisons familiales de vacances et du charme valorisé des cimetières champêtres. La ligne de partage millénaire construite entre la mobilité hasardeuse de la ville et l'hypersédentarité sécurisante de la ruralité paraît s'être effacée parce que la production de la ville s'est étendue à l'ensemble du territoire et de la société. »¹²⁹

Mais si l'on ne peut que constater la fin d'une ancienne société – qui, soit dit en passant, n'en finit pas de mourir depuis *La fin des paysans* du sociologue Henri Mendras¹³⁰ -, et admettre que la mobilité a conquis le monde rural, doit-on pour autant en conclure que le mode de vie des espaces ruraux se fond aujourd'hui dans un modèle uniforme issu de l'urbanité ? Il me semble au contraire que dans des territoires comme celui du canton du Châtelard se joue une forme nouvelle de jeu social. Des individus issus de cultures diverses s'y côtoient et inventent une nouvelle façon de vivre ensemble qui ne correspond ni à la ruralité traditionnelle, ni à une urbanité transposée.

Cette spécificité des espaces ruraux serait-elle due à une différence de nature, qui y rendrait impossible la transplantation du mode de vie urbain ? L'hypothèse n'est pas tenable. Par contre, il me semble, après étude du cas des Bauges, que ces espaces ont avant tout pour particularité d'avoir été très fortement désinvestis à une époque récente et soumis à une déprise non seulement agricole, mais aussi démographique et symbolique. Cette déprise s'est accompagnée d'une dégradation des structures institutionnelles et sociales traditionnelles du monde rural – organisation du terroir, famille, religion, conseils municipaux, etc – toutes impuissantes à enrayer le déclin. C'est-à-dire que les migrants sont arrivés dans un espace au sein duquel les lieux de décision reconnus étaient en déshérence, et qu'ils se sont mis en devoir d'en créer de nouveaux. Ainsi, le canton a été et est encore un espace caractérisé par une certaine ouverture. Les règles du vivre ensemble n'y sont pas définitivement fixées, mais en construction, puisque c'est la première fois que des populations aussi différentes s'y côtoient.

Cet espace est en effet marqué par la pluralité. Pluralité des modes de vie, de l'emploi en ville au travail agricole en passant par toutes sortes de situations et souvent par des formes de pluriactivité. Pluralité des habitants eux-mêmes, qui naviguent souvent entre plusieurs cultures (c'est le cas en particulier des « partis-revenus »), et vivent l'altérité au quotidien. C'est donc un lieu où se négocient, s'ajustent et se construisent de nouvelles façons de vivre ensemble. Les différents groupes de population se confrontent et se heurtent parfois, mais ne peuvent aller jusqu'à la rupture. Au contraire, des liens se construisent, fondés sur de nouveaux modes de sociabilité.

Cette ouverture incite une proportion importante des habitants à s'investir dans la vie publique, justement parce que les structures ne leur paraissent pas figées comme elles

¹²⁹ HERVIEU, B. et VIARD, J., *Au bonheur des campagnes*.

¹³⁰ MENDRAS Henri, 1984, *La fin des paysans*, (1ère Édition 1967), *suivi d'une réflexion sur la fin des paysans 20 ans après*, Arles, Actes Sud.

peuvent l'être en ville. La plupart des ex-citadins que j'ai rencontrés m'ont déclaré qu'ils s'impliquaient davantage dans les affaires de leur commune qu'ils ne le faisaient en ville. Les raisons invoquées sont toujours un peu les mêmes : « *ici c'est à taille humaine* » ou « *c'est important que tout le monde participe* ». C'est-à-dire qu'ils ont l'impression d'avoir leur place dans ce jeu, ce qui n'était pas forcément le cas en milieu urbain.

C'est pourquoi de tels espaces peuvent apparaître aujourd'hui comme des laboratoires où s'expérimentent de nouvelles formes du jeu social. La ville a sans doute joué ce rôle lorsqu'elle accueillait d'importantes migrations, et les évolutions qui s'y sont produites ont ensuite été exportées vers les campagnes. Aujourd'hui, c'est le monde rural qui joue le rôle du chaudron où se mélangent différents ingrédients, et il n'est pas douteux que certaines des transformations qui s'y produisent gagneront ensuite les villes.

4. Le Parc : émergence d'un nouvel acteur dont on attend beaucoup

C'est dans ce contexte qu'apparaît au cours des années 1990 une nouvelle institution, le Parc naturel régional, qui se place d'emblée comme l'un des acteurs majeurs de ce monde rural en pleine effervescence.

Après un rappel de l'historique et des spécificités des collectivités locales que sont les PNR, nous verrons de quelle façon la création d'un Parc est apparue à un moment donné comme la solution aux problèmes que pouvait vivre un territoire comme celui des Bauges, et quels sont les acteurs qui ont contribué à son émergence.

Puis nous nous pencherons sur les attentes et les réticences que ce projet suscite à ses débuts, avant d'essayer de comprendre pourquoi le Parc fait manifestement aujourd'hui l'objet d'une déception. De toute évidence, ce qui est perçu de son action ne correspond pas à ce qu'attendaient les habitants.

Historique des PNR

L'histoire des Parcs naturels régionaux (PNR) est liée à celle de la décentralisation française. Au cours des années 1950, les hauts fonctionnaires de l'Etat commencent à s'inquiéter sérieusement du déséquilibre économique entre la région parisienne et la province. La parution du fameux ouvrage de Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, en 1947 témoigne de l'apparition de cette préoccupation.

Dans le même temps, le souci écologique, de protection de la nature, progresse auprès du grand public. C'est pour répondre à celui-ci que les parcs nationaux sont créés au début des années 1960. Mais il s'agit alors de classer de grands ensembles naturels sur le modèle des « monuments naturels » américains. La zone centrale reste préservée de toute activité humaine. Ce n'est donc pas une solution qui convient vraiment aux territoires ruraux en déprise. C'est pourquoi on recherche ensuite un outil plus adapté à ces

espaces en déshérence.

En septembre 1966 sont organisées par la toute jeune DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) les journées de Lurs en Provence, qui réunissent autour d'Olivier Guichard sociologues, architectes, conseillers d'Etat, hauts fonctionnaires en charge de l'aménagement du territoire, responsables de grandes associations et personnalités de pays voisins¹³¹. Ceux-ci sont animés par une forte volonté de changement et par des utopies pré-soixante-huitardes. Ils s'interrogent sur la possibilité d'une croissance infinie, et se demandent comment concilier préservation / protection de l'environnement et développement local. Leur objectif consiste somme toute à réconcilier l'homme et la nature.

Ils imaginent pour cela une structure qui ne serait pas fondée par des décrets venus de l'Etat comme les parcs nationaux, mais qui reposerait sur l'adhésion et la participation des principaux gestionnaires locaux de l'aménagement d'un territoire.

A l'origine, la formule PNR vise trois types d'espaces : Les espaces naturels « riches et menacés », les « poumons verts » proches de grandes concentrations urbaines, et les régions rurales éloignées des grandes voies de communication.

La création des premiers PNR débute donc en 1967, d'abord à l'initiative de l'État. Puis les collectivités locales commencent à s'emparer de l'outil. Les premiers PNR apparaissent. Ce sont ceux d'Armorique, de Camargue, de Brière, des Landes de Gascogne, du Morvan et du Vercors. Aujourd'hui, on compte une quarantaine de PNR en France, dont six en Rhône-Alpes, tous situés en zone montagneuse. Ce sont les Parcs du Vercors, du Pilat, du Haut-Jura (A cheval sur la Franche-Comté), du Massif des Bauges, de Chartreuse, et enfin des Monts d'Ardèche, créé en 2001.

Les spécificités des PNR

Après leur apparition, les modalités de création d'un PNR se sont peu à peu affinées. Au départ, un certain flou est volontairement entretenu concernant les modalités de création des parcs, afin de permettre aux acteurs locaux de s'approprier l'outil. C'est seulement avec la loi « paysage » du 8 janvier 1993, suivie par son décret d'application le 1er septembre 1994 que sont définis plus précisément leurs critères de classement et leurs missions.

C'est ce dernier qui stipule que « *peut être classé en Parc naturel régional un territoire à l'équilibre fragile, au patrimoine naturel et culturel riche et menacé, faisant l'objet d'un projet de développement fondé sur la préservation et la valorisation du patrimoine.* »

L'outil Parc est donc destiné à des espaces définis par des critères patrimoniaux, donc, comme nous avons pu nous en rendre compte, largement subjectifs. Ces territoires devront en outre se tourner vers un type de développement qui s'appuie sur la

¹³¹ Voir GORGEU, Yves, 2001, « Le difficile dialogue des Parcs naturels régionaux avec le mouvement de développement local », in : DEFFONTAINES Jean-Pierre et Prod'homme, Jean-Pierre, *Territoires et acteurs du développement local. De nouveaux lieux de démocratie*, l'Aube, pp. 105-119.

préservation et la valorisation du patrimoine.

Les PNR sont créés à l'initiative de la région, qui prescrit l'élaboration d'une charte et d'un périmètre d'étude. La procédure commence par un inventaire du patrimoine, naturel et culturel, et une analyse de la situation culturelle, sociale et économique du territoire pressenti. En général une association pour la création du Parc se charge de coordonner les travaux. Ensuite, une charte est élaborée à partir des différents constats effectués. Elle fixe des objectifs spécifiques au territoire en termes notamment de protection de la nature, de développement économique, de valorisation du patrimoine, et propose des moyens pour les atteindre. La charte est proposée aux collectivités locales : Régions, Conseils Généraux, communes adhérentes, et villes-portes qui adhèrent, en s'engageant à la respecter. Chaque commune décide donc de son entrée dans le Parc par délibération du conseil municipal. – c'est pourquoi il arrive parfois que la carte d'un PNR comporte un ou deux « trous », certaines communes ayant refusé d'adhérer. On peut citer en Bauges, la commune de Giez, qui a refusé d'adhérer à la première charte, ou en Chartreuse, la commune de Saint Pancrasse¹³². Enfin, après approbation du Conseil Régional, le projet de charte est transmis au ministre de l'environnement, qui se prononce après avoir consulté le Conseil national de Protection de la Nature et la Fédération des Parcs naturels régionaux. Le classement est effectué pour une durée de 10 ans maximum, et doit ensuite être renouvelé.

Le principe de la charte est, à l'époque de la création des Parcs, très novateur. Il s'agit en fait d'une forme de contrat engageant les différentes collectivités locales signataires. Elles se trouvent ainsi parties prenantes d'un « projet de territoire », notion promise à un grand avenir, et qui sera notamment reprise avec les « pays » des années 1990. La charte propose des solutions concrètes pour la protection du patrimoine et le développement local : inventaires, mises en place de partenariats, dynamisation de telle ou telle filière. La charte est renouvelable tous les 10 ans. En cas de révision, un nouvel inventaire est effectué. Il est accompagné d'un bilan de l'action du parc depuis le dernier classement.

La charte doit comprendre :

- Un rapport déterminant les orientations de protection, de mise en valeur et de développement envisagées pour la durée du classement et notamment les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc. Le rapport définit les mesures qui seront mises en œuvre sur le territoire, applicables à l'ensemble du parc ou sur des zones déterminées.

- Un plan constitué d'un document graphique qui délimite, en fonction des éléments du patrimoine naturel et culturel, les différentes zones où s'appliquent les orientations et les mesures définies dans le rapport.

- Des annexes:

- La liste des communes qui ont approuvé la charte et adhéré à l'organisme de gestion pour tout ou partie de leur territoire

¹³² Cf *Le Monde* du samedi 15 juillet 1995.

- Les statuts de l'organisme de gestion du parc
- L'emblème du parc
- La convention d'application de la charte avec l'Etat

Le Parc doit respecter sa charte sous peine d'être déclassé par décret, ce qui n'est jusqu'alors arrivé qu'à un seul Parc, celui du Marais Poitevin - Val de Sèvre – Vendée, suspendu en 1991 et déclassé en 1996. Celui-ci était pris dans des enjeux environnementaux avec notamment la construction d'une autoroute qui le mettait dans l'impossibilité de respecter sa charte. Les PNR n'ont pas de pouvoir de police, mais tous les documents d'urbanisme (schémas directeurs, Plans Locaux d'Urbanisme, etc.) doivent être compatibles avec la charte.

L'organisme de gestion du Parc doit être constitué d'un syndicat mixte, au sein duquel toutes les collectivités locales sont représentées. Les membres du syndicat mixte élisent en leur sein des délégués au comité syndical. Ce dernier élit à son tour un bureau comportant un président et des vices-présidents. Le syndicat mixte engage une équipe technique, comprenant un directeur et des salariés qui vont œuvrer à la réalisation des objectifs de la charte.

Les organismes financeurs sont présents dans les différents organes décisionnaires du syndicat mixte : En Bauges, la région dispose d'un tiers des voix plus une au comité syndical et au bureau, ses délégués élisent aussi un des trois vice-présidents. Les deux autres doivent représenter la Savoie et la Haute-Savoie).

Dans la génération la plus récente des PNR, une grande importance est attachée à la participation des « forces vives » locales : professionnels de différentes filières, associations, habitants... Dans chaque nouveau Parc, des dispositifs sont prévus pour permettre à celles-ci de s'exprimer. En Bauges, il s'agit des « commissions thématiques »¹³³. Chacune d'entre elle se consacre à un thème : l'agriculture, l'urbanisme, le patrimoine culturel rural, le tourisme, la communication... Elles sont mises en oeuvre par les chargés de mission concernés. Concrètement, elles réunissent à intervalle régulier des élus intéressés, des membres de différentes associations ou professions concernées et de simples habitants autour du chargé de mission et d'un élu responsable issu du comité syndical. Ce dernier en est le porte parole auprès des instances décisionnaires du Parc, et les commissions ont ainsi un rôle consultatif. Un autre exemple de ces essais de démocratie participative est fourni par le Parc voisin de Chartreuse, créé à la même époque. Un « Conseil de massif » y a été mis en place. Celui-ci, selon Pierre Baffert, son président fondateur, peut être assimilé à un conseil économique et social au niveau local et préfigure le conseil de développement des pays prévu dans la Loi Voynet¹³⁴. Un « comité stratégique paritaire » est constitué. Il permet d'associer les acteurs du territoire à la préparation des décisions qui sont prises *in fine* par les élus. Il propose au syndicat mixte des axes et des plans de travail et réalise le bilan. Il est constitué de 14 élus du

¹³³ Voir *Charte constitutive du PNR du Massif des Bauges, charte d'objectifs*, 1996, p 79.

¹³⁴ Voir BAFFERT, Pierre, « Le Parc naturel régional de la Chartreuse : une machine à créer du dessein commun », texte consulté sur <http://www.globenet.org/horizon-local/sol/115pnr.html> en septembre 2002.

syndicat mixte et de 14 membres du Conseil de massif.

Objectifs et idéologie

Le décret de 1994 précise aussi les objectifs des PNR :

« Le Parc naturel régional a pour objet: a) De protéger ce patrimoine, notamment par une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages;b) De contribuer à l'aménagement du territoire; c) De contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie; d) D'assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public; e) De réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et de contribuer à des programmes de recherche. »

Les Parcs s'inspirent de différents modèles, et ont notamment un lien historique avec le mouvement de écomusées. Georges-Henri Rivière, conservateur en chef du musée des Arts et Traditions Populaires, participe d'ailleurs aux journées de Lurs. Le mouvement des écomusées est né dans les années 1970 avec le projet du Creusot : son idée maîtresse consistait à conserver des objets, des bâtiments ou même des savoir-faire sur le territoire, dans leur environnement, et d'impliquer la population locale dans leur valorisation, au lieu de les enfermer dans un musée ¹³⁵. Alors que la désertification se fait sentir dans les campagnes, que tous ont l'impression de la fin d'un monde, ce nouveau dispositif paraît particulièrement adapté à la préservation de leur patrimoine naturel et culturel.

La difficulté qui apparaît immédiatement consiste à concilier l'aspect protection et préservation avec une politique de développement. Nous avons vu que le dispositif Parc était destiné à trois types d'espace : les espaces au patrimoine naturel et culturel riche et menacé, les poumons verts proches des grandes agglomérations, et les espaces ruraux en crise. Or, le plus souvent, ces trois aspects se mêlent en un seul territoire. C'est-à-dire que le Parc vise à la fois à satisfaire une exigence à caractère national de préservation du patrimoine, l'exigence des citadins d'espaces où ils pourront se ressourcer, et l'exigence des ruraux d'un développement social et économique de leur lieu de vie. Ces différents objectifs sont parfois difficiles à concilier. Ainsi, un cas de conflit assez courant apparaît lorsque les touristes ou résidents secondaires voyant dans ce type d'espace des lieux de paix et de silence tolèrent mal que des activités agricoles ou industrielles y troublent leur quiétude.

Les Parcs sont-ils « une utopie venue d'en haut » ? L'expression est employée par Yves Gorgeu pour qui ceux qui ont porté le projet de création des Parcs n'ont pendant longtemps eu aucun lien avec les mouvements du développement local, issus quant à eux du militantisme de terrain ¹³⁶. J'y reviendrai.

En Bauges, cependant, le PNR semble véritablement issu d'une dynamique locale, puisque ce sont d'abord les Amis des Bauges qui ont lancé l'idée d'unir un territoire plus

¹³⁵ Voir DAVALLON, Jean, 1986, « Philosophie de l'écomusée et mise en exposition », in DAVALLON, Jean (dir), *Claquemurer, pour ainsi dire, tout l'univers. La mise en exposition*, Paris, Editions du Centre Georges Pompidou, pp. 105-125.

¹³⁶ GORGEU, Y., « Le difficile dialogue »...

large que le canton, avant que celle-ci ne soit reprise par les élus.

Un Parc issu d'une demande locale

En effet, ce sont les Amis des Bauges qui ont les premiers imaginé de construire un territoire dépassant la seule « vallée des Bauges », ou plus exactement un groupe informel constitué par quelques membres des Amis et d'autres individus vivant à la périphérie du massif, eux-mêmes actifs dans les associations locales. Plusieurs d'entre eux devaient par la suite accéder à des mandats électifs. Je n'ai pas trouvé trace dans les archives de la première apparition de ce concept, mais d'après les témoignages que j'ai pu recueillir, elle date du milieu des années 1980 :

« Le Parc est une longue histoire. C'est un des enfants des Amis des Bauges. Même si on veut pas le reconnaître ouvertement. Moi j'étais même pas élu, c'est-à-dire c'était dans les années 1985, à peu près, où on se réunissait avec des gens qui étaient pas élus non plus, avec des Lazaroto [devenu maire de Leschaux, dans la vallée du Laudon], avec des Laure, avec des Guillaume Merlin, qui a créé une association à l'extérieur, avec... Bon, je sais plus qui y avait, enfin, bref, il y avait du monde, il y avait quelqu'un de Saint-Pierre-d'Albigny, il y avait quelqu'un de Saint-Jean-d'Arvey, tu vois, il y avait du monde un peu de partout, et on se réunissait, et on se réunissait et on pensait qu'il fallait créer quelque-chose qui s'appelait, d'ailleurs qu'on avait appelé "Les Grandes Bauges". Une espèce d'association, parce qu'il nous semblait que ce massif, qui est unique... (...) On était une quinzaine, à se réunir comme ça, de temps en temps sur le coin des bars et des comptoirs de bars des communes... Et puis un jour on s'est dit "Il faut quand même qu'on présente notre idée, nos idées aux élus". Et on a fait une réunion à la salle des fêtes du Châtelard, on a essayé d'expliquer. Et là tout le monde s'est foutu de notre gueule. Malgré les petits fours, tout le monde s'est foutu de notre gueule et nous a dit qu'on était des visionnaires et des... et des joyeux crétiens.(...) On s'est fait massacrer. On s'est fait massacrer. "Sans intérêt" (rires) "On a toujours travaillé en canton, en villages, je vois pas ce qu'on va aller foutre avec les gens de Saint-Jorioz, de Saint-Pierre-d'Albigny". Bref, et puis ceux de Saint-Pierre-d'Abigny : "Mais qu'est-ce qu'on va aller foutre avec des Baujus qui sont des..." Ça s'est pas dit, mais ça s'est ressenti, quoi. » (Paul)

Le projet est enterré, mais ressurgit au début des années 1990 sous la forme du projet de Parc naturel régional, lorsque l'équipe des Amis, plutôt à gauche, parvient à convaincre l'actuel président du Parc, homme de droite, de se lancer dans l'aventure. Celui-ci parvient à rallier les élus et la population de souche, plutôt conservatrice. L'ensemble des acteurs de l'époque s'accordent à reconnaître que sans son adhésion au projet, il aurait été difficile, voire impossible de créer le Parc :

« Et après, donc ça a été bien amené par l'association [les Amis], et je me souviens d'une séance où il a fallu prendre [l'actuel président du Parc] entre quatre yeux pour lui dire "mais si, c'est là, la voie, il y a un truc, etc." Parce que lui il était pas trop d'accord. Et puis après, ben voilà, quoi. Le jour où il a été convaincu, ben après ça a poussé. » (ancienne salariée des Amis) « Ça a été repris et moi je dis que c'est une très bonne chose, et moi je dis, et j'ai

l'honnêteté peut-être de reconnaître que [l'actuel président du Parc], c'était le seul, compte-tenu de la conjoncture, compte-tenu du climat, compte-tenu des influences politiques, des incidences, était le seul à pouvoir constituer le Parc des Bauges et c'était le seul à pouvoir en être président dans les premières années. On verra ce que ça va devenir dans le futur, mais en tout cas, pour le point de départ, c'était le seul individu. » (membre fondateur des Amis)

A partir de là, tout s'enchaîne. L'idée est évoquée lors d'une assemblée générale des Amis des Bauges, par un parfait inconnu selon les uns, par un animateur des Amis selon les autres. Durant l'été 1990, une visite des élus du district du Châtelard dans le Vercors est organisée. A la suite de ce voyage, ces élus votent unanimement pour la mise à l'étude d'un Parc Naturel Régional. En octobre 1990, une réunion d'information est organisée par les Amis des Bauges, à laquelle tous les maires du massif sont conviés. Une quarantaine d'entre eux sont présents. Devant ce succès, un comité de pilotage est créé. Il est chargé de prendre contact avec le ministère de l'environnement et les départements. Enfin, en avril 1991, l'association pour la création du Parc naturel régional des Bauges est constituée et recrute son premier chargé de mission.

Dans le même temps, les Amis commencent à insister dans leurs actions sur des thèmes chers aux Parcs naturels régionaux, et notamment sur la valorisation du patrimoine, comme un élément susceptible de redynamiser le territoire. Un inventaire est entrepris sur le territoire des *Grandes Bauges* en 1990. Un article dans *l'Ami des Bauges* argumente :

« Affirmons qu'il y a là un enjeu fondamental pour l'avenir : celui de maintenir la qualité de l'"environnement" local et surtout, de susciter une dynamique attractive dans le canton. Il y a nécessité de valoriser le patrimoine religieux, de maintenir la qualité de nos forêts, de sauvegarder les arbres fruitiers... tout autant qu'il y a nécessité de créer des emplois dans le canton. Parce que l'un ne va pas sans l'autre et que le dynamisme économique du massif est intimement lié à la « qualité » de son environnement naturel et culturel »¹³⁷

Si cet intérêt pour le patrimoine local n'est pas nouveau, un basculement est en train de se produire, dans la mesure où la « qualité de l'environnement » invoquée s'adresse de plus en plus visiblement aux visiteurs qui doivent redynamiser le massif. Auparavant, les opérations de valorisation visaient d'abord et avant tout un public local : l'opération lancée autour du village de Doucy avec l'aide d'une ethnologue dans les années 1980 avait avant tout pour but de provoquer une prise de conscience de la population face aux changements et peut-être un regain identitaire permettant de conserver certaines traditions. D'autres opérations avaient pour but de relancer une production artisanale commercialisable, comme ce fut le cas de la tentative de relance de la « couverture piquée ».

L'idée que les Bauges ne s'en sortiraient que si elles parviennent à se positionner vis-à-vis de l'extérieur comme un lieu bénéficiant d'une « qualité » patrimoniale commence donc à s'imposer.

¹³⁷ *L'Ami des Bauges, printemps 1990.*

Un projet qui fait l'objet de grandes attentes, et de quelques réticences

A partir du moment où le projet de Parc prend corps, il suscite de nombreuses réactions. Il semble faire l'objet de grandes attentes de la part de l'ensemble des acteurs du monde public bauju, mais aussi de quelques réticences de la part de groupes que l'on entend moins, et notamment du côté des agriculteurs. L'étude des numéros de *L'Ami des Bauges* de cette époque nous permet de mieux comprendre ces différentes positions.

L'équipe des Amis publie plusieurs articles et éditoriaux dans lesquels les auteurs s'attachent à expliquer ce qu'est un Parc naturel régional, en le distinguant du Parc national. Ils s'emploient à rassurer : lors de la mise en place d'un Parc, « *rien ne change* » dans le fonctionnement des communes, et le nouveau dispositif ne crée « *aucune réglementation particulière* » est-il ainsi écrit¹³⁸. Ils s'efforcent aussi de montrer que celui-ci pourrait bien être le moteur du renouveau tant attendu. Il permettrait en effet d'unir un territoire plus large que le simple canton du Châtelard. Or, nous avons vu que pour de nombreux néo-ruraux et partis-revenus, il est devenu obsolète de raisonner à l'échelle du canton.

Globalement, les partisans de la création du Parc insistent surtout sur les aspects de la mission de ces organismes les plus susceptibles de toucher la population locale. Un Parc touche des subventions, expliquent-ils, avant de mettre largement en avant l'objectif de développement local. Ils insistent moins en revanche sur le volet protection de l'environnement, qui est loin de faire consensus.

Avec le Parc, le territoire s'oriente clairement vers la valorisation patrimoniale. Celle-ci n'est pas présentée comme une solution miracle, mais il paraît cependant indispensable à tous les acteurs de rendre d'une manière ou d'une autre le pays attractif pour les nouveaux venus et d'éventuels investisseurs.

Mais surtout, l'outil PNR leur paraît le meilleur moyen de redynamiser le tissu social, en offrant aux différents groupes un lieu de concertation. Les partisans de l'idée de Parc mettent en effet l'accent sur les structures démocratiques qu'il comporte, qui leur paraissent de nature à pallier un certain immobilisme. Pour eux, une des clés du problème réside dans un meilleur dialogue entre différentes catégories d'acteurs : élus, professionnels, agriculteurs, associatifs, simples habitants. Or, le Parc leur paraît justement offrir des solutions pour permettre à chacun de s'exprimer et de bâtir ensemble des solutions. Il est donc conçu avant tout comme un projet interne au massif, et il semble que ceux qui le construisent ont l'intention d'en être sinon les principaux acteurs, du moins partie prenante. Son instauration signifie pour eux l'avènement d'une nouvelle démocratie puisqu'il doit offrir un espace de parole aux populations peu ou pas représentées dans les conseils municipaux.

Rares sont ceux qui, avant sa création, doutent ouvertement des vertus du futur PNR. Pourtant, quelques voix discordantes s'élèvent du côté des agriculteurs. Là encore, le

¹³⁸ *L'Ami des Bauges*, mars 1990.

journal *l'Ami des Bauges* offre un intéressant reflet des débats de l'époque. Un article paru en 1991 témoigne de leur méfiance vis-à-vis d'une éventuelle « mise sous cloche » du territoire.

AGRICULTURE ET PARC NATUREL : chlorophylle ou chloroforme ?

La prouesse par le Vercors ?

Cet été, nous sommes allés dans le Vercors, parc naturel. Nous avons rencontré un homme de terrain, le député et Conseiller Général de Diez. Malgré la « couleur grise » récente et donc les dimanches absorbés maintenant sans bonne part du budget, le Parc du Vercors n'échappe pas aux grands problèmes actuels. Ainsi la disparition d'exploitations agricoles. L'école rurale, l'absence d'aides. La « Maison du Parc » à Lans-en-Vercors espère une carte des déprises (non actualisée) par les agriculteurs.

Le paysan à la maison Breusselotte !
A Lans-en-Vercors toujours, on peut lire que « la conjugaison des facteurs locaux et des politiques communautaires conduisent à ne pas écarter la probabilité d'une très forte régression des exploitations » !

À quoi peut donc servir un parc ?
La suite du panneau-information parle d'accueillir les jeunes paysans en faisant d'eux des « spécialistes de niche » ! Ici le paysan producteur, toujours le spécialiste, le « spécialiste nouveau » ! A la « niche » !

Ce Vercors n'est plus qu'une « zone tampon » pour l'application d'une disposition de la politique agricole de Bruxelles. Incroyable mais vrai !

Celui qui est « spécialiste » en matière de bien-être sur blanc sur les pentes de la Maison du Parc de Lans-en-Vercors. Qui le PNR s'écarte de la politique de Bruxelles. Non, ce n'est pas un machin vert, pour éviter le paiement d'intégration ?

Et chez nous, en Bauges ?
Les paysans agriculteurs de la terre parue dans *l'Ami des Bauges* sont-ils d'autres spécialistes, des « spécialistes » ?

Il pleut partout de beaux articles sur le projet du Parc Bauges : gros titres, bulletins du Conseil Général... Ça y est, nous sommes saisis des « niches » ! Ça est un « niche » de niche un bilan économique du massif : c'est le « niche ». Cependant, des « niches » permettent de penser que nous disposons d'un potentiel considérable, que notre potentialité offre un avenir

meilleur, etc. Dans ces conditions, en-tendant nos ranches (jusqu'à présent, les Bauges n'avaient rien fait, sans doute ?) le plus beau des succès (avec, évidemment) nous sera offert. Bauges, ce qui arrive dans le Vercors et ailleurs n'arrivera pas chez vous, c'est bon dieu.

Qui mais, et la loi de la jungle ?
Raymond Lacombe, Président de la PNRBA, qui n'est pas un « niche » communautaire, a dénoncé de libéralisme décadent, celui de la loi de la jungle, avec son cortège d'humiliations, d'« exploitation ».

Une dénonciation de niche ?
C'est la loi de la jungle s'écarter aussi en Bauges et se traduit par la baisse des prix à la production.

Aucune importance, notre Conseiller Général, A. Gassier, sort son label. La loi de la jungle n'est pas nouvelle. S'il en est ainsi, le label ne peut à lui seul, être révélateur pour de nombreux raisons. Par exemple, un marché protégé par le label n'est pas pour autant un marché « niche ». Le prix du produit plus élevé fait bénéficier le « niche » au consommateur, allégé par l'intérêt. C'est pourquoi, il faut pouvoir répondre aux contraintes croissantes plus fortes pour produire à haute qualité (qui est label, dit plus que jamais producteur « spécialiste »). Combien de paysans bauges

peuvent suivre ? Sans politique solide de soutien (déjà-gé de niche agricole) l'« exploitation » de niche par niche nous amènera un plus grand nombre d'agriculteurs bauges et de tout-courants repoussés au loin.

Du bison !
Nous le voyons, un PNR ne peut être à lui seul, un remède miracle pour l'agriculture. Le laisser croire conduira à vouloir acheter du paysan « niche » : une opération chloroforme à la place d'une opération chlorophylle.

Si les règles du marché ne sont pas revues, et si les aides communautaires (qui font leur beurre, elles !) continuent à régner, nos paysans survivants n'auront plus qu'à se dégoûter en isolant pour figurer dans le « Parc Diez/Bauges ». Sans une autre politique, et sans pas celle des années de R. Gassier (Bastien-Million...), le PNR, quelle que soit la bonne volonté de ceux « niche » qui y travaillent, risque de n'être que du bison... de la vie, faux de paysans.

« C'est la France qui s'entend avec les paysans » déclare R. Lacombe. Il a raison.

Il se peut y avoir de pays Bauges sans paysans !



Illustration 4 : Extrait de l'Ami des Bauges, 1991

Cet article anonyme émanant visiblement du milieu agricole s'intitule *Agriculture et Parc naturel : chlorophylle ou chloroforme ?* Il dénonce la présentation du projet de PNR comme la solution de tous les maux et tente de démontrer que celui-ci ne résoudra en rien les problèmes des agriculteurs.

Le texte a été écrit après la visite des élus dans le PNR du Vercors. L'auteur, qui était manifestement du voyage, explique que la situation des agriculteurs n'y est manifestement pas meilleure qu'ailleurs, et commente un panneau information qu'il a découvert à la maison du Parc, à Lans-en-Vercors. Celui-ci comporte une carte des déprises, et mentionne que « la conjugaison des facteurs locaux et des politiques communautaires conduisent à ne pas écarter la probabilité d'une très forte régression des

exploitations ». La forme de résignation que comporte cette phrase est à l'évidence tout à fait inacceptable pour l'auteur de l'article qui la souligne d'un point d'exclamation et se demande « *A quoi peut donc servir un Parc ?* ». Il enchaîne « *la suite du panneau-information parle d'accommoder les restes paysans en faisant d'eux des "prestataires de service" : fini le paysan producteur, bonjour le "prestataire", le cantonnier nouveau ! A la vôtre !* ». Nous voyons ici se dessiner l'un des grands dilemmes contemporains des agriculteurs de moyenne montagne, pour lesquels il est difficile, voire impossible de se maintenir face à l'agriculture de plaine : doivent-ils et peuvent-ils demeurer avant tout des producteurs, ou doivent-ils accepter d'être rémunérés pour entretenir les paysages spécifiques de leur région ? L'auteur s'attaque ensuite à ce qui fait figure de véritable épouvantail vis-à-vis des agriculteurs : la politique de Bruxelles, citant encore une des phrases du panneau selon laquelle le PNR est une « *zone test de la politique agricole de Bruxelles* ». Pour lui, c'est donc écrit « *noir sur blanc* » : « *le PNR fait partie de la politique de Bruxelles* ». Et de s'interroger « *Est-ce un truc, un machin vert pour achever la paysannerie montagnarde ?* ». La création d'un Parc signifie donc avant tout pour cet agriculteur l'assujettissement aux décisions de Bruxelles, et par conséquent une mise sous tutelle qui ne peut qu'être néfaste aux paysans de montagne.

Les lignes qui suivent parodient le discours messianique qui accompagne la création du Parc :

« *Il pleut partout de beaux articles sur le projet de Parc bauju : presse locale, bulletin du Conseil Général... Ca y est, nous sommes sauvés des eaux... sales du Chéran ! On est en train de faire un bilan économique du massif : c'est le suspens. Cependant, des « fuites » permettent de penser que nous disposons d'un potentiel considérable, que notre patrimoine est un atout majeur, etc. Dans ces conditions, en retroussant nos manches (jusqu'à présent les Baujus n'avaient rien foutu, sans doute !) le plus beau des soleils (vert, évidemment) nous sera offert.* ».

Le caractère quelque-peu artificiel du discours qui semble apparaître soudainement, sans qu'aucun changement concret ne soit intervenu, est mis en évidence. L'auteur se moque de la première étape de la constitution du Parc, qui consiste à dresser un bilan, en suggérant que le résultat de ce dernier ne fait aucun doute : il débouchera sur la préconisation de la création d'un PNR. Nous retrouvons ici le rôle performatif de la parole qui jalonne tout le processus de création d'un Parc : celle-ci se présente d'abord comme une analyse de la situation qui met en avant l'existence de problèmes puis propose dans la foulée leur solution sous la forme du nouveau dispositif.

L'article se poursuit en évoquant un éventuel label, allusion à l'AOC tome des Bauges, qui selon l'auteur ne saurait suffire à sauver les paysans baujus. Pour lui, le Parc n'est qu'une opération destinée à endormir les paysans (une « *opération chloroforme* »), mais n'apporte pas de solution à ce qui demeure leur véritable problème : l'incapacité des agricultures de montagne à concurrencer « *les grandes sociétés de l'agrobusiness* ». Conséquence, tôt ou tard, « *le tout tourisme repointera son nez* » au détriment de l'agriculture, et les « *paysans survivants n'auront plus qu'à se déguiser en indiens pour figurer dans le " Parc Disneybauges "* »

Plusieurs éléments apparaissent dans cet article. On peut mentionner en premier lieu

l'état d'esprit proche de la désespérance de certains paysans, qui voient l'agriculture baugue s'écrouler véritablement depuis la fin des années 1970, et leur crainte de disparaître complètement. D'autre part, les agriculteurs demeurent de toute évidence méfiants, malgré les campagnes de séduction entreprises à leur égard. On perçoit bien dans cet article à quel point la création du Parc est perçue chez eux comme un projet allogène, au sujet duquel ils ne s'estiment ni vraiment consultés, ni concernés. Le Parc, au mieux n'apportera aucune solution à leurs problèmes (puisqu'il apparaît seulement sous la forme d'un discours enchanteur sur le « *potentiel considérable* » des Bauges), et au pire, contribuera à hâter leur fin, en les rendant dépendant de Bruxelles et à la merci des grandes sociétés, ou en les obligeant à se folkloriser (les indiens).

On peut relever au passage une petite allusion lourde de sens - « *jusqu'à présent les Baujus n'avaient rien foutu sans doute* » - qui renvoie à un élément très contesté du discours accompagnant la création du Parc. Celui-ci consiste à insister sur le vide qui aurait précédé en Bauges le projet de Parc. L'immobilisme, le manque d'initiatives auraient prévalu en Bauges pendant des années. Ceux-ci constitueraient finalement une chance puisque ce qui aurait pu être considéré comme un retard de développement signifiait aujourd'hui paysages préservés, villages « authentiques ». Il est aisé de comprendre que ce type d'affirmation soit difficilement recevable par les agriculteurs qui ont pendant longtemps géré le territoire et dirigé ses conseils municipaux et pour qui tout cela sonne comme un reproche. Je reviendrai plus longuement sur ce sujet dans le chapitre V.

L'article est accompagné d'une caricature qui me paraît cristalliser les inquiétudes de la population agricole, et appelle elle aussi quelques commentaires. Celle-ci représente un agriculteur et un touriste dans un lieu désigné par un panneau comme l'« *Ecomusée Parc des Bauges* ». Devant eux se trouvent exposées une bouse de vache et une tome des Bauges. Chacune est recouverte par une cloche en verre. Le touriste, doté d'un certain embonpoint, est affublé d'une chemise à fleur, d'un appareil photo et d'une casquette portant la mention « *DisneyBauges* ». Il s'exclame : « *Oh, une bouse ! Une VRAIE...* » Tandis que l'agriculteur, coiffé d'un béret, au visage émacié et fatigué de l'homme de terroir, se lamente : « *Ben mouai, j'ai la bouse* ». En bas du dessin, l'auteur signale qu'il s'agit de la « *traduction en patoë de l'américain « j'ai le blues* » ».

On peut lire plusieurs choses dans cette caricature. La bouse et la tome mises sous cloche symbolisent les produits, et plus largement le vivant sur lequel travaillent les agriculteurs. La mise sous cloche représente à la fois une mise en valeur, et une immobilisation, une fixation. Le touriste n'est pas le seul à les contempler. Elles sont aussi devenues inaccessibles pour le paysan, qui s'en trouve dépossédé. Mettre en valeur l'agriculture et ses produits à destination des touristes revient donc à les figer. Le panneau écomusée vient conforter cette impression. Sa présence signale que les agriculteurs font le lien entre PNR et écomusée, lien qui, nous l'avons vu, n'est pas totalement imaginaire. L'exclamation du touriste : « *une VRAIE* », concernant la bouse ironise sur le discours de l'authentique.

Ce dessin constitue une projection très pessimiste de l'avenir du territoire, qui serait voué à devenir un parc d'attraction, dans lequel le pauvre paysan errerait, sans plus trouver sa place. Il est à noter que le touriste du dessin est bien portant et respire

l'aisance, tandis que le paysan est maigre et soucieux. Le message est clair : le PNR, c'est tout pour les touristes et rien pour les agriculteurs.

Tous les agriculteurs ne sont pas hostiles au projet de Parc, mais manifestement beaucoup se méfient, et craignent notamment l'apparition de nouveaux règlements. Nombre d'entre eux comptent cependant sur lui pour obtenir l'Appellation d'Origine Contrôlée pour la tome. Tenant à pouvoir s'exprimer au sein du nouvel organisme, ils créent l'Association des Agriculteurs du Parc, en s'inspirant de celle du Vercors, mais sur un modèle original. Les structures agricoles locales (CUMA, GVA, coopératives...) peuvent y adhérer ainsi que les individus. Elle doit influencer directement sur les directions prises par le Parc car elle est sa « commission agricole ».

« le Parc, bon, c'est un truc à double tranchant pour moi. Le Parc dans son ensemble, comme entité, j'ai envie de dire... c'est un truc d'élus. C'est pas un truc de professionnels. Alors ça a été tempéré parce que quand on s'est rendu compte de ça, que le Parc c'était que des élus qui étaient en place... Nous on pensait qu'un Parc, c'était une représentation de tout le monde, y compris des professionnels. Quand on s'est rendu compte que c'était que des maires et qu'au niveau des maires et des conseillers municipaux, on n'était plus représentés du tout. Parce qu'il y a des conseils où il n'y a plus du tout d'agriculteur. Et même nous au centre Bauges des fois on a un agriculteur. C'est le cas à Aillon, dans le conseil municipal. La représentation elle est nulle, quoi. Donc on a tout de suite créé une commission agricole, qu'on a fait accepter par le Parc, où c'est que des professionnels. Ce qui fait que ça a aussi tempéré. Bon c'était des professionnels qui étaient acceptés comme commission, donc qui donnaient leurs orientations au Parc, et donc les premières orientations, ça a été des produits... je sais plus comment on avait défini ça, euh... des produits de qualité dans un espace de qualité, enfin quelque-chose comme ça, donc effectivement, ça allait dans le sens de la qualité. C'est clair. Mais enfin, il aurait pas eu cette prise professionnelle dès la création du Parc, je suis pas sûre que ça nous aurait aidé. » (Armande, Agricultrice)

La chargée de mission agriculture est embauchée à mi-temps par les chambres d'agriculture de Savoie et de Haute-Savoie et à mi-temps par le Parc. Forts de ce dispositif, les agriculteurs espèrent jouer un rôle important dans les décisions qui seront prises en matière d'aménagement du territoire.

De la charte au Parc

Le Parc est donc créé à la fin de l'année 1995, et sa charte signée par les communes au début de l'année 1996. Celle-ci décline ses objectifs en trois grandes sections : « *préserver un patrimoine de qualité, à forte identité* », « *une politique de développement revitalisante* » et « *accueillir et communiquer* ».

Il est intéressant de se pencher sur la place conférée dans cette charte à la valorisation du patrimoine. Le patrimoine qui est évoqué dans la première section est essentiellement constitué par le « patrimoine naturel », ainsi que par l'architecture et les paysages. L'architecture, en particulier, doit « *faire renaître l'identité culturelle des Bauges* ¹³⁹ ». Les autres éléments désignés comme patrimoine culturel (« petit

patrimoine rural », patrimoine « immatériel ») sont mentionnés surtout dans la section « *une politique de développement revitalisante* », dans une partie consacrée à « *une offre touristique de qualité dans un cadre authentique* ». Ce patrimoine est donc présenté d'abord et avant tout comme ce qui doit conférer ses qualités à l'offre touristique. D'ailleurs, dans l'organigramme prévisionnel de l'équipe, on peut lire que le chargé de mission aura pour rôle la « valorisation touristique du patrimoine »¹⁴⁰.

Arrêtons nous sur « style » revendiqué dans la charte par le PNR, qui transparait notamment dans la dernière section du document intitulée « le fonctionnement du Parc ». Par rapport aux collectivités locales existantes, les auteurs insistent sur le fait que le Parc se veut un animateur, un coordinateur d'un réseau de partenaires et non un « *échelon administratif supplémentaire* »¹⁴¹ et qu'il n'a pas de « *visée hégémonique* » sur les autres groupements de communes. Le texte porte ensuite sur la participation des « forces vives »- c'est-à-dire « *les institutions, les organismes socio-économiques, le monde associatif, les professionnels locaux...* »- à l'organisme de gestion. L'intention d'être à l'écoute d'un « *population qui participe* » était déjà mentionnée dans le chapitre « *accueillir et communiquer* », avec notamment un paragraphe intitulé « *des échanges directs et permanents avec la population* ».¹⁴²

La charte affiche donc d'importantes ambitions en matière de démocratie participative. Il s'agit de permettre une meilleure concertation et de consulter avant toute action les acteurs existant.

Cependant, nous pouvons d'ores et déjà remarquer un décalage entre ce qui est annoncé dans la charte et ce qui existe en réalité.

Les « forces vives », est-il annoncé organigramme à l'appui, doivent participer activement à la vie du Parc « à quatre niveaux » : les commissions thématiques, dont j'ai déjà décrit le fonctionnement, le comité technique, constitué par des représentants de toutes les commissions, le comité scientifique et l'association des Amis et Usagers du parc. Or, ces deux derniers organes n'ont jamais vu le jour. Si la création d'une association des amis et usagers n'est pas du ressort du Parc, celle d'un comité scientifique l'est en revanche. Alors que le Parc arrive au terme de sa charte, celui-ci n'a toujours pas été mis en place.

Autre préconisation oubliée, celle de la création d'une « centrale de documentation », qui devait permettre la diffusion des études et inventaires réalisés sur le massif et être « utilisable par tous ». Actuellement, si les salariés du Parc entreposent dans son siège de nombreux rapports de recherches, rien n'a été entrepris pour permettre au public d'accéder à cet important fond documentaire. La maison du Parc dispose d'un imposant hall d'accueil, mais n'est pas à proprement parler un lieu d'accueil du public. L'on ne peut

¹³⁹ Charte du PNRMB, Charte d'objectifs, p 34.

¹⁴⁰ Ibidem, p 82.

¹⁴¹ Ibidem, p 79.

¹⁴² Ibidem, p 74.

s'y rendre que si l'on est invité à une réunion ou pour un rendez-vous avec un chargé de mission.

Enfin il est étonnant de constater que l'organigramme de l'équipe prévue au départ ne comporte que 9 personnes. Aujourd'hui le Parc compte 17 salariés. Il semble qu'à l'époque, les promoteurs du dispositif aient voulu rassurer une partie de la population réticente à l'idée de voir une nouvelle institution voir le jour. Une « petite équipe » avait donc été annoncée. Elle est décrite dans la charte comme « très accrochée "au terrain" »

143 .

Aujourd'hui, la déception

Quelques années plus tard, comment le Parc est-il perçu par les habitants de son territoire ? Le moins que l'on puisse dire est qu'il existe un décalage certain entre les bonnes intentions affichées et la façon dont l'institution est considérée par les habitants du canton du Châtelard.

Le premier symptôme de la distance que nombre d'entre eux manifestent vis-à-vis du Parc m'est apparu sous la forme d'un refus du territoire de cet organisme. En effet, si lors d'un entretien je posais la question « *Qu'est-ce que c'est, pour vous, les Bauges ? Où en sont les limites ?* », je m'attirais souvent la réponse « *Pour moi, les Bauges, c'est les 14 communes* », ou encore « *Moi, je me situe beaucoup au niveau cantonal, pas au niveau Parc.* »

Mes interlocuteurs me donnaient parfois des explications prenant en compte la topologie, le relief.

« Pour moi c'est flagrant, c'est les 14 communes. Et quand vous prenez une carte et que vous regardez la topologie, il y a pas à tortiller, la vallée des Bauges, elle est entourée de montagnes et il y a 14 communes au milieu. Il y a pas ce qu'il y a de l'autre côté. » (Agricultrice néo-rurale.)

Plus rarement, la culture, le contexte historique étaient évoqués, ici par une néo-rurale :

« Culturellement, pour moi, [le territoire du Parc], c'est pas une même culture, mais c'est des cultures, et je pense que les enjeux de chaque territoire sont pas les mêmes. Je pense que c'est peut-être intéressant que ce soit le même territoire, mais on n'a pas les mêmes enjeux, pas les mêmes... On se retrouve pas du tout face aux mêmes problèmes à régler. C'est pour ça que c'est bien aussi que le Parc soit scindé en plusieurs territoires. Autant les Bauges [entendues ici comme la canton du Châtelard] peuvent avoir... Enfin en tout cas nous sur les Aillons, on peut avoir avec la Combe de Savoie des liens, parce qu'on retombe sur Chambéry, on a quelques éléments du passé qui sont en commun, et puis que bon, je crois qu'on a des choses communes, autant quand il va sur Saint-Jorioz [commune située au bord du lac d'Annecy], moi je comprends pas... vraiment, là j'ai du mal. »

De même, lorsque j'interrogeais des responsables d'associations, ceux-ci commençaient souvent par me préciser que leur rayon d'action se limitait aux 14 communes.

¹⁴³ Ibidem, p 82.

« Donc l'association des Amis des Bauges elle a pour vocation... Elle a eu pour vocation à partir de 1980 l'animation et le développement du canton du Châtelard, donc des 14 communes. Donc vraiment autour des montagnes, quoi. » (Salariée de l'association les Amis des Bauges)

Ils expliquent que cette échelle plus modeste leur convient mieux pour gérer leurs actions, mais aussi que le canton du Châtelard leur paraît correspondre davantage à un « espace vécu », qui fait sens pour ses habitants, contrairement au territoire des institutions :

« Moi je voyais pas bien les choses, avec le Parc, et j'avais dit "il faudrait que les Amis des Bauges se mettent à l'échelle du Parc", ça serait intéressant, mais finalement, l'association, elle est quand même bien plus proche de la population, elle est plus sur des services à la population, plus sur une démarche un peu de citoyenneté, de services à la population, d'animation locale, etc., et honnêtement, c'était pas une bonne idée de se mettre à l'échelle du Parc, parce qu'elle aurait été inféodée à la structure Parc, parce que d'un point de vue territorial et vie des gens, le Parc c'est rien. Je veux dire, les vies des gens, ils vivent à l'intérieur des Bauges [ici le canton du Châtelard], là, c'est une réalité, ou après ils vivent sur les versants périphériques, auquel cas ils sont attirés par une vie associative, ou par des services qui sont dans les villes de chaque côté, donc finalement, c'est bien qu'elle soit positionnée sur les Bauges centre. Après, faut pas non plus... Faut rester proche des gens, faut pas se coller aux institutions absolument. » (Ancienne salariée des Amis des Bauges)

La revendication d'une appartenance aux Bauges entendues comme les « Quatorze communes » ne m'aurait pas étonnée dans la bouche des plus anciens parmi les Baujus « de souche », qui pouvaient avoir des difficultés à comprendre l'apparition d'un nouveau territoire portant le nom de leur vallée. Mais j'ai été surprise de constater qu'elle émanait tout aussi souvent de néo-ruraux, parmi lesquels certains étaient même arrivés après la création du Parc. Or, ceux-ci étaient globalement plus mobiles que les Baujus de souche, et franchissaient allègrement les « frontières » des Bauges traditionnelles pour aller, par exemple, travailler en ville. Ils étaient par ailleurs culturellement et idéologiquement plus proches du Parc, notamment en ce qui concerne les thématiques liées à la protection de la nature. Pourquoi dès lors la revendication touchant le territoire du canton prenait-elle une telle vigueur ?

Derrière ce refus de s'inscrire dans le territoire du Parc, on peut percevoir une forme de rejet de l'institution elle-même. Un rejet qui s'exprime plus franchement quand mes interlocuteurs, mis en confiance, abordent directement la question du Parc.

De nombreux reproches sont formulés plus ou moins explicitement. Tout d'abord, la plupart des personnes interrogées se déclarent mal informées sur le Parc et sur son travail.

« Le Parc, ici, il paraît lointain. Pourtant, j'y suis allé, une fois, à la maison du Parc, et c'est vrai, ils travaillent. Ils ont l'air de beaucoup travailler. Mais qu'est-ce qu'ils font ? On n'en sait rien. » (Néo-rural retraité)

Les personnes que j'ai interrogées expliquent bien souvent ne pas comprendre ce que fait le Parc, car elles ne ressentent pas les effets de son action dans leurs vies quotidiennes :

« Le Parc, j'ai vraiment du mal. Tu vois, moi depuis la création du Parc... La création du Parc a pas été une transformation pour le pays. Enfin nous on a rien

sentis. Peut-être qu'il y en a d'autres qui ont remarqué ça, bien sûr. Et dans la vie de tous les jours, même en discutant avec les gens autour de nous qui viennent d'ailleurs, on n'a pas le sentiment qu'un Parc existe et on se demande pourquoi il y a une vingtaine de personnes au Parc. » (Néo-rurale)

La plus grande partie de mes interlocuteurs considèrent qu'il n'est pas suffisamment proche des habitants, qu'ils ne cherchent pas à répondre à leurs préoccupations.

« Et je trouve dommage, en revanche, je trouve dommage le fonctionnement adopté par le Parc, je trouve que c'est une trop grosse usine, avec des gens qui sont trop centrés sur le... qui sont pas assez sur le territoire. Je dis ça, parce que c'est pas mon seul sentiment, c'est le sentiment, quand je discute avec les gens des Bauges... » (Néo-rurale) « Ça a été une affaire de techniciens, une affaire institutionnelle, une affaire décalée des habitants, décalée des acteurs, et ça c'est très clair » (Néo-rurale)

Cette incompréhension est parfois exprimée de façon brutale par les Baujus de souche, et j'ai plusieurs fois pu entendre certains d'entre eux déclarer à propos des salariés du Parc « *ils ne sont pas d'ici* » et « *ils ne nous comprennent pas* ». La plupart des chargés de mission sont de jeunes diplômés de niveau bac +5 qui viennent parfois de loin occuper leur poste. Il n'est pas rare d'entendre lors des recrutements des récriminations : de jeunes locaux postulaient et n'ont pas été choisis. On leur a préféré un étranger qui ne connaît pas les réalités locales. L'un de ces Baujus d'origine écrit ainsi dans vivre en Bauges :

« Malheureusement, les Bojus n'ont pas choisi ceux qui mènent certaines administrations chez nous. Ils viennent souvent de loin de notre région et, malgré leurs diplômes et leurs études, ils ne connaissent pas nos manières de vivre, de penser et il leur est bien difficile de comprendre la mentalité de notre région n'y ayant pas vécu eux mêmes. Un Boju s'était présenté avec un bac +5 mais n'a pas été pris »¹⁴⁴.

Il est arrivé que des Baujus de souche que je connaissais bien me posent la question : « *Toi qui a travaillé avec le Parc, qui c'est, ces gens ? Et qu'est-ce qu'ils font ?* »

Une autre critique très courante concerne les dépenses du Parc. Le Parc est perçu par beaucoup d'habitants comme un organisme riche, qui dispose de moyens importants et dépense sans compter dans des réalisations de prestige, comme les « maisons ». Le Parc est en effet lié à trois opérations de construction ou de réhabilitation menées ces dernières années dans le canton du Châtelard : la maison du Parc a été construite au Châtelard et la maison faune-flore à Ecole, tandis que la Chartreuse d'Aillon, qui doit devenir la « maison du patrimoine » du Parc était réhabilitée à Aillon-le-Jeune. Les maisons apparaissent souvent dans les discours comme le symbole de réalisations coûteuses et incompréhensibles :

« Ici, on préfère faire du tape à l'œil, on fleurit, on fait des maisons. Mais qu'est-ce qu'il y a dans ces maisons ? Tout le monde se le demande. Les gens disent « ça sert à quoi, encore des sous qu'on nous pompe. » Mais il faut les comprendre les gens, en Bauges comme ailleurs, un sou, c'est un sou. Quand on sait pas où ça va, c'est normal. Moi je pense qu'ils pourraient créer un vrai boulot avec ça :

¹⁴⁴ Vivre en Bauges n° 8, printemps 2002.

quelqu'un qui expliquerait simplement aux gens. » (Néo-rurale) « Ils font des maisons, c'est bien, mais pour nous rien n'a changé, à part quelques ennuis. » (Néo-rural)

Il est donc reproché au Parc de gaspiller l'argent des contribuables dans des réalisations de prestige qui n'ont pas répercussion sur la vie des habitants du territoire.

Mais surtout, on ressent chez de nombreux acteurs locaux une forme de déception.

Parmi ceux qui appelaient le Parc de leurs vœux, beaucoup ne reconnaissent pas le résultat et vont parfois jusqu'à se reprocher tout haut leur investissement passé :

« Non mais moi, aujourd'hui, je passe pour un con. Non parce que j'ai beaucoup poussé les gens d'ici, à l'époque, pour qu'on ait le Parc. Mais alors aujourd'hui, quand on voit ce que ça donne, je passe pour le pauvre imbécile... » (Baju de souche) « Quand le Parc s'est créé, on a participé au début à l'association de création du Parc, on allait dans les commissions et puis quand... à chaque fois que ça prenait une tournure un peu institutionnelle, ou justement on tenait pas compte des acteurs, à part la vitrine et les médias, on on gueulait. Après on s'est retiré des commissions. » (Néo-rurale)

On rencontre aussi une certaine frustration de la part de gens qui pensaient qu'ils allaient participer à la construction du Parc et à ses actions, et qui ont l'impression d'être tenus à l'écart :

« Le Parc ? On ne sait pratiquement rien sur le Parc. Il y a bien un journal qui est sorti, une fois, peut-être deux, mais c'est tout. On a une copine qui travaille dans une commission du Parc. C'est elle qui nous a expliqué pour les 4 maisons : nature, tourisme, Châtelard et Ecole, je crois ? Enfin bon, sinon, on n'aurait peut-être jamais su. Il n'y a pas assez de retour par rapport à la population. Ça nous intéresserait beaucoup de nous y investir, mais la population n'est pas invitée. Ils n'ont peut-être rien à faire de notre avis. Au début, quand on est passé Parc, j'ai dû avoir, ou par le biais d'une copine qui ramenait les bulletins du Parc, il me semble, parce qu'elle savait que ça m'intéressait, pour expliquer les budgets et les trucs. Mais 5 ans après, on ne sait rien. On voit des choses se faire. Il y a des panneaux, la fruitière est aménagée. On suppose que c'est avec les subventions du Parc, mais on ne sait pas ce qu'il y a derrière ces trucs. Ça me fait l'effet de quelque-chose de très fermé, de secret. Je ne suis pas la seule, mais peut-être moi particulièrement, parce que j'aurais aimé m'y investir, participer. »

(Néo-rurale)

Au total, il semblerait que de nombreux habitants des Bauges éprouvent un sentiment de dépossession à l'égard d'une institution dans laquelle ils pensaient avoir leur place. Le Parc ne leur paraît pas fait pour eux.

Qu'y a-t-il derrière ces critiques ? Que signifient-elles exactement ? Leur existence paraît au premier abord surprenante. En effet, les objectifs de la charte ont été définis à l'aide des élus et des acteurs concernés du territoire, et le Parc a tenu nombre des engagements qu'il y avait pris. Ainsi, la tome des Bauges a obtenu une Appellation d'Origine Contrôlée en 2002. La maison faune-flore a ouvert ses portes à École. La chartreuse d'Aillon est en passe d'être restaurée. Les professionnels de différents filières ont pu se rencontrer et se fédérer, ce dont, globalement, ils se félicitent. La fréquentation touristique du massif augmente, ainsi que sa notoriété. Le canton du Châtelard continue à

attirer de nouveaux habitants, et tous semblent heureux de ce nouveau dynamisme. Le Parc peut donc être considéré au vu de ces résultats comme une réussite. Pourquoi n'est-ce pas le cas aux yeux des habitants de son territoire ?

Pour mieux le comprendre, je vais étudier dans le détail quatre opérations de mise en valeur patrimoniale dans lesquelles le Parc est impliqué. Nous verrons pourquoi celles-ci suscitent conflits et controverses.

Chapitre IV. La patrimonialisation au coeur des débats, quatre exemples baujus

Dans ce chapitre, je décrirai quatre projets visant à créer du patrimoine liés d'une manière ou d'une autre au territoire du canton du Châtelard. Mon travail de terrain m'a permis de me rendre compte de la façon dont ceux-ci étaient perçus et reçus sur ce territoire, et c'est sur cet aspect du problème que je souhaite mettre l'accent.

Le choix des quatre opérations sur lesquelles j'ai concentré mes travaux de recherche s'est fait en fonction de plusieurs critères. J'ai privilégié des projets à la visibilité importante, fortement mis en valeur par les institutions qui les portent (en particulier par le Parc naturel régional) et dont l'objectif est manifestement de modeler l'image du territoire. D'autre part, dans la mesure où je cherchais à mieux comprendre les tensions qui agitent actuellement ce territoire, à en démêler les enjeux et à éclairer la place et le rôle des différents groupes sociaux en présence dans l'espace public, je devais choisir un éventail de projets qui autant que possible mettent en lumière l'action des uns et des autres. Enfin, comme je l'ai déjà souligné, je me suis intéressée dans le cadre de mon terrain avant tout à ce qui pouvait susciter des conflits, des débats et servir de révélateur à l'existence de conceptions du monde différentes et du caractère dynamique de la société. J'ai donc aussi décidé d'étudier ces projets parce que chacun d'eux à sa manière provoquait des controverses dont l'analyse me paraissait porteuse de sens.

Il m'aurait été difficile d'ignorer la chartreuse d'Aillon, qui constitue le projet-phare des institutions du massif en matière de patrimoine. Menée par le Parc, des collectivités locales et par une association constituée en grande partie d'érudits passionnés par le monument, la restauration du bâtiment a demandé un fort investissement, non seulement en termes financiers, mais aussi en temps et en énergie de la part des personnes engagées. Et cela d'autant plus que quatre organismes sont partenaires pour la gestion de ce dossier, ce qui a nécessité des négociations complexes. Pourtant, les discours enthousiastes du Parc et des médias contrastent étrangement avec l'indifférence polie ou les critiques de la population locale au sujet de ce projet. C'est ce décalage qui m'a d'abord interpellée lorsque j'ai commencé à m'intéresser à cette opération.

Le projet d'obtention d'une AOC pour la tome des Bauges, qui a abouti en 2002, avait l'avantage de poser la question du rôle actuel des agriculteurs au sein du massif et de leur devenir, au travers de la labellisation d'un produit agricole qui constituait manifestement pour eux un emblème : symbole d'une agriculture de montagne, d'un type particulier d'exploitation et d'un savoir-faire transmis depuis des générations.

La réserve nationale de chasse, qui existe depuis 1953 et apparaît aujourd'hui comme l'un des fleurons du territoire du Parc, permettait de se pencher sur la notion de patrimoine naturel, d'autant qu'une « maison faune-flore » a été construite à Ecole-en-Bauges et a ouvert ses portes en 2002. Le thème de la protection de la nature, qui est un des fondements de la création des Parcs naturels régionaux, et l'un des principaux sujets d'opposition entre paysans-chasseurs d'origine locale et néo-ruraux marqués par les idées naturalistes.

Enfin, le rejet par les néo-ruraux du territoire du Parc et de certaines de ses initiatives en matière de communication m'a amenée à me pencher sur la patrimonialisation du territoire lui-même, et en particulier du territoire du coeur du massif, qui joue un rôle si particulier au sein du Parc.

Au sein du travail ethnographique sur ces différents objets s'inscrivent en creux d'autres éléments patrimoniaux. Ce sont des projets abandonnés ou non réalisés, comme ceux qui concernent les grangettes ou l'atelier de mécanique de la Compôte, ou des projets en cours, mais qui ne font pas l'objet d'un soutien institutionnel et d'une médiatisation forte, comme le travail de certaines associations sur le petit patrimoine bâti villageois.

1. La chartreuse d'Aillon

Parmi les opérations patrimoniales auxquelles je me suis intéressée, l'une d'elles me paraît extrêmement révélatrice des tensions qui entourent sur le territoire la question des récits du passé. Il s'agit de la rénovation en cours d'une ancienne chartreuse, située sur la commune d'Aillon-le-Jeune, à proximité de la station de ski, en vue d'y installer notamment la maison du patrimoine du Parc. Celle-ci met en jeu à la fois les élus, le Parc, le monde associatif et les agriculteurs. Elle suscite un conflit long et passionné dont j'ai pu

suivre les rebondissements entre 1999 et 2003. Nous verrons comment un projet qui se focalise sur un élément de l'histoire du massif censé être porteur de consensus exacerbe finalement les clivages. L'âpreté qui caractérise les disputes autour de ce monument montre bien à quel point le fait de dire l'histoire est loin d'être une acte neutre.

Histoire d'un bâtiment

Entre le XII^{ème} et le XIII^{ème} siècle, d'importants ordres monastiques s'implantent dans le massif des Bauges : les bénédictins dans le vallon de Bellevaux, non loin d'Ecole-en-Bauges, les cisterciens à Tamié en haute Combe de Savoie, et les chartreux à Aillon. Une poignée d'hommes à la recherche d'un « désert » s'installent ainsi au XII^{ème} siècle sur l'actuelle commune d'Aillon-le-Jeune¹⁴⁵, à la suite du don de terres à l'ordre monastique par Humbert III, comte de Savoie. La nouvelle chartreuse est édifiée dans un vallon reculé au cœur du massif, la Combe de Lourdens. Les moines reçoivent de nombreuses terres, offertes par les seigneurs de la région désireux de gagner le salut de leur âme en s'assurant les prières des frères, et deviennent maîtres de l'ensemble de la Combe. Ils entreprennent l'exploitation méthodique des forêts et des alpages leur appartenant. Ils possèdent aussi des vignes en Combe de Savoie, à Cruet. Faute de pouvoir travailler l'ensemble de leur domaine en faire-valoir direct, comme leur règle le leur ordonnait pourtant, ils doivent peu à peu se résoudre à alberger¹⁴⁶ des fermes, ou grangeries, à des paysans de la combe. A partir du XVII^{ème} siècle, de même que les bénédictins présents à Ecole, ils construisent des hauts-fourneaux et se lancent dans l'activité métallurgique - plus précisément fabrication de barres de fer - rendue possible grâce à la présence de cours d'eau propices à l'installation de martinets et à leurs importantes possessions forestières. Les hauts-fourneaux produisent un métal réputé et permettent l'émergence en Bauges d'une industrie de clouterie. Le long de tous les cours d'eau du massif s'installent ainsi de petits bâtiments vétustes contenant des martinets : les clouteries. Les clous sont vendus par des colporteurs dans tout le territoire qui correspond actuellement à la région Rhône-Alpes et bien au-delà. Cette source de revenus permit à une population nombreuse de se maintenir en Bauges jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle¹⁴⁷.

La chartreuse est plusieurs fois détruite par des incendies et reconstruite au cours des siècles. En 1793, à la suite de l'irruption en Savoie des troupes révolutionnaires françaises, la municipalité demande aux moines de prêter serment à la constitution. Ceux-ci s'enfuient pour Turin. Après leur départ, plusieurs familles de paysans de la Combe acquièrent les bâtiments et terrains qui étaient ceux de la chartreuse. Les albergataires deviennent, dans la plupart des cas, propriétaires de leurs fermes. La chartreuse elle-même est acquise d'abord par des entrepreneurs qui s'intéressent surtout

¹⁴⁵ La commune d'Aillon sera scindée en 1863 donnant naissance à Aillon-le-Jeune et Aillon-le-Vieux.

¹⁴⁶ L'albergement était une forme d'acensement. Il s'agissait d'un contrat par lequel un propriétaire cède un bien définitivement mais sous condition d'une redevance annuelle en produits agricoles mais aussi en journées de travail.

¹⁴⁷ CHAIZE, Jacques, 1998, *Les maîtres de forges en Bauges*, Société Savoissienne d'Histoire et d'Archéologie, Chambéry.

aux hauts-fourneaux et aux forges, puis en 1856 par une famille d'Aillon, les Boyer, dont elle devient l'exploitation.

Dès le départ des Chartreux, les bâtiments commencent à être démantelés, avec la destruction des clochers, ordonnée par les révolutionnaires, en l'occurrence une commission nommée par l'assemblée générale des Allobroges. Puis, au cours des premières années du XIX^{ème} siècle, on arase les bâtiments et les habitants des environs récupèrent les pierres pour leurs propres constructions. Les fondations sont recouvertes de terre pour pouvoir cultiver. La chartreuse d'Aillon sombre dans l'oubli durant près de deux siècles. Il ne reste aujourd'hui du monastère que le bâtiment d'accueil, celui qui constituait la façade, c'est-à-dire environ 1/10^{ème} de la chartreuse d'origine. Avec la chapelle de la Correrie, située un peu en contrebas, ce bâtiment est le seul monument historique du cœur des Bauges.

Quelques pèlerinages d'ecclésiastiques nostalgiques vers les ruines du couvent ont bien lieu au cours du XIX^{ème} siècle¹⁴⁸. Mais il n'existe alors pas de volonté de conservation de la part de qui que ce soit. Le bâtiment est modifié par la famille qui l'a acquis au fur et à mesure des besoins : il sert de bâtiment d'habitation et de bâtiment agricole. En 1968 encore, d'importants travaux sont effectués pour moderniser certaines pièces. Des voûtes sont détruites, d'anciennes portes de chêne remplacées par du contreplaqué. Les plafonds sont refaits.

C'est seulement à partir des années 1980 que quelques érudits locaux s'intéressent vraiment à ce bâtiment. Une petite équipe commence à se réunir en 1986 autour de Louis Brun, maire du Châtelard et conseiller général du canton, féru d'histoire locale. D'abord informel, ce groupe devient l'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon, qui œuvre pour faire connaître le monument et le faire restaurer. Le bâtiment, mis en vente par la famille qui ne peut plus en assurer l'entretien, est racheté par la Communauté de Communes du pays des Bauges en 1990. Les premiers travaux de mise hors d'eau sont effectués immédiatement, car il y a urgence. En janvier 1994, le bâtiment est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Les protagonistes de l'opération

Quatre partenaires s'engagent dans l'opération de mise en valeur de la chartreuse :

- *La Communauté de Communes du pays des Bauges* : Celle-ci regroupe les 14 communes des Bauges « traditionnelles ». Le rachat du bâtiment par cette collectivité a sans doute été impulsé par Louis Brun, président-fondateur de l'association pour la sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon, qui est un élu influent dans le canton. En 1990, les élus des Bauges ont commencé à réfléchir à la création d'un PNR, et il est probable que nombre d'entre eux pensent que ce bâtiment pourra être utilisé dans le cadre du Parc naturel régional. La Communauté de Communes elle-même n'a pas vraiment de projets vis-à-vis de ce bâtiment. Son acquisition est surtout motivée par le fait d'amener dans le domaine public un bâtiment qui paraît important dans l'histoire du massif. Soumise depuis le début des années 2000 à de grandes difficultés financières, cette collectivité ne

¹⁴⁸ Cf ANONYME, 1834, *Voyage aux ruines de la chartreuse d'Aillon*, Annecy, texte disponible auprès du « groupe patrimoine » de la communauté de communes.

souhaite pas s'investir dans le projet et laisse aux autres partenaires le soin de réfléchir au devenir du bâtiment, à la condition expresse qu'il en soit fait un usage économiquement rentable. Certains de ses élus contestent d'ailleurs le fait qu'une part importante du budget soit consacrée à la chartreuse.

- *La commune d'Aillon-le-Jeune* : Le monument est situé sur son territoire. Cette commune a joué la carte du développement touristique dès les années 60, avec la création de la station de ski du village, suivie, en 1980, du stade de neige de Margériaz. Mais le manque d'enneigement de ces dernières années a fragilisé sa situation. Les élus voient dans ce bâtiment un moyen de donner un intérêt patrimonial et culturel au village et de compenser ainsi la baisse d'attractivité de la station. Il est à noter que le maire d'Aillon-le-Jeune, est aussi le conseiller général du canton ¹⁴⁹ et le président du Parc. Il a milité dans l'association pour la sauvegarde de la chartreuse quasiment depuis sa création. Étant donné l'implication de ces différentes institutions dans le projet de valorisation, il n'en faut pas plus pour que cet élu soit soupçonné par certains d'utiliser ses multiples « casquettes » pour favoriser sa commune.

- *Le Parc naturel régional* : Le Parc a été impliqué avant même sa création dans le projet de restauration de ce bâtiment, puisque la chartreuse est mentionnée à plusieurs reprises dans sa charte. Le Parc en fait son monument-phare en matière de patrimoine culturel, l'érigeant assez rapidement en lieu symbolique du patrimoine du massif. La charte stipule que la chartreuse doit devenir une des « maisons du Parc », consacré « à l'influence de l'économie monastique sur le développement du massif, les paysages » et au « patrimoine culturel et religieux » ¹⁵⁰. Le concept des « maisons » est assez en vogue dans les PNR, et on les trouve dans nombre d'entre eux (Maison de la montagne à Burdigne, dans le PNR du Pilat, Maison de l'eau à Pont-en-Royan, dans le PNR du Vercors). Ces lieux d'accueil du public installés à différents endroits du territoire du Parc sont consacrés à un thème important de ce dernier. Par la suite, il a été décidé de faire de la chartreuse un centre d'interprétation renvoyant au patrimoine rural de l'ensemble du territoire.

- *L'Association pour la Sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon (ASCA)* : Fondée par Louis Brun - maire du Châtelard durant de nombreuses années, un temps conseiller général, et érudit local - à la fin des années 1980, l'ASCA est aujourd'hui dirigée essentiellement par des néo-ruraux, parmi lesquels nombre de retraités férus d'histoire locale. Quant à ses adhérents, beaucoup habitent la périphérie du massif ou les villes environnantes. Les membres de l'association voient dans la chartreuse un élément majeur du patrimoine de la vallée des Bauges, parce qu'elle est un des seuls témoignages de son passé monastique. Il faut préciser que nombre d'entre eux et notamment son président actuel sont aussi des chrétiens pratiquants, connus en tant que tels. Leur attachement à la chartreuse plonge donc ses racines dans une admiration profonde pour l'aventure spirituelle des moines et un sentiment teinté d'affectivité à leur égard. Les membres de l'association veulent avant tout conserver le bâtiment comme

¹⁴⁹ Son mandat de conseiller général a pris fin en mars 2004.

¹⁵⁰ Charte constitutive du PNRMB, Charte d'objectif, p 72.

témoin de l'histoire monastique du massif. Leur président souhaite même qu'y soit aménagée une chapelle, ou du moins une salle dédiée au recueillement, afin que le lieu « retrouve sa vocation initiale ».

Si ces quatre partenaires s'accordent sur le principe de la sauvegarde et de la valorisation de la chartreuse - c'est le seul monument historique inscrit du cœur des Bauges et le seul témoignage de l'important passé monastique du massif dans cette zone puisque les ruines de Bellevaux ont totalement disparues -, ils n'ont pas vraiment la même idée de ce que signifie ce bâtiment, et cela apparaît nettement dans la manière dont sont conduits les travaux de restauration. La Communauté de Communes et la commune d'Aillon sont relativement effacées dans le débat, la première ne s'engageant dans le projet qu'à contrecœur et la seconde espérant surtout attirer à terme des touristes. Les membres de l'association et les chargés de mission du Parc consacrent beaucoup plus d'énergie à ce projet. Or, le bâtiment ne revêt de toute évidence pas le même sens pour les membres de ces deux groupes, ce qui a parfois donné lieu à des tensions, plus ou moins exprimées.

Les membres de l'association voudraient qu'à terme, le bâtiment soit le plus proche possible de ce que pouvait être une chartreuse au XVII^e siècle, époque qui constitue pour eux le temps de sa splendeur, de son âge d'or. Leur vision de l'histoire les amène à négliger la période contemporaine pour s'intéresser à un passé plus lointain. Pour eux, toutes les transformations survenues après la Révolution manquent de légitimité par rapport à ce qui demeure leur référence : la chartreuse telle qu'elle était du temps de la présence des moines. Il s'agit donc tout simplement d'y remédier. Le bâtiment doit devenir un lieu d'évocation de la vie et de l'œuvre des moines, et l'atmosphère de méditation propre à l'endroit doit être préservée, notamment avec le projet de chapelle.

« - Je suis ouvert aux... aux orientations que d'autres peuvent proposer. Je veux dire, je suis pas buté là-dessus. A part les choses de fond, de fond vraiment, mais ça, à part... Comme mon histoire de maintenir la présence religieuse dans le site, j'ai pas rencontré de... Par contre là, j'ai été brutal. J'ai dit : "ça, moi, c'est un oukase". - Question : Et ça, justement, tu crois pas que ça risque de poser problème, au temps de la séparation de l'Église et de l'État... - Oui, j'y ai pensé, mais rien n'obligera... Elle ne sera pas... Je veux dire, on va pas y faire la messe. Ni imposer aux gens qu'ils viennent visiter. On va leur dire : tiens, c'était un monastère, il y avait aussi une chapelle là-dedans, tiens voilà. Y'avait une boulangerie, voilà. Y'avait un truc, voilà. C'est tout. Tout à fait neutre. Je n'impose rien. Mais l'autre chose que j'ai enfin obtenue et ça c'était encore plus mon impératif, c'est la porte-fenêtre et le balcon qui sautent, il y a le porche, et au-dessus une niche avec la vierge de la chartreuse. C'est un monastère, tu vas pas... Quand tu vas faire visiter une gare, tu présentes une gare, quand tu vas faire visiter un monastère, tu présentes un monastère. Tu vois la corrière de la grande chartreuse, tu n'es pas forcément religieux ni catholique ni rien, et tu as tous les signes de ce que c'est. » (Président de l'ASCA)

L'intention contenue dans ces propos est claire : pour mon interlocuteur, le bâtiment demeure pour toujours un monastère, et les transformations subies apparaissent comme des déviations par rapport à ce qui demeure l'identité du lieu.

Ces positions heurtent parfois celles du Parc, dont le but premier est la réussite du

centre d'interprétation, quitte, pour cela, à modifier le bâtiment en prenant quelques libertés avec son agencement d'origine. Les chargés de mission du Parc tiennent absolument à ce que le futur lieu d'accueil ne soit pas perçu comme un musée. Connaissant les appréhensions de la population vis-à-vis de la « mise sous cloche », ils tiennent à l'emploi du terme « centre d'interprétation » et insistent sur les différences qui séparent les deux concepts. Le centre d'interprétation, expliquent-ils, ne présente pas de collections. Il fait appel aux sens et aux émotions pour présenter quelques grands thèmes au visiteur, le laissant libre de les découvrir à sa guise et de construire sa propre interprétation.

Par ailleurs, si le choix d'installer la Maison du patrimoine dans la chartreuse est révélateur de l'importance accordée à l'aventure monastique au sein de l'histoire du massif, le projet du Parc n'est pas de consacrer la maison du patrimoine au thème des chartreux et de leur rôle dans les Bauges. Il s'agit au contraire de renvoyer le visiteur au patrimoine de l'ensemble du massif, tout en donnant de ce dernier une image actuelle et dynamique.

« Il n'apparaît pas souhaitable de concevoir dans la chartreuse un simple « musée rural » au sens d'une collection d'objets de la vie d'autrefois : cette approche serait en effet très passéiste : « mise sous cloche » du patrimoine qui apparaîtrait comme quelque chose de figé et disparu quelque-part dans le passé. Au contraire, dans la démarche « Parc », le patrimoine n'est pas quelque-chose de figé à un moment donné dans le temps (...). En délivrant ce message, un « centre d'interprétation donnera aux visiteurs (qu'ils soient Baujus ou extérieurs au massif) l'image dynamique d'un massif bien vivant. »¹⁵¹

Par conséquent, pour le Parc, ce sont avant tout le présent et l'avenir du bâtiment qui comptent. Il est donc possible de prendre quelques libertés avec son passé, pour les besoins du futur centre. Le projet de valorisation est dès lors le fruit d'un compromis qui ne satisfait pas tout le monde. Il suscite notamment des réserves du côté des membres de l'association qui lui reprochent son manque d'intérêt pour l'histoire du lieu :

« - Enfin bon, le Parc, ouais bon, le Parc, moi je vois pas ce qu'ils viennent faire là-dedans. Ça c'était à l'association à gérer, à se débrouiller. Voyez, moi, personnellement, je suis un peu réticent. - Question : Le projet... - Parce que le projet il est parfaitement... parler du patrimoine, c'est très bien... mais moi je pense qu'on aurait pu faire quelque chose en s'inspirant de l'histoire de la chartreuse. Bon on a déjà, quand même, bon le fondateur d'Aillon, Saint Humbert, c'était une personnalité, y'a absolument rien sur lui. Donc faire des recherches, tout ça. Moi je pense que c'est là qu'il fallait... - Question : Vous voudriez que ça soit plus axé vraiment sur l'histoire de la chartreuse... - Oui, et d'ailleurs, tous les... tous les... Bon ben on est quand même rentrés, depuis qu'on est là, en contact avec les moines de la chartreuse, et tout le monde nous dit : vous avez quand même une histoire fantastique ici, il faut quand même ancrer ça là-dessus. » (membre de l'ASCA)

¹⁵¹ Extrait de Note sur l'utilisation de la Chartreuse d'Aillon par le PNR du massif des Bauges, document non daté distribué aux participants d'une réunion sur le sujet, probablement à la fin des années 1990.

Une restauration négociée au résultat contestable

Mis à part la réfection du toit qui avait été effectuée dès 1994 pour préserver le bâtiment menacé par les intempéries, les travaux de restauration ont eu lieu entre 1999 et 2002. Leurs modalités ont été mises au point suite à d'âpres négociations entre les quatre acteurs. Aussi, le résultat peut-il sembler manquer de cohérence.

L'association, nous l'avons vu, insiste pour que la chartreuse retrouve son visage d'antan. Cela conduit parfois à des choix radicaux. Un balcon en pierre de taille avait ainsi été rajouté sur la façade par les propriétaires, la rendant semblable à celles des maisons baujues les plus cossues. Il a été détruit et remplacé par une niche dans laquelle doit prendre place une statue de la vierge à la fin des travaux. Les volets des fenêtres ont à leur tour été supprimés, car la chartreuse n'en comportait pas à l'origine. La façade est donc nue et très austère.



Illustration 5 : La chartreuse avant la restauration, image tirée de La Savoie du 14 mai 1999



Illustration 6 : La chartreuse après la restauration

La volonté d'authenticité qui prime au sein de l'association doit cependant parfois céder le pas aux considérations économiques. Ainsi, comme les fenêtres devaient être peintes, il a été décidé qu'elles seraient fabriquées non pas en chêne, mais en bois exotique, moins onéreux, ce qui a scandalisé nombre d'adhérents. J'ai ainsi pu entendre certains d'entre eux s'insurger contre ce procédé qui leur paraissait indigne de l'hommage qu'ils souhaitaient rendre à la chartreuse.

De son côté, le Parc, pour gagner de l'espace muséographique, a obtenu que l'on mure une des larges fenêtres en arcade du rez-de-chaussée donnant sur la cour intérieure et le bassin, là encore au grand dam des membres de l'association. Le bilan des travaux peut donc apparaître comme assez peu logique : d'un côté, on détruit un balcon parce qu'il n'est pas « d'époque », mais de l'autre, on mure une fenêtre qui, elle, l'est assurément.

Par ailleurs, la plupart des décisions ont été négociées de façon assez confidentielle entre les quatre acteurs, sans que l'avis de la population qui habite la Combe ne soit réellement pris en compte et que les choix ne lui soient expliqués. Et ce qui est le plus frappant dans le résultat obtenu, c'est le traitement dont la population agricole fait l'objet, de manière plus ou moins consciente par les différentes instances chargées de la restauration.

En voulant redonner à la chartreuse son aspect d'avant 1792, l'association semble considérer comme illégitimes toutes les transformations survenues après cette date. Tous les éléments ajoutés à la maison par la famille d'agriculteurs sont donc détruits, le plus visible étant sans doute la modification de l'aspect de la façade, avec la suppression du balcon et des volets. Dépouiller la chartreuse de ces éléments constitue un symbole fâcheux : tout se passe comme si l'on évinçait métaphoriquement la population agricole

d'un monument qu'elle avait usurpé, et que l'on faisait disparaître systématiquement les souvenirs de cet épisode. Les 150 ans d'histoire paysanne de la chartreuse semblent être considérés comme une parenthèse qu'il conviendrait d'effacer.

Le mythe du moine bâtisseur

Ce qui ne pourrait être que le résultat accidentel des multiples négociations qui ont jalonné les travaux de restauration se trouve pourtant, d'une certaine manière, confirmé par le discours qui accompagne ces derniers, et qui opère lui aussi une véritable mise à l'écart de la communauté paysanne dans la mémoire locale. La lecture de la presse régionale de l'époque des travaux, conservée dans les revues de presse du Parc et de l'association, mais aussi chez plusieurs particuliers d'Aillon, est révélatrice de l'ambiance dans laquelle se déroule la remise en valeur de la chartreuse.

Si les historiens s'accordent sur le fait que les moines ont joué un rôle important dans le développement économique du massif, notamment avec l'implantation de la métallurgie, le discours véhiculé par les différents groupes oeuvrant pour la restauration de la chartreuse va jusqu'à faire d'eux d'une certaine manière les pères fondateurs de l'ensemble de la vie sociale du massif du point de vue économique, mais aussi moral et spirituel.

Il faut noter que le thème du moine bâtisseur est un élément important de la mémoire collective en Savoie. L'empreinte de moines est partout évoquée lorsque l'on interroge les personnes âgées sur le passé du territoire. Nombreux sont les éléments du paysage qui leur sont rattachés : le chemin des moines, la pierre des moines, le pont des moines. Les moines prennent un peu la suite des Romains dans l'œuvre de construction, eux-mêmes fréquemment évoqués avec le thème des « voies romaines ». Ils sont les blancs, opposés en Bauges aux noirs, les Sarrasins. Les différents acteurs de la restauration ancrent leur discours dans ce fond légendaire.

« *Restaurer l'âme des Bauges* » titre ainsi le Dauphiné libéré fin 1994 ¹⁵², qui explique que les moines ont « *façon[n]é pour des siècles l'industrie et l'agriculture du massif* ». Le ton de l'article est typique du thème repris par l'ensemble des médias : les moines auraient entièrement organisé l'exploitation agricole de la contrée, et notamment des alpages, pour le bonheur de tous. « *En 1178, des moines de Saint-Pierre-de-Chartreuse s'implantèrent là. C'est alors un massif enclavé, hostile, où viennent certainement se réfugier les bandes de brigands qui rançonnent les vallées. Les moines vont " moraliser " la région, s'y développer, y introduire le travail industriel, grâce au bois de chauffe et à l'énergie des torrents, y organiser l'agriculture. " En jouant, de plus, un rôle primordial de ciment social " , précise (...) le conseiller général des Bauges* ». Cet article, qui comporte par ailleurs une erreur ¹⁵³, s'éloigne visiblement des

¹⁵² *Le Dauphiné Libéré*, édition Savoie, 15 septembre 1994.

¹⁵³ Les moines venus s'implanter dans le massif, s'ils étaient bien des chartreux, ne venaient pas du monastère de la Grande Chartreuse, à Saint Pierre de Chartreuse, mais de la chartreuse de Meyriat, aux confins de la Bresse et du Bugey. Voir à ce sujet le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*, Paris, [1912-...]

connaissances historiques pour développer le thème du massif « *enclavé* » et « *hostile* », voué au désordre et à la violence, que les moines sont venus pacifier, et « *moraliser* ». Quelques semaines plus tard, l'auteur publie un second article à l'occasion de la visite de Michel Barnier, alors président du Conseil Général de Savoie, aux ruines de la chartreuse, et explique que la restauration du bâtiment est une manière de « *renouer avec les racines de la spécificité baujue* ». « *Les Baujus veulent faire renaître de ses cendres l'emplacement qui a accueilli ceux qui ont donné vie au massif... Juste reconnaissance* »

154 .

Dans la même veine, on trouve dans *La Savoie* du 14 mai 1999 « *Les chartreux d'Aillon ont été les artisans du développement de cette partie des Bauges. Défrichements, exploitation agricole, construction de routes, de bâtiments, industrie de la forge, leur travail au cours des siècles a été considérable* ». Le thème des moines bâtisseurs n'est pas nouveau. Il est même souvent repris dans des ouvrages des érudits locaux. Pierre Bouvet, un ancien berger auteur en 1990 d'un mémoire intitulé *Bergers et alpages dans les Bauges* écrit ainsi :

« Les moines donc, de ces contrées sauvages à leur arrivée, firent des régions riches. Mais que de travail ! Ils durent débroussailler, tailler, drainer, engraisser, "essarter", lutter contre la forêt qui ne reculait qu'à coup de hache ; œuvre harassante s'il en est et que seuls les moines et leur règle stricte pouvait perpétuer (surtout les cisterciens de Tamié). »

La restauration de la chartreuse prend donc la forme d'un hommage rendu aux moines, « *grands ancêtres* » de la contrée. Ils auraient défriché les alpages et amené leur savoir-faire en matière de fromage, organisant l'agriculture, ce dont les paysans locaux auraient bénéficié. Ces derniers auraient tiré de grands profits de l'arrivée des moines, profits dont ils ne se seraient pas toujours montrés suffisamment reconnaissants, notamment lorsque les couvents furent pillés au moment de la Révolution.

Mais cette version des faits est contestée par les historiens.

Tout d'abord, les articles de journaux et documents du Parc n'hésitent pas à attribuer aux moines le développement de l'ensemble du massif, et notamment l'organisation d'une économie de montagne fondée en grande partie sur la pratique de l'alpagisme. Or, si les effets de la présence des moines sur leur commune d'implantation et sur les alentours est indéniable, il semble quelque peu exagéré de considérer que leur influence s'étendait au massif entier. Les historiens rappellent que rien ne permet de l'affirmer. Céline, néo-rurale d'Aillon-le-Jeune auteur d'un mémoire de maîtrise d'histoire puis d'un mémoire de DESS sur la chartreuse exprime ses réserves quant au rôle prêté à la chartreuse par les responsables du projet :

« La dernière réunion qu'on a eu [avec le PNR], c'est pareil, dans ce que [la chargée de mission patrimoine culturel rural] nous a remis [...], en historique, j'ai juste survolé, mais on a encore mis que la chartreuse avait permis tout le développement économique des Bauges. C'est fou, c'est fou. Elle a permis uniquement le développement économique de la Combe de Lourdens et du village d'Aillon, avec des retombées sur la Combe de Savoie. Moi pour le

¹⁵⁴ *Le Dauphiné Libéré*, édition Savoie, 30 octobre 1994.

moment, dans mes recherches, c'est tout ce que j'ai vu.. »

En fait, la vision du passé qui attribue aux moines l'organisation économique d'une contrée auparavant livrée au désordre et à la violence est ancienne et prend sa source dans l'historiographie locale. Comme dans toutes les régions françaises, ce furent d'abord des ecclésiastiques – personnages instruits et disposant de temps libre - qui se chargèrent, en Bauges, au XIX^{ème} siècle d'écrire l'histoire du pays. Ceux-ci, notamment l'abbé Morand ¹⁵⁵ au XIX^{ème} siècle, exaltèrent évidemment le rôle des communautés monastiques, décrivant sous un jour idyllique leurs rapports avec les communautés paysannes. Par ailleurs, les premières sources écrites mentionnant l'existence des alpages datent le plus souvent de la période monastique. Il était donc tentant d'attribuer aux moines le défrichement de ces terres d'altitude. Par la suite, nombre d'historiens leur emboîtèrent le pas sans vérifier réellement ces informations à la source.

Pourtant, des travaux historiques récents viennent mettre quelque peu à mal cette vision des choses. En fait, il semble que la quasi totalité des alpages étaient exploités avant l'arrivée des moines. L'historien Fabrice Mouthon, dans un article très éclairant, s'appuie sur une analyse sémantique des termes utilisés dans les actes de fondation des monastères pour désigner les espaces montagnards donnés aux moines, et conclut qu' « *il s'agissait toujours de pâturages d'altitude, parfois encore boisés, mais déjà aménagés par l'homme.* ». Il ajoute un peu plus loin « *Cela veut dire que ces pâturages d'altitude existaient déjà lorsque les moines en prirent le contrôle et qu'ils n'en furent donc pas les créateurs* » ¹⁵⁶.

Non seulement les moines n'ont pas défriché les alpages, mais leur acquisition de ces derniers s'est souvent traduite par la disparition du droit de jouissance que les communautés paysannes exerçaient jusqu'alors. En effet, Cisterciens et Chartreux, contrairement à d'autres ordres comme les Bénédictins, souhaitaient, pour se conformer à leur règle, exploiter la montagne en faire-valoir direct. Mais les paysans avaient souvent des droits d'usage immémoriaux sur ces pâtures, droits concédés par les seigneurs laïcs et parfois sauvegardés dans les chartes de donation. Les moines n'hésitèrent pas à exclure de leur « désert » les paysans, et furent parfois aidés par un mandement de l'évêque ¹⁵⁷. Dans le cas d'Aillon, les moines qui venaient en 1255 de recevoir d'un seigneur l'alpe de Rossane obtinrent des hommes du village du Cimeteret qu'ils renoncèrent à leurs droits sur cette montagne ¹⁵⁸. L'arrivée des moines priva ainsi les communautés paysannes d'une source importante de revenus. Cette situation devait bien sûr engendrer de nombreux conflits, parfois violents ¹⁵⁹, les uns et les autres tentant de

¹⁵⁵ MORAND, Abbé Laurent, 1978, *Les Bauges, histoire et documents*, vol 1, *Seigneurs et nobles laïcs*, vol 2, *Seigneurs ecclésiastiques* et vol 3, *Peuple et clergé*, réédition Laffitte reprints, Marseille, (première édition Chambéry, 1889-1890-1891).

¹⁵⁶ MOUTHON, Fabrice, 2001, « Moines et paysans sur les alpages de Savoie (XI^e-XIII^e siècles) : mythe et réalité », in *Cahiers d'histoire*, tome 46, n° 1, pp. 09-25, p 16.

¹⁵⁷ Comme ce fut le cas pour l'Alpe de Bovinant, à Saint Pierre de Chartreuse en 1133, cf MOUTHON F., « Moines et paysans... ».

¹⁵⁸ MORAND Laurent, « Aillon » dans *Les Bauges, Histoire et documents*, tome 2, *Seigneurs ecclésiastiques*, charte n° 128, pp. 512-513.

s'approprier de force les alpages.

Les moines ne se résolurent qu'à partir du XIV^{ème} ou du XV^{ème} siècle à pratiquer l'albergement, c'est-à-dire le faire-valoir indirect, laissant des villageois exploiter des fermes, ou « grangeries » de leur territoire, en échange de taxes en nature et en argent, et de journées de travail. La consultation des archives de la chartreuse et notamment de ses livres de comptes ne laisse pas de doute sur la lourdeur du tribut demandé aux paysans candidats à la gestion d'une ferme : en plus d'une somme d'argent, à payer en deux fois, au printemps et à la Saint Michel, à laquelle s'ajoute une quantité substantielle de froment, de seigle, d'orge, de beurre et de fromage, les grangers doivent chaque année par exemple 24 journées d'hommes, 12 journées de bœufs et 25 journées de mulets destinées notamment à aider les religieux dans leurs fabriques de fer¹⁶⁰. Ils doivent aussi aider par temps de neige à ouvrir le col de la Scia, principale voie de communication vers la vallée de l'Isère. Les interdictions qui leur sont faites sont nombreuses, parmi lesquelles celle, notamment, de couper du bois, dont les chartreux ont grand besoin pour alimenter les hauts-fourneaux. On peut donc comprendre que la présence des moines n'ait pas forcément été vécue par les paysans comme une chance, et que leur départ ait aussi pu représenter un soulagement.

Si l'histoire officielle prétend que les villageois regrettèrent « leurs » moines, il est aisé de se rendre compte, à la lecture des différentes sources à notre disposition, que la communauté était divisée sur ce sujet. Ainsi, lorsque les moines eurent pris le chemin de l'exil, certains habitants, catholiques fervents, tentèrent de sauvegarder les biens de la chartreuse qu'ils considéraient comme sacrés. Un certain nombre d'éléments ont été mis à l'abri et sont parfois restés cachés pendant près de deux siècles, comme le sceau de la chartreuse. Celui-ci, conservé par une famille baujue a récemment été retrouvé par l'Association pour la sauvegarde de la chartreuse. Lors de la création de la commune d'Aillon-le-Jeune et de l'édification d'une nouvelle paroisse, le portail de la chartreuse a été transporté pierre à pierre pour former la façade de l'église. Une chanson en patois qui m'a été rapportée par les plus âgés évoque cet épisode et nomme les familles ayant participé. Mais tous n'avaient pas le même respect pour les reliques de la chartreuse. La Révolution comptait aussi ses partisans à Aillon, et il est assez probable que les lourdes charges, sous forme de tailles et de corvées que les Chartreux faisaient peser sur leurs grangers aient pu faire apparaître leur départ comme une délivrance. Trois habitants d'Aillon acceptèrent dès 1794 de détruire les clochers du monastère contre rémunération de la municipalité.¹⁶¹ La chartreuse entière a d'ailleurs été démantelée dans les années qui ont suivi son évacuation. Elle a servi de carrière de pierres aux habitants des environs. De toute évidence, on comptait dans le village des blancs et des rouges, catholiques et anticléricaux, et les familles conservent aujourd'hui de ce point de vue une forte

¹⁵⁹ MOUTHON, Fabrice, 2001, « Le règlement des conflits d'alpage dans les Alpes occidentales (XIII^{ème}-XVI^{ème} siècle) », in *Le règlement des conflits au Moyen-Age. Actes du XXXI^{ème} congrès de la SHMESP* (Angers, 2000), Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 259-279.

¹⁶⁰ Chiffres donnés pour la grangerie de Saint Blaise en 1788, Archives Départementales de Savoie, 43 F 279.

¹⁶¹ *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastique*, Paris, [1912-...].

réputation. L'image idéale et consensuelle de la communauté monastique vivant en harmonie avec des villageois unanimes semble elle aussi quelque peu réductrice.

Enfin, le discours présentant les moines comme étant à l'origine du développement économique et culturel du massif laisse entendre de façon plus ou moins explicite que les communautés paysannes sont impuissantes à aménager et à transformer seules le territoire sur lequel elles vivent, et qu'elles ont besoin d'une institution possédant les compétences nécessaires pour les y aider.

Un encart dans un numéro du Courrier Savoyard intitulé « *Des monuments qui ont fait l'histoire* » s'inscrit tout à fait dans cette veine :

« On ne peut s'empêcher d'évoquer l'un de ces monuments qui ont une histoire extraordinaire et qui ont été à l'origine de la transformation, non seulement d'un lieu, mais de l'esprit même de ses habitants. Ceux qui organisent cette modification avec des moyens modernes sont les héritiers directs des chartreux qui s'installèrent sur le site d'Aillon-le-Jeune vers 1178... »¹⁶²

La charte du Parc mentionne quant à elle :

« (...) le développement économique du massif a pu démarrer très précocement (dès le XI^{ème} siècle) grâce à l'impulsion des communautés religieuses qui se sont installées en Bauges à cette époque (exploitation des alpages et de la forêt pour la métallurgie) (...).¹⁶³ »

On trouve aussi dans un document rédigé par le Parc pour présenter le projet de centre d'interprétation du patrimoine cette étonnante sentence¹⁶⁴ :

« C'est aussi un lieu hautement symbolique sur le Parc : les moines de la chartreuse ont contribué au Moyen-Âge à façonner les paysages de la Combe de Lourdens et plus largement du Massif et à organiser économiquement le territoire, à structurer des réseaux d'échange. En bref, un rôle de développement local qui est aussi celui du Parc. »¹⁶⁵

L'ensemble de ces propos pourraient à eux seuls expliquer le peu d'intérêt que la population actuelle de la Combe de Lourdens et notamment les familles des agriculteurs qui exploitent les anciennes grangeries manifeste pour la chartreuse et pour les projets la concernant. Même si ces derniers n'ont pas fait de recherche historique leur permettant de contester la présentation des faits opérée par les différents partenaires de la restauration, il était cependant peu probable qu'ils adhèrent avec enthousiasme à un

¹⁶² Le courrier savoyard, n° 1630, Annecy, 22 janvier 1993.

¹⁶³ Charte constitutive du PNRMB, Charte d'objectif, 1996, p 59.

¹⁶⁴ Document daté d'octobre 1997.

¹⁶⁵ Apparemment, cette comparaison du rôle du PNR à celui des moines n'est pas tout à fait isolée. Yves Gorgeu, dans son article « Le difficile dialogue des Parcs naturels régionaux avec les mouvements de développement local » cite un des premiers chargés de mission des Parcs : « Les parcs devaient être pour la société du XX^{ème} siècle ce que les monastères avaient été au Moyen-Age, des lieux d'organisation de l'espace et de la société, des lieux d'étude et de paix, d'invention de nouveaux modèles, des lieux civilisateurs », in : DEFFONTAINES, Jean-Pierre, et PROD'HOMME, Jean-Pierre, 2001, Territoires et acteurs du développement local, de nouveaux lieux de démocratie, La Tour d'Aigues, l'Aube, p 106.

discours sur le passé véhiculant une vision tout de même légèrement condescendante de la paysannerie, incapable d'innovation et devant tout développement à des organismes extérieurs : monastères, Parcs naturels régionaux...

Des paysans destructeurs ou conservateurs ?

Une autre maladresse vient aggraver la scission avec le monde agricole. Parmi les partenaires de la restauration, certains, et notamment les membres de l'ASCA n'hésitent pas à tenir un discours critique sur les anciens propriétaires de la chartreuse, et plus généralement sur les agriculteurs de la combe de Lourdens, qui, inconscients de la valeur du patrimoine qu'ils détenaient, auraient laissé celui-ci se dégrader, voire auraient contribué à sa destruction, montrant du même coup leur ingratitude vis-à-vis des moines.

Le quotidien *La Savoie* consacre en 1999 un dossier au « sauvetage » de la chartreuse¹⁶⁶. Le journaliste écrit :

« La partie du couvent qui resta sur pied fut habitée pendant plus de deux siècles, sans que les propriétaires n'aient le moins du monde conscience de la richesse historique de leur demeure. Destruction des anciennes portes, mur de cheminée abattu pour créer un passage avec la chambre d'à côté, destruction des boiseries et des décorations, etc. Le tableau n'est guère réjouissant. Surtout lorsque l'on sait que les principaux « aménagements », les plus destructeurs, ont eu lieu en 1924 et 1968. »

L'article a beaucoup choqué la famille des anciens propriétaires, les Boyer. Mais le journaliste s'inspirait sans aucun doute des propos de membres de l'association, qui expriment de façon récurrente leur regret que la chartreuse n'ait pas été mieux conservée :

« - Et ils ont carrément fait valser 4 voûtes à l'époque. La pièce où on est là, y'avait plus de plancher, plus de plafond, plus rien. En bas, c'était donc, c'est l'entrée en bas, en bas c'était voûté, et là, c'était voûté. Question : D'accord, et en fait, ils voulaient... Ils voulaient faire rentrer du neuf, quoi. Alors donc là ici, c'était une chapelle ici. Donc c'était voûté. Y'avait l'entrée, ça a été muré, sous le balcon, là y'avait la grande entrée. En bas c'était donc le porche donc également voûté, la pièce d'à côté, où ils ont fait leur cuisine, c'était voûté aussi, alors naturellement les cheminées et tout ce qu'il y avait là-dedans, ben... Question : Et là à l'époque, ils voulaient vraiment... Ils voulaient se faire du neuf, ils voulaient se faire du neuf, quoi ! Hein ? Et là, c'est la pièce, bon c'est un peu petit. Et le mur, le mur... celui-là, ils l'ont poussé de 60 centimètres. Donc ils ont démonté un mur devant, ou carrément, ils étaient plus à ça près, à l'époque... » (Un membre de l'ASCA.)

Certains prêtent même aux paysans une volonté délibérée de destruction plutôt qu'une simple négligence :

« (...) je vais même plus loin, il y un souci de masquer, parce qu'on sait que ça a une certaine valeur morale, hein, sentimentale, et on a souci de masquer ce bâtiment et ses environnements, à telle enseigne que le cimetière, par exemple,

¹⁶⁶ *La Savoie*, vendredi 14 mai 1999.

l'église, tout ça, toute cette partie arrière, il y a deux trois à cinq mètres de terre posés dessus, c'est du remblayage pour oublier qu'il y avait une chartreuse et l'utiliser en tant que prairie, en tant que... Et surtout ne pas laisser... comment dirais-je... la possibilité de faire ressurgir ce patrimoine... » (membre de l'ASCA)

Si l'on rattache ce discours à celui qui fait des moines les grands ancêtres civilisateurs de la contrée, le portrait fait des paysans locaux n'est pas flatteur. Ceux-ci apparaissent comme des êtres frustrés, uniquement préoccupés par leur intérêt immédiat et incapables de reconnaissance.

Un projet qui ne fait pas l'unanimité dans la « vallée des Bauges »

Ces différents éléments expliquent sans doute le manque de passion éprouvé par les familles des agriculteurs de la combe de Lourdens pour le projet. A l'exception des anciennes institutrices, par ailleurs chrétiennes, qui sont un peu les intellectuelles locales, aucun membre de ce groupe social ne semble s'être réellement engagé dans l'ASCA au delà de la simple adhésion. Quasiment tous s'intéressent pourtant de près ou de loin à l'histoire des moines, et ils possèdent généralement quelques livres sur le sujet. Mais la restauration semble se dérouler dans la plus totale indifférence. Elle n'est pas un sujet de conversation « porteur ». Les Aillonais de souche continuent d'ailleurs souvent à appeler la chartreuse « *le couvent* » ou « *chez Boyer* » du nom de l'ancien propriétaire des lieux. Tout juste glisse-t-on que « *ça a bien changé* » et que « *ça fait drôle* » de voir le bâtiment sans ses volets.

La seule personne issue de la population agricole qui s'exprime abondamment sur le sujet est la veuve de l'ancien propriétaire des lieux, Madame Boyer. Celle-ci, originaire de l'Aveyron, a rencontré son mari lors d'une formation agricole dans les années 70. Elle a vécu plusieurs années dans la chartreuse après son mariage. La famille Boyer était une famille influente à Aillon, traditionnellement engagée en politique du côté des conservateurs et qui a compté plusieurs maires. Le mari de Madame Boyer est décédé récemment, quelques années seulement après avoir vendu les restes de la chartreuse. Elle est attachée de manière très affective à ce bâtiment. Pour elle, si la famille a vendu, c'est justement parce qu'elle ne pouvait plus en assurer l'entretien et qu'elle tenait à ce que le monument soit conservé. Echaudée par les critiques à l'égard de sa belle-famille, elle attaque vertement la manière dont ont été menés les travaux de restauration.

« Ça fait mal au cœur de vendre ce bâtiment, parce que c'est vrai que c'était un peu... c'était la maison familiale. Ça fait drôle, hein, de plus y aller, de voir que ça a changé... Ça a changé, ils sont... Ça a changé, et puis ça a changé, on pensait pas que ça prenne une tournure comme ça, au départ. Mais bon, ça c'est l'évolution de... On pensait pas qu'ils fassent des liserés autour des portes et des fenêtres, oui, ça ben disons que c'est spécial au Parc, ça je pense (rires) ».

Elle met aussi en exergue les maladresses et contradictions du discours. Commentant l'article de *La Savoie* cité plus haut et qu'elle a conservé, elle explique à propos de la cheminée dans laquelle a été aménagé un passage :

« C'était pas très joli, c'est vrai, mais ça avait permis qu'ils aient des toilettes, et des sanitaires, et puis une salle de bain, quoi. Et puis voilà. C'est vrai bon, qu'il y

a eu un article de journal qui nous a pas trop fait plaisir, parce que bon ils ont été prendre la photo, et ils ont dit que les propriétaires n'avaient jamais... jamais pensé à la richesse des vieilles pierres, à la richesse des vieilles pierres. Ils y ont pensé, mais chacun suivant leurs besoins. Alors moi je pensais qu'ils allaient refaire cette cheminée, mais je suis déçue, parce qu'au lieu de refaire cette cheminée, ils ont agrandi le trou. Ils en ont fait un passage. Et je suis vraiment déçue. C'est vraiment décevant. Parce que... y'a plein de choses comme ça »

Plusieurs disputes violentes l'ont opposé au président de l'ASCA, auquel elle a déclaré en public « *Vous n'êtes pas d'ici et vous ne nous avez jamais demandé notre avis* ». Le « nous » de cette phrase peut se comprendre comme désignant la famille des anciens propriétaires, ou plus largement, les habitants d'Aillon.

Mais elle fait figure d'exception, car les familles d'agriculteurs d'Aillon ne critiquent pas ouvertement les travaux de restauration. Sans doute se sentent-ils peu légitimes pour émettre un avis face aux architectes des bâtiments de France, aux chargés de mission du Parc, aux membres des différentes institutions culturelles qui se sont penchés sur ce dossier, face enfin, à toutes ces personnes ayant fait des études supérieures que Madame Boyer appelle ironiquement « *les cerveaux musclés* ».

Les critiques frontales proviennent plutôt des néo-ruraux et plus particulièrement de ceux qui ont fait des études. Ainsi, à Aillon, Céline, que j'ai évoquée plus haut, forte de sa maîtrise du sujet, n'hésite pas à me donner son avis sur la question :

« Tu vois, moi par exemple, qu'on ait enlevé le balcon, ça m'a choquée. En tant qu'historienne, pour moi, c'était enlever une... un élément de l'histoire de la chartreuse. Qui était pas celle des moines mais qui était celle d'une famille qui a quand même tenu ce bâtiment pendant 100 ans. Donc elle a le droit de laisser sa trace, tu vois, moi je trouve. »

Cette jeune femme constate le manque d'intérêt de la population locale. Pour elle, l'association n'a jamais vraiment tenté de sensibiliser les habitants :

« Et puis après j'ai été au bureau de l'association, et la première chose que j'ai demandé, c'est une baisse des cotisations, de façon à pouvoir sensibiliser davantage, il me semblait que c'était un moyen pour que les gens des Bauges adhèrent à l'association. Mais j'ai jamais eu gain de cause. J'ai repropose plusieurs fois, mais... On n'est pas d'accord avec [le président] là-dessus. Lui il pense que les gens des Bauges s'y intéressent pas et qu'il y a rien à faire. [...]. Et moi, je pense qu'on n'a jamais fait ce qu'il fallait et que c'était à nous de faire la démarche. »

Son témoignage est corroboré par celui d'autres membres de l'association :

« Moi, à mon sens, je les trouve un peu tenus à l'écart, les gens. Voyez, maintenant que c'est fait, je disais, maintenant que les choses commencent à être en place, on pourrait un jour les inviter un peu officiellement, un peu au moment où c'est en train de se mettre en place, quoi. » (Membre de l'ASCA) « A l'époque, j'avais voulu participer à l'association de sauvegarde de la Chartreuse d'Aillon, mais c'était net et précis qu'ils voulaient pas qu'on s'en occupe. Ils renouvelaient leurs CA sans les participants. Ils tenaient vraiment pas à ce que les gens s'y intéressent. » (Néo-rurale)

Céline constate aussi les réticences d'une large partie de la population du massif et les

commente :

« Moi je trouve que cette maison, elle pourrait... maintenant qu'on a mis autant de sous dedans, envers et contre la population, parce que les gens étaient pas forcément... étaient pas d'accord. Bon d'un autre côté, ç'aurait été dommage que le seul bâtiment ancien des Bauges tombe en ruines, c'est des sous... Ça les gens... Ça c'est un truc qui est très mal vécu parce que les gens pensent que tous les sous... Que les 6 millions qu'on a mis dessus ils pouvaient servir à autre chose dans les Bauges. Et à tort. Parce que ç'aurait été sur du patrimoine. Bon, à part LE [mot fortement souligné par l'intonation] million de la Communauté de Communes. Certes ça fait défaut, mais bon, ça c'est pareil, c'est quelque chose qui a été imposé, forcément... Bon alors maintenant, je me dis ben faut pas qu'ils se plantent. Les 6 millions, il doit y avoir des retombées économiques sur le massif. C'est impératif. On peut pas se permettre d'avoir mis 6 millions dans un bâtiment comme ça sans que les gens d'ici s'y retrouvent ou culturellement ou économiquement. Je trouve c'est la moindre des corrections. »

Et en effet, la polémique ne se limite pas à Aillon-le-Jeune. Les opérations de restauration de la chartreuse font aussi l'objet de critiques de la part des habitants de l'ensemble de la vallée des Bauges. Une bonne partie de la population reproche tout d'abord aux institutions de consacrer trop d'argent et de moyens à ce projet. Cela donne lieu à de nombreux débats, qui ont trouvé place à plusieurs reprises dans le journal local d'information *Vivre en Bauges*. Dans le numéro de l'été 2000, le délégué de Lescheraines à la Communauté de communes¹⁶⁷, qui représente l'opposition de gauche au conseiller général du canton et président du Parc, publie un article intitulé « réflexions d'un élu et citoyen des Bauges »¹⁶⁸, dans lequel il explique avoir refusé de voter le budget de cette collectivité, à cause de la part trop importante accordée à la rénovation de la chartreuse. Les arguments qu'il emploie me paraissent intéressants à étudier, car ils reflètent bien ceux que j'ai retrouvés dans les conversations et chez la plupart des personnes interrogées. Ayant calculé que la somme allouée à la rénovation du bâtiment représentait 52 % du budget d'investissement de la communauté de communes, il s'appuie sur deux points pour refuser cette dépense.

- D'une part, le bâtiment est situé sur la commune d'Aillon-le-Jeune, qui profitera à l'avenir de cet investissement, alors que pour d'autres communes éloignées, l'espoir de retombées économiques est plus que faible. « *Qu'en pensent par exemple les habitants de Sainte Reine qui financent un bâtiment situé à près de 30 km de chez eux ?* », écrit l'auteur. La commune devrait donc prendre part au financement. Derrière cet argument, on retrouve l'accusation sous-jacente visant le maire d'Aillon, conseiller général du canton et président du Parc : celui-ci profiterait de son influence pour favoriser sa commune en faisant financer les investissements de cette dernière par toute la vallée des Bauges.

- D'autre part, poursuit l'auteur « *l'investissement a pris une telle ampleur qu'il se fera*

¹⁶⁷ Il fait partie de la famille Dusserre; une de ces familles traditionnellement politisées évoquées plus haut. Il a depuis été élu conseiller général lors des élections de 2004, battant le candidat soutenu par le conseiller général sortant, qui est le président du Parc.

¹⁶⁸ Voir article complet en annexe.

au détriment d'autres programmes qui à mon avis sont beaucoup plus urgents que la chartreuse ». Et de citer le local des Amis des Bauges, le local de la bibliothèque, celui de l'office du tourisme, de l'école de musique, l'absence d'équipements sportifs corrects sur le canton, avant de conclure : « *Le canton des Bauges mérite-t-il que 52 % de son budget soit englouti dans la restauration de son patrimoine aussi prestigieux soit-il ? N'aurait-on pas oublié que la vie et la richesse d'un pays sont aussi ses habitants, sa jeunesse, des activités économiques, agricoles, touristiques, sportives... ?* »

L'argument du coût de l'opération est intéressant à étudier. En effet, le fait que la dépense soit jugée exorbitante par nombre d'habitants montre surtout que la rénovation de la chartreuse n'est pas une priorité pour eux. La dépense n'est en réalité pas aussi élevée que ne le suggère l'auteur de l'article. Le président de l'ASCA lui répond d'ailleurs dans le numéro suivant de *Vivre en Bauges*. Il précise que la restauration de la chartreuse est très largement financée par des subventions européennes qui ont été attribuées spécialement pour le projet de préservation et de mise en valeur et qui ne pourraient de toute façon pas être dévolues à un autre usage. La Communauté de communes ne finance en réalité « que » 20 % du projet et doit, si tout fonctionne normalement, être remboursée par le prix de la location qu'acquitteront le PNR et la commune pour bénéficier d'une partie de la chartreuse. La chartreuse n'enlève donc pas à d'autres projets le prix de sa sauvegarde.

Mais là encore, les phrases de notre élu ont une signification sous-jacente. Elles traduisent d'abord un certain sentiment de délaissement qu'éprouve une partie de la population locale, qui a l'impression que les élus se soucient peu de ses problèmes et de ses aspirations, notamment en matière d'équipements sportifs et culturels (terrain de foot, salle de spectacles). Ces personnes regrettent, comme le souligne bien l'auteur, que l'on consacre autant d'argent à un bâtiment ancien, destiné avant tout à accueillir des touristes, plutôt que de s'occuper de ce que vivent aujourd'hui les habitants du territoire. Selon elles, trop de moyens sont consacrés à préserver le passé et pas assez à préparer l'avenir. Le choix de développement qui est effectué ici ne leur paraît pas le bon, et nous y reviendrons.

Ensuite, la chartreuse est qualifiée de patrimoine « prestigieux », et derrière ce terme, on peut saisir une forme de rancœur. En effet, le choix de la chartreuse comme étant le patrimoine à sauvegarder, quitte à y consacrer d'énormes investissements, est loin d'être neutre.

Patrimoine prestigieux versus patrimoine rural ?

Les partenaires du projet répètent à l'envie que le monument est « unique en Bauges », qu'il est le seul monument historique du « cœur du massif ». Ceci dit, il existe au sein du Parc des Bauges d'autres monuments historiques, et notamment, en matière d'histoire monastique, l'abbaye de Tamié, monastère très bien conservé qui attire chaque année des milliers de visiteurs. Mais cette abbaye est assez éloignée du cœur des Bauges, et le problème touche ici visiblement à la définition de l'entité Bauges.

Par ailleurs, si la chartreuse est effectivement le seul monument historique, son

inscription, obtenue tardivement en 1994 alors que les travaux de rénovation étaient en cours, a sans doute été demandée pour appuyer les demandes de subvention du projet. Le monument a fait l'objet d'un processus récent de désignation, pour reprendre un terme de Michel Rautenberg¹⁶⁹, visant à le distinguer au sein des éléments éventuellement patrimonialisables du massif.

Pourquoi dès lors vouloir à tout prix patrimonialiser le bâtiment restant d'un monastère, alors que le pays possède bien d'autres éléments bâtis susceptibles de devenir emblématiques ? Des éléments du patrimoine agricole, comme les grangettes¹⁷⁰, qui composent un paysage de carte postale en Bauges-devant, ou du patrimoine industriel, comme l'atelier de mécanique de la Compote, auraient tout aussi bien pu faire l'objet d'un programme ambitieux de sauvegarde et de valorisation. L'atelier de mécanique a notamment fait l'objet d'une étude ethnographique en vue d'une valorisation muséographique, et pourrait être un bon point de départ pour mettre en avant l'activité industrielle du massif, mais aussi la vie d'un village traditionnel¹⁷¹.

Le Parc s'intéresse certes aux grangettes, et provoque régulièrement une réunion sur le sujet, mais celles-ci n'ont pour l'instant débouché sur rien de concret. Si l'on prend en compte les actions menées et l'investissement financier, on se rend compte que la chartreuse est devenue le dossier-phare en matière de patrimoine du massif. Tandis que les grangettes tombent en ruine et que le toit de l'atelier de mécanique commence à donner des signes de faiblesse, elle bénéficie de toutes les attentions. La chargée de mission « patrimoine culturel rural » du Parc y consacre une part considérable de son temps. Son recrutement, en novembre 2001, s'est d'ailleurs largement joué sur sa capacité à gérer cet épineux dossier. Quant au pourcentage du budget d'investissement de la Communauté de communes dédié au projet chartreuse, il s'élevait en 2002 non plus à 52%, mais à 82 % du total¹⁷².

Avoir désigné la chartreuse comme étant le monument le mieux à même de représenter le massif est révélateur de l'image que l'on veut donner de ce dernier. La chartreuse bénéficie de tous les attributs du patrimoine traditionnel, de type monument historique. Il s'agit d'un bâtiment relativement ancien, puisque construit au XVII^e siècle, en pierres de taille. Il se situe du côté de l'histoire « noble », les moines ayant été les seigneurs du lieu. Il a été construit par un ordre monastique ancien et réputé. La culture qu'il représente est légitime, consacrée de longue date par les monuments historiques, qui, tout en ayant oublié un temps Aillon, avaient reconnu d'autres monastères du même type comme dignes d'être conservés.

Or, pour certains élus, ce monument semble être le seul assez prestigieux pour

¹⁶⁹ RAUTENBERG, Michel, 2003, *La rupture patrimoniale*, A la croisée.

¹⁷⁰ Petites granges de bois situées au milieu des prés en Bauges Devant et qui servaient à entreposer le foin loin des villages où l'on craignait les incendies.

¹⁷¹ CATTIN, Sylvie et SOMM, Chantal, 1998, *L'atelier de mécanique de la Compote*, PNRMB.

¹⁷² Chiffre tiré du *Lien*, *Journal d'information de la communauté de communes du pays des Bauges*, n° 1, septembre 2002.

représenter dignement le massif. Évidemment, grangettes et atelier de mécanique ne bénéficient pas d'autant d'atouts. Bâtiments rustiques, en bois, bricolés et réparés sans cesse au cours du temps, leur histoire n'est accessible qu'au travers des témoignages oraux des personnes âgées. Il s'agit, pour le coup, de bâtiments construits par la population locale, renvoyant à l'ancienne civilisation paysanne. Les Baujus âgés peuvent en dire l'histoire. Mais ce patrimoine n'attire pas de gros investissements de la part des aménageurs. Cette situation est peut-être due en partie à la difficulté de mobiliser les nombreux partenaires nécessaires à ce type de projet ¹⁷³. Mais nous avons vu que la restauration de la chartreuse était elle aussi loin d'être simple.

De l'autre côté, nombreux sont ceux, parmi les habitants, qui paraissent se sentir mal à l'aise par rapport à l'image que renvoie d'eux la chartreuse. Elle symbolise selon eux un patrimoine quelque peu élitiste, qui n'est pas celui de tous, comme l'exprime un « parti-revenu » :

« Je pense qu'elle [la chartreuse] a une importance historique indéniable. Simplement, c'est vrai que l'héritage des ordres monastiques est très très important sur la culture paysanne locale. Mais bon, c'est une société rurale qui a appris à se façonner après, et il faut pas réduire le patrimoine bauju à la présence des ordres monastiques. C'est un vrai problème, ça. Ça c'est carrément scandaleux, quoi. Et donc... je trouve que c'est bien d'avoir... Enfin j'essaie de parler de ça calmement. Bon, c'est bien d'avoir sauvé. Je trouve qu'il y avait un travail intéressant à faire sur la présence des moines dans le massif des Bauges, et des trois ordres. Mais... Mais récupérer, disons, le patrimoine paysan pour l'enfermer dans ce lieu là, je trouve que c'est pas... On se rendra très vite compte... Donc déjà les gens s'y reconnaissent pas. »

Le projet de restauration tel qu'il est mené se situe donc à bien des égards en décalage avec les attentes de la population. D'une part, il heurte la sensibilité des familles d'agriculteurs locaux en les dessaisissant de manière quelque-peu brutale du dernier bâtiment de la chartreuse. Et d'autre part, en mettant l'accent sur l'histoire monastique du massif ou plus exactement sur le mythe des moines bâtisseurs, il se place en rupture avec les représentations du territoire qui sont celles de ses habitants. En tout cas, il ne paraît pas à même d'apporter des réponses à leurs interrogations concernant l'avenir du massif.

2. La tome des Bauges : par la labellisation du produit, modeler le territoire

Dimanche en fin d'après-midi, au mois de février. Alors que le soleil disparaît et que le froid se fait plus vif, on entrevoit à travers les sapins les phares des voitures qui descendent du stade de neige de Margériaz. Devant la fruitière d'Aillon, c'est la cohue.

¹⁷³ Voir à ce sujet SOMM, Chantal, « Interrogations autour de projets en souffrance », *La Lettre de l'ARA* n° 52, 1er semestre 2004, pp. 38-40.

Les véhicules se garent, démarrent ou tournent sur le champ de foire qui sert de parking. Les immatriculations révèlent la provenance de leurs occupants : la Savoie et la Haute-Savoie pour la plupart d'entre eux, parmi lesquels de nombreux Chambériens, Anneciens et Aixois. Mais on trouve aussi des habitants du Rhône ou de l'Ain. Les familles en tenue de sport d'hiver investissent l'espace réservé à la vente, font la queue derrière les vitres embuées, dans l'odeur du fromage, et ressortent avec des sacs plastiques pleins à craquer. En tête des ventes : la tome des Bauges qui, servie à la table familiale, aura toute la semaine le goût d'un dimanche enneigé.

La tome des Bauges a obtenu en 2002 une appellation d'origine contrôlée. Elle fait donc partie de ces produits dits « de terroir », sur lesquels se penchent depuis plusieurs années des ethnologues¹⁷⁴. Son accès à ce statut est étonnant dans la mesure où la tome était, il n'y a pas si longtemps, une production quelque peu dévalorisée, qui n'aurait certainement pas été choisie pour représenter le pays. La tome n'est devenue ce qu'elle est aujourd'hui qu'après bien des péripéties et à la suite d'âpres négociations. Là encore, il est intéressant d'étudier en détail l'histoire de ce processus, qui met en jeu les agriculteurs, les élus locaux, le Parc et les instances nationales chargées de la labellisation des produits. Patrimoine agricole s'il en est, la tome est sans doute l'un des objets les plus pertinents pour s'interroger sur la place de l'élevage bovin aujourd'hui dans les Bauges. Symbole de la transition vers une nouvelle agriculture, moins productiviste, elle constitue pour le chercheur un objet-clef pour comprendre comment se négocie aujourd'hui la nouvelle place des populations agricoles dans le monde rural.

¹⁷⁴ Voir entre autres BERARD, Laurence et MARCHENAY, Philippe, 1995, « Lieux, temps et preuves. La construction sociale des produits de terroir », *Terrain* n° 24, pp 153-164, FAURE Muriel, 1999, « Un produit agricole "affiné" en objet culturel, le fromage beaufort dans les Alpes du Nord », *Terrain* n° 33, Authentique, pp 81-92, DUPRE, Lucie, 2002, *Du marron à la châtaigne d'Ardèche : la relance d'un produit régional*, éditions du CTHS.



Illustration 7 : Tome des Bauges

Produit « de terroir »

"L'authentique est à la mode", constate Denis Chevallier ¹⁷⁵. Et en effet, il suffit de regarder les rayons des supermarchés pour s'en apercevoir : on n'a jamais autant vendu de "produits de terroir", fabriqués si l'on en croit leurs distributeurs selon des méthodes ancestrales dans un lieu bien précis. Les principaux arguments des publicitaires sont désormais la continuité, le respect de la tradition - "cela s'est toujours fait ainsi" -, et le lien étroit du produit avec son lieu de production, sa « traçabilité ». On peut ainsi entendre telle marque de volaille vanter chaque jour son respect de la tradition sur les ondes des radios. Telle chaîne de supermarché crée une gamme de produits intitulée « reflets de France ». Le « packaging » évolue de façon évidente : pour ces produits « à l'ancienne », on imite les emballages d'autrefois et leurs matières désuètes. Il devient fréquent de trouver sur la boîte une petite explication sur la provenance du produit et son histoire. Et les consommateurs sont demandeurs, de plus en plus disposés, en ces temps de crises alimentaires marqués par l'affaire de la « vache folle », à payer plus cher pour avoir des garanties quant à l'origine du produit et à son procédé de fabrication.

Mais cette demande en matière de sécurité sanitaire est loin d'expliquer à elle seule l'engouement pour ces produits. Celui-ci est aussi suscité par tout un imaginaire

¹⁷⁵ CHEVALLIER, Denis, 2001, "Traditions en marches", in *L'Alpe*, hors série "Vercors en questions", Grenoble, été 2001, pp. 68-71.

concernant les pays d'origine des aliments. Au sein du monde urbain, ces derniers sont perçus comme les ambassadeurs d'un monde rural traditionnel, dans lequel, imagine-t-on, subsiste un fort attachement au lieu et une importante transmission des pratiques ancestrales.

La notion de produit de terroir a été étudiée notamment par Laurence Bérard et Philippe Marchenay qui ont mis en évidence leur construction sociale. Ces derniers, écrivent-ils, sont « *surinvestis et fortement manipulés* »¹⁷⁶. C'est-à-dire que leur rôle symbolique dépasse de très loin le domaine de l'alimentation.

Pour comprendre cela, il faut revenir sur la notion de terroir, qui est relativement spécifique à la France, et se trouve au fondement des Appellations d'Origine Contrôlées (AOC). Celles-ci existent sous leur forme actuelle depuis 1966, mais le dispositif a commencé à se mettre en place dès la fin du XIX^{ème} siècle. Elles consistent à lier à un produit le nom de la région dont il est originaire, et à préserver cette appellation. Pour en bénéficier, le produit doit être fabriqué selon les méthodes définies dans le cahier des charges et à l'intérieur d'une zone précisément délimitée. Concept polysémique, le terroir peut désigner le sol qui permet de cultiver la plante à l'origine du produit, en particulier dans le cas du vin, mais aussi le contexte humain et culturel qui permet l'élaboration de l'aliment.

On voit poindre là une forme de déterminisme qui lie de façon mystérieuse un territoire, des hommes et un produit. La nature du sol entrerait en résonance avec la culture locale pour aboutir à un produit original et inimitable. Le consommateur pourrait retrouver dans les aliments le « goût du terroir ». Ainsi, dans le cas de la tome, nous verrons que toute une construction rattache le fromage à l'herbe des hauts pâturages, et même parfois au calcaire des falaises baujues, et à la pratique de l'alpagisme. Cette notion de terroir entre en résonance avec certaines des thèses véhiculées dans les milieux du développement local. Ce qui se fait dans tel ou tel pays ne pourrait pas se faire ailleurs, car des données historiques et culturelles non-transposables sous-tendraient la structure sociale nécessaire à l'élaboration du produit. De là à penser que le lieu communiquerait aux hommes un caractère particulier, une identité, il n'y a qu'un pas, vite franchi¹⁷⁷.

Pourtant, rappellent Laurence Bérard et Philippe Marchenay, même dans le cas du vin, certains chercheurs remettent en cause la part de la qualité du sol dans la réussite du produit¹⁷⁸. L'élaboration d'un grand vin ne dépendrait pas tant de la qualité du terroir sur lequel la vigne est cultivée que du talent du viticulteur. Pourtant, il demeure en France relativement iconoclaste de prétendre que l'on pourrait produire, par exemple, un vin qui aurait toutes les caractéristiques du Bordeaux en Argentine.

¹⁷⁶ BERARD, L., et MARCHENAY, P., « Lieux, temps et preuves... », p 153.

¹⁷⁷ Voir « Première partie : regards critiques sur de nouveaux territoires : idéal-type, artefact et mythes », et notamment : Marcelpoil, Emmanuelle, et Perret, Jacques, « Chapitre 1 : le poids conceptuel des districts industriels », in : Gerbaux, Françoise (sous la direction de), 1999, *Utopie pour le territoire, cohérence ou complexité ?*, La Tour d'Aigues, l'Aube.

¹⁷⁸ Voir en particulier DION, Roger, 1990, *Le paysage et la vigne*, Essai de géographie historique, Paris, Payot.

Le produit de terroir se révèle un enjeu dans la construction du territoire, notamment pour les nouveaux territoire administratifs. Le produit contribue à la notoriété et à l'image du pays, et l'on ne compte plus les cas de relances opérées à grand renfort de communication qui correspondent à l'émergence d'un nouveau territoire¹⁷⁹ : la tome des Bauges est un bon exemple, puisque la demande d'AOC a été fortement soutenue par le tout nouveau Parc naturel régional. Mais on peut aussi citer la châtaigne d'Ardèche, dont la relance correspond à la création d'un PNR dit « des sucres et de la châtaigneraie ». Au-delà de la création territoriale, il s'agit bien sûr de « *redonner corps à un nouveau groupement humain* »¹⁸⁰. Les ethnologues se sont intéressés, à des degrés divers, à ces opérations. Certains y ont même pris part¹⁸¹, mandatés par des groupements de producteurs, par des associations ou par l'INAO. Ce qui amène à s'interroger sur la position du chercheur : dans quelle mesure ethnologues et autres scientifiques, lorsqu'ils rentrent dans le jeu de la détermination du produit n'ont-ils pas tendance à imposer un point de vue sur la question, au détriment de celui d'autres acteurs ? D'autant plus qu'ils sont appelés à la rescousse en tant que scientifiques, porteurs d'un savoir académique, à qui l'on demande de démêler le vrai du faux, et que leur parole pèsera d'un poids tout particulier dans les débats. Nous allons voir à quel point la commission d'experts de l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO) a joué en Bauges un rôle prépondérant.

De la tomme à la tome : D'une démarche productiviste à l'AOC

L'histoire récente de l'agriculture en Bauges est semblable à celle vécue par beaucoup de régions de moyenne montagne. Après la seconde guerre mondiale, la déprise agricole s'accroît. Nombreux sont les jeunes qui partent trouver un emploi en ville. Les campagnes se vident peu à peu, au grand désarroi des plus âgés. Dans le même temps, les techniques agricoles se modernisent très rapidement. Dans ce pays voué traditionnellement à l'élevage, l'apparition des clôtures électriques et des premiers tracteurs vient bouleverser les rythmes ancestraux. Désormais, un homme seul, au volant de sa machine, peut accomplir un travail qui nécessitait autrefois des dizaines de bras.

¹⁷⁹ Pour les territoires à forte notoriété, c'est l'inverse qui se produit. Ainsi, le syndicat des producteurs de Bleu de Sassenage, ainsi nommé car la production fut longtemps livrée au seigneur de Sassenage, village situé au pied du Vercors, qui en assurait la commercialisation, a décidé de transformer l'appellation du produit en « bleu du Vercors » avec le passage à l'AOC, afin que le consommateur soit bien averti que le fromage était fabriqué en moyenne montagne, dans le site prestigieux du Vercors et de son Parc naturel régional.

¹⁸⁰ L'expression est tirée de *Campagnes de tous nos désirs* (ouvrage cité,) p 5. remarquons au passage son caractère légèrement ambigu avec l'emploi du préfixe « re », car si l'on admet que le groupement humain est « *nouveau* », il s'agit alors tout simplement de lui *donner* corps. Le mythe du retour à un autrefois perdu semble parfois influencer le langage des ethnologues, qui se rapproche alors de celui des développeurs - la charte du PNRMB proclame ainsi son ambition de « *faire renaître l'identité du massif* » .

¹⁸¹ Voir par exemple MARTIN, Anne-Marie, MERMET, Jean-Claude, RIBET, Nadine, « L'invention du Mézenc » in *Campagnes de tous nos désirs*, pp. 45-57.

Quant aux clôtures électriques, qui font aujourd'hui partie du paysage des campagnes, que de travail épargné par leur présence : inutile désormais de garder les troupeaux, de les mener en champs et les ramener midi et soir.

Dans la fièvre de la Reconstruction, l'idéologie dominante est à l'industrialisation. Il faut produire plus, c'est à la fois un service à rendre au pays et la condition sine qua non pour survivre. Les paysans des vallées alpines vont dans leur ensemble faire de leur mieux pour aller dans ce sens. On abandonne, parfois douloureusement, les méthodes traditionnelles. En ce qui concerne les vaches, les races locales sont remplacées, sur les conseils des spécialistes de l'époque, par des races plus productives. Ainsi, d'anciennes races, comme la Villarde dans le Vercors, doivent céder leur place à la Montbéliarde. Des camions entiers de Villardes descendent dans les années 1960 vers les abattoirs de Grenoble, tandis que des contingents de Montbéliardes investissent le massif ¹⁸². Aujourd'hui, la destruction d'une race entière ferait scandale, et l'on invoquerait sans doute le patrimoine biologique qu'il convient de conserver, mais à l'époque, les récalcitrants passaient pour des réactionnaires, incapables de s'adapter au monde moderne.

Pourtant, dès les années 1960, en Savoie et plus précisément en Tarentaise, a lieu une petite révolution qui passe alors pratiquement inaperçue. Quelques professionnels agricoles, soutenus par une poignée de chercheurs s'engagent dans un pari qui semble fou : faire vivre leur montagne en maintenant une agriculture "à l'ancienne". Ils créent une coopérative de vallée qui fabrique toute l'année du Beaufort, et s'emploient à unir les producteurs. Ils essaient de maintenir une agriculture extensive pour un produit de qualité, totalement à contre-courant du modèle dominant de l'époque ¹⁸³.

En 1968, après avoir effectué les démarches nécessaires, ils obtiennent une Appellation d'Origine Contrôlée pour le Beaufort. Cette dernière va permettre de conserver certaines méthodes anciennes qui auraient sans doute disparu à cause des normes sanitaires de plus en plus strictes, comme l'usage du bois ou du cuivre. Que se passe-t-il alors en Bauges ?

Le massif des Bauges est à la limite de la zone retenue pour l'AOC Beaufort, qui englobe Albertville, et on y fabrique aussi depuis longtemps un fromage de type gruyère gras, avec une technique vraisemblablement importée de Suisse. Verneilh, préfet du département du Mont-Blanc à la fin du XVIII^e siècle, en témoigne lorsqu'il décrit le Suisse, troisième personnage de l'exploitation, chargé de fabriquer le fromage ¹⁸⁴. En 1862 et 1867 les deux premières fruitières apparaissent dans ce massif traditionnellement individualiste, au Noyer et à Jarsy. Elles se multiplient, au point que dans les années 1920-1930, on ne compte plus seulement une fruitière par commune, mais quasiment une

¹⁸² J'ai pu recueillir des témoignages à ce sujet lors d'une courte enquête ethnographique menée en 1999 dans le Vercors. Cf CHEVALLIER, Denis (dir), 1986, *Le Temps des villardes, une race bovine de montagne*, Lyon, La Manufacture.

¹⁸³ Voir FAURE, Muriel, 1999, « Un produit agricole "affiné" en objet culturel... »

¹⁸⁴ VERNEILH (de), 1807, *Statistique générale de la France, le département du Mont Blanc*, Paris, réédition le Champ Vallon, 1980.

fruitière dans chaque hameau de quelque importance. Selon des témoignages oraux, certaines fruitières auraient même participé aux concours de Beaufort au début du XX^{ème} siècle, et l'on aurait retrouvé les fameux moules à talon concave dans les anciens bâtiments.

Mais le gruyère de type traditionnel est de plus en plus concurrencé par un nouveau venu. Depuis le début du XX^{ème} siècle, les producteurs ont beaucoup développé la fabrication d'emmental, comme on le leur conseillait dans les fruitières-écoles. Celui-ci représente une proportion très importante de la production des fruitières baujues dans les années 1960. Les autres fromages, et notamment les fromages « traditionnels » comme la tome, le gruyère, le vacherin ou le chevrotin se trouvent alors marginalisés, et entrent « en clandestinité » ou « en résistance »¹⁸⁵. C'est le cas de la tome, fromage domestique par excellence, car elle nécessite peu de lait pour sa fabrication, contrairement au gruyère qui, étant donné son volume, ne peut être élaboré qu'en fruitière ou sur des alpages accueillant un nombre de bêtes très important. Elle subsiste donc principalement dans les alpages, maintenue par quelques familles.

Au moment où l'AOC Beaufort se construit, les Bauges sont largement spécialisées dans les fromages à pâtes dures et, racontent plusieurs agriculteurs, s'il y avait alors eu une réelle volonté dans ce sens, elles auraient pu se joindre à l'aventure. Mais à cette époque, rares sont ceux qui comprennent l'intérêt d'une telle démarche. Les producteurs croient encore en la modernisation de l'agriculture, et pensent qu'avec les nouvelles techniques, ils pourront augmenter la production et gagner leur vie avec l'emmental. Il y a aussi une part de résignation dans leur immobilisme : de toute façon les enfants vont partir, et on ne voit pas bien comment inverser le cours des choses. C'est du moins ce que racontent les éleveurs d'aujourd'hui, sans pour autant jeter la pierre à leurs prédécesseurs¹⁸⁶ :

« Quand l'AOC du Beaufort s'est faite, ils étaient venus en Bauges, parce qu'il se faisait du gruyère type Beaufort. On a même encore des moules en Bauges avec le creux, le talon concave du Beaufort.[...] Sauf que les gens des Bauges ils voyaient pas l'utilité à l'époque d'aller dans une AOC. Ils ont pas compris. Et je pense que les gens du Beaufort ont pas non plus dû faire ce qu'il fallait. » « A l'époque, c'était produire, c'était... pas trop se poser de questions. Y'en a qui ont pu tirer leur épingle du jeu. Ils nous ont quand même ouvert des sacrées portes. Nous les premiers. Quand ils ont mis en place la zone beaufort, si les gens ici à l'époque ils avaient été motivés, les Bauges elles y étaient dans le beaufort, sans problème. Nous, tous nos alpages ils faisaient du beaufort. C'est clair. Et les trois quart des coop elles faisaient du beaufort mais les gens ils n'y croyaient pas trop. Ils gagnaient suffisamment avec l'emmental à l'époque, ils disaient bon, ben... »

Les années passent. Les producteurs de tommes s'organisent entre eux pour survivre. Ils créent une SICA (Société d'Intérêt Collectif Agricole) et déposent en 1972 une marque

¹⁸⁵ Tome des Bauges, Rapport des experts, INAO, 1999.

¹⁸⁶ Je ne peux citer les pseudonymes des agriculteurs et agricultrices que j'ai interrogé sans, pour nombre d'entre eux, révéler leur identité à tous ceux qui connaissent un tant soit peu le massif et ses habitants (notamment en ce qui concerne les agricultrices). J'ai donc pris le parti d'un anonymat total.

"Tome des Bauges". L'orthographe du mot « Tome » avec un seul « M » était présente dans certains documents anciens, mais il s'agit surtout de différencier la production baujue des tommes produites dans l'ensemble de la Savoie, et il n'aurait pas été possible de déposer le mot « tomme », beaucoup trop courant.

Au cours des années 1980, l'emmental apparaît de plus en plus clairement comme une impasse pour les producteurs de lait baujus. Les agriculteurs de nombreuses régions de plaines à vocation laitière se sont lancés dans sa fabrication. N'étant pas soumis aux rudes conditions des montagnes, ils développent de gros rendements, et font chuter les cours. La prise de conscience se fait petit à petit : les producteurs baujus ne peuvent faire face à une telle concurrence. Les petites exploitations de montagne n'ont aucune chance de l'emporter, si elles luttent sur le même terrain, contre une agriculture de plaine fortement industrialisée. Même en employant les méthodes modernes d'agriculture intensive, les contraintes liées au milieu sont trop importantes pour que l'écart puisse être comblé. Il faut se placer sur un autre marché, permettant d'éviter cette concurrence : celui des « produits de terroir » traditionnels, dont le consommateur est demandeur. Ce tournant est marqué par le souhait des producteurs de se réapproprier la transformation du lait et la commercialisation du produit fini. Les fruitières subsistant en Bauges avaient été rachetées par des industriels. A la fin des années 1970, celle d'Aillon redevient une coopérative, suivie, au début des années 1980, par celle de Lescheraines.

Pourquoi la tome ?

Les agriculteurs baujus s'interrogent de plus en plus sur une éventuelle démarche de labellisation. Dans les années 1980, la tendance se renverse dans l'ensemble des fruitières. Les produits traditionnels, qui ne subsistaient plus que de manière marginale, sont de retour, et en particulier le gruyère gras et la tome. Le gruyère souffrant à ce moment là de la proximité et de la très grande notoriété du Beaufort, il est difficile d'en faire le produit phare du massif des Bauges, même s'il représente en 1984 70 % de leur production¹⁸⁷. Aussi, c'est vers la tome que l'on se tourne, avec en 1986 la création du Syndicat Interprofessionnel de la Tome des Bauges (SITOB). Le produit est donc choisi un peu par défaut pour devenir l'emblème de la région, tout en valorisant son lait.

Or, la tomme, fabriquée dans toute la Savoie, possède, parmi les fromages de la région, un statut quelque-peu particulier. Il s'agit d'une production domestique, destinée à l'autoconsommation familiale, fabriquée avec le lait qui n'est pas livré à la fruitière. La tomme est l'inséparable compagnon de tous les casse-croûtes qui rythment la vie agricole, comme le rappelle dans ses écrits Marie-Thérèse Hermann¹⁸⁸, et, curieusement, elle n'est pas considérée comme un « fromage » par les paysans qui la produisent. Les fromages, ce sont les productions prestigieuses que l'on vend à l'extérieur : gruyère, vacherin, chevrotin, gratteron. La tomme, c'est la tomme. Les grands

¹⁸⁷ Chiffre tiré du rapport des experts sur la délimitation de la zone, 1999.

¹⁸⁸ Voir notamment HERMANN, Marie-Thérèse, 1995, « A propos de la tomme », in *Fromages de Savoie, le passé, le présent*, Mémoires de la société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, XCVII.

propriétaires et abbayes n'exigent d'ailleurs pas de tomme dans leur redevance, mais uniquement des « fromages ». Cependant, au moins à partir du XIX^{ème} siècle, des tommes sont vendues dans les villes de Savoie, notamment à Chambéry et à Annecy, où les tommes des Bauges sont particulièrement réputées. Mais c'est un produit qui demeure un peu à part, sans doute considéré comme moins raffiné, comme en témoigne ce qu'écrivit à la fin du XIX^{ème} siècle l'abbé Morand, évoquant les produits laitiers baujus :

« la quantité qui s'en exporte aujourd'hui peut s'évaluer à cinquante-mille kilogrammes de beurre, six-mille pièces de fromage mi-gras de trente-cinq kilogrammes chacune, de quatre à cinq-mille vacherins de deux à trois kilogrammes, cinq-mille chevrotins d'un kilogramme, deux mille cinq-cents à trois-mille gratérons d'un à deux kilogrammes. Je ne compte pas un nombre également considérable de fromages de moindre qualité fabriqués pour la plupart dans les villages et désignés vulgairement sous le nom de boudanes ou de tomes. »¹⁸⁹

Opinion confirmée, encore aujourd'hui, par les agriculteurs :

« C'était le fromage du pauvre, à l'époque. »

C'est un véritable retournement de situation qui fait d'un fromage considéré comme peu raffiné le produit-phare d'une région. La tome des Bauges avait acquis depuis longtemps une forte réputation notamment sur les marchés de Chambéry. Mais il n'était pas évident de prendre pour emblème un fromage considéré comme le « fromage du pauvre » alors même que pour nombre de décideurs locaux, il s'agissait de rompre avec l'image d'un massif rural et enclavé.

Au tout début des années 1990, le SITOB commence seulement à envisager une démarche pour obtenir l'AOC, lorsqu'un groupe de producteurs entame la procédure pour l'ensemble de la tomme de Savoie. Les agriculteurs baujus suivent l'aventure avec intérêt et participent aux réunions. Mais ils s'aperçoivent rapidement que l'affaire est mal engagée :

« Comme on a participé aux premières réunions du groupement pour la tomme de Savoie, on a très vite compris qu'il y en a qui ne voulaient pas lâcher l'ensilage, qui ne voulaient pas changer de type de vache. Et puis la commission AOC est venue, elle a traversé les Bauges, et elle nous a très bien fait comprendre que si nous on ne bougeait pas, il n'y aurait pas d'AOC pour la tomme de Savoie. Et que s'il y avait une chance qu'il y ait une AOC quelque part un jour, c'était dans la tome des Bauges. »

Aussi, lorsqu'il s'avère que la tomme de Savoie n'obtiendra pas l'AOC, les éleveurs Baujus, forts de leurs techniques de fabrication ancienne, de leur pratique de l'alpagisme, entament à leur tour des démarches, à partir de 1994. La tâche n'est pas évidente. Il faut convaincre les producteurs réticents qui s'inquiètent des contraintes que leur imposera une AOC. Or, pour que le dossier soit accepté par l'INAO, il est nécessaire de proposer un cahier des charges très rigoureux. Les agriculteurs le découvrent, parfois avec un certain effarement.

¹⁸⁹ MORAND, Laurent, 1978, *Les Bauges...*, T 3, *Peuple et clergé*, p 236.

Enjeux et tensions

La zone

L'un des premiers problèmes qui se posent est celui de la zone de fabrication, problème accentué par la nécessité de différencier la tome des Bauges de la tomme de Savoie produite dans les deux départements savoyards, et dont la tome baujue était jusqu'alors considérée comme une variété. Pour certains habitants du cœur des Bauges, la cause est entendue : « *n'est bauju que ce qui se dit bauju* », c'est-à-dire les 14 communes du canton du Châtelard. On ne peut appeler tome des Bauges un fromage qui serait produit à l'extérieur de cette zone. Cette conviction est renforcée par le sentiment d'y affronter des conditions particulièrement difficiles et d'avoir dû se battre pour rester à une époque où il semblait que l'agriculture allait devoir se replier vers les régions les plus productives.

« Parce que nos Baujus... parce que autant on peut parler de Bauges, de massif des Bauges, par contre, les Baujus, on sait bien où ils se trouvent, quoi. Ça... Pour les Baujus, c'était difficile d'accepter qu'il y ait, disons, de l'extérieur qui rentre dans la zone d'AOC. Bon moi je pense que les Bauges ça a toujours été considéré comme le secteur arriéré, quoi. C'est vrai que je pense qu'ils ont dû subir... La génération de maintenant a subi pendant pas mal de temps les railleries de tout le monde sur les Baujus [...] Et ils se disent qu'ils ont maintenu leur agriculture ici, et que ça a demandé du travail de la maintenir, de maintenir leurs produits, et que les autres vont en profiter, quoi. »

(Technicienne agricole.)

Les partisans d'une AOC limitée au canton du Châtelard évoquent aussi le caractère montagnard de la tome des Bauges. La tome se démarquerait de la tomme de Savoie parce qu'elle est le produit d'une agriculture de montagne extensive, et que cela lui conférerait des propriétés organoleptiques particulières. Il conviendrait donc d'exclure la production réalisée en plaine, qui n'a pas les mêmes qualités.

« - Mais moi je trouve que dans la vallée d'en bas, ils ont rien à faire avec nous. C'est pas de la tome des Bauges ce qu'ils font. La spécificité des tomes des Bauges, c'est qu'on a un lait très alcalin, dans notre vallée, ici. Dès qu'on passe au dehors, qu'on redescend sur l'Albanais ou sur Ugine, tout autour, ils ont jamais le lait qu'on a ici. - Question : Et ça c'est dû au sol, à l'herbe ? - C'est sûrement dû au sol, oui. Nous ici, on n'a aucune culture ni rien, on a un sol qui est très riche en surface, qui se décompose pas ni rien, qu'en bas ils n'ont pas. Nous on a un lait qui est plat. Nous, il faut qu'on fasse monter l'acidité. Dès qu'on passe de l'autre côté, il faut qu'ils fassent le contraire, faut qu'ils rebaissent l'acidité. »

A l'opposé de cette conception, on peut entendre un autre discours du côté des élus et techniciens du tout nouveau Parc naturel régional. Selon eux, il faut proposer une zone la plus vaste possible, de manière à ce que des jeunes producteurs puissent se lancer dans la fabrication de la tome dans des localités où elle n'était pas produite, mais aussi pour faire de la tome un élément fédérateur pour tout le massif. Si la tome devient un produit de terroir réputé, elle contribuera à la notoriété du territoire « Bauges ». Le Parc, qui, on

l'a vu, a déjà fort à faire pour imposer son territoire, préférerait évidemment que le terroir retenu corresponde à ce dernier, ou du moins à un massif des Bauges entendu au sens large, et non pas seulement aux 14 communes.

Les tenants des deux positions commencent à s'affronter pour la maîtrise des symboles. Avant que la zone bénéficiant de l'AOC ne soit définie, et alors que certains élus du Parc semblaient espérer que le Parc entier en ferait partie, le SITOB avait décidé de mettre en valeur le terroir de production de la tome, entendu en l'occurrence comme le canton du Châtelard. Des panneaux représentant une vache et portant l'inscription « terroir de la tome des Bauges » ont été posés sur les 5 voies d'accès à la vallée, au niveau des « frontières » traditionnelles : col du Frêne, des Prés, de Plaimpalais, de Leschaux et gorges de Bange. Cette opération entretenait la confusion ambiante sur le territoire, puisqu'elle consistait à marquer par ces panneaux les limites traditionnelles du canton du Châtelard. Elle n'a pas été de tout repos, car les producteurs tenaient à ce que le visiteur puisse découvrir dans son champ de vision, en même temps que ces panneaux, une montagne .



Illustration 8 : L'un des panneaux installés par le SITOB, au col du Frêne

Entre ces deux positions, certains producteurs proposent d'inclure dans la zone les communes possédant des alpages, élément majeur d'identification de la tome et, de prendre en compte l'éventuelle « bonne volonté » de producteurs et de fruitières de la périphérie du massif, qui ont récemment investi dans le sens d'une tome des Bauges traditionnelle, espérant être inclus dans l'AOC.

Mais il est difficile pour les producteurs de faire entendre leur voix. Pour certains élus du Parc, l'enjeu est d'importance. En effet, selon de nombreux témoignages, l'AOC tome des Bauges avait été pour eux un argument pour convaincre les élus des communes périphériques d'adhérer au Parc, en leur laissant entendre que l'adhésion leur ouvrirait quasiment automatiquement des droits à l'AOC.

« Très souvent aussi, ces maires qui étaient quand même assez excentrés par rapport au noyau du Parc, leurs conseils municipaux avaient penché pour rentrer dans le Parc sous l'influence de la population agricole, à qui des gars comme le président du Parc tout ça bon avaient... ils avaient clairement dit : "à partir du moment où vous rentrez dans le parc, vous serez dans l'AOC" » « Mais les adhésions des communes au Parc c'est des adhésions volontaires, et un des gros trucs, ça a été de dire aux agriculteurs : "Si vous voulez être dans la zone de la tome..." Ça s'est fait à peu près en parallèle, hein, en histoire, dans le temps... " Il faut que vous soyez Parc, autrement, on pourra pas vous soutenir." »

Pour ces élus qui se sont engagés, l'AOC doit couvrir la zone du Parc. C'est une question de crédibilité, et des pressions sont exercées dans ce sens sur le SITOB :

« Donc c'était très dur au moment de... au moment de délimiter la zone, parce qu'effectivement, tous les gens qui avaient adhéré au Parc pour être dans la zone de la tome, et ben, ils voulaient y être, quoi. Pour eux, ça leur semblait évident... Y'avait deux logiques face à face, là. C'était... Donc c'est pour ça que c'est pas simple, quoi. Et puis bon on sait que le Parc il est quand même donneur de subventions. C'est par lui que transitent beaucoup de nos subventions, régionales, pour nos coopératives, pour nos trucs, et si on se mettait les élus du Parc à dos, c'est embêtant, quand même. C'est très embêtant. » « Bon y'avait un peu de pression, c'est vrai, bon du genre dire... Pas de chantage, mais bon, nous dire... Le Parc nous amène un peu de financement, au niveau de la vie du syndicat, bon, nous dire « à partir du moment où vous prenez pas toute la zone du Parc, bon, ben notre financement il va être proportionnel à... » Tu vois, bon... »

Pour éviter de s'opposer au Parc de manière frontale, et de risquer de perdre son soutien financier mais aussi technique, les dirigeants du SITOB rédigent une première demande d'AOC dans laquelle ils proposent que la zone soit étendue à l'ensemble du territoire du Parc, et reprennent l'argumentation de ce dernier, arguant que le choix de ce périmètre « évite de laisser planer le doute dans l'esprit du consommateur quant aux limites de ce qui s'appelle les Bauges »¹⁹⁰.

Ils affirment cependant rétrospectivement n'avoir eu aucun doute sur le fait que cette proposition ne serait pas retenue.

¹⁹⁰ Rapport du SITOB, *Demande de reconnaissance en Appellation d'Origine contrôlée pour la tome des Bauges*, 1996, p 35.

On perçoit bien ce qu'il y a de paradoxal dans cette situation : le syndicat de producteurs, qui est l'organe représentant les agriculteurs qui fabriquent la tome, se trouve en fait dans l'impossibilité de faire réellement entendre sa voix dans le débat visant à définir les conditions de production. Il est en quelque sorte pris en tenaille entre deux puissants acteurs qu'il ne peut se permettre de contredire - le Parc et l'INAO -, et doit ménager les deux parties, comme l'exprime ce couple d'agriculteurs :

« - Lui : Ils [les responsables du SITOB] peuvent pas dire non, alors ils ont mis la décision à l'INAO. Comme ça, si l'INAO dit non, ils [les représentants du Parc] pourront pas leur venir dessus, quoi. C'est... - Elle : Une couverture, quoi. » - Lui : C'est pour pas trop se mouiller, quoi... »

Le refus prévisible de l'INAO dédouane le SITOB vis-à-vis du Parc et lui permet de faire enfin une proposition sérieuse, celle d'une zone délimitée par l'altitude, en l'occurrence par la courbe de niveau des 550 mètres, puisque c'est l'altitude la plus basse du cœur du massif, à Lescheraines.

Mais si le Parc ne peut imposer « sa » zone, la décision finale n'appartient pas non plus aux producteurs. Pour toute demande d'AOC qui lui est soumise, l'INAO nomme une commission d'experts, issus des mondes de la recherche et de l'université, chargés de se pencher sur l'histoire, la géographie, la géologie, l'économie et la culture du terroir d'où provient le produit. Leur mission est de se prononcer sur la validité de la demande d'AOC en portant un regard scientifique sur le terroir et les savoir-faire et d'émettre une proposition de zone, prenant en compte ces différents critères. Dans le cas de la tome, ils retiennent notamment les communes possédant des zones d'alpages, puisque la fabrication de la tome y est attestée anciennement et que, géographiquement, leur territoire est relié au « cœur des Bauges ». Cependant ils n'intègrent alors pas l'ensemble de la commune dans la zone, mais seulement la partie qu'ils estiment géologiquement rattachée au massif.

Le rapport est rendu au début de l'année 1999, et diverge en plusieurs points de la proposition du SITOB. Parmi les points les plus controversés, la commission d'experts se déclare défavorable à l'intégration dans la zone de certains villages de l'Albanais – Viuz-la-Chiesaz, Gruffy, Cusy, Saint-Offenge-Dessus, Saint-Offenge-Dessous, Le Montcel -, jugeant que le milieu physique est trop différent de celui du massif des Bauges, et qu'il permettrait « *un niveau d'intensification de la production sans commune mesure avec l'agriculture de l'intérieur du massif.* »¹⁹¹

Or, que ce soit pour délimiter la zone ou définir le cahier des charges, le SITOB est obligé de tenir compte de la proposition des experts. Sans quoi, il aurait toutes les chances de voir sa demande d'AOC rejetée. Toutes les voix ne sont pas égales dans le débat qui s'engage. Celle des scientifiques est prépondérante, et les agriculteurs doivent s'y résigner, comme l'expriment certains d'entre eux, très engagés dans la démarche AOC :

« Donc là, de toute façon, eux ils ont nommé une commission d'experts, et cette commission d'experts a fait des propositions au SITOB. Donc après, on a discuté avec eux au coup par coup, mais je veux dire, c'est quand même leur proposition

¹⁹¹ Rapport des experts, p 18.

qui est la base. C'est pas la nôtre. »

Les agriculteurs n'ont pas d'autre choix que de proposer à l'INAO de fabriquer une tome qui corresponde à ses critères.

« Bon, de l'autre côté aussi, on avait la commission de l'INAO qui nous disait...- Bon, en plus, on avait déjà eu le dossier tomme de Savoie-, donc qui nous disait "on a déjà mis un peu au panier la mouture qui avait été proposée par la tomme de Savoie, si vous nous proposez la même, même avec une tomme qui a plus d'antériorité... C'est pas parce que la tome des Bauges, on a retrouvé un écrit qui date de je sais pas quand que si vous proposez n'importe quoi, ça ira en ligne droite". » (Responsable du SITOB)

Finalement, la zone retenue, si elle ne se limite pas au cœur du massif et inclut le plateau de la Leysse et une bonne partie de la vallée du Laudon, laisse cependant de côté des exploitations et des fruitières qui produisaient de la tome, comme à Saint-Ours dans l'Albanais, par exemple. Cela ne se fait pas sans douleur pour ceux qui se retrouvent exclus de l'AOC. Mais répètent les agriculteurs engagés dans la demande d'AOC « de toute façon, on n'a pas le choix ».

Les races

Dans le même temps, un deuxième problème se pose : celui des races de vaches autorisées.

Notons tout d'abord que l'attachement de chaque agriculteur à une race, à « sa » race est un élément crucial pour comprendre ce qui va suivre. Les différentes races bovines se démarquent en effet par des caractères différents, et chaque éleveur a ses habitudes avec l'une d'entre elles. Les exploitants agricoles éprouvent un véritable attachement pour les bêtes avec lesquelles ils travaillent chaque jour.

« Parce que la vache, c'est l'identité même de l'agriculteur » (Technicienne agricole.)

Demander à un agriculteur de changer son troupeau et d'adopter une autre race, ce n'est pas simplement lui demander de changer son outil de travail, comme l'on demanderait à un employé de changer de marque de voiture ou d'ordinateur. Cela implique pour lui un changement beaucoup plus profond et difficile à accepter. On ne peut comprendre la passion avec laquelle chacun s'engage dans les débats concernant les races bovines acceptées par l'AOC sans prendre en compte cet attachement.

La race locale savoyarde est, de l'avis de tous, la tarentaise, ou tarine, qui est longtemps demeurée largement majoritaire en Bauges. Mais, depuis les années 80, celle-ci a de plus en plus souvent cédé la place à la montbéliarde. En effet, à cette époque, certains troupeaux ont été touchés par des épidémies de type brucellose. Il a fallu reconstituer le cheptel. Or, la race tarine connaissait alors une période creuse, pendant laquelle il était difficile de se procurer des animaux, et plus encore des embryons pour l'insémination artificielle. Par contre, les éleveurs ont trouvé des interlocuteurs du côté de la montbéliarde, une race venue du Jura, très bien adaptée elle aussi à la moyenne montagne. Certains d'entre eux ont donc changé leur troupeaux, et de nombreux jeunes agriculteurs leur ont emboîté le pas, jugeant plus facile de s'installer avec cette race plus productive.

Au moment où les démarches visant à obtenir l'AOC commencent, un grand nombre d'agriculteurs fabriquent de la tome avec le lait d'un troupeau composé au moins en partie de montbéliardes. Mais au niveau de l'INAO, la tendance est plutôt à un resserrement vers les races locales, en l'occurrence la tarine et éventuellement l'abondance, vache originaire de Haute-Savoie. La place accordée à la montbéliarde ne peut être que marginale. A l'issue de nombreuses discussions, un compromis est adopté : pour bénéficier de l'AOC, une exploitation devra fonctionner avec au moins 50 % de tarines et d'abondances. La 3^{ème} race autorisée est la montbéliarde, mais elle devra être en minorité.



Illustration 9 : Tarines



Illustration 10 : Abondance



Illustration 11 : Montbéliarde

Or, cette décision provoque un véritable scandale parmi les éleveurs baugeux qui espéraient plus de souplesse. Les éleveurs installés en montbéliardes ont l'impression de

protégé en vertu de la loi du droit d'auteur.

ne pas avoir été entendus, d'autant que la scission entre éleveurs « tarins » et « montbéliards » semble recouper d'autres clivages. Les agriculteurs qui se sont tournés vers la montbéliarde sont souvent aussi ceux qui sont le moins bien lotis en terme de patrimoine foncier et qui, de ce fait, se sentent le moins en position de force. Car la tarine est une vache dont la productivité est relativement faible. Pour vendre le même nombre de litres de lait, et donc toucher le même revenu - car la plus-value promise sur le lait n'arrivera sans doute pas du jour au lendemain à la proclamation de l'AOC -, il leur faudrait pouvoir élever plus de bêtes, donc trouver de nouvelles terres, ce qui leur pose des problèmes quasiment insurmontables.

« Donc, je préférerais avoir une vache, en donnant que du foin et du regain être à 5500 [litres de lait par an], que d'avoir une vache soi-disant image du pays et puis essayer de la bourrer pour arriver à 5500. Mais ça... Puis il y a le problème du foncier aussi. Nous on peut avoir 20 vaches, on aura les prés, 30 on les aura pas. Ceux qui disent "on va garder 60 tarines", et ben tant mieux pour eux s'ils peuvent. Ils pourront tenir 80 aussi, tant mieux pour eux, parce qu'ils ont des surfaces. Mais nous on peut pas faire ça. Et d'ailleurs, c'est le problème de pratiquement tous les montbéliards sur les Bauges, c'est un problème de superficie. »

Les éleveurs « montbéliards », exclus de l'AOC à moins de changer leur troupeau, ont donc l'impression qu'il n'a pas été tenu compte de leurs difficultés, et que les décideurs ont privilégié ce que cet éleveur appelle l'« image du pays ».

Les agriculteurs, bien que motivés par l'AOC, se rendent compte avec un peu de dépit que les critères d'identification de la tome leur échappent et sont imposés de l'extérieur, par les experts de l'INAO, et au-delà par les représentations du consommateur qui lie le produit à un lieu et à une race. C'est aussi l'INAO qui impose de strictes règles du jeu, en limitant les compléments alimentaires, en demandant que les vaches soient nourries quasi-exclusivement avec des produits issus des Bauges. Le rôle des ferments lactiques est lui aussi soumis à réglementation. Par une série de négociations et de compromis, on définit ce qu'est la tome authentique, on construit la tradition. Ensuite, les publicités, les dépliants présentant la tome évoqueront la transmission spontanée de savoir-faire ancestraux.

Ce qui est ressorti de ces négociations est sans doute le constat, un peu amer pour les agriculteurs, qu'ils n'ont plus le pouvoir de décision qui a pu être le leur à une certaine époque. Autrefois seuls maîtres de leur travail et de la direction de leur exploitation, ils sont désormais obligés de tenir compte de différents avis - scientifiques, consommateurs, aménageurs - pour décider des orientations à prendre. Si certains s'adaptent sans trop de difficultés à cette nouvelle situation, d'autres la vivent assez mal, surtout quand ils ont l'impression d'avoir déjà fait de gros efforts pour s'adapter aux mutations de l'agriculture et que ces derniers, loin d'être valorisés, sont dénigrés (ils ont choisi une race bovine qui n'est pas la « vraie » race locale).

Par la définition du produit, modeler le territoire

Et ce qui se joue dans ces conflits sur le terroir, sur la race ou sur la manière de fabriquer

la tome renvoie bel et bien, comme le suggérait notre agriculteur, à l'image que l'on se fait du territoire. Certains points font consensus. La plupart des acteurs s'accordent à voir dans la tome, fromage ménager, un symbole de la petite exploitation face aux grandes entreprises agroalimentaire, de l'usage de méthodes extensives face à un secteur industriel productiviste. Mais cette unanimité ne suffit pas à masquer l'âpreté des conflits au sein du monde agricole. Derrière le terroir ou la race se cachent en effet des manières différentes de lire l'histoire du territoire et d'imaginer son avenir.

Dans les débats qui opposent ceux qui souhaitent une zone limitée au canton et ceux qui désirent l'élargir à un territoire plus vaste, on retrouve bien sûr le même type de réticences que celles qui concernent le territoire du Parc naturel régional. Toute la querelle au sujet de la délimitation de ce qui peut être appelé Bauges ressurgit. Ceux qui plaident pour une tome produite uniquement dans le canton du Châtelard ont recouru aux arguments classiques : un territoire vécu, défini comme tel par ses habitants s'opposerait au territoire du Parc considéré comme administratif et imposé de l'extérieur.

Déclarer que les Bauges sont le canton du Châtelard, c'est aussi vouloir limiter l'appellation « des Bauges » à une zone montagneuse, et donc promouvoir une certaine image du territoire sur lequel est fabriqué le produit, comme on a pu le voir avec l'épisode des panneaux délimitant la zone à côté desquels le visiteur devait découvrir un des sommets du massif.

Le fait d'être fabriqué en montagne constitue pour beaucoup une caractéristique majeure du produit. Si ce type d'affirmation n'est pas en lui-même sujet à controverse, il le devient lorsque l'on entreprend de poser la question : que signifie être fabriqué en montagne ? La tome a-t-elle un goût exceptionnel parce qu'elle est fabriquée selon les méthodes d'une agriculture extensive qui privilégie la qualité du produit, ou parce qu'un terroir particulier lui transmettrait un goût spécifique ?

La seconde hypothèse semble soutenue par nombre de mes interlocuteurs, et un faisceau de croyances plus ou moins explicites attribue à l'altitude une influence particulière sur les qualités organoleptiques du fromage. L'argument le plus couramment employé est celui selon lequel la flore de montagne broutée par les vaches conférerait un goût caractéristique au lait et par conséquent, au fromage. Mais l'identification de la tome à la montagne peut prendre d'autres formes.

**« On a même dit que la pâte de la tome ressemblait au calcaire des falaises »
(Technicienne agricole)**

La tome est ainsi rattachée à des paysages qui sont ceux de la partie la plus haute du massif, donc du canton du Châtelard, considéré, nous le verrons comme la zone la plus sauvage des Bauges.

De l'autre côté, les partisans d'un territoire plus large plaident pour l'ouverture : les agriculteurs de certaines communes de la périphérie du massif font preuve de bonne volonté en adoptant des méthodes traditionnelles. Qu'importe si, géologiquement parlant, ils exploitent des terres qui ne font pas partie du massif ? Ces personnes essaient de donner des Bauges une image moins sauvage et plus rurale. Les Bauges ne constituent pas un territoire de haute montagne, expliquent-ils. L'altitude des villages du canton du Châtelard n'est en fait pas très élevée et les conditions sont comparables avec celles dont

bénéficie une partie de la périphérie. Dès lors, pourquoi ne pas permettre aux agriculteurs de cette dernière de se joindre à l'aventure ?

Les débats autour des races bovines peuvent eux aussi être relus autour de la question de l'image du territoire. Deux races s'opposent en particulier, ce sont d'un côté la tarine, et de l'autre la Montbéliarde. Nous avons vu que la race Abondance était aussi autorisée pour la fabrication de la tome des Bauges, mais curieusement, celle-ci n'apparaît quasiment pas dans les débats, comme si, à la différence des deux autres, elle ne constituait pas un symbole important¹⁹². Originnaire de Haute-Savoie, elle paraît sans doute moins exogène que la montbéliarde. Elle fait d'ailleurs un peu figure d'intermédiaire, de compromis entre la tarine et la montbéliarde. Témoin ce dialogue dans un couple, possesseur d'un troupeau de montbéliardes, qui nous montre qu'au-delà de la question du goût du lait, ce qui est en jeu, c'est une façon de se présenter, un « style » :

« - Elle : Mais bon, moi je suis persuadée qu'une vache tarine, abondance ou montbéliarde se conduit pas de la même manière. - Lui : Oui il y a un état d'esprit qui est aussi là. - Elle : Il y a un état d'esprit, aussi. Vous avez l'état d'esprit tarine, abondance ou montbéliarde. - Lui : Nous, si on rebascule, on rebasculera en Abondance. - Elle : Oui, de toute façon, oui, parce qu'on n'a pas l'état d'esprit tarine. »

La Tarine est l'objet de tous les éloges de la part des agriculteurs qui l'ont choisi, mais aussi des amateurs de traditions en général, parmi lesquels certains s'expriment abondamment dans les médias. C'est la « race historique ». On la qualifie de rustique, adaptée à la montagne.

« La tarine est par excellence la « vache de montagne ». Agile, elle peut s'aventurer dans des endroits impossibles, si l'on en croit les histoires de bergers ; elle a le pied solide (le sabot noir résiste mieux à l'usure des chemins ; l'abondance, elle, a le sabot blanc). D'autre part, la tarine est très nerveuse, ce qui lui permet de se tirer de pas parfois difficile. Elle est sobre et a, en rapport, une production laitière élevée. »¹⁹³

Tout un discours dithyrambique en fait la vache identitaire savoyarde. C'est le cas dans un article du Dauphiné Libéré en avril 1997, publié à l'issue d'un comice agricole ayant eu lieu à la Compôte et intitulé "L'appel des traditions". Le ton exalté est tout à fait révélateur de l'état d'esprit qui entoure ces questions de races :

« Identité, le mot est lâché. Après les riches heures qui viennent de s'écouler, rien ne peut plus être tout à fait comme avant pour les Bauges et pour la race Tarentaise. Il n'est désormais plus possible à quiconque d'ignorer qu'il existe en Savoie une race hors normes, rustique, résistante, adaptée aux espaces montagnards, et belle de surcroît. La reine des paysages grandioses et du bon goût, plébiscitée ce week-end comme le symbole vivant de l'identité savoyarde »

¹⁹⁴

L'arrivée des autres races est présentée comme un accident de l'histoire, une erreur à

¹⁹² Muriel Faure a remarqué le même phénomène pour le beaufort : la tarine est très valorisée et l'abondance un peu oubliée, cf FAURE, M., « Un produit agricole "affiné" en objet culturel »...

¹⁹³ BOUVET, Pierre, *Bergers et alpages dans les Bauges, bureau de la montagne des Bauges, non daté.*

réparer, ce qui n'est pas sans nous rappeler les éléments « rajoutés » de la chartreuse d'Aillon :

« "Il y a 40 ans, il n'y avait que des Tarines, la race traditionnelle des Bauges. Mais les années 60 ont été mortelles, en grande partie parce que les éleveurs étaient mal organisés". C'est alors qu'ont pris pied l'Abondance et la Montbéliarde. Pourtant, vis-à-vis de cette dernière, la race savoyarde fait valoir son sang de vraie montagnarde : une bonne marcheuse, à l'aise sur les terrains accidentés ; une vache rustique et résistante aux climats difficiles, moins gourmande en nourriture et meilleure formatrice des fourrages grossiers. »

195

La montbéliarde, de son côté, ne bénéficie pas en Bauges de discours aussi enflammés. Les producteurs qui en possèdent se contentent de souligner qu'elle est plus productive, et finalement parfaitement adaptée au milieu de moyenne montagne que sont les Bauges. Ces dernières, insistent-ils, ne sont pas un massif caractérisé par la haute montagne. Au contraire, elles sont pour eux profondément humanisées et travaillées. Le ton de leur discours est différent de celui des thuriféraires de la tarine. Il joue moins sur les émotions, et davantage sur les arguments. La Tarine semble pour eux une vache un peu « extrême » réservée à des agriculteurs de haute montagne, ou à ceux qui veulent se donner une image particulière, comme on peut le percevoir dans cet extrait d'entretien avec un couple de jeunes agriculteurs installés en montbéliardes :

« - Question : Parce que c'est comment les Tarines ? - Elle : Cheval de course (rires). - Lui : Non mais la Tarine... - Elle : C'est hard, hein, c'est dur... - Lui : Mes parents en ont eu de la Tarine, je sais ce que c'est. C'est une belle vache et tout, mais je veux dire, l'état d'esprit pour la Tarine, moi je le vois, pour moi, hein, sur les gars qui se mettent en bio ou en truc comme ça. C'est une vache qui va bien pour ces gens là. Enfin, j'espère qu'il y en a pas trop qui vont m'entendre (rires). Mais moi, j'ai eu visité une exploitation du côté de Yenne, tout ça là-bas, où ils ont des troupeaux de 50 Tarines et tout, c'est des superbes troupeaux, ou alors la vallée de la Haute-Tarentaise, Haute-Maurienne, parce que eux, ils ont des alpages qui sont très hauts, il faut un bon pied, il faut... - Elle : Pour eux, c'est une obligation, parce que c'est la vache qui va bien pour le lieu. - Lui : Mais nous dans notre région, un gars qui veut taper dans le bio, c'est une vache qui... par rapport à une montbéliarde, elle se nourrit deux fois moins. Enfin ça fait moins... - Elle : C'est une vache qui est plus rustique - Lui : Plus rustique, ouais ouais... [...] Mais bon quand une vache a 15 litres, c'est une bonne vache, c'est une vache moyenne. Une bonne vache (rires). Mais nous on a des alpages ici qui sont pas tellement en altitude, des alpages qui partent entre 1000 et 1700-1800. On peut se permettre d'avoir des vaches un peu meilleures, même avec l'AOC qu'on a un truc à 5500. »

Ces mêmes agriculteurs soulignent le passé commerçant de la vallée des Bauges. Les Baujus ont toujours possédé des vaches de toutes sortes, et ont sans cesse tenté d'innover en introduisant de nouvelles espèces. Vouloir gommer cette réalité, et

¹⁹⁴ Dauphiné Libéré du 24 avril 1997.

¹⁹⁵ Dauphiné Libéré du 17 avril 1997.

notamment revenir sur la présence en Bauges des Montbéliardes de ces dernières décennies leur apparaît comme un déni d'une partie de l'histoire du territoire. Ils insistent sur le fait que le massif était autrefois ouvert sur l'extérieur, et non pas replié sur lui même comme un certain discours le laisse aujourd'hui entendre. L'image des Bauges dans l'histoire est pour eux celle d'une forme de multiculturalité :

« Dans les Bauges, y'a toujours eu un peu de tout. C'est un massif qui avant était très dynamique. Y avait beaucoup de très bons maquignons, de très bons commerçants. Puis ils bougeaient beaucoup, les Baujus. Alors que c'est vrai que l'image qu'on leur donne maintenant, c'est pas du tout celle qu'il y avait auparavant. Et comme ils bougeaient beaucoup, ben ils ramenaient beaucoup de choses de l'extérieur. Et donc des vaches, c'est vrai qu'il y en avaient qui venaient d'un peu partout. Je sais plus où j'avais vu... y'avait des Salers, ou je sais plus quoi qui était arrivé ici, quoi. »

Par ailleurs, il s'avère que les qualités organoleptiques ne changent pas tellement si le lait est produit par la tarine, puisque, comme le soulignent les agriculteurs « montbéliards », les tomes fabriquées par des montbéliardes remportent de nombreux prix dans les différents concours agricoles. Ces résultats sont largement commentés lors des foires locales, comme j'ai pu le constater à celle de Lescheraines à l'automne 2003.

Projets de territoire...

Pourquoi est-il si important d'après certains acteurs, de faire en sorte que la tome soit fabriquée au moins en partie avec des Tarines et de lier l'image de cette race bovine à celle du canton du Châtelard ?

En ce qui concerne la question des races, nul ne conteste le fait que les montbéliardes soient parfaitement adaptées aux alpages des Bauges. De plus, les qualités gustatives du fromage fabriqué avec leur lait sont aussi reconnues, si ce n'est davantage que celle du fromage fabriqué à partir du lait des tarines.

En réalité, les raisons de l'engouement pour la tarine ne sont pas à chercher dans la qualité intrinsèque du produit, mais bien dans l'image du territoire qui lui est rattaché. Il s'agit en effet de modeler le paysage au sens concret du terme, en obligeant les agriculteurs à mettre des Tarines dans les champs. Ainsi, le visiteur, qui est peut-être aussi un consommateur de tome des Bauges, peut découvrir lorsqu'il se rend dans le massif ces vaches d'aspect rustique, qui correspondent à l'idée qu'il se fait de l'agriculture traditionnelle.

Dans le même ordre d'idées, le cahier des charges stipule que les vaches devront être nourries de foin durant la période hivernale et que « *l'apport des fourrages produits à l'extérieur de l'aire AOC est autorisé en appoint des ressources locales et sans dépasser 30 % des besoins annuels de l'exploitation pour l'ensemble du troupeau* ». De la même façon, on pourrait objecter que le fait d'importer en Bauges du foin issu d'une agriculture raisonnée et extensive venu, par exemple, des zones périphériques du massif non incluses dans l'AOC ne diminuerait pas la qualité finale du produit. Mais cette interdiction peut être lue différemment : on peut la considérer comme l'obligation faite aux agriculteurs de produire du foin dans la zone AOC. Le véritable enjeu est donc de maintenir dans les

Bauges des prairies de fauches, qui seront fauchées deux fois, en juin puis, plus tard, au moment du « regain ».

Et en effet, l'AOC semble toute entière travaillée pour répondre aux désirs des consommateurs concernant non pas seulement le produit, mais bien l'image du territoire dont ce dernier est issu. Les consommateurs sont aussi pour certains d'entre eux les touristes qui viennent chercher en Bauges une part de rêve, en contemplant les foins ou les belles vaches de race typique dans les champs.

Le président du Parc a ainsi pu déclarer : « *La marque de qualité que nous voulons imprimer au Parc correspond tout à fait à l'image d'une race de qualité comme la Tarine* »

¹⁹⁶

Cet objectif de modelage des paysages est clairement exprimé par certains responsables agricoles :

« La belle Tarine est la race savoyarde par excellence. Adaptée au climat, remarquable par sa faculté de transformer les fourrages grossiers, elle est "la laitière des conditions difficiles" tout en étant le premier outil de gestion des paysages. « la race est un élément du Patrimoine", redit avec juste raison Marcel Durupthy, président de l'UPRA Tarentaise. » ¹⁹⁷

L'image du territoire qui est ainsi mise en avant est celle d'un territoire jugé « authentique » pour cela, relativement fermé à la nouveauté. Il est intéressant de noter que les propos des agriculteurs défendant la montbéliarde s'opposent quasiment point par point à un certain discours publicitaire sur la tome vantant l' « intégrité » du massif qu'il faudrait protéger. Témoin de cette tendance, le SITOB présente ainsi les résultats d'une étude de marché sur la tome, au cours de laquelle on a posé à différents opérateurs de la distribution (grossistes et détaillants) la question : « qu'est-ce qui caractérise la tome de Bauges ? » ¹⁹⁸

¹⁹⁶ Propos cités dans le *Dauphiné Libéré* du 26 octobre 1996.

¹⁹⁷ *La Maurienne*, du 18 avril 1997.

¹⁹⁸ Rapport du SITOB, *Demande de reconnaissance en Appellation d'Origine Contrôlée pour la Tome des Bauges*, 1996, p 32.

Le massif des Bauges c'est	La tome des Bauges, c'est
- Un « terroir spécifique » - Un massif qui a gardé ses spécificités, un « bastion » qui ne s'est pas encore trop ouvert au tourisme - Un massif qui se caractérise aussi par ses habitants, les Baujus : des gens « vrais » avec qui les rapports humains sont plus francs, mais qui sont également perçus comme des gens rudes et entêtés - Mais il existe une crainte que le classement du massif en Parc Régional Naturel entraîne un important développement touristique, nuisible à « l'intégrité » du massif.	- Un « produit spécifique » - Un produit qui risque de se banaliser et de perdre ses caractéristiques.

On voit bien qu'au-delà de la race de vache ou de la zone, les enjeux sont les représentations du territoire ainsi que le projet que l'on a pour ce dernier. Pour certains porteurs du projet, il s'agit de donner du territoire une image « pure » et « authentique », qui, on le voit bien, passe par une forme de repli sur ce qui est estimé être son « intégrité ». La continuité historique, l'absence de changements sont mis en avant. Si l'on se méfie des touristes, qui pourraient dénaturer le territoire, ceux-ci sont en même temps les premiers destinataires de ce dernier. Ils doivent en effet pouvoir trouver dans le monde rural la campagne rêvée, avec ses paysages traditionnels de prés de fauche, et ses vaches véritablement savoyardes.

Mais les agriculteurs supportent plutôt mal de se voir ainsi réduits au rang de producteurs de paysages pour citadins en mal de nature. Pour eux, la campagne ne doit pas être seulement un réservoir d'image pour touristes : elle doit être le lieu vivant d'une production et garder sa capacité de décision et d'initiative. Ils s'interrogent sur l'avenir du territoire, sur les directions à prendre.

Or, l'AOC telle qu'elle s'est construite, si elle est le fruit de l'initiative et du long travail des producteurs, décidés à s'adapter aux demandes du marché pour survivre, est aussi pour eux le lieu d'une amère découverte : celle de la perte de pouvoir dont ils sont l'objet. Ils se disaient prêt à faire un compromis entre des exigences imposées de l'extérieur, notamment en terme d'hygiène, et les usages locaux. Mais dans ces négociations visant à définir le « produit authentique », ils voient leur influence décliner au profit d'autres acteurs. Beaucoup se plaignent d'avoir l'impression de que leur parole ne compte pas.

« Il y a eu une réunion à Jarsy, d'ailleurs je me rappelle plus des dates, où ils avaient convoqué tous les agriculteurs, c'est-à-dire, y'en avait un paquet, ils y étaient pratiquement tous. Ils étaient arrivés à tomber tant bien que mal à un accord d'ensemble sur ces histoires de races. [...] Ils ont envoyé un dossier à Paris pour l'INAO, pour faire le cahier des charges, et ils ont pas tenu compte de la décision qui avait été prise à la réunion ici, ils ont mis un peu ce qu'ils ont voulu, quoi. »

Entre les deux puissantes institutions que sont le Parc et l'INAO, les agriculteurs ont bien du mal à faire entendre leur voix, et doivent tout simplement se soumettre aux exigences de leurs écrasants partenaires. La tome et à travers elle le territoire sont en fait l'objet d'un

recadrage par l'INAO selon les courants actuellement en vigueur (peu de races, zone réduite), et les agriculteurs n'ont pas vraiment la capacité de proposer autre chose sous peine de voir leur demande d'AOC rejetée.

« Mais la commission AOC nous ont clairement dit que la tendance nationale, c'était pour restreindre. [...] C'est pour restreindre les cahiers des charges, pas pour les élargir. Au contraire, tout le monde est en train de resserrer les cahiers des charges. Sur l'alimentation, sur les races sur tout. Et ils ont dit : " vous allez pas maintenant, vous, faire une AOC qui élargit : ça ne marchera pas. Ça ne passera pas au CNPL [comité national des produits laitiers]. Donc je veux dire, on a dit : "il faut faire l'AOC pour qu'elle passe, autrement c'est pas la peine. Donc faire un cahier des charges qui soit accepté au CNPL". Puis après, c'est pas une obligation, une AOC. Si les gens veulent pas y aller, ils iront pas. Après ils feront le choix d'y aller ou de pas y aller. Mais nous, on était bien obligés de faire une AOC qui passe. Donc pareil sur la zone. Il y a un gros débat sur la zone aussi, bien sûr. »

Ils découvrent à quel point l'AOC est contraignante, emprisonnant la tome dans une définition précise qui rend impossible sa fabrication avec d'autres méthodes que celles stipulées dans le cahier des charges. Ils ont certes émis des normes sur la qualité du produit, et réussi ainsi à se prémunir contre la concurrence industrielle. Mais ils ont du même coup perdu leur capacité d'innovation sur le fromage. Alors que la tome a évolué pendant des centaines d'années suivant en cela l'évolution des savoir-faire de ses producteurs et l'introduction de nouvelles races dans le massif, elle est désormais figée par le cahier des charges.

En obtenant l'AOC, les éleveurs baujus se sont en partie mis à l'abri de la loi du marché. Mais en même temps, ils ont dû se résoudre à accepter ce que certains d'entre eux refusaient jusqu'alors : ils sont en quelque sorte devenus des prestataires de service, rémunérés pour produire et conserver les paysages attendus par les touristes. Si l'imposition de contraintes est toujours plus ou moins mal vécue par les agriculteurs, l'indépendance étant une des notions clés de leur profession, elle l'est d'autant plus lorsqu'ils ont le sentiment que dans le débat visant à définir des normes de production, leur voix n'est pas écoutée.

3. La réserve de chasse et de faune sauvage d'Ecole et la maison faune-flore : la patrimonialisation du « naturel »

Il existe actuellement huit Réserves Nationales de Chasse et de Faune Sauvage (RNCFS) en France, parmi lesquelles celle des Bauges.

Une Réserve Nationale de Chasse est un dispositif visant à protéger les espèces menacées par la chasse, et à développer le gibier à des fins de réintroduction-repeuplement. Sur son territoire, tout acte de chasse est interdit. Sa gestion

est confiée à un organisme, le plus souvent l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), qui dispose seul du droit de chasse dans la réserve. Celle des Bauges est mise en valeur par le PNRMB comme un lieu emblématique de sa politique de protection du patrimoine naturel. *L'Echo* - le journal du Parc - de juillet 2003 titre ainsi : « *La réserve nationale de chasse et de faune sauvage, fleuron naturel du Parc* ». Le Parc a par ailleurs ouvert en 2002 la « Maison faune-flore », située à Ecole, au pied de la réserve et consacrée en grande partie à cette dernière.

Or, la réalisation de ce projet, qui s'est déroulée alors que j'étais présente en Bauges n'a pas toujours recueilli l'assentiment de la population. J'ai souvent eu l'occasion d'entendre des propos peu amènes à l'égard du Parc et de ses « maisons » : « *Ici, on préfère faire du tape à l'œil, on fleurit, on fait des maisons. Mais qu'est-ce qu'il y a dans ces maisons ? Tout le monde se le demande. Les gens disent « ça sert à quoi, encore des sous qu'on nous pompe.* » Peu à peu, au fur et à mesure de mes trois ans de présence, je devais me rendre compte que la mauvaise humeur affichée vis-à-vis de cette réalisation cachait de la part de ceux qui sont nés sur place une angoisse réelle. Pour les populations d'origine agricole, la réserve est le symbole d'une nature conquérante, qui regagne la place laissée par l'homme au cours de la déprise. Quant aux néo-ruraux, la manière dont la maison faune-flore a été réalisée a laissé à nombre d'entre eux l'impression amère d'un manque de reconnaissance du travail des acteurs locaux. La nature, ici mise en avant, est certes un élément important dans la façon dont ils se représentent le territoire, mais doit-elle pour autant faire oublier l'histoire des hommes qui habitent et modèlent ce dernier ?

La réserve, un territoire convoité

A l'Est du massif, entre les villages de Jarsy, de la Compote, d'Ecole et la Combe de Savoie s'élèvent les sommets les plus hauts des Bauges (l'Arcalod, le Trélod, le Pécloz). Le relief accidenté et l'altitude ont préservé cette zone d'un peuplement humain permanent. Elle accueillait cependant autrefois de nombreux alpages, exploités par des paysans du cœur du massif, mais aussi de la Haute-Combe de Savoie, qui montaient de Cléry, Verrens-Arvey ou Montaille. Les habitants du canton du Châtelard et de la plaine se côtoyaient ainsi pendant la saison d'été, et nouaient parfois des rapports amicaux.

L'emprise de l'Etat est peu à peu devenue importante dans ce secteur. En effet, dans le vallon de Bellevaux, au dessus d'Ecole s'est implanté au XI^{ème} siècle un monastère bénédictin. Après l'incursion de la Révolution française en Savoie en 1792 et la fuite des derniers moines, les vastes domaines forestiers appartenant au monastère deviennent des biens nationaux. Ils resteront dès lors dans le domaine public, acquérant le statut de forêts domaniales. Dès 1913, une volonté de protection de cet espace existe puisque l'administration des Eaux et forêts a suspendu la location du droit de chasse dans une partie des bois dont elle assure la gestion. La zone est surveillée par des forestiers et un garde-chasse. Mais pendant la Seconde Guerre Mondiale, ceux-ci ne peuvent empêcher le braconnage des maquisards et des habitants des villages voisins, soucieux d'améliorer l'ordinaire. Le cheptel est décimé, au point qu'il ne reste en 1949 qu'une cinquantaine de chamois et quelques chevreuils¹⁹⁹.

Après guerre, lorsque la déprise agricole s'accroît, de nombreux alpages sont désertés, au profit d'autres, plus faciles d'accès. L'Etat, par l'intermédiaire de l'administration des Eaux et forêts et du Conseil Supérieur de la Chasse, rachète peu à peu les terrains laissés vacants. Le 30 mars 1953, la réserve est créée par un arrêté du ministre de l'agriculture. Il s'agit au total de 4070 hectares de terrain appartenant à l'Etat auxquels s'ajoutent 592 hectares de terrains loués, soit au total 4662 hectares de réserve. La réserve s'agrandit encore après sa création, pour atteindre aujourd'hui 5202 hectares, qui concernent 12 communes de Savoie et Haute-Savoie : Cléry, Doucy, Ecole, Grésy-sur-Isère, Jarsy, Montailleurs, Verrens-Arvey, Chevaline, Doussard, Faverges, Giez et Seythenex, toutes membres du PNR du massif des Bauges à l'exception de Giez qui n'a pas adhéré.

Au départ, la réserve est conçue avant tout comme un lieu de préservation du gibier. C'est donc une réserve « cynégétique », ayant pour but final de permettre le renouvellement des espèces pour la chasse. On n'évoque pas alors de protection de la nature, d'écologie ou de préservation des écosystèmes. Ainsi, lors d'un discours prononcé en 1963, le conseiller général du canton qualifie la réserve de « *succès grandissant tout à la gloire de la chasse française* », expliquant que les chasseurs des Bauges « *ont, malgré eux, le privilège de ce voisinage* », puisque le gibier augmente aux alentours de la réserve.

Mais on peut d'ores et déjà percevoir la tension sous-jacente derrière ce discours, révélée par la locution « malgré eux ». Dès sa création, la réserve a été très mal accueillie par les habitants des villages concernés. La mainmise de l'Etat et l'interdiction de chasser sur un territoire qu'ils considèrent comme faisant partie du patrimoine villageois a été interprétée comme une intolérable « *exclusion* »²⁰⁰. La réserve s'étend d'ailleurs peu à peu, puisque, au cours des années 1960, l'Etat continue de racheter des alpages, qu'il reboise ou laisse s'embroussailler. Les buissons d'« *arcosses* » (aulne vert) progressent et les paysages se referment. Les paysans, bien que convaincus de vendre par des prix attractifs éprouvent une véritable amertume à voir ainsi une nature non domestiquée envahir des terres que leurs aïeux avaient travaillées

De plus, le droit de chasse demeure pour eux un droit inaliénable de la communauté villageoise qui se doit de réguler la prolifération du gibier sur son territoire et de protéger ainsi ses cultures. Les gardes de la réserve doivent donc faire face à de nombreux problèmes de braconnage. Les relations entre gardes et habitants sont tendues. Les habitants surnomment l'un des gardes-chasse « *le shérif* », et reprochent aux fonctionnaires leurs méthodes cavalières et peu respectueuses de l'environnement. Selon des témoignages que j'ai pu recueillir, les gardes de la réserve auraient ainsi écrit en lettres rouges sur les rochers « *interdit au public* ».

La tension est à son comble lorsque, au cours des années 1960 et au début des années 1970, l'ONF et l'ONCFS « font sauter » à l'explosif les anciens chalets d'alpages,

¹⁹⁹ Conseil supérieur de la chasse, *La réserve nationale des Bauges*, 1963.

²⁰⁰ Terme employé notamment par le président du groupement d'intérêt cynégétique des Bauges, cf *l'Echo des Bauges* n° 13, juillet 2003.

pour empêcher d'éventuels braconniers d'y trouver un abri. Une telle agression vis-à-vis de ces chalets construits et maintenus en montagne au prix de tant d'efforts est plus que les paysans ne peuvent en supporter. Les cabanes de l'ONF et de l'ONCFS sont, quant à elles, fermées à double tour. Plusieurs d'entre elles sont incendiées en représailles. La guerre des cabanes dure ainsi une dizaine d'années.

« Pour aller plus loin encore, on fit sauter les chalets qui constituaient, selon les gardes, des repaires à braconniers ; mais la population baujue ne pardonna pas cette atteinte grave à son passé, sa passion, sa peine. Ces chalets étaient construits depuis si longtemps : « la neige et les rochers n'avaient réussi à les arracher ». Ils furent les victimes d'une politique aussi stupide qu'irresponsable. »²⁰¹

Les paysans accusent l'ONF et l'ONCFS de ne pas être capables de gérer le milieu naturel. Selon eux, la prolifération du gibier entraîne en effet des dégâts pour les cultures environnantes mais aussi dans les forêts, car en cas de disette, les animaux broutent les pousses et les bourgeons terminaux à leur portée. Le problème semble bien réel, puisque les gestionnaires de la réserve mènent des études sur la question²⁰². Les mouflons qui ont été introduits dans les années 1950 semblent responsables d'une bonne part de ces dégâts. Agriculteurs et propriétaires forestiers estiment que les gestionnaires de la réserve ne font que laisser s'aggraver la situation, et enragent de ne pouvoir régler le problème eux-mêmes.

Aussi lorsqu'en 1977 éclate chez les chamois de la réserve une épidémie de kérato-conjonctivite qui décime leur population, les chasseurs triomphent, et évoquent la « sanction naturelle » d'une politique irresponsable.

A la suite de cet épisode, l'ONF et l'ONCFS modifient leur mode de gestion de la réserve et commencent à négocier avec les chasseurs qui ont constitué un « Groupement d'intérêt Cynégétique des Bauges ». Peu à peu, les relations se détendent. Les chasseurs participent aux plans d'abattage, c'est-à-dire qu'ils doivent tirer des individus précis (par exemple une femelle chamois de tel âge), et sont consultés sur la gestion de la réserve.

A partir de 2000, dans le cadre du dispositif européen Natura 2000, le Parc entreprend de protéger les pelouses d'altitude, qui sont notamment le lieu de vie du Tétra-Lyre. La démarche de protection initiée par le réseau Natura 2000 diffère sensiblement de celle qui avait présidé à la constitution de la réserve. Il s'agit en effet de préserver la diversité biologique en protégeant des milieux rares en tant qu'habitats d'espèces à sauvegarder. Or, nombre de ces milieux ont en fait été créés par l'action de l'homme, et la présence de ce dernier doit être maintenue pour leur éviter de se dégrader. Il ne s'agit donc désormais plus de créer de vastes réserves au sein desquelles l'homme est totalement absent, mais bien de conserver les milieux existant en l'état, y compris si ceux-ci ont été créés par l'action humaine.

Après bien des négociations, le chargé de mission Natura 2000 du Parc parvient à un

²⁰¹ BOUVET, P., *Bergers et alpages des Bauges*, p 22-23.

²⁰² Un mémoire de l'ONF de 1988 s'interroge ainsi sur les solutions pouvant permettre de limiter ces dégâts. Disponible auprès du groupe « patrimoine de la communauté de communes, dossier G3.

accord avec les gestionnaires de la réserve. Pour empêcher la forêt de reprendre ses droits et maintenir des zones de prairie, il est décidé de reprendre l'exploitation agricole de l'un des alpages, celui de l'Armène. La proposition est lancée chez les agriculteurs, et une famille d'Ecole accepte de louer l'alpage pour y mettre des génisses. C'est donc, timidement, le retour des bêtes dans la réserve, qui s'effectue pendant l'été 2003. Un retour qui semble sceller une réconciliation entre la population locale et les gestionnaires.

Il est aujourd'hui relativement difficile d'obtenir des précisions sur ces différents épisodes. Les habitants des villages concernés se montrent réticents lorsque l'on tente de les interroger sur l'histoire de la réserve, et renvoient le chercheur vers les gardes s'il s'intéresse à ce sujet, se déclarant incompetents. Ce sont les témoins extérieurs, et notamment les premiers néo-ruraux qui évoquent le plus facilement l'époque de « la guerre des cabanes ».

Pendant, certains documents permettent de mieux comprendre la logique qui anime les protagonistes de ces événements.

Des conceptions différentes du monde rural et de la nature

D'un point de vue anthropologique, la nature est une construction sociale. De nombreux travaux, parmi lesquels on peut citer ceux de Philippe Descola²⁰³, montrent qu'il existe une palette quasiment infinie de façons pour l'homme de considérer ses rapports avec le reste du vivant.

Or, les conceptions de la nature et de sa bonne gestion des agriculteurs-chasseurs locaux et des concepteurs-gestionnaires de la réserve sont quasiment opposées et s'appuient sur des représentations très différentes de l'environnement naturel.

La logique qui préside à la création de réserves naturelles suppose une nature fragile, qui risque de se dégrader sous l'action de l'homme. C'est pourquoi il convient de créer des zones de protection dans lesquels les populations d'animaux et de végétaux pourront se développer en toute quiétude. Les gestionnaires passés et présents de la réserve se situent donc dans un courant de pensée fondé sur l'idée que la nature est ce qui n'a pas été modifié par l'homme, ce qui ne dépend pas de lui. L'homme en est l'élément perturbateur, qu'il s'agisse des populations locales qui la détruisent par une chasse et une exploitation trop intensive ou des touristes qui affluent en trop grand nombre.

Cela nous renvoie au travail de Jean-Louis Fabiani sur l'histoire de l'écologie comme science²⁰⁴. Celui-ci montre que la distinction de la nature et de la société humaine est au fondement de la constitution d'une définition savante de la nature. Alors que la science devait au départ permettre la maîtrise de l'homme sur la nature, l'idée qu'il faut maintenir en l'état l'objet de recherche s'impose au cours du XXème siècle, et débouche sur la

²⁰³ DESCOLA, Philippe, 2001, *Anthropologie de la nature*, Leçon inaugurale au Collège de France, Collège de France.

²⁰⁴ Fabiani, Jean-Louis, 1985, « Science des écosystèmes et protection de la nature », in : Cadoret, A. (Dir), *Protection de la nature, Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, Paris, L'Harmattan, pp. 75-93.

constitution de réserves. Petit à petit se diffuse l'idée que seule la suppression de l'activité humaine peut permettre à la nature d'atteindre sa plénitude. Il s'agit donc en quelque sorte d'extraire une nature « pure », non transformée. Le retrait de l'homme devient condition du progrès de la nature, et l'action humaine est associée à la régression, les hommes étant perçus avant tout comme des « trouble-fêtes ».

Par ailleurs, si lors de la création de la réserve, on évoque avant tout l'intérêt des chasseurs pour lesquels il convient de préserver le gibier, un autre groupe de population apparaît assez rapidement dans les débats. Ce sont les randonneurs, citadins et touristes en quête de nature qui viennent chercher dans la réserve une forme de ressourcement. Dès 1967 un article du *Dauphiné Libéré* consacré à la réserve les mentionne, pour les avertir de leurs devoirs :

« Il est grand temps que les gens des villes qui viennent trop nombreux actuellement et c'est indispensable pour leur santé mentale et physique, dans une nature qui n'a pas été aménagée pour les recevoir comprennent qu'ils doivent être des conservateurs et non des destructeurs »²⁰⁵

En 1977 un dépliant édité par l'ONF et l'ONCFS et intitulé « Conseils aux touristes » explique que les habitants des grandes villes alentour « *cherchent de plus en plus à fuir dès qu'ils le peuvent leur univers quotidien trop animé, trop concentré pour aller chercher ailleurs le calme, la tranquillité, l'espace. Ils portent notamment un intérêt croissant aux "zones protégées"* ».

Dans ce document, l'univers quotidien, c'est-à-dire la ville « trop animé[e] » est manifestement conçue comme lieu de l'activité, tandis que la campagne est le lieu du « calme » et de la « tranquillité »²⁰⁶. Elle est donc le lieu du repos, et d'une certaine forme d'harmonie naturelle, qui manquerait à l'homme des villes, prisonnier de la course frénétique du Progrès.

Mais la vision du rapport hommes-nature des agriculteurs et chasseurs locaux est toute autre. Un bon aperçu en est donné par un article tiré de *Vivre en Bauges*, le journal local, de l'été 2002, dont l'auteur est une habitante d'Ecole. Si celui-ci n'est sans doute pas représentatif de l'opinion de l'ensemble des habitants natifs des Bauges, il a du moins le mérite de mettre à jour un certain nombre de thématiques.

« L'histoire se passe dans un pays où les animaux et les plantes vivent ensemble. Un jour, les arbres de la forêt voient leur écorce arrachée par les cerfs et les chevreuils qui s'ébrouent autour d'eux et frottent leurs bois jusqu'à entamer l'intégralité de la protection naturelle des arbres, qui souffrent, perdent leur sève, ce qui attirera la vermine et fera souffrir leur feuillage. Criant contre ces animaux en liberté, ils s'entendent répondre « vous n'avez qu'à... ne pas être là »... ! Les arbres, agressés et souffrants sont de surcroît culpabilisés, eux si fiers de

²⁰⁵ *Dauphiné Libéré* du vendredi 9 novembre 1967.

²⁰⁶ Cela nous renvoie à un problème bien actuel des représentations du territoire, qui s'est récemment concrétisé dans les difficultés à trouver un slogan pour le massif. L'agence de communication engagée par le Parc proposait « *Loi du bruit, près de la vie* », mais les acteurs socioprofessionnels ont massivement rejeté ce slogan, estimant qu'il donnait une image somme toute négative d'une campagne sans activité. Voir à ce sujet chapitre IV, partie 4.

maîtriser le sol et d'assainir l'air des hommes. L'homme qui planta ces arbres s'émeut et va trouver les chasseurs pour leur demander de limiter la prolifération de cette gente malfaisante qui détériore la nature et le patrimoine des villageois. D'accord ! On ira... Autrefois c'était ainsi, mais de nos jours ? L'histoire qui se passe de nos jours défie toute capacité humaine de résoudre un problème de la vie courante, parce que : - Des hommes possèdent des parcelles en forêt, et ont droit au fruit de leur dur et long travail après plusieurs décennies. - Des hommes aiment voir gambader sur les montagnes et les chemins, ces animaux sauvages qui vivent dans nos forêts et s'en nourrissent. - Des hommes régulent la prolifération de nos animaux, qui, en trop grand nombre, deviennent des parasites de la nature et du travail des hommes. - D'autres hommes, qui ont fait quelques études dans les livres et veulent « en imposer » et diriger ceux du cru qui, pourtant, savent de quoi ils parlent lorsqu'ils font un plan régulateur dans un village, pour un secteur. Et voilà pourquoi, les villageois verront leur travail ancestral, brouté, abîmé, par les animaux dans une région. Moralité de cette histoire : les catégories d'hommes qui sont spoliés dans leur bien et dans leur activité, se disputent entre eux... Mais versent ensemble leurs impôts pour payer la catégorie qui a pour fonction de nuire aux uns comme aux autres... Nous sommes loin du temps où les maquisards, dans nos forêts, se nourrissaient de sa faune. Pour faire cesser cette situation mise en place pour nuire aux autochtones... Que feriez-vous ? écrivez-nous. - La jalousie voudrait urbaniser les campagnes : tout le monde pareil ! - L'« envie » voudrait que la campagne, la nature soient à tout le monde, qu'il n'y ait plus de propriétaires ! ... - La « Crédulité » et l'« Apathie » vont payer, car... - A dictature de l'argent, fascinée par les subventions possibles s'immisce en chef de corvée pour contraindre les propriétaires à obéir à certaines disciplines d'enseignement universitaire (éthologie- botanique, -etc. –etc.) Serait-ce de la fiction ? »

Ce texte, dont l'auteur s'élève contre les dégâts commis dans les forêts privées par les animaux aux alentours de la réserve, nous éclaire sur le fossé qui sépare la conception de la nature des villageois et celle qui préside à la politique de la réserve.

Il débute par la description d'un monde idéal, dans lequel tout déséquilibre est facilement contenu et réparé. Le déséquilibre, en l'occurrence, est la prolifération anormale du gibier qui détériore les arbres, rapidement corrigée par les chasseurs. Ce passage entraîne deux remarques sur les représentations de la nature qu'il véhicule.

Tout d'abord, de ce point de vue, la nature ne s'autorégule pas. Elle n'est pas considérée comme un lieu d'harmonie, mais au contraire comme le lieu où la loi du plus fort est susceptible de s'exprimer dans tous ses excès. L'auteur décrit les arbres comme des êtres utiles « fiers de maîtriser le sol et d'assainir l'air des hommes », victimes injustement agressées, et les animaux comme une « gente malfaisante ». Cette terminologie nous renvoie aux « nuisibles », c'est-à-dire aux animaux jugés dangereux ou malsains que l'on a exterminés pendant des siècles. La notion est aujourd'hui contestée par les écologistes pour lesquels aucun animal n'est nuisible en tant que tel, ce qui scandalise les chasseurs.

Ensuite, dans ce monde cruel, l'homme a le devoir de jouer le rôle de régulateur, car les animaux s'attaquent à la fois à « la nature » et au « patrimoine des villageois ». Ils mettent donc en péril l'ordre naturel, mais aussi l'ordre social et culturel, ce qui justifie

l'intervention humaine. L'homme est ici considéré comme le gardien de l'édifice, dans la tradition chrétienne de la Création. Nous sommes donc en présence d'une conception du monde anthropocentrée, au sein de laquelle l'univers s'organise autour de l'homme²⁰⁷.

Face à ce monde bien réglé et juste, l'auteur oppose « *l'histoire qui se passe de nos jours* » et son absurdité. Elle décrit trois catégories d'hommes qui pourraient selon elle vivre en harmonie : les propriétaires forestiers, les randonneurs « *qui aiment voir gambader sur les montagnes et les chemins ces animaux sauvages* », et les chasseurs. Mais une quatrième catégorie apparaît, ceux « *qui ont fait quelques études dans les livres et veulent "en imposer"* ». Ceux-ci ne reconnaissent pas le savoir faire des « *gens du cru qui, pourtant, savent de quoi ils parlent lorsqu'ils font un plan régulateur dans un village* ». Le savoir universitaire, supposé rapidement acquis dans les livres et très abstrait, est ici opposé au savoir acquis depuis des siècles par les villageois sur le terrain.

On voit aussi surgir les thèmes récurrents dans le monde rural de l'emprise des technocrates, eux-mêmes réduits au rang de nuisibles (« *la catégorie qui a pour fonction de nuire aux uns comme aux autres* »), et de l'Etat, qui oblige à payer l'impôt.

Dans la dernière partie, l'auteur nous livre son analyse de la situation : elle évoque la jalousie et l'envie qui voudraient « *urbaniser les campagnes* », et spolier les « *propriétaires* » de « *la montagne* » et « *la nature* ». On en peut plus nettement décrire le sentiment de dépossession qu'éprouvent actuellement certains des habitants issus du monde paysan vis-à-vis des espaces montagnards qui les entourent. Ceux-ci étaient pour eux le lieu et l'objet du travail de leurs parents et aïeux, qui les géraient sans en référer à personne. Désormais, d'autres populations s'emparent littéralement de ces espaces, et les agriculteurs doivent assister impuissants à ce qu'ils considèrent comme leur dégradation. L'expression « *Urbaniser les campagnes* » évoque une domination culturelle venue de l'extérieur, une quasi-colonisation, et l'angoisse de perdre sa spécificité.

On voit surgir dans le dernier paragraphe la « *dictature de l'argent* », qui peut sembler une référence à la société de consommation actuelle. Il s'agit ici de s'attaquer aux subventions, sans doute venues de l'Etat, qui faussent les règles du jeu, en accordant des aides aux propriétaires qui respectent certaines normes environnementales. Pour l'auteur, cela revient à se soumettre à des « *disciplines d'enseignement universitaire* ». Les disciplines citées (« *éthologie, botanique, -etc.-etc.* ») renvoient évidemment à l'ennemi déclaré : les écologistes. Les références scientifiques de ces derniers ne sont pas reconnues par les tenants de la conception anthropocentrée du monde, qui y voient l'expression d'une vision urbaine de la nature. L'impression de contrainte qui se dégage (cf le vocable « *corvée* ») va jusqu'à suggérer la manipulation, le complot de différentes institutions, visant à obliger les paysans à « *obéir* » à des idéologies venues de la ville. De manière générale, ceux qui ont fait « *quelque études* » prennent donc le pouvoir dans le monde rural, au détriment des gens du cru et de leurs savoirs. Le monde décrit semble absurde, régi par la logique du profit.

Nous voyons bien que pour les agriculteurs-chasseurs, monde social et monde naturel sont indissociablement liés. Le monde est et doit demeurer un monde anthropisé,

²⁰⁷ C'est aussi ce que montre Isabelle MAUZ avec ses travaux sur la Vanoise, cf MAUZ, Isabelle, 2002, « La conception de la juste place des animaux dans les Alpes françaises », *Espace et société*, L'harmattan, CNRS, n° 110-111, n° 3-4 / 2002, pp. 129-145.

dans lequel l'homme contribue à la création et à l'entretien des paysages : champs, prairies, forêts, pâturages d'altitude. La nature, ou plutôt le monde sauvage est perçu comme une entité forte, envahissante, qui doit être régulée par l'homme, faute de quoi elle se répand de façon anarchique, au détriment de certaines espèces, comme en témoigne la multiplication des chamois, ou l'inquiétante progression des buissons d' « arcosse » (aulne vert) dans les alpages abandonnés.

Le retrait de l'homme n'entraîne pas seulement un envahissement du monde par le sauvage, il est la cause d'une dégénérescence de celui-ci. Isabelle Mauz montre bien dans son étude sur les rapports hommes-animaux dans le Parc national de la Vanoise²⁰⁸ que dans la conception des chasseurs, une espèce sauvage doit être pourchassée pour demeurer en bonne santé, et conserver un comportement conforme à ce qu'elle est. Si elle n'est pas traquée, elle dégénère, comme c'est le cas, selon les chasseurs de la Vanoise, des bouquetins, qui se rapprochent de plus en plus des habitations, alors que leur statut de bêtes sauvages devrait normalement les maintenir aux confins de la commune, dans la montagne. Dans le texte ci-dessus, les animaux de la forêt deviennent agressifs, « méchants » vis-à-vis des arbres. La chasse préserve donc un équilibre jugé sain, bénéfique pour tous les êtres vivants, qu'une protection excessive réduit à néant.

Le monde décrit par les agriculteurs-chasseurs est donc un monde dans lequel l'homme joue le rôle indispensable de régulateur. Or, les populations paysannes voient avec désespoir les paysages se transformer, les buissons gagner les alpages travaillés pendant tant d'années : la nature leur paraît aujourd'hui puissante, conquérante, presque « mangeuse d'hommes ». Tous les agriculteurs des Bauges-Devant évoquent avec nostalgie le temps où l'« *on fanait jusque sous les rochers, et sur les rochers aussi. C'était tout pillé, mais alors pillé, à une bûche*²⁰⁹ *près, hein ?* ».

Quant au silence qui succède à l'animation des troupeaux d'autrefois, ce fameux silence recherché par les randonneurs, il leur paraît anormal, signe de mort. Un ancien berger, dans un mémoire consacré aux alpages des Bauges, écrit ainsi dans le paragraphe consacré à « *la réserve de chasse et sa politique* » :

« Dès lors, la politique de la réserve de chasse fut de ne laisser subsister en ces endroits que chamois, mouflons, tétras-lyres et autres animaux de montagne. C'est pourquoi les alpages ne furent plus égayés par les « sonnettes » et le silence succéda à leur chant. »²¹⁰

La réserve devient alors le symbole d'un monde qui bascule, dans lequel le milieu et les plantes changent. C'est un monde triste et sans vie, dans lequel l'homme n'a pas sa place.

La rancœur des habitants des villages alentour est donc longtemps restée vivace vis-à-vis des promoteurs de la réserve et plus généralement d'un groupe composé de techniciens ayant fait des études supérieures, qui semblent leur imposer leur vision de la

²⁰⁸ MAUZ, I., « La conception de la juste place des animaux... »

²⁰⁹ Bûche signifie en patois brin, tige d'herbe.

²¹⁰ BOUVET, P., *Bergers et alpages dans les Bauges*.

nature.

La Maison faune-flore

La vieille hostilité à la réserve est donc en toile de fond lorsqu'il est question de construire la Maison faune-flore à Ecole.

Le Parc naturel régional commet alors une maladresse qui contribue à raviver les tensions. Le bâtiment est construit en partenariat avec la commune, l'ONF et l'ONCFS, et l'emplacement choisi est au centre du village, à la place d'une ancienne maison dite maison « Laurent Guy ». Or, la destruction de cette maison, remplacée par un bâtiment neuf, plus facile à mettre en conformité aux normes d'accueil du public, est très controversée.

« Les gens du Parc, on les citera pas, ils ont fait un faux pas avec la maison d'Ecole, parce que tous les gens sensés sont outrés du procédé. Bon ils sont pas les premiers coupables, ils étaient pas tout seuls, il y avait quand même la commune qui était dedans, il y avait l'équipement, il y avait tout ça. Parce que détruire une maison du XVIIIème siècle pour en faire une nouvelle à la place, alors là, c'est quand même un peu fort. Et une des plus belles des Bauges, en plus ! Qu'on fasse une maison récente là où y a rien, ça c'est normal, c'est la vie du monde, bon il y a des gens qui doutent de ça, il y a rien à dire, hein ? Mais aller planter ça là-bas au milieu de ce village d'Ecole. [...] Ils sont plus crédibles à vouloir parler de conserver quand ils ont eux participé à cette démolition. »

Cette dernière phrase vise précisément le travail du Parc sur la chartreuse d'Aillon. Nous avons vu que l'action du Parc sur ce monument était critiquée : beaucoup d'acteurs font ainsi le rapprochement entre sa sauvegarde qui semble tenir très à cœur à certains acteurs et la destruction de la maison d'Ecole, reprochant au Parc le manque de cohérence de sa politique de conservation du bâti. Ils insistent sur la brutalité des destructeurs, leur insensibilité à la beauté des choses anciennes, et retournent finalement le discours patrimonial contre ceux qui le portent habituellement, les accusant à leur tour de vandalisme²¹¹.

« On démolit pas une maison comme ça et puis c'est tout. Y'a même pas à discuter. Surtout qu'il y avait des caves voûtées, quelque-chose de fabuleux, l'escalier tournant qui descendait, deux caves au même niveau, une grande, bien plus importante, beaucoup plus bas. Bon, c'était une maison d'une douzaine de pièces, et intacte, attention, hein ? Décors du XVIIIème siècle dans certaines pièces[...] Donc tout ce qui devait se conserver, ça a été massacré avant les élections. Y'a même une fenêtre à meneaux qui d'après la tradition, venait de Bellevaux, ils l'ont cassée en démolissant, à coup de bull. »

Outre l'argument patrimonial, il existe aussi, me semble-t-il, un autre élément qui joue de façon plus ou moins claire contre la destruction-reconstruction de la maison d'Ecole. Cet élément, relatif à la mémoire du village, est souvent évoqué par les personnes âgées, et sa forte présence dans les esprits m'amène à supposer qu'il n'est pas totalement étranger à la réaction négative des habitants les plus âgés d'Ecole vis-à-vis de la Maison

²¹¹ Tout comme la famille qui habitait la chartreuse d'Aillon est accusée de vandalisme, cf infra.

faune-flore. Il s'agit de l'histoire d'Ecole pendant la Seconde Guerre Mondiale, qui constitue encore près de 60 ans après les faits une mémoire vive, voire à vif.

Le 6 juillet 1944, les troupes allemandes d'occupation, venues en Bauges pour réprimer la résistance fusillent 11 habitants d'Ecole parmi lesquels le maire sur la place du village, en présence de tous les hommes âgés de plus de 16 ans. Puis, les nazis mettent le feu aux maisons et se postent aux alentours pour empêcher quiconque de porter du secours, avant de se retirer finalement une fois le village en flamme²¹².

La maison qui a été rasée pour faire place à la maison faune-flore faisait donc partie du quartier d'Ecole rescapé de l'incendie. Le mécontentement des habitants d'Ecole lors de sa destruction, s'il se serait sans doute manifesté même sans cette circonstance, est probablement aggravé par le fait que les maisons anciennes du village ont d'autant plus de valeur qu'elles sont les rescapées d'une destruction brutale massive. L'élimination d'un élément du bâti ancien pour reconstruire du neuf dans un village n'ayant pas subi un tel événement aurait peut-être suscité moins de protestations.

De plus, la maison en question est située en plein centre d'Ecole, à côté de la mairie et en face de l'église et du monument aux morts, précisément sur la place où se sont déroulés ces faits tragiques. Ce lieu est donc à tout point de vue le centre historique d'Ecole et rassemble les différents symboles de la communauté et de sa mémoire : la mairie, l'église, le monument au mort de la première guerre mondiale, et la plaque commémorant les événements de 1944. Aussi, l'érection, précisément sur cette place, d'une maison du Parc consacrée à la faune et à la flore et renvoyant explicitement à la réserve est le symbole de l'arrivée au cœur de l'espace villageois de nouvelles valeurs. La destruction-reconstruction de la maison peut être perçue par les habitants comme la métaphore du traitement violent fait à la culture paysanne locale.

²¹² De nombreux récits de cet événement existent. Je me fonde ici en particulier sur celui Père Henri Féjoz, alors curé du village, qui est disponible dans les archives du groupe « histoire et patrimoine » de la Communauté de Communes. »



Illustration 10 : Entre l'église, la mairie et le monument aux morts, la maison Faune-Flore

D'autant que les habitants de souche de cette partie des Bauges, les « Bauges-Devant » se sentent particulièrement déshérités. Cette zone est longtemps demeurée la région la plus prospère des Bauges. Les habitants pratiquaient la polyactivité dans de grandes exploitations qui faisaient vivre des familles d'une dizaine de personnes comprenant de nombreux oncles et tantes célibataires. Ils possédaient des alpages en montagne et des vignes dans la vallée. Leur proximité avec le col du Frêne, qui fut longtemps la plus importante voie d'accès en Bauges, et des grandes voies de communication de la Combe de Savoie leur a sans doute valu le nom de Bauges-Devant²¹³. Cette partie du massif était jugée plus facile d'accès, moins reculée. Lorsque la déprise commença à se faire sentir, elles demeurèrent plus agricoles que les Bauges-Derrière qui, plus fragiles, ne tardèrent pas à se reconverter. Ces dernières se lancèrent assez tôt dans le tourisme, avec l'ouverture de la station d'Aillon-le-Jeune dès 1965, la construction de la base de loisirs de Lescheraines. Aussi, la chute de la population y fut-elle finalement moins importante. Par ailleurs, dès la fin des années 1980, de nombreux néo-ruraux s'installèrent dans les Bauges-Derrière, jugées plus ouvertes et plus proches d'Annecy et d'Aix-les-Bains. Or, la population des villages de Bauges-Devant – à l'exception notable de Jarsy dont le maire, lui même néo-rural mit en œuvre une politique d'accueil de nouvelles populations - continua de diminuer jusqu'à aujourd'hui. Le départ des habitants prit des proportions dramatiques pour certains

²¹³ Cf PALISSE, Marianne, 2000, *Bauju ou non-Bauju ? Histoire, territoire et revendications identitaires dans le massif des Bauges, Savoie*, mémoire de DEA d'anthropologie, Université Lyon II.

villages comme Doucy dont la majorité des maisons appartient aujourd'hui à des résidents secondaires. Celui-ci offre donc la majeure partie de l'année l'aspect d'un village quasi fantôme, aux volets fermés.

Les habitants des Bauges-Devant se sentent donc quelque peu oubliés des pouvoirs publics. Alors que les Bauges-Derrière, qui possèdent déjà les stations, font l'objet d'un programme ambitieux avec la restauration de la chartreuse d'Aillon, le patrimoine culturel semble presque oublié en Bauges-Devant. Le village de la Compote a bien ses visites guidées, encadrées par les guides du patrimoine de la FACIM²¹⁴. Mais ni l'ancien monastère de Bellevaux, ni les souvenirs de la vie paysanne ne font l'objet de grands programmes de valorisation. Malgré les déclarations d'intention, l'atelier de mécanique de la Compote et les grangettes continuent pour le moment à se dégrader. Cet « oubli » est régulièrement rappelé par des articles plus ou moins véhéments dans *Vivre en Bauges*. Des habitants des Bauges-Devant demandent en substance pourquoi tant de moyens sont consacrés à la chartreuse d'Aillon alors que rien n'est fait pour les restes du monastère de Bellevaux. La réponse à cette question est pourtant relativement logique : parce qu'il existe un bâtiment de la chartreuse relativement bien conservé tandis que rien ne subsiste de Bellevaux. Mais cette explication, pour rationnelle qu'elle soit, ne suffit pas à endiguer un certain sentiment de détresse des populations locales. De leur point de vue, alors que les projets de développement des Bauges-Derrière sont axés sur le tourisme et la valorisation d'un patrimoine humain, la plus importante opération de patrimonialisation des Bauges-devant concerne la réserve naturelle, c'est-à-dire la nature sauvage et non soumise à l'action de l'homme, qui est pour les populations paysannes le symbole même de leur recul et de leur échec.

La maison faune-flore et les néo-ruraux

Cependant, si la réserve est un sujet sensible pour les populations locales, les néo-ruraux sont quant à eux très fiers d'habiter non loin de cet espace sauvage et préservé à partir duquel, précise-t-on souvent, les chamois ont été réintroduits en Vanoise. Tous vont y faire des randonnées de temps en temps et y emmènent leurs parents et amis en visite, même s'ils habitent relativement loin et qu'il existe des montagnes plus proches. Les accompagnateurs en moyenne montagne parlent avec une certaine émotion de cet espace où ils aiment emmener leurs clients lorsqu'ils souhaitent leur faire découvrir des paysages grandioses et sauvages et leur permettre d'apercevoir des animaux sauvages. La réserve fait donc figure à leurs yeux de territoire d'exception, de lieu presque mythique dans lequel la nature se déploie dans toute sa beauté.

La première génération de néo-ruraux, dès les années 1970, s'intéresse à cet espace et se désole de l'hostilité manifestée par la population locale. Les associations qu'ils ont créées, marquées par le mouvement d'éducation à l'environnement, cherchent donc des moyens de réconcilier la population locale avec le dispositif. On retrouve notamment la trace de cet intérêt dans les archives de l'association les Amis des Bauges. Dans un compte-rendu de réunion consacrée à la Réserve et daté de septembre 1981, les

²¹⁴ Fondation pour l'action culturelle Internationale en Montagne.

participants, tout en reconnaissant l'intérêt de la réserve qui préserve dans un site un « *biotope de moyenne montagne* » et qui est un élément majeur de l' « *image de marque des Bauges* », constatent que « *la gestion de la Réserve Nationale a opéré une coupure entre ce territoire et les habitants* », coupure de nature « *culturelle et sociale* ». Ils évoquent la nécessité de « *manifester une position baujue spécifique* » qui soit celle à la fois des élus et des associations, et de « *repandre l'initiative et le contrôle des opérations* ». On parle aussi lors de cette réunion de « *réconciliation* », et l'on propose d' « *intégrer la zone au développement local* ».

Le vocabulaire employé montre bien que les habitants des Bauges ont alors l'impression que le destin de la zone échappe aux élus et habitants, et qu'elle est contrôlée uniquement par les administrations. Le territoire de la réserve fait un peu figure d'entité extérieure, non intégrée à la vie locale, et ne participant pas comme il le pourrait à son développement économique.

Aussi, dès les années 1980, l'association les Amis des Bauges monte le projet d'un musée de la faune et de la flore, à Ecole, qui serait un outil d'éducation à l'environnement et permettrait de mieux comprendre les enjeux de la réserve ²¹⁵. Les membres de l'association avaient envisagé le rachat d'une maison du village par la mairie et avaient commencé à réfléchir à la muséographie. Un dossier présentant le projet avait même été conçu, avec l'aide de stagiaires. Celui-ci n'a pas été mené à terme, sans doute par manque de financements. Aussi, lorsque l'association pour la création du Parc est créée, les Amis des Bauges lui transmettent le dossier.

La parenté entre ce projet et celui de la maison faune-flore réalisée par le Parc est évidente. Or, lorsque l'équipe du Parc mène finalement le projet à bien entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, elle ne mentionne nullement l'existence du projet antérieur des Amis des Bauges ²¹⁶. Le projet est simplement présenté comme celui d'une « maison du Parc », un concept existant dans de nombreux PNR français.

Interrogée sur ce sujet, une des responsables des Amis des Bauges m'avoua être assez amère sur la question, d'autant que selon elle, le Parc n'avait pas invité officiellement les Amis des Bauges à l'inauguration, en juin 2002. La maison faune-flore est donc un de ces projets qui cristallisent le sentiment, pour une partie des néo-ruraux, que leur travail et leurs initiatives ne sont pas pris en compte.

Une maison consacrée au « patrimoine naturel »

Intéressons-nous maintenant au contenu du bâtiment finalement réalisé. Celui-ci ne comporte qu'un étage d'exposition au rez-de chaussée, le reste de la maison accueillant

²¹⁵ J'ai découvert les plans du projet dans un carton d'archives des Amis des Bauges, au siège de l'association, au Châtelard.

²¹⁶ Présente moi-même au Parc entre septembre 1999 et janvier 2002, à l'époque où la maison était en chantier et où l'on préparait son ouverture, je n'ai jamais entendu mentionner par qui que ce soit l'existence du projet des Amis des Bauges. Apparemment, la plupart des chargés de mission ignoraient totalement son existence. Ma surprise fut donc totale lorsque je découvris les plans d'un musée de la faune et de la flore dans un carton d'archive de l'association.

des bureaux de l'ONF, de l'ONCFS et de la réserve, et des appartements pour les stagiaires du Parc. L'exposition permanente est donc assez réduite puisqu'une bonne partie du rez-de-chaussée est en fait occupé par une banque d'accueil et une boutique. Elle est constituée par un ensemble de maquettes représentant le territoire du Parc et par de petits jeux ayant pour but de faire découvrir de manière ludique différentes espèces animales et végétales habitant le massif. La maison faune-flore étant une maison du Parc elle doit renvoyer au territoire de l'ensemble du massif. Aussi, dans cet espace assez réduit, il a fallu représenter non seulement la faune et la flore de la partie montagneuse du massif, mais aussi celle des périphéries accueillant des vignes ou encore le bord du lac d'Annecy. La mise en scène des différentes espèces animales et végétales se fait sous forme de petites anecdotes. On apprend à distinguer un sapin d'un épicéa, pourquoi les limaces sont de couleurs sombres ou encore pourquoi certains papillons ne peuvent voler qu'au soleil. Le discours est assez peu approfondi et ne comporte pas réellement de fil directeur.

Le tout est complété par un film d'une demi-heure. Celui-ci nous propose une « balade en zig-zag » dans le massif accompagnée par un naturaliste-randonneur. Le film nous montre des plans longs accompagnés de musique sur des paysages, sur des animaux et des plantes. Le naturaliste nous invite à la contemplation de la nature qui, dit-il, est partout, dans le moindre brin d'herbe, et qu'il faut savoir découvrir. Il affirme aussi que l'homme est derrière tous les paysages, et cite les agriculteurs et les bûcherons qui entretiennent la forêt. Lorsqu'en arrivant sur le plateau, il évoque les Baujus, ceux-ci apparaissent à l'écran sous la forme successivement d'un vieux monsieur en béret en train de faire son jardin et d'un agriculteur assez âgé à bord d'un tracteur d'un modèle particulièrement ancien.

Le jardin de la maison accueille des expositions temporaires, sur des thèmes comme les abeilles, ou les chamois, cette fois davantage approfondis. L'exposition sur les chamois aborde la question des rapports entre l'administration de la réserve et les chasseurs par l'intermédiaire du calcul du nombre d'individus de chaque sexe à abattre lors des plans de chasse.

Cependant, si l'on excepte cette exposition temporaire, plus dynamique, l'exposition permanente et le film ont manifestement pour but de projeter le visiteur dans une autre dimension, celle de la nature. Ce faisant, ils ont tendance à véhiculer l'image d'un massif hors du temps, avec ses paysages, ses espèces animales et végétales présentes depuis des temps immémoriaux qu'il faut savoir apprécier et protéger.

La maison faune-flore survole donc de très loin les conflits du temps présent autour des conceptions de la nature ou de la reconnaissance des acteurs locaux. Elle renvoie à un temps long et quelque peu mythique : la population des Bauges d'aujourd'hui ne ressemble pas beaucoup aux deux vieux messieurs qui apparaissent dans le film. Le ton extrêmement paisible du discours de l'exposition, qui se veut tourné vers des valeurs éternelles contraste étrangement avec le caractère passionnel des débats qui ont entouré et entourent encore la question de la réserve et plus généralement du rapport à la nature

Au travers des mouvements d'humeur de supposés « râleurs » vis-à-vis de la maison faune-flore et plus généralement de la gestion de la nature s'expriment donc des

conceptions différentes du territoire et la manière dont il doit être géré. Les populations paysannes s'inquiètent de voir la nature gagner du terrain au détriment des activités économiques et agricoles, et craignent que le territoire de leurs communes ne soit transformé en terrain de jeu pour citadins en mal de nature au détriment des aspirations des habitants. Elles ont aussi l'impression que leur histoire et leur travail ne sont pas suffisamment reconnus.

Quant aux populations néo-rurales, tout en s'intéressant à la nature, elles sont préoccupées par des problèmes liés à la vie locale, tels que les incompréhensions qui peuvent exister entre populations de cultures différentes, et s'efforcent de les résoudre. Aussi, si elles sont à l'origine de l'idée du musée, celui-ci avait d'abord pour but dans leur esprit de réconcilier les populations des Bauges autour d'un patrimoine commun. Mais en reprenant l'idée de maison faune-flore qui était celle des Amis des Bauges, le Parc a légèrement modifié le projet. Le contenu du dispositif n'a pas d'abord pour but de permettre aux habitants de dialoguer au sujet de la réserve. La nature y est présentée comme une réalité immuable offerte aux visiteurs, ce qui ne permet pas vraiment aux Bajus de « *reprendre l'initiative et le contrôle des opérations* ». Conflits et résistances sont oubliés, passés sous silence.

Aujourd'hui, les tensions semblent cependant s'apaiser. Tout un programme de conférences et de randonnées est mis en place chaque été autour de la maison faune-flore, et des intervenants différents se succèdent - gardes forestiers, érudits locaux, accompagnateurs en moyenne montagne... Ces manifestations remportent un certain succès, et les différents groupes se réapproprient ainsi la maison. Par ailleurs, lorsque la famille d'agriculteurs ayant accepté de tenter l'expérience a investi pour la première fois l'alpage de l'Armène, durant l'été 2003, les jeunes de la famille, plus proches des valeurs écologistes, étaient manifestement très heureux de monter en alpage dans ce territoire d'exception qu'était pour eux la réserve. Les chamois furent longuement observés à la jumelle. La réserve deviendrait-elle finalement un élément de ralliement des populations ?

Il n'en demeure pas moins qu'un hiatus demeure entre d'une part le discours célébrant la faune et la flore présent au sein de la maison et d'autre part les nombreuses controverses que suscite encore aujourd'hui la question des rapports au vivant sur le territoire. En mettant l'accent sur le thème de la nature, le discours tenu ici par le Parc semble vouloir se situer au-delà des conflits, dans un ailleurs où règne une forme d'harmonie.

4. La patrimonialisation du « cœur du massif »

Le territoire du canton du Châtelard, traditionnellement appelé Bauges et désigné par le Parc naturel régional comme le « cœur du massif », fait l'objet d'un processus de mise en valeur tout à fait particulier. Il est en effet sur-représenté dans l'imagerie visant à faire connaître l'ensemble du massif, ce qui met en évidence l'ambiguïté de l'utilisation du mot Bauges pour désigner ce dernier.

Ce territoire, où j'ai effectué mon travail de terrain, est aussi un lieu qui a sa dynamique propre. Circonscription politique fortement identifiée, il est le périmètre d'action dans lequel s'inscrivent de nombreuses associations, dont certaines ont pour objectif le développement local. Sa population augmente fortement depuis une quinzaine d'années, suite à l'arrivée de nombreux néo-ruraux, qui cherchent souvent à y exercer activement leur citoyenneté. Il est un « territoire-arène » dans lequel se confrontent différents groupes d'acteurs, comme nous avons pu le voir avec les exemples de la chartreuse, de la tome et de la réserve.

Après nous être intéressés à l'histoire récente de ce territoire au sein du Parc, et avoir montré pourquoi il était un enjeu important dans la politique de communication de ce dernier, nous verrons en quoi sa patrimonialisation est matière à conflit. En s'appliquant à donner de lui une certaine image, les institutions s'engagent finalement sur son avenir et son éventuel développement. Or, les projets qui se dégagent ne correspondent de toute évidence pas à ce qu'attend la population.

Ambiguïté du langage

Comme nous l'avons montré précédemment, le terme Bauges peut désigner au moins trois territoires différents²¹⁷. Celui de la vallée des Bauges, qui constitue le canton du Châtelard et compte 14 communes, celui du massif, géographiquement délimité par le relief, et enfin celui du Parc, qui compte 58 communes.

Il est parfois possible de comprendre de quel territoire parle notre interlocuteur à condition de savoir qui parle et dans quel contexte. Ainsi, lorsqu'un habitant du canton du Châtelard parle des « Bauges », il désigne bien évidemment la vallée qu'il habite. Par contre, lorsqu'un habitant des villes alentours parle de randonnée dans les « Bauges », il désigne quant à lui le massif, et la randonnée peut avoir lieu sur un des versants de la montagne qui ne fait pas partie des Bauges traditionnelles.

Du côté des salariés et des élus du Parc, pour éviter toute confusion, on préfère parler du *Parc* ou du *massif* pour désigner le territoire du Parc. L'association qui a oeuvré pour la constitution du Parc portait le nom d'*Association pour la création du Parc des Bauges*, mais au moment où celui-ci a effectivement accédé à une existence juridique, pour lever l'ambiguïté et bien signifier que le dispositif était destiné à un territoire plus large que la seule vallée, le nom entériné dans la charte a été : « *Parc naturel régional du massif des Bauges* ». Depuis, différents dispositifs langagiers ont été mis en place pour éviter les confusions. Les différents documents édités par le Parc, et notamment la série « chemins du patrimoine », expliquent que ce dernier est constitué de plusieurs petites régions, comme le plateau de la Leysse, la vallée du Laudon, la Combe de Savoie et désignent la région centrale comme le « cœur des Bauges » ou « cœur du massif ». Ce terme de « cœur » révèle la position centrale, voire vitale de ce territoire au sein du Parc.

²¹⁷ Nous ne nous arrêtons pas sur d'autres délimitations territoriales possible comme celle introduite, par exemple, par la zone d'AOC de la tome des Bauges.

Un territoire devenu attirant...

Le « cœur du massif », nous l'avons vu, a longtemps été considéré comme une zone particulièrement reculée et difficile à vivre. Cette image est devenue particulièrement oppressante lors de la déprise agricole, au point que les habitants de cette zone pensaient que tout espoir de développement était illusoire, et que le pays allait peu à peu se vider de sa population. Aussi, c'est par un étonnant retournement de situation que l'enclavement de cette zone, vécu comme un handicap, devient une véritable chance, lorsque la ruralité et la tradition cessent d'être connotées négativement et deviennent attirantes pour des populations urbaines avides de dépaysement.

Le Parc naturel régional se construit donc autour du canton du Châtelard. Nous avons vu que l'initiative est d'abord celle des néo-ruraux de l'association les Amis des Bauges, habitant les « Bauges-centre », qui lancent dès les années 1980 l'idée des « Grandes Bauges », sans succès. Puis, ce sont des élus influents du canton, comme le maire d'Aillon-le-Jeune, qui reprennent l'idée à leur compte et enclenchent à partir de 1990 la dynamique Parc.

Il ne faut cependant pas sous-estimer le rôle des élus des pourtours du massif dans la constitution du Parc. Deux d'entre eux en particulier, le maire de Saint-Jean-d'Arvey, village du plateau de la Leysse faisant aujourd'hui partie de la grande banlieue de Chambéry, et le maire de Leschaux, dans la vallée du Laudon, du côté d'Annecy, qui étaient déjà engagés avant leur élection dans l'idée des « Grandes Bauges », se sont particulièrement illustrés pour leur enthousiasme et leur rôle moteur dans cette démarche. Pour ces communes proches des grandes agglomérations, il s'agissait de ne pas devenir seulement des périphéries de grandes villes, des cités-dortoir vivant sous influence, mais de conserver une identification rurale en se liant davantage à la zone plus éloignée des villes du canton du Châtelard :

« Et ben c'est parti d'élus qui étaient extérieurs aux Bauges centre et qui dans des discussions (...) C'était Guillaume Merlin, un autre gars qui bossait à l'assoc, et qui avait tissé des liens dans le boulot, quoi, entre Jean Lazaroto qui était le maire de Leschaux, y'avait aussi Martin [aujourd'hui maire de Saint Jean d'Arvey], et eux c'étaient des gens qui avaient un peu la fibre rurale, et... enfin rurale, et qui se disaient « on a aussi à faire avec les Bauges et pas que avec Annecy, avec l'idée de se faire un peu bouffer par les agglos et par les grands élus d'en bas », et de se dire « bon, notre destin, il est aussi quelque-part... on est des communes rurales », et leurs positions, c'étaient aussi des positions marginales par rapport au cœur des Bauges, et eux ils trouvaient qu'ils avaient aussi à faire avec le centre. » (Ancienne salariée des Amis des Bauges)

Ces communes tentent en quelque-sort de s'échapper de l'orbite des villes, mais sans pour autant tourner le dos à des groupements de type communauté urbaine ou communauté d'agglomération²¹⁸. Encore aujourd'hui, il est fréquent d'entendre des responsables du

²¹⁸ Saint-Jean-d'Arvey fait ainsi partie de la communauté d'agglomération Chambéry métropole, mais aussi du SIVOM du plateau de la Leysse. Les communes du Parc situées dans l'Albanais comme Saint-Offenge-Dessus, Saint-Offenge-Dessous, le Montcel sont aussi membres de la Communauté de Communes du lac du Bourget.

Parc mentionner le rôle moteur des communes périphériques, leur volonté de rechercher une dynamique d'ensemble, quand les communes du « cœur des Bauges » semblent plus passives. En effet, les villages qui risquent d'être englobés par la périurbanisation éprouvent davantage le besoin de proclamer leur attachement identitaire à la zone montagneuse. Cependant, c'est bien le territoire du canton du Châtelard qui constitue aujourd'hui un pôle attirant auquel l'on souhaite se rattacher.

En outre, il est possible que les habitants des communes périphériques, d'une certaine manière, se sentent davantage mises en valeur par le type de communication adopté par le Parc que ceux du canton du Châtelard.

Un territoire surinvesti

Le Parc est sans conteste l'organisme qui contribue le plus à la médiatisation du territoire, qui dispose des moyens les plus importants pour le faire connaître à l'échelon national. Or, malgré des efforts notables, il ne parvient pas à s'affranchir d'une sur-représentation du canton du Châtelard auquel, qu'il le veuille ou non, continue de renvoyer son nom. Comme je l'ai mentionné plus haut, le territoire du Parc naturel régional s'étend bien au-delà de ce qui, traditionnellement est appelé Bauges. Le cas est loin d'être unique. En Vercors, les habitants du canton de la Chapelle persistent à rappeler qu'historiquement, leurs cinq communes constituent le vrai Vercors. En Chartreuse, ce sont les habitants d'une commune, celle de Saint-Pierre-de-Chartreuse, qui revendiquent l'appellation.

L'iconographie de *l'Echo*, le journal du Parc, ou des différentes brochures éditées par ce dernier, nous renvoie très majoritairement à ce territoire : maisons baujues aux belles portes de granges, grangettes, paysages d'alpages... Pour le moment, les réalisations emblématiques du Parc y sont pratiquement toutes situées. La maison du Parc, après une petite hésitation entre le Châtelard et Lescheraines, les deux communes rivales, s'est finalement fixée au Châtelard, capitale historique du canton. Il n'a jamais été question qu'elle soit construite hors du « cœur du massif ». Mais on peut aussi citer l'autre « maison » réalisée à ce jour : la « maison faune-flore », à Ecole. La « maison du patrimoine », dans la chartreuse d'Aillon, doit ouvrir prochainement. La quatrième maison prévue, à Gruffy, sera donc la première hors de la vallée centrale. Les productions emblématiques renvoient elles aussi de façon plus ou moins explicite à cette même zone comme c'est le cas de la tome, ou de la production d'argenterie des Bauges, sur laquelle le Parc a co-édité un livret.

Le Parc s'efforce en permanence de lier l'ensemble de son territoire à ce centre symboliquement fort. Parmi les études en sciences sociales commandées par le Parc, celles qui ne portent pas sur un élément du « cœur du massif » (étude sur le glaciers de Marégniaz en 1997, sur l'atelier de mécanique de la Compôte en 1996) évoquent les liens entre ce cœur et la périphérie (étude sur les migrations viticoles en 1999, étude sur la mobilité entre cœur et périphérie du massif que j'ai réalisée en 2000). Dans le cas de mon étude de DEA, les préoccupations concernant la légitimité du territoire et la nécessité de lier le cœur et la périphérie dans un destin commun me furent clairement exposées par la chargée de mission patrimoine.

Entre deux territoires...

Ces ambiguïtés sont à l'origine d'un jeu permanent pour le Parc consistant à profiter de la forte identification du centre pour l'étendre à tout le massif, et par conséquent à naviguer entre les deux territoires. Il s'agit de trouver un compromis entre l'affirmation de la nécessaire égalité de traitement de l'ensemble de son territoire par le Parc et la mise en avant de ce centre qui constitue, pour ainsi dire, son fond de commerce.

Le problème se pose à chaque fois qu'il faut choisir un lieu pour un événement symbolique. Prenons un exemple : la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie décide d'organiser en 2004 son colloque annuel dans les Bauges, en partenariat avec le Parc. Les interventions doivent donc porter sur l'ensemble du massif, et le titre est choisi en conséquence : « *Entre lacs et Isère, le massif des Bauges : Histoire et Patrimoine* ». Les responsables de la société, aidés par le Parc, recherchent donc un lieu où il soit possible d'organiser des conférences, mais aussi d'accueillir et d'héberger pour un week-end une bonne centaine de personnes. L'entreprise est loin d'être aisée. La première proposition est celle de la commune d'Aillon-le-Jeune, qui possède un centre de vacances suffisamment grand doté d'une salle adéquate. Mais cette commune, qui fait partie du canton du Châtelard, est de surcroît la commune du président-fondateur du Parc, et bénéficie de la station. L'hypothèse est donc écartée par les responsables de la société savante :

« On va encore dire que c'est toujours pour les mêmes. »

Dès lors, comme il n'existe pas d'autre centre offrant les qualités requises au cœur du massif, on recherche à la périphérie. Mais l'un des co-présidents de la SSHA écarte d'emblée certaines communes

« On ne peut pas non plus le faire à Saint-Jorioz, ou à Saint-Pierre-d'Albigny [communes respectivement situées au bord du lac d'Annecy et en Combe de Savoie] parce que là, nos adhérents diraient « mais c'est plus les Bauges » ».

Finalement, au prix d'une importante complexification de la question de l'accueil des participants et de leur logement, l'événement aura lieu à Lescheraines, au « cœur du massif ».

De même, lorsque les « journées des Parcs » qui réunissent les salariés de l'ensemble des PNR de France ont été organisées par le PNRMB en octobre 2003 à Sévrier, commune adhérente située au bord du lac d'Annecy, on a pu entendre de nombreuses voix d'habitants, d'élus ou de membre des administrations s'élever pour déplorer l'absence d'une structure adaptée au cœur du massif pour accueillir les centaines de personnes présentes. Sévrier, commune périurbaine de la banlieue annecienne, ne correspondait manifestement pas à l'image que l'on souhaitait donner des Bauges. Toutes les zones du Parc n'ont donc pas la même force symbolique.

L'ambiguïté est aussi présente du côté du monde politique du canton, dont les représentants jouent fréquemment eux aussi sur les deux tableaux. Beaucoup d'élus du canton du Châtelard sont aussi engagés dans le Parc, participant au bureau et occupant parfois des fonctions de vice-présidence (maire de Jarsy, maire de la Motte, maire du Châtelard). Mais le cas le plus représentatif de ces allées et venues entre les deux

échelles est sans aucun doute celui du président du Parc depuis sa création.

Pour bien situer ce dernier, il nous faut évoquer le monde politique bauju, actuellement en cours de transformation. Comme je l'ai déjà mentionné, traditionnellement, les élus faisaient partie de familles locales qui occupaient ce type de responsabilités depuis des générations. A Aillon-le-Jeune, deux grandes familles, les Boyer et les Tardy se succédaient à la mairie depuis des générations. En 1965, après la démission d'un Boyer, un Tardy gagne les élections sur la promesse de créer la station de ski. Il accomplira au total 6 mandats restera maire jusqu'en 1989.

Lorsqu'à la suite du départ de ce dernier, l'actuel président du Parc est élu à la mairie en 1989, il l'est à partir d'une double légitimité. D'une part, Il est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, et représente à ce titre une nouvelle génération d'élus, dotés de compétences « modernes ». En effet, la population d'Aillon était alors de plus en plus préoccupée par la gestion de la station de ski, devenue relativement compliquée avec la création au début des années 1980 du stade de neige de Margériaz. Le nouveau maire a donc convaincu ses électeurs qu'il possédait la carrure nécessaire pour gérer au mieux les intérêts de la commune. Il est en effet, par ses études et son engagement militant, intégré au microcosme politique régional, et proche d'élus d'envergure nationale, comme Michel Barnier et Hervé Gaymard.

Mais notre élu est aussi membre d'une ancienne famille des Bauges, une famille qui a exercé autrefois des responsabilités politiques à Lescheraines. Il est lié à Aillon par sa famille maternelle, et possède de nombreux biens immobiliers dans la commune. Il bénéficie donc aussi, pour une part, de la légitimité traditionnelle, qui lui permet de signifier aux Baujus d'origine « *Je suis des vôtres* », ce qui demeure encore dans nombre de communes, la condition sine qua non pour être élu. Il s'est aussi investi pendant plusieurs années dans les associations du canton, en particulier dans les clubs de sport locaux et au sein du journal l'Ami des Bauges.

Le président du Parc se situe donc au croisement des deux légitimités, une légitimité que l'on peut qualifier de traditionnelle, et une légitimité nouvelle acquise par les diplômes et un placement politique à un niveau plus large que le niveau local. Cette double inscription correspond en partie à l'implication de l'élu dans les deux territoires : en tant que conseiller général du canton, il se présente davantage comme un enfant du pays, ce qui est rassurant vis-à-vis des populations d'origine, inquiètes pour leur avenir, tandis qu'en tant que président du Parc, il joue davantage la carte de l'élu d'envergure prêt à aller de l'avant, et n'hésite pas à faire jouer ses amitiés politiques au niveau national. Ceci dit, les deux légitimités ne correspondent pas exactement aux deux territoires : le maire d'Aillon a aussi été élu conseiller général du canton du Châtelard pour sa capacité à se mouvoir dans les maquis administratifs et à gérer des dossiers que les élus traditionnels jugeaient trop compliqués.

La « nouvelle identité » du massif

La mise au point, en 2002, par un cabinet de conseil en communication annecien mandaté par le Parc, de la « *nouvelle identité pour le territoire du Massif des Bauges* »²¹⁹


témoigne assez bien de la place qu'occupe le canton du Châtelard dans l'imagerie du PNR.

La plaquette - en épais papier glacé - destinée à l'ensemble des socioprofessionnels du massif est intitulée « *d'une vraie personnalité... à une nouvelle identité* ».



Illustration 13 : La plaquette "nouvelle identité"

²¹⁹ Tel était l'objet de la lettre envoyée le 25 octobre 2001 par la chargée de mission en communication à tous les membres des commissions du Parc pour leur présenter les travaux de l'agence.



Une réflexion, bien évidemment.

Un constat mitigé.

Le territoire du massif des Bauges dispose de richesses abondantes, des atouts naturels, son patrimoine culturel, son dynamisme économique. La confiance est réelle par rapport à la capacité de se différencier des autres massifs. En outre de ce capital, le massif des Bauges souffre aujourd'hui d'un déficit de visibilité et d'image.

Un objectif prioritaire.

Pour améliorer cet état, le massif, chargé de la préservation de son patrimoine et du développement du massif depuis 1999, a engagé un travail de fond sur l'image du massif. C'est le programme prioritaire de 2007.

Impliquer et fédérer ceux qui travaillent et vivent sur le territoire dans le massif.

Communiquer et promouvoir de façon continue et structurée les productions du territoire auprès d'une clientèle de potentiels et d'une clientèle existante.

Un travail d'équipe.

Un travail d'équipe a débuté dès Décembre 1999, rassemblant la parole publique locale. Des réunions ont rassemblé des habitants de différents communes du massif et des acteurs des institutions, ont été menés avec différents acteurs économiques représentatifs des conditions actuelles du massif, des services de travail concrets d'élus et de cadres professionnels et ont été organisés...

Une réflexion collective a été menée afin de valider une stratégie innovatrice et fidèle à la réalité du territoire du massif des Bauges.

Une solution, forcément.

Un concept fort.

Une image du massif doit être naturellement inspirée :

Le massif des Bauges est un territoire d'exception, sa particularité (montagne), son terroir (savons), c'est une nature authentique qui permet de répondre à des besoins divers.

de reconnaissance

de découverte

de rupture, d'évasion

d'inspiration, de sensibilité

Une identité nouvelle.

Ce concept sera inspiré par la création d'une nouvelle identité du massif des Bauges, basée sur l'alternance par :

la création d'un **logo marque** (logo représentant l'identité visuelle des massifs "terroirs")

le mise en place d'une **charte** pour une communication cohérente et homogène.

Le massif des Bauges se donne aujourd'hui tout les moyens pour réussir durablement.



Elle est illustrée par un paysage du « cœur du massif » montrant des chalets d'alpage, de grandes étendues de forêts et de hauts sommets. Il y est fait le constat que le massif dispose de « véritables atouts », mais qu'« en dépit de ce capital, [il] souffre aujourd'hui d'un déficit de notoriété et d'image ». On annonce donc au lecteur qu'« une véritable réflexion a été menée » et qu'« une image du massif s'est tout naturellement imposée : le Massif des Bauges est un territoire d'exception, un patrimoine (interne), une fortune (externe). C'est une nature authentique qui permet de répondre à des besoins vitaux :

- De ressourcement
- De découverte
- De rupture, d'évasion
- D'émotion, de sensibilité. »

Outre le fait que cette image très travaillée soit présentée comme s'étant « tout

naturellement imposée », nous pouvons d'ores et déjà noter que les éléments qui sont mis en avant - le « *territoire d'exception* », la « *nature authentique* » pouvant procurer « *une rupture* », « *une évasion* » - renvoient à un champ sémantique aujourd'hui bien connu : celui de territoire ruraux présentés comme un ailleurs « naturel », où les citadins vont pouvoir « se ressourcer ». Ces caractéristiques paraissent être avant tout l'apanage du cœur du massif, situé en dehors des grandes voies de communication et doté de larges espaces « naturels » et montagnards comme la réserve.

A partir de ce constat, une « *identité nouvelle* » est mise au point, avec notamment un « *bloc marque* » comportant un logo et une « *signature* » (c'est-à-dire un slogan publicitaire), destiné à être utilisé par tous les socioprofessionnels du massif dans leur communication. Celui-ci par ses motifs (montagne, petite fleur) et ses couleurs, doit évoquer notamment « *l'omniprésence de la nature, l'air pur, les grands espaces, l'eau* ». Là encore, on se situe de toute évidence le plus loin possible de la présence humaine massive, et donc de l'urbanisation, ce qui nous renvoie à la zone la moins peuplée du massif, toujours ce fameux « cœur ». Nous reparlerons plus loin de cette « nouvelle identité », qui nous le verrons, ne fait pas l'unanimité parmi les habitants du canton du Châtelard.

Je me contenterai de mettre ici l'accent sur le fait que l'image du territoire qui est véhiculée est celle d'un territoire « naturel », qui se caractérise par l'« authenticité », et, on le sent bien une forme d'harmonie. Il paraît tout entier dédié à l'évasion du citadin et à son désir d'éprouver des émotions. Par contre, les habitants en sont absents.

Une mise en avant mal vécue par les habitants

Comment les habitants du canton du Châtelard perçoivent-ils l'utilisation qui est faite de l'image de leur territoire dans la communication du Parc ?

Le sujet fait l'objet de controverses. J'ai déjà souligné à quel point il était fréquent d'entendre des habitants du cœur des Bauges exprimer, si ce n'est un rejet du territoire du Parc, du moins une mise à distance de ce dernier. Si l'on creuse un peu les discours, on se rend compte que, toutes catégories de population confondues, nombre d'entre eux semblent ne pas se reconnaître dans l'image qui est véhiculée par les différents dépliants et slogans publicitaires présentant le territoire du Parc.

Ce sont d'ailleurs ces tracts et documents en papier de toutes sortes qui sont l'élément le plus souvent cité lorsque j'aborde avec mes interlocuteurs la question du Parc. Disponibles dans les mairies, les offices du tourisme, les fruitières, ils sont pour la plupart des gens l'élément tangible le plus visible montrant qu'un Parc est à l'œuvre dans leur environnement quotidien.

Ces éléments publicitaires sont généralement évoqués avec une certaine ironie : « *Ils font de belles plaquettes* » ai-je ainsi souvent entendu. De même, nombre de mes interlocuteurs mentionnent spontanément *l'Echo*, le journal du Parc, distribué dans toutes les boîtes aux lettres. Les critiques sont en général sévères, au point que je n'ai jamais entendu une appréciation positive concernant ce périodique.

« On ne savait rien avant qu'ils sortent leur journal. Et même maintenant. C'est

creux, ce journal, on n'y apprend rien. » « Ils ont bien fait un petit journal pour dire ce qu'ils font, l'Echo, mais c'est le genre de truc que j'ai pas gardé. C'est de grands écrits qui ne veulent pas dire grand chose. J'ai essayé de le lire, de la première à la dernière ligne, j'ai pas vu les réalisations. » « L' Echo des Bauges est trop froid, on sent que c'est fabriqué par une équipe. Soit on fait un journal ouvert, où il y a une liberté d'expression, où les choses sont pas formalisées, formatées... Dans l'Echo, y'a pas une phrase de travers... On parle que de M. Untel qui est président de truc, du chose, du machin. »

Les critiques recueillies insistent, on le voit, sur le vide supposé de la publication, ou, et cela revient au même, sur sa langue de bois : « *c'est creux* », « *On n'y apprend rien* », « *j'ai pas vu les réalisations* ». Un responsable associatif est même allé jusqu'à qualifier le langage employé d'ésotérique lors d'une commission du Parc. De toute évidence, ce périodique n'a pas trouvé son public. Entendons nous bien : il ne s'agit pas de porter ici un jugement sur le contenu de ce journal, et encore moins sur les réalisations du Parc qui y sont commentées, mais de faire le constat de son échec manifeste à combler les attentes de ses lecteurs, et d'essayer de comprendre où se situe le hiatus.

Il me semble qu'il existe tout simplement un décalage entre ce qui y est relaté, et ce que la plupart des habitants attendent du PNR et du monde politique. En fait, nombre de Baujus ne se sentent tout simplement pas concernés par ce qui est évoqué dans *l'Echo*. Cela leur semble bien loin de leurs préoccupations, de ce qu'ils vivent au quotidien. D'où cette insistance sur l'absence de ce qu'ils appellent « *le concret* » ou « *les réalisations* ».

« Le Parc, franchement, je ne vois pas ce qu'il y a de concret. D'ailleurs, eux-mêmes ne sont pas foutus de le dire. »

Quels sont donc les sujets dont ces personnes aimeraient entendre parler ? Qu'est-ce qui les préoccupe au quotidien ? Si je me fonde sur le corpus des entretiens que j'ai menés, je peux facilement dégager des thèmes récurrents. Ce sont sans doute des problèmes communs à l'ensemble du monde rural. Des problèmes essentiellement liés au sous-équipement concernant les gardes d'enfants, les transports en commun, les services publics, l'emploi, et qui mobilisent souvent les habitants au jour le jour. Il faut ainsi trouver un moyen d'emmener les enfants à leurs activités extra-scolaires qui se déroulent parfois hors du massif, faire garder ceux qui sont en bas-âge pendant que l'on travaille, mener ses recherches d'emploi lorsqu'on ne dispose pas de véhicule ou d'argent pour payer le carburant. Pour de nombreux jeunes en situation précaire, le problème se pose fréquemment. Souvent peu ou pas diplômés, nombre d'entre eux vivent dans une certaine précarité, travaillant l'hiver dans les stations, et l'été comme ouvriers dans les usines des alentours. Ils sont régulièrement soumis à l'angoisse de ne pas trouver d'emploi, et regrettent souvent de devoir faire de longs trajets pour se rendre dans les usines de Chambéry ou de la banlieue annecienne. Des récriminations quant au manque supposé d'attention de la part des élus pour ce type de problème apparaissent fréquemment dans les entretiens.

« C'est comme l'histoire de la halte-garderie. On a eu un mal fou à faire comprendre qu'il fallait qu'elle puisse accueillir plus de 12 enfants à la fois, alors qu'il y en avait 40 d'inscrits ! Mais bon, les élus, enfin les conservateurs voulaient pas. Évidemment, y'a aucun intérêt économique. Par contre, construire un nouveau télésiège à Margériaz, c'est plus important pour eux. Le social, on s'en

fout. »

A ces soucis qui touchent des besoins élémentaires (travailler, se déplacer), s'ajoutent d'autres préoccupations davantage liées à la vie sociale. Comme je l'ai déjà souligné, des populations d'origine et de culture différentes cohabitent en Bauges, Baujus de souche, néo-ruraux, agriculteurs, personnes travaillant dans les villes, travailleurs indépendants, ouvriers. La communication est parfois difficile entre ces différentes catégories de personnes. Les néo-ruraux se sentent parfois mal accueillis. Nous avons vu qu'ils évoquent une forme de mise à distance de la part des habitants, et racontent à quel point il leur a été difficile de briser la glace. Les Baujus d'origine, de leur côté, se sentent débordés par l'afflux de populations nouvelles, eux qui, il y a encore une vingtaine d'année, ne rencontraient dans les foires et les fêtes que des visages familiers. Et même s'ils ne connaissaient pas personnellement chaque individu présent, ils pouvaient toujours le resituer au sein de sa famille, de son village. Désormais, le monde dans lequel ils vivent leur paraît bien plus hasardeux. Ils accusent aussi parfois les néo-ruraux de ne rien faire pour s'adapter aux règles du jeu traditionnelles de la vie au village.

Ces difficultés apparaissent de façon plus ou moins explicite dans pratiquement tous les entretiens que j'ai menés. Et tous sont demandeurs d'espaces de paroles, de lieux d'expression et de rencontre qui pourraient permettre une médiation. Tous réclament une politique de soutien aux associations, notamment culturelles et sportives, qu'ils considèrent comme les lieux où cette rencontre est susceptible de se produire. Beaucoup d'entre eux déclarent aussi essayer de créer ce lien et ne pas se sentir soutenus par les élus et les institutions.

« Au Parc, ils devraient avoir des budgets pour que les associations vivent. Il faut pas penser qu'à refaire des belles routes ou des belles fruitières. Le massif il vit parce que la population vit. »

Pour beaucoup d'habitants, le sentiment global qui transparait est donc une forme de délaissement, d'abandon, une impression que ces soucis ne sont pas sérieusement pris en compte par les élus et les institutions :

Pour revenir à l'exemple du journal du Parc, nous pouvons constater que *l'Echo*, qui évoque souvent des thèmes généraux comme les rapports ville-campagne, l'éducation à l'environnement, ne leur apporte pas vraiment de réponse sur ces questions. Allons plus loin, ces problèmes et interrogations n'y sont jamais évoqués frontalement.

On peut dégager deux raisons à cela. Tout d'abord, les salariés du Parc ne se sentent effectivement pas concernés au premier chef par ces problèmes. Leur rôle est de permettre le développement du territoire par la préservation et la valorisation de son patrimoine, il n'est pas de créer du lien social. Ensuite, même si certaines de ces préoccupations sont évoquées au sein des commissions qui réfléchissent aux futures orientations du Parc, la ligne éditoriale choisie dans *l'Echo*, outil d'information « grand public » ne permet pas de les faire apparaître. En effet, ce document n'a pas seulement un rôle d'information, il est aussi un outil de communication, de marketing au caractère plus ou moins publicitaire et doit présenter à ses lecteurs les principales réalisations du Parc sous un jour avantageux. D'où une tendance naturelle à évoquer les dossiers qui avancent plutôt que ceux qui stagnent, et à passer rapidement sur tout ce qui pourrait ressembler à une difficulté.

Mais du coup, les habitants peuvent avoir l'impression que l'on donne d'eux une image trop lisse, trop léchée, en présentant le territoire comme le lieu d'une vie sociale sans accrocs, sans débat d'idées, et que le Parc n'a finalement pour rôle que de « redonner un coup de peinture à la façade », de faire en sorte que leur pays « présente bien ».

Pour qui le Parc a-t-il été créé ?

A qui sont donc destinés les efforts du Parc, si ce n'est à ses habitants ? Aux populations extérieures et en particulier aux touristes et aux citadins des alentours, affirment nombre de mes interlocuteurs. En fait, ce qui transparait c'est un sentiment de dépossession. Beaucoup parmi les habitants du canton ont le sentiment que, contrairement à ce qu'ils pensaient, le Parc n'a pas été créé pour eux.

« Sinon, c'est fait pour les touristes, pas pour les gens d'ici. Parce que le Parc a été amené vraiment dans un but touristique. On nous a dit, il faut valoriser vos produits, faire des gîtes. C'est tourné vers l'extérieur, fait pour l'extérieur. Mais il n'y a pas que le tourisme. Pour qu'un pays vive, il lui faut aussi une activité, il faut s'appuyer sur autre chose. Mais rendre la vie un peu plus facile aux gens d'ici, utiliser le temps et l'énergie pour les problèmes quotidiens des gens sur place, comme pour les gardes d'enfants, par exemple. Alors on nous dit « Vous nous emmerdez avec ça, c'est pas important, c'est pour les bénévoles ». Mais c'est pas les bénévoles et les associations qui peuvent résoudre tous ces problèmes. » (Néo-rurale) « Ici, quand on discute avec les chambériens, ils sont contents. En fait les Parcs régionaux existent à travers les villes-portes du Parc. Pour un gamin aixois, les Bauges, c'est une réserve. Pour l'inauguration du Parc, ils avaient fait une grande concentration de randonneurs venus de l'extérieur. C'était très symbolique. C'étaient pas les municipalités, ni les gens des écoles primaires. » (Néo-rural)

Toutes ces récriminations posent clairement la question du rôle du Parc. Pourquoi a-t-il été créé ? On perçoit bien que le Parc peine à remplir son double objectif : d'une part préserver un patrimoine naturel et culturel destiné à l'ensemble de la nation et plus particulièrement aux habitants des « villes-portes » – le « poumon vert » -, et d'autre part promouvoir le développement local. Les habitants, lorsque le Parc est apparu après une longue période de déprise et de déprime attendaient surtout de lui qu'il se consacre à ce deuxième objectif. Or le Parc se révèle d'abord et avant tout un puissant organisme de communication vis-à-vis de l'extérieur, initiant des campagnes de promotion du territoire et de ses produits, et portant les demandes de financement auprès des différentes institutions, du département à l'Europe. Il confère au territoire une certaine visibilité au moins sur la scène nationale, et renvoie donc une image de celui-ci au reste du monde. La communication du Parc semble s'adresser d'abord aux consommateurs et aux randonneurs, même si des efforts sont faits vis-à-vis de la population locale. L'accent est donc mis avant tout sur les espaces naturels et la réserve, sur l'éducation à l'environnement, ou encore sur l'AOC obtenue par la tome, thèmes porteurs pour les visiteurs. Mais pour les habitants, tout en valorisant l'aspect « traditionnel » et « naturel » du massif, le Parc tend à occulter la réalité de leur vie quotidienne. De nombreux

habitants expriment donc l'idée que le Parc se préoccupe somme toute assez peu d'eux : **« Moi j'avais du mal à comprendre les enjeux. Parce que c'est vrai qu'un Parc naturel régional, on confond toujours avec un Parc National, qui a une mission de protection de la nature. Donc il fallait déjà faire un effort pour comprendre. Puis après, on s'est dit « pourquoi pas ? », Ça donne un label, c'est peut-être intéressant. Bon, pourquoi pas ? Non, maintenant, je sais pas, je sais pas si c'était la meilleure chose à faire. Parce que je pense qu'on n'a pas fait grand-chose pour les gens, de toute façon... » (Néo-rurale)**

Finalement, le reproche qui est fait à la communication portée par le Parc est de se servir de l'image du « cœur du massif » pour présenter un monde idyllique, sans problème et pour tout dire folklorisé. Ils ont en outre l'impression que certains aménageurs prennent cette image pour argent comptant et ignorent leurs préoccupations.

Le conflit qui a accompagné la mise en place de la « *nouvelle identité* » du massif est de ce point de vue révélateur. Le cabinet de communication annecien mandaté pour définir l'image du massif, s'est évidemment placé résolument du point de vue des citoyens des villes environnantes pour présenter le massif comme un lieu de « *ressourcement* », de « *découverte* », de « *rupture* », d'« *évasion* », d'« *émotion* » et de « *sensibilité* ». Le logo choisi doit « *évoquer l'omniprésence de la nature, l'air pur, les grands espaces, l'eau* ». Les concepteurs de celui-ci se situent là de toute évidence dans la thématique chère aux citoyens de la nature-évasion, de l'absence de foule, du silence. Ce thème apparaît encore plus nettement avec la « *signature* » - c'est-à-dire le slogan devant accompagner le nom « Massif des Bauges » - qui était proposée à l'origine par le cabinet : « *Loin du bruit, près de la vie* ».

Ce slogan, pourtant plébiscité par les représentants de l'agence et par la chargée de mission communication qui le préférait visiblement à tous les autres proposés, a été à leur grande surprise rejeté sans appel lors des réunions de la commission du Parc consacrée à la communication par l'ensemble des socioprofessionnels du massif. Au-delà du cas particulier (le propriétaire de la carrière de Bellecombe expliquait qu'il ne pouvait évidemment pas se reconnaître dans ce « *loin du bruit* »), les participants ont exprimé l'idée que cette phrase opposait trop nettement la ville et la campagne et véhiculait l'idée que la ville était le lieu de l'activité, et le monde rural le lieu de la tranquillité, mais d'une tranquillité finalement mortifère. D'une certaine manière, de nombreux habitants auraient voulu « *plus de bruit* » dans les Bauges, c'est-à-dire davantage d'industrie, d'activités, une vie économique plus florissante, mais peut-être aussi une vie culturelle plus dynamique. Comme nous l'avons déjà vu pour le cas de la réserve, ce fameux silence, synonyme de bien-être et de ressourcement pour les citoyens, apparaît aux ruraux comme le signe de leur mort.

Comme la deuxième « *signature* » proposée était « *naturellement* » - nous ne sortons pas de la thématique nature -, un compromis a été trouvé avec « *près de la vie, naturellement* », qui est désormais le slogan du massif.

Cet épisode est particulièrement représentatif de ce que l'on peut appeler l'emprise des désirs urbains sur le monde rural²²⁰. Le fantasme projeté sur les espaces ruraux par les populations citadines est ici rejeté par les habitants du lieu, qui refusent avec véhémence la vocation qui est assigné à ce dernier : lieu de la nature authentique et

sauvage, des grands espaces et du silence.

Un conflit dont l'enjeu est l'avenir du massif ?

Au delà de ce rejet, apparaît de nouveau un conflit concernant l'avenir et le développement du massif. La question qui se dessine de plus en plus nettement en filigrane est : quelle est la vocation des espaces ruraux ? Quel est leur place dans la nation ? Sont-ils des espaces à but uniquement récréatif ou peuvent-ils aussi être des espaces de production ? Pour les habitants, de toute évidence, un développement uniquement appuyé sur les ressources patrimoniales et donc sur le tourisme ne serait pas un vrai développement. Ils espèrent aussi être un lieu de production, où s'élaborent à la fois des produits de l'agriculture et de l'industrie, mais aussi des services et de la culture. Parmi les activités créées par les néo-ruraux, nombre d'entre elles témoignent de cette ambition : ouverture de la halte-garderie, vente de plantes aromatiques ou de confitures sur les marchés et par Internet, ouverture d'un centre « médi-détente » consacré à la relaxation et destiné aux habitants du massif, propositions d'activités de type éducation à l'environnement aux classes du massif et des environs, constitution de compagnies artistiques qui rayonnent largement sur la région Rhône-Alpes. Cela dit, il est évident que beaucoup de ces entrepreneurs entrent aussi en même temps dans le jeu de la vente d'un monde rural rêvé au travers de la proposition d'une offre touristique - gîtes, tables d'hôtes - ou de produits « de terroir » - miel, confitures, fromages - pour la promotion desquels ils n'hésitent pas à reprendre le thème du naturel, du sauvage. Il est en effet très facile de saisir l'opportunité d'utiliser et de rentabiliser économiquement le désir de campagne qui semble avoir saisi nos contemporains. Mais si l'on peut leur reprocher de vouloir le beurre et l'argent du beurre, faut-il pour autant rejeter comme nul et non-avenue leur refus de voir le territoire sur lequel ils vivent devenir un espace entièrement voué au tourisme ?

On perçoit bien ici que pour ceux qui s'y rattachent, un territoire ne peut-être considéré comme un simple « produit » dont on pourrait faire la promotion. Ce que ressentent mes interlocuteurs, c'est visiblement une véritable dépossession vis-à-vis de ce qui, pensent-ils, leur appartient. Le lien qui unit construction du territoire et construction du groupe ressurgit ici. Les expressions qu'ils emploient trahissent l'impression qu'au travers du territoire c'est finalement eux-mêmes que l'on utilise et que l'on vend :

« Il faudrait qu'ils comprennent qu'on ne vend pas un territoire comme du dentifrice » (Néo-rural)

L'introduction du livre du photographe local Philippe Mazure *Pays, paysans, paysages* témoigne aussi de ce sentiment d'« être vendus », sous la plume d'un journaliste originaire de la Combe de Savoie :

« Je n'ai pas assisté aux réunions entre les gens du Parc et les municipalités baujues, mais pour avoir été le témoin de l'équivalent dans les Causses, aux confins du Tarn et de l'Aveyron, je conçois l'amertume que peut éprouver le

²²⁰ Pour reprendre une expression utilisée par exemple, par Michel Marié et Jean Viard, cf MARIÉ, Michel et VIARD, Jean, 1988, *La campagne inventée*, Actes Sud (1^{ère} édition 1978).

paysan quand il voit des gens ouvrir leur cartable sur le bureau du maire et lui dire : « vous n'avez pas su créer des usines, vous n'avez pas d'artisanat, mais nous allons vous expliquer comment vendre ce que vous êtes, à défaut de ce que vous faites. – Et pour cela, poursuit généralement un compère qui porte un titre de conseiller en communication, nous allons vous expliquer qui vous êtes. »²²¹

Et de fait, les propos de nombre de mes interlocuteurs laissent transparaître cette préoccupation : ils ne veulent pas vendre une image d'eux-mêmes, plus ou moins folklorisée, mais bien moderniser les Bauges pour produire.

A la différence des habitants des zones urbanisées de la périphérie du Parc, les habitants du canton du Châtelard n'ont pas besoin de campagnes de communication pour se rattacher au monde rural. Ils souffrent déjà de tous les défauts de ce dernier – manque d'emplois, de services, et d'évènements culturels. Du coup, ne parler des Bauges que sous l'angle du traditionnel, de l'authentique, c'est aussi renvoyer la population à l'image traditionnelle en Savoie des Bauges comme un territoire fermé, peuplé d'habitants frustrés et plus ou moins arriérés. Or, l'ambition des habitants est justement de s'inscrire résolument dans la modernité en inventant de nouvelles façon de vivre.

L'exemple de la « nouvelle identité » du massif témoigne de l'existence d'une lutte d'influence entre des conceptions divergentes du territoire. Même avec les meilleures intentions du monde, d'importants organismes institutionnels peuvent heurter de front les représentations du monde et les désirs des habitants des territoires ruraux. En insistant sur le silence, les grands espaces, la nature, la campagne de communication proposée appuyait précisément sur ce que redoutent les anciens du massif, sur ces craintes que nous avons déjà évoquées avec l'épisode de la création du Parc ou celui de la réserve : peur de voir le massif gagné par la forêt, de voir toute agriculture et plus largement toute économie disparaître, peur d'être comme les derniers Indiens dans une réserve consacrée à la nature sauvage. L'option prise ne pouvait pas non plus convenir aux plus jeunes et aux néo-ruraux, parmi lesquels nombre d'hommes et de femmes se battent pour développer une économie et des services au sein du massif, et ne se sentent pas pris en considération.

La réaction hostile de beaucoup de mes interlocuteurs vis-à-vis de la communication du Parc et des moyens qu'elle emploie est éclairée d'un jour nouveau si l'on prend en compte ce conflit des projets d'avenir. Les habitants du canton peuvent avoir le sentiment que l'on détourne leur image pour faire advenir un futur dont ils ne veulent pas : un futur dans lequel les territoires ruraux seraient des espaces de loisir à destination des gens des villes, parfaitement adaptés à leurs besoins et à leurs désirs.

Or, les institutions et les élus leur donnent parfois l'impression d'avoir abandonné

²²¹ Extrait de l'introduction au livre de photos des Bauges de Philippe MAZURE, *Pays, paysans, paysages, La Fontaine de Siloé*, 1997. Ce livre m'a été prêté par une agricultrice à la retraite, accompagné d'une interview du même journaliste dans le *Dauphiné Libéré* du 9 janvier 1998 qu'elle avait découpée et conservée. Celui-ci, interrogé à propos du livre, y renouvelle ses critiques vis-à-vis du Parc : « Ce qui me gêne dans le parc naturel, c'est le mot naturel. parce que finalement, mettre un canton sous cloche, c'est antinaturel. Dans la notion d'écomusée, il y a la promesse de quelque Disneyland futur qui me fait bondir comme la plupart de ceux qui n'ont pas de lunettes roses (entendez ce terme comme vous voulez). Les hommes de la montagne n'ont aucune vocation à parodier leur propre rôle, surtout dans sa version tous publics. »

toute tentative de développement économique pour jouer à fond la carte du patrimoine. On a vu que la parenté Parc-écomusées n'était pas pour rassurer les habitants qui redoutent ce qu'ils appellent la « mise sous cloche ». De là à penser que le non-développement du massif est en fait une volonté de la part des administrations qui veulent conserver cet espace dans son état actuel, pour jouer le rôle de zone à la fois naturelle, traditionnelle et authentique, il n'y a qu'un pas. J'ai pu entendre certains habitants soupçonner ouvertement les décideurs d'avoir renoncé au développement que les Baujus réclament pour vendre une certaine image du pays. Nombre d'entre eux regrettent ainsi le manque d'enthousiasme supposé des élus pour faire venir des entreprises dans le massif, en leur proposant des conditions d'accueil attractives.

« Ce qu'il faudrait, c'est créer une vraie zone d'accueil pour les entreprises à Lescheraines. Mais quelque-chose de mieux que le terrain qu'on a maintenant. Et puis faire une vraie politique d'accueil » (Parti-revenu)

On ressent derrière ces remarques le refus de vivre dans un lieu « creux », qui ne soit qu'une vitrine destinée à l'extérieur. Les habitants du cœur des Bauges ont l'impression que l'on passe par dessus leur tête pour s'adresser à des tiers, touristes et citadins qui ne vivent pas dans le massif.

L'épisode de la « nouvelle identité » du massif nous révèle aussi la surprenante méconnaissance dont les professionnels de la communication au service des institutions font preuve vis-à-vis des habitants du territoire. Ils vont à l'encontre de leur conception de ce dernier en leur proposant de lui rattacher des symboles dans lesquels ils ne peuvent de toute évidence pas se reconnaître.

Les habitants s'emploient donc à rappeler leur existence, soulignant sans cesse dans leur discours que le territoire est un lieu d'inter-connaissance, citant les uns et les autres par leurs prénoms, rappelant leurs réalisations. Ils expriment aussi leur désir de mettre en place des lieux d'expression démocratique où ils puissent faire entendre leur voix et donner leur avis sur leur avenir.

5. Derrière la contestation, des projets divergents ?

J'ai donc tenté, au travers de l'ethnographie de quatre opérations de patrimonialisation touchant des objets aussi divers que la chartreuse d'Aillon, la tome des Bauges, la réserve et le territoire des Bauges-centre, de comprendre ce qui suscitait des tensions voire des conflits ouverts autour de projets pourtant présentés comme consensuels puisque censés s'appuyer sur des éléments fédérateurs pour la population, des « biens communs » capables de représenter le territoire vis-à-vis de l'extérieur.

Mais le récit qui est fait par le discours patrimonial est nécessairement partiel. Toute patrimonialisation a son revers : elle occulte forcément certains aspects du passé et exclut par conséquent l'action de groupes sociaux. C'est pourquoi l'étude des débats qui entoure les projets patrimoniaux est porteuse de sens. Nous pouvons d'ores et déjà apporter des éléments de réponse à certaines questions, telles que : Quels sont aujourd'hui les

groupes en position de force, ou ceux qui voient au contraire leur influence décliner ? Quels sont les enjeux qui les opposent ou les réunissent ?

Nous pouvons tout d'abord proposer une analyse transversale de ces opérations comme révélatrices de la fin d'un processus de transformation du monde rural, qui cesse d'être un espace à vocation exclusivement agricole pour se trouver investi d'autres rôles par les populations qui l'habitent ou ne l'habitent pas. Cette mutation est loin de s'opérer sans souffrance de la part des agriculteurs et de leurs proches, qui se voient peu à peu dessaisies de la maîtrise du territoire, tant dans son aspect matériel que dans son aspect symbolique.

D'autre part, les limites rencontrées par les projets patrimoniaux nous amènent à réfléchir à la capacité du patrimoine à fédérer les différents groupes présents sur un territoire. Les éléments patrimonialisés ne présentent qu'une vision partielle, et par conséquent partielle de la réalité. La patrimonialisation, aux mérites démocratiques tant vantés, se révèle être dans bien des cas un instrument de pouvoir qui permet d'imposer des choix pour le territoire. Et au-delà des aspects particuliers liés à tel ou tel projet, la question qui se pose est bien celle de la pertinence du mode de développement vers lequel la mise en représentation oriente le territoire.

De toute évidence, le Parc, qui devait être un lieu de concertation apparaît aux yeux de ses habitants comme un nouveau pouvoir qui tente d'imposer une certaine vision du territoire. Cela nous amène à nous interroger sur la façon dont les salariés de cette institution se positionnent sur le territoire. Nous pouvons aussi nous demander dans quelle mesure les projets patrimoniaux demeurent malgré tout des lieux de négociation.

Transformation du monde rural dans la douleur

Le monde agricole apparaît de manière plus ou moins évidente dans chacun des quatre projets décrits. Les agriculteurs et leurs familles apparaissent sous les traits des anciens propriétaires de la chartreuse d'Aillon, des producteurs de la tome des Bauges, des chasseurs et braconniers qui s'opposent plus ou moins ouvertement à la réserve et enfin de ceux qui contribuent à conserver au cœur du massif l'image d'un monde rural traditionnel.

Cette population semble omniprésente dans la vie sociale du massif, dont l'image est très nettement rattachée à l'agriculture. Son soutien est encore indispensable dans beaucoup de communes à tout candidat à une fonction électorale. Si les agriculteurs, eux mêmes très peu nombreux, parviennent encore à représenter un poids électoral important, c'est grâce à leurs familles et, plus largement, à une frange relativement importante de population qui, tout en ayant quitté le monde agricole, continue cependant de s'y rattacher. Ce sont ceux que l'on appelle parfois les « terriens », mais je n'ai pas entendu utiliser cette dénomination en Bauges. L'existence et l'influence de ce groupe est visible lors des grands événements agricoles. Nombreux sont ainsi les Baujus qui pour rien au monde ne rateraient une foire. Certains, bien que salariés, prennent un jour de congé pour assister à l'évènement entre amis ou en famille, accompagnés de leur enfants exceptionnellement dispensés d'école. La foire s'entoure de rituels tel que le repas dans

les restaurants du village qui ont prévu un menu pour l'occasion et pour certains, c'est traditionnellement un jour où une forte consommation d'alcool est de mise.

On peut aussi citer le film *La dernière saison*, tourné en Bauges par le réalisateur Pierre Beccu, lui-même enfant du pays, qui est devenu un de ces éléments emblématiques capables de mobiliser cette population. Celui-ci montre le conflit de génération qui oppose lors d'une saison d'alpage un agriculteur âgé et un jeune saisonnier, le rôle de ce dernier étant joué par un jeune agriculteur local. Ce n'est pas sans une certaine fierté que l'on m'a parlé en Bauges de ce film, dans lequel, on le sent, toute une part de la population se reconnaît. Une projection a été organisée début 2003, à l'occasion de la sortie du film en vidéo. La salle des fêtes du Châtelard était comble, et s'y mêlaient -ce n'est pas toujours le cas- néo-ruraux et monde agricole. La projection était suivie d'un débat avec le réalisateur, débat qui s'est immédiatement orienté sur la question de l'identité. De toute évidence les partis-pris et les qualités cinématographiques du film n'étaient pas la question. Ce dernier cristallisait plutôt l'angoisse et les espoirs de la population paysanne - est-ce que ça va continuer ?- ainsi que ses problèmes internes - le conflit de génération.

D'autres événements moins exceptionnels continuent de réunir cette population. Ce sont, par exemple, les concours de belote organisés dans les villages, la chasse, la fréquentation de certains bistrots, ou pour la part la plus âgée et plutôt féminine, les activités paroissiales.

Les agriculteurs sont l'objet de toute une mise en scène dans le cadre de la construction d'une image du territoire. Leur travail est valorisé dans le cadre de la promotion des produits de terroir. Nous avons vu dans le cas de la tome des Bauges que leurs méthodes étaient vantées comme traditionnelles et respectueuses de l'environnement. L'image des Bauges qui est le plus souvent présentée sur les plaquettes publicitaires, si elle fait appel à l'idée d'une nature sauvage et vierge, met aussi en avant, notamment dans l'iconographie, la présence des agriculteurs. Ainsi, les paysages le plus souvent représentés sont les alpages, dans lesquels on distingue plus ou moins proche un chalet, trace du travail humain.

Mais malgré la persistance de leur influence dans toute une catégorie de la population, et leur célébration par les différentes institutions, les agriculteurs sont aujourd'hui en Bauges dans une position ambivalente.

Paradoxalement, leur voix peine visiblement à se faire entendre dans le débat public. A l'instar des agriculteurs du Vercors, ils ont créé une Association des Agriculteurs du Parc qui leur permet de présenter des positions unies vis-à-vis de cet organisme et d'y défendre leurs intérêts. Pourtant, ils ne peuvent masquer le déclin de leur influence. Les chiffres traduisent nettement leur perte de pouvoir. Le nombre d'agriculteurs a diminué considérablement en quelques années. Eux qui étaient encore plusieurs dizaines dans chaque commune dans les années 60 se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main. Bien sûr, les exploitations sont le plus souvent des GAEC qui permettent à plusieurs familles de vivre, mais les chiffres sont têtus : 3 exploitations à Arith, autant à Jarsy, 6 à Aillon, commune demeurée de ce fait très agricole, mais dont les habitants âgés racontent qu'elle comptait après guerre 42 exploitations.

Les agriculteurs ont le sentiment de ne pas être écoutés. Nous l'avons vu avec l'exemple de la tome : si des réunions ont bien été organisées pour prendre leur avis notamment sur la question des races, pour nombre d'entre eux, les conclusions de ces dernières n'ont finalement pas été respectées. Durant l'année 2001, alors que je me trouvais encore au Parc, un certain malaise s'est fait jour, à la suite de plusieurs opérations ayant déplu aux agriculteurs. Le non-renouvellement par la municipalité d'Aillon - dont le maire est le président du Parc - du bail de l'agriculteur qui occupait durant l'été la montagne Margériaz (où se situe une partie de la station) est, semble-t-il, l'une des gouttes qui ont fait déborder le vase. A celle-ci s'ajoute le départ de la chargée de mission agriculture du Parc, figure historique de ce dernier, dans des conditions assez tendues. Cette jeune femme, qui avait été recrutée au début des années 1990 par l'association pour la création du Parc bénéficiait d'une forte popularité auprès du milieu agricole dont elle avait suivi les différents projets - et en particulier celui de l'AOC tome des Bauges - depuis une dizaine d'années. Titulaire, comme la plupart de ses collègues d'un contrat à durée déterminée de trois ans, elle avait laissé entendre qu'elle envisageait de ne pas renouveler celui-ci, sans prendre de décision définitive. La direction lui signifia de manière assez brutale que de toute façon, il ne lui serait pas proposé de nouveau contrat. Cette affaire fut interprétée par les agriculteurs comme l'éviction de celle qui était, dans une certaine mesure, leur porte-parole au sein du Parc, et qui bénéficiait de l'assise suffisante pour y défendre leurs positions, dans le but de la remplacer par quelqu'un de plus malléable, qui appliquerait sans trop discuter les consignes venues de la direction et de la présidence.

Le 9 avril 2002, une manifestation réunit devant la maison du Parc une cinquantaine de personnes du monde agricole. Celles-ci interrompent les entretiens de recrutement du nouveau chargé de mission agriculture qui étaient en cours, et réclament le retour de l'ancienne chargée de mission. Le Parc est accusé d'essayer de démanteler l'AAP, ou du moins de limiter son pouvoir.

Tout en prenant racine dans un incident particulier, ces réactions attestent d'un malaise plus général de la profession, et du sentiment de perte d'influence des agriculteurs. Elles révèlent aussi à quel point ces derniers conçoivent leurs relations avec le Parc comme un rapport de force : la question est pour eux de savoir dans quelle mesure ils pourront y promouvoir leur vision de ce que doit être l'aménagement du territoire et peser sur les politiques de cet organisme. C'était d'ailleurs tout l'enjeu de la création de la « commission agricole ». Le départ de la chargée de mission est vécu comme un affaiblissement de leur position.

Le non-renouvellement du bail du berger de Margériaz peut être rapproché du conflit concernant la réserve. Pour les agriculteurs, cet événement est vécu comme une nouvelle éviction, une atteinte à leur emprise sur le territoire. La montagne leur paraît devenue le domaine du tourisme et du loisir, au détriment de leurs propres pratiques. Concrètement, ils doivent céder la montagne à d'autres usagers. Ce recul sur le plan du territoire, qui s'ajoute à la diminution de la population agricole s'accompagne évidemment d'une perte de pouvoir. Les agriculteurs ne sont plus les principaux acteurs de l'aménagement du territoire. Les grandes décisions sont prises au sein d'instances qui leur échappent. Quant aux conseils municipaux, ils ne comptent parfois plus un seul agriculteur.

Mais au-delà de ces éléments pouvant être quantifiés, tout aussi douloureuse est sans doute la forme d'éviction symbolique dont ils font parallèlement l'objet dans les différentes opérations de patrimonialisation qui prolifèrent dans le monde rural.

D'une certaine manière, les phénomènes de patrimonialisation eux-mêmes sont le signe de leur recul, puisque lorsque les campagnes étaient avant tout productives, elles n'étaient en rien l'objet de désir et de nostalgie qu'elles sont aujourd'hui devenues. Il fut une période, avant que ce type de processus n'apparaisse, durant laquelle les agriculteurs pouvaient se considérer comme les propriétaires du territoire et comme ceux qui en maîtrisaient les symboles.

Mais tout, dans les quatre exemples étudiés, montre que les temps ont changé. La chartreuse d'Aillon, monument qui doit devenir la maison du patrimoine du massif, semble avoir été considérée lors de sa restauration comme un patrimoine non-agricole, dans lequel il convenait d'effacer toute trace d'occupation paysanne. En revanche, d'autres patrimoines plus nettement connotés agricoles comme les grangettes ou l'atelier de mécanique - symbole de l'artisanat du village, où étaient réparées de nombreuses machines agricoles et où l'on pressait le cidre- ne font actuellement l'objet d'aucun processus de mise en valeur. La labellisation de la tome a été pour les agriculteurs le moment d'une amère découverte : ils ne sont plus maîtres de la manière dont ils élaborent leurs produits et doivent se soumettre à des normes imposées de l'extérieur par des organismes comme l'INAO - respect d'un cahier des charges, utilisation du matériel ou des races bovines autorisés... Le produit et les paysages travaillés doivent correspondre aux désirs des consommateurs, des visiteurs et des acteurs sociaux qui participent à la labellisation. Leurs savoir-faire sont paradoxalement mis en valeur et vidés du même coup de leur substance, puisque chaque fabricant doit respecter les normes établies et perd du même coup une bonne part de sa capacité d'initiative. Enfin, pour nombre de citoyens, le monde rural est avant tout le lieu de la nature sauvage, non transformée par l'homme. La réserve, qui fut pour les ruraux le symbole de la déprise et de leur déclin, est devenue pour les citoyens et les néo-ruraux un lieu emblématique d'une nature « authentique » et préservée, avec laquelle ils cherchent à entrer en contact. Les agriculteurs sont devenus l'objet d'une certaine méfiance. Ceux-là même qui, dans les représentations traditionnelles du monde en occident, dominaient la nature, la maîtrisaient et la rendent vivable sont aujourd'hui souvent considérés comme des pollueurs potentiels, qui n'ont pas leur place dans la nature sauvage.

La mutation du monde rural de l'après-guerre semble avoir séparé deux types de ruralité. D'un côté, des espaces fortement spécialisés produisent en masse des aliments de consommation courante. De l'autre, dans des lieux à la topographie mouvementée, où la production de quantités industrielles est impossible mais qui disposent en revanche d'un important potentiel paysager et patrimonial, les espaces ruraux se sont ouverts à des usages multiples. La production y est devenue secondaire et leur rôle principal est d'être un espace de loisir et de rêve pour des populations venues de l'extérieur. Cette transformation ne se fait pas sans violence symbolique à l'égard des populations agricoles. On se souvient des craintes exprimées par les agriculteurs au moment de la création du Parc. Ils redoutaient notamment de devenir des « prestataires de service » dont l'unique rôle était d'entretenir des paysages. Paysages dans lesquels eux-mêmes

prendraient d'ailleurs place, en tant que représentants des « derniers Indiens » auxquels on fait jouer leur propre rôle, après les avoir réduits à une image folklorisée d'eux-mêmes. Ces appréhensions, on le voit, ne manquaient pas de fondement. Elles n'ont cependant pas été traitées avec sérieux. Dès lors, qu'y a-t-il d'étonnant à ce que des résistances s'expriment ? Peut-on sérieusement penser qu'il est entièrement satisfaisant pour les agriculteurs de se voir ramenés au rôle de valeur ajoutée d'un territoire, devant contenter les désirs de populations extérieures avides d'une forme d'exotisme pour espérer continuer à exister ?

Dans toutes ces opérations patrimoniales, l'agriculture fait un peu figure de « cadavre dans le placard ». L'évolution actuelle paraît inéluctable et les techniciens agricoles l'admettent. Mais nul ne se permet de l'évoquer de vive voix, et d'en parler franchement avec les principaux intéressés. Les agriculteurs font l'objet de discours flatteurs de la part des élus et des administrateurs, mais la violence de la dépossession dont ils font l'objet n'en est que plus flagrante. Pourtant, si la transformation de leur rôle vis-à-vis du territoire ne peut être évitée, ne serait-il pas souhaitable qu'elle fasse l'objet de débat sur la place publique ? Ne pourrait-on pas imaginer que les agriculteurs puissent trouver leur place dans les processus de patrimonialisation à l'œuvre et que, ce faisant, ils acquièrent une capacité de modeler eux-même leur image, et de raconter, finalement, une autre histoire aux citoyens, aux néo-ruraux et à leur propre enfants ?

Les limites des projets patrimoniaux

Un patrimoine qui n'est pas celui des habitants ?

De nombreux auteurs ont mis l'accent sur l'appropriation par la population qui serait une des caractéristiques du patrimoine. Mais ici, de toute évidence, si appropriation il y a, ce n'est pas celle de l'ensemble de la population, mais seulement de certains groupes, plus ou moins minoritaires.

Le décalage est visible dans les quatre exemples. Dans le cas de la chartreuse, on peut relever le manque d'enthousiasme flagrant pour le projet des populations de la Combe de Lourdens, qui se contentent de remarquer qu'après les travaux, ils ne reconnaissent plus la chartreuse, et qui ne savent pas vraiment ce qu'il est prévu de faire de ce bâtiment. Ils se doutent bien qu'il s'agit d'en faire un lieu d'accueil du public, mais supposent que celui-ci sera tourné vers l'histoire des moines, ce qui n'est pas le cas. Par ailleurs, la chartreuse n'est pas un monument créé par la population paysanne du massif. Les moines demeurent aujourd'hui encore considérés comme un groupe à part : ils sont venus de l'extérieur et vivaient dans les couvents selon leurs propres règles. Le monument a en outre été purgé de toutes les traces que cette population pouvait avoir laissé. De plus, pour beaucoup des habitants, elle fait figure d'un projet coûteux et tourné essentiellement vers une vision nostalgique et quelque peu prétentieuse du territoire, quand il importerait de préparer l'avenir.

La tome est par contre un élément important pour les agriculteurs, qui la considèrent véritablement comme un de leurs emblèmes. Mais là encore, sa mise en valeur semble leur échapper complètement. On relève leur fatalisme quant à la définition qui en a été

faite, et le fait qu'ils soulignent avoir dû s'adapter aux critères de l'INAO et de sa commission d'experts. La tome patrimonialisée n'est pas celle des producteurs utilisant des montbéliardes. Et la reconnaissance gastronomique obtenue par leur tome dans les différents concours constitue pour ces derniers une forme de revanche.

La réserve a longtemps fait figure de symbole négatif pour les populations d'origine baujue d'un certain âge, qui peuvent difficilement en faire un symbole de leurs valeurs. Les plus jeunes et les néo-ruraux y sont quant à eux attachés, mais si la protection de la nature est pour eux un enjeu important, il ne doit pas faire oublier leurs problèmes quotidiens et doit servir avant tout à rapprocher les différentes populations du territoire.

Quant à la mise en avant du cœur du massif, elle est fondée avant tout sur une image de ce territoire qui ne correspond pas à celle qu'en ont ses habitants. La tentative de proposer aux socioprofessionnels du massif le slogan « *loin du bruit, près de la vie* » révèle un véritable contresens sur les attentes et les désirs de ces derniers. Si beaucoup des habitants sont certes attachés à la protection d'une nature sauvage, préservée de l'action de l'homme comme celle de la réserve, mais cela ne signifie pas pour autant selon eux que le monde rural doit être le lieu du silence et de l'inaction.

La conséquence de ce manque d'appropriation est un rejet de ces projets par une partie des habitants, qui ont le sentiment que l'on "passe par dessus leur tête" pour vendre une image du territoire et au-delà, une image d'eux-mêmes. Le point commun de nos quatre exemples est peut-être le fait que des habitants se sentent dépossédés de quelque-chose qui leur appartient qui se trouve mis en valeur vis-à-vis de l'extérieur sous une forme dans laquelle ils ne peuvent se reconnaître. Ainsi la chartreuse, enlevée à la famille qui la possédait, et valorisée sans aucune référence à cette dernière, si ce n'est pour lui reprocher certains dégâts survenus dans le bâtiment. Les anciens propriétaires vivent très mal leur exclusion de ce qui était pour eux un héritage, un patrimoine familial au sens classique du terme. De même, la population de souche des Bauges-Devant a pu avoir d'une certaine manière l'impression que les terres qui constituaient la réserve lui étaient arrachées. C'est-à-dire que même si ce sont les agriculteurs qui ont vendu ces terres à l'Etat, ils ne tolèrent pas de s'en voir refuser l'accès - certaines zones de la réserve sont interdites au public - et n'acceptent pas de se voir privés de ce qu'ils estiment être leurs droits ancestraux sur ce territoire – et notamment le droit de chasse. Avec la labellisation de la tome des Bauges, une certaine image traditionnelle du produit est mise en avant, mais les agriculteurs perdent une bonne part de leur capacité d'initiative sur le produit : ils doivent se conformer à un cahier des charges strict, et respecter notamment les races bovines et les méthodes préconisées. Enfin, le territoire qui fait l'objet d'une mise en images et en slogans est avant tout un territoire « sauvage » doté de grands espaces naturels, au sein duquel l'humain apparaît peu, et uniquement sous la forme d'activités traditionnelles. Les chalets d'alpages souvent présents dans l'iconographie témoignent discrètement du rôle de l'homme dans la formation des paysages. Mais de la vie actuelle des habitants, rien n'est dit. Lors des cérémonies qui entourent l'inauguration de la maison faune-flore, il n'est fait nulle part allusion aux premiers porteurs du projet issus du monde associatif et à leur principale préoccupation : comment réconcilier les habitants du massif avec la réserve ? De même, la promotion du territoire mise en place fait l'impasse sur la diversité culturelle présente dans le massif et

sur les questions qu'elle engendre quant à la manière dont il est possible de vivre ensemble.

D'où un certain sentiment de vexation de la part des acteurs associatifs, mais aussi des habitants qui ne sont pas forcément engagés dans tel ou tel organisme. Tout se passe comme si l'on proposait à l'admiration des touristes des objets patrimoniaux dont on avait d'abord pris soin de leur signifier qu'ils n'étaient plus les leurs. Ils ont du coup l'impression que c'est une image creuse, désincarnée qui est renvoyée du territoire. C'est ce que semble signifier ce néo-rural qui accuse le Parc de vendre le territoire « *comme on vend du dentifrice* ». Celui-ci fait l'objet d'une opération marketing comme n'importe quel produit, alors qu'il est pour beaucoup d'habitants le support de leurs espoirs de vivre différemment. L'emploi de ces procédés, ajoutés au déficit de reconnaissance dont ils estiment faire l'objet, leur confère le sentiment que pour les institutions, ils font en quelque sorte partie du paysage au même titre que les sapins ou les chalets d'alpage, au lieu d'être reconnus comme les acteurs qu'ils ambitionnent d'être dans leur lieu de vie.

Ce décalage entre l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et la façon dont ils s'estiment traités explique en partie la façon dont réagissent nombre de mes interlocuteurs, qui paraissent touchés de manière profondément affective par l'attitude des différentes institutions.

Au-delà de ces difficultés résultant de choix effectués, nous pouvons plus largement nous interroger sur les processus de patrimonialisation, parfois présentés par les aménageurs comme une solution miracle permettant de créer du lien social. A la différence de la discipline historique, toujours liée d'une manière ou d'une autre à un pouvoir²²², les objets patrimoniaux seraient plus polysémiques et pourraient ainsi faire l'objet d'une appropriation par des groupes sociaux très différents. Ils seraient par nature davantage « ouverts », et permettraient à des voix multiples de s'exprimer à travers eux. Ainsi, la charte du Parc mentionne que le patrimoine culturel doit « faire renaître l'identité culturelle des Bauges ».²²³

Pourtant, de toute évidence, ces processus peuvent exclure autant que rassembler, et sont, tout autant que l'histoire, aptes à être les supports de l'affirmation d'un pouvoir. Nous voyons bien dans les exemples étudiés que seuls certains groupes participent à sa définition : ce sont les érudits locaux et les élus et salariés du PNR dans le cas de la chartreuse, l'INAO et les consommateurs pour la tome, les grands corps administratifs -ONF et ONCF- et les naturalistes pour la réserve, et enfin les techniciens du Parc et les professionnels de la communication pour le territoire du cœur du massif. Ces différents groupes s'appuient sur leurs compétences en matière scientifique - histoire, géologie, écologie - pour justifier leurs décisions. Mais ce faisant, ils passent à côté des dynamiques culturelles locales et de ce qui pourrait réellement unir les Baujus dans un projet commun.

²²² Voir à ce sujet DE CERTEAU, Michel, 1975, *L'écriture de l'histoire*, Gallimard, NRF.

²²³ Charte constitutive du PNRMB, Charte d'objectifs, p 34.

Des projets divergents concernant l'aménagement du territoire

Par ailleurs, les habitants s'interrogent : ce que l'on peut appeler la « gestion patrimoniale du territoire ». N'est-elle pas dans l'excès pour une campagne comme les Bauges, si elle se fait au détriment d'autres formes de développement et empêche de penser réellement l'avenir ? C'est ce qu'expriment, en définitive, les habitants, lorsqu'ils protestent, en particulier, contre le projet de chartreuse, en contestant la priorité dont bénéficie ce dernier auprès des institutions alors que de nombreuses réclamations concernant leur cadre de vie ne sont pas satisfaites. Qu'ils soient Baujus d'origine ou « néo-ruraux », ils estiment manifestement que le territoire est leur lieu de vie avant d'être un lieu d'accueil de visiteurs, et qu'il doit se développer avant tout en fonction de leurs propres désirs et attentes.

Les textes de lois mentionnent le fait que les PNR ont pour but la protection du patrimoine naturel et culturel, mais aussi le développement local. Or, d'une certaine manière, il semble que pour le PNRMB, ces deux objectifs ne fassent qu'un. Il s'agit, en développant et en valorisant le patrimoine du massif, de jouer essentiellement la carte du tourisme vert pour développer le massif, faisant de celui-ci un de ces fameux « poumons verts » pour les citadins des villes environnantes. Mais pour ses habitants, le territoire n'est pas seulement le lieu destiné à répondre par son image aux rêves et aux désirs de populations venues d'ailleurs, mais un lieu qui a son autonomie. Ce n'est pas seulement une zone dotée d'une fonction au sein d'un vaste ensemble dont elle est dépendante, mais bien un territoire pouvant être un lieu d'innovations.

Pour les habitants, un véritable développement ne doit pas s'appuyer uniquement sur le tourisme (le texte paru dans vivre en Bauges que j'ai cité à la fin du chapitre 3 et dans lequel un agriculteur faisait part de ses craintes vis-à-vis du Parc mentionnait déjà le refus de ce qu'il appelait le « tout-tourisme »). Le territoire doit être producteur de biens de consommation et de services lui conférant une certaine autonomie.

C'est le rôle même assigné aux espaces ruraux, leur place dans la nation, qui est remis en question de façon plus ou moins explicite par les groupes protestataires. Pour schématiser, nous avons d'un côté le projet porté par le Parc d'une campagne à vocation essentiellement patrimoniale, qui oeuvrerait avant tout à préserver au moins dans son apparence, un patrimoine national - en l'espèce le monde rural -, et qui vivrait de la mise en valeur de ce dernier auprès aux visiteurs. De l'autre côté, nous avons des habitants porteurs pour nombre d'entre eux d'utopies pour l'espace rural, et qui tentent d'en faire, au contraire, le lieu où s'inventent de nouvelles façons de vivre ensemble.

Ce refus d'une campagne sans activité « productives », nous l'avons vu, est nettement affirmé à plusieurs reprises par les habitants. Baujus d'origine et néo-ruraux se rejoignent dans le refus de considérer leur territoire comme une réserve de silence à destination des gens des villes. La population de souche oppose au supposé silence de la nature la gaieté des bruits du pastoralisme et du travail. Les socioprofessionnels, souvent néo-ruraux rejettent le slogan « *loin du bruit, près de la vie* ».

Les jeunes du pays peu diplômés expriment le souhait de voir des entreprises

s'implanter dans le massif, afin de leur fournir des emplois. Les néo-ruraux et les « partis-revenus » tentent, quant à eux, d'y créer leurs micro-entreprises, agricoles ou de services. Celles-ci sont nombreuses : une exploitation cultivant les plantes médicinales, une autre produisant des confitures et des jus de fruits, un élevage de moutons pour la laine, la halte-garderie, des gîtes, une boulangerie biologique, une fabrique de maquettes, une chocolaterie, diverses compagnies artistiques, une entreprise de production cinématographique, etc. Nous avons vu que l'association Oxalis, dont l'un des buts est le développement local du territoire a mis en place un système d'aide à la création d'entreprise qui a rencontré un franc succès. Elle a aussi créé sous forme de SCOP une coopérative d'emploi, afin de soutenir en les salariant des porteurs de projets au début de leur aventure.

Si le développement touristique n'est-il pas suffisant aux yeux des habitants des Bauges-centre, c'est sans doute parce qu'ils revendiquent pour leur territoire une triple indépendance - économique, politique et culturelle. Or, le développement fondé sur la valorisation d'une image, qu'elle soit patrimoniale ou autre, leur semble au contraire les maintenir dans une situation de besoin vis-à-vis de l'extérieur.

D'un point de vue économique d'abord, ce choix conduit le pays à vivre de l'apport financier du tourisme. La volonté de conserver un paysage inchangé et de mettre en avant une image de lieu sauvage et reclus pour attirer les visiteurs risque, selon mes interlocuteurs, de conduire à écarter systématiquement l'idée d'un développement des activités perçues comme non traditionnelles, et de l'industrie en particulier. Une grande partie des emplois en Bauges sont d'ores et déjà liés au tourisme sous toutes ses formes : ce sont des postes saisonniers de perchmen dans les stations de ski l'hiver, de cuisiniers et de serveurs dans les différents établissements de restauration, d'animateurs dans les centres de vacances en été. Mais que les touristes viennent à manquer pour une raison ou pour une autre, et nombre de ces emplois disparaîtront.

« Moi je pars du principe que si on veut un pays fort, il faut diminuer sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Aujourd'hui, c'est un pays qui est dangereusement déséquilibré. Par rapport à la dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, c'est-à-dire que si tu as une usine qui ferme à Rumilly, tu vas voir un peu comment ça va se répercuter... » (Patrick)

Pour nombre de jeunes Baujus peu diplômés, il s'agit, tout au long de l'année, de jongler entre ces emplois et ceux d'ouvriers dans les entreprises des plaines environnantes. Celles-ci sont implantées dans les banlieues des agglomérations voisines (Saint-Alban-Leyse, Rumilly, Seynod...), lieux dans lesquels les électeurs Baujus ne pèsent d'aucun poids sur la décision politique, et appartiennent le plus souvent à de grands groupes qui n'ont pas d'attaches locales. La fermeture d'une ou plusieurs de ces usines aurait d'importantes conséquences sur l'emploi en Bauges. Aussi comme me le confiait un jour mi-figue, mi-raisin une chargée de mission du Parc « *le rêve de beaucoup de jeunes, ici, serait qu'une usine s'installe à Lescheraines* ». J'ai retrouvé cette préoccupation notamment dans le massif de la Chartreuse, où l'industrie est davantage présente, mais depuis quelques années aux mains de grands groupes étrangers, ce qui inquiète fortement la population.

Aussi pour les Baujus, ne pas tout miser sur le patrimoine, et par conséquent sur le

visiteur potentiel, c'est, selon l'adage, ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. L'unique façon d'échapper à la dépendance économique serait de faire de Bauges un lieu de production, et de réintroduire ainsi cette zone dans un circuit d'échange marchand en lui permettant de créer elle aussi des richesses monnayables à l'extérieur.

En ce qui concerne l'aspect politique, les lieux de pouvoir et les sièges des différentes administrations étant centralisés dans les villes, nombre de décisions concernant les espaces ruraux sont prises depuis celles-ci. Le Parc naturel régional a bien son siège dans le massif, mais ses financements proviennent en majorité de la Région et du Département (Lyon et Chambéry), et sont attribués à partir d'un budget précis, que ces collectivités étudient et valident. Les conseillers régionaux et départementaux sont d'ailleurs largement représentés au sein du comité syndical. Les grandes orientations données au territoire sont donc conditionnées par le rôle qui lui est assigné par les différentes institutions. Pour de nombreux Baujus, le Parc représente en fait les pouvoirs centraux et administre le territoire selon un modèle défini à l'extérieur.

Enfin, les habitants revendiquent aussi une forme d'indépendance culturelle qui se heurte en Bauges à la politique menée en matière de patrimoine, puisque nous avons pu constater que les décisions concernant ce qu'il est légitime de conserver, de valoriser sont prises essentiellement par les professionnels qualifiés de différentes institutions. Ainsi, c'est à partir de leur conception de ce qui est authentique, important, beau, que se dessine le visage du massif de demain.

Le cas de la tome est particulièrement révélateur de l'imposition de représentations extérieures sur un produit et un savoir-faire. Nous avons vu de quelle façon la définition du produit et de son mode de fabrication était fortement influencée par L'INAO en fonction de ce que doivent être, pour cette institution, non seulement un fromage « authentique », mais aussi les paysages et les activités de la campagne qui le produit. Les agriculteurs sont donc contraints de changer leurs troupeaux de montbéliardes pour des tarines et des abondances.

La chartreuse, quant à elle, est manifestement considérée par les institutions comme l'élément patrimonial le plus important du territoire. Les médias l'affirment d'ailleurs sans nuance, en la désignant comme le lieu où siège « l'âme du massif ». Mais manifestement, l'ampleur et l'ambition du projet sont en décalage avec l'absence d'appropriation de ce monument par les différents groupes de population.

Le Parc : du lieu de concertation à l'antagonisme

Comment se fait-il que le Parc, qui affichait, nous l'avons vu, dans sa charte sa volonté d'être un lieu de concertation, qui permette la participation des « forces vives », apparaisse aux yeux des habitants non plus dans une position de conciliateur, mais bien plutôt dans celle d'une administration qui impose des choix qui ne sont pas toujours les bienvenus sur le terrain ?

On peut en effet s'étonner de l'ignorance que semblent manifester les représentants cette institution à propos de l'état d'esprit d'une bonne partie des acteurs en présence. Ignorance qui peut les amener à penser très sincèrement que « *loin du bruit, près de la*

vie » est un slogan tout à fait adapté au massif.

Cela nous conduit à faire un petit détour pour essayer de comprendre ce qui se passe au sein du Parc. Qui sont, pour commencer, les salariés membres de l' « équipe technique » ? Cette dénomination, qu'ils utilisent eux-mêmes fréquemment et que l'on retrouve dans le divers documents du Parc, est révélatrice du rôle qui leur est assigné. Ils sont présentés comme des techniciens très compétents dans leur domaine - compétence qui leur est d'ailleurs, à quelques exceptions près, reconnue sur le territoire – et chargés d'accomplir les missions qui leur seront confiées par les organes de décision du Parc. Notons qu'une « équipe technique », comme son nom l'indique, n'est pas chargée de réfléchir aux orientations politiques, mais de les appliquer. C'est d'ailleurs bien ce qui est stipulé dans la charte, dans laquelle il est écrit que les salariés ont pour fonction « la mise en oeuvre technique des actions du Parc et de celles dont il sera chargé par les Collectivités adhérant au syndicat mixte »²²⁴.

Les membres de l'équipe du Parc sont fortement diplômés et tous les chargés de mission ont au moins un bac +5 dans leur domaine : biologie-écologie, architecture, agronomie, commerce, animation culturelle, etc. Ils ont été recrutés au sein d'une sévère concurrence. Ils viennent de toute la France et, bien que la moyenne d'âge soit assez jeune, un certain nombre ont déjà des expériences sur d'autres territoires (Parcs, mais aussi d'autres intercommunalités). L'écrasante majorité, lorsque j'ai effectué mon stage au Parc en 1999-2000, n'habitaient pas le massif, mais les villes environnantes, et « montaient » chaque jour, travailler en Bauges. Certains d'entre eux expliquaient vouloir opérer ainsi une séparation entre leur vie professionnelle et leur vie privée. Aucun n'était originaire du massif (je veux dire par là qu'aucun n'y habitait avant d'être recruté), à l'exception notable des secrétaires.

Cela explique en partie leur difficulté à « sentir » le terrain. Mais celle-ci doit sans doute aussi au style imprimé par le directeur de l'époque, présent depuis la création du Parc. Celui-ci était issu de l'Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts (ENGREF), école d'application de l'Ecole Polytechnique et de l'Institut National d'Agronomie lors de son passage. Il imprimait au Parc un style sans doute typique de sa formation dans une école chargée de donner à l'Etat ses hauts fonctionnaires. Très habile dans l'art du montage de dossier et dans la défense des intérêts du Parc auprès des politiques et des administrations chargées du financement, il n'était pas vraiment un homme de terrain, et il affichait parfois son incompréhension voire son exaspération vis-à-vis des réactions d'une partie de la population qu'il semblait considérer comme assez peu rationnelles. Il avait d'ailleurs dans les Bauges une très forte réputation de « technocrate ». Travailleur acharné, il exigeait beaucoup de ses collaborateurs dont il attendait une grande efficacité, mais ne semblait pas considérer comme important le fait de leur permettre de passer du temps sur le territoire, à rencontrer les « forces vives » du massif. Les chargés de mission avaient donc peu de temps pour se rendre sur le terrain et ce comme ce n'était pas vraiment ce qui leur était demandé, ceux qui le faisaient devaient ensuite rattraper le « temps perdu ».

En même temps, la stature du directeur lui donnait une légitimité qui lui permettait de

²²⁴ Charte constitutive du PNR du Massif des Bauges, charte d'objectifs, p 82.

défendre efficacement certains choix faits par l'équipe face au pouvoir politique. Il n'hésitait pas pour cela à mettre en avant les compétences scientifiques des salariés.

Après son départ en 2001, il est remplacé par celui qui avait été recruté un an plus tôt comme directeur adjoint. Ce dernier, moins diplômé, doit en grande partie son poste au soutien du président du Parc, qui a appuyé sa candidature. Il n'est donc pas vraiment, à la différence de son prédécesseur, en position de tenir tête aux élus, et d'imposer éventuellement les vues de l'équipe technique. Dans le même temps, la droite remporte les élections municipales de 2001, et cela se ressent notamment dans la périphérie du massif. Le bureau du Parc bascule donc plus fortement dans le sens du président, lui aussi de droite. L'équipe technique se retrouve donc dans une position dans laquelle elle est davantage soumise aux exigences du pouvoir politique.

Des tensions se manifestent à cette époque au sein de l'équipe. D'autant que les salariés sont pour la plupart recrutés avec des contrats à durée déterminée de trois ans. Aussi, beaucoup d'entre eux craignent que le contrat ne soit pas renouvelé et expriment un stress important au moment du renouvellement, stress qui n'est pas totalement injustifié, comme nous avons pu le voir avec le départ de la chargée de mission agriculture. Leur statut précaire ne leur permet donc pas de contester frontalement les orientations qui leur sont dictées par le tandem présidence-direction.

C'est aussi à cette période que se manifeste un fort turn-over au niveau de certaines missions. Si le pôle « sciences naturelles » semble épargné, deux domaines en particulier sont soumis à une certaine instabilité : le patrimoine culturel et l'agriculture. Après le départ, en 1999 et en 2002, des deux jeunes femmes qui étaient présentes depuis l'association pour la création du Parc, trois personnes différentes se sont succédées dans chacun de ces postes, laissant entrevoir un certain malaise.

Il faut cependant mentionner que dans le même temps, l'équipe technique s'est rapprochée des habitants du territoire avec l'arrivée de nouveaux chargés de mission, plus jeunes, qui ont majoritairement choisi de s'installer dans le massif, suivant en cela l'exemple du nouveau directeur. Désormais, la moitié de l'équipe habite les Bauges. Petit à petit, des liens se créent avec la population locale, et le regard des salariés du Parc évolue vers une plus grande compréhension de la situation locale.

Le patrimoine, lieu de négociation ?

Enfin, nous pouvons remarquer que les projets patrimoniaux, même s'ils peuvent sembler au départ définis unilatéralement, sont cependant aussi des lieux de négociation. Il est possible de le constater pour chacun des quatre projets, avec le dialogue entre les membres de l'ASCA et le Parc au sujet de la restauration de la chartreuse, entre les agriculteurs, le Parc et l'INAO à propos de la tome, entre chasseurs et administrateurs de la réserve, et enfin entre « communicants » et socioprofessionnels du massif pour la « nouvelle identité ». De plus, il faut aussi noter qu'à côté des interlocuteurs reconnus (associations, groupements de professionnels...), des non-invités s'immiscent dans la discussion et font parfois irruption sur la scène publique, avec, par exemple, la publication d'articles dans *Vivre en Bauges*. Les différents acteurs estiment manifestement avoir leur

mot à dire à propos de ces éléments. Aussi, même si ce ne sont pas vraiment les habitants du territoire qui déterminent le terrain de la négociation, il serait en revanche erroné d'en déduire qu'ils sont totalement exclus de celle-ci.

Par contre, les réticences qui s'expriment autour de ces projets et la revendication clairement formulée à plusieurs reprises d'une meilleure prise en compte de l'avis des habitants me paraissent assez symptomatique de la demande croissante de nouvelles formes de démocratie. Les habitants acceptent désormais difficilement l'idée qu'en matière d'aménagement de territoire, la décision puisse venir d'en haut sans qu'ils aient été consultés. Or, dans la mesure où les quatre opérations que j'ai analysées apparaissent comme les lieux dans lesquels les pouvoirs locaux expriment dans l'espace public leur projet pour le territoire, elles interpellent vivement tous ceux qui s'intéressent à la localité. Ceux-ci, en contestant le surgissement dans leur environnement de symboles dans lesquels ils ne se reconnaissent pas forcément saisissent l'occasion pour réclamer la création d'espaces publics dans lesquels ils puissent donner leur avis.

Nous percevons bien ici qu'au-delà de la question de la production « matérielle », c'est bien de la capacité du monde rural à produire de nouvelles façons de vivre dont il s'agit. Les habitants des Bauges n'ont-ils leur place au sein de la nation que pour entretenir des paysages montagnards à destination des touristes ? Sont-ils finalement des « prestataires de service », comme on a pu le dire des agriculteurs, au service de ceux, plus nombreux, qui vivent dans les espaces à dominante urbaine du pays ? Ne peuvent-ils que répondre passivement à une demande extérieure ? Ont-ils besoin de moines des temps modernes pour les aider à organiser la contrée ? Ou bien ont-ils une capacité d'invention, d'innovation ? Peuvent-ils être moteurs et proposer à la nation d'autres façons de vivre ensemble, et par conséquent de nouvelles formes de démocratie ?

J'ai déjà mentionné le fait que de nombreux analystes du monde rural postulent que ce dernier est désormais gagné par l'urbanité, celle-ci étant compris comme un accès à la mobilité et une forme de liberté. Si l'on ne peut nier la réalité de cette force de captation, il me semble cependant que des formes de résistance apparaissent du côté des espaces ruraux. La perspective d'une absorption par la ville et ses désirs ne satisfait manifestement pas les habitants de ces derniers. Certes, les oppositions qui s'expriment du côté des agriculteurs peuvent apparaître comme les derniers soubresauts des représentants d'une espèce en voie de disparition, mais on ne peut en dire autant des protestations plus ou moins explicites que font entendre les partis-revenus et les néo-ruraux, qui par leur jeunesse et leur capacité d'initiative représentent l'avenir de ces territoires.

Chapitre V. Mémoires vivantes et utopie

Au cours du chapitre précédent, nous avons pu constater que les populations des Bauges conservent une certaine distance avec la politique patrimoniale menée par le Parc. Les projets dont j'ai tenté la description et l'analyse ne semblent pas refléter la façon dont les habitants envisagent le passé, le présent et l'avenir de leur territoire. Ils reprochent aux institutions qui fabriquent le patrimoine de se contenter de renvoyer au monde une image des Bauges susceptible de plaire au public et de ne pas se préoccuper suffisamment de ce qu'ils estiment être leur réalité.

Mais s'ils refusent la représentation qui est donnée d'eux, cela ne signifie pas qu'ils ne produisent pas de leur côté d'autres récits. Nous pouvons donc nous demander quelle est leur propre vision du passé. Quels sont pour eux les épisodes importants, emblématiques, ceux dont il convient de transmettre la mémoire ? De quelle histoire se disent-ils issus ? Comment la racontent-ils, l'expriment-ils ? De quelle façon, enfin, s'en servent-ils ? Et au-delà de leur conception du passé, comment font-ils le lien entre l'histoire qu'ils racontent et l'avenir qu'ils tentent de construire ? Les habitants, nous l'avons vu, sont avant tout réunis par un projet commun qui a trait à la localité, celui d'inventer une nouvelle façon de vivre ensemble dans un espace perçu comme marginal. Aussi, le groupe qu'ils forment se situe-t-il résolument dans la perspective de l'avenir. Leur imaginaire social fait une large place aux notions d'invention, d'expérimentation. Aussi, le temps qu'ils envisagent n'est-il pas exactement le même que celui qui est mis en avant au travers du patrimoine.

Nous allons d'abord voir que dans les Bauges existent d'autres récits du passé que

ceux portés par le patrimoine. Ce sont les mémoires vives de l'histoire contemporaine du massif, qui se racontent au sein des discussions concernant l'aménagement du territoire, sont relues et débattues. Elles donnent une image de l'histoire du territoire différente de celle qui est construite par le patrimoine, mais font l'objet d'une forme de déni de la part des institutions.

Je me propose ensuite de montrer en quoi la vision du passé et de l'avenir portée par ces récits se différencie de celle transmise par le patrimoine et donne lieu à une autre construction de la temporalité. Les mémoires se situent davantage au sein d'une interrogation du passé. Elles y recherchent des éléments leur permettant d'inventer un avenir nouveau. En cela, elles relèvent d'une forme d'utopie. En outre, les récits portés par les habitants, à la différence du patrimoine, leur permettent de se penser comme des acteurs de l'histoire du territoire, et donc comme capables sinon de provoquer du moins d'infléchir les changements qui les affectent.

Puis, à partir des valeurs mises en avant dans ces récits mémoriels, je m'efforcerai d'aborder plus avant les projets des habitants des Bauges. Nous verrons que ce qui est en jeu, c'est la construction d'une nouvelle forme de territorialité, ce qui a des implications politiques - avec l'aspiration à des formes de démocratie adaptées - et culturelles - puisque non seulement le territoire, mais les formes d'appartenance à des groupes sociaux sont profondément repensés.

1. Quel passé pour les habitants des Bauges ?

Au cours de la période durant laquelle j'ai habité les Bauges, je me suis peu à peu rendue compte qu'à côté des projets patrimoniaux, d'autres façons de dire l'histoire étaient présentes sur ce territoire. Ce deuxième groupe de récits, plus discret a priori que le patrimoine qui par nature s'affiche, ne m'était pas apparu de prime abord.

En découvrant la région, j'ai commencé par lire les différentes productions écrites existantes, comme peuvent le faire les visiteurs de passage et les personnes intéressées par les Bauges. Brochures et livrets souvent édités par le Parc mettent en avant les éléments valorisés comme patrimoine : l'histoire monastique du massif, la métallurgie, l'argenterie des Bauges, la tome, l'architecture et les savoir-faire agricoles d'autrefois. Il s'agit donc d'un passé souvent lointain et qui fait appel avant tout aux éléments qui peuvent être perçus comme les plus « traditionnels » du massif : activités anciennes, typiquement rurales..., bien souvent en rupture avec le quotidien des habitants (à l'exception bien sûr de la tome pour les agriculteurs).

Puis, au fur et à mesure que j'apprenais à connaître les habitants du canton du Châtelard, que j'avais avec eux de longues discussions, une autre vision de l'histoire du territoire m'est apparue. Celle-ci, essentiellement véhiculée par un discours oral souvent chaleureux et passionné, se réfère à un passé plus récent que celui mis en valeur par les différents médias. Les récits portent cette fois sur l'histoire contemporaine du massif, celle qui précède immédiatement la période actuelle et à laquelle les habitants ont assisté voire

participé. Les épisodes emblématiques de cette mémoire sont fréquemment évoqués lors des débats et discussions qui peuvent avoir lieu dans les Bauges au sujet de l'aménagement du territoire.

Après avoir montré de quelle façon cette histoire est ignorée, voire niée par certains acteurs politiques et institutionnels du territoire, je tenterai d'en dégager les traits principaux, avant d'analyser en quoi elle est porteuse d'une conception du passé différente de celle véhiculée par le patrimoine.

Les Bauges des années du vide, les Bauges « archaïques » ?

La scène se passe en avril 2004, en fin de matinée, dans la salle du restaurant du plan d'eau de Lescheraines, exceptionnellement transformée en salle de conférence pour un colloque de deux jours consacré à l'histoire des Bauges. Celui-ci a été organisé conjointement par la Société Savoisiennne d'Histoire et d'Archéologie (SSHA) et par le Parc. Ou du moins par certains salariés du Parc, car un événement sportif qui a lieu dans le même temps mobilise une grande partie de l'équipe et en particulier le directeur, au grand regret de la chargée de mission patrimoine, qui a l'impression que ces rencontres, pourtant préparées depuis de longs mois, n'enthousiasment pas la direction.

Le colloque a cependant été un grand succès. L'assistance est très nombreuse, et il a fallu se tasser dans la salle. Les participants, à la moyenne d'âge relativement élevée, sont globalement très satisfaits de ces deux jours de réflexion. De nombreux aspects de l'histoire du massif ont été évoqués, ainsi que certains problèmes contemporains. L'ambiance est à la fois érudite et bon enfant.

Les conférences touchent à leur fin, et l'après-midi sera consacrée à des visites dans le massif. Le président du Parc, qui n'a pas assisté aux rencontres, apparaît dans la salle pendant la dernière intervention et s'entretient avec les chargés de mission. Puis il monte à la tribune et prend la parole afin, dit-il, de conclure ces « premières journées culturelles du Parc ». Après quelques mots d'introduction, il explique que l'on a souvent taxé les Bauges d'archaïsme. « *Mais c'est une faiblesse, dit-il, dont nous sommes nombreux à être fiers. Le PNR s'est créé car il était destiné à soutenir un territoire fragile et différent* ». Il poursuit « *Finalement, c'était peut-être une chance que nos prédécesseurs élus n'aient pas fait grand chose... Je veux dire qu'ils n'aient pas trop construit, développé, pollué ce massif.* »

Ces paroles suscitent un remous dans la salle, d'autant que sont présents, comme simples auditeurs, l'ancien maire d'Aillon-le-jeune et sa femme, un couple de personnes âgées de plus de 80 ans dont l'action a beaucoup compté dans la vie du canton. Le vieux Monsieur était à la tête de la municipalité d'Aillon de 1965 à 1989 et c'est sous son mandat que les stations d'Aillon et de Margériaz ont été créées. Il fait aussi partie des élus qui dès les années 1970 ont construit l'intercommunalité avec la création d'un SIVOM. Sa femme, ancienne institutrice, s'est beaucoup engagée dans la vie associative et représentait les catholiques de gauche. Tous deux sourient ironiquement. Autour d'eux, les gens protestent.

Imperturbable face au chahut, le président poursuit en insistant sur la place qui devra

être accordée dans la nouvelle charte à la nature et aux paysages. Il conclut son intervention par une belle phrase, saluant le travail des participants au colloque : « *l'histoire éclaire la direction où l'on veut aller tous ensemble* ».

L'après-midi, Denis tient le micro dans le car qui nous emmène visiter la chartreuse. Cet universitaire grenoblois, géographe, ne vit pas à plein temps dans le massif, dont sa femme est originaire, mais il y passe ses week-ends et ses vacances depuis 1971, date à partir de laquelle il a côtoyé et parfois soutenu activement les Amis des Bauges. Il entame une présentation géographique et historique des paysages du massif qui défilent sous nos yeux. Il insiste sur les réalisations des élus des années 1960-1970 - la base de loisir du Chéran, le terrain de foot, la pisciculture, les stations - avant de conclure : « *contrairement à ce qui a été dit, il se passait des choses en Bauges dans les années 60-70* » et de nommer les élus de l'époque, Alexandre Dusserre, Louis Brun, Marcel Tardy. Une partie des personnes présentes dans le car applaudissent.

Cette anecdote n'est qu'un des épisodes d'une guerre sourde qui a pour enjeu la reconnaissance d'une partie de l'histoire du massif ignorée voire niée, comme c'est ici le cas, par certains acteurs politiques et institutionnels.

Selon un discours plus ou moins clairement exprimé au sein du Parc naturel régional, avant les années 1990 et l'apparition de cette structure, il n'y aurait eu en Bauges qu'un vide : vide de projets, vide d'initiatives, vide de personnalités... L'intervention du président du PNRMB que j'ai rapportée, même si elle pousse particulièrement loin le déni d'une histoire antérieure au Parc, n'est pas un cas isolé. Globalement, salariés et élus du Parc ont tendance à présenter l'ensemble des réalisations qui existent aujourd'hui sur le territoire comme le résultat de projets impulsés par cet organisme (la coopération intercommunale, la valorisation de la tome...), et à abandonner à un oubli discret l'histoire qui l'a immédiatement précédé. Ils font en tout cas peu d'efforts pour la mettre en valeur, et il semble parfois qu'une véritable coupure sépare les années qui ont vu la construction du Parc des décennies antérieures à son apparition.

Ainsi, lorsque durant l'été 2001 un groupe de responsables de la Délégation Régionale aux Arts et à la Culture (DRAC) se rend dans les Bauges, les élus dirigeant le Parc l'emmènent à la découverte du patrimoine du massif. Sur le chemin de la chartreuse d'Aillon, future « maison du patrimoine du Parc » et lieu d'exposition, les invités passent devant la fruitière du village. Intrigués par le panneau « exposition », ils demandent à visiter celle-ci. Cette coopérative a vu le jour à l'initiative des producteurs d'Aillon-le-Jeune à la fin des années 1970, lorsqu'ils ont pris conscience que leur survie passait par la valorisation des spécificités de leur agriculture de montagne. Ils l'ont dotée d'un espace muséal situé à l'étage car ils souhaitaient, en même temps qu'ils vendaient leur produit, faire connaître aux visiteurs leurs conditions de travail. La coopérative et son exposition sont donc des symboles d'un nouvel élan de la communauté agricole. Pourtant, les élus se montrent surpris et gênés par la demande des fonctionnaires de la DRAC et, devant leur insistance, les envoient finalement visiter l'exposition sans eux. Certes, ce comportement peut s'expliquer par les tensions qui opposent à Aillon-le-Jeune l'équipe de la fruitière et l'équipe municipale (rappelons que le président du Parc est le maire d'Aillon-le-Jeune), mais il est aussi révélateur de l'absence de liens véritablement constructifs entre ces réalisations des années de déprise et le PNRMB.

Nous avons vu au cours du chapitre III comment, au tournant des années 1990, lorsque la question de la création d'un Parc commence à se poser, les Bauges des décennies 1970 et 1980 sont décrites dans les médias comme un pays qui se meurt, quitté par ses dernières forces vives, et pour lequel le Parc représente la dernière chance. Ce discours semble s'être encore radicalisé après la création du Parc. Si l'on s'en tient aux chronologies présentes dans certains journaux et à la façon dont les dirigeants du Parc présentent cette histoire, il semble que les Bauges soient sorties d'un seul coup d'une longue torpeur dans les années 1990 et que l'apparition du Parc ait marqué l'avènement d'une ère radicalement nouvelle.

Pourtant, pour qui s'intéresse à la mémoire locale, la période des années 1960-70-80 est loin d'être aussi vide que ces sources ne le laissent entendre. Au contraire, mes interlocuteurs insistent sur le fait que c'est à ce moment là que se sont déroulées les aventures de nombreux précurseurs qui auraient préparé, chacun à leur façon, le renouveau du territoire. Ceux d'entre eux qui racontent cette histoire ne nient pas que cette époque ait été marquée par la désespérance, le sentiment de la perte de vitesse du massif. Pourtant, c'est aussi là qu'ils situent le début de son redressement, et dans leurs récits, aucune coupure radicale ne la sépare de la période plus dynamique des années 1990 marquée par le renouveau démographique du massif. Diverses réalisations en auraient même constitué les premières étapes. La mémoire concernant cette époque d'expérimentation et d'innovation est foisonnante et il est aisé de la recueillir. Aussi, après avoir eu à plusieurs reprises l'occasion d'entendre raconter l'histoire de la station de ski d'Aillon-le-Jeune ou des Amis des Bauges, il m'a paru pour le moins étrange de constater à quel point elle était ignorée par les représentants du PNRMB, qui, loin de revendiquer son héritage, ont plutôt tendance à la passer sous silence.

Des habitants et des élus qui prennent des risques

Pour les habitants du territoire présents dans les années 1960, 70 et 80, le rebond des Bauges n'a pas débuté avec l'apparition de l'association pour la création du PNR en 1990. Ses racines sont bien plus anciennes. Il est en fait le résultat de la mobilisation d'acteurs locaux (élus, agriculteurs, premiers néo-ruraux), qui ont depuis bien longtemps entrepris de trouver des solutions pour pallier le déclin de l'économie traditionnelle et continuer à vivre sur le territoire.

Je décrirai ici les épisodes de leurs récits qui me paraissent les plus significatifs.

Pour les ruraux de souche, dès les années 1960, c'est-à-dire avant même l'arrivée des premiers néo-ruraux, dans certaines communes, une nouvelle génération d'élus a essayé de trouver les moyens de compenser la disparition de la plus grande partie des exploitations agricoles et de permettre aux jeunes de demeurer au pays. Trois maires sont restés dans les mémoires comme étant à l'origine de l'essentiel de ces initiatives :

« C'est le moment politique où une bande de jeunes avec Marcel Tardy [maire d'Aillon-le-Jeune], Alexandre Dusserre [maire de Lescheraines] et Louis Brun [maire du Châtelard] se sont mis à avoir de projets avec l'idée qu'au train où ça allait, bientôt, il n'y aurait plus un chat. » (Denis)

Ceux-ci se lancent d'abord dans une série de projets visant à développer le tourisme.

Les débuts du tourisme

- La station d'Aillon

Dans les Bauges-d'arrière, le cas particulier de la commune d'Aillon-le-Jeune retient l'attention. Celle-ci était particulièrement défavorisée au départ et, me disait l'un de mes interlocuteurs, « A Aillon, il aurait dû rester 20 vieux ». Ses habitants, lors des élections de 1965 choisissent de tenter l'aventure des sports d'hiver en créant dans la Combe de Lourdens autrefois occupée par les chartreux, une station de ski. Les récits des acteurs de l'époque commencent par le constat de la situation : les villages qui se vident, les écoles qui ferment. L'ancien maire Marcel Tardy et sa femme Lucette me décrivent cette situation dans un récit à deux voix :

Monsieur : Et bien on voyait que... Tout le monde était cultivateur, et on voyait que l'agriculture était en train de dégringoler. Et on s'est dit : Si on fait rien, dans X temps, le pays va être mort. Voyez, quand les chartreux sont partis, début 1800, y'avait 1000 habitants à Aillon-le-Jeune. On était tombé à 200 habitants.

Madame. : 202. M. : Et on s'est dit : Mais si on fait rien, mais le pays, il... On voyait que l'agriculture était en train de... Mme. : A l'école de la Combe, y'avait 9 élèves, à ce moment là. M : Dans les années 60... Mme. : Mais même avant. Alors dans les années... Moi, quand je suis arrivée à la Combe, y'avait 9 élèves, et Monsieur Rivoire en avait une dizaine ici aussi au chef-lieu. Mais y'avait pas de transport, alors bien sûr les gosses ils avaient 2 km et demi à faire pour aller en classe. Et puis en gros, y'a eu retour de certaines familles de Paris qui sont revenues vivre à la campagne à cause de la guerre. Et ça avait remonté un peu la population, mais dès que c'était fini, ils sont tous repartis. Et moi, dans une année, j'ai vu... Y'avait 7 gosses qui ont quitté la classe. 3 familles avec des enfants, 3, 2 etc. Alors y'avait des jeunes qui étaient en pleine... qui disaient « Nous on aimerait bien rester ici, pas partir travailler ailleurs, mais il faudrait faire quelque-chose », et ce quelque-chose, c'était quelque-chose qui était important ici, c'était la neige. Alors c'est parti comme ça. »

Dans le récit de ce couple, ce sont d'abord les habitants eux-mêmes (« on voyait bien... », « on s'est dit... »), isolés et sans aide qui essaient de trouver des solutions. Ils commencent par expérimenter, et après quelques erreurs, parviennent à redresser la tendance:

« On a démarré, les budget de la commune était de 42000 francs. En 63 environ. Alors on avait d'abord commencé... Pensé faire de ce côté le télési. Et en automne 63, on avait monté un télési, une petite remontée mécanique, qu'on nous avait prêtée, qui venait du col du Frêne. Qu'on avait au col du Frêne, ils avaient monté un... Alors ils nous avaient prêté un télési, qu'on avait mis en face de l'église d'Aillon-le-Jeune. Et puis cette année là, ben point de neige. Sauf à la combe d'Aillon, là-bas, où le peu de neige qui avait fait était resté. Alors on s'est dit ben c'est pas là qu'il faut le faire, ce sera là-bas. Ça conserve mieux, il fait plus froid. Puis voilà. Alors en 64, on a commencé le premier télési où y'a le Chamois, maintenant »

Ils ont peu d'argent, peu de moyens, et les difficultés semblent insurmontables. Mais ils improvisent, se démènent, et trouvent des solutions, parfois assez surprenantes qui font appel à une forme de solidarité villageoise :

Mme. : Et puis y' a eu 20 heures d'hélicoptère de la base du Bourget qui sont venus pour implanter jusqu'à la crête. M. : Ça c'est le préfet qui avait décroché ça. Mme. : c'est le préfet qui avait décroché ça, parce que l'armée de l'air était au Bourget du lac. M : Alors c'est le préfet qui nous les avait eu gratuitement. Question : - Ah oui donc vous avez eu des petites aides comme ça. M. : Ah ben heureusement, heureusement, oui. N'empêche que quand les militaires sont venus avec l'hélicoptère, dis donc ! Ils ont monté tout le matériel, jusqu'au sommet, avec les téléskis de crête aussi. Mme. : Les gens faisaient des trous, puis ils déposaient leur... M. : Ils plantaient les pylônes, avec l'hélicoptère. On avait préparé les bétons dessous, tout prêt. Alors ils arrivaient, ils posaient le pylône, on vissait le pylône. On a encore un petit film, là-dessus. Question :- Et c'étaient toujours les gens du coin qui faisaient ça ? M. : Ah ben, sauf les hélicoptères, c'était les militaires qui y conduisaient, mais autrement, oui, le boulot... Mme. : Tous les perchistes, c'étaient des gens du pays, y'avait des pépés, vous savez... »

Comme nous pouvons le constater, la débrouillardise est de mise, et les solutions retenues sont assez différentes de celles que pourraient préconiser techniciens et professionnels du développement local. Mais ce « système D » fonctionne tant bien que mal, grâce à l'investissement de tous.

Malgré des hivers difficiles, la station existe toujours aujourd'hui. Pour pallier le manque d'enneigement, un « stade de neige » a été ouvert sur la montagne de Margériaz, à quelques kilomètres de là, en 1980, avec la participation de l'ensemble des communes du canton. Les saisons sont plus ou moins bonnes, mais globalement, toujours si l'on en croit mes interlocuteurs, le bilan est positif puisque l'existence de la station a permis à de nombreux Aillonnais de demeurer sur place, souvent avec une double activité.

« - Ah ben d'ailleurs, quand on a eu lancé la station, il y a des gens qui étaient partis qui sont revenus. Comme Roger Gondrand [l'un des premiers directeurs de la station], ben il était parti. Et Victor Gondrand, qui a la ferme à la Correrie, il était parti, en ferme en bas. Et ils sont revenus. Et oui. - Question : Donc ils sont revenus pour la station... Pour la station, parce qu'ils y trouvaient du travail, et une autre atmosphère que la vie de ville où quand on connaît personne, qu'il faut et puis ici: En gros, l'été, il y avait du boulot, l'hiver, il y avait pas de boulot, puis fallait vivre. » (Armande)

- Le plan d'eau de Lescheraines

Au cours de ces mêmes années 1960, à Lescheraines, Alexandre Dusserre, jeune élu apparenté communiste fait construire le « plan d'eau », un lac en bordure du Chéran entouré d'une base de loisir comprenant un bar, des terrains de sport et un camping. Là encore, bricolage, débrouillardise, récupération et bénévolat sont au rendez-vous.

« Les politiques, le père Dusserre ont eu l'idée du plan d'eau. C'est le motoclub qui a fait le plan d'eau avec les camions de Dusserre. Ils faisaient du motocross à la Charniaz, avec les bénéfices, ils rachètent les terrains et font le plan d'eau. Il appartenait à EDF qui avait acheté pour faire un barrage. Il y avait un chalet à Tignes à démonter. Ils ont demandé à Dusserre combien il prenait. Il l'a remonté au plan d'eau, c'est le bistrot du plan d'eau. Il faisait du bénévolat avec ses

ouvriers. Enfin, ils étaient plus ou moins obligés. » (Denis)

Aujourd'hui, le plan d'eau est une des sorties les plus prisées en été par les familles des Bauges. Ironie du sort, c'est justement dans ledit chalet ramené de Tignes par Alexandre Dusserre que le président du Parc a prononcé son discours expliquant que ses prédécesseurs élus n'avaient « rien fait ».

- Les relais-soleil

C'est en marge du réseau des « jeunes élus locaux », avec l'aide des premiers néo-ruraux et d'initiatives venues de villes alentours que se développe dans les années 1980 l'aventure de « Vacances et loisirs au pays des Bauges ». Il s'agit de profiter de subventions publiques (un « contrat station-vallée ») pour créer dans le canton des lits pour accueillir les touristes. Il est très difficile de se mettre d'accord sur l'implantation, car les différentes communes tentent de « tirer la couverture à elles ». Finalement, le choix est fait d'une certaine solidarité vis-à-vis de communes très fortement touchées par la déprise. Aussi, plutôt qu'un grand centre de vacances, trois centres de taille plus modeste sont créés, un à Lescheraines, proche du plan d'eau, et deux dans les villages les plus déshérités des Bauges, à la Magne, sur la commune de Saint François, et à Doucy.

D'après les récits, les élus des Bauges font valoir ce choix à l'encontre de certains conseillers urbains qui n'en comprennent pas bien la logique

« Untel [géographe de l'université de Savoie] était à fond dedans. Il avait une vision très extérieure. Il trouvait l'implantation à la Magne stupide, mais la Magne était au fond du gouffre. Doucy aussi. Lui aurait tout mis aux Aillons. Il avait une vision très urbaine. » (Partie-revenue)

Les agriculteurs reprennent leur filière en main

De même façon que selon les élus et les habitants de l'époque, la valorisation touristique du territoire n'a pas débuté avec la création du Parc, dans les récits des agriculteurs, la redynamisation de la filière ne remonte pas à l'engagement des démarches visant l'obtention du label AOC pour la Tome des Bauges dans les années 1990, mais bien plutôt aux premières initiatives ayant pour but de regrouper les producteurs. Sont notamment citées les réouvertures à Aillon-le-Jeune et à Lescheraines de deux fruitières véritablement fondées sur le système de la coopérative. Auparavant, de nombreuses fruitières de village avaient fermé, et celles qui subsistaient vendaient le lait à des entreprises privées. Le nouvel intérêt porté par les agriculteurs au système de coopérative témoigne de leur désir de se réappropriier l'ensemble de la chaîne de production du fromage. En témoigne le récit de cet agriculteur d'Aillon-le-Jeune :

« On n'avait déjà plus de fromagerie, c'était un laitier d'Annecy qui venait ramasser le lait d'Aillon-le-Jeune, et qui fabriquait plus ici. Les bâtiments étaient fermés. Ça fabriquait plus. Il emmenait le lait. Directement. Alors il y avait encore deux sociétés, il fallait encore mettre d'accord les gens, là . Celle-ci et puis là-bas la Combe [Combe de Lourdens, où est située la station de ski]. Alors, on a recommencé à lancer la Combe. On s'est dit il y a quand même maintenant une certaine vie, il faut essayer de relancer notre fruitière, quoi. Alors ça s'était décidé au mois de janvier, et au mois de janvier, on n'a pas trouvé de fruitier pour reprendre comme ils faisaient avant, vous voyez pour vendre le... Alors c'est des gens du pays qui ont accepté. C'est André Ginollin qui est toujours en vie, qui

habite le Penon, là-bas, qui a toujours les vaches, aidé par un cousin à lui, Petit-Barrat. Alors lui il a dit : moi je veux bien essayer, parce qu'il avait fabriqué en montagne, un peu. Alors il dit « moi je veux bien essayer, mais je me sens pas d'y prendre à mon compte. Alors nous on le fait, mais en tant que salariés. » Alors on est passés en gestion directe, ce qui s'était jamais vu. Ça aussi ça a été un problème. Les gens disaient « vous allez vous casser la gueule ». « Vous vous rendez-compte, et s'ils font de la mauvaise fabrication ? ». Alors la commune s'était portée garante. On avait passé un contrat : si en fin d'année le lait d'Aillon se vendait moins que la moyenne du lait en Bauges, parce qu'il y avait des fromagers dans toutes les communes, la commune s'était engagée à payer le déficit. Et en fin d'année, malgré une certaine mauvaise fabrication à une certaine époque... Il avait fallu vendre des tomes à Saint-Félix là-bas à la fromagerie Picon. Malgré ça, le lait s'était mieux vendu que dans la moyenne des Bauges. Alors là, ça les avait regonflés, les gars. Ils ont dit ben, pourquoi pas en fin de compte. Alors on a commencé là-bas [dans la Combe de Lourdens] et pendant qu'on a commencé quelques années là-bas, on a commencé à retaper la fromagerie d'ici [du chef-lieu]. Il fallait tout revoir un peu, quoi. On a remonté ça un peu moderne, quoi. Et alors on a regroupé les deux collectivités, deux coopératives, et la commune est rentrée à 49 % de part dans l'opération, pour les sécuriser. Alors voyez maintenant, c'est quand même bien, c'est une belle fromagerie. Et ils arrivent à rentabiliser leurs fromages mieux que partout en Bauges. Maintenant, il reste 3 fromageries en Bauges. La plus grosse, c'est la Compôte, ils doivent avoir 8 ou 9 millions de litres de lait par an. Alors le lait part toujours à Annecy. Après, vous avez Lescheraines, qui a deux millions de litres de lait par an, alors qui se sont mis aussi en gestion directe comme nous, parce qu'ils ont vu que ça marchait bien. Et puis vous avez Aillon, qui doivent avoir dans les 800 000 par ans. Ça doit être la plus petite fromagerie, je pense, de toute la Savoie. »

Mais c'est aussi le début d'une union plus large des agriculteurs du canton, ce que raconte un responsable actuel du SITOB :

« Donc en 72, on a créé la SICA, donc la Société d'Intérêt Collectif Agricole, d'alpage des Bauges, qui regroupe tous les exploitants montagne, et on a décidé de protéger la marque "Tome des Bauges". Donc le premier dépôt de marque en 72. Et puis ça a continué son petit bonhomme de chemin, bon, à mon avis, pas en augmentation. Les alpages demandaient beaucoup de main d'œuvre, y'avaient des alpages qui étaient pas géniaux, et ça a abandonné beaucoup, quoi. Après, en 85, 86, il y a eu la coop de Lescheraines, qui faisait la revente de lait avant, qui a basculé, ce qu'on appelle en gestion directe. Ils se sont pris en main, ils ont plus voulu vendre leur lait à un industriel, ils ont dit, on va embaucher nous même notre fromager, les gens dont on a besoin pour travailler, pour affiner, tout ça, et on va vendre nous-même nos produits. Et donc eux, ils se sont dit, on va essayer de se regrouper avec les alpagistes, et on va essayer de bouger un peu la donne. Donc on s'est rapprochés, et donc on a créé le syndicat. Au départ, c'était... je crois que pendant 2 ans ça s'est pas appelé SITOB. C'était le syndicat de défense de la Tome des Bauges, qui s'est transformé après en SITOB. »

Dans ces récits aussi, nous pouvons noter l'utilisation du pronom « on » (« on s'est dit (...) il faut essayer de remonter notre fruitière », « on a créé la SICA »). Là encore, ces épisodes sont racontés comme des aventures vécues, à la première personne du pluriel.

Les protagonistes n'étaient pas sûrs de réussir, mais ont tenté des expériences.

La création de nouvelles activités économiques

La revitalisation du massif passe aussi par la création d'activités économiques alternatives à l'agriculture. Diverses tentatives sont alors lancées, dont certaines eurent des suites intéressantes. Le cas le plus connu des Baujus de souche est sans doute celui de « Marie-la-Motte » :

« Il y a eu aussi Marie-la-Motte. C'était à la fin des années 60, début des années 70, avec Mlle Chauland, qui est toujours vivante, d'ailleurs. Elle était au service marketing à l'Oréal, à Paris. Alors quand elle voyait dans quelles conditions misérables vivaient les Baujus de Paris immigrés avec seulement leurs bras et leurs réseaux. Elle avait même une tante qui faisait concierge, alors qu'elle avait une belle maison en Bauges. Donc elle est venue mettre en pot des produits L'Oréal. Elle savait les prix. C'est différent en 200 litres et au pot. C'était en bas à Lescheraines, peut-être sur la place en face de chez Bollard. Il y avait 4 ou 5 femmes au début, qu'elle appelait « mes filles ». Elles mettaient les drogues en pot. Comme elles n'arrivaient pas à vendre tout ce qu'il y avait en pot, elles faisaient de la sous-traitance pour Vully, je crois que ça s'appelait, Vuillermé. Il y avait un atelier pour eux quand il y avait du boulot. Puis elles ont fait du montage de montres. Elle voulait que ses ouvrières aient une technologie manuelle suffisante pour faire envie. Elles ont monté des montres, puis travaillé pour Tefal, jusqu'à ce que ça devienne la grosse boîte là-dessous, Sous Traitance En Bauges, STEB. Les investisseurs, c'étaient toujours les mêmes, sûrement Dusserre, Fabre. Leur idée, c'était de donner du travail à des femmes. Avec l'idée que quand les femmes seront là, les hommes émigreront pas, et on trouvera toujours du travail pour les hommes. » (Denis)

Les néos-ruraux ne sont pas en reste dans ce mouvement consistant à créer de nouvelles activités. Pour eux, l'installation dans les Bauges passe souvent par la création de leur entreprise. C'est d'abord Paul, à Jarsy, architecte de formation, qui crée une entreprise de fabrication de maquettes :

« J'ai trouvé du boulot comme architecte d'intérieur à Grenoble, et je suis venu m'installer à Grenoble, avec toujours derrière la tête « Mais que faire dans ce village de Jarsy ? Comment arriver à vivre là-bas ? » Et tous les week-ends, c'était Jarsy, tous les week-ends, c'était la restauration de la maison, etc., etc... Et puis en 69, y'a eu un contact un petit peu particulier avec quelqu'un de la Haute-Savoie qui cherchait un maquettiste, et donc moi je me suis proposé pour lui donner un coup de main, et en réalité son expérience professionnelle était celle que moi je cherchais à réaliser, mais je n'avais pas encore trouvé le filon. Et bon, ben on est partis de cette idée, à savoir un atelier en pleine nature, avec une prospection sur un périmètre riche dans le sens où bon, la région Rhône-Alpes a toujours été quand même une région assez prospère, par rapport à d'autres régions, et puis ben pourquoi pas, et cet atelier, il s'est monté... il est parti comme ça, et l'installation a eu lieu au mois de juin 1969, où là, ben ça a été le grand saut dans le vide, et les gens n'ont pas cru à notre arrivée, dans le sens où on arrivait comme les estivants, au mois de juin, et qu'au mois de septembre dès que les feuilles allaient jaunir, on allait refoutre le camp. Et puis voilà, on est restés. Donc tu vois, c'est... c'est très long, comme... C'est une démarche longue

et il a fallu penser, étudier. Pour moi il était hors de question de venir – bien que c’était la mode à cette époque-là-, de venir dans les Bauges, d’acheter deux chèvres, un métier à tisser à la Redoute, c’était hors de question. Et professionnellement, les qualifications que j’avais, c’était difficile à exercer dans les Bauges. »

Les activités créées par les néo-ruraux sont assez nombreuses et imaginatives. Dans le même village de Jarsy, un néo-rural crée une chocolaterie, qui fournit aujourd'hui toutes les Bauges en chocolat à l'approche de Noël et de Pâques. Non loin de là, à Ecole, un autre crée dès les années 1970 la boulangerie biologique, non sans difficultés avec la population de souche. Une néo-rurale d'Ecole m'expliquait d'ailleurs que « *les gens allaient acheter leur pain au Châtelard exprès pour ne pas l'acheter ici* ».

Je peux encore citer rapidement la fleuriste de Bellecombe, les cultivateurs de plantes aromatiques et médicinales au Noyer, les artisans en tous genre comme les nombreux potiers, l'éleveur de moutons angora pour la laine, etc...

Les débuts de l'union du massif

Les années 1970, en plus d'avoir été marqué par un nouveau dynamisme économique, sont aussi, si j'en crois mes interlocuteurs, celles qui ont vu les premières initiatives visant à surmonter l' « esprit de clocher » et à unir le canton du Châtelard, ou même un territoire plus large dans des projets communs.

En 1974, Marcel Tardy, Alexandre Dusserre et Louis Brun, maire du Châtelard et conseiller général du canton, sont à l'initiative de la création d'un SIVOM, qui deviendra un district, puis une Communauté de Communes des Bauges. L'alliance de ces trois élus, est souvent citée dans les récits comme un détail étonnant. Si Alexandre Dusserre était un « rouge », proche des communistes, Louis Brun était un « blanc », un conservateur bon teint, et sa caution semble avoir été importante dans cette région traditionnellement plutôt à droite. Pourtant, ils vont former une espèce d' « union sacrée » nécessitée par la situation des Bauges :

« Et puis il y avait le père Brun au Châtelard qui disait un peu oui à tout le monde. Lui, c’était le garant du côté à droite de l’opération. Dusserre, lui était communiste, enfin apparenté, parce qu’il était quand même chef d’entreprise. Marcel Tardy, sa femme était une catholique de gauche. Elle avait beaucoup d’influence. » (Denis)

Marcel Tardy, manifestement plus modéré, se situait donc à mi-chemin entre ses deux collègues et amis. C'était un « rose », me dira une des mes interlocutrices, dont je reproduis ici les propos assez amusants qui montrent bien la conception particulière de la politique des Baujus de souche :

« Alors ici, ils étaient de droite, plus de droite, la famille à mon mari, et Monsieur Tardy était plus de gauche. Enfin, qu’on dit, parce que comme dit M. Guizot, là, le pépé qui entend pas, mais qui sait beaucoup de choses sur la politique, il me dit : "Oh Marcel, il est ni blanc, ni..." - Parce qu’ils disaient les blancs et les rouges -, "Il est ni blanc ni rouge, il est rose. Et puis son gendre il est vert". Parce qu’il a un gendre, je crois, qui est écologiste, à Saint Pierre, alors il me disait : "son gendre, il est vert, maintenant". »

Les récits présentent donc cette période comme celle où le territoire du canton du

Châtelard commence à affirmer son unité, au-delà de ses divisions, pour obtenir certaines améliorations en matière d'équipement. Parmi les souvenirs, celle d'une grève du vote, à la fin des années 1960, qui marque dans les esprits l'émergence d'une espèce de conscience collective baujue.

« Ben disons que les élus des années 70, c'est eux qui ont monté le SIVOM, qui ont embauché un animateur, etc. Donc du côté des élus, il y avait aussi du répondant, et avant ça il y avait des très vieux maires, des paysans du coin qui géraient le... Sans se rebiffer, enfin sans... Il y a eu des grands moments, parce qu'il y a eu une fois une grève du vote, ça c'était en 69, je crois que c'était vraiment fin des années 60 qu'il y a eu le déclic. C'était pour je crois le référendum de De Gaulle, et l'état de la route pour monter ici était tellement lamentable qu'il y a eu deux votes dans toutes les Bauges sur un référendum national, donc ça avait quand même été un moment où y'a eu une sorte de prise de conscience. » (Laure)

Pour les populations locales, cette époque est celle d'un tournant. Les Baujus abandonnent les querelles de clocher pour chercher des réponses à l'échelle d'un territoire plus vaste, celui du canton du Châtelard. Ces années sont aussi marquées dans les souvenirs par d'importantes manifestations festives au cours desquelles les associations des différentes communes collaborent.

« Moi mes parents étaient très impliqués dans le comité des fêtes, à Bellecombe. Donc il y avait la vogue de Bellecombe, le premier dimanche... premier week-end de juillet, le concours de bûcherons de Bellecombe, événement public très important, qui est monté jusqu'à 3-4000 spectateurs. Ils se filaient des coups de main... C'est marrant ça, on l'a vécu parce qu'on travaillait à la buvette : ils s'échangeaient entre comité des fêtes. C'est-à-dire par exemple à Lescheraines, ils avaient besoin de beaucoup de monde pour le moto-cross. Tu es déjà venue au moto-cross de Lescheraines ? Jamais ? Il faut 150 bénévoles. Parce que là c'est 12000 personnes, il y avait des manches de championnat du monde. Euh non, championnat de France, il y a eu... Il y a eu une manche de championnat du monde. Alors donc, ils avaient besoin je sais pas de 150 bénévoles, alors ils demandaient à tous les comités des fêtes des Bauges de venir à 4 ou 5 et après, ils leurs rendaient la pareille sur d'autres événements. Donc au moto-cross, mes parents ils avaient une buvette... Donc c'est vrai qu'on a baigné là-dedans. Puis après il y a eu le foot. » (Patrick)

Ce sont aussi les débuts du collège, qui va unir toute une génération de jeunes Baujus et que trentenaires et quadragénaires évoquent avec nostalgie, et ceux des clubs de sports, en particulier, le football club des Bauges (FC Bauges) :

« Et les associations sportives, ça et le collège, ce sont les clefs de l'unité des Bauges. Si on peut parler d'unité. Mais de fin des petites guerres intestines, quoi. Parce que ben les jeunes, t'en avais deux-trois par village, pour constituer une équipe de foot, t'as intérêt à recruter sur la totalité du massif. Sinon, t'as pas d'équipe de foot. Or, à partir du moment où tu fais jouer un gamin au ballon avec celui de Bellecombe et avec celui d'Arith, et avec celui de... Bon, et ben on casse un peu ces murs et ces séparations. Et on reconstitue le territoire. » (Paul)

Les premiers néo-ruraux racontent quant à eux qu'ils ne sont pas en reste dans ce mouvement visant à unir le territoire. Selon eux, promouvoir une solidarité entre les

communes est même l'un des tous premiers buts des Amis des Bauges. Nous avons vu au cours du chapitre III que les membres de cette association ont été à l'origine d'un certain nombre d'initiatives dans ce sens parmi lesquelles on peut mentionner la création de la revue *l'Ami des Bauges*.

Ils rappellent aussi que ce sont eux qui ont eu l'idée de réunir un territoire plus vaste que celui du canton. C'est le projet « Grandes Bauges », qui, nous l'avons vu, préfigura l'idée du Parc.

Enfin, ils expliquent qu'ils ont sans doute été des pionniers en s'intéressant au patrimoine local, parce qu'ils pensaient que cela pouvait favoriser le tourisme, mais aussi parce qu'ils y voyaient un moyen d'ouvrir le dialogue avec la population locale et de lui permettre de se réapproprier les grandes évolutions en cours. Ils ressentent alors durement certains manques de communication et cherchent des solutions. Le patrimoine devait être un moyen de provoquer une réflexion. C'est ainsi que leur idée d'un musée de la faune et de la flore visait avant tout à réconcilier les gens avec la réserve. Mais ils sont aussi les premiers à essayer de recueillir des témoignages sur la vie d'autrefois dans les villages et sur la façon dont les habitants ressentent les transformations qu'ils subissent. Ainsi, lorsque l'un des trois centres de vacances de « vacances et loisirs au pays des Bauges » est créé à Doucy, ils lancent une enquête ethnologique dans ce village :

« et puis moi ça je m'étais dit : "A Doucy, ça va quand même beaucoup changer les choses, parce que le fait de racheter de faire du tourisme, c'est quand même, Doucy, les Bauges profondes, leur petite vie, ce serait intéressant de parler du village avec eux, avec les gens, pour accepter ou poser aussi la question de l'évolution de ce patrimoine et de l'arrivée de touristes éventuels". Et donc voilà, on avait pris l'initiative de se dire "on va faire un travail, que quelqu'un vienne faire un peu le point sur ce qu'est Doucy aujourd'hui." Alors que ça bouge, quoi, puis que les gens règlent un peu leurs comptes aussi avec la mauvaise image qu'ils avaient de leur village et de leur vie là-haut, enfin, parce qu'il y avait quand même tout ça derrière, et qu'on les fasse exprimer là-dessus. Et voilà, et donc finalement, on a fait une expo et une petite publication sur le village de Doucy et puis cette ethnologie, après elle avait travaillé sur l'argenterie des Bauges. »
(Laure)

Dans le même temps, toujours si l'on en croit leurs récits, ces néo-ruraux commencent à faire état d'une préoccupation qui est celle de la démocratie, de l'accès à l'espace public, de la réappropriation du débat par toutes les composantes de la population Baujue. Étant eux-même peu légitimes dans les villages et n'ayant que très peu de chance d'accéder à une fonction municipale, ils cherchent au travers de la vie associative et de la création du journal *l'Ami des Bauges* d'autres moyens de s'exprimer. En cela ils amorcent un mouvement de création d'espaces publics et de lieux de débats qui se poursuit aujourd'hui.

Deux visions du passé qui se superposent sans se rencontrer

Nous sommes donc en présence de deux façons différentes de dire l'histoire des Bauges, qui ne s'appuient absolument pas sur le même « fonds » historique. D'une part des projets

patrimoniaux renvoient à des éléments anciens comme à l'histoire monastique ou au temps où le massif vivait d'une agriculture traditionnelle ainsi que de l'artisanat. D'autre part, la mémoire locale entretient le souvenir des tentatives effectuées par les habitants actuels pour redynamiser le massif.

De telles situations ont déjà été constatées par les ethnologues. Jean-Luc Bonniol, qui a travaillé sur le Larzac montre que sur ce territoire se superposent deux « gisements d'histoire locale. » D'un côté, le conseil général de l'Aveyron a monté un projet patrimonial ambitieux autour de l'histoire des ordres religieux, templiers et hospitaliers. C'est le « gisement patrimonial », qui fait appel à des périodes anciennes et à des monuments. De l'autre, les populations conservent et valorisent le souvenir des luttes des années 1970 contre le camp militaire. C'est le « gisement mémoriel récent »²²⁵.

Cette analyse semble pouvoir s'appliquer peu ou prou dans le cas des Bauges.

Les deux histoires ne se déploient pas de la même façon et s'expriment dans des lieux différents : le patrimoine bénéficie d'un large accès aux médias et de manière générale, à l'écrit. De nombreux articles paraissent dans la presse régionale. Il est aussi au cœur de la plupart des espaces muséographiques existants. Des brochures existent au Parc : les « chemins du patrimoine », les « tannes et glacières du Margéziac », « l'argenterie des Bauges »...

La mémoire s'exprime dans une parole orale, lorsque l'on interroge les gens sur l'histoire des Bauges ou de leur village. Il est souvent fait référence aux grands acteurs des décennies précédentes lors des débats portant sur l'aménagement du massif. C'est le cas lors des forums du collectif citoyen, ou dans d'autres moments de discussion, comme la projection du film de Pierre Beccu *La dernière saison*. Parfois, cette histoire surgit dans *Vivre en Bauges*. Certains habitants conservent aussi des traces chez eux : photos, anciens articles de journaux.

Les tenants de chacune de ces histoires paraissent le plus souvent ignorer l'autre de façon plus ou moins consciente et volontaire.

Les responsables des institutions chargées de valoriser le patrimoine semblent assez peu au fait des événements de la période contemporaine. Ainsi, les chargés de mission du Parc, s'ils savent que les Amis des Bauges font partie de ceux qui ont été à l'initiative de la création du Parc, ne connaissent pas les détails de ce passé. Le fait que les Amis aient imaginé la maison de la faune et de la flore d'Ecole n'est apparemment pas arrivé jusqu'à eux et ils n'ont jamais entendu parler du projet « Grandes Bauges ».

De l'autre côté, les groupes locaux, nous l'avons vu, se désintéressent des projets patrimoniaux quand ils ne les critiquent pas ouvertement. La chartreuse d'Aillon ne fait pas l'objet de la moindre pratique qui pourrait dénoter une appropriation collective à Aillon. Le seul lieu réellement revendiqué comme leur par la population locale est le cimetière de la chapelle de la corrière, ou traditionnellement, sept vieilles familles de la Combe de Lourdens ont le droit d'enterrer leurs morts. Le bâtiment restant de la chartreuse ne semble pas les intéresser, comme le déplore un membre de l'ASCA qui a pendant

²²⁵ BONNIOL, Jean-Luc, 2001, « La fabrique du passé, le Larzac entre mémoire, histoire et patrimoine, dans : FABRE, Daniel et BENSÀ, Alban (dir), *Une histoire à soi*; éditions de la MSH, Paris, pp. 169-193.

plusieurs années passé ses journées dans le bâtiment :

« C'est pas les gens des Bauges qui sont bien passionnés, hein ? Entre nous. J'en ai vu plusieurs, je leur ai dit "vous connaissez pas ? Venez faire un tour, je suis là tous les jours." Pas vu un seul. Eh ben moi, ça me surprend un peu quand même. Ils ont quand même le temps : il y en a pas mal qui sont en retraite par là, donc ils peuvent quand même venir voir ce qui s'y passe. Mais je sais pas. Là c'est un peu inquiétant, quand même. On peut pas dire qu'ils soient bien... bien passionnés par ce genre de choses »

Il ne semble pas exister réellement de passerelles entre ces deux histoires. Comment pouvons nous interpréter l'existence côte à côte et la non-interférence de ces deux types de récits ?

Quelles Bauges nous décrivent ces récits ?

Bien que constituées de récits multiples et variés (ceux des Baujus d'origine et de leurs élus, ceux des néo-ruraux), les mémoires des habitants comportent cependant un certain nombre de points communs, de passages incontournables, que je voudrais ici souligner. Il ne s'agit évidemment pas ici de prétendre que le contenu de ces histoires serait plus « vrai » que ce qui est raconté par les projets patrimoniaux, mais bien plutôt de montrer qu'il fait appel à des éléments différents et qu'il véhicule de ce fait un autre imaginaire.

Éloge de l'amateurisme

Tout d'abord, d'après ces récits, si le découragement et la résignation paraissent effectivement se répandre en Bauges au cours de ces « années du vide », ces sentiments sont loin d'être partagés par tous. Les discours recueillis sur le territoire mettent au contraire en scène des individus, mais aussi des groupes entiers (le village d'Aillon, les agriculteurs, les Amis des Bauges) qui tentent par tous les moyens de lutter contre ce qu'ils perçoivent comme un déclin. Selon ces récits, ce sont bel et bien des acteurs locaux qui, dès ces années-là, posent les premiers jalons de la renaissance des Bauges qui deviendra apparente dans les années 1990.

Les mémoires racontent aussi que des personnes qui auraient pu a priori s'opposer ont surmonté leurs divisions pour obtenir des améliorations pour le territoire. Ainsi, nous avons vu que des élus de partis différents se rassemblent malgré leurs divergences et fondent ensemble l'intercommunalité. Les villages entreprennent de dépasser leurs querelles de clocher. Les Amis des Bauges insistent aussi sur le caractère hétéroclite du groupe qu'ils formaient. De plus, selon eux, ses membres, venus de l'extérieur ont apporté des idées et du renouveau aux Baujus de souche décrits comme fatalistes.

Ces récits mettent donc en valeur l'union de personnes différentes, mais insistent surtout sur la dimension bénévole de leur action. Les acteurs de ces épisodes ne sont pas des professionnels rémunérés pour tenter de développer la région, mais de « simples citoyens » qui s'engagent. Leur amateurisme est largement mis en avant. Notons ici, à la suite de Benoît de l'Estoile qui s'intéresse aux érudits locaux que le mot amateur dérive de *amatore*, celui qui aime²²⁶. Les individus se lancent dans ces actions parce qu'ils

veulent faire quelque-chose pour « le pays », entendu à la fois comme le territoire et la société locale, auquel ils sont attachés.

Les différents protagonistes mettent aussi en avant la faible légitimité dont ils bénéficiaient auprès des institutions. On ne les croit bien souvent pas capables de réussir ce qu'ils ont entrepris. Ils sont mis en garde par des autorités inquiètes ou amusées selon les cas. C'est ce qui se passe pour la station d'Aillon, comme le raconte l'ancien maire :

« C'était vraiment l'aventure. Le préfet... Pendant les 12 ans, convoqués à la préfecture avant de faire notre budget ! Et lui nous disait "Mais vous êtes fous, vous allez vous casser la gueule." Et je comprends, je comprends ! »

Les Amis des Bauges essuient diverses moqueries. On les traite de doux rêveurs, d'utopistes (« *on était des visionnaires... et de joyeux crétins* » me disait Paul).

Les premiers néo-ruraux qui tentent d'implanter leurs activités racontent tous ne pas avoir été pris au sérieux par une population locale qui regardait certaines de leurs pratiques (vie communautaire, agriculture bio-dynamique) avec une grande méfiance et ne croyaient pas au caractère durable de leur installation. Nous avons vu que Paul raconte que les habitants de Jarsy pensaient que lui et sa femme repartiraient à l'automne, quand les feuilles jauniraient.

Les narrateurs de ces histoires insistent ainsi sur le côté audacieux, voire déraisonnable de leurs projets, allant jusqu'à affirmer qu'ils comprennent l'inquiétude de ceux qui tentaient alors de les freiner. Cela explique le fait qu'ils ne reçoivent que des aides extérieures sporadiques et doivent se démener pour trouver des solutions alternatives. Mais le manque de moyens, loin de les décourager, semble stimuler leur imagination. A Aillon, les élus reversent leur indemnité au directeur bénévole de la station, comme le racontent l'ancien maire et sa femme :

« Monsieur : Ah oui. Y'a eu du bénévolat au départ. Le maire, par exemple, et les adjoints, pendant deux mandats, pendant 12 ans, ils reversaient leur indemnité qu'ils touchaient à Monsieur Baulat, qui lui a monté sa pisciculture, qui est mort maintenant, qui avait mon âge à peu près, qui était le premier directeur bénévole de la station. Il passait le matin vers 7 heures, 7 heures et demi ici, on buvait le café ensemble, il me disait ce qu'il avait fait la veille et ce qu'il prévoyait de faire dans la journée, et il était benévole. Alors lui, ben il fallait quand même qu'il attire les gens. Alors il attirait les chauffeurs de cars, par exemple, il leur payait le dîner. Alors notre machine lui servait à payer le dîner aux chauffeurs de car, et à faire la belote avec eux, alors... Madame : Il était cardiaque, faut dire, alors il pouvait pas faire d'exercice physique très violent, mais ce côté, là, le développement des villages, lui plaisait beaucoup. »

Les agriculteurs locaux se font perchistes, restaurateurs, loueurs de matériel en fonction des besoins. Les Amis des Bauges écrivent, illustrent et impriment leur journal avec les moyens du bord. Alexandre Dusserre utilise les camions de son entreprise pour créer le plan d'eau et récupère opportunément un chalet au cours de son activité professionnelle. Tout cela donne l'impression d'un joyeux désordre, d'une improvisation qui diffère complètement d'opérations planifiées, budgétisées dans leurs moindres détails comme

²²⁶ DE L'ESTOILE, B., « le goût du passé », p 124.

peuvent apparaître celles des développeurs professionnels auxquels est aujourd'hui confié la tâche de redynamiser l'économie du massif.

Nul besoin d'aide de l'extérieur ou d'intervention providentielle. C'est au sein même des habitants des Bauges que se trouve l'énergie nécessaire au changement. Ici, les forces vives du développement sont les habitants eux mêmes, qu'ils soient de souche ou néo-ruraux, qui prennent leur destin en main et qui sont à l'origine des initiatives. Les acteurs extérieurs susceptibles d'apporter de l'aide (qu'ils soient responsables politiques, financiers ou experts) n'apportent que de petits compléments et leur laissent faire le gros du travail.

Les Amis des Bauges insistent aussi sur le manque de moyens qui était le leur à l'époque, qu'ils opposent aux facilités dont bénéficie aujourd'hui le Parc :

« Et ce qui a été le plus difficile, je crois à avaler, c'était les moyens qu'il y a au Parc et la misère dans les associations locales, parce qu'il y a pas de commune mesure entre les moyens de fonctionnement, les budget de fonctionnement, donc ça, globalement, je crois que ça a été mal vécu dans les assoc, parce qu'elles tirent le diable par la queue et qu'au Parc y'a quand même énormément de moyens. »

L'image du territoire qui est véhiculée est celle d'un pays autonome, capable d'initiative, d'un pays dynamique et vivant. Il ne doit pas son développement aux moines, ou encore aux chargés de mission du Parc, mais bien à la communauté locale.

Et l'ancien maire d'Aillon-le-Jeune insiste bien : *« Nous nous sommes débrouillés par nos propres moyens »*.

Prise de risque et échecs

Les solutions à la crise vécue par les Bauges ne se sont pas « tout naturellement imposées ».

Les acteurs des différents récits ont souvent dû prendre des risques et assumer des décisions difficiles.

Ainsi, à Aillon, les élus doivent engager des emprunts très importants pour une petite commune n'ayant pas au départ de réelle source de revenus. Ils doivent parier sur la réussite de la station pour espérer pouvoir rembourser un jour les créanciers. Il faut donc faire des choix sans certitudes quand à l'avenir, ce qui nécessite, si l'on en croit mes interlocuteurs, de l'audace et de la force de conviction. Car il faut aussi surmonter les oppositions inévitables que le projet suscite :

« Mme : Il y avait bien une personne qui disait « Ah, vous allez vous ruiner, puis ruiner la commune, etc., parce que c'étaient pas des particuliers qui pouvaient faire quelque-chose. M. : Budget de la commune, je vous dis, 42000 francs. La deuxième année ou la troisième année, quand on a fait le téléski de la Combe-aux-Biches, qui existe toujours, hein, qui a un kilomètre de long. C'était déjà important. Ça représentait 5 fois le budget de la commune. Mme. : Alors si vous voulez, il y a eu une expérience qui a été faite cet hiver 64-65, et les élections ont eu lieu au mois de mars 65. Et le thème c'était pour ou contre la

station. Alors ceux qui étaient pour ben ça a eu une grosse majorité. M. : Alors l'ancien maire, ben il habitait la chartreuse, c'était un Boyer. Et lui, il avait déjà arrêté, il disait moi, « je m'engage pas dans un truc comme ça ». Lui il avait un peu eu peur... Mme. : Il avait démissionné au mois de février. M. : Ah oui, oui. Quand il a vu... Parce qu'on avait déjà tourné un hiver, pratiquement, quand il... Alors les cars qui arrivaient on savait pas où les mettre, y'avait pas de parking, y'avait rien, rien »

Les récits de ces années n'omettent pas les échecs et les tâtonnements, ni l'opposition qui a pu exister et le fait que les porteurs de projets étaient parfois très isolés. Avant de construire la station dans le Combe de Lourdens, les Aillonnais ont essayé de faire fonctionner un téléski au village d'Aillon et les habitants des Bauges-devant ont tenté d'en élever un sous le col du Frêne. Faute de neige, ces expériences ont dû être arrêtées. La construction de la station n'a pas toujours été mûrement réfléchie, et certains immeubles, reconnaissent mes interlocuteurs, sont assez laids :

« Vous savez, ils ont des toits très très vilains, là, qui sont un peu plats. Ben oui, alors maintenant, ça se ferait plus, mais à l'époque, on n'était pas encore sensibilisés là-dessus, quoi. Alors ils la construisaient, et ça s'est vendu comme des petits pains, les appartements. Alors après on a construit avec le style davantage bauju, parce qu'on s'était dit : « il faut pas laisser faire ce qu'on avait laissé faire ».

Les Amis des Bauges ont connu de leur côté de nombreux échecs, au point que leurs récits ressemblent parfois à une litanie de tentatives avortées. Le projet « Grandes Bauges » a été particulièrement mal reçu :

« On s'est fait massacrer. On s'est fait massacrer. « Sans intérêt » (rires) « On a toujours travaillé en canton, en villages, je vois pas ce qu'on va aller foutre avec les gens de Saint-Jorioz, de Saint-Pierre-d'Albigny », bref, et puis ceux de Saint-Pierre-d'Abigny : « Mais qu'est-ce qu'on va aller foutre avec des Baujus qui sont des... » Ça s'est pas dit, mais ça s'est senti, quoi. Il y avait de la méfiance, et puis personne d'entre nous n'étais un orateur, personne n'a réussi à convaincre parce qu'on ne savait pas nous-mêmes, tu comprends ? On ne savait pas si le fait de travailler nous-mêmes tous ensemble, c'était sur le plan économique, c'était sur le plan touristique, c'était sur le plan... On savait pas exactement. C'était une idée comme ça. » (Paul)

Pourtant, ces revers n'ont pas découragé les acteurs de ces récits. Les erreurs, servent de leçons pour l'avenir, et bien souvent leur permettent finalement de rebondir.

Mais il est important de constater que dans ces récits, les avancées obtenues ne l'ont pas été à l'issue d'une marche triomphale et ininterrompue, mais bien plutôt d'un combat obstiné durant lequel sont apparus tour à tour succès et déboires. Tout a été acquis de haute lutte grâce à la persévérance d'individus qui, malgré le manque de moyens, se sont battus contre l'adversité.

Ces acteurs locaux qui ont fait les Bauges

Enfin, mes interlocuteurs insistent sur le fait que si les Bauges sont aujourd'hui celles que l'on connaît, c'est grâce aux initiatives des habitants. Ce sont eux qui ont dessiné le

visage du territoire actuel. Lorsque Denis, après le discours du président du Parc, commente dans le car les paysages parcourus, il présente ceux-ci comme ayant été modelés par les décisions des acteurs locaux :

« Nous quittons le plan d'eau de Lescheraines, réalisé sous la municipalité d'Alexandre Dusserre », « A notre droite, le stade de neige de Margéraz, construit dans les années 1980 avec le soutien de l'ensemble des communes du canton... »

D'après ce discours, les réussites actuelles (station, fruitière, plan d'eau et même AOC tome des Bauges) sont dues aux initiatives de l'époque. En commentant la prospérité qu'amènent aujourd'hui ces réalisations, mes interlocuteurs posent implicitement la question de ce que seraient les Bauges celles-ci n'existaient pas :

« Le plan d'eau de Lescheraines, l'été, c'est quand même quelque-chose de bien. Il y a des fois 1000 personnes là-bas, qui sont au camping. » (Lucienne) « Alors voyez maintenant, c'est quand même bien, c'est une belle fromagerie. Et ils arrivent à rentabiliser leurs fromages mieux que partout en Bauges. » (Marcel)

Mais surtout, ils tiennent à replacer la dynamique territoriale actuelle dans la continuité de l'impulsion qu'ils lui ont donné. Alors que la charte du Parc situe la naissance du projet en 1990, année du voyage des élus du district dans le Vercors²²⁷, l'ancien maire d'Aillon-le-Jeune, dernier survivant du trio que l'on cite comme étant à l'origine de l'intercommunalité, explique clairement ce que cette institution, selon lui, doit aux élus des années 1960-70 dont il faisait partie, quitte à s'appropriier au passage le projet « Grandes Bauges » :

M. : Ben nous, ça s'est créé, déjà, de mon temps. Moi de mon temps, les premiers qui ont démarré. Bon, y' avait Laure entre autres... Mme : C'étaient les Grandes Bauges, c'était pas le Parc... M. : Oui, c'étaient les Grandes Bauges, mais on pensait déjà... Oui, le nom du Parc est venu après. Mais on y pensait un peu. C'était ça, quand même. Alors on avait déjà vu, voyez, je me rappelle de réunions où il y avait déjà les maires de la Haute-Savoie, du col de Leschaux, tout ça, qui étaient sur la Haute-Savoie, il y avait le maire de Saint-Jean-d'Arvey, qui venait, il y avait Saint Pierre d'Albigny, qui était déjà venu, pour voir, tout ça. C'était créé, déjà, de notre temps, tout ça. L'idée, elle est partie, déjà, à ce moment là. Bien sûr. (...) Alors par exemple, nous, on avait déjà fait ce qui est la Communauté de Communes, c'était le syndicat intercommunal à l'époque. Avec Louis Brun qui est malheureusement mort maintenant et qui a été conseiller général avant moi, et qui était maire du Châtelard, avec qui j'étais vraiment bien ami, hein ? Et bien on avait lancé le syndicat intercommunal, pour tout le... Pour les 14 communes des Bauges. Et en Savoie, je crois qu'on était les deuxièmes. Il y avait Yenne qui était partie avant nous, à une époque où l'idée était peut-être pas au regroupement des communes. »

De même, les plus anciens des néo-ruraux veulent que l'on sache que le Parc doit son existence aux Amis des Bauges. Aucun ne manque de préciser cette origine dès que l'on évoque le sujet.

« Le Parc c'est un des enfants des Amis des Bauges, même si on refuse de le reconnaître ouvertement » « Quand l'idée est apparue aux Amis des Bauges,

²²⁷ Charte du PNRMB? Charte d'Objectif, 1996, p 3, voir annexe.

parce qu'elle est quand même apparue là au départ, ils appelaient ça les Grandes Bauges. »

Les discours de la mémoire font donc apparaître un certain nombre de thématiques qui nous renseignent sur les représentations d'elles-mêmes des populations locales. La plus importante est sans doute l'idée que ce sont les habitants eux-mêmes qui auraient initié le rebond local avec beaucoup de débrouillardise. A les en croire, si le territoire bénéficie aujourd'hui d'un certain nombre d'atouts, c'est grâce à eux. Et c'est seulement la mobilisation locale qui a permis l'arrivée d'aides extérieures, en l'occurrence le Parc.

C'est-à-dire que l'impulsion qui a déterminé le changement, l'évolution des Bauges serait partie du terrain, de l'imagination et de la capacité d'innovation des habitants. Au travers de ces récits, ceux-ci se situent donc eux-mêmes au coeur d'une dynamique qui, nous allons le voir, se perpétue aujourd'hui.

2. Deux façons de penser le territoire et le groupe dans le temps

Les deux formes de récits du passé qui se juxtaposent sur le territoire procèdent bien évidemment de deux représentations divergentes du territoire et des groupes qui l'habitent. Mais ils correspondent aussi à deux modes d'inscription dans la temporalité.

La brève analyse des discours de la mémoire que j'ai effectuée permet tout d'abord de mieux cerner, par comparaison, certaines des caractéristiques du patrimoine mis en valeur en Bauges. Celui-ci, tout en se réclamant du lien avec le passé entretient en fait une coupure avec le passé immédiat, constitué par la période contemporaine. Ce faisant, il semble extraire le présent du temps, et tend à célébrer celui-ci comme porteur d'une réalité immuable. Il relègue en outre les habitants en position de spectateurs davantage que d'acteurs de l'histoire du territoire.

Les mémoires vives, quant à elles, en recréant le lien avec la période contemporaine et ses bouleversements, relèvent davantage d'une dynamique de changement, et sont liées en cela à l'utopie. Elles font des habitants les acteurs d'une histoire en marche.

Par ailleurs, l'existence au sein de la population de récits du passé qui semblent concurrencer l'histoire « officielle » mise en avant par les pouvoirs locaux témoigne aussi du besoin des groupes sociaux de dire leur propre histoire.

Patrimoine et passé

Si la mémoire nous renvoie au passé récent du territoire, les projets patrimoniaux contribuent plutôt à nous couper de celui-ci. Alors qu'ils sont censés nous montrer les traces du passé dans le présent, ils ont en réalité tendance à séparer le présent de ce qui le précède immédiatement. Cette occultation de la période contemporaine (j'entends par là qui renvoie au vécu des habitants) au sein des patrimoines se trouve confirmée par le

discours des représentants du Parc qui tendent à dénier toute importance à l'époque qui précède l'apparition de cette institution.

Le cas le plus typique est celui de la valorisation de la chartreuse d'Aillon. Nous avons vu que le bâtiment est restauré pour ressembler à ce qu'il était au XVIII^{ème} siècle, et que toutes les modifications survenues par la suite étaient effacées. La période qui rattache cette époque à la notre, durant laquelle une famille locale a habité le bâtiment et en a fait son exploitation, est ignorée. Certains signes en sont même effacés (le balcon). Les restes de la chartreuse sont ainsi séparés de leur ancrage dans le passé récent pour être renvoyés à une histoire vieille de plus de deux siècles.

La valorisation de la tome des Bauges s'inscrit dans le même type de schéma. Les savoir-faire anciens, voire immémoriaux, concernant la fabrication de la tome sont valorisés. Par contre, l'histoire des agriculteurs actuels qui ont redécouvert les produits locaux comme la tome et le gruyère, ont décidé de se tourner vers une agriculture extensive et de qualité, ont créé la SICA, ont remonté dans certains villages des coopératives et se sont ensuite orientés vers la démarche d'obtention de l'AOC ne fait pas partie du passé mobilisé. Cette histoire est bien présente dans les rapports et les études commandées lors du processus de labellisation, mais elle n'a pas été retenue au niveau des réalisations visant à faire connaître la tome au grand public. Le dépliant du SITOB consacré à la tome des Bauges se contente ainsi de mentionner que les éleveurs baujus ont produit « de tous les temps » de la tome des Bauges. En outre, le souci que nous avons relevé dans le chapitre IV de mettre en avant les vaches de race tarine et de limiter la place des vaches implantées en Bauges plus récemment (abondance, montbéliarde), contribue là encore à privilégier une histoire ancienne au détriment des problématiques contemporaines. Le produit actuel semble nous arriver du fond des âges, transmis sans faille et sans accroc de génération en génération²²⁸.

Lorsque ce n'est pas un passé lointain que le patrimoine célèbre, c'est qu'il renvoie vers un ailleurs hors du temps qui peut être celui de la nature éternelle. La valorisation de la réserve est un bon exemple de ce jeu avec la temporalité. Dans le film projeté à la maison faune-flore, si le commentateur précise bien que la main de l'homme est présente derrière tous les paysages, les seuls Baujus qui apparaissent sont deux vieux messieurs au style paysan affirmé, en bleus de travail et bérêts, l'un occupé à jardiner et l'autre à conduire un tracteur de modèle ancien. Les paysages sont magnifiés avec de longs plans sur les prés de fauche ou les grangettes, ou encore sur certains bâtiments traditionnels, avant que la caméra ne reparte vers les sommets. Animaux sauvages et végétation, longuement filmés, nous projettent dans un autre rythme, celui de la nature immuable, qui se renouvelle saison après saison.

La communication qui est faite autour du Massif des Bauges se place dans la même perspective en renvoyant au canton du Châtelard en tant qu'espace naturel, authentique. Tout dans le graphisme (les montagnes et la petite fleur) et les slogans (« près de la vie, naturellement ») retenus pour la « nouvelle identité du massif » se réfère aux paysages ou à la nature, là encore supposée éternelle. En outre, l'appel constant fait au thème de la

²²⁸ C'est d'ailleurs un des éléments importants de l'imaginaire des produits de terroir, voir BERARD L. et MARCHENAY P., « Lieux, temps et preuves... ».

citadelle ou de l'île au sein de la communication contribue à conférer à ce territoire une image d'isolat imperméable au changement (« îlot de verdure », « citadelle », « île d'altitude »...). Ainsi, en tournant le regard vers un temps long et ininterrompu, les choix effectués par la patrimonialisation élaborent une vision de l'histoire qui privilégie la continuité, l'équilibre, l'harmonie, au détriment de la dynamique, du conflit, de la transformation.

Aussi, les projets institutionnels évitent rigoureusement de se référer à un passé qui puisse être matière à polémique, et qui soit susceptible de diviser en posant des questions qui pourraient trouver une résonance dans le présent. La mise en valeur d'éléments historiques par le patrimoine occulte donc de manière générale la période immédiatement contemporaine, car celle-ci est encore vive dans les mémoires et ses blessures ne sont pas forcément refermées, comme c'est le cas de l'histoire des luttes entre paysans et gardes-chasses dans la réserve. D'ailleurs, de manière générale, s'attarder sur les années d'après-guerre remettrait largement en cause la continuité tant recherchée. En effet, celles-ci ont été riches de ruptures et de tensions pour les espaces ruraux. En Bauges, leur porter attention pourrait conduire à évoquer les conflits entre agriculteurs autour des questions touchant à la modernisation, les tensions au sujet de l'écologie, ou encore à propos du type de développement économique et touristique qu'il convient de choisir.

Mais au-delà des événements récents, le patrimoine mis en valeur en Bauges a aussi tendance à faire l'impasse sur tout ce qui est susceptible de présenter une histoire qui ne serait pas celle d'une communauté harmonieuse, soudée, exempte de toute tension. Même lorsque les projets font appel aux traces d'une période ancienne, les épisodes du passé qui pourraient faire polémique sont écartés. Le projet autour de la chartreuse élude ainsi prudemment le sujet des conflits entre « blancs » et « rouges » au moment de la Révolution, ou celui plus ancien des tensions entre moines et populations paysannes au Moyen-Âge à propos des alpages.

Mais ce faisant, elle contribue aussi à rendre incompréhensible un passé plus récent : pourquoi la famille d'agriculteurs habitant la chartreuse a-t-elle transformé ce bâtiment historique ? Pourquoi les éleveurs ont-ils acquis des montbéliardes plutôt que des tarines ? Pourquoi y a-t-il eu tant de braconnage dans la réserve ? Faute de fournir des réponses à ces questions, le discours qui entoure les projets patrimoniaux tend à présenter le comportement des auteurs de ces actions comme plus ou moins absurde.

Un présent hypertrophié ?

Dès lors, nous pouvons nous demander si c'est réellement au passé que les projets patrimoniaux se rattachent.

Poser une telle question peut sembler parfaitement paradoxal puisque ceux-ci semblent justement renvoyer à un passé plus lointain, plus ancien que la mémoire. Ils paraissent donc a priori s'affranchir davantage du présent que les mémoires locales qui évoquent un passé proche dont les effets se prolongent aujourd'hui.

Pourtant, il est assez étonnant de constater que lors de la constitution du patrimoine,

il est très peu fait appel à la corporation traditionnellement chargée dans notre société d'interroger le passé : celle des historiens. Là encore, le cas de la chartreuse d'Aillon est assez éclairant. Bien que des historiens de l'Université de Savoie travaillent depuis des années sur l'histoire des ordres monastiques en montagne, sur leurs relations avec les populations locales, ils n'ont pas été beaucoup sollicités au moment de la mise en place du projet, et nul ne semble avoir songé à faire d'eux d'éventuels partenaires privilégiés de la mise en valeur du bâtiment. Un mémoire de maîtrise d'histoire sur la chartreuse au XVIII^{ème} siècle a bien été écrit sur le sujet par une néo-rurale d'Aillon. Mais cela partait d'une initiative individuelle, et si celui-ci a notamment été utilisé dans les dossiers de demandes de financement auxquels il conférait une caution scientifique, son contenu n'a pas été réellement utilisé ou diffusé.

Au contraire, les animateurs du projet semblent se soucier assez peu de l'exactitude historique et de la précision de leur discours. Ils privilégient la référence à quelques éléments mythiques relativement vagues. Ainsi, j'ai déjà mentionné l'omniprésence du discours qui fait des moines les fondateurs du massif, les grands ancêtres civilisateurs, unanimement aimés et respectés par toute la population. Nous avons vu que cette conception du rôle des moines tire son origine des premiers récits historiques écrits par les ecclésiastiques dans lesquels ceux-ci avaient tout naturellement tendance à accentuer le rôle des moines. Mais aujourd'hui, d'autres travaux existent sur cette période, et il est assez facile de se les procurer. J'ai cité les travaux de Fabrice Mouthon, mais d'autres historiens se sont aussi intéressés au rôle des moines dans les massif montagneux de Savoie. L'ouvrage de Nicolas Carrier sur le Faucigny²²⁹, aborde par exemple ces questions. Pourtant, les aménageurs en charge du projet ne font pas appel à ces ressources dont ils pourraient aisément connaître l'existence. Ils ne semblent pas disposés à établir, par exemple, une bibliographie scientifique sur la question. Ils ne paraissent pas non plus curieux de mener des recherches pour renouveler les informations dont ils peuvent disposer grâce aux travaux des ecclésiastiques et en savoir un peu plus sur certains épisodes, comme celui de la Révolution.

Comme l'ont remarqué de nombreux auteurs, l'intérêt pour le passé manifesté avec le patrimoine se révèle donc souvent bien différent d'un intérêt pour les études historiques, qui viserait à l'acquisition d'une connaissance précise sur telle ou telle période. Alban Bensa remarquait ainsi :

« Les archives du village manquent d'être jetées à la rivière ou sont abandonnées à la manie de quelque érudit non autorisé, tandis que l'on s'emploie à écrire l'histoire locale en recopiant et en fondant en un seul texte des écrits publiés, déjà très sédimentés mais traités comme des sources anonymes. »²³⁰

Daniel Fabre souligne de son côté l'engouement actuel pour tout ce qui semble à même de reconstituer les sensations d'autrefois : costumes, sons, saveurs, odeurs- et qui

²²⁹ CARRIER, Nicolas, 2001, *La vie montagnarde en Faucigny à la fin du Moyen-Age, économie et société fin XIII^{ème}, début XVI^{ème}*, l'Harmattan.

²³⁰ BENSA, Alban, 2001 « Fièvres d'histoire dans la France contemporaine », in BENSA, A. et FABRE, D. (sous la direction de), *Une histoire à soi...* pp. 1-12, p 5.

se traduit bien souvent par le spectacle et la mise en scène. Il s'agit davantage d'éprouver que de réfléchir. Et pour cela, c'est avant tout une ambiance qui est mise en place. Dès lors, constate-t-il, un glissement s'est opéré. Ce n'est plus vraiment l'histoire que l'on évoque, mais plutôt le passé « entité peu différenciée, qui se situe du côté de la sensation plutôt que du récit, qui suscite plus la participation émotionnelle que l'attente d'une analyse. »²³¹

Le patrimoine, d'une certaine manière, ne pose pas question au passé, ou alors celle-ci est purement rhétorique. Il est suscité pour donner au territoire d'aujourd'hui la patine du temps, mais il semble se contenter d'éléments relativement superficiels. Davantage qu'à l'histoire scientifique, le patrimoine semble se rattacher à une forme de rêverie sur ce qui, autrefois, fut dans ces lieux. Mais au travers du discours ainsi élaboré, c'est bien le présent du territoire qui est célébré.

Celui-ci est mis en avant sous la forme de ses monuments, ses paysages, ses savoir-faire immémoriaux, et présenté comme une union paisible autour de valeurs que l'on peut qualifier de consensuelles (« la vie », la « nature »...). Brochures, plaquettes, articles de journaux frappent parfois leurs lecteurs par leur caractère creux, voire superficiel. (« *on n'y apprend rien* », me déclarait un habitant à propos de *l'Écho du Parc*). Le discours qui y est tenu n'apporte en effet pas d'informations nouvelles mais se contente de manier des mots aux sonorités bien connues. De toute évidence, ces textes ne sont pas écrits pour proposer des analyses susceptibles de modifier la vision du monde de celui qui le lit. Le livre d'aquarelles du dessinateur Eric Allibert, publié par le Parc en 2001 dans une nouvelle collection, « carnet de Parc », se situe tout à fait dans ce registre. Paysages et monuments y sont magnifiés par les illustrations. Un discours a été élaboré par le dessinateur aidé par l'ensemble de l'équipe du PNRMB. Voici un petit extrait de l'introduction :

« Les Bauges : une nature simple, extraordinairement ordinaire et sauvage près de nous. Un écrin d'authenticité adossé aux surenchères voisines. Les Bauges, ses quatre saisons immuables chantées par Charles Collombat le troubadour aveugle ; ses paysages humbles façonnés par des siècles de présence humaine et par trois ordres monastiques, les Chartreux, les Cisterciens et les Bénédictins. Ici comme ailleurs, l'attachement viscéral des hommes à la terre, vigneron, fermiers, charbonniers, simples paysans et partout le chant de l'eau qui court : ligne de vie où se retrouvent hommes et animaux. »

Si l'on excepte la référence aux trois ordres monastiques, ce texte pourrait s'appliquer à bien des pays. Les Bauges se voient bien rattachées à un passé, mais celui-ci se présente comme un temps long, imprécis, qui renvoie à des éléments classiques du discours patrimonial : nature sauvage et authentique, hommes simples attachés à leur terre, cycle immuable des saisons. Aucune réelle particularité ne s'en dégage.

L'absence de véritable curiosité vis-à-vis du passé peut aussi être interprétée comme une difficulté à envisager autre chose que ce que nous vivons actuellement. Tout en renvoyant à un autre temps, les patrimoines n'entraînent pas leur public du côté de ce que celui-ci pourrait comporter de différent, de surprenant, voire de difficilement

²³¹ FABRE, Daniel, 2001, « L'histoire a changé de lieux », in BENZA, A et FABRE, D, *Une histoire à soi...*, pp. 13-41, p 33.

compréhensible pour nos contemporains. Ils ne font pas du passé un temps qui serait réellement autre que notre présent et ne cherche ni à l'analyser, ni à l'interroger.

Et si le discours patrimonial ne questionne pas le passé, il ne met pas non plus en doute le présent, qui tend parfois à apparaître comme la fin de l'histoire, le temps où tout est enfin résolu. Désormais, les Bauges, en restaurant la chartreuse, ont renoué avec leur « âme », la tome des Bauges a obtenu une AOC marquant le choix par les agriculteurs d'une « démarche qualité », la faune et la flore sont protégées dans la réserve et à peu de choses près tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le patrimoine ne semble pas offrir d'autre perspective qu'un présent à préserver, mais un présent hypertrophié, qui se veut à la fois porteur du passé et projection dans le futur, puisque l'on va désormais le conserver pour toujours.

C'est ainsi que le centre d'interprétation du patrimoine prévu dans la chartreuse d'Aillon ne sera pas un musée sur l'aventure monastique, au grand regret des membres de l'Association pour la sauvegarde de la chartreuse, mais devra renvoyer au patrimoine de l'ensemble du massif (entendu ici comme le Parc). C'est une façon de donner une existence au territoire du Parc et... d'éviter l'ennui d'avoir à parler de l'histoire du lieu. Le centre d'interprétation prend place au sein du réseau des « maisons du Parc » dont fait partie la maison faune-flore d'Ecole et doit « *donner au visiteur les clefs de compréhension du patrimoine rural, qu'ils sont invités à aller découvrir sur l'ensemble du territoire du Parc* ». Encore une fois, il s'agit de mettre en valeur le présent et la bonne gestion actuelle du territoire.

Finalement, ces projets ne se placent pas dans la perspective d'une réflexion sur le passé qui déboucherait inmanquablement sur un questionnement concernant l'avenir. Le patrimoine valorisé en Bauges ne nous conduit pas à sortir du présent, ou alors seulement à la manière dont l'exotisme nous fait voyager, sans dommage et sans bouleversement. Cette constatation nous renvoie aux thèses de François Hartog sur le présentisme actuel de notre société²³². Selon lui, le patrimoine serait un des symptômes de la rupture avec les régimes d'historicité précédents. Il témoignerait de notre difficulté à nous projeter vers le passé ou vers l'avenir et de notre absence de perspective autre que le présent. Il ne permet pas de remettre en cause notre société présente par un regard en miroir.

Une histoire du territoire dont les habitants sont les spectateurs

Il est parfaitement flagrant que le but des projets patrimoniaux n'est pas de mettre en avant les groupes d'habitants du massif. L'histoire qu'ils racontent a plutôt tendance à les reléguer au second plan, en position de suiveurs plus que d'initiateurs.

Cela est d'abord visible au niveau des centres d'intérêts choisis, qui tendent à mettre à l'écart les populations du massif.

L'attention et les moyens accordés à la chartreuse d'Aillon en sont un exemple typique. Le projet auquel la communauté de communes et le Parc consacrent le plus de

²³² HARTOG, F., *Régimes d'historicité...*

financements consiste en la restauration d'un bâtiment vestige de l'activité d'un groupe venu de l'extérieur du massif, porteur d'une culture bien différente, et en position de domination : les moines. Les témoignages de l'activité agricole et artisanale locale sont loin de bénéficier de telles attentions et d'un tel financement.

La réserve de faune et de flore, qui est fortement mise en valeur, est un territoire d'où les populations locales ont été exclues. La maison faune-flore est entièrement consacrée comme son nom l'indique aux plantes et aux animaux, avec quelques mentions de l'empreinte de l'homme sur le territoire au travers notamment de l'activité pastorale et forestière. Mais globalement, c'est la nature, harmonieuse et éternelle, qui est ici célébrée.

Le territoire des Bauges lui-même est présenté comme un territoire « naturel », qui doit son intérêt à son éloignement et à... son faible peuplement. Il est qualifié « d'îlot de verdure » dans la brochure « chemins du patrimoine » consacrée au « coeur des Bauges ».

La tome des Bauges est le seul de mes quatre exemples à renvoyer directement à une population vivant aujourd'hui sur le territoire : celle des agriculteurs. L'élevage est en effet l'activité traditionnelle du massif, dont elle a modelé les paysages. Cependant, le produit est valorisé comme si sa fabrication n'avait quasiment jamais varié dans le temps. Pourtant, les agriculteurs ont dû faire d'énormes efforts d'adaptation pour survivre durant les années de déprises. Certains, après avoir acquis un troupeau de montbéliardes ont dû le reconvertir en tarines ou en abondances au moment de l'obtention de l'AOC. D'autres ont dû changer assez radicalement leurs méthodes de travail pour se conformer au cahier des charges. Mais ces efforts qui ont permis au produit de se renouveler et de parvenir jusqu'à nous sont peu valorisés.

Par ailleurs, en mettant l'accent sur la continuité du territoire, les projets patrimoniaux évoquent tous de façon plus ou moins ouvertement une espèce de réalité sous-jacente de celui-ci. Divers termes sont employés pour nommer ce qui apparaît comme son essence. Pour donner quelques exemples, au moment de la restauration de la chartreuse, les médias parlent de renouer avec « l'âme des Bauges », le SITOB invoque « l'intégrité » des Bauges qu'il faudrait préserver avec la tome, et la charte du Parc mentionne la nécessité de restaurer « l'identité » du massif. Quant à la « nouvelle identité » du massif élaborée par l'agence de communication annecienne, elle fait appel à sa « vraie personnalité ». Encore une fois, c'est bien la permanence qui prime sur le changement : si ce derniers a lieu, c'est seulement de façon superficielle. La structure, elle, reste immuable. Mais mettre celle-ci en avant, c'est relativiser fortement le rôle des acteurs d'hier et d'aujourd'hui.

En effet, si les Bauges ont toujours été et demeureront toujours ce qu'elles sont, alors leurs habitants ne sont en quelque sorte que les passagers d'un navire qui n'a pas besoin d'eux pour savoir où il va. Ils se trouvent projetés dans une position de spectateurs vis-à-vis du territoire qu'ils occupent, qui poursuivrait imperturbablement sa route. Nous sommes là à l'opposé du discours des habitants qui veut que le territoire et tout ce qui en fait les caractéristiques actuelles soit le résultat de leurs initiatives passées et présentes.

Ce choix qui laisse de côté les acteurs locaux, n'est certainement pas neutre. Dans la

mesure où l'on admet que les projets patrimoniaux sont destinés aussi aux habitants du territoire, il est intéressant de noter que ces projets semblent vouloir donner à ces derniers une image toute particulière de leur place sur le territoire. On peut sans doute y lire une des conséquences du désir des nouvelles notabilités qui émergent avec les territoires dits « de projet » comme ceux des Parcs d'apparaître comme ne devant rien à personne. En refusant de reconnaître la filiation du PNRMB, que ce soit avec les Amis des Bauges ou avec les élus des années 1960-1970, les élus du Parc affirment ne tirer leur pouvoir que de lui-même. Tout pouvoir doit ainsi oblitérer quelque-peu ses origines pour conserver intact son prestige. C'est d'ailleurs là qu'il fait appel à l'idéologie dans sa fonction de légitimation²³³. Il s'agit en même temps pour l'institution de se dégager de ses éventuelles obligations vis-à-vis d'une frange dynamique et contestataire de la population. Si la reconnaissance par le pouvoir de son origine pourra sans doute avoir lieu un jour, ce sera dans un avenir relativement éloigné, lorsque celle-ci renverra à un autrefois mythique et non à des personnes et à des groupes bien actuels et soucieux de revendiquer la considération à laquelle, pensent-ils, leurs actions devraient leur donner droit.

La mémoire ressource des débats d'aujourd'hui, ressource pour l'action

Le rôle des récits mémoriels portés par les habitants est très différent. Là, les discours nous renvoient à des situations plus récentes, vécues par les auteurs des récits. Ils permettent de lire ce qui se joue actuellement comme la suite de mouvements entamés plusieurs dizaines d'années auparavant. Or, en insistant sur le passé qui a amené au présent, ils replacent du même coup ce dernier dans le temps, entre un passé et un futur, et réduisent fortement le volume qu'il pouvait occuper au sein de l'imaginaire patrimonial.

Ces récits se fondent sur un imaginaire foisonnant, et sont aussi variés qu'il existe de personnes pour les raconter. Sans supports matériels, le plus souvent sans écrits, ils fluctuent en fonction des circonstances et des besoins. Et là est bien leur rôle puisque l'on cherche dans ce passé sinon des modèles, du moins des éléments permettant de donner du sens, de comprendre ce que l'on vit et de préparer l'action. C'est d'ailleurs en référence à ce caractère changeant que j'emploie l'expression « mémoires vives » pour les évoquer.

Ces mémoires sont ainsi très clairement sollicitées dans les discussions qui ont pour sujet la situation actuelle du territoire et son aménagement, et sont appelées au secours du présent.

Ainsi, le passé a été immanquablement invoqué lors des débats organisés par le collectif citoyen. Le texte appelant à la création de ce groupe commençait d'ailleurs par en appeler à un autrefois quelque-peu mythique, lors duquel de nombreux lieux de discussion existaient dans les villages. Tout en constatant leur disparition à la suite des changements sociaux, ses auteurs plaident pour l'invention de nouveaux lieux permettant le débat aujourd'hui.

²³³ C'est là encore l'une des fonctions de l'idéologie dégagées par P. Ricoeur, voir RICOEUR, Paul, 1997, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil.

« Autrefois, les structures collectives favorisaient naturellement le débat et la démocratie populaire. Fruitière, four à pain, lavoir, maréchal-ferrant, alambic, gromailles, etc... autant d'occasions presque quotidiennes de s'exprimer et d'écouter l'autre. Et les grandes orientations collectives naissaient de ces moments anodins de véritable communication, favorisant le lien social. Est-ce que la fameuse ère de la communication permet cela aujourd'hui ? Naturellement non. La tendance est à la démotivation et au repli sur soi, et la majorité des habitants regrettent que les grandes décisions se prennent en petit comité. Il s'agit de recréer, modestement, les conditions d'un échange à l'échelle des Bauges. C'est le but du collectif Action Bauges citoyennes. »²³⁴

Si l'on peut douter des vertus de la « démocratie populaire » d'autrefois, il n'en demeure pas moins que la mémoire est ici convoquée dans un but tout à fait différent de celui du patrimoine. L'appel au passé sert ici très clairement à la critique des pouvoirs et des modes de prise de décision actuels pour en réclamer de meilleurs.

C'est encore de cette façon que le passé est utilisé en 2002, lorsque l'association Oxalis organise à Jarsy des rencontres sur le thème des « nouvelles gouvernances ». Le programme fut distribué dans toutes les boîtes aux lettres du canton. L'un des ateliers-débat s'intitulait « la gouvernance dans les sociétés traditionnelles ». Les organisateurs avaient invité une historienne médiéviste. Si le mythe des villages d'autrefois comme lieux d'une communauté harmonieuse et égalitaire y a vivement été remis en question, l'atelier a permis de discuter des changements survenus dans le monde rural, avec en particulier l'arrivée des néo-ruraux. Les débats ont largement abordé les difficultés de compréhension mutuelle et le manque d'espaces de dialogue. L'atelier a donc débouché sur une interrogation pour savoir dans quelle mesure la nouvelle situation nécessitait une adaptation des formes de débat public et de démocratie.

Enfin c'est à un passé très récent, immédiat, qu'ont fait appel les organisateurs du collectif citoyen pour le premier forum qu'ils ont organisé et qui avait pour thème l'enfance. Un résumé historique de la situation chargé d'introduire la séance a été préparé par plusieurs membres du collectif avec la projection sur un écran de quelques données notamment démographiques. Le rôle des collectivités locales est d'abord évoqué avec la question des écoles primaires et maternelles et celle du collège. La présentation mentionne ensuite les différentes associations qui ont œuvré pour améliorer dans le canton les modes de garde, mais aussi l'offre en matière de loisir et de culture à destination des enfants. Et l'on cite les Amis des Bauges, Gribouille, l'École de musique, les clubs de sports et les associations de parents d'élèves. A partir de cette recontextualisation, un tableau de la situation présente est dressé, ainsi que des projections dans le futur : augmentation prévue des effectifs dans le primaire et le collège. Puis le débat s'engage. Des parents se plaignent que l'accroissement du nombre de collégiens n'ait pas été anticipée, et que certains cours aient lieu dans des préfabriqués. La question de la culture est aussi abordée. Il est reproché aux collectivités locales de ne pas jouer à ce sujet un rôle moteur, en ne se préoccupant pas suffisamment des équipements culturels et en ne soutenant pas davantage les associations œuvrant dans ce domaine. Les participants pensent aussi qu'elles ne s'intéressent pas suffisamment au

²³⁴ L'Ami des Bauges n° 8, printemps 2002.

problème des transports en commun.

Dans ces trois exemples, l'appel au passé permet ainsi d'engager le débat sur le présent et le futur. L'ouverture sur ce qui a précédé est utilisée pour replacer la question au sein d'un temps qui est ainsi relu et pensé collectivement. On invoque l'histoire récente pour en tirer des leçons et déterminer l'action. Lors de la création du collectif et des rencontres sur la gouvernance, il s'agit de réfléchir aux nouvelles formes d'espace public pouvant permettre à toutes les populations de se rencontrer. Lors du forum sur l'enfance, le débat porte sur la nécessité d'anticiper les évolutions à venir : il aurait fallu se préoccuper plus tôt des prévisions concernant le nombre de collégiens. A la lumière de cet épisode, les participants pensent qu'il faut agir dès maintenant pour développer la capacité d'accueil des écoles primaires, ainsi que pour mettre en place des transports qui concerneraient non seulement les jeunes, mais aussi les personnes âgées dont l'effectif augmente aussi de façon considérable.

Ces discours de la mémoire rappellent les désaccords qui pouvaient exister, et les choix qui ont été faits. Par exemple, les récits de la création de la station d'Aillon nous rappellent que le village n'était pas unanime et que des scissions sont apparues. S'orienter vers les sports d'hiver était une décision difficile. Les Amis des Bauges expliquent qu'au moment de l'apparition du Parc, certains de leurs membres ont souhaité que l'association étende son action à l'échelle de celui-ci et que c'est l'autre option (en rester au canton) qui a finalement été retenue après bien des débats. Les conflits sont donc évoqués et relus. La mémoire transmet aussi l'histoire des vaincus, de ceux qui n'ont pas eu gain de cause. Cela permet de rappeler que tout est question de choix et de conserver ouvertes d'autres possibilités. C'est aussi le cas pour l'histoire de la réserve, qui est aussi celle des paysans-chasseurs évincés ou pour celle de la labellisation de la tome des Bauges, qui est aussi celle des agriculteurs « montbéliards ».

Entre imagination et ancrage dans des situations et des faits bien réels, ces discours de la mémoire posent nettement la question de savoir quelles leçons il est possible de tirer du passé, et en quoi celui-ci peut orienter les actions d'aujourd'hui. Ils l'interrogent et l'instrumentalisent, le mettant au service des projets actuels. En outre, parce qu'ils mettent en scène différents groupes et personnages agissant sur le territoire et modelant ainsi la réalité présente, tout dans ces récits suscite l'idée que, par ce qu'ils font aujourd'hui, les Baujus construisent le territoire de demain. Les habitants sont donc mis en position d'acteurs responsable de leurs choix.

Contestation, mouvement, utopie

L'utilisation qui est faite des mémoires vives place celles-ci au sein de l'imaginaire utopique telle qu'il a été caractérisé par Paul Ricoeur.

L'utopie est avant tout remise en cause de l'ordre existant, puisqu'elle projette vers un ailleurs autre, vers ce qui n'existe pas, mais dont la seule évocation est déjà création d'un lieu d'où il est possible de regarder à distance le présent. C'est précisément ce que font les mémoires. Leur fonction contestataire s'exprime à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, les discours de la mémoire sapent les assises du pouvoir dans la

mesure où en rappelant ses origines, ils mettent en évidence ce qui en fait le fondement, « d'où il tient ». Ainsi, nous avons vu que les anciens élus et les anciens Amis des Bauges tiennent à rappeler qu'ils sont à l'origine du Parc par la création du SIVOM et l'initiative Grandes Bauges. C'est une façon de souligner que l'institution n'est là que parce qu'ils l'ont voulu et qu'elle n'a de pouvoir que parce qu'ils lui en ont conféré.

D'autre part, la mémoire ne se contente pas de rappeler ce qui a effectivement eu lieu. Elle ré-ouvre aussi dans le passé les possibles abandonnés. En mettant l'accent sur les échecs ou la contestation qui ont entouré l'action, les récits mémoriels rappellent que la situation actuelle résulte de choix et que d'autres choix auraient pu être faits et peuvent encore l'être. Ils permettent donc de ressusciter les potentialités qui, dans le passé, n'ont pas été retenues. C'est-à-dire qu'au lieu de présenter une histoire linéaire, au sein de laquelle les faits semblent s'enchaîner inexorablement les uns aux autres, ils décrivent un cheminement plus tortueux, avec des zones d'ombres et des passages ambigus, qui peuvent être interprétés de différentes façons.

En élargissant ainsi le champ des possibles dans le passé, ils contribuent à l'ouvrir dans le futur, si l'on se réfère au lien entre espace d'expérience et horizon d'attente dégagé par R. Koselleck²³⁵.

C'est pourquoi l'appel au passé récent est clairement en Bauges pour les groupes qui l'utilisent un moyen de contester ce qui se passe aujourd'hui et de proposer des changements. Les deux lectures du passé qui sont faites correspondent en même temps à deux modes d'appréhension de la réalité. Le patrimoine nous en donne une vision plutôt fermée, fondée sur la permanence, l'immutabilité, la mémoire vive une vision plus ouverte, où les choix permettent le changement.

Aussi, en suivant la lecture de l'oeuvre de Manheim effectuée par P. Ricoeur, nous pouvons lire la concurrence entre ces deux usages du passé en Bauges comme la confrontation entre des groupes dirigeants défendant l'idéologie et des groupes montants tenants quant à eux de l'utopie. Manheim écrit ainsi :

« Quand une idée est étiquetée utopique, elle l'est ordinairement par un représentant d'une école déjà dépassée. D'autre part, la représentation des idéologies comme idées illusoires, mais adaptées à l'ordre actuel, est généralement l'oeuvre des représentants d'un ordre d'existence en voie d'apparition. C'est toujours le groupe dominant, en plein accord avec l'ordre existant qui détermine ce qui doit être considéré comme utopique, tandis que le groupe ascendant, en conflit avec les choses telles qu'elles existent est celui qui détermine ce qui est jugé comme idéologique »²³⁶

Ce que nous pouvons compléter par l'hypothèse de Ricoeur lui-même :

« les idéologies et les utopies ont, les unes comme les autres, trait au pouvoir. L'idéologie est toujours une tentative pour légitimer le pouvoir, tandis que l'utopie s'efforce de le remplacer par autre chose »²³⁷

²³⁵ KOSELLECK R., *Le futur passé*.

²³⁶ Karl MANNHEIM, cité par P. Ricoeur dans RICOEUR, P., *L'idéologie et l'utopie*, p 236.

Cette analyse s'applique assez bien en Bauges, où divers groupes peuvent être qualifiés de montants. Comme je l'ai montré dans le chapitre III., les individus qui les composent suivent des trajectoires qui les conduisent à occuper des places visibles dans l'espace public. Ce peuvent être en particulier des membres d'Oxalis ou de diverses petites associations actuellement considérées comme marginales. Ils s'inscrivent assez nettement dans une tentative de renouvellement des formes de pouvoir. Leur projection vers l'avenir est critiquée par d'autres groupes davantage installés en position de force. Ces derniers les qualifient de doux rêveurs, voire les soupçonnent ouvertement d'appartenir à des mouvements sectaires que l'on suppose porteurs de dangereuses illusions. Ce faisant, ils déterminent leurs projets comme des utopies.

De leur côté, les groupes exerçant une forme de pouvoir, qu'il soit municipal, départemental, ou représenté par le Parc se tournent davantage vers une utilisation de l'histoire qui en fait une légitimation voire une célébration de la situation présente. Les groupes éloignés du pouvoir contestent cette histoire par le rappel d'épisodes oubliés. Ce faisant, ils mettent en évidence ce qu'ils dénoncent comme une falsification de la réalité, et dévoilent une idéologie.

Encore une fois, il faut cependant éviter de ranger les individus ou les groupes dans des catégories fermées, qui seraient ici celles de tenants de l'utopie d'une part et celle des tenants de l'idéologie d'autre part. C'est dans leurs actes et leurs paroles (mais nous le verrons actes et paroles sont liés) que les individus se placent d'un côté ou de l'autre. Il faut introduire dans ces notions en premier lieu de la diachronie, puisqu'en fonction de leur trajectoire, les individus et les groupes peuvent modifier leur perception du réel et se situer tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Et d'autre part, il ne faut pas négliger le fait que, comme le dit bien Manheim, c'est avant tout le regard des autres qui détermine ce qui est idéologie ou utopie. Cela signifie que ces deux termes ne sont valables que dans le cadre d'une relation. Ainsi, un groupe comme les Amis des Bauges qui a été perçu comme utopiste à ses débuts par nombre de Baujus de souche, représente aujourd'hui au contraire pour certains une force conservatrice.

L'utopie contenue dans les mémoires vives évite cependant l'écueil de la rêverie irréalisable, qui inventerait un futur chimérique absolument coupé de la réalité du présent. Certes, les récits mémoriels utilisent le passé comme une ressource permettant de penser l'autre, l'altérité, ce qui n'existe pas, voire ce qui aurait pu exister. Ils font appel à l'imagination et sont en cela une forme de « poésie sociale ». Mais en même temps, ils sont quasiment toujours liés à un questionnement assez pragmatique sur l'action qu'il convient de mener au présent. Ils procèdent d'un réel désir de changer la réalité. D'ailleurs, en donnant une lecture différente du passé, ils commencent d'ores et déjà à ébranler celle-ci. En cela encore, ils relèvent de l'utopie dans le sens de Ricoeur : « l'utopie n'est pas seulement un rêve, mais un rêve qui veut se réaliser. Il se dirige vers la réalité et il la brise ».²³⁸ Nous pouvons aussi les rattacher à ce qu'Alain Pessin appelait les « utopies alternatives » qui cherchent à ouvrir des brèches dans l'ordre du monde²³⁹.

²³⁷ RICOEUR, P., *L'idéologie et l'utopie*, p 379.

²³⁸ Ibidem, p 380.

L'imagination est présente aussi dans les patrimoines, et nous avons vu ceux-ci font largement appel à un ailleurs mythique, davantage fantasmé que réellement décrit et analysé. Mais cet imaginaire n'est pas orienté de la même façon. Il ne s'agit pas ici d'utiliser les diverses ressources du passé pour inventer un avenir qui soit autre. Le passé décrit par le patrimoine est harmonieux et équilibré, et semble devoir transmettre ces vertus au présent. Le patrimoine ne sape pas les fondements de l'ordre présent, mais a plutôt tendance à les conforter. Il est finalement plus flou, moins précis que la mémoire en ce qui concerne les événements et leurs détails. Mais il est beaucoup moins multivoque dans la mesure où il tend à fondre tous les récits en un seul discours. Il se présente sous la forme d'une rêverie mettant en oeuvre sensations et émotions, et celle-ci ne porte pas outre mesure à conséquences. Elle se contente de donner aux lieux comme un parfum léger du passé. Ainsi, la lecture qui est faite du passé peut-être un outil servant à justifier et pérenniser une situation présente, ou au contraire à bousculer celle-ci et à provoquer le changement.

Remettre les habitants en position d'acteurs centraux de leur propre histoire

Enfin, nous avons vu que les récits de la mémoire se distinguent du patrimoine parce qu'ils nous content l'histoire d'habitants qui sont les auteurs du changement qui affecte leur propre société. De toute évidence, il est inacceptable pour les différents groupes de se voir reléguer en position de spectateurs par le choix d'un certain passé. Je m'efforcerai ici de comprendre pourquoi.

Un manque de reconnaissance ?

Tout d'abord, les habitants désirent une forme de reconnaissance individuelle et collective. L'importance que revêt cet aspect du problème est mis en évidence par l'abondance de leur récriminations à propos de l'ingratitude dont ils estiment faire l'objet de la part des pouvoirs locaux. J'ai pu recueillir au cours de mon travail de terrain des dizaines de récits dans lesquels mes interlocuteurs se déclarent mal traités du point de vue symbolique. Au-delà du cas des élus âgés et des plus anciens parmi les néo-ruraux, ce sont l'ensemble des bénévoles des différentes associations qui pensent ne pas bénéficier de la part des institutions locales de la considération à laquelle leur action devrait leur donner accès, et qui se plaignent d'être dépossédés de celle-ci au profit d'organismes plus puissants.

La structure de ces récits est toujours la même. Mes interlocuteurs se décrivent comme de modestes acteurs de terrain, insistent sur la dimension bénévole de leur travail, mais aussi sur leur compétence, avant de me raconter de quelle façon ils ont été ignorés, voire mal traités par ceux dont ils attendaient remerciements et reconnaissance. Je donnerai ci-dessous quelques exemples de ces discours qui me paraissent assez intéressants à analyser.

Parmi les exemples déjà cités, la maison faune-flore est un cas typique de réalisation

²³⁹ PESSIN, A., « Alternative et utopie dans la France contemporaine ».

imaginée et impulsée par les néo-ruraux qui animaient les Amis des Bauges, dans le cadre de leur réflexion sur la nécessité de réconcilier les Baujus de souche et la réserve. Comme nous l'avons vu au chapitre III., le groupe ne parvient pas à mener le projet à bien faute de financements, et quelques années plus tard, c'est le PNRMB qui ouvre ladite maison à Ecole. Or, une fois le projet réalisé et sa réussite avérée, le Parc ne semble pas avoir jugé utile d'effectuer un « retour d'ascenseur » en terme de reconnaissance et de valorisation du monde associatif. Les Amis se sont longuement désolés de n'avoir pas été cités lors de l'inauguration comme étant à l'origine du projet.

« Parce que la maison faune-flore, c'est vraiment nous qui étions à l'origine de l'idée. On avait même déjà fait les études muséographiques. Alors quand le Parc s'est créé, on a été contents qu'ils reprennent le projet. Mais voilà, l'inauguration a eu lieu et il ne nous ont même pas invité officiellement à l'inauguration. On a même pas reçu un carton pour les Amis des Bauges. Alors ça, ça nous a fait mal quand même. » (Ancienne salariée des Amis des Bauges)

Mais les Amis des Bauges peuvent aussi apparaître dans le discours de certains bénévoles associatifs comme ceux qui s'approprient les projets. C'est le cas par exemple pour l'équipe qui a œuvré pour la création de la halte-garderie.

« C'est quoi Gribouille ? Alors c'est une association que nous avons créée, au départ, peut-être un an après que je sois arrivée, on s'est retrouvés à plusieurs parents comme ça, en train de se dire « ben oui, on a un problème de garde ». Et moi je suis éducatrice, je suis éducatrice jeunesse-enfants, spécialisée, et j'ai dit, « ben faut qu'on monte une garderie, faut arriver à se faire entendre... On avait rencontré le président de la Communauté de Communes qui a dit « De toute façon, ce sera une garderie associative, donc montez-vous en association. Donc on a créé Gribouille. [...] On travaillait avec les Amis des Bauges et on se disait « si on veut que ça existe, il faut commencer par faire quelque-chose pour leur prouver qu'il y a un besoin. Donc on avait monté trois ateliers qui tournaient une matinée par semaine à Ecole, à Lescheraines, à Aillon, qui recevaient des petits et on avait aussi fait... Alors sur Aillon, à l'époque, on avait aussi réussi à avoir le local de la garderie de saison [qui fonctionne pendant la saison de ski]. Alors on avait négocié, on la faisait bien vivre l'hiver, et on avait le local à l'année. Et donc on faisait manger les enfants entre midi et deux aussi, une fois par semaine, et on faisait des fêtes, une fois par trimestre. Et on essayait de tourner sur les Bauges. [...] La garderie s'est créée, et nous n'avons pas eu la gestion de la garderie. C'était... Bon après je me dis que c'était peut-être aussi bien parce que ça devait être galère de gérer effectivement, parce que quand on voit la garderie, elle a pas tellement évolué au niveau des ouvertures, au niveau de la demande, etc. (...) Mais je trouve que c'était quand même... que ça s'est fait de façon très cavalière. Parce qu'on a fait quand même du boulot. Moi je me souviens encore avoir budgétisé, fait les subventions, fait les listes de matériel pour les Amis des Bauges, de ce qu'il fallait faire, participé aux entretiens d'embauche, etc. Et finalement, on n'a pas eu la gestion, et ça s'est fait de façon cavalière... - Question : Qui c'est qui a récupéré ça, alors ? - De la Communauté de communes ? les Amis des Bauges. Moi je leur en veux pour d'autres choses aux Amis des Bauges, pas pour ça mais... Parce que... Mais bon, ça c'est un autre problème. Mais bon, je trouve que on n'a jamais eu de remerciement, quoi. Le jour de

l'inauguration, notre nom n'a même pas été cité. Gribouille a pas été cité. Je trouve que c'est vraiment... Bon alors tant mieux, moi je disais, bon tant mieux, tant mieux, la garderie, c'était notre but, s'est ouverte. Sans nous, certes, après tu te dis quand-même que le travail des bénévoles est jamais reconnu. » (Céline)

C'est à peu de nuances près le même discours que l'on retrouve du côté de l'association Oxalis à propos de leur travail d'aide à la création d'entreprises en Bauges :

« Et donc on faisait ça, plus l'accueil avec à l'époque les ACRE, là, les Aides à la CRéation d'Entreprise, et puis les études de faisabilité de la région Rhône-Alpes. Donc ça nous permettait d'avoir différents outils pour accompagner les créateurs d'entreprises, on a dû en accompagner plus de 100 en 3 ans, rien que par le bouche à oreille, donc sans nous se présenter comme l'organisme de formation qui va... qui fait une commercialisation particulière... Plus d'une centaine de personnes, et à la sortie, je sais plus une quarantaine qui ont monté leur truc. Donc c'est... Y'avait vraiment un besoin. Quand on avait commencé le travail là, d'ailleurs, donc ça c'était là aussi une aventure difficile... Quand on avait monté ce truc là, au début, on s'était dit, faut pas qu'on le fasse tous seuls, faut qu'on le fasse en lien avec le territoire, et donc le Parc était en création, et on avait monté un groupe, avec les Amis des Bauges, avec quelqu'un de l'Office de tourisme, avec l'assistante sociale, avec quelqu'un qui représentait la filière bois, des élus, y'avait Laure... Voilà, un petit groupe comme ça, informel, les... les chargés de mission de... du montage du Parc, pour travailler sur la question de la formation et la question de l'emploi en Bauges. Et on avait débouché sur un dossier qu'on avait fait là sur les EREF, les Espaces Ruraux Emploi-Formation. Et c'est une histoire qui s'est vraiment mal finie, quoi parce qu'on a... On a nous ici bossé 100 % bénévolement sur ce truc là par conviction, et puis par aussi envie de donner de la consistance à notre projet entrepreneur rural, et c'est vrai qu'on a vraiment donné de nous et de nos compétences à tous ces gens là qui n'en avaient pas sur le sujet, y compris les Amis des Bauges, donc on était vraiment la locomotive du groupe, alors que c'était le rôle des Amis des Bauges, qui étaient l'association locale de développement quand même, et je pense que quelque-part, ils l'ont pas supporté. Et en même temps, on avait joué le jeu, on avait dit institutionnellement, on met les Amis des Bauges en avant qui eux sont légitimes par rapport à ce groupe, nous on n'est pas légitimes ici. Honnêtement c'est nous qui avons fait tout le boulot de fond, quoi, pendant deux ans. J'ai encore de la colère avec ça, parce que vraiment... Et à la sortie, on s'est... Et bon, le fric qu'on était allé chercher, ils l'ont récupéré, ça c'est une chose. (...) Mais donc, on s'est vraiment... Oui je pense qu'on a vraiment été mal traités dans cette affaire. Très mal traités. Pour nous, c'est... On a vraiment donné de notre temps pour un truc qui a pas débouché parce qu'il y avait pas vraiment de volonté de travail partenarial et... - Question : C'est-à-dire qu'est-ce qui s'est passé, à la fin ? C'est les Amis des Bauges qui... - Oui, qui ont tout récupéré. 100 %, tout, quoi. Alors que leur rôle, c'est d'impulser, et puis de faire que les gens s'en saisissent. C'était l'inverse. Nous on a amené, eux ils ont « cric », récupéré... Voilà, le truc. Donc c'était un peu insupportable, quoi. Récupéré en terme d'image, de fric, d'activité, de tout, quoi. » (Pascale)

Il est frappant de constater que nous nous trouvons en présence de récits quasi semblables et que l'on pourrait résumer ainsi : de petits groupes d'habitants se mobilisent

avec peu de moyens, ont des idées originales, parviennent à attirer l'attention des financeurs à force de travail bénévole et d'initiatives, avant de se voient déposséder du résultat par un groupe plus puissant, comme le Parc ou les Amis des Bauges.

Leur discours insiste bien sur le fait que ce dont ils se voient dessaisir, c'est non seulement de la gestion du projet, mais aussi du prestige d'en être les initiateurs. Et c'est peut-être ce dernier point qui est le plus fortement souligné, puisque les auteurs de ces récits laissent entendre qu'ils auraient pu se contenter de remerciements, ou du moins d'un peu plus de considération pour leur travail (deux de mes interlocutrices insistent sur l'idée que le nom de leur association soit cité, la troisième parle de récupération « en terme d'image »). Il est intéressant de noter que le vocabulaire employé renvoie davantage à l'attitude qui est prêtée à ceux qui, en l'occurrence, ont pris les décisions qu'à leurs actes eux-mêmes, l'une de mes deux interlocutrices évoquant un comportement « cavalier » et l'autre estimant que son groupe a été « mal traité ». Nous sommes vraiment ici dans l'ordre de la reconnaissance symbolique.

De telles réactions témoignent a contrario des aspirations qui animent les individus qui s'engagent dans ces diverses actions : ceux-ci veulent être des acteurs au sein de la localité et désirent être reconnus comme tels. Ces réalisations, menées pour la plupart bénévolement, occupent une place importante dans l'image qu'ils ont d'eux-mêmes. Ils aimeraient visiblement que leur nom y soit associé au sein de l'espace d'interconnaissance bauju. Cet engagement dans des projets locaux fait donc partie des éléments incontournables sur lesquels ils fondent leur construction d'une territorialité partagée.

Produire la localité

D'autre part, ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la reconnaissance d'actions passées, mais aussi celle de leur capacité à faire l'histoire aujourd'hui.

En effet, en faisant des habitants les spectateurs des évolutions du passé, le récit fait par certaines institutions leur confère évidemment le même rôle aujourd'hui. Ce qu'ils ne peuvent accepter. Geneviève Delbos, qui a travaillé sur les paludiers de Guérande, exprime bien de quelle façon l'image patrimonialisée qui est renvoyée d'eux les met mal à l'aise :

« Bien plus, l'image figée ainsi renvoyée, les réduit au rôle de figurants muets d'une histoire qui se jouerait sans eux ou en dehors d'eux, alors même qu'ils en assument le poids des contraintes, et qu'à ce titre, ils affirment et revendiquent leur place légitime d'acteurs conscients et organisés, ouvrant une nouvelle page de l'histoire des marais. Elle les dépossède de leur volonté de maîtrise de leur propre destin alors que, grâce à celle-ci, le groupe a restauré la croyance en sa propre valeur et en celle d'un métier "qui en vaut la peine" »²⁴⁰

L'histoire contée par les habitants, en valorisant le rôle des autochtones dans les

²⁴⁰ DELBOS, Geneviève, 2000, « Dans les coulisses du patrimoine », in CHEVALLIER, Denis (dir), *Vives campagnes : le patrimoine rural, projet de société*, revue Autrement, série "mutations", n° 194, pp. 97-128, p 122.

transformations passées, prend à contrepied le caractère figé de l'image qui est parfois donnée d'eux. En replaçant, par exemple l'apparition du Parc dans la continuité de leur action (celle-ci serait issue de la création du SIVOM par les élus locaux, ou du projet Grandes Bauges initié par les Amis des Bauges), elle remet des groupes locaux au point de départ des évolutions qui les affectent. Dans cette conception, les principaux changements qui ont eu lieu dans les Bauges n'ont pas été apportés par des acteurs extérieurs à des habitants qui les ont subis, mais bien provoqués par ces derniers qui ont fait des choix. Bien sûr, admettent mes interlocuteurs, le résultat n'est pas toujours à la hauteur de leurs espérances. De nombreuses personnes m'ont ainsi affirmé avoir participé au mouvement ayant débouché sur la création du Parc, mais être déçues du résultat, et les initiateurs de la station d'Aillon ne cachent pas ses difficultés actuelles avec le manque de neige. Qu'importe. Ce qui compte, plus que le résultat, c'est l'affirmation sans cesse renouvelée de leur pouvoir de faire l'histoire et de construire le territoire.

Et cela est d'autant plus important que la société qu'ils tentent de construire repose sur l'investissement de chacun dans le collectif, sur la croyance que malgré leurs différences, les habitants peuvent se retrouver dans l'action. Si les uns et les autres admettent que la communication entre eux n'est pas toujours facile, néo-ruraux et Baujus de souche, agriculteurs et écologistes, migrants pendulaires et créateurs d'entreprises parviennent à se rejoindre au sein de négociations visant à apporter des améliorations collectives à leurs conditions de vie.

Or, c'est seulement en se présentant, eux-mêmes ou leurs prédécesseurs, comme les principaux artisans des évolutions dont le territoire actuel est le résultat, qu'ils peuvent donner un sens à leur action d'aujourd'hui par laquelle ils entendent modeler la localité.

C'est donc bien le pouvoir de faire l'histoire des groupes locaux qui est en cause. Face à la tradition, l'authenticité ou la nature dont l'invocation confère au territoire un caractère immuable, les récits de la mémoire proposent une représentation du territoire en mouvement au sein de laquelle les groupes d'habitants sont les moteurs de toute transformation. Et si l'on en croit ce qui est raconté, ce sont avant tout eux qui construisent en ce moment les Bauges de demain.

Il est intéressant de constater que s'opposent d'une part l'image d'un territoire permanent, porteur d'une essence éternelle et jouant un rôle de fondement pour le groupe social, et d'autre part celle d'un territoire construit par ceux qui l'habitent, dont les caractéristiques varient en fonction des choix que ces derniers effectuent. En effet, ces deux lectures nous renvoient à un débat qui anime les sciences sociales. Depuis maintenant plusieurs décennies, de nombreux chercheurs s'élèvent contre la tendance à essentialiser des notions comme celles de territoire, d'identité, de culture, à les considérer comme des données qui pré-existerait aux individus qui les font vivre et qui leur seraient transmises comme des héritages à conserver. Georges Balandier notamment a appelé à réintroduire de la dynamique, et à considérer le changement, la transformation, comme l'essence même des sociétés. Plus récemment, Arjun Appadurai postulait que ce que les anthropologues ont longtemps considéré comme les multiples manifestations du rapport privilégié que des groupes entretiennent à des lieux étaient en réalité les efforts constants que faisaient ces groupes pour produire ces liens à la localité²⁴¹. Dans notre monde contemporain caractérisé avant tout par les flux de migrants, d'informations, voire

d'idéologies, il préconise une analyse en terme de paysages, de *scape*, et à s'intéresser à la « localité » plutôt qu'à la société ou au territoire...

Or, ces débats trouvent un écho sur le terrain, dans la façon dont les uns et les autres pensent et racontent le monde qui les entoure : existe-t-il une réalité pré-existante nommée « territoire » ou « identité » ou les individus se rencontrent-ils plutôt dans les liens qu'ils tissent et retissent sans cesse avec un lieu ? Et d'une façon assez étonnante, ces questions se traduisent très concrètement dans des interrogations touchant aux choix qu'il convient de faire pour l'avenir. Si pour certains la tarine est « *la vache identitaire savoyarde* », et que sa présence est nécessaire pour que les Bauges restent ce qu'elles sont, d'autres rappellent qu'au fil du temps, de nombreuses races bovines ont été importées dans le massif par ceux qui ont fait vivre son agriculture.

Dire soi-même son histoire

Enfin, dans l'antagonisme latent de ces deux récits, c'est aussi la capacité des groupes locaux à dire leur propre histoire qui est en jeu.

Le fait qu'aucun des quatre projets patrimoniaux sur lesquels j'ai arrêté mon attention ne renvoie au passé immédiat a aussi pour effet d'écarter les habitants du contrôle de l'histoire mise en récit. En effet, les éléments retenus renvoient à des événements lointains et hors de portée des souvenirs de ceux qui vivent sur place. L'histoire des ordres monastiques dans le massif s'est ainsi achevée en 1792. Une mémoire sur ce sujet existe bien chez les Baujus de souche, mais celle-ci est floue, et se teinte de légendaire. De même, si tous les agriculteurs ont des souvenirs la façon dont ils ont vu fabriquer la tome par les anciens, l'origine de la fabrication ainsi que ses évolutions antérieures se perdent dans la nuit des temps. Les habitants ne sont donc pas compétents pour parler de ce passé.

Aussi, lors des processus de valorisation, il faut faire appel à des spécialistes - historiens ethnologues, architectes des bâtiments de France- chargés de rechercher et de dire l'histoire véritable. Ceux qui définissent ce qu'est la vraie chartreuse ou la vraie tome et qui décident ce qui vaut la peine d'être mis en avant ne sont donc pas les habitants, mais des groupes venus de l'extérieur. On retrouve cette configuration avec l'agence de communication annecienne engagée par le Parc pour définir la « nouvelle identité » du territoire. Ce à quoi répondent directement les récriminations entendues sur le territoire que j'ai citées au chapitre IV, certains habitants déclarant ainsi que le territoire est vendu « *comme du dentifrice* », ou s'élevant contre les chargés de communication qui prétendent selon eux leur expliquer « *qui ils sont* ».

Nous pouvons nous interroger, à la suite de Jean-Luc Bonniol sur les motivations des pouvoirs locaux qui mettent en oeuvre les projets patrimoniaux. Ces derniers ne seraient-ils pas suscités précisément pour supplanter la mémoire locale par des politiques inquiets de l'éventualité de perdre le contrôle de la représentation du territoire face à des mouvements locaux très actifs ?

²⁴¹ APPADURAI, Arjun, 2001, *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot (édition originale, 1996), voir « localiser le sujet, pp. 248-252.

« L'histoire locale, écrit-il, est une grande pourvoyeuse d'identités et de distinction, fournissant justification et légitimations aux appartenances et aux différences. Elle apparaît dès lors comme un instrument de première grandeur pour les nouveaux pouvoirs locaux, soucieux à la fois de légitimer leur emprise face aux divers particularismes et irrédentismes et de promouvoir, pour le plus grand bénéfice de leur image, les territoires dont ils ont la charge. Par une politique de régulation de la mémoire, par le recours à un récit du passé, par le patrimoine, il s'agit de replacer l'institution administrante au centre d'un processus de reproduction sociale qui pourrait lui échapper. L'enjeu étant, aussi bien pour l'institution que pour les acteurs sociaux, de s'assurer du contrôle de la re-présentation du passé dans le présent. »²⁴²

Face aux problèmes de légitimité rencontrés par le Parc, l'histoire apparaît en effet comme un biais efficace pour se réappropriier au travers de certains symboles la maîtrise du territoire.

Mais lorsque certains des représentants de cette institution, en allant jusqu'à opérer une négation des mémoires vives, prétendent à un contrôle total de l'image que le territoire renvoie de lui-même vis-à-vis de l'extérieur, ils franchissent la limite de ce qui est tolérable pour les groupes locaux. En effet, aucune société ne peut supporter de se voir définie par des groupes extérieurs qui s'approprient l'exclusivité du récit de son histoire. Tout groupe social, quel qu'il soit, prétend à se situer lui-même dans le temps et dans l'espace. C'est la condition même de son existence.

Dans la confrontation entre les deux récits de l'histoire des Bauges, c'est donc la capacité des habitants à être reconnus comme les acteurs qui construisent le territoire qui est en jeu. Face à une représentation du temps qui fait d'eux les passagers impuissants d'une réalité éternelle, ils mettent en avant l'efficacité de leurs choix capables de transformer cette réalité. Dans leur conception du monde, ce sont eux qui construisent la société locale

De plus, leur revendication à exister en tant que groupe social a pour conséquence de les obliger à construire leur propre récit et à se doter d'une identité narrative. C'est pourquoi ils ne peuvent accepter de se voir définis de l'extérieur par des institutions qu'ils ne maîtrisent pas.

Avec ces récits se dessinent à la fois la façon dont les groupes sociaux considèrent leurs rapports aux lieux et aux temps et le regard en miroir qu'ils portent sur leurs propres dynamiques. Face au paradigme du territoire éternel, les habitants s'efforcent par leurs récits de mettre en avant une localité en construction, une histoire qui est celle des changements impulsés par les groupes sociaux, et enfin une image d'eux-mêmes comme des acteurs conscients capables de modifier la réalité. Cette capacité à considérer à distance sa propre société et la façon dont il est possible d'agir sur elle nous entraîne du côté du domaine politique.

²⁴² BONNIOL, J-L, « La fabrique du passé... », p 191.

3. Démocratie, espaces publics, nouveaux lieux du politique

En s'opposant à une certaine conception du patrimoine et en produisant d'autres récits qui replacent le territoire dans une histoire en train de se faire, les différents groupes d'habitants des Bauges rejettent une lecture du temps présentiste, qui fait d'un présent hypertrophié un horizon indépassable. Ils utilisent les mémoires de la période contemporaine comme des récits ouverts, sans cesse renouvelés, où ils peuvent puiser sinon des modèles, du moins des ressources pour l'action.

Au sein de ces narrations le projet de société et l'inscription dans un certain rapport au temps sont indissociables. La notion d'utopie se révèle d'ailleurs particulièrement intéressante dans la mesure où elle permet de lier ces deux aspects. Elle évoque à la fois l'idée d'une remise en cause, d'un dépassement de la réalité sociale présente, et une attitude de projection vers l'avenir. Les Bauges semblent en effet être considérées par la plupart des acteurs que j'ai rencontrés comme un lieu d'expérimentation sociale, où se construisent, par tâtonnements, négociations, recompositions, de nouvelles façons de partager un territoire et de vivre ensemble.

J'ai déjà ébauché une description du contenu de l'utopie des Bauges, qui me semble constituée non pas par un modèle qu'il faudrait atteindre, mais plutôt par une volonté de dépasser ce qui existe au présent.

Comme je le mentionnais plus haut, l'utopie a en général trait au pouvoir. C'est bien le cas au sein du territoire que j'ai étudié puisqu'une bonne partie de mes interlocuteurs m'a fait comprendre qu'il « se passait quelque-chose » actuellement, en lien avec la question de la démocratie. Qu'en est-il exactement ? Le sujet de cette thèse m'ayant déjà conduit à examiner les rapports qu'entretiennent entre eux les différents groupes présents sur le territoire, les modes d'inscription des uns et des autres dans l'espace public et les conflits dont l'enjeu est le fait de dire sa propre histoire, je pense avoir déjà largement abordé la question politique, au travers des interrogations sur la manière de vivre ensemble. Mais au cours de mon séjour en Bauges, j'ai eu l'occasion à de nombreuses reprises d'entendre invoquer par différents acteurs les termes de « citoyenneté », de « démocratie participative », ou encore de « nouvelles gouvernances ».

Pour mieux comprendre ce que recouvrent le recours à ces termes, j'aborderai successivement trois thèmes : celui de la territorialité, celui des espaces de parole et de prise de décision, et enfin celui du mode d'inscription des individus dans la sphère publique et de leur façon de « faire société »

Je commencerai donc par revenir à la notion de territoire, d'où nous étions partis au début du chapitre III. Nous avons pu constater que la définition du territoire est en Bauges au coeur de bien des tensions avec par exemple les controverses concernant sa délimitation. Il me semble qu'au-delà de celles-ci se pose la question de la reconnaissance par les groupes urbains et les pouvoirs centraux des territoires ruraux

comme des lieux d'expérimentation et d'innovation.

Puis, la question du territoire nous amènera par glissement à celle des espaces de négociation et de prise de décision. A partir des liens qui unissent parole et action, je tenterai une analyse des nombreuses tentatives que j'ai pu observer pour mettre en place des espaces publics, des lieux d'échange de parole, de discussion, qui permettent aux différents groupes de population de se rencontrer et d'exprimer leurs points de vue.

Enfin, si ce qui se joue dans les Bauges actuellement est l'instauration de rapports renouvelés au temps et à l'espace, alors nous pouvons postuler que celle-ci rejoint les transformations qui affectent aujourd'hui nos façons de vivre ensemble avec la montée des mobilités et de la multi-appartenance. Il s'agira dans cette dernière partie d'interroger la façon dont se construit le lien qui unit l'individu aux différents groupes sociaux dans lesquels il prend place.

Entre villes et campagnes, un jeu de regards

L'apparition en Bauges du Parc naturel régional et la déception qui s'ensuit peut être lue comme un bon exemple de la confrontation entre deux lectures du territoire concurrentes et comme une sorte de malentendu. Nous avons vu que la création du Parc avait été souhaitée par de nombreux acteurs locaux, parmi lesquels se sont illustrées les associations créées par les néo-ruraux. Or, ceux-ci voyaient dans le Parc une structure dont ils pensaient être très largement partie prenante et qui permettrait la concertation des acteurs locaux dans toute leur diversité. Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé.

Dans quelle mesure les caractéristiques générales des PNR sont-elles en cause dans ce malentendu ? Ce dernier ne trouve-t-il pas sa source dans le regard particulier porté sur les espaces ruraux par ceux qui ont construit et fait évoluer le dispositif Parc ?

Dès leur apparition, le caractère potentiellement divergent des objectifs poursuivis a été souligné. Ceux-ci devaient à la fois préserver des espaces choisis pour leurs caractéristiques naturelles, fournir des aires de détente aux grandes métropoles, et animer des secteurs ruraux en difficulté.

La circulaire du 1er juin 1967 adressée aux préfets formule ainsi ces ambitions :

« La politique nationale d'aménagement du territoire implique, pour être harmonieuse et complète, une politique de protection de la nature dans le triple but de préserver la flore et la faune originales de nos régions naturelles, de permettre aux citoyens, chaque jour plus nombreux, de retrouver périodiquement un vrai contact avec l'espace rural et d'aider certaines régions agricoles à trouver une voie nouvelle dans leur développement. »²⁴³

L'idée phare des Parcs consiste donc à concilier, autant que possible, les trois aspects de leur mission, en utilisant la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel comme argument pour attirer des touristes dont on espère qu'ils alimenteront économiquement les campagnes. Les promoteurs du nouveau dispositif prennent ainsi en

²⁴³ Citée par Gérard et Josy Richez, *RICHEZ, Josy et RICHEZ, Gérard, 1978, « Les parcs naturels : une broussaille de conflits », Autrement, Avec nos sabots, n° 14, juin 1978, pp. 128-136, p 130.*

compte des bouleversement qui sont en cours durant les années 1960-70. Le monde rural se transforme peu à peu avec l'exode et n'est plus perçu seulement comme le lieu de la production agricole. Il apparaît désormais dans l'esprit de nombreux citadins un espace de loisirs, de détente. Aussi, il devient de plus en plus évident aux yeux des aménageurs que la « campagne » échappe aux seuls ruraux, même si ceux-ci en conservent la propriété foncière. Ses paysages, en particulier sont devenus l'objet d'un investissement affectif par des individus qui ne l'habitent pas. Les notions de protection de la nature engendrent le désir de trouver de lieux « préservés », où la faune et la flore pourraient s'épanouir. Il s'agit donc au travers des nouveaux dispositifs d'aménagement, de faire cohabiter la multiplicité des regards et des désirs concernant ces espaces, sans pour autant oublier dans cet arbitrage la place des derniers agriculteurs et des habitants.

Or cette tentative de médiation semble aujourd'hui aux yeux des habitants et acteurs des espaces ruraux concernés s'être déséquilibrée en faveur des représentations citadines de la campagne. Comment cela a-t-il pu se produire ? On pourrait aisément le comprendre dans le cas de certains Parcs parmi les premiers créés, comme le Vercors, car ceux-ci ont été désignés par le pouvoir central pour être ces territoires pionniers, sans être réellement issus d'un projet local. Mais par la suite, les Parcs, et c'est notamment le cas des Bauges, se sont constitués grâce à des initiatives venues du terrain. Pourtant, nous avons pu le constater, les critiques concernant le manque de cohérence avec la réalité locale sont tout aussi vives.

Il faut garder à l'esprit que lorsque les parcs apparaissent, la situation des campagnes n'est pas brillante. La déprise bat son plein (le décret mentionne des citadins « *chaque jour plus nombreux* ») et il ne semble pas exister d'autre solution que l'apport d'énergies extérieures sous la forme du tourisme pour les redynamiser. Nous sommes donc en présence d'un projet qui institue au sein de l'espace national des zones ayant besoin d'être soutenues.

Le déséquilibre est visible en particulier dans le fait que la solidarité ville-campagne n'est vue que dans un seul sens : celui d'une aide des citadins vis-à-vis d'espaces dépréciés. O. Guichard estimait ainsi lors des journées de Lurs qu'il fallait que les « *villes admettent d'aider hors de leurs murs des Parc naturels dont les citadins seraient les premiers à bénéficier* »²⁴⁴.

En échange de cette aide, il est difficile pour les acteurs du monde rural de refuser d'adhérer au projet, alors que l'on fait jouer l'intérêt national, ce que remarquent, dès les premières années, certains observateurs.

« D'ailleurs, comment pourraient-ils, ces habitants, manifester vraiment leur opposition à l'implantation des parcs présentés comme des structures nécessaires à la préservation de la campagne-nature, indispensable à l'équilibre de tout un chacun urbanisé, sans avoir le sentiment de faillir à une généreuse mission ? »²⁴⁵

²⁴⁴ Discours d'ouverture d'Olivier Guichard aux journées de Lurs de septembre 1966, cité par Olivier Garrigou, in GARRIGOU, Olivier, 2002, *Les Parcs naturels régionaux, des idéaux pour un « autre développement » aux dangers institutionnels*, ENGREF.

²⁴⁵ RICHEZ, Josy et Gérard, « Les parcs naturels : une broussaille de conflits ».

Le résultat, comme l'écrit Yves Gorgeu, est que la perspective de la création des Parcs régionaux enthousiasme surtout les populations urbaines :

« Les parcs misent beaucoup sur les activités d'accueil, d'éducation et d'information du public, sur la protection et la valorisation du patrimoine, sur la préservation des milieux naturels particuliers, sur un certain art de vivre en direction des couches économiquement aisées. Ce faisant, ils répondent implicitement à une demande sociale devenue de plus en plus forte dans les domaines résidentiel, récréatif, sanitaire et social, écologique, culturel, éducatif et d'accueil de nouvelles activités. Leurs alliés sont donc beaucoup les populations urbaines pour lesquelles ils représentent des lieux relativement préservés où l'on peut encore trouver de l'authentique, du naturel, de la qualité, du vrai. »²⁴⁶

Les premiers chargés de mission des PNR assument pleinement un côté missionnaire. Après avoir voyagé pendant un an pour découvrir les espaces protégés à travers le monde et construire leur projet, ils sont envoyés dans les lieux pressentis pour la création des premiers Parcs. Ils tâchent d'y obtenir une adhésion locale. En même temps ils vivent leur mission comme celle d'une avant-garde et Yves Gorgeu écrit qu'ils comparent les Parcs aux monastères du Moyen-Âge²⁴⁷, ce qui ne manque pas de nous rappeler la rhétorique qui s'est déployée en Bauges autour de la chartreuse d'Aillon. Nous pouvons noter au passage qu'il est fait appel à un vocabulaire féodal avec le terme de « charte », qui renvoie aux papiers et documents dans lesquels étaient consignés les propriétés et privilèges d'un seigneur ou d'une abbaye, ou encore avec le « blason » du Parc²⁴⁸. Tout cela confère l'idée de territoires vierges, vides de population, à occuper, ou du moins à organiser, mission à laquelle vont s'atteler les salariés des Parcs.

D'autre part, les financements des Parcs proviennent en majeure partie de la Région et des Conseils Généraux²⁴⁹. Les PNR doivent donc justifier leurs actions vis-à-vis de ces organismes, qui attendent évidemment qu'on leur tienne un certain type de discours. La majorité de la population administrée par ces collectivités locales étant une population citadine, les Parcs sont avant tout considérés par leurs représentants comme des lieux de ressourcement. Prenons l'exemple du site internet de la région Rhône-Alpes²⁵⁰ : les Parcs y apparaissent comme des espaces réservés à la détente dans lesquels on ne séjourne qu'exceptionnellement. Dans la rubrique « vivre au quotidien », le visiteur trouve « politique de la ville et de l'habitat », mais rien qui concerne spécifiquement

²⁴⁶ GORGEU, Y., « Le difficile dialogue des parcs naturels régionaux ... », p 108-109.

²⁴⁷ Ibidem, p 106.

²⁴⁸ Cette remarque a été faite par André MICOUD, Bernard KALAORA et Philippe LANEYRIE dans *Les représentations de l'espace rural et le développement local : le cas de la forêt dans le Parc naturel régional du Pilat*, CRESAL, Saint Etienne, 1986.

²⁴⁹ Dans le cas des Bauges, lors de la première charte, les participations annuelles des différents organismes sont fixées comme il suit : 60% de la région, 15,3 % du département de la Savoie, 7,7 % des Collectivités adhérentes délibératives de Haute-Savoie, 6,8 % des villes-portes, et 10,2 % des communes adhérentes. Au-delà de cette base, le Parc demande des subventions en fonction de ses projets. Celles-ci proviennent essentiellement de l'Europe, de l'Etat et de la région.

²⁵⁰ <http://www.cr-rhone-alpes.fr>, consulté en août 2005.

l'aménagement des territoires ruraux. C'est dans « bouger, découvrir », et sous le titre « tourisme », qu'on lui propose une « balade dans les PNR ». C'est-à-dire que d'emblée, le site ne s'adresse pas aux habitants des zones rurales concernées, mais plutôt à ceux qui vont les visiter. Et l'on rejoint ici une récrimination des habitants : le Parc serait fait pour les touristes et non pour eux.

De plus, tout en se présentant comme une institution locale, le Parc demeure un dispositif à caractère national, dans le sens où les grandes lignes de ses objectifs et de ses modes de fonctionnement sont définis par une loi nationale. Il fait partie d'une fédération de PNR. Il a donc un caractère déterritorialisant, ce que ne manquent pas de remarquer certains habitants :

« Mais le Parc, ça banalise. On a du patrimoine comme les autres : on est dans la catégorie Chartreuse, Vercors. Mais ils sont en retard dans leur façon de concevoir les choses. Il y a une absence de travail sur la culture populaire, contemporaine, éventuellement, qui avait une certaine originalité. »

C'est-à-dire que le développement envisagé par le Parc place trop largement à leurs yeux le territoire dans la dépendance du regard des populations extérieures et de leurs aspirations. Les territoires ne sont pas perçus comme des lieux de projets en eux-même, mais plutôt comme des espaces vacants, ouverts, et pouvant donc être adaptés à une demande (ce qui correspond à l'image que certains néo-ruraux pouvaient avoir lorsqu'ils étaient encore urbains). Et l'image qui est donnée des Bauges au travers des projets patrimoniaux répond sans doute assez bien à la demande des populations urbaines d'espaces de détente au caractère « naturel » et « authentique », si l'on en croit la hausse de la fréquentation touristique du massif depuis la création du Parc et le succès de certaines de ses réalisations, comme la maison faune-flore qui totalise de nombreuses entrées. Cependant, elle se situe manifestement en rupture avec la conception que les groupes sociaux locaux ont du territoire qu'ils partagent.

En arrivant dans les Bauges, les néo-ruraux adhéraient pour certains d'entre eux à cette conception d'un territoire vierge, vacant. Cependant, ils sont ensuite entrés en contact, parfois rudement, avec les groupes autochtones. Ils ont été obligés de composer avec la réalité locale et éventuellement de réadapter leurs projets. D'un autre côté, les populations de souche ont été fortement influencées par l'arrivée de ces migrants assez revendicatifs et dont l'activisme les a incitées à faire entendre à leur tour leur voix.

Entre contraintes et liberté

Les deux populations ont en commun, me semble-t-il, une forme de marginalité volontaire. Comme je le signalais dans le chapitre III, ceux qui, envers et contre tout, ont décidé de rester au pays, ont eux aussi fait un choix qui n'était pas forcément plus facile que celui des migrants à une époque où il était certainement plus aisé de trouver du travail en ville. Aujourd'hui encore, choisir de vivre en Bauges, c'est se retirer loin de ce qui est en général considéré comme les centres névralgiques de la nation. Dans la mesure où les flux économiques, les entreprises, les emplois demeurent situés dans les villes ou leurs agglomérations, et surtout que celles-ci concentrent les lieux de décision, avec les sièges sociaux des entreprises, mais aussi toutes les administrations d'importance, notre

maillage territorial national continue globalement à opposer des centres urbains à des marges rurales. La campagne tend à conserver son statut d'espace dominé, et à demeurer le lieu où s'exerce le pouvoir détenu par la ville. Bertrand Hervieu et Danièle Léger signalaient dans le cas des Cévennes la signification politique du choix de la migration dans un espace dominé :

« C'est parce que les Cévennes, tant d'un point de vue économique que culturel, ont été dévalorisées par le capitalisme que l'intégration à la société locale peut avoir, pour les immigrés de l'utopie, une valeur protestataire en soi. Faire la démarche inverse de celle de l'exode, qui est le procès effectif et symbolique de la dévitalisation de la région, c'est prendre le parti d'une société "attardée" contre la société industrielle. »²⁵¹

C'est-à-dire que les campagnes ne sont pas seulement perçues comme des espaces dominés, mais qu'elles le sont aussi comme des espaces marginaux, périphériques et potentiellement en rupture. Elles sont supposées plus indépendantes d'un point de vue économique et politique et seraient des lieux susceptibles d'accueillir des alternatives aux modèles dominants.

Innovation, invention, créativité sont fréquemment associés à la ruralité par ceux qui s'efforcent d'y vivre. Par exemple, vivre en Bauges permet d'envisager de gagner sa vie autrement que par le travail salarié. Nombreux sont ceux qui vivent de projets alternatifs marqués par la pluriactivité, qu'ils soient complètement indépendants, qu'ils conservent un emploi à temps partiel, ou encore qu'ils intègrent la SCOP d'Oxalis. Certains osent des choix qui les placent assez nettement en rupture avec les modes de vie traditionnels, mêlant travail et vie privée, économie et loisirs, avec par exemple des projets communautaires... Et nous avons vu que beaucoup des néo-ruraux et des partis-revenus estiment que les espaces ruraux leur confèrent une liberté que la ville ne leur donne pas,

La différence avec le mode de vie urbain se fait aussi sentir au niveau de l'investissement des individus dans l'espace public. Pour beaucoup d'entre eux, l'arrivée dans le monde rural a été le point de départ d'une forme d'engagement sans commune mesure avec celui qui pouvait être le leur en ville. Des individus plutôt non politisés peuvent ainsi entrer au conseil municipal, ou du moins, en tant que responsables d'associations, se trouver en position de négocier sur des aspects divers de la vie de la collectivité. En outre, des espaces communs ont commencé à être négociés entre les différentes populations. Et ceux-ci l'ont été au travers de l'engagement des individus dans des actions touchant à la collectivité, donc à caractère politique. C'est au sein de ce mouvement, nous allons le voir, que se construit une communauté locale.

La grande liberté dont semblent disposer les individus dans l'affirmation d'eux-mêmes leur permet d'innover et peut-être d'aller plus loin dans la construction de nouvelles formes de vie en commun qu'ils ne le feraient en ville. Pour eux, non seulement les espaces ruraux sont des espaces pleins, mais ils sont même aujourd'hui des pôles positifs capables de rayonner vis-à-vis de l'extérieur, puisque s'y dessinent des solutions qui pourront ensuite revenir vers les villes. Le rural, pour nombre de ses habitants, est

²⁵¹ HERVIEU, Bertrand, et LEGER, Danièle, 1978, « Les immigrés de l'utopie », *Avec nos sabots, Revue Autrement* n° 14, juin 1978, pp. 48-70, p 67-68.

aujourd'hui une force de propositions alternatives. C'est pourquoi loin de s'adapter à des formes d'économie, de politique ou de sociabilités qu'ils jugent dépassées, celui-ci doit au contraire en élaborer de nouvelles.

Apparus au plus fort de la crise démographique qui a touché les espaces ruraux, les Parcs peinent sans doute quelque-peu à s'adapter à l'évolution des territoires qui sont les leurs : celle de lieux où les habitants, de plus en plus nombreux, se considèrent désormais non plus comme les perdants de la modernisation, mais comme les porteurs d'un modèle de développement alternatif, voire comme à la pointe d'un mouvement général touchant l'ensemble de la société ; celle aussi d'espaces marqués par la multiculturalité où s'esquissent de nouvelles formes de vivre ensemble qui prennent en compte les liens nouveaux que tissent les individus avec la localité.

Alors que les populations locales ambitionnent de s'affranchir de ce qu'elle estiment être le modèle dominant pour proposer d'autres solutions dans les domaines économique, politique et social, le Parc, comme d'autres institutions, semble parfois tendre davantage à adapter les Bauges à ce qui est présenté comme des réalités incontournables.

Les conflits au sujet de la délimitation du territoire prennent sens dans ce contexte. Vouloir dire ce qu'est le « vrai » territoire, c'est encore une façon d'affirmer sur lui une forme de maîtrise. En faisant remarquer que la définition donnée par l'institution PNR ne correspond pas aux pratiques concrètes des habitants, il s'agit pour certains acteurs de disqualifier celle-ci, de souligner son caractère allogène et son incompétence potentielle dans le traitement des problèmes locaux.

Là encore, nous percevons bien comment la construction du territoire est liée à une lecture de l'expérience du temps. Le territoire des habitants se présente non pas comme un territoire du vide, immobile dans un éternel présent qui offrirait ses charmes aux visiteurs, mais comme un territoire plein et dynamique, transformé par ses acteurs. Ce qui s'y déroule est une expérience dont on ne sait trop où elle va mener. Mais le mouvement et l'initiative y sont prépondérants.

De nouvelles formes de démocratie ?

La construction du territoire en Bauges est intimement liée à celle d'une multitude d'espaces publics, ce qui nous entraîne du côté de la notion de démocratie. Ce sont du moins des mots qui viennent rapidement à l'esprit lorsque l'on s'intéresse à la façon dont négocient au sein de ce territoire des individus et des groupes aux conceptions parfois très divergentes. De plus, nombre de mes interlocuteurs ont spontanément mobilisé le champ sémantique qui s'y rattache pour décrire les évolutions actuelles du territoire.

Action, liberté, individualité

J'ai employé à de nombreuses reprises le mot « acteur », en soulignant que les habitants désirent être reconnus comme des acteurs au sein de la localité. Mais qu'est-ce, exactement, que l'action ? Il est temps de faire un détour par la philosophie pour expliciter les liens profonds qui unissent action et démocratie. Cela nous permettra de comprendre en quoi la volonté des habitants des Bauges d'être des acteurs de leur territoire nous

entraîne du côté de la question des nouveaux espaces publics au sein desquels les uns et les autres peuvent faire entendre leur voix.

Je m'appuierai ici en particulier sur les travaux d'Hannah Arendt. Celle-ci distingue, dans *Condition de l'homme moderne*²⁵², l'action des autres activités de l'homme qui visent à satisfaire ses besoins biologiques ou à augmenter son confort et sa maîtrise sur la nature. L'action est politique par excellence. Elle n'est possible qu'au sein de la société :

« Toutes les activités humaines sont conditionnées par le fait que l'homme vive en société, mais l'action seule est inimaginable hors de la société des hommes »²⁵³

H. Arendt dégage plusieurs caractéristiques de l'action qui me semblent pouvoir éclairer ce que j'ai pu observer dans les Bauges.

L'action est d'abord l'expression de la liberté de l'homme. Agir, c'est prendre une initiative, commencer quelque-chose de neuf. C'est donc là que se révèle la puissance de l'être humain, capable de donner naissance à ce qui n'existait pas auparavant, ce qui brise tout déterminisme :

« Le fait que l'homme est capable d'action signifie que de sa part, on peut s'attendre à de l'inattendu. »²⁵⁴

Ce point est intéressant, puisque nous avons pu constater qu'en Bauges, ce que les habitants revendiquent, c'est précisément cette capacité d'inventer du nouveau. Ils ont entrepris d'imaginer une autre façon de vivre le territoire, et celle-ci ne ressemble à rien de ce qu'ils ont pu connaître auparavant. S'ils s'intéressent à ce qui se passe ailleurs et ne dédaignent pas de s'en inspirer, ils ne souhaitent pas reproduire un quelconque modèle de territoire rural qui existerait dans d'autres lieux. Leur volonté de se présenter comme des acteurs capables de construire leur devenir est donc sans doute d'abord un désir de s'affirmer comme des êtres libres, capables de créativité.

Agir, c'est aussi s'exposer, se révéler devant les autres hommes, et c'est même la seule façon de dévoiler son individualité. H. Arendt écrivait à ce sujet :

« En agissant et en parlant, les hommes font voir qui ils sont, révèlent activement leurs identités personnelles uniques et font ainsi leur apparition dans le monde des humains. »²⁵⁵

En Bauges, nous avons vu qu'en accomplissant des actions qui concernent l'ensemble de la communauté, les individus recherchent de la part des autres habitants une reconnaissance. Ils souhaitent acquérir ce qui peut être perçu comme une forme de notoriété locale liée à ce qu'ils ont fait. D'où leur insistance sur le fait d'être remerciés, ou

²⁵² ARENDT, Hannah, 1983, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy (1ère édition, 1961).

²⁵³ Ibidem, p 59.

²⁵⁴ Ibidem, p 234.

²⁵⁵ Ibidem, p 236.

du moins nommés comme les auteurs des réalisations. Il est assez évident, au vu de l'importance que mes interlocuteurs y attachent, que quelque-chose d'important pour eux se joue autour de l'apparition ou de la non-apparition sur ce qui peut être appelé la « scène publique locale ».

Celle-ci est de plus le lieu de la rencontre entre les individus et les groupes présents sur le territoire. C'est dans l'action que les différents groupes arrivent à se toucher les uns les autres, à se faire reconnaître. Ainsi les néo-ruraux, à force de s'engager bénévolement pour l'amélioration des conditions de vie, obtiennent parfois la considération des populations de souche et une légitimité pour occuper certaines responsabilités. On peut aussi citer les différentes tentatives de dialogue parfois difficiles et ponctuées de silences autour du collectif citoyen ou de la projection de films, mais dans lesquels les individus s'exposent, se dévoilent.

En même temps qu'ils s'engagent dans l'espace public, les individus exposent leur personne. Nous avons vu que dans les Bauges, on sait qui ils sont, quel est leur parcours, et quelle est leur légitimité pour prendre la parole...²⁵⁶ Pour s'exprimer dans certains lieux, il faut d'abord avoir fait ses preuves.

L'action, nous dit encore H. Arendt, met en rapport les hommes entre eux sans l'intermédiaire des objets ni de la matière. Ils ne se contentent pas de faire société en produisant ensemble et en échangeant. En effet, le domaine politique, s'il ne peut se déployer qu'au sein du social, ne se réduit pas à celui-ci. Etienne Tassin nous dit qu'« il est sa mise en forme : mise en sens et mise en scène. »²⁵⁷ . Le politique, c'est donc peut-être le regard en miroir que porte une société sur sa propre existence avec la volonté de prolonger celle-ci. C'est l'activité qui vise précisément à l'institution et à la préservation d'une communauté et d'un monde commun. Il me paraît tout à fait intéressant d'envisager sous cet angle la construction du politique en Bauges.

Espaces publics, espaces de parole

Il n'est pas possible de distinguer des lieux et des temps qui seraient politiques par essence (conseils municipaux, collectifs citoyens...) et d'autres qui ne le seraient pas. Le politique peut survenir à tout moment et en toutes places, au sein de pratiques, de discussions informelles, ou même d'activités artistiques ou festives (faire ses courses dans les commerces locaux, discuter à la fruitière, assister au spectacle *P ortraits savoyards* ou à la projection du film de *La dernière saison* qui évoquent tous deux la société locale et ses tensions, se rendre à la foire...). Etienne Tassin écrit d'ailleurs à ce sujet :

« l'action politique ne peut être envisagée comme si le champ et la nature du politique étaient objectivement donnés, de sorte qu'il suffirait d'analyser les modalités d'un comportement parmi d'autres au sein de la société. »²⁵⁸

²⁵⁶ Voir à ce sujet ION, Jacques et PERONI, Michel (dir), 1997, *Engagement public et exposition de la personne*, L'Aube.

²⁵⁷ TASSIN, Etienne, 1995, « la visibilité de l'action politique », dans *Prendre place, espace public et culture dramatique*, Actes du colloque de Cerisy, textes réunis par Isaac Joseph, éditions de la recherche, plan urbain, pp. 79-92, p 80.

Cela rejoint ce qu'écrit Hannah Arendt à propos de la polis, la cité créée par les Grecs pour permettre la mise en commun des paroles et des actes. Celle-ci n'était pas à proprement parler localisée :

« la polis proprement dite n'est pas la cité en son organisation physique ; c'est l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent. « Où que vous alliez, vous serez une polis » : cette phrase célèbre n'est pas seulement le mot de passe de la colonisation grecque ; elle exprime la conviction que l'action et la parole créent entre les participants un espace qui peut trouver sa localisation juste presque n'importe quand et n'importe où. C'est l'espace du paraître au sens le plus large : l'espace où j'apparais aux autres comme les autres m'apparaissent, où les hommes n'existent pas simplement comme d'autres objets vivants ou inanimés mais font explicitement leur apparition. »²⁵⁹

Un tel espace n'existe cependant pas toujours entre les hommes. Pour qu'il se déploie, il faut une volonté partagée de le créer. L'espace public, reposant sur l'action, « ne perd jamais complètement son caractère potentiel »²⁶⁰. C'est-à-dire qu'il est sans cesse en création, ou en récréation, et qu'il ne peut subsister sans la volonté de ceux qui l'on fait naître de continuer à agir, donc à exister en tant que communauté.

Or, l'action, en tant que seule activité visant à réunir les hommes et à donner sens à leurs rapports et à leurs conflits, est indissociable de la parole. Pour les Grecs, ces deux facultés formaient même sans doute un tout avant l'avènement de la polis. Parler, pour eux, pouvait être l'équivalent d'agir, en prononçant les mots justes au bon moment. C'était d'ailleurs le moyen des hommes civilisés pour régler les problèmes auxquels ils pouvaient être confrontés, l'usage de la force et de la violence étant considérées comme des méthodes pré-politiques. Le domaine politique, pour exister, suppose des espaces qui permettent à la parole de s'échanger, car c'est elle qui fait naître l'action, si elle n'est pas l'action elle-même. La démocratie a ainsi pu être qualifiée de « système le plus bavard du monde ».

Ce détour par la pensée ancienne paraît peut-être quelque-peu surprenant pour expliciter ce qui se joue aujourd'hui dans un massif montagneux savoyard. Pourtant, ces notions me paraissent extrêmement éclairantes quant à la réalité baujue, dans la mesure où ce que tentent de mettre en place par des moyens divers et parfois détournés de nombreux habitants des Bauges, ce sont des lieux susceptibles de permettre la discussion, l'échange de paroles entre les groupes et les individus différents qu'accueille le territoire. Il faut cependant noter ici qu'il ne s'agit pas, comme dans le cas de l'agora grecque, de lieux dans lesquels ne peuvent prendre la parole que ceux qui font d'ores et déjà partie d'une communauté pré-instituée, mais bien plutôt de lieux où tous ceux qui souhaitent s'insérer dans la localité puissent s'exprimer. Comme le dit bien H. Arendt,

²⁵⁸ Ibidem, p 79.

²⁵⁹ ARENDT, H., *Condition de l'homme moderne*, p 258.

²⁶⁰ Ibidem, p 259.

c'est la participation, la prise de parole des individus qui crée entre eux un espace qui se révèle une polis.

Dès lors, il me semble que nous pouvons lire les efforts des habitants des Bauges comme la dynamique qui vise à faire exister un espace public, et qui, de ce fait, l'instaure réellement. La conscience manifestée par les uns et les autres de leurs différences culturelles fait naître un désir de communiquer et d'essayer de se comprendre. C'est avant tout ce désir, cette aspiration qui fait exister et perdurer une communauté, une société locale.

En effet, ce qui apparaît très nettement à la fois dans les discours et les pratiques des habitants des Bauges, c'est une certaine inquiétude quant à l'ampleur du fossé qui les sépare de ceux qu'ils côtoient sur le territoire. Les lignes de fracture, que j'ai évoquées au chapitre III, ne se limitent pas à celle qui court entre ruraux de souche et urbains d'origine, même si celle-ci est importante. Elles comportent aussi les conflits potentiels ou réels entre chasseurs et écologistes, entre ceux qui effectuent des migrations pendulaires et ceux qui tentent de faire vivre l'économie du territoire, entre altermondialistes et conservateurs, voire même entre catholiques pratiquants et indifférents notoires, etc... Ces frontières semblent diviser les habitants des Bauges en une multitude de sous-groupes dont les manières de voir et de penser divergent. Or, cette situation semble ne laisser personne indifférent et tous s'inquiètent d'une éventuelle rupture de communication, depuis les néo-ruraux soucieux de se faire accepter de la société locale jusqu'aux Baujus de souche qui publient des articles dans *Vivre en Bauges* pour rappeler aux nouveaux venus certaines règles de savoir être dans les villages²⁶¹.

Cette préoccupation est d'autant plus remarquable que, même si ces écarts culturels sont importants et recouvrent parfois des façons presque opposées de concevoir le monde (comme l'on a pu s'en apercevoir avec les débats entourant la réserve de faune et de flore et la perception de la nature dite « sauvage »), ils sont cependant sans doute moins importants qu'en ville, où arrivent traditionnellement des communautés immigrées porteuses de systèmes de valeurs extrêmement différents et où classes populaires, voire « exclus » côtoient la haute bourgeoisie dans un espace très restreint.

Si dans une situation urbanisée les rapports humains sont marqués par l'anonymat, l'éphémère, l'apparence, le croisement, il n'en est pas de même dans les Bauges. Là, le simple partage d'un « espace commun », nommé comme tel en raison d'« une mixité de fréquentation et d'usage » et non en référence à des « communautés de projet ou de trajet »²⁶² ne semble pas suffire aux groupes sociaux en présence. Les individus ne veulent pas seulement se côtoyer, se croiser, et s'accepter dans le sens le plus faible de ce terme, qui consisterait en une tolérance de l'existence de l'autre à proximité. Ils veulent réellement construire ensemble un territoire, des discussions, des actions, une communauté... Pour cela, ils ont besoin de lieux dans lesquelles la parole puisse être partagée, donc de nouvelles formes d'espaces *publics*.

²⁶¹ Cf article en annexe.

²⁶² BATTEGAY, Alain, 2000, « L'espace commun entre mythes et reconstruction, variations », dans METRAL, Jean (dir), *Cultures en ville ou l'art du citoyen*, L'Aube, 2000, pp. 241-254.

La question des espaces publics en Bauges est d'abord parvenue à mon attention par le biais d'une critique des lieux de parole existants qui, selon les dires de mes interlocuteurs, ne sont pas accessibles à tous.

Si les néo-ruraux les plus diplômés et les « partis-revenus », qui ont en général fait des études, parviennent toujours à intervenir dans le débat public, par le biais des associations qu'ils créent notamment, il n'en est pas de même pour toute une partie de la population. Les agriculteurs en particulier sentent leur influence décroître, et voient leur nombre se réduire au sein des municipalités. Par ailleurs, nombre d'habitants du territoire peu diplômés, ruraux et néo-ruraux confondus, se sentent incompétents face aux chargés de mission et autres développeurs professionnels qui sont impliqués dans la plupart des décisions concernant l'aménagement du territoire. Ils se disqualifient eux-mêmes du débat, dans lequel ils ont l'impression de ne pas avoir leur place.

Ainsi, lorsque je demandais à une dame du milieu agricole qui se disait intéressée par la chartreuse si elle ne participait pas à la « commission patrimoine » du Parc afin de suivre le devenir du monument, celle-ci me répondit que ce type de commission était l'affaire des « *cerveaux musclés* ». Elle nommait ironiquement de cette façon ceux qui, pour elle, constituaient un groupe réuni par la maîtrise d'une culture et d'un langage différents des siens : aménageurs, décideurs, chargés de développement ayant fait des études, etc. Elle ajoutait encore : « *Nous on ne sait pas parler. Et quand on parle, on nous dit de nous taire.* ». On voit ici apparaître une division du monde binaire, avec les catégories eux et nous. Nous, les gens d'ici, et eux, les « étrangers », ceux qui sont venus de l'extérieur, et qui nous dominent par leur maîtrise des savoirs académiques.

Cependant, les néo-ruraux, bien que généralement plus diplômés, ressentent aussi une forme d'exclusion des lieux de décision :

« Il n'y a pas assez de retour par rapport à la population. Ça nous intéresserait beaucoup de nous y investir, mais la population n'est pas invitée. Ils n'ont peut-être rien à faire de notre avis. » (Néo-rurale)

La coupure est alors souvent faite entre « bénévoles » et « professionnels ». Beaucoup de choses se profilent derrière ces deux vocables. Le passionné oeuvre bénévolement, poussé par sa « passion », ses sentiments affectifs pour le pays, la communauté. Il fait don de son énergie pour son projet. De l'autre, le « professionnel » est avant tout un technicien, payé pour faire son travail, mais qui, si l'on en croit la description de mes interlocuteurs, n'y attache pas la même importance que celui qui agit par passion. C'est pourquoi, ne cesse-t-on de rappeler, les bénévoles sont obligés de prendre en charge les lacunes des professionnels et de créer des associations pour la garde des enfants ou la culture. Le mot professionnel lui-même prend donc une dimension quelque peu ironique.

« *Les professionnels du Parc devraient entretenir les chemins* » peut on ainsi lire sur le livre d'or d'une chapelle située en montagne, juste après des remerciements aux bénévoles qui l'ont restaurée.

La capacité à participer aux échanges verbaux joue de toute évidence un rôle important dans les rapports que les groupes plus ou moins en position de marge entretiennent avec les lieux du pouvoir. Il s'agit en effet de parler, mais de parler de façon à être entendu et plus précisément à ce que la parole prononcée soit prise en compte. De

nombreux individus se plaignent que quoi qu'ils puissent dire, cela ne compte pas. Le plus souvent, dans les témoignages que j'ai pu recueillir, si l'accès au débat est a priori possible, les questions que l'on peut poser ou les objections que l'on peut soulever se heurtent à une fin de non-recevoir. Le problème est d'ordre technique, et doit être laissé aux professionnels :

« Je sais pas si vous avez pu discuter avec lui mais moi je... ça passe pas du tout. Parce que lui, quand on lui dit « qu'est-ce que vous allez faire là ? » Il nous dit « c'est un problème technique ». Bon, ben d'accord, alors si c'est un problème technique, c'est pas notre problème, quoi. Donc on fait partie de l'association mais on n'a pas le droit de savoir... » (Agricultrice)

Ou bien au contraire, il n'est pas suffisamment important pour être du ressort des professionnels et ceux-ci n'ont donc pas l'obligation de le prendre en charge :

« Alors on nous dit « Vous nous emmerdez avec ça, c'est pas important, c'est pour les bénévoles ». Mais c'est pas les bénévoles et les associations qui peuvent résoudre tous ces problèmes. » (Rurale de souche)

Entre prises de paroles empêchées et paroles déniées, c'est bien de la possibilité de parler qu'il s'agit là. Tout cela confère l'impression que le dialogue est difficile, voire chaotique, dans la mesure où, selon mes interlocuteurs, certains des tenants du pouvoir local opposent à la demande de discussion la barrière du discours technique ou refusent d'ouvrir le débat.

En même temps, ce ne sont pas seulement les individus les plus visiblement en marge qui se préoccupent de la question du dialogue et des espaces de paroles. Des groupes que l'on peut qualifier de montants, qui ne se montrent pas particulièrement intimidés par les « cerveaux musclés » et qui interviennent dans divers lieux jugent de toute évidence les lieux de parole existant insuffisants et s'efforcent d'en créer de nouveaux. Un mouvement relativement important réunit en effet une bonne part des néo-ruraux ainsi que des partis-revenus autour d'une revendication : celle de la *démocratie participative*.

Autour de ce terme se déploie tout un argumentaire qui en appelle à la citoyenneté, à de nouvelles formes de gouvernance, et à la création de lieux de *parole, de discussion, de débats, de négociation*.

J'ai mentionné à plusieurs reprises l'investissement accru des migrants venus des villes dans les affaires de la communauté. Or, ceux-ci ne se contentent pas d'élire des représentants et de laisser ceux-ci débattre et décider des orientations à suivre, ils veulent eux-mêmes être impliqués dans le débat. Pour certains, cela passe classiquement par un engagement au sein des collectivités locales avec par exemple un mandat au conseil municipal. Mais pour d'autres, cet engagement s'exprime d'abord dans la vie associative avec un lien plus ou moins direct avec ce qui est considéré comme « politique. ».

Beaucoup d'entre eux, tout en étant engagés, portent dans le même temps un regard critique sur ces lieux traditionnels du débat. Certains ne souhaitent pas s'engager dans les conseils municipaux, dans lesquels ils voient des lieux de pouvoir traditionnels et un peu dépassés. D'autres veulent se tenir à distance de la vie associative, dont ils estiment qu'elle risque de ranger les individus dans des clans.

« - Non, parce que je vois un peu les dégâts sur les gens que j'ai connu, et qui sont rentrés, un peu dans les responsabilités. Je suis pas très... - Question : Tu veux dire soit comme élus, soit au niveau associatif. - Oui, moi je pense... Alors c'est vrai, y'a de moins en moins de bénévoles, donc faut leur rendre hommage, déjà sur le principe de s'en occuper. Mais ils s'éloignent très très vite des réalités. Pour les raisons que j'invoquais tout à l'heure. Aucune prise de recul. Alors reviens à ta place, un peu, et après, tu verras. Donc y'a une scission qui se fait entre le citoyen qui envisage sa vie d'une façon paisible, qui paye ses impôts, et puis qui a pas envie de s'engager, et puis l'autre qui ben du coup... C'est vrai que c'est pas manichéen. L'autre, en même temps, il occupe une partie des devoirs qui incombent à l'autre, qui incombent au citoyen, mais en même temps, il se sert de son pouvoir... » (Patrick) « nous on se tient un peu à distance de la vie locale. Même des associations, tu vois. On ne veut pas être rangé dans un clan ». (Frédéric)

Ces individus expriment le souhait de lieux où ils puissent s'engager dans le débat en dehors des groupes pré-institués, en tant que « simples citoyens » intéressés. Ils manifestent un refus des formes traditionnelles d'engagement collectif (partis politiques, groupements professionnels, associations) et revendiquent le droit de s'exprimer en tant qu'individus, réunis seulement par la volonté du dialogue. On retrouve là cette montée de l'individu qui désire désormais penser le monde par lui-même sans le filtre de la communauté.²⁶³

L'idée de la démocratie participative est liée dans les Bauges à la croyance en un investissement direct et sans intermédiaire des individus dans le collectif. Il s'agit de rendre possible leur expression non pas seulement au moment des élections par le choix de candidats appartenant à des partis et se rapprochant le plus possible de leurs positions, mais de façon beaucoup plus régulière, et au sein de véritables débats où ils puissent faire entendre leur propre parole, dans toute sa singularité. Chacun ne doit pas seulement approuver ou désapprouver par le vote les orientations prises par un groupe bien délimité de gouvernants, mais bien participer à la discussion, à la négociation, à la construction d'un consensus et donc à l'action.

L'initiative la plus clairement orientée dans ce sens a été celle de la constitution du collectif citoyen, en 2002. Lors de sa création, ces options furent très clairement affirmées avec le refus de se constituer en association. Le texte publié dans *Vivre en Bauges* pour appeler les habitants des Bauges à y participer évoquait ce choix :

« En dehors du suffrage universel, les gens doivent se faire entendre d'une façon concrète. Une présence participative des citoyens est souhaitable, aux côtés des institutions établies (PNR, canton, Communauté de Communes, Communes), des associations, du secteur éducatif. Le collectif est destiné à structurer cette présence, à favoriser la parole de tous, à diffuser l'information et provoquer le débat. Tout le monde y est convié, chacun devant y venir à titre individuel et personnel. Que tous ceux qui ont eu envie un jour de s'exprimer sans oser le faire, pour quelques raisons que ce soit, se disent que ce collectif est fait pour eux. Que tous ceux qui ont des choses à dire et pensent savoir les exprimer, se

²⁶³ Voir par exemple à ce sujet AUGÉ, M., *Non-lieux...*

disent que la parole de l'autre est souvent le chaînon manquant dans la recherche de la vérité. Le collectif ABC n'est pas une association, avec un bureau et un CA, c'est un groupement citoyen, sans hiérarchie. Une charte sera soumise lors du premier forum, destinée à déterminer les règles de fonctionnement du collectif. »

264

Il s'agit donc bien d'amener les individus à dialoguer entre eux, et donc dans le même temps à se dévoiler, se révéler les uns aux autres dans toute leur singularité. L'espace créé par le collectif doit permettre à chacun de s'exprimer en s'affranchissant de ses appartenances et notamment des « institutions », qu'elles soient politiques, associatives ou autres.

L'importance accordée à la prise de parole des individus s'est aussi manifestée dernièrement, lorsque le projet d'une radio locale a vu le jour. Celle-ci est actuellement en cours d'élaboration. Encore une fois, il s'agit de permettre à la parole de circuler entre les individus, en rendant possible sa pénétration dans les foyers, à la rencontre de chacun, et en transcendant de ce fait les groupes institués. Les porteurs de ce projet explicitent dans le bulletin d'Oxalis la façon dont ils conçoivent la future radio, mettant en évidence la façon dont, selon eux, chacun doit s'insérer dans le débat public.

« La deuxième approche consiste à faire participer réellement tous ceux qui veulent participer, et sur tout. Ce sont les personnes qui font la ligne directrice à chaque fois ; cette forme de média se base sur le principe de la « tribune libre ». (...) Cela donne la possibilité aux gens de se former leur propre opinion, de réagir, de l'exprimer. Par ce procédé naît une reconnaissance de ce que les gens expriment et pensent, cela officialise leur propre pensée et réflexion. La possibilité est également donnée aux personnes de se réapproprier un sujet, on les reconnaît comme auteurs de leur parole, ils existent, une sorte de fierté en découle. Le fait de prendre un risque, celui de s'exprimer, permet également de comprendre les autres dans leur opinion, car lorsque l'on a fait cela une fois (s'exprimer sur un média), on ne regarde plus les médias de la même manière. »

265

Notons au passage l'importance accordée à la reconnaissance, et la notion de risque. S'exprimer, comme nous l'avons vu, c'est aussi s'exposer, se révéler devant les autres²⁶⁶. En même temps, la discussion suppose d'être capable d'écouter les autres et de les « comprendre(...) dans leur opinion ». C'est encore là un exemple des multiples appels à surmonter les divergences que j'ai pu observer dans les Bauges.

Les forums du collectif citoyen, qui ont débuté au printemps 2002, n'ont pas vraiment rempli les objectifs que leur avaient fixés leurs concepteurs qui espéraient en faire les lieux de la prise de parole des groupes les moins visibles dans le débat public. La plupart d'entre eux ont réuni avant tout des néo-ruraux proches des mouvances altermondialistes,

²⁶⁴ *Vivre en Bauges n° 8, printemps 2002.*

²⁶⁵ *Oh!!! Que ça glisse, journal du réseau d'acteurs ruraux de l'association Oxalis, novembre 2003.*

²⁶⁶ Voir à ce sujet ION Jacques et PERONI, Michel (dir), 1997, *Engagement Public et exposition de la personne, La Tour d'Aigues, L'Aube.*

c'est-à-dire précisément du groupe qui avait lancé l'initiative. Un compte-rendu de réunion évoque l'absence des « *personnes qui n'ont pas de culture associative ou d'expérience personnelle ou professionnelle dans le domaine du social, du politique ou du culturel, personnes qui ne s'expriment pas face à un groupe ou par écrit, personnes qui ne se sentent pas concernées par méconnaissance des enjeux ou par sentiment d'impuissance plus que par désintérêt* ». A mots plus ou moins couverts, c'est l'absence des ruraux de souche qui est déplorée, et les initiateurs du collectif s'efforcent de les faire participer en invitant des personnes qu'ils connaissaient personnellement.

Un seul forum a fait exception, qui n'en était d'ailleurs pas vraiment un. Après le premier tour des élections présidentielles du 21 avril 2002, les organisateurs du collectif, inquiets de la présence du candidat du Front National au deuxième tour et des bons scores réalisés par celui-ci dans les Bauges, ont décidé de proposer un débat, en marge du collectif. Les affiches réalisées appelaient à une réunion publique « *pour tenter de comprendre les résultats du 1er tour de l'élection présidentielle* » et « *dialoguer, écouter, s'informer sur les enjeux du second tour* ». Celle-ci a eu lieu le vendredi 3 mai, en présence du député, de nombreux élus et du conseiller général du canton. Le collectif a enregistré un record de participation avec une centaine de personnes. Cette fois, de nombreuses personnes âgées, baujues de souche, s'étaient déplacées. Mais elles n'ont pas pris la parole durant le débat, se contentant d'écouter les prises de parole des élus et les discussions essentiellement entre néo-ruraux. Cependant, le simple fait qu'elles soient venues écouter en silence peut être interprété comme le signe de l'existence d'une volonté sinon de dialogue, du moins de ne pas rompre la communication.

Au total, cinq réunions publiques ont été organisés, dont trois forums (sur l'enfance en Bauges, sur le lien entre les générations et sur la Communauté de Commune), un débat autour du témoignage d'une militante communiste ayant effectué un voyage dans les territoires occupés de Palestine, et le débat sur les enjeux du deuxième tour de l'élection présidentielle. Entre chacune d'elle a eu lieu une réunion des personnes intéressées pour faire le bilan et préparer le suivant. Puis les bonnes volontés se sont découragées.

Si certaines tentatives échouent, d'autres réussissent, sans forcément que l'on s'y attende réellement. Ainsi, une autre initiative issue peu ou prou du même groupe a pris le relais. Une projection du film *La dernière saison* suivie d'un débat a rempli la salle des fêtes du Châtelard de personnes de tous horizons. Tous ne venaient pas pour les mêmes raisons. La population d'origine agricole venait voir un film qui est pour elle emblématique de ses conditions de travail, de ses difficultés, mais aussi de ses valeurs. De nombreux habitants venaient voir leurs familles ou leurs amis ayant tourné comme figurants. Les plus jeunes venaient découvrir un film dont ils avaient beaucoup entendu parler, curieux de mieux connaître un aspect de la culture locale et de poursuivre ainsi leur intégration. Devant le succès et la participation au débat qui a suivi, l'association Oxalis s'est lancée dans l'organisation de « docu-débats ». Il s'agit de la projection d'un documentaire, suivi d'un débat dans des lieux conviviaux : le bar-épicerie-boulangerie « *La halte des Bauges* » ou le restaurant du plan d'eau de Lescheraines. Divers thèmes ont pour le moment été évoqués : le développement durable, l'eau, la démocratie participative, le syndicalisme agricole, la justice. Là encore, le principe est d'ouvrir un espace de

discussion, cette fois à partir du support d'un film. Il s'agit d'une activité moins explicitement orientée vers la politique, et il n'a pas été lancé d'appel à tous à participer. Cependant, le choix des documentaires témoigne du désir des organisateurs de capter un public large. Tout en se situant dans un registre un peu différent de celui du collectif, l'initiative vise là encore à ouvrir des espaces de parole²⁶⁷.

Ce souci est visible aussi dans l'organisation par Oxalis de rencontres sur le thème des « nouvelles gouvernances » qui ont eu lieu en avril 2002 à Jarsy. Le programme a été distribué dans toutes les boîtes aux lettres du canton et comprenait des conférences, des débats, des tables rondes et des spectacles. La mairie de Jarsy a soutenu l'initiative, ainsi que le Parc, qui a apporté une aide logistique importante. Là encore, le public fut majoritairement composé de néo-ruraux toutes tendances confondues et de membres du réseau *Ecole et Nature* présents pour l'occasion. Les Baujus de souche, plutôt absents à quelques exceptions près pendant la journée (certains ont cependant été invités, par exemple dans les débats concernant l'agriculture), sont cependant venus le soir, pour assister aux spectacles gratuits, se mêlant aux écologistes et aux jeunes altermondialistes. Les tables rondes portaient sur « *la démocratie participative dans les territoires* », « *éduquer et décider ensemble* », « *les relations entre agriculteurs et consommateurs* », « *gouvernance mondiale, la place de la société civile* », « *diriger une entreprise, une association autrement* », « *la gestion de l'eau et de des déchets, convaincre sans contraindre ?* », « *utiliser la nature tout en la respectant* ». Pour chacune d'entre elles, des acteurs locaux ont été conviés à venir s'exprimer. Tous les débats ont donné lieu à des comptes-rendu et l'ensemble des contributions a ensuite été publié par Oxalis dans un petit livre intitulé « *Nouvelles gouvernances, manuel à l'usage de nos semblables* ». En exergue de l'avant propos, une citation de Boris Vian tirée de *L'écume des jours* a été reproduite : « *Il y a des gens qui voient les choses comme elles sont, et qui se demandent pourquoi, et puis il y a des gens qui rêvent des choses comme elles n'ont jamais été, et qui se demandent pourquoi pas* ».

Les Bauges semblent donc marquées par un foisonnement de tentatives visant à ouvrir des espaces au sein desquels les individus puissent venir discuter de l'avenir de leur territoire.

Les populations d'origine rurale semblent quelque peu en retrait et considèrent parfois le mouvement avec méfiance. Traditionnellement, elles disposent d'autres lieux de parole dans les communes, avec par exemple la chasse, la fruitière, les foires ou la belote. Pourtant, il est indéniable qu'elles font preuve d'une certaine curiosité. Sans toutefois forcément prendre la parole, certaines personnes âgées font acte de présence, comme cela a été le cas lors du débat de l'entre-deux tours des présidentielles, ou en venant aux spectacles des artistes locaux lors des rencontres de Jarsy. Je crois pouvoir affirmer que, tout en conservant une attitude réservée, elles perçoivent que ces événements sont importants pour les néo-ruraux et que de nouveaux espaces publics locaux s'y créent. En outre, elles entretiennent souvent des liens personnels avec quelques-uns des jeunes impliqués dans ces initiatives, et leur font confiance. Dès lors, elles ne souhaitent pas adopter une « politique de la chaise vide » mais veulent au

²⁶⁷ Voir en annexe les affiches des docu-débats.

contraire montrer en maintenant une présence minimum qu'elles n'accepteront pas que se déroulent sans elles les discussions concernant l'avenir du territoire. Si une dynamique locale existe, elles veulent en être parties prenantes.

Le lieu d'expression public favori de ces ruraux de souche demeure néanmoins la revue cantonale trimestrielle *Vivre en Bauges*, autrefois intitulé *l'Ami des Bauges*, créée par les Amis des Bauges dans les années 1970 et devenue aujourd'hui une véritable institution locale. Distribué dans toutes les boîtes aux lettres, ce périodique est lu et commenté par tous. C'est là que des membres de la population d'origine baujue, souvent les mêmes, écrivent des articles qui prennent fréquemment la forme de billets d'humeur témoignant des préoccupations des populations d'origine locale, comme celui que j'ai commenté au chapitre IV à propos de la réserve de faune et de flore. Ces articles apparaissent régulièrement dans tous les numéros. Ils contiennent des réflexions sur le tourisme, sur l'accueil dans les alpages, des inquiétudes à propos des maigres retraites, des hirondelles qui ne reviennent plus. Ce sont aussi des récits en patois accompagnés de leur traduction en français qui évoquent avec nostalgie le bon vieux temps, des recettes de cuisine traditionnelles ou des poèmes d'un agriculteur autodidacte auteur de nombreux livres. L'ensemble de ces contributions maintiennent au sein de l'espace public Bauju la présence de la parole des « anciens ». Il existe d'ailleurs chez ces derniers une volonté de rappeler aux néo-ruraux qu'ils ne comptaient leur abandonner ni le territoire, ni le débat, et que, quoi qu'il arrive, il faudrait compter avec eux.

Les tentatives d'ouverture de nouveaux espaces publics ne réussissent pas toujours. Certains groupes hésitent voire refusent de s'engager sur des terrains qu'ils estiment ne pas être les leurs. Parfois, le silence prévaut, comme cela a été le cas lors du débat sur les élections présidentielles. Cependant, il n'en demeure pas moins qu'un mouvement est en train de s'opérer, le plus souvent à tâtons, et que celui-ci tend à permettre aux individus qui entretiennent un lien avec la localité, quels que soient leurs origines, leurs parcours et leurs appartenances, de se retrouver et d'échanger sur le devenir du territoire et sur la façon dont ils envisagent de vivre ensemble.

Les nouveaux liens entre individu et collectif...

Ce que construisent actuellement les habitants des Bauges est aussi une nouvelle façon de penser le lien entre individus et collectivité.

Les habitants des Bauges, qu'ils soient d'origine urbaine ou rurale rejettent ce qu'ils considèrent comme les côtés négatifs de la société urbaine : l'anonymat, l'indifférence, le caractère éphémère des contacts, le cloisonnement des relations dans des réseaux d'individus très proches culturellement les uns des autres. En même temps, les néo-ruraux et les plus jeunes des ruraux de souche refusent aussi certains aspects de la société rurale d'autrefois qui leur apparaissent comme inacceptables : le contrôle écologique, le nivellement des différences, l'absence de contact avec l'extérieur²⁶⁸. Ils tolèrent mal l'attitude de certains ruraux de souche qui semblent convaincus de disposer d'une forme de droit de regard sur la vie de ceux qui s'installent dans l'espace villageois et

²⁶⁸ Voir à ce sujet REMY, Jean, et VOYE, Liliane, 1992, *La ville, vers une nouvelle définition ?* Paris, l'Hamattan.

veulent préserver ce qu'ils estiment être du ressort de leur intimité.

Au-delà de ces deux modèles, les habitants de toutes origines négocient de nouvelles modalités du vivre ensemble.

J'ai évoqué, au chapitre III, une territorialité choisie, qui apparaît sur un fond de nomadisme. Aujourd'hui, quasiment tous les habitants des Bauges sont insérés dans des réseaux qui transcendent largement le territoire. C'est particulièrement vrai pour les néo-ruraux qui conservent de nombreuses relations d'ordre divers - familiales, amicales professionnelles, associatives - hors des Bauges. Mais ça l'est aussi pour les Baujus de souche. Certains d'entre eux ont quitté le massif durant un temps plus ou moins long. D'autres sont restés, mais ont souvent de la famille installée plus ou moins loin. Parmi les plus jeunes, beaucoup travaillent dans la vallée et y fréquentent des groupes de collègues ou d'amis. Les agriculteurs ont noué de nombreux contacts dans l'ensemble du département grâce au syndicalisme et aux associations.

Les habitants des Bauges cultivent pour la plupart d'entre eux un double mode d'insertion dans le social : d'une part les réseaux et d'autre part l'ancrage territorial. Les réseaux sont en général fondés sur le partage de références communes tandis qu'au niveau du territoire, le lien avec les autres, davantage que de l'appartenance à un même groupe culturel, tire avant tout son origine de la volonté des uns et des autres de s'engager, quoique différemment, dans la vie publique locale. Il ne se fonde pas sur le constat que l'on a préalablement quelque chose en commun, que l'on partage un centre d'intérêt ou une vision du monde mais bien plutôt sur la volonté de créer un espace susceptible de rassembler.

Les individus qui s'engagent dans le lien à la localité pensent devoir faire davantage d'efforts pour surmonter leurs différences, pour apprendre à se connaître et peut-être à se comprendre. Au sein de l'ancrage, il y a obligation non pas seulement de se tolérer, mais bien de se rencontrer et de rechercher un lieu d'entente. Les habitants des Bauges tiennent à maintenir une forme d'interconnaissance qui dépasse les clivages habituellement observés en ville. Il s'agit de s'intéresser à son voisin, simplement parce qu'il est là. Des individus que tout oppose a priori peuvent se retrouver et nouer des alliances surprenantes.

J'ai déjà cité le cas de Thomas, ingénieur agronome du Parc, aux convictions écologistes assez affirmées. Amené à côtoyer de nombreux éleveurs alpagistes au cours de son travail, il évite d'évoquer avec eux certains sujets. Même si leurs profondes divergences lui pèsent parfois, il parvient à nouer avec eux des relations amicales au point que l'un d'eux lui fait profiter de son droit pour distiller de l'eau-de-vie à l'alambic. Deux personnes peuvent ainsi faire partie de groupes a priori antagonistes (politiquement, idéologiquement) et entretenir cependant le lien entre eux en évitant d'aborder les sujets qui fâchent. Cela est d'autant plus étonnant que les appartenances continuent de compter et sont rappelées à la fois par des pratiques et par l'apparence.

Pour rappeler quelques repères déjà évoqués en essayant d'éviter les stéréotypes (ce qui explique l'abondance des « plutôt » et des « souvent » dans ce paragraphe), les locaux participent plutôt aux foires et aux concours de belotes, se retrouvent dans certains bars. Les hommes pratiquent la chasse, la pêche ou la cueillette des champignons. Les

plus jeunes se passionnent parfois pour les sports mécaniques (trial, quad). Les néo-ruraux, qui se réclament fréquemment de l'écologie et de nouveaux rapports avec la nature, sont plutôt adeptes des sports de plein air de type randonnée, escalade, canyoning voire parapente, raquettes et ski de randonnée en hiver. Ils sont plutôt apiculteurs, cultivent un potager et des plantes aromatiques. Mais même sans prendre en compte ces pratiques, l'apparence est aussi révélatrice pour qui sait lire dans les nuances parfois discrètes du style des uns et des autres. Les jeunes locaux portent plutôt les cheveux courts et s'habillent de façon relativement classique. Les néo-ruraux, filles et garçons ont souvent un style plus « baba-cool » avec des vêtements amples et colorés. De nombreux garçons portent les cheveux longs et parfois des dreadlocks. Il faut bien noter que cette façon de se situer résulte de choix et d'une stratégie, chacun émettant volontairement certains signes, ou arborant au contraire une forme de neutralité.

L'appartenance est donc bien souvent clairement affichée et chacun est identifié de l'extérieur comme faisant partie d'un groupe. Pourtant, cette façon de se définir, de se situer, si elle fait partie du jeu n'en est cependant pas la totalité. Les clivages revendiqués font d'ores et déjà partie de la communication et sont fréquemment dépassés par des liaisons individuelles qui jouent un rôle important sur le territoire en créant des ponts entre ce qui pourrait ressembler à des clans.

Je donnerai de cela deux exemples.

Marlène, la quarantaine, est intermittente du spectacle. Comédienne et jongleuse, elle a monté sa propre compagnie, *Les Abeilles*, avec laquelle elle propose des spectacles dont certains sont célèbres localement. Entre autres activités, elle anime un atelier jonglage pour les adultes, une école du cirque pour les enfants et fait des maquillages. Proche de l'association Oxalis, il est bien connu qu'elle fait partie de la frange contestataire de tendance altermondialiste du massif. Son apparence (coupe de cheveux, piercings, vêtements) et son franc-parler ne font pas l'unanimité. Elle est depuis longtemps en conflit latent avec le maire et certains élus de la commune du Châtelard, Baujus de souche assez conservateurs (la commune est traditionnellement le fief des « blancs »). A la suite d'un différent concernant le prix de la location de la salle des fêtes dans laquelle se déroule l'école du cirque, le maire et plusieurs élus décident, hors de tout cadre légal, de saisir le matériel de cirque entreposé dans la salle. L'affaire fait grand bruit et quelques jours plus tard, lors d'une réunion des organisateurs du collectif citoyen dont elle fait partie, Marlène est priée par l'ensemble des participants de relater les derniers rebondissements. Lorsqu'elle cite le nom des élus ayant participé à la saisie, plusieurs personnes présentes, néo-ruraux et partis-revenus s'étonnent et réagissent « *Ah bon ? Untel a participé ? Non mais là il débloque. Je vais aller lui parler* ». Il apparaît ainsi que plusieurs personnes présentes parmi les membres fondateurs du collectif citoyen, mouvement clairement identifié par les élus locaux comme une organisation gauchiste contestataire, entretiennent avec certains des conseillers municipaux du Châtelard des relations personnelles suffisamment proches pour proposer une tentative de médiation dans le conflit. Nous avons dans ce cas de figure deux groupes a priori plutôt antagonistes idéologiquement : d'une part le conseil municipal du Châtelard, essentiellement composé d'hommes d'un certain âge identifiés comme conservateurs et d'autre part un groupe presque entièrement formé de néo-ruraux (à l'exception d'un

« parti-revenu »), plus jeune et nettement plus féminisé, engagé dans une contestation des pouvoirs locaux et la revendication de nouvelles formes de démocratie. Pourtant, malgré la guerre désormais ouverte entre l'association *Les Abeilles*, dont de nombreux néo-ruraux présents au collectif sont adhérents, et le conseil municipal, les relations individuelles n'en persistent pas moins et sont évoquées comme une solution possible. Finalement, le matériel sera rendu à l'association.

Les dames des Aillons avec qui je vais à la chorale se méfient des groupes de jeunes altermondialistes comme Oxalis. « *Mais qu'est-ce que c'est Oxalis ? On dit que c'est une secte* », m'interpellait Lucienne après avoir reçu dans sa boîte aux lettres le programme des rencontres sur les nouvelles gouvernances, intéressée par les spectacles ayant lieu en soirée. Pourtant, lorsque le collectif citoyen lance ses premières réunions, Annie, et c'est surprenant, se montre a priori favorable à l'initiative. Elle explique dans la voiture qu'elle connaît bien la petite Nathalie B, une jeune maman installée à Aillon-le-Vieux depuis une dizaine d'année qui fait partie du groupe organisateur. Annie garde ses enfants, et elle apprécie beaucoup les parents qui s'occupent du catéchisme et s'engagent beaucoup dans la vie de la commune. « *Ils sont vraiment très gentils* ». Pour Annie, ces jeunes ont de toute évidence fait leurs preuves et sont dignes de confiance. La conclusion de son discours est implicite, mais l'on comprend que, si des gens aussi sympathiques que Nathalie et son mari font partie de ce collectif, celui-ci comporte forcément des aspects positifs. La relation personnelle qui unit Nathalie et Annie conduit donc les dames des Aillons à porter un autre regard sur les initiatives des jeunes néo-ruraux en matière de citoyenneté. Il faut noter que la reconnaissance dont bénéficient Nathalie et son mari a bien été obtenue au travers de leur action au sein de la commune, parce qu'ils se sont engagés pour des choses qui pour Annie aussi, étaient importantes.

Dans ce jeu compliqué entre des groupes d'origines et de cultures différentes, les relations que les individus peuvent nouer entre eux jouent ainsi un rôle déterminant

Les anciens urbains ont sans doute contribué à ramener de la ville et à implanter dans les campagnes une forme d'individualisation des relations qui est sans doute l'un des traits majeurs de la société en réseau dans laquelle nous vivons désormais. En effet, il y a encore quelques dizaines d'années, le migrant qui arrivait à la ville s'affranchissait de ses appartenances communautaires quelles qu'elles soient pour gagner l'anonymat en même temps qu'une autonomie accrue. C'est ce que Jean Remy et Liliane Voye, pour qui la mobilité est la principale caractéristique de l'urbanisation, nomment « l'instauration sociale de l'individu » :

« L'exigence de mobilité que suppose l'utilisation des diverses possibilités urbaines conduit à ce qu'il n'est désormais plus possible d'avoir une connaissance globale les uns des autres : aux différents moments de la journée, chacun est appelé par ses activités à fréquenter des personnes différentes dans des lieux différents. On n'a donc plus qu'une connaissance segmentaire les uns des autres et même au niveau d'une famille, la maîtrise du temps, des rencontres et des activités de chacun échappe à l'ensemble des membres de celle-ci

Dans une telle situation, le contrôle écologique n'est plus possible et le poids des contraintes émanant de la famille et du milieu de résidence se réduit : chacun participe à une multiplicité de milieux de vie et de groupes qui n'ont chacun qu'une influence partielle

sur l'individu.

Un tel contexte favorise l'instauration sociale de l'individu, c'est-à-dire qu'il permet à celui-ci de faire des choix personnels sans se référer au jugement de son milieu. »²⁶⁹

Cette autonomisation de l'individu a progressivement gagné le monde rural. L'individu, parce qu'il est désormais inséré dans des réseaux hors du territoire, dans lesquels il passe une partie de son temps, s'est définitivement extrait des communautés totalisantes. Le contrôle écologique ne peut être restauré. Si chacun conserve des liens forts à des « groupes d'appartenances » qui contribuent à modeler sa vision du monde, ceux-ci ont perdu leur caractère exclusif. Certains individus arrivent même à concilier l'appartenance à des groupes a priori antagonistes. C'est le cas notamment des partis-revenus qui peuvent entretenir à la fois des liens très forts avec les Baujus de souche de leur âge adeptes de la chasse et des sports mécaniques, et avec des néo-ruraux aux idées écologistes très marquées. Ces individus jouent souvent un rôle de passeurs et s'efforcent de créer des liens entre les différents univers auxquels ils ont accès.

Or aujourd'hui, dans les espaces ruraux comme ailleurs, se pose la question de la façon dont se construisent les nouveaux espaces politiques dans une société où chaque individu cumule une multiplicité de références. Un nouveau mouvement se produit, voulu notamment par les migrants venus des villes. L'individu quitte l'anonymat qui pouvait être le sien dans le monde « urbanisé » pour construire un espace d'interconnaissance en se révélant dans toute sa singularité comme un acteur au sein de la communauté. Nous avons pu constater le désir des Baujus de s'engager dans l'action publique sans passer par l'intermédiaire de groupes qui définiraient leur position. Il semble qu'ils essaient de concilier la liberté individuelle, qui n'est plus négociable aujourd'hui, avec une identité de citoyens agissant au sein d'un espace partagé.

Ainsi, par expérimentation et par tâtonnements, par des avancées mais aussi par des conflits se construit un espace de débats et de discussions et finalement, un monde commun.

En se racontant comme les inventeurs hier du territoire d'aujourd'hui, les habitants des Bauges se proclament du même coup inventeurs aujourd'hui du territoire de demain et se placent en position d'acteurs, de constructeurs d'une société et d'une communauté politique. Ce faisant, ils élaborent une représentation d'un temps marquée par cette dynamique de construction. Désormais, ni le passé, ni l'avenir ne guident la marche des hommes. Mais le présent perd aussi de son hégémonie. Il ne recèle pas toutes les réponses et il n'est pas la clé permettant de comprendre passé et avenir. Aussi, les groupes sociaux ont-ils entrepris de fabriquer de nouveaux liens avec ces derniers, qui leur permettront de porter sur le présent un regard en miroir, et d'élaborer grâce à cela des solutions inédites capables de répondre aux questions posées par les nouvelles formes du social.

Dans la mesure où les Baujus revendiquent leur capacité de changer la réalité et se situent par là même dans une dynamique utopique, il n'y a rien d'étonnant à ce que se

²⁶⁹ REMY, Jean et VOYE, Lilian., 1982, *La ville et l'urbanisation*, Jersierski éditeur, p 98.

déploie un important mouvement autour de la question de la citoyenneté. Avec l'invocation de la nécessité de la démocratie « participative », l'enjeu est peut-être aujourd'hui de créer des espaces dans lesquels l'individu, libéré des ses appartenances, puisse exprimer sa parole singulière sans intermédiaire. A l'heure où les lieux de pouvoir semblent bien lointains, en ville peut-être encore plus que dans les espaces ruraux, ces demandes pourraient bien traduire des aspirations plus générales de nos sociétés.

Conclusion

Tout au long de cette thèse, à partir d'un travail de terrain sur les Bauges, j'ai voulu dans un même mouvement proposer une lecture des mutations contemporaines d'un certain type de territoires ruraux - espaces relativement éloignés de villes sans en être cependant séparés par une distance infranchissable et dotés d'un fort pouvoir d'attraction en raison de leur cadre de vie - et interroger plus globalement ce qui s'y joue comme le signe des évolutions qui affectent actuellement notre façon de construire nos rapports à l'espace, au temps et au groupe.

Je n'ai donc cessé d'entrecroiser les fils de plusieurs analyses qu'il s'agit maintenant d'essayer de démêler.

Les espaces ruraux contemporains, des lieux d'utopie

Le premier d'entre eux est celui du devenir contemporain des espaces ruraux. Perçus il y a seulement quelques dizaines d'années sinon comme repoussants, du moins comme porteurs de contraintes pour les individus, certains d'entre eux apparaissent aujourd'hui pour ceux qui viennent les habiter comme des lieux de liberté. Le migrant, en gagnant la campagne, semble échapper à divers cadres sociaux (profession, âge et même culture d'origine) pour construire une trajectoire singulière. Dans les Bauges, il a assez facilement accès à un espace public local dans lequel il peut s'engager en tant qu'individu au sein

d'actions touchant à la communauté. C'est ainsi qu'il est susceptible d'acquérir une reconnaissance, de « devenir quelqu'un » sur le territoire.

Cette indépendance et cette valorisation de l'individu sont sans doute les éléments qui lui permettent d'envisager des alternatives à ce qu'il rejette du mode de vie urbain. La vacuité réelle ou supposée des anciennes structures locales, l'éloignement des pouvoirs centraux font de certains territoires ruraux des lieux crédités d'une forte capacité d'innovation. Celle-ci s'exprime en termes de vie économique, avec des formes d'activités inventives souvent marquées par la pluriactivité et l'indépendance. La sociabilité est elle aussi renouvelée, avec la conjugaison de groupes d'appartenances assez homogènes, d'une interconnaissance générale liée à la localité et d'alliances nouées entre individus capables de transcender les divisions apparentes. La vie politique enfin n'est pas en reste, avec un engagement marqué d'une bonne partie des habitants dans la vie de la communauté et la tentative de créer des espaces de débats qui puissent accueillir la discussion à partir de la multiplicité des paroles singulières.

Pour les ruraux de souche, l'arrivée de populations extérieures souvent jeunes, même si elle n'est pas toujours bien vécue, est cependant le signe que leur obstination à tenir pendant les années de vide a finalement payé. Leurs récits rappellent que sans savoir ce qui allait advenir, ils ont cependant agi et ont orienté par leur choix le devenir des Bauges. Aujourd'hui, les habitants de toutes origines ont en commun de se considérer comme les moteurs des transformations qui affectent le territoire. Ils se vivent comme une force de proposition, une avant-garde qui expérimente de nouvelles formes de vivre ensemble et qui construit la société de demain. Leur insistance sur le fait que celle-ci sera différente, autre que celle que nous connaissons, me paraît justifier l'emploi du terme utopie pour désigner le type de regard qu'ils portent sur l'avenir.

Or, cette croyance en leur propre pouvoir de création a tendance à se heurter à la conception des espaces ruraux issue des années de déprise, qui fait de ceux-ci des espaces voués à la conservation des paysages et des vestiges d'une civilisation ancienne à destination des touristes et citadins. Face à une lecture de l'histoire de ces espaces qui met en avant le rôle de la perception urbaine des campagnes dans le retournement de situation de ces dernières années, les habitants (parmi lesquels d'anciens urbains) opposent une autre version de celle-ci dans laquelle c'est d'abord en elles-mêmes que les populations des espaces ruraux ont trouvé les ressources pour affronter l'adversité.

Réseaux et ancrages : construire du commun...

D'autre part, l'analyse de la situation baujue permet de poser la question de la territorialité et des réseaux, des formes d'ancrages et d'appartenances dans notre société contemporaine. Contrairement à ce que l'on pensait, l'ancrage dans la localité n'a pas entièrement disparu avec l'avènement de modes de transports de plus en plus performants et de moyens de communication individuels qui permettent à bien des égards de s'affranchir du lieu où l'on est physiquement présent. Aux réseaux divers et variés dans

lesquels les individus se trouvent insérés, se superposent bien souvent un ou des ancrages locaux. Mais désormais, ces derniers n'ont plus le caractère totalisant qu'ils pouvaient avoir autrefois pour les individus, lorsque le groupe fondé sur le territoire contrôlait et interprétait l'ensemble des informations qui parvenaient ses membres. Chacun a aujourd'hui accès à de multiples sources d'informations qui le rendent indépendant du lieu. En outre, il ne suffit pas d'être présent physiquement quelque-part, d'y avoir sa résidence, pour être inséré dans une communauté locale, si tant est qu'il en existe une. Il faut exprimer la volonté de la voir exister et d'en faire partie en agissant en conséquence. Le territoire ne serait-il dès lors qu'un réseau relocalisé ? A ses multiples réseaux professionnels, sociaux, de loisirs, l'individu ne ferait qu'ajouter un groupe de plus, fondé sur le partage de références à un même lieu. Pourtant, nous avons pu constater que le lien fondé sur le territoire avait la spécificité de réunir des individus aux conceptions du monde parfois très différentes et qui ne s'enracinent pas de la même façon au local, ce qui tempère quelque peu cette analyse. Dans des espaces ruraux comme celui des Bauges, il semble que les uns et les autres manifestent le désir de surmonter ce qui devrait a priori les séparer par la production et le partage de lieux communs, par une solidarité fondée sur la cohabitation dans un même territoire, et par l'instauration d'espaces de parole permettant de construire l'avenir de celui-ci. De plus, à partir du moment où l'individu, en prenant la parole, accède à l'espace public local, il y expose sa personne. C'est pourquoi son engagement, à la différence de celui qui le maintient dans les réseaux, s'avère difficilement réversible. Il ne lui est pas vraiment possible de s'extraire de la vie publique locale sans rompre l'ensemble des liens qui l'attachaient au lieu, donc sans quitter celui-ci.

Le désir de territoire, c'est aussi le désir d'un endroit où il soit possible de s'exprimer en tant qu'individu au sein des espaces publics, et non au travers du filtre d'un groupe d'appartenance, quelle que soit la façon dont on peut qualifier celui-ci (familial, social, idéologique, communautaire, etc...). La proximité physique induite par le partage de la localité permet de surmonter la barrière des apparences parfois pesante ailleurs, de se parler directement. L'accès au domaine politique est beaucoup plus immédiat que dans le monde urbain, dans la mesure où la faible dimension des circonscriptions au sein desquelles sont prises les décisions (communes, et même ici Communauté de Communes comptant 4000 habitants tout au plus) y permet une circulation rapide et sans intermédiaire des informations. Les individus, en s'engageant dans des actions visant à une amélioration collective des conditions de vie, font du même coup exister une communauté politique locale. La conscience maintes fois exprimée de tout ce qui peut diviser cette dernière traduit en même temps l'attachement pour elle des différents groupes et manifeste leur désir de la voir perdurer. Nous pouvons percevoir là un regain d'intérêt pour des formes de démocratie que l'on peut qualifier de directes, et une volonté des individus d'intervenir dans toute leur singularité au sein de l'espace public local.

Repenser le temps

Cette thèse avait aussi pour but de soulever la question de nos actuels rapports au temps. A partir d'une analyse de la façon dont sont reçus sur le territoire différents projets visant à fabriquer du patrimoine, j'ai voulu montrer que ceux-ci tendaient à s'appuyer sur une conception tout à fait particulière du temps du groupe. En mettant en avant une vision de l'histoire du territoire qui privilégie son caractère immuable, imperméable au changement, en refusant ou en atténuant les éléments de conflit, de déséquilibre, le patrimoine tel qu'il est construit par les institutions dépeint bien souvent une société locale prise dans un présent éternel. Passé, présent et avenir, tout serait finalement pareil à peu de choses près. Le territoire serait porteur d'une réalité immuable sous-jacente (que l'on peut nommer « identité », « esprit », « âme »...) qui n'aurait pour ainsi dire jamais varié, et devrait être conservée dans l'avenir. Dès lors, il n'existerait pas vraiment d'échappatoire au présent, qui s'étendrait démesurément.

Outre le côté assez essentialiste d'une telle conception, qui fige le territoire dans un être permanent, celle-ci ne laisse qu'une place marginale aux habitants du territoire dans l'histoire de ce dernier. Elle fait d'eux les passagers ou les spectateurs d'un état de fait éternel sur lequel ils n'auraient que peu d'emprise.

A cette représentation de l'histoire locale, les habitants en opposent leurs propres récits et du même coup, comme l'a analysé Paul Ricoeur dans *Temps et récit*²⁷⁰, ils portent un autre regard sur l'expérience temporelle. A l'immobilité du présent, ils substituent un temps en marche, au cours duquel se jouent des conflits et des négociations. Des choix dans le passé ont décidé du présent et les choix du présent décideront de l'avenir. Et de même que dans le passé, de multiples possibilités se sont ouvertes, l'éventail des options est aujourd'hui très large et conduit à un horizon d'attente ouvert. Passé et avenir se trouvent ainsi élargis et non ramenés à la continuité du présent.

Dans la façon dont les acteurs de la localité racontent leur histoire, c'est une vision plus dynamique du territoire, de l'histoire et de la société qui apparaît. Ce n'est pas la permanence et la continuité qui priment, mais bien le changement constant initié par les individus en présence. Ces derniers se sont battus et se battent pour faire vivre la société locale, quelle que soit le nom qu'ils lui donnent (« les Bauges », « le pays », « le territoire » ou « le village »). Sans eux, elle n'existerait pas. A l'image d'habitants qui seraient les spectateurs passifs des mutations qui affectent leur territoire, les récits de la mémoire substituent l'image d'acteurs libres de leur choix et contrôlant leur destin. Ils réintroduisent dans le passé et dans l'avenir des parts d'ombre et d'inconnu, car nul ne sait ce qui se serait passé si un autre choix avait été fait et nul ne sait quelles seront exactement les conséquences des choix d'aujourd'hui. Ce faisant, ils rendent aux acteurs d'hier, d'aujourd'hui et de demain leur entière liberté.

Dynamiques de la mondialisation

²⁷⁰ RICOEUR, Paul, 1983, 1984 et 1985, *Temps et récit 1, l'Intrigue et le Récit historique, 2, la Configuration dans le récit de fiction et 3, le temps raconté*, Seuil.

Enfin, cette thèse comporte aussi une interrogation sur les effets de la mondialisation. Celle-ci a souvent été perçue et décrite comme un gigantesque mouvement d'uniformisation du monde (le « village global »). Selon un lieu commun bien souvent exprimé, l'ère de la communication et des réseaux aurait entraîné une inexorable invasion de l'ensemble de la planète par une culture et un mode de vie calqués sur le monde occidental. A l'intérieur de ce dernier, ce mouvement se serait traduit par l'absorption progressive des campagnes par une urbanité marquée par un type particulier de rapport à l'espace et au temps favorisant la montée de l'individu. Les espaces ruraux, tout en conservant une apparence différente de celle des villes accueilleraient désormais des formes de vie sociale et culturelle tout à fait semblables à celles qui existent dans celles-ci. A peu de choses près, habiter dans une grande métropole ou dans un canton de moyenne montagne de 4000 habitants deviendrait progressivement indifférent. Or, mon travail s'inscrit dans une série d'études anthropologiques qui montrent que les mouvements en cours, loin de conduire à l'uniformisation des modes de vie, sont aussi à l'origine de nouvelles expérimentations et créent de la diversité²⁷¹. Ainsi, si les cultures urbaines sont bien parvenues dans les campagnes, notamment portées par les néo-ruraux, elles n'y ont pas été transposées telles quelles. En Bauges, elles sont entrées en contact avec un monde d'ores et déjà en transformation, marqué par d'importants bouleversements, au sein duquel des acteurs locaux s'employaient à renouveler la localité. La rencontre entre la dynamique issue des villes et celle qui se déployait dans les villages a conduit à la négociation de nouvelles formes de vivre ensemble au travers de conflits, de débats et de discussions.

Nos campagnes ne sont aujourd'hui plus celles d'autrefois. Nul n'y vit plus attaché à la glèbe et soumis au contrôle collectif. Mais a priori, rien n'oblige non plus ceux qui les habitent à s'engager dans la création de nouvelles formes de vie sociale fondées sur la localité. Pourtant, des façons originales de penser le temps, l'espace et le groupe s'y élaborent. La mondialisation, quelles que soient les formes sous lesquelles elle s'exprime, ne semble pas avoir découragé la croyance des acteurs locaux en leur capacité de commencer quelque chose de nouveau et d'inventer un avenir qui excède le domaine du connu. L'existence de cet imaginaire utopique est une condition sine qua non de la liberté humaine. Mais comme l'a montré Ricoeur, pour pouvoir rêver d'un ailleurs, encore faut-il déjà pouvoir se raconter, se représenter. C'est la fonction « intégratrice » ou « constituante » de l'idéologie. Aussi est-il indispensable de produire « une histoire à soi », capable de nous conférer une identité narrative.

Les nouveaux liens entre individu et communauté

Ce travail débouche aussi sur de nouvelles questions qu'il conviendrait d'approfondir.

Les problématiques ouvertes ici à partir de l'exemple d'un territoire rural mériteraient pour nombre d'entre elles d'être interrogées à partir de travaux de terrain en milieu urbain.

²⁷¹ Voir en particulier APPADURAI, A., *Après le colonialisme...*

On peut se demander dans quelle mesure les processus visant à la constitution d'un groupe fondé sur la construction commune d'une localité, et non sur le partage a priori d'un centre d'intérêt ou d'une idéologie, trouvent leur équivalent au sein des agglomérations. Quelles formes peuvent prendre, à l'intérieur des grands ensembles urbains, d'éventuelles tentatives visant à mettre en place des réseaux d'interconnaissance ? Je pense ici au regain de vitalité que peuvent connaître en France les associations visant à animer les quartiers, ou à la création volontaire de groupes fondés sur la localité, comme par exemple les Systèmes d'Echanges Locaux (SEL). Si désormais le territoire, la localité, la communauté sont perçus et vécus comme des constructions et non pas comme des cultures que l'on partagerait d'emblée, quelles conséquences cela a-t-il sur les sociabilités urbaines ? Comment se crée ou ne se crée pas le commun lorsque de fortes densités de populations se conjuguent avec d'importantes différences culturelles ?

En lien avec cette question, le désir manifesté en Bauges de formes de démocratie « directes » ou « participative » reflète sans doute des interrogations plus générales de nos sociétés au sujet des lieux de pouvoir et de prise de décision. Alors que l'individu tend à s'affirmer, à revendiquer une autonomie d'appréciation et de jugement, les lieux au sein desquels il est possible d'échanger des arguments et de s'exprimer d'une manière publique au sujet du collectif semblent se faire bien lointains. Dans les réclamations bauges concernant la création de lieux de paroles se profile le souhait de nouveaux lieux politiques qui prennent en compte cette montée de l'individualité. Désormais, chacun souhaite pouvoir parler par et pour lui-même et non au travers de la représentativité ou de groupes plus ou moins institués. Là encore, il me semble qu'il serait intéressant de rebondir sur cette hypothèse pour observer ce type de mouvement en milieu urbain.

Après le présentisme ?

Un autre axe de recherche qu'il faudrait élargir est celui de la façon dont nous vivons actuellement l'expérience du temps dans notre société. Dans quelle mesure le régime d'historicité présentiste, qui s'est très largement répandu dans nos sociétés si l'on en croit François Hartog, suscite-t-il aujourd'hui des réticences qui conduisent à la production de contre-récits ? Et s'il tend à être contesté, par quelle attitude par rapport à l'histoire l'est-il ?

François Hartog montre bien de quelle façon le régime d'historicité de l'*historia magistra* a été abandonné autour de la Révolution, puis comment le régime futuriste a peu à peu été contesté au fil du XXème siècle avant d'être tout à fait décrédibilisé à la fin des Trente Glorieuses. Désormais, aucun de ces deux régimes ne peut être réhabilité. Il est certain que nous ne pouvons aujourd'hui trouver de modèle ni dans un âge d'or passé, ni dans un monde meilleur à venir. Nous ne sommes d'ailleurs plus prêts à sacrifier le présent à un quelconque avenir idéal et la fin du futurisme a correspondu à celle des grands modèles qui devaient organiser l'ordre à venir.

Par contre, est-ce que ne serait pas en train de se profiler une autre façon de se

percevoir dans le temps ? Nous avons vu que les habitants des Bauges construisaient des récits visant à remettre de l'incertitude dans le passé, en valorisant les choix effectués, et à permettre à celui-ci d'être interrogé et utilisé. Ils veulent aussi affirmer des options pour l'avenir, même s'ils ne savent pas exactement où celles-ci vont les mener. Faire des choix nécessite désormais d'interroger et le passé et l'avenir. Il ne faut ni répéter les erreurs d'autrefois qui ont pu mener à des catastrophes, ni mettre les lendemains en péril en les sacrifiant à leur tour au présent (c'est là que se situe l'exigence en terme de durabilité, présente notamment dans l'écologie). C'est pourquoi les groupes qui veulent agir doivent rouvrir passé et avenir, ou du moins, tisser avec eux de nouveaux liens. L'incertitude est désormais toujours présente, mais elle est la condition de la liberté et permet aux acteurs du présent de se penser comme ceux qui inventent le futur, par petites touches, presque par tâtonnement, et non plus en se référant à un modèle global de pensée. Négociation, discussion, ajustements sont prépondérants dans l'élaboration des solutions. Plus qu'en termes de résultats, de finalité, d'arrivée, l'avenir est davantage pensé comme ce qui est à construire au fur et à mesure en agissant de façon juste au moment opportun²⁷². D'une certaine manière, le but a disparu, reste le chemin.

Il me semble que c'est dans cette direction, dans ce désir d'inventer petit à petit le futur par des choix éclairés, qu'il conviendrait de chercher les alternatives qui se dessinent à l'hégémonie d'un présent qui ne propose rien d'autre que lui-même.

Enfin, cette question de l'évolution des rapports au temps me paraît extrêmement intéressante à poser dans le cadre d'une anthropologie comparative qui nous entraînerait hors des sociétés européennes pour nous tourner vers des groupes sociaux qui non seulement construisent différemment leur perception du temps (lorsqu'ils pensent le temps, et nous avons pu voir avec les travaux de François Jullien que ce n'est pas toujours le cas), mais qui ont aussi vécu les transformations du monde d'une toute autre façon. Je pense aux sociétés ayant subi la colonisation, à laquelle a succédé aujourd'hui une certaine mondialisation économique. Il est certain que par le biais de la globalisation, des symptômes de notre présentisme parviennent dans le monde entier. Comment celui-ci est-il reçu et retravaillé ? A la lumière des analyses menées dans cette étude, nous pouvons mettre en doute sa capacité à permettre aux groupes sociaux de penser les mutations en cours. En effet, dans la mesure où le présentisme se traduit par un désintérêt pour ce qui par le passé a pu être différent et par un refus de penser un avenir qui soit autre, sa fixation sur le présent prend parfois allures de repli sur le même, et à l'incapacité de penser l'altérité dans le temps correspond peut-être l'incapacité de la penser au présent. Dès lors, l'hypertrophie du présent ne serait-elle pas potentiellement porteuse d'une forme insidieuse d'ethnocentrisme ? Est-il possible de penser réellement la diversité des expériences humaines à partir d'un éternel présent ? En me fondant sur l'expérience baujue, je répondrai par la négative.

Dès lors, comment, à l'instar de ce qui se passe dans les Bauges, se construisent face au présentisme d'autres figurations de l'expérience du temps ?

²⁷² Ce qui nous renvoie aux travaux de François Jullien, lorsque celui-ci fait remarquer que si les Chinois ne pensent pas le temps, alors ils ne pensent pas leur action comme prenant place entre un début et une fin mais seulement comme devant avoir lieu à propos, au moment opportun. Voir JULLIEN, F., *Du temps...*

A partir des résultats de cette thèse et en reprenant certaines des pistes esquissées, je crois qu'il serait extrêmement intéressant de poursuivre à partir d'autres travaux de terrain le questionnement sur la façon dont les différents groupes sociaux construisent les récits de leur histoire au sein des dynamiques parfois contradictoires de la mondialisation.

Bibliographie

Bibliographie générale de sciences sociales et méthodologie

APPADURAI, Arjun, 2001, Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation, Paris, Payot (édition originale, 1996).

AUGE, Marc, 1994, Pour une anthropologie des mondes contemporains, Paris, Flammarion, coll. Champs.

BALANDIER, Georges, 1988, Sens et puissance, PUF (1ère édition 1971).

BASTIDE, Roger, 1998, Anthropologie appliquée, Paris, Stock, (première édition : Payot, 1971).

BAYART, Jean-François, 1996, L'illusion identitaire, Fayard.

BERGER, Peter, et LUCKMANN, Thomas, 1986, La construction sociale de la réalité, Méridiens Klincksieck, Paris.

BOURDIEU, Pierre, 1979, La distinction, critique sociale du jugement, éditions de Minuit, Paris.

DE CERTEAU, Michel, GIARD, Luce et MAYOL, Pierre, 1990 et 1994, L'invention du quotidien, tome 1 : arts de faire et t. 2 : habiter cuisiner, Paris, Gallimard.

- DEWEY, John, 1993, *Logique, La théorie de l'enquête*, Paris, PUF (1ère édition sous le titre *Logic : the Theory of Enquiry*, 1938).
- FAVRET SAADA, Jeanne, 1992, *Les mots, la mort, les sorts*, Gallimard.
- GEERTZ, Clifford, 1983, *Bâli, interprétation d'une culture*, Paris, Gallimard.
- GOFFMANN, Erving, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, T1 *La présentation de soi*, et T2, *Les relations en public*, Paris, éditions de Minuit.
- HOBBSAWM, Eric, 1994, *L'Âge des extrêmes, histoire du court XXème siècle*, Complexe.
- LAPLANTINE, François, 1999, *Je nous et les autres*, Le Pommier.
- LEVI-STRAUSS, Claude, 1955, *Tristes Tropiques*, Plon, Terre Humaine.
- LE WITA, Béatrix, 1988, *Ni vue ni connue, Approche ethnographique de la culture bourgeoise*, éditions de la MSH.
- MAUSS, Marcel, 1983, « *Essai sur le don* », dans : *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris (1ère édition 1950).
- MORIN, Edgar, 2001, *Journal de Plozévet : Bretagne, 1965*, La Tour d'Aigues, l'Aube.
- POIRIER, Jean, CLAPIER-VALLANDON, Simone, RAYBEAUT, Paul, 1983, *Les récits de vie*, Paris, PUF.
- SALHINS Marshall, 1980, *Au coeur des sociétés. Raison utilitaire et raison culturelle*, Paris, Gallimard, (édition originale 1976).
- STRAUSS, Anselm, 1992, *Miroirs et masques*, Paris, Métailié.
- TAP, Pierre, (sous la direction de), 1980, *Identités collectives et changements sociaux*, éditions Privat, Toulouse.
- WACQUANT, Loïc, 2000, *Corps et âme, Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur*, Agone.

Temps, histoires, mémoires, patrimoines et utopies

- AMPHOUX Pascal, et DUCRET André, 1985, « *La mémoire des lieux* », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXXIX, pp. 197-302.
- ANDERSON, Benedict, 1996, *Réflexion sur l'imaginaire national*, la Découverte.
- Autrement, Hauts-Lieux : une quête de racines, de sacré, de symboles*, 1990, n°115.
- BACZKO Bronislaw, 1984, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot.
- BARRIERE, Philippe, 2000, *Formes et usages du passé : Grenoble en ses après-guerres (1944-1964)*, thèse de doctorat d'Histoire, Université Lyon II.
- BENSA, Alban, et FABRE, Daniel (sous la direction de), 2001, *Une histoire à soi : figurations du passé et localité*, Paris, éditions de la MSH, et notamment, BONNIOL, Jean-Luc, « *La fabrique du passé, le Larzac entre histoire et mémoire* », pp. 169-193.
- BERGUES, Martine, 2000, « *"Vous n'avez pas Biron"*, *Le patrimoine rural, monument*

- minuscule ? », dans *Domestiquer l'histoire, Ethnologie des monuments historiques*, sous la direction de Daniel Fabre, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp. 103-117.
- CANDAU, Joël, 1996, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?.
- CANDAU, Joël, 1998, *Mémoire et identité*, Paris, PUF.
- CANDAU, Joël, 2001, « le partage de l'oubli : lieux d'amnésie et déni commémoratif », contribution au colloque « Mémoire et médias », mai 1998, in MERZEAU, Louise et WEBER, Thomas (dir.), *Mémoire et Médias*, Avinus. URL : <http://www.avinus.de/html/oubli.html> , consulté le 17-09-2004.
- CAPDEVIELLE, Jacques, 1986, *Le fétichisme du patrimoine*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- CERCLET, Denis, 1997, « patrimoine, mémoire et société vivants », Conférence au 8ème congrès des sciences sociales du Nord Nordeste, Université de Fortaleza (Brésil), 10-13 juin 1997, texte communiqué par l'auteur.
- CERTEAU (de), Michel, 1978, *L'écriture de l'histoire*, Gallimard, Paris.
- CHALINE, J-P, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France*, Paris, Editions du Comité des Travaux historiques et scientifiques, 1995.
- CHASTEL, André, 1986, « La notion de patrimoine », dans NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire, La Nation*, t. 2, *Le Territoire, l'Etat, le patrimoine*, Paris, Gallimard, pp. 405-450.
- CHESNEAUX Jean, 1997, « Habiter le temps, Port Moresby et ses temporalités éclatées », *Terrain*, n°29, Septembre, pp. 19-30.
- CHEVALLIER, Denis (dir), 2000, *Vives campagnes : le patrimoine rural, projet de société*, revue Autrement, série "mutations", n° 194.
- DAVALLON, Jean (dir), 1986, *Claquemurer pour ainsi dire tout l'univers...*, Centre Georges Pompidou, et notamment « philosophie des écomusées et mise en exposition » pp. 105-125.
- DELBOS, Geneviève, et JORION, Paul, 1984, *La transmission des savoirs*, Paris, éditions de la MSH.
- DELBOS, Geneviève, 2000, « Dans les coulisses du patrimoine », in CHEVALLIER, Denis (dir), *Vives campagnes : le patrimoine rural, projet de société*, revue Autrement, série "mutations", n° 194, pp. 97-128.
- de l'Estoile, Benoît, 2001, "Le goût du passé, Érudition locale et appropriation du territoire", *Terrain* n° 37, septembre 2001 pp. 123-138.
- DI MEO Guy, 1994, « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, 78, 3, pp. 15-33.
- DI MEO, Guy, et HINNEWINKEL, Jean-Claude, 1999, "Représentations patrimoniales et recompositions territoriales vécues dans l'Entre-Deux-Mers Girondin", *Géographie et Cultures*, n° 30, pp. 71-94.
- Diogène, Revue Internationale des Sciences Humaines, Approches de l'utopie*, 2005, n°209.
- DUCRET, André, 1993, « L'arbitraire du digne », in GOSSELIN, Gabriel, (sous la

- direction de), *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie, autour de Georges Balandier*, L'Harmattan, Paris.
- FABRE, Daniel (dir), 1996, *L'Europe entre cultures et nations*, Éditions de la Mission du patrimoine ethnologique.
- FABRE, Daniel (dir), 2000, *Domestiquer l'histoire, Ethnologie des monuments historiques*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.
- GAMBONI, Dario, 1998, « la face cachée du procès de constitution du patrimoine : destructions, déclassements, disqualifications », dans : POULOT, Dominique (dir), *Patrimoine et modernité*, l'Harmattan, Paris, pp. 251-263.
- GOUY-GILBERT, Cécile, RAUTENBERG Michel, et RAMON Patricia, 1997, « mémoire collective et patrimoine dans les périphéries urbaines, entre construction mythique et territoire, dans : COLLECTIF, *Les aléas du lien social, constructions identitaires et culturelles dans la ville*, La documentation Française.
- GUILLAUME, Marc, 1980, *La politique du patrimoine*, Galilée.
- HAINARD Jacques, et KAEHR Roland (Ed.), 1985, *Temps perdu, temps retrouvé. Voir les choses du passé au présent*, Musée d'Ethnographie, Neuchâtel.
- HALBWACHS, Maurice, 1994, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Albin Michel, Paris (première édition 1925).
- HALBWACHS, Maurice, 1968, *La mémoire collective*, PUF, Paris.
- HARTOG François, 2003, *Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, Seuil, La librairie du XXème siècle.
- HOBSBAWM Eric, et RANGER Terence (dir), 1983, *The Invention of Tradition*, Cambridge, Canto.
- JANKELEVITCH Vladimir, 1974, *L'irréversible et la nostalgie*, Paris, Flammarion.
- JULLIEN, François, 2001, *Du « temps », éléments d'une philosophie du vivre*, Grasset.
- KAWADA Junzo, 1993, « Histoire orale et imaginaire du passé » in GOSSELIN Gabriel *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie. Autour de Georges Balandier*, Paris, L'Harmattan, pp. 127-136.
- KILANI, Mondher, 1992, *La construction de la mémoire*, Genève, Labor et Fides.
- KOSELLECK Reinhart, 1990, *Le futur passé*, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- LAMY, Yvon (sous la direction de), 1996, *L'alchimie du patrimoine, Discours et politiques*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Talence.
- LE GOFF, Jacques, 1988, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard.
- LENCLUD, Gérard, 1987, « La tradition n'est plus ce qu'elle était... », *Terrain*, Numéro 9, *Habiter la Maison*, octobre 1987, pp 110-123.
- LENIAUD, Jean-Michel, 1992, *L'Utopie française, Essai sur le patrimoine*, Mengès.
- LYOTARD, Jean-François, 1979, *La condition postmoderne*, Paris, éditions de Minuit.
- METHOT, Marcel, 2002, *Le développement local au risque de l'utopie, vers une interprétation des enjeux du développement local au XXIème siècle*, mémoire présenté comme exigence partielle du programme de doctorat en Développement

- régional, Université du Québec à Rimouski.
- MICOUD, André, 1995, « Le bien commun des patrimoines », *Patrimoine culturel, patrimoine naturel*, la Documentation Française, pp. 25-38.
- NAMER, Gérard, 1987, *Mémoire et société*, Paris, Méridien Klincksieck.
- NAMER, Gérard, 1993, « La mémoire collective comme pratique sociale », in GOSSELIN, Gabriel, (sous la direction de), *Les nouveaux enjeux de l'anthropologie, autour de Georges Balandier*, Paris, l'Harmattan.
- NORA, Pierre (sous la direction de), 1984, 1986 et 1988, *Les lieux de mémoire*, T1, *La République*, T2, *La Nation* et T3, *Les France*, Paris, Gallimard.
- PALUMBO, Berardino, 2000, « **Poétique de l'histoire et de l'identité dans une ville de Sicile orientale** », dans **FABRE, Daniel (dir), Domestiquer l'histoire, Ethnologie des monuments historiques**, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, pp. 33-57.
- PALUMBO, Berardino, 2001, « Faire et défaire les " monuments " », Terrain n° 36, Rester liés, mars 2001, pp. 97-112.**
- PEQUIGNOT, Bruno (dir), 1998, *Utopies et sciences sociales*, l'Harmattan.
- POMIAN, Krzysztof, 1999, *Sur l'histoire*, Paris, Gallimard, Folio histoire.
- POUILLON, Jean, 1975, « Tradition, transmission ou reconstruction », in POUILLON, Jean, *Fétiches sans fétichisme*, Paris, Maspéro, pp. 155-173.
- POULOT, Dominique, (dir), 1998, *Patrimoine et modernité*, L'Harmattan, Paris.
- POULOT, Dominique, 1997, *Musée, Nation, Patrimoine*, Paris Gallimard.
- RAUTENBERG Michel, 1995, "Sur le sens des patrimoines sociaux et leur place dans la modernité" in Saez, J.P. (dir), *Identités, cultures, territoires*, Desclée de Brouwer, pp. 197-206.
- RAUTENBERG, Michel, 2000, « L'ethnologue, le patrimoine et le développement local », in COLLECTIF, Pays d'art et d'histoire, pôles d'économie du patrimoine, DATAR, Ministère de la culture, la documentation Française.
- RICOEUR, Paul, 1983, 1984 et 1985, *Temps et récit*, 1, *l'Intrigue et le Récit historique*, 2, *la Configuration dans le récit de fiction* et 3, *le temps raconté*, Seuil.
- RICOEUR, Paul, 1986, *Du texte à l'action, Essais d'herméneutique II*, Seuil.
- RICOEUR, Paul, 1997, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil.
- RICOEUR, Paul, 2000, « L'écriture de l'histoire et la représentation du passé », *Annales HSS*, juillet-août 2000, n° 4, pp. 731-747.
- ROZIER, Sabine, 1996, "La fabrique du patrimoine : interprétations et usages de la citadelle de Blaye", dans LAMY, Yvon, *L'Alchimie du Patrimoine, Discours et politiques*, Maison des Sciences des l'Homme d'Aquitaine, Talence, pp. 491-523.
- TODOROV, Tzvetan, 1995, *Les abus de la mémoire*, Arléa.
- TODOROV, Tzvetan, 2000, *Mémoire du mal, tentation du bien, Enquêtes sur le siècle*, Robert Laffont, Paris.

Espace, territoires, réseaux, flux.

- AUGE, Marc, 1992, Non-lieux, Introduction à une anthropologie de la surmodernité, Paris, Seuil.
- BACHELARD, Gaston, 1989, La poétique de l'espace, Paris, PUF (première édition 1957).
- BAILLY, Antoine, 1985, « Distance et espace : 20 ans de géographie des représentations », L'Espace Géographique, T XIV, N° 4.
- BARBICHON, Guy, et PRADO, Patrick, 1982, « Territoires de relations, territoires d'identité », Cahiers du changement social, vol VIII, Paris.
- BATTEGAY, Alain, 2000, « L'espace commun entre mythes et reconstruction, variations », dans METRAL, Jean (dir), Cultures en ville ou l'art du citoyen, L'Aube, 2000, pp. 241-254.
- BERTHO, Catherine, 1980, « L'invention de la Bretagne, genèse sociale d'un stéréotype », Actes de la recherche en sciences sociales, vol 35, pp 45-62.
- BLETON-RUGET Annie, 2001, « "Pays" et nom de pays : l'invention de la Bresse louhannaise (XIXe-XX^e siècle) », Ruralia n° 8.
- BONNEMAISON, Joël, 1981, « voyage autour du territoire », L'Espace Géographique n°4, pp. 249-262.
- BONNEMAISON, Joël, 1999, Les territoires de l'identité, T1, Le territoire, lien ou frontière ?, l'Harmattan, Paris.
- BOURDIN, Alain, 1994, « Pourquoi la prospective invente-t-elle des territoires ? », Espace et société n° 74-75, l'Harmattan, CNRS, pp. 215-235.
- BROMBERGER, Christian et MOREL, Alain, (sous la direction de), 2001, Limites floues et frontières vives, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, Paris.
- CASTELLS, Manuel, 1998, La société en réseaux, T 1., L'ère de l'information, Fayard, Paris.
- CHAMBOREDON, Jean-Claude, 1988, « Carte, désignations territoriales, sens commun géographique : les "noms de pays" selon Lucien Gallois », Etudes rurales n°109, janv-mars 1988, pp. 5-54.
- CHARLE, Christophe, 1980, « Région et conscience régionale », Actes de la Recherche en sciences sociales, vol 35, pp. 37-43.
- CHIVALLON Christine, 1999, « Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre ? », Géographie et Cultures n° 31, l'Harmattan, automne 1999, pp. 127-138.
- CLAVAL, Paul, et SINGARAVELLOU (dir), 1995, Ethnogéographies, Actes du colloque de Bordeaux, 8-10 oct 1990, Paris, L'Harmattan.
- DEBARBIEUX, Bernard et VANIER, Martin (dir), 2002, Ces territorialités qui se dessinent, l'Aube.
- DEFFONTAINES, Jean-Pierre, et Prod'homme, Jean-Pierre, 2001, Territoires et

- acteurs du développement local. De nouveaux lieux de démocratie, l'Aube, et notamment GORGEU, Yves, « Le difficile dialogue des parcs naturels régionaux avec le mouvement du développement local », pp. 105-118.
- DI MEO, Guy, 1985, « Les formations socio-spatiales, ou la dimension infra régionale en géographie », *Annales de géographie* n° 526, pp. 661-689.
- DI MEO, Guy, 1987, « Objectivation et représentation des formes socio-spatiales : de l'acteur au territoire », *Annales de géographie* n° 537, pp. 564-594.
- DI MEO, Guy, 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Anthropos, Economica, Paris.
- DI MEO, Guy, 1996, « production des identités et attachement au lieu », in LAMY, Yvon (sous la direction de), *L'alchimie du patrimoine, Discours et politiques*, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Talence.
- ETHNOLOGIE FRANÇAISE, *Territoires en questions*, 2004, n° 1, janv-mars, PUF, pp. 5-12.
- ÉTUDES RURALES, Pays, 1988, n° 109, janv-mars.
- FOUCHER, Michel, 1990, *Fronts et frontières*, Paris, Fayard.
- FREMONT, Armand, 1976, *La région, espace vécu*, Paris, PUF.
- GARRIGOU, Olivier, 2002, *Les Parcs naturels régionaux, des idéaux pour un « autre développement » aux dangers institutionnels*, ENGREF.
- GÉOGRAPHIES ET CULTURES, *Le territoire*, 1996, n° 20, l'Harmattan, et notamment Bonnemaïson Joël et Cambrézy, Luc, « Le lien territorial. Entre frontières et identités », pp. 7-18, PREVELAKIS, Georges, « La notion de territoire dans la pensée de Jean Gottmann », pp. 81-92, et CLAVAL, Paul, « Le territoire dans la transition à la postmodernité », pp. 93-112.
- GERBAUX, Françoise et PAILLET, Anne, 2000, « supracommunalité et intercommunalité de base : quelles articulations ? L'exemple du Parc naturel régional du Vercors », *Revue de Géographie Alpine*, n° 1, tome 88, pp. 35-43.
- GERBAUX, Françoise, (sous la direction de), 1999, *Utopie pour le territoire, cohérence ou complexité ?* éditions de l'aube.
- GUILLET, François, 1999, « Naissance de la Normandie, 1750-1850, genèse et épanouissement d'une image régionale », *Terrain* n° 33, sept 1999, pp. 145-156.
- HIRSCHHORN Monique, et BERTHELOT Jean-Michel (dir.), 1996, *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation ?*, Paris, L'Harmattan, Coll. Villes et entreprises.
- LAFERTE, Gilles, 2002, « La production d'identité territoriales à usage commercial dans l'entre-deux-guerres en Bourgogne », *Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurale*, n° 62. pp. 66-95.
- LAJARGE, Romain, 2000, « Les territoires au risque des projets : les montagnes entre Parcs et pays », *Revue de Géographie Alpine*, n° 1, tome 88, pp. 45-59.
- MICOUD, André, 1991, *Des Hauts Lieux, la construction sociale de l'exemplarité*, Paris, CNRS.
- MICOUD, André, 2004, « Des patrimoines aux territoires durables. Ethnologie et écologie dans les campagnes françaises », *Ethnologie Française*, XXXIV, 1, pp.

13-22.

MICOUD, André, LANEYRIE, Philippe, et DE BANVILLE, Etienne, 1977, Fonctions et enjeux de Parcs naturels régionaux périurbains, l'exemple du Parc du Pilat, CRESAL.

OHNET, Jean-Marc, 1996, Histoire de la décentralisation française, Librairie Générale française, Paris.

PAUL LEVY, Françoise, et SEGAUD, Marion, 1983, Anthropologie de l'espace, Centre George Pompidou, Paris.

RAFFESTIN, Claude, 1977, « Paysage et territorialité », Cahiers de géographie du Québec, vol 21, n° 53-64, sept-déc 1977.

Revue autrement, Hauts-Lieux : une quête de racines, de sacré, de symboles, 1990 , n°115.

RONCAYOLO, Marcel, et Alii, 1983, Territoire et territorialité, Territoires n° 1, Laboratoire de sciences sociales, ENS, Paris.

SAEZ, Jean-Pierre (sous la direction de), 1995, Identités, cultures et territoires, Desclée de Brouwer, Paris, et particulièrement MOREL, Alain, « Politiques culturelles, production d'image et développement local », pp. 131-143.

SENCEBE, Yannick, 2001, Les lieux et les temps de l'appartenance. Mobilités et territoires, une analyse sociologique du pays Diois, thèse de doctorat de sociologie et anthropologie, Université Lumière Lyon II.

SGARD, Anne, 2001, « L'invention d'un territoire », in : hors série de l'Alpe : Vercors en questions, Glénat, Musée Dauphinois, Grenoble, pp 42-53.

TARDY, Cécile, 1999, La construction patrimoniale d'un territoire, Le cas du Parc naturel régional du Livradois-Forez, thèse de doctorat nouveau régime en science de l'information et de la communication (muséologie), Université Jean Monnet, Saint Etienne.

TARRIUS, Alain, 2000, Les nouveaux cosmopolitismes, Mobilités, identités, territoires, L'Aube.

Terrain, Identité culturelle et appartenance régionale, 1985, n° 5.

THIESSE, Anne-Marie, 1997, Ils apprenaient la France, L'exaltation des régions dans le discours patriotique, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

Entre Ruralités et urbanités :

Revue Autrement, Avec nos sabots..., la campagne rêvée et convoitée, juin 1978, n° 14.

BAUER, Gérard et ROUX, Jean-Michel, 1976, La Rurbanisation ou la Ville éparpillée, Paris, Éditions du Seuil.

BERARD, Laurence, MARCHENAY, Philippe, MICOUD André, et RAUTENBERG, Michel (sous la direction de), 2000, Campagnes de tous nos désirs, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris.

- CORNU, Pierre, 2000, La forteresse vide, une histoire des hautes terres du Massif Central entre déprise humaine et emprise symbolique, (XIX^e-XX^e s), thèse de doctorat d'Histoire, Université Lyon II.
- DE LA SOUDIERE Martin, 1991, "Les Hauts-Lieux... mais les autres ?", dans MICOUD, André (dir), Des hauts-Lieux. La construction sociale de l'exemplarité, Paris, CNRS, pp. 17-31
- DE LA SOUDIERE, Martin, et PERROT, Martine, 1998, « la résidence secondaire, un nouveau mode d'habiter la campagne ? », Ruralia n° 2, p 43.
- FAURE, Christian, 1989, Le projet culturel de Vichy, Presses universitaires de Lyon, éditions du CNRS.
- HANNERZ, Ulf, 1983, Explorer la ville, éditions de minuit.
- HERVIEU, Bertrand, et LEGER, Danièle, 1978, « Les immigrés de l'utopie », Revue Autrement, Avec nos sabots, n° 14, juin 1978, pp. 48-70.
- HERVIEU Bertrand, et LEGER Danièle, 1979, Le retour à la terre. Au fond de la forêt ... l'Etat, Paris, Seuil.
- HERVIEU, Bertrand, et VIARD, Jean, 2001, Au bonheur des campagnes, éditions de l'Aube (1^{ère} édition 1996).
- KALAORA, Bernard, LANEYRIE, Philippe, et MICOUD, André, 1986, Les représentations sociales de l'espace rural et le développement local, CRESAL, Saint Etienne.
- LAGRAVE, Rose-Marie, 1980, Le village romanesque, Acte Sud.
- L'Alpe, hors série, Le Vercors en questions, 2001, Glénat, Musée dauphinois, Grenoble.
- MARIÉ, Michel, et VIARD, Jean, 1988, La campagne inventée, Actes Sud (1^{ère} édition 1978).
- MENDRAS Henri, 1984, La fin des paysans, suivi d'une réflexion sur la fin des paysans 20 ans après, 2^e éd., Arles, Actes Sud.
- MICOUD, André, KALAORA, Bernard, et LANEYRIE, Philippe, Les représentations de l'espace rural et le développement local : le cas de la forêt dans le Parc naturel régional du Pilat, CRESAL, Saint Etienne, 1986.
- Paysage au pluriel, Pour une approche ethnologique des paysages, 1995, Collection ethnologie de la France, cahier 9, éditions de la maison des sciences de l'homme, Paris, et notamment, DEBROUX, Josette, « Enquête sur un étrange succès : l'analyse paysagère dans le massif de Belledonne, pp. 209-218.
- Regards croisés sur l'agriculture en Vercors, 2003, PNR du Vercors.
- REMY, Jean et VOYE, Lilian, 1982, La ville et l'urbanisation, Jersierski éditeur.
- REMY, Jean, et VOYE, Liliane, 1992, La ville, vers une nouvelle définition ? Paris, l'Harmattan.
- REMY, Jean, 1993, « Le rural et l'urbain entre la coupure et la différence », Espace et Sociétés n° 72, l'Harmattan, CNRS, pp. 31-46.
- REMY, Jean, 1998, Sociologie urbaine et rurale. L'espace et l'agir, Paris, l'Harmattan, coll. Théorie sociale et contemporaine.
- TETU, Marie-Thérèse, 2002, Les nouveaux champs de l'urbain : passeurs, passages et

ancrages sur le plateau du Vercors drômois, mémoire de DEA d'ethnologie, Université Lyon II.

URBAIN, Jean-Didier, 2002, « le résident secondaire, un touriste à part ? », *Ethnologie Française*, XXXII, 3, pp. 515-520.

URBAIN, Jean-Didier, 2002, *Paradis verts, désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot.

Produits de terroir

BERARD, Laurence, et MARCHENAY, Philippe, 1995, « Lieux, temps et preuves. La construction sociale des produits de terroir », *Terrain*, n° 24, pp. 153-164.

DION, Roger, 1990, *Le paysage et la vigne*, Essai de géographie historique, Paris, Payot.

DUPRE, Lucie, 2002, *Du marron à la châtaigne d'Ardèche : la relance d'un produit régional*, Éditions du CTHS, Le regard de l'ethnologue.

FAURE, Muriel, 1999, "Un produit agricole "affiné" en objet culturel, le fromage beaufort dans les Alpes du Nord, in *Terrain* n° 33, *Authentique*, pp. 81-92.

FAURE, Muriel, 2000, *Du produit agricole à l'objet culturel, les processus de patrimonialisation des productions fromagères dans les Alpes du Nord*, thèse de doctorat, Université Lyon II.

Revue de géographie alpine, Patrimoine, montagne et biodiversité, 1998, n° 4, tome 86, Grenoble.

Nature :

BOZONNET, Jean-Paul, 1992, *Des monts et des mythes, l'imaginaire social de la montagne*, Presses universitaires de Grenoble.

CADORET, Anne, (Dir), 1985, *Protection de la nature, Histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*, L'Harmattan, Paris.

CADORET, Anne, 1988, « *Chasser le naturel...* », éditions de l'EHESS, Paris.

GARETTA, Raphaëlle, 1998, « ces plantes qui purifient, de l'herboristerie à l'aromathérapie », *Terrain*, n° 31, septembre 1998, pp. 77-88.

KALAORA, Bernard, 1993, *Le musée vert. Radiographie du loisir en forêt*, Paris, L'Harmattan.

KALAORA, Bernard, et CHARLES, Lionel, 2001, « La nature administrée. L'Europe, la France et la politique de la nature », *Revue Le débat*, n° 116, sept-oct 2001, Gallimard.

MAUZ, Isabelle, 2002, « La conception de la juste place des animaux dans les Alpes

françaises », *Espace et société*, n° 110-111, n° 3-4, L'harmattan, CNRS, pp. 129-145.

Politique, action, espaces publics :

ABELES, Marc, et JEUDY, Henri Pierre, 1997, *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin.

ARENDT, Hannah, 1983, *Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy (1ère édition, 1961).

HAYDEN, Robert M., 2002 « Antagonistic tolerance. Competitive Sharing of Religious Sites in South Asia and the Balkans », *Current Anthropology*, volume 43, number 2, April 2002, pp. 205-231.

ION, Jacques, et PERONI, Michel (dir), 1997, *Engagement public et exposition de la personne*, L'Aube.

JOSEPH, Isaac (dir), 1995, *Prendre place, espace public et culture dramatique*, Actes du colloque de Cerisy, éditions de la recherche, plan urbain, et notamment TASSIN, Etienne, « la visibilité de l'action politique », pp. 79-92.

TAYLOR, Charles, 1997, *Multiculturalisme : différence et démocratie*, Paris Flammarion.

WIEWORKA, Michel, (dir), 1997, *La société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte.

Études sur les Bauges

ALEXIS, Patricia, 1984, *Doucerains, Histoire de la communauté villageoise de Doucy en Bauges*, Bauges Diffusion.

BLANCHARD, Raoul, 1942, *Les préalpes françaises du Nord*, Arthaud

Comité National des Produits Laitiers, 1999, *Tome des Bauges, Rapport des experts*, Institut national des Appellations d'origines.

CHAIZE, Jacques, 1998, *Les maîtres de forges en Bauges*, Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, Chambéry.

GEX, François (Abbé), 1933, « La clouterie en Bauges », *Revue de Géographie Alpine*, t. XXI, pp. 175-220.

GEX, François (Abbé), 1984, *Les vallées des Bauges*, Bauges diffusion, (texte de 1925 environ).

GEX, François (Abbé), 1996, *Les Bauges, chemins et vie d'autrefois*, Cabédita (texte de 1925 environ).

HERMANN, Marie-Thérèse, 1995, « A propos de la tomme », in *Fromages de Savoie, le passé, le présent*, Mémoires de la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, XCVII.

Les Bauges entre lacs et Isère, 2004, Actes des premières rencontres sur l'histoire et le patrimoine du massif des Bauges, les 24 et 25 avril 2004, Mémoires et documents de la Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, t. CVII.

MORAND, Laurent (Abbé), 1978, *Les Bauges, histoire et documents*, vol 1, *Seigneurs et nobles laïcs*, vol 2, *Seigneurs ecclésiastiques* et vol 3, *Peuple et clergé*, réédition Laffitte reprints, Marseille, (première édition Chambéry, 1889-1890-1891).

MOUThON, Fabrice, 2001, « Moines et paysans sur les alpages de Savoie (XI^e-XIII^e siècles) : mythe et réalité », *Cahiers d'histoire*, tome 46, n° 1, pp. 09-25.

MOUThON, Fabrice, 2001, « Le règlement des conflits d'alpage dans les Alpes occidentales (XIII^e-XVI^e siècle) », in *Le règlement des conflits au Moyen-Age*, Actes du XXXI^e congrès de la SHMESP (Angers, 2000), Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 259-279.

SOMM, Chantal, « Interrogations autour de projets en souffrance », *La Lettre de l'ARA* n° 52, 1^{er} semestre 2004, pp. 38-40.

Annexes

[these_palisse_m_annexes.pdf](#)

Annexe 1 : Quelques données démographiques à propos du canton du Châtelard

Évolution de la population

Évolution démographique

Taux démographiques (moyennes annuelles)

Évolution du nombre de logements

Annexe 2 : Extraits de la charte du PNRMB

Extrait 1, tiré de la section 1 : présentation

Extrait 2 : tiré de la section 3 « Une politique de développement revitalisante », partie 3 « Une offre touristique de qualité dans un cadre authentique »

Annexe 3 : Couvertures de l'Echo des Bauges, le journal du Parc

Annexe 4 : Articles sur la chartreuse

Extrait du Dauphiné Libéré du 30 octobre 1994

Extrait de La Savoie du 14 mai 1999

Annexe 5 : Article sur la chartreuse dans l'Ami des Bauges de l'été 2000

Annexe 6 : Extrait de la plaquette du Parc « venez faire connaissance »

Annexe 7 : Couverture d'Alternatives rurales, journal du réseau rural de Peuple et Culture, dont fait partie l'association Oxalis

Annexe 8 : Appel à la constitution du collectif citoyen

Annexe 9 : Affiche du collectif citoyen

Annexe 10 : Affiches de ciné débat

Annexe 11 : Article paru dans l'Ami des Bauges du printemps 2003